

Forschungsberichte und Rezensionen

Michelle Zancarini-Fournel

Les Rébellions urbaines en France (1871–2005)

Quels paradigmes explicatifs?

Paris brûle-t-il? se demandait CNN au cœur des événements qui ont secoué les banlieues des villes françaises en octobre/novembre 2005. L'information ne correspondait ni à la réalité des événements, ni à celle des lieux, puisque ce n'était pas la capitale, mais les périphéries urbaines qui se rebellaient contre la situation de ségrégation et le qualificatif de «racaille» attribué par le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, à la population juvénile de ces quartiers, protestant après la mort de deux jeunes garçons dans un transformateur électrique dans lequel ils s'étaient réfugiés par peur de la police à Clichy-sous-bois (Moulier Boutang 2006).

Si la mort accidentelle d'un jeune, souvent à l'origine des «violences urbaines», a lieu chaque fois dans un contexte et à un moment spécifiques, le phénomène est cependant récurrent en France depuis plus de trente ans, même si la mémoire médiatique ne retient à ce propos que les «émeutes» de 1990 au Mas du taureau dans la ZUP¹ de Vaulx-en-Velin et pour les plus informés les «rodéos et les voitures brûlées» de «l'été chaud» dans la ZUP des Minguettes à Vénissieux en 1981. L'archéologie des violences urbaines est gommée des mémoires et de l'histoire (Zancarini-Fournel 2004). C'est la raison pour laquelle je m'attarderai dans cet article sur la période 1971–1981 pour comprendre comment s'est construit et sédimenté ce phénomène social non identifié ni reconnu comme tel. Si la région lyonnaise est au cœur des mouvements sociaux dans les banlieues françaises depuis trente ans, elle n'est cependant pas la seule; l'histoire est jalonnée par les rébellions urbaines de Mantes-la Jolie (1991) à Montbéliard (2000) en passant par Melun, Pau, Toulouse ou Strasbourg. Une cartographie et une histoire de ces phénomènes sur la longue durée seraient indispensables, mais elles n'ont pas encore été réalisées. En effet, un flot de discours interprétatifs – des sciences sociales et des médias a pris le pas sur des études précises contextualisées, à l'exception de *Bachmann et Le Guennec* (1997) pour Melun ou *Beaud et Pialoux* (2003) pour Montbéliard. Pourtant si les répertoires d'action (*Tilly* 1986) paraissent identiques (voitures brûlées, affrontements sporadiques de jeunes gens avec les forces de l'ordre, bâtiments incendiés etc.), les catégories interprétatives, comme les mots pour le dire, ont varié au cours de ces trois décennies, focalisés successivement sur l'habitat et le cadre bâti, la délinquance juvénile, la sécurité, l'immigration, l'économie souterraine, le communautarisme puis l'islamisme. La mise en intrigue et les récits divergent, alors que l'historicité est en partie gommée: Le grand absent des interprétations est le poids du passé colonial de la France dans la ségrégation de populations dites «immigrées», alors qu'il s'agit aujourd'hui de la troisième génération de Français ayant des origines étrangères. Il semble donc utile de revenir à la diversité des interprétations et des méthodologies employées pour construire ces récits qui se tissent dans des interactions permanentes entre médias – qui contribuent à forger en images une opinion commune et sciences sociales.

1 ZUP = Zones à urbaniser en priorité.

I. PANORAMA DES SCIENCES SOCIALES SUR LES »VIOLENCES URBAINES«

Les premières études après 1968 sont le fait de géographes (*Rocheport* 1974) ou d'architectes qui s'appuient sur la statistique et la démographie. Elles entérinent la catégorisation de la population en fonction de leurs origines (de »Français Nord-Africains« à »immigrés«) sur le modèle des catégorisations coloniales. Les sociologues se penchent plutôt sur la jeunesse, entendue comme un groupe homogène, mais en réalité composé uniquement de garçons (des milieux populaires) qui posent problème dans l'espace urbain: phénomènes de bandes (*du Pouget* 1976), loubards (*Mauger* 1983). En France, la sociologie se caractérise par la pluralité voire l'émiettement de ses spécialités, organisées chacune autour d'une personnalité de référence, d'un laboratoire et parfois d'une revue ou d'une collection chez un éditeur.

Dans le cadre du CADIS, laboratoire créé en 1981, *la sociologie de l'action* initiée par Alain Touraine (»La Voix et le regard«, 1978), a produit une série de recherches autour principalement de Michel Wieviorka et de François Dubet. Ce dernier a précocement développé des enquêtes (entre autres aux Minguettes à Vénissieux en 1984) et des analyses sur les jeunes qui répondent par la violence à une exclusion sociale née de la décomposition de la société industrielle et de la fin des »banlieues rouges«. »La Galère« (titre d'un des livres en 1987):

»C'est ne pas savoir utiliser son temps, c'est être engagé dans des relations fugaces, chercher un emploi sans vraiment le chercher, être délinquant sans l'être véritablement; c'est une manière de vivre la jeunesse dans les quartiers populaires«.

Dans les »Quartiers d'exil« (1992) François Dubet et Didier Lapeyronnie décrivent la désorganisation sociale née de la dissolution de la communauté ouvrière. Les auteurs soulignent que les jeunes sont socialement marginaux, mais culturellement intégrés. Le quartier, de même que la jeunesse des quartiers populaires sont considérées comme des catégories homogènes. Les auteurs présentent la violence émeutière des jeunes comme le moyen d'être reconnus, d'être vus, alors qu'ils sont habituellement marginalisés, exclus et réduits au silence. Le terme d'exclusion s'est imposé en 1991 à la suite de rencontres autour de la Ville organisées par la revue »Esprit« (*Tissot*, 2005). La distinction est faite entre la période d'avant 1981 où l'on se serait préoccupé surtout du bâti (avec le dispositif *Habitat et vie sociale* dans les années 1970), alors qu'ensuite on s'est focalisé sur l'exclusion et la précarité, ainsi que sur l'immigration. Plus tard Michel Wieviorka dans »Violence en France« (1999) insiste lui sur les pannes de »l'intégration« républicaine et le développement de cultures de l'exclusion, comme terreau des fractures communautaristes, voire islamistes.

Autour de Pierre Bourdieu, *la sociologie critique* a publié en 1993 un livre qui a fait date »La misère du monde«, remarqué par sa forme: une série d'entretiens, assez longs, publiés quasi intégralement, avec des personnes très diverses, et accompagnés simplement d'une brève analyse de différents sociologues qui font un panorama, sous différents angles, des »malaises sociaux«. Pour la première fois on donnait la parole à des habitants et à des représentants de l'État dans des quartiers dits »difficiles«. L'entretien avec un principal de collège de Vaulx-en-Velin (Est lyonnais), se battant avec l'énergie du désespoir pour contenir la violence et faire tourner son établissement est particulièrement intéressante pour notre propos. C'est aussi là que se trouvent les premières analyses de Patrick Champagne sur les constructions médiatiques de l'événement »émeute urbaine«.

Après avoir été marquée par les interprétations marxistes sur les luttes urbaines (*Le-febvre* 1970; *Castells* 1972) – si l'on excepte Chamboredon et Lemaire (1970) plus circonspets sur la capacité de mobilisation des habitants des grands ensembles sur des positions de classe la *sociologie urbaine* a exploré la territorialisation des politiques publiques. Initiée par des sociologues, des politologues ou des géographes, la réflexion s'est

concentrée sur l'habitat les grands ensembles (voir bibliographie *Dufaux et alii*, 2003) et sur la politique de la ville, contribuant ainsi à terme à une hyper-localisation de la question urbaine et sociale. La revue «Les Annales de la recherche urbaine» rassemble ainsi des contributions de spécialistes de disciplines diverses autour de numéros thématiques. A noter particulièrement dans le numéro 82 (1999) sur «les échelles de la ville» un article de l'urbaniste Philippe Genestier sur «Le sortilège du quartier: quand le lieu est censé faire lien» où l'auteur met en doute la «la capacité d'un lieu à être un territoire supposé constitutif d'une identité collective». L'ouvrage de *Liane Mozère, Michel Péraldi et Henry Rey* (1999) a le grand mérite de faire connaître la «littérature grise» (études et rapports non publiés) sur les banlieues. Les auteurs soulignent, au-delà des images convenues, les liens entretenus avec les habitants avec d'autres espaces nationaux ou transnationaux. A l'encontre de certaines descriptions misérabilistes et territorialisantes, ni les banlieues, ni les individus, ne sont complètement refermés sur eux-mêmes. Le dernier ouvrage coordonné par Michel Péraldi (2002) montre, malgré le ralentissement de la «noria», c'est-à-dire le va-et-vient des migrants entre leur pays d'origine et la France, la réalité des liens transnationaux.

La sociologie de la déviance ou de l'insécurité pose la question des «désordres urbains» (*Duprez/Mucchielli*, 2000), de la violence et de la délinquance juvéniles (voir aussi sur ce sujet, avec d'autres paradigmes explicatifs, ceux de la sociologie de l'action, *Rebughini* 1998).

Deux revues d'orientation très différente expriment le point de vue de la branche de la *sociologie consacrée à la délinquance*: «Déviance et société» et les «Cahiers de la sécurité intérieure». La dernière citée est une émanation du ministère de l'Intérieur qui soutient des recherches et réunit des experts au sein de L'Institut des Hautes Études de la sécurité intérieure (IHESI). Créé par le ministre socialiste Pierre Joxe en 1989, l'IHESI est le lieu de recyclage des savoirs sociologiques et l'interface entre police, politologues, sociologues, et autorités administratives. Le titre des numéros consacrés à notre étude est indicatif: «Jeunesse et sécurité» (1991), «Un péril jeune» (1997), «Jeunes sans foi ni loi» (2000), «Urbanisme et sécurité» (2001). La revue «*Déviance et société*» (animée jusqu'en 2004 par Laurent Mucchielli) témoigne de la place importante dans le débat politique français de la question de la lutte contre la violence et l'insécurité (et ceci depuis le rapport Peyrefitte de 1977). Les faits-divers de délinquance et de violence des jeunes occupent une place croissante dans l'actualité médiatique et sont présentés comme les manifestations de «nouveaux barbares», «de plus en plus jeunes et de plus en plus violents [...]» et ceux qui souvent, n'ont pas tout à fait la peau blanche. Du coup, les déclarations les plus alarmistes et les pétitions de principe sécuritaires retrouvent de la voix. Amalgamant les délinquances les plus bénignes avec les plus graves, les analyses d'«experts», «consultants dans les médias», réactivent la vieille peur du complot de l'«ennemi intérieur», ce qui a l'avantage de nous ramener à une histoire longue de la jeunesse populaire et des marginaux. Dans un ouvrage de 2002, Laurent Mucchielli s'efforce d'explicitier les enjeux de ce débat, de décortiquer les discours, de lire les statistiques de l'insécurité et de la violence (atteintes aux biens, agressions, violences à l'école). Enfin, il retrace l'histoire de la délinquance juvénile depuis les années 1950 redonnant ainsi à ce problème de société une perspective économique, sociale et politique. Loin de la crispation sur une vision policière des violences urbaines avec définition stricte d'une échelle normative des émeutes (*Bui Trong* 1998 et 2000), mais sans nier l'existence des problèmes, Mucchielli propose alors quelques réformes de fond pour diminuer la délinquance juvénile. Le sociologue se fait alors prescripteur (de même *Boucher* 2004).

La notion «d'incivilité» a été introduite des États-Unis par le politologue Sébastien Roché. Alors que, dans les études américaines, la notion d'incivilité servait à mettre en lumière le dysfonctionnement des institutions et le laisser-aller dans l'entretien des bâti-

ments et des espaces publics, propice au développement d'une petite délinquance, l'emploi du terme en France est utilisé comme témoin de l'impunité des »délinquants« et de l'inefficacité de la police: les mises en cause gestionnaires sont ainsi effacées de la catégorie »incivilité à la française«. Elle a fait fortune dans les espaces scolaires banlieusards français. En *sociologie de l'éducation*, les analyses les plus utiles sont les études de Jean Paul Payet sur »l'ethnicisation« des établissements scolaires et d'Agnès Van Zanten sur l'interpénétration des cultures de la rue et des cultures de l'école. Le recyclage rapide dans la sphère publique des théories des sociologues de l'éducation (entre autres par le magazine »Le Monde de l'éducation«) a contribué à provoquer la fuite des familles des couches moyennes qui ont placé leurs enfants dans les écoles privées ou qui ont trouvé des moyens de contourner la sectorisation scolaire des établissements publics. Le phénomène est noté, par exemple aux Minguettes à Vénissieux (près de Lyon) dès 1975. Le collège est, pour les élèves de 11 à 15 ans, le lieu de mise à distance des normes de l'institution et Agnès Van Zanten (in: Duprez et Mucchielli 2000) souligne cependant qu'il n'y a pas dans les collèges de groupes de sexe homogènes et que l'on trouve à côté de garçons »agités et perturbateurs« et de filles »sérieuses«, des garçons »calmes et attentifs« et des filles »révoltées et peu scolaires«.

Les approches anthropologiques nous permettent de reconsidérer l'expression de la violence dans les sociétés contemporaines: le recours à la violence s'inscrit dans un système de représentations où se dessine une conception du monde. Les »émeutes« ou »violences urbaines« ne doivent donc pas forcément s'interpréter comme des »désordres urbains«, mais peuvent aussi se lire comme l'expression d'autres symptômes qu'il s'agit de décrypter. Dans cette perspective, la dimension culturaliste de la violence est mise en avant. C'est la thèse soutenue par David Lepoutre dans »Cœur de banlieue« (1997). La violence est un trait spécifique de la »culture de rue«. L'emploi de la force physique est légitimée; elle devient un mode de relation et obéit à des codes. La force physique n'exclut cependant pas la relation à l'autre et l'amitié. L'auteur restitue à la violence, hors du cadre interprétatif de la délinquance juvénile, son cadre spécifique. Elle se manifeste par des batailles rangées et des échanges verbaux. Dans cette perspective, l'attention est portée sur le comportement et les attitudes d'affrontement où le corps est largement mis en scène. La question qui se pose est de savoir comment, du côté des acteurs, cette violence est valorisée par la manière de dominer sa peur, par l'expérience du courage et de la force. Il s'agit de se construire une réputation qui sera reconnue par les autres. Cette réputation intériorise des codes spécifiques aux groupes de pairs. Les valeurs de la culture dominante définissent la virilité comme modèle. Les aînés jouent à la fois le rôle d'incitateurs à des actions violentes, de provocateurs et de protecteurs des plus jeunes. On retrouve ici certaines grilles explicatives mises en œuvre dans une histoire longue de la jeunesse.

Les études historiques sont récentes et le plus souvent encore programmatiques (*Fourcaut* 1999). La prise en compte des temporalités et des jeux d'échelle, l'accès aux dossiers des archives nationales, départementales et communales permettent cependant de construire une autre chronologie et de mettre à jour l'impact des traces de la Guerre d'Algérie dans le déclenchement des premiers désordres urbains (*Zancarini-Fournel* 2004).

Au total, ces analyses mettent le plus souvent en avant des paradigmes généralisateurs, parfois prescriptifs, qui globalisent et naturalisent la situation que ce soit au niveau d'un quartier, d'un établissement scolaire ou d'une commune. On manque cruellement d'analyses précises, spécifiques, de suivis et de parcours individuels et familiaux diversifiés.

II. GÉNÉALOGIE DES CATÉGORIES INTERPRÉTATIVES

Importante pour la construction de l'objet d'étude, la question de la *dénomination* – »émeutes« »violences urbaines«, »guérilla urbaine«, ou »désordres urbains« renvoie pour

chacune de ces expressions à une histoire, des récits et des imaginaires sociaux spécifiques. Au croisement des catégories autochtones et des catégories d'analyse, j'ai fait le choix de l'expression «rébellions urbaines» empruntée à la fois au vocabulaire juridique des services de police et de justice («rébellion à agent de la force publique») et à l'historien moderniste Jean Nicolas. Dans l'introduction de «La rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale 1681–1789» (2002), il précise l'intérêt d'une approche anthropologique de la violence:

«Le recours collectif à la violence s'inscrit toujours dans le système de représentations par lequel la communauté désigne sa place dans l'ordre du monde. Ces images mentales qui se traduisent en actes renvoient donc à du sens et le conflit est à lire non comme pur désordre, mais comme révélateur d'une cohérence autre.»

Les catégories d'ordre et de désordre sont ici déconstruites par Jean Nicolas avec une approche marquée par l'anthropologie, même s'il se garde d'une vision purement culturaliste. Le sociologue Henri Mendras (2004) reprend également cette définition, mais dans une acception proche de la définition policière. Dominique Duprez et Laurent Mucchielli (2000) préfèrent l'expression «un peu floue, mais non connotée idéologiquement» écrivent-ils de «désordres urbains» qui leur semble plus neutre (mais fait référence à un ordre antérieur ou primitif).

La question de la *délinquance juvénile* n'est pas nouvelle. L'ordonnance du 2 février 1945 a fait prévaloir, jusqu'au milieu des années 1970, l'aspect éducatif sur l'aspect répressif. La réflexion sur la délinquance s'est structurée dans les années 1960–70 autour d'un réseau d'experts, de criminologues de l'ONU, du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO. Le problème de la délinquance et de la criminalité est mis sur l'agenda politique français en 1972, année marquée dans la France pompidolienne par les préoccupations de René Pleven (ministre de la Justice, Garde des sceaux) et Raymond Marcellin (ministre de l'Intérieur) au sujet des violences politiques, violences dans la rue et révoltes dans les prisons. Violences politiques et violences juvéniles sont alors liées dans les discours et les politiques publiques mises en œuvre sont contemporaines des premiers désordres urbains à Vaulx-en-Velin (*La Grapinière* 1971) dans l'agglomération lyonnaise. L'hypothèse de Michel Wieviorka (1999) sur la coupure complète entre les deux formes de violence – violences politiques et violences juvéniles ne résiste pas à une analyse historique généalogique. Il faudrait par ailleurs s'interroger sur le sens donné au mot politique et à une description très restrictive cantonnée aux élections et à l'action des hommes politiques, des partis, des syndicats des groupes politiques. Dire que les rébellions urbaines n'ont pas de sens politique, relève d'une conception restrictive du politique.

Avec la publication, chaque année, d'un rapport sur la criminalité en France, fondé sur les statistiques de la police judiciaire, le terme «délinquance» et l'approche quantitative s'imposent.² On trouve dans les archives de merveilleux graphiques pour démontrer l'augmentation de la délinquance et des violences, sans jamais que soit interrogée la manière dont ont été comptabilisées ces statistiques: la révision des catégories en 1972 a fait ainsi presque quadrupler automatiquement le nombre de faits signalés. Le Conseil économique et social consacre un rapport à la jeunesse délinquante en août 1975.³ Si ces catégories ont été saisies par le politique dans le célèbre rapport Peyrefitte de 1977, ce n'est que dix ans plus tard qu'elles sont travaillées par les sociologues, l'élection de François Mitterrand en 1981 ayant représenté un coup d'arrêt à la focalisation sur la délinquance et la sécurité.

Les premiers «désordres urbains» en banlieue se sont produits dix ans plus tôt en septembre 1971 à la Grapinière à Vaulx-en-Velin (Rhône) et n'ont été signalés que par une

2 Archives nationales, Centre des archives contemporaines (désormais AN, CAC) AN 85 0246, article 6. Le rapport «La violence dans la société» a été publié en 1973.

3 Session du 10–11 juin 1975.

brève information dans la presse régionale. Pourtant, ces incidents sont à l'origine, le 15 décembre 1971, d'une circulaire du ministre de l'Équipement Albin Chalandon »relative à l'action sociale et culturelle dans les ensembles d'habitation« qui insiste sur l'animation des grands ensembles et la réalisation de locaux collectifs⁴ ainsi que sur le mauvais entretien des bâtiments et l'anonymat de la gestion. Le projet est repris avec des orientations plus politiques par une commission baptisée »Habitat et vie sociale«, formée des directeurs du ministère de l'Équipement et de représentants d'autres administrations, qui souhaitent établir un équilibre des pouvoirs entre propriétaires, gestionnaires et résidents en vue d'une »cogestion« par des comités de résidents, les jeunes étant alors définis dans ce processus comme »co-acteurs du changement social.«⁵ On est ici dans un type de références socio-politiques caractéristiques des »années 1968.«⁶ En avril 1972, un rapport d'Habitat et vie sociale avait pris comme exemple les Minguettes à Vénissieux dans l'agglomération lyonnaise. Était déjà signalé, pour les 6771 familles (dont 20 % d'étrangères) le problème aigü des Harkis⁸, rejetés tant par les Français que par les Algériens; la délinquance juvénile qui se manifeste par »de petits mais fréquents délits« dont une des causes est »le manque de possibilité de loisirs.«⁹ En juillet 1974, dans un comité interministériel d'aménagement du territoire, un chargé de mission à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'Action régionale (DATAR), avançait la notion qui fera fortune dans la politique de la ville, quinze ans plus tard, de *zones sensibles*, définies par une concentration forte de travailleurs migrants, et proposait des programmes expérimentaux dans des »zones très sensibles« Vaulx-en-Velin étant cité en exemple.¹⁰ A noter la création pour la première fois d'une »commission de sécurité des biens et des personnes« qui montre le glissement sémantique conforté par la définition des objectifs d'une politique en direction des immigrés qui préconise d'empêcher »l'immigration sauvage«, slogan depuis 1971 du groupe d'extrême-droite Ordre Nouveau, matrice du Front national.¹¹ 1973 avec la visibilité de la crise pétrolière avait représenté un tournant dans les discours publics tenus à l'égard des »immigrés« (Gastaud 2000; Zancarini-Fournel 2001).

Le glissement des politiques étatiques vers le maintien de l'ordre se marque surtout dans la politique du ministre de la Justice, Alain Peyrefitte qui contribue à imposer les notions de *sécurité* et d'*insécurité* dans le débat public. L'idée du développement du sentiment d'insécurité¹² s'est imposée en 1974 (l'insécurité était dans les réponses des sondés, liée à la question de la crise économique), alors qu'Alain Peyrefitte la relie aux vio-

4 AN 1982/0147, Habitat et vie sociale, note en mai 1974 du chargé de mission à destination du ministre.

5 AN 1982/0147, Habitat et vie sociale, article 1. Colloque de Dourdan février 1973, Robert Lion directeur de la construction. Synthèse des réunions régionales préparatoires diffusée largement aux administrations régionales et départementales et aux maires des grandes villes (Lyon mais aussi les villes de l'Est lyonnais).

6 Sur la notion »d'années 68« voir G. Dreyfus-Armand/R. Frank/M. F. Lévy/ M. Zancarini-Fournel, Les années 68. Le temps de la contestation, Paris etc. 2000.

7 La catégorie »famille étrangère« est déterminée par la nationalité du chef de famille, ce qui pose question au regard de la nationalité des enfants nés en France et de nationalité française.

8 Membres d'une harka, troupe auxiliaire de l'armée française, considérés comme des traîtres par les nationalistes algériens et abandonnés en 1962 par le gouvernement français. Des milliers de harkis furent exécutés après l'indépendance de l'Algérie. D'autres ont pu regagner la France avec leurs familles.

9 AN 1982/0147, Habitat et vie sociale, article 1.

10 AN 1982/0147, Habitat et vie sociale, article 4, note à l'attention de Mr Monod, 23 septembre 1974.

11 AN 1982/0147, Habitat et vie sociale, article 3, préparation du VII^e Plan, commission sécurité des biens et des personnes, lutte contre »l'inadaptation sociale«.

12 AN, CAC 19/79 0741, article 3, groupe de travail »violence et économie«.

lences urbaines. Le Comité d'étude sur «la violence, la criminalité et la délinquance», réuni par le ministre le 20 avril 1976, fait le lien entre violences politiques et violences criminelles. Les débats du Comité au cours desquels sont auditionnées des personnalités (Raymond Aron, Pierre Chaunu, Jean Delumeau, Edgar Morin, les maires d'Évry, de Nice et de Grenoble, des experts étrangers en particulier américains, comme Stanley Hoffman – seul Michel Foucault a décliné l'invitation) les débats permettent de voir comment se forment les catégories. Des discussions vives ont lieu sur deux points: la nécessité, pour la sécurité des Français, du maintien ou non de la peine de mort¹³; le lien indissoluble tissé entre délinquance, étrangers et immigrés. Le ministre suggère fortement d'étudier la part des étrangers dans la délinquance¹⁴ et se refuse par ailleurs considérer la notion de violences symboliques des institutions. Raymond Aron dans son audition avait insisté sur la différence entre violence et délinquance, en mettant en exergue la dimension symbolique de la violence et parle aussi, pour en minimiser les effets à long terme, d'une «délinquance semi-violente dans les grands ensembles». Alain Peyrefitte, dans un amalgame surprenant, fait le lien entre la violence en 1968, le terrorisme, la drogue, le prolongement de la scolarité obligatoire et les grands ensembles.¹⁵ L'audition, le 12 octobre 1976, d'Hubert Dubedout, maire de Grenoble, avance à partir de l'exemple d'un de ces grands ensembles grenoblois, le terme de «ghetto»: il décrit l'agressivité d'une quarantaine de jeunes, entre eux et à l'extérieur du quartier: vols, effraction des équipements publics, violences sexuelles, chômage des jeunes contribuent à «créer la notion de ghetto à l'intérieur et à l'extérieur des quartiers populaires». A noter que ces jeunes, auteurs des violences, sont une infime minorité: ils représenteraient 6% des 2400 jeunes de la cité.¹⁶ Les chiffres globaux qui sont publiés mélangent grande criminalité et délinquance: la croissance de sentiment d'insécurité à cause d'une «criminalité de proximité»: «la grande criminalité indiffère, la moyenne inquiète et la petite effraie», telle est la conclusion d'un Inspecteur général de l'administration.¹⁷ Le rapport final issu des travaux de la Commission Peyrefitte, publié en 1977 à la Documentation française, note l'insuffisance des effectifs de police dans la périphérie des grandes agglomérations et suggère de recourir à la méthode dite de l'ilotage expérimentée dans la région lyonnaise depuis 1971. Un comité de suivi des recommandations met en œuvre des comités départementaux qui devront être présidés par les Préfets.¹⁸ Le Comité du Rhône composé d'élus, de chefs de service et de personnalités qualifiées est créé le 25 octobre 1978.¹⁹ Un rapport sur le système de contrôle social de la violence et de la délinquance à partir d'une enquête dans la région lyonnaise, dénonce le manque de coordination du système et la diversité des interprétations.²⁰

«Pour le magistrat, il s'agit de délinquance, pour le policier de désordre, pour le médecin et le sociologue, une inadaptation, pour les travailleurs sociaux, une réaction à la violence de la société.»

L'intervention inaugurale de la commission du Rhône insiste sur la multiplication des bandes liées à la situation économique et sociale, sur le développement de «psychoses collectives» (entretenues par les moyens d'information) et sur le rôle des animateurs so-

13 La proposition d'abolir la peine de mort est finalement adoptée par la commission par six voix contre trois – dont celle du ministre. Vœu non appliqué jusqu'en 1981.

14 AN, CAC 19/79 0741, article 1, 20 avril 1976.

15 AN, CAC 19/85 0246, travaux du Comité Peyrefitte (1976–1977).

16 AN, CAC 1979 0741, article 6, séance du 12 X 1976. La cité a 4800 habitants dont 50% de jeunes. 19% des familles sont étrangères et représentent 27% de la population. 79% des ménages ont un chef de famille employé ou ouvrier. 5% est aussi le chiffre avancé, vingt ans plus tard, par Sébastien Roché, sur le «noyau dur» des jeunes délinquants dans les cités.

17 AN, CAC 85 0246, article 18.

18 AN, CAC 85 0246, article 8, décret du 9 mars 1978 (JO).

19 AN, CAC 85 0246, article 17 et ADR 2511 W 14.

20 AN, CAC 79 07 41, note du 3 janvier 1977.

ciaux, de l'ilotage et de l'éclairage des rues.²¹ La sous-commission sur les statistiques fait la différence entre insécurité subie et insécurité ressentie, en insistant sur les différences entre les deux. La sous-commission sur la violence des jeunes conclut le 19 avril 1979, au poids des violences économiques (liées à la société de consommation) des violences politiques et sociales (le chômage et la crise) et sur la valorisation par les médias des faits divers, des figures du bandit et du truand, et souligne une transgression considérée comme virile de la règle. La troisième sous-commission sur la prévention insiste sur le développement trop rapide de certains quartiers dans des communes nouvelles (+ 82 % pour Vaulx-en-Velin entre 1968 et 1975, + 56 % à Vénissieux alors que la moyenne départementale est de 8 %).²² Une sous-commission «urbanisation et violences» est créée le 14 juin 1979, présidée par le directeur départemental de l'Équipement. L'écart est très grand avec les conclusions du rapport Peyrefitte publié en 1977. Le lien causal entre urbanisme et violence est récusé; il est suggéré de s'interroger sur le rapport entre violence et emploi. La catégorie employée dans cette commission départementale est celle de la «ségrégation» et le lien entre «les vitrines de la société de consommation» (le supermarché Carrefour à Vénissieux) et «l'urbanisation des Minguettes, caractérisée par son gigantisme». Le chômage a, pour les membres de la commission, un lien indiscutable avec la violence. Et surtout la commission conclut en insistant sur la situation des ZUP des Minguettes et de Vaulx-en-Velin qui cumulent les «handicaps socioculturels»: les familles nombreuses, immigrées, le manque d'équipements collectifs et une voirie soit surdimensionnée propice à la vitesse et au bruit (Vénissieux) ou négligée (Vaulx-en-Velin).²³

Tous les rapports soulignent une augmentation de la délinquance juvénile, caractérisée parfois de «petit banditisme», expression qui criminalise les délits (vols à l'arraché, vols de véhicules, vols avec violence, agressions gratuites et destruction de matériel), délinquance attribuée essentiellement «à des ressortissants étrangers» et caractérisé également par une forte prépondérance masculine (neuf garçons pour une fille), par une augmentation des attaques contre les personnes, en particulier pour viols ou harcèlement sexuel. Mais il semble en novembre 1980, y avoir conflit d'interprétation entre services de l'État: alors que le Directeur de la police judiciaire attribue l'augmentation de la «petite et moyenne criminalité», à un problème de société aggravé par la crise économique et sociale actuelle²⁴, le Procureur général (ministère de la Justice) fait un rapport alarmiste:²⁵

«La population est très inquiète de l'augmentation considérable qui n'apparaît pas dans les statistiques des services de police et de gendarmerie de la violence gratuite, agression contre les personnes, les vols à main armée et les agressions sur la voie publique.»²⁶

On voit donc que les politiques divergent selon les orientations ministérielles et leur déclinaison en région est fonction également des acteurs locaux.

Après l'arrivée de la gauche au pouvoir (mai 1981), les notions de sécurité et d'insécurité sont écartées en partie du débat public. Le 14 juillet 1981, minimisant les événements des Minguettes à Vénissieux, constitués en événement national par la médiatisation télévisuelle, «Le Monde», récusant le terme d'émeute en les comparant aux émeutes raciales britanniques de Brixton du printemps 1981 titre: «un été tiède à Vénissieux». Le gouvernement veut prendre en charge les jeunes en difficulté en particulier avec la créa-

21 Archives Départementales du Rhône (désormais ADR) 2511 W 14, séance inaugurale du 15 novembre 1978.

22 ADR 2511 W 14, rapport du 23 janvier 1979.

23 AN, CAC 85 0246, article 17, rapport de juillet 1980 du Comité départemental du Rhône de prévention de la violence et de la criminalité.

24 ADR 1746 W 10, statistiques de la criminalité région de Lyon, 1919–1980, interview de Bouvier au Figaro 1 XI 1980.

25 ADR 2511 W 14, rapport du 26 mars 1979.

26 ADR 1746 W 10, dépêche AFP 270738, 27 novembre 1980.

tion des ZEP (Zones d'éducation prioritaire) à l'été 1981 par le ministre de l'Éducation nationale, Alain Savary: c'est une politique dite de «discrimination positive» qui ouvre la voie à la territorialisation des politiques publiques. On s'est attardé ici sur l'imposition des notions de la sécurité et de l'insécurité par le ministre de la Justice d'alors, Alain Peyrefitte et sur l'exemple lyonnais pour montrer que, contrairement à nombre de publications et d'idées reçues, la politique de la ville ne commence, ni en 1982 avec la création de la politique des DSQ (Développement social des quartiers) et de la DIV (Délégation interministérielle à la ville), ni en 1991 (avec la création du ministère de la Ville). Comme le souligne Michel Wieviorka (*Sociologie du travail*, 2002), les sociologues n'ont pas perçu dans la décennie 1980–90, les mutations socio-politiques, le poids de la question de la sécurité et de l'insécurité, ni le lien entre le changement sociologique du phénomène migratoire, le développement du Front national et l'affirmation de l'islam, deuxième religion en France, comme bouc émissaire dans le déclin de la France et de son identité nationale. En 1992, dans «La France raciste», Michel Wieviorka enregistre cependant l'importance des sentiments de haine et de rejet dans la population, à l'égard en particulier des personnes originaires du Maghreb. Mais la sociologie a soigneusement distingué les études sur le racisme et celles sur la montée de l'insécurité sans faire le lien entre ces deux phénomènes, eux-mêmes largement alimentés par une série d'événements internationaux ou de conséquences en France de ces mêmes événements (attentats à Paris en 1986, affaire Rushdie puis Guerre du Golfe en 1991 et guerre civile en Algérie avec l'action du FIS, première Intifada en Palestine). A l'automne 1989, l'affaire du «foulard» (des fillettes exclues de cours dans un collège pour porter un «foulard»), s'est nourrie des peurs relatives à la mise en cause de la République par la menace communautariste islamiste. L'islamisme, la peur du communautarisme (avec en repoussoir l'exemple américain) et le terrorisme (particulièrement depuis le 11 septembre 2001) deviennent les nouveaux paramètres explicatifs des situations de violences urbaines.

Plus récemment, c'est comme fait social, au sens de Durkheim, que les émeutes urbaines ont été analysées (*Beaud/Pialoux* 2003). La généralisation du phénomène y compris à des villes considérées comme «tranquilles», par exemple en 2001, à Thonon-les-Bains, prospère cité balnéaire au bord du lac Léman, montre que ce ne sont plus seulement les banlieues affectées par la désindustrialisation, l'effritement de la société salariale (*Castel*) et le chômage de masse qui sont touchées et que la question excède largement celle de l'habitat et du cadre de vie. Mais avec toujours dans l'évitement de l'analyse du poids du post-colonialisme dans la situation française.

III. CHANGEMENT DE PARADIGME: DU GROUPE AUX INDIVIDU(E)S

Dépassant le point de vue d'un espace unifiant – le quartier ou la cité – et les grandes catégories interprétatives globalisantes, les études les plus récentes suivent la voie des parcours biographiques et familiaux. Il faut citer en premier lieu les entretiens du jeune Khelkal (jeune homme d'origine algérienne, auteur présumé d'attentat en 1995, abattu par la police) réalisés par un sociologue d'origine allemande (*Dietmar Loch* 2005) et publiés partiellement dans le quotidien «Le Monde» le 7 octobre 1995. L'exemple est devenu emblématique de l'excellence du parcours scolaire d'un «jeune arabe de banlieue» dans un collège du quartier des Noirettes à Vaulx-en-Velin, puis de la lente dégringolade, après sa difficile insertion dans un lycée technique renommé du centre ville, les premiers délits, la prison en 1991, et l'aspiration dans la spirale islamiste jusqu'aux attentats de 1995 et sa mise à mort par la police quasiment en direct à la télévision.

Ce n'est que récemment, en 2001, que Sébastien Roché avec une équipe du CERAT de Grenoble, s'est préoccupé de recueillir de façon approfondie des «paroles de délinquants» pour s'intéresser aux discours et aux motivations énoncées des actes de violence

commis dans l'espace public. En 2004, le sociologue Stéphane Beaud a publié un échange de correspondances par @ avec un jeune d'une cité de la région stéphanoise. On accède ainsi, par cette méthode sociologique peu courante, à la pensée et à l'univers mental d'un de ces jeunes. Un des premiers, le sociologue Ahmed Boubaker a construit sa recherche sur «Les territoires de l'ethnicité» (2003) du point de vue des acteurs de l'immigration, un récit à plusieurs voix, marqué par la diversité des itinéraires individuels; mais il s'agit une vision réduite strictement à une vision masculine, car écrit-il de façon fort discutable, c'est celle du monde unisexué de générations d'immigrés. Les femmes ont été en effet pendant longtemps invisibles dans les recherches des sociologues.

Pourtant, depuis 1989 et la première affaire du «foulard» dans l'espace scolaire, la question des filles musulmanes a été posée (*Gaspard* 1995). De façon récurrente, en 1989, 1994, 2003–04, elle a fait la une de l'actualité. La figure de l'intégriste s'est ainsi imposée, brièvement éclipsée au moment de la coupe du monde de football en juillet 1998 par la figure de la jeune maghrébine, libérée et intégrée, s'exhibant dans la rue sans complexe, cheveux au vent et maquillée, pour soutenir les champions masculins du ballon rond, dont Zinédine Zidane héros de «l'intégration à la française» (*Zancarini-Fournel* 2006). Récemment le problème du rapport entre les sexes et de la place des femmes dans les cités et dans les familles de culture musulmane est apparu dans l'espace public et dans les recherches sociologiques. Nacira Guénif Souilamas s'est penchée sur les itinéraires complexes de «beurettes», qu'elle qualifie de «descendantes d'immigrants nord-africains» (2000), tout en s'insurgeant contre les stéréotypes virilistes de genre attribués aux garçons arabes (2002) et dénoncés, entre autres, avec l'apparition d'un mouvement «Ni putes ni soumises» (*Amara* 2003) qui proteste contre la condition faite aux filles des banlieues. Les dirigeantes de cette association – qui, au nom de la laïcité et de la République, a reçu divers soutiens politiques de la gauche à la droite – parlent en fait en lieu et place des filles des cités. Le constat que dans certains territoires banlieusards, l'attitude et la vertu des filles seraient sous contrôle des garçons et des hommes, s'est imposé après plusieurs faits divers douloureux construits comme paradigmes de la situation de toutes les filles et du comportement de tous les garçons arabes. Alors que certains sociologues (*Lagrange* 1999) avaient souligné le changement de code sexuel des cités, avec la réinvention et l'imposition d'une tradition arabo-musulmane de contrôle des filles et des femmes, fruit d'une réassurance identitaire des fils – «pour nous les filles c'est le couvre-feu permanent» dit l'une d'entre elles après l'instauration du couvre-feu en novembre 2005 – d'autres sociologues critiquent cette caractérisation généralisante d'attitudes machistes attribuées à tous les garçons arabes (*Guénif/Macé* 2004). En réaction parfois à une volonté d'appropriation du corps des femmes, certaines filles, appelées «crapuleuses», bousculent les codes de genre et se construisent des «carrières déviantes» qui commencent avec le décrochage scolaire et passent par la violence (*Rubi* 2005).

On le voit les parcours individuels des garçons comme des filles sont très divers et plus complexes que ne le décrivent les explications globalisantes sur la jeunesse délictueuse et/ou islamiste des «quartiers difficiles». Cependant, tous et toutes sont confrontés au marquage par le nom patrimonial (et parfois le faciès) qui entraîne une discrimination raciale à l'embauche, dans les lieux de loisirs (discothèques, boîtes de nuit) et plus généralement dans l'espace public où ils et elles sont soumis à des contrôles incessants par la police (*Body-Gendrot* 2003).

On a sans doute sous-estimé, dans nombre d'analyses, les suites post-coloniales dans la société française et l'impact mémoriel de la Guerre d'Algérie. Jean-Paul Payet (1996) parle à propos de la scolarisation de «l'impensé de la genèse coloniale». Dans un essai au titre évocateur, «La gangrène et l'oubli» (1991), Benjamin Stora avait précocement souligné à propos de l'Algérie, ce qu'on peut qualifier aujourd'hui de syndrome, équivalent pour la France à celui de la période de Vichy. En effet, la société comme l'administra-

tion (de Barros 2005) sont irriguées en profondeur par les représentations héritées de la période coloniale. Leur réactivation par la propagande du Front national de Jean-Marie Le Pen, depuis ses premiers succès électoraux à Dreux en 1983 (Roy 1990) jusqu'aux élections présidentielles de 2002, comme l'ethnicisation, voire la racialisation des relations sociales (Costa Lascoux 2001), se confrontent (parfois vivement) dans le même temps à une réactivation mémorielle autour des épisodes judiciaires (procès Papon en 1997), médiatiques (dénonciation de la torture en Algérie en 2000), ou législatifs (article 4 sur «le bilan positif de la colonisation» de la loi de février 2005, annulé par le conseil constitutionnel en décembre 2005), alors même que des associations appellent «au devoir de -mémoire» autour des exactions coloniales (l'esclavage, comme la manifestation sanglante du 17 octobre 1961 contre les Algériens).

Récemment deux livres qui ont des points communs méthodologiques (observation participante, entretiens approfondis avec des personnes et suivis de parcours individuels et familiaux) ont contribué à la déconstruction des paradigmes explicatifs globaux et souligné le rôle actif et citoyen de militants de cité, descendants de familles ayant immigré, dans la construction de modèles de mobilisation et de politisation par l'action collective. Les institutions municipales (Masclat 2003) ou judiciaires (Coutant 2005) peuvent (ou non) offrir une forme de reconnaissance sociale qui permette de lutter contre la ségrégation et l'abandon des habitants «immigrés» des quartiers populaires.

Il serait nécessaire de s'appuyer sur ces nouveaux paradigmes pour écrire une histoire cumulée et comparée des différents épisodes de rébellions urbaines qui ont agité les banlieues françaises depuis plus de trente ans, témoins de l'impensé colonial et de l'apartheid social, une histoire croisée avec d'autres phénomènes de même nature dans les pays européens (Paola Rebughini l'a fait pour Lyon et Milan) qui ferait sans doute également avancer la connaissance d'une histoire sociale des villes européennes dans le second XX^e siècle. Elle pourrait ainsi contribuer à construire un modèle urbain démocratique à une échelle post-nationale et européenne.

IV. BIBLIOGRAPHIE CHRONOLOGIQUE

La bibliographie ne peut être exhaustive. Ont été cités ouvrages et articles qui ont eu une importance spécifique ou qui témoignent d'une nouvelle grille interprétative. Sauf mention contraire, le lieu d'édition est Paris (Livres et articles).

1970

CHAMBOREDON, JEAN-CLAUDE/LEMAIRE, MADELEINE, Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement, in: *Revue française de sociologie*, 1970, 11 (1), S. 3–33.

LEFEBVRE, HENRI, *La révolution urbaine*, Gallimard, 1970 Paris.

1971 Premiers actes de rébellion urbaine à Vaulx-en-Velin (La Grapinière) Rhône

CHAMBOREDON, JEAN-CLAUDE, La délinquance juvénile. Essai de construction d'objet, in: *Revue française de sociologie*, 1971. n° 43, S. 335–377.

1972

CASTELLS, MANUEL, *La question urbaine*, Maspéro, Paris 1972.

1974

ROCHEFORT, RENÉE, Les familles maghrébines dans la communauté urbaine de Lyon, rapport de recherche, université de Lyon 2/INED, 1974.

1976

DU POUGET DE NADAILLAC, BRUNO, Les groupes adolescents de banlieue, Lyon, Federop, 1976.

1977

PEYREFITTE, ALAIN (Hrsg.), Réponses à la violence, La Documentation française, 8 Bde., 1977 (Rapports du Comité d'étude sur la violence, la criminalité et la délinquance dirigé par Alain Peyrefitte, Garde des sceaux).

1981 Incidents aux Minguettes »été chaud« à Vénissieux (Rhône)**1983 Marche des Beurs pour l'égalité**

MAUGER, GÉRARD/FOSSÉ-POLLIAK, CLAUDE, Les Loubards, in: Actes de la recherche en sciences sociales, n° 50, 1983, S.49–67.

1985

BECKER, HOWARD, Outsiders, Métallé, 1985 (traduction édition de 1963), préface de Jean-Michel Chapoulie.

BEGAG, AZOUZ, L'immigré et sa ville, Lyon, PUL, 1985.

TETARD, FRANÇOISE, Délinquance juvénile: stratégie, concept ou discipline, in: Actes des V^{èmes} journées internationales de Vaucresson, 1985, Bd. 2, S.125–147.

1986

TILLY, CHARLES, La France conteste. De 1600 à nos jours, Fayard, Paris 1986.

1987

DUBET, FRANÇOIS, La galère: jeunes en survie, Fayard, Paris 1987.

KEPEL, GILLES, Les banlieues de l'islam, Seuil, Paris 1987.

VIEILLARD-BARON, HERVÉ, Chanteloup les Vignes, le risque du ghetto, in: Esprit, n° 131, S. 9–23.

1989 Première affaire des foulards à Creil dans l'Oise**1990 Émeute Le Mas du Taureau à Vaulx-en-Velin**

ROY, OLIVIER, Dreux: de l'immigration au ghetto ethnique, in: Esprit, n°159, S. 5–10.

1991

BEGAG, AZOUZ, La ville des autres, Lyon, PUL, Paris 1991.

DELARUE, JEAN-MARIE, Banlieues en difficulté: la relégation, Syros-Alternatives, Paris 1991.

DONZELOT, JACQUES, Face à l'exclusion, Esprit, Paris 1991.

JACQUIER, CLAUDE, Voyage dans dix quartiers européens en crise, L'Harmattan, Paris 1991.

L'insécurité urbaine et les politiques locales, in: Déviance et Société, n° spécial, Bd.15, n° 3, 1999, S. 233–275.

1992

DUBET, FRANÇOIS et *LAPEYRONNIE, DIDIER*, Quartiers d'exil, Le Seuil, Paris 1992.

JAZOULI, ADIL, Les Années banlieue, Seuil, Paris 1992.

SIMON, PATRICK, Banlieues: de la concentration au ghetto, in: *Esprit*, n°182, S. 58–64.

WIEVIORKA, MICHEL, La France raciste, Seuil.

1993

BODY-GENDROT, SOPHIE, Ville et violence. L'irruption de nouveaux acteurs, PUF, Paris 1993.

BOURDIEU, PIERRE, (Hrsg.) La misère du monde, Seuil, Paris 1993.

ROMAN, JOËL, (Hrsg.), Ville, exclusion et citoyenneté, in: *Esprit*, Entretiens de la ville II, Paris 1993.

ROY, OLIVIER, les immigrés dans la ville: peut-on parler de tensions ethniques?, in: *Esprit*, n°191, S. 41–53.

1994

BEGAG, AZOUZ/DELORME, CHRISTIAN, Quartiers sensibles, Le Seuil, Paris 1994.

1995

CASTEL, ROBERT, La métamorphose de la question sociale, Fayard, Paris 1995.

GASPARD, FRANÇOISE/KHOSROKHAVAR, FARHAD, Le foulard et la République, La Découverte, Paris 1995.

1996

BACHMANN, CHRISTIAN/LE GUENNEC, NICOLE, Violences urbaines, Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville, Albin Michel, Paris 1996. (2^{ème} édition Hachette, coll. Pluriel, 2002, avec post-face inédite).

COUTRAS, JACQUELINE, Crise urbaine et espaces sexués, Armand Colin, Paris 1996.

DURET, PASCAL, Anthropologie de la fraternité dans les cités, PUF, Paris 1996.

FOURCAUT, ANNIE (Hrsg.), La ville divisée. les ségrégations urbaines en questions. France XVIIIe-XXe siècles, Créaphis, Paris 1996 (introduction).

PAYET, JEAN-PAUL, La scolarisation des enfants et des jeunes issus de l'immigration, in: *Revue française de pédagogie*, n°117, 1996, S. 89–111.

REY, HENRI, La peur des banlieues, Presses de Sciences Po, coll. La bibliothèque du citoyen.

1997

BACHMANN, CHRISTIAN/NICOLE LE GUENNEC, Autopsie d'une émeute, Albin Michel, Paris 1997 (sur la ville de Melun)

LEPOUTRE, DAVID, Cœur de banlieue. Codes, rites et langages, Éditions Odile Jacob, Paris 1997.

1998

BODY-GENDROT, SOPHIE, Les villes face à l'insécurité. Des ghettos américains aux banlieues françaises, Bayard éd., Paris 1998.

BOYER, HENRI/LOCHARD, GUY, Scènes de télévision en banlieues 1950–1994, L'Harmattan/INA, Paris 1998.

BUI TRONG, LUCIENNE, Les rapports des jeunes avec l'autorité policière, in: *Ville École intégration*, n° 112, mars 1998.

MUCCHIELLI, LAURENT, Violences urbaines, réactions collectives et représentations de classe chez les jeunes des quartiers relégués de la France des années 1990, in: *Actuel Marx*, 1999, 26, S. 85–108.

REBUGHINI, PAOLA, La violence juvénile dans les quartiers populaires. Étude comparative des périphéries de Lyon et de Milan, THÈSE EHESS, 1998, Lille, Atelier de reproduction des thèses.

ROCHÉ, SEBASTIAN, Sociologie politique de l'insécurité. Violences urbaines, inégalités et globalisation, PUF, Paris 1998.

1999

BOUBEKER, AHMED, Familles de l'intégration, Stock, Paris 1999.

FOURCAUT, ANNIE, Les habits neufs des politiques de la ville depuis 1980, in: *Vingtième siècle*, Revue d'histoire, 64, octobre 1999, S.113–119.

MOZERE, LIANE/PERALDI, MICHEL/REY, HENRY, Intelligence des banlieues, la Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, Paris 1999.

WIEVIORKA, MICHEL *et alii*, Violence en France, Seuil, Paris 1999.

2000

BUI TRONG, LUCIENNE, Violences urbaines des vérités qui dérangent, Bayard, Paris 2000 (directrice depuis 1991 du service «Violences urbaines» des Renseignements généraux, devenu «Villes et banlieues». Elle a créé une échelle des violences urbaines en huit degrés qui va du vandalisme de l'environnement avec incendie – premier degré – à l'émeute ou guérilla urbaine – 8ème degré –).

DUPREZ, DOMINIQUE/MUCCHIELLI, LAURENT (Hrsg.), *Déviance et Société*, 2000, vol 24.

GASTAUD, YVAN, L'immigration et l'opinion publique en France sous la V^e République, Seuil, Paris 2000.

GUÉNIF SOUILAMAS, NACIRA, Des «beurettes» aux descendantes d'immigrants nord-africains, Grasset/Le Monde, Paris 2000.

ZANCARINI-FOURNEL, MICHELLE, La construction d'un «problème national»: l'immigration. 1973, un tournant?, in: *Cahiers de la Méditerranée*, Politique et altérité. La société française face au racisme, n°61, décembre 2000, S. 147–157.

2001

BORELLI, LAURENT, Renseignements généraux et violences urbaines, in: *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 136–137, mars 2001, S.95–103.

COLLOVALD, ANNIE, Des désordres sociaux à la violence urbaine, in: *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°136–137, mars 2001, S.104–113.

COSTA-LASCOUX, JACQUELINE, L'ethnicisation du lien social dans les banlieues françaises, in: *Revue européenne des migrations internationales*, 2001, n° 17, S. 123–138.

LAGRANGE, HUGUES, De l'affrontement à l'esquive, Syros, Paris 2001.

MUCCHIELLI, LAURENT, Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français, La Découverte, Paris 2001.

RÉA, ANDRÉ, Jeunes immigrés dans la cité, Bruxelles, Labor, 2001 (sur les émeutes de 1991 de Forest en Belgique).

ROCHÉ, SEBASTIAN, La délinquance des jeunes. Les 13–19 ans racontent leurs délits, Seuil, Paris 2001.

2002

AMORIM, MARILLA (Hrsg.), Images et discours sur la banlieue, Ramonville, Erès 2002.

BEAUD, STÉPHANE, 80 % d'élèves au bac. Et après?, La Découverte, coll. Textes à l'appui/enquêtes de terrain, Paris 2002.

GUENIF SOULEIMAS, NACIRA, L'enfermement viriliste: des garçons arabes plus vrais que nature, in: *Cosmopolitiques*, S. 47–59.

MUCCHIELLI, LAURENT, L'évolution de la délinquance juvénile: Essai de bilan critique, in: *Vie sociale*, 2002, n°3, S.21–47.

NICOLAS, JEAN, La rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale 1681–1789, Seuil, Paris 2002.

PÉRALDI, MICHEL (Hrsg.), La Fin des norias? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée, Maisonneuve et Larose/Maison méditerranéenne des sciences de l'Homme, coll. Frontières, villes: lieu de passage, Paris/Aix-en-Provence, 2002, 495 S.

PERALVA, ANGELINA/MACÉ, ERIC, Médias et violences urbaines. Débats politiques et construction journalistique, IHESI/La Documentation française, coll. La sécurité aujourd'hui, Paris 2002.

ROCHÉ, SEBASTIAN, Tolérance zéro? Incivilité et insécurité, Odile Jacob, Paris 2002.

RUBI, STÉPHANIE, Les comportements ›déviant‹ des adolescentes des quartiers populaires: être ›crapuleuses‹, pourquoi et comment? In: *Travail, genre et société*, n° 9, avril 2003, S. 39–70.

WIEVIORKA, MICHEL, Le sociologue et l'insécurité, *Sociologie du travail* 44, 2002, S. 557–569.

2003

AMARA, FADELA, Ni putes ni soumises, La Découverte, coll. Cahiers libres, Paris 2003.

BEAUD, STÉPHANE, PIALOUX, MICHEL, Violences urbaines, violences sociales: Genèse des nouvelles classes dangereuses, Fayard, Paris 2003.

BODY-GENDROT, SOPHIE/WIHTOL DE WENDEN, CATHERINE, Police et discriminations raciales. Le tabou français, Éditions de l'Atelier, Paris 2003.

BOUBEKER, AHMED, Les Mondes de l'ethnicité. La communauté d'expérience des héritiers de l'immigration maghrébine, Paris, Balland, coll. »Voix et Regards«.

COUSTRAS, JACQUELINE, Les peurs urbaines et l'autre sexe, L'Harmattan, coll. logiques sociales, Paris 2003.

DONZELOT JACQUES (Hrsg.), Faire société. La politique de la ville aux États Unis et en France, Le Seuil, Paris 2003.

DUFAUX, FRÉDÉRIC/FOURCAUT, ANNIE/SKOUTELSKY, RÉMY, Faire l'histoire des grands ensembles, bibliographie 1950–1980, ENS-Éditions, Lyon 2003.

MASCLET, OLIVIER, La gauche et les cités, La Dispute, Paris 2003 (2^{ème} édition 2006).

MENDRAS, HENRI, Délinquance et rébellion en France et en Europe, in: *Revue de l'OFCE*, janvier 2003/84, S. 223–240.

2004

AMRANI, YOUNÈS/BEAUD, STÉPHANE, Pays de malheur! Un jeune de cité écrit à un sociologue, La Découverte, Paris 2004.

BOUCHER, MANUEL, Repolitiser l'insécurité. Sociologie d'une ville ouvrière en recomposition, (sous-titré Perspectives de réflexion pour combattre les conséquences du retour de l'incertitude de l'existence), L'Harmattan, Paris 2004

GUENIF SOULEIMAS, NACIRA/MACÉ, ERIC, Les féministes et le garçon arabe, éditions de l'Aube, Paris 2004.

ZANCARINI-FOURNEL, MICHELLE, Généalogie des rébellions urbaines en temps de crise, *Vingtième siècle*, in: Revue d'histoire, 2004, n° 84, octobre-décembre, S. 119–127.

2005 Émeutes dans les banlieues françaises à partir de Clichy-sous-bois

COUTANT, ISABELLE, Délit de jeunesse. La justice face aux quartiers, La Découverte, coll. Textes à l'appui/enquêtes de terrain, Paris 2005.

DE BARROS, FRANÇOISE, Des Français musulmans d'Algérie aux ›immigrés‹. L'importation de classifications coloniales dans les politiques du logement en France, in: Actes de la recherche en sciences sociales, n° 159, septembre 2005, S. 26–45.

LOCH, DIETMAR, Jugendliche maghrebinischer Herkunft zwischen Stadtpolitik und Lebenswelt, VS Verlag, Wiesbaden 2005.

RIGOUSTE, MATHIEU, Le langage des médias sur les ›cités‹: représenter l'espace, légitimer le contrôle, in: Hommes et migrations, 2004, n° 122, S. 74–81.

RUBI, STÉPHANIE, Les »crapuleuses«, ces adolescentes déviantes, PUF/Le Monde, Paris 2005.

TISSOT, SYLVIE, Les sociologues et la banlieue: la construction savante du problème des ›quartiers sensibles‹ (1985–1995), in: Genèses, 60, »La ville des savants«, septembre 2005, S. 57–75.

2006

MOULIER BOUTANG, YANN, La révolte des banlieues ou les habits neufs de la République, Éditions Amsterdam, 2006.

ZANCARINI-FOURNEL, MICHELLE, Processus d'ethnisation et construction du genre dans les rébellions urbaines du très contemporain, in: Cahiers Masculin/Féminin, *CHRISTINE PLANTÉ/LAURENCE TAIN* (Hrsg.), Presses universitaires de Lyon, Lyon 2006.

Sexisme et racisme, le cas français, in: Nouvelles Questions Féministes, vol.25 n° 1, 2006.

Christopher Klemek

Ever a Divided City?

Segregation, Fragmentation, and »the Problem of the Color-Line« in Twentieth Century Urban History

»For decades, urban history in the United States has followed a disheartening narrative line of suburban affluence and center-city despair – a story with a strong and bitter subtext of racial segregation.« Mr. Bloomberg said to loud murmurs of approval from his audience. »But in today's economy, that division makes losers of cities and suburbs alike.«¹

In a speech at the beginning of his second term, the mayor of New York, Michael Bloomberg, thus wrestled with an issue – perhaps *the* issue – that had plagued his predecessors in that city, and practically every other American community of any size, over the course of the twentieth century: the corresponding fissures of race, class, and geography in urban America. In short, it has become impossible to discuss any of one those issues without becoming entangled in all three. It is true that the segregation of urban space along the lines of class and employment has been examined by scholars of the earliest manufacturing city as well as the high industrial metropolis.² And other studies have looked at the way the U. S. city sorted its inhabitants, or at least their spheres of activity, in terms of age, gender, and even sexuality.³ But above all, scholars of the urban experience have consistently focused their attention on the concept of race, and particularly upon the history of African Americans in the city.⁴ Given the task of a brief overview of recent English language historiography on segregation, this essay will take a cue from W. E. B. Du Bois and confine itself to the question of the color-line in the twentieth century U. S. city. As recently as 2004, researchers remain interested in »how several generations of immigrants from Europe, Latin America, Africa, and Asia came to see and experience the city, especially by the second half of the twentieth century, as a place dominated by blacks.«⁵ They have noted the dominance of this theme, almost in isolation:

»Open any newspaper, listen to most news reports, catch the words of many politicians bemoaning the decline of the central city, and for years the images used to accompany the message pictured a

1 *Sewell Chan*, Proposed Cut for HUD is Criticized by Bloomberg, in: *New York Times*, 1 March 2006.

2 *Paul E. Johnson*, *A Shopkeeper's Millennium. Society and Revivals in Rochester, New York, 1815–1837*, New York 2004; *Ira Katznelson*, *City Trenches. Urban Politics and the Patterning of Class in the United States*, Chicago 1982.

3 *Bryant Simon*, *New York Avenue. The Life and Death of Gay Spaces in Atlantic City, New Jersey, 1920–1990*, in: *Journal of Urban History* 28 (2002), p. 300–327; *Marc Stein*, *City of Sisterly and Brotherly Loves. Lesbian and Gay Philadelphia, 1945–1972*, Chicago 2000; *George Chauncey*, *Gay New York. Gender, Urban Culture and the Makings of the Gay Male World, 1890–1940*, New York 1994; *Philip J. Ethington*, *Recasting Urban Political History. Gender, the Public, the Household, and Political Participation in Boston and San Francisco During the Progressive Era*, in: *Social Science History* 16 (1992), S. 301–333; *Kathy Lee Peiss*, *Cheap Amusements. Working Women and Leisure in Turn-of-the-Century New York*, Philadelphia 1986.

4 *Kenneth W. Goings/Raymond A. Mohl*, *The New African American Urban History, Thousand Oaks/California 1996*. *June Manning Thomas/Marsha Ritzdorf*, *Urban Planning and the African American Community. In the Shadows, Thousand Oaks/California 1997*.

5 Editors' introduction to *Joe William Trotter/Earl Lewis/Tera W. Hunter* (eds.), *The African American Urban Experience. Perspectives from the Colonial Period to the Present*, New York 2004, p. 1.

black face. Since the 1960s, against the backdrop of race riots and general despair, the words black, inner city, ghetto and problems became connected and at times interchangeable. Oftentimes the stories produced appear as if blacks inhabit the inner cities alone. In this world there are no Asians, Latinos and Latinas, Native Americans, or whites. In this world the central cities are divided from power structures, businesses, labor unions, politics and adjacent suburbs. In this world race and racism exist within a tightly bound space divorced from the larger society. Why is this?⁶

Yet tightly bound racial segregation was not a characteristic of American cities forever and at all times. In the wake of the 1954 Supreme Court decision that outlawed racial segregation, historian C. Vann Woodward developed an influential thesis, published first in 1955 (and as recently as 2002) as *The Strange Career of Jim Crow*, arguing that formal, systematic racial segregation did not emerge, even in the deep South, before the turn of the twentieth century.⁷ Scholars have debated the timing of segregation ever since, but all have agreed about the urban setting for its development.⁸ The path to racial segregation, however, was not immediately clear to American urbanites. Despite confinement of most blacks to poorer districts, in the view of historian Kenneth Kusmer, »it seems doubtful that anything even remotely resembling a real black ghetto existed in American cities, north or south, prior to the 1890s« (with the partial exceptions of New York and Chicago).⁹ Instead African Americans were integrated amidst Irish immigrants and other working class populations, if not in the immediate vicinity of affluent homes they served. Similarly, a scholarly re-examination of the turn of the century urban landscape encountered by W. E. B. DuBois when he researched *The Philadelphia Negro*, his foundational 1899 study of race in the city, observed that »all blacks lived in close proximity to whites«, »none of the wards was majority black«, and »as a result, poor blacks and whites came into contact to a degree unimaginable in the late twentieth-century city.«¹⁰

Even as larger numbers of African Americans began to migrate into cities – particularly during and after World War I – the sense of a firm black / white color line was complicated by the presence of immigrants recently arrived from Southern or Eastern Europe, groups whose own sense of identity within the American polity was in flux. By creating ethnically isolated enclaves, immigrants often tried to insulate themselves from violent racial clashes (such as Chicago's 1919 riots) and thus constituted what Arnold Hirsch has called a »transient third tier« beyond black or white. Mixing imported prejudices with American racist attitudes by the end of the 1920s, however, these groups solidified around an identity of »white ethnics« that would provide a durable racial consciousness in US urban and political life. Thus, initially separating themselves on the basis of national origin, Italians and other immigrants learned to be »white« and justify segregation on that basis.¹¹

6 Ibid.

7 C. Vann Woodward, *The Strange Career of Jim Crow*, Oxford etc. 2002.

8 Howard N. Rabinowitz, *Race Relations in the Urban South, 1865–1890*, New York 1978. John Whitson Cell, *The Highest Stage of White Supremacy. The Origins of Segregation in South Africa and the American South*, Cambridge etc. 1982.

9 Kenneth L. Kusmer, *A Ghetto Takes Shape. Black Cleveland, 1870–1930*, Urbana 1976, p. 12.

10 Michael B. Katz/Thomas J. Sugrue, W. E. B. Dubois, *Race, and the City. The Philadelphia Negro and Its Legacy*, Philadelphia 1998, p. 8.

11 Arnold R. Hirsch, *E Pluribus Duo? Thoughts on ›Whiteness‹ and Chicago's ›New‹ Immigration as a Transient Third Tier*, in: *Journal of American Ethnic History* 23, (2004), p. 7–44. Thomas A. Guglielmo, *White on Arrival. Italians, Race, Color, and Power in Chicago, 1890–1945*, New York 2003. Susan Cotts Watkins, *After Ellis Island. Newcomers and Natives in the 1910 Census*, New York 1994. Robert Orsi, *The Religious Boundaries of an Inbetween People, Street Feste and the Problem of the Dark-Skinned Other in Italian Harlem, 1920–1990*, in: *American Quarterly* 44 (1992), p. 313–347.

During the 1960s and 1970s, historians examined the impact of racism on the formation of segregated black ghettos in northern cities, emphasizing the poverty and other social ills concentrated within them.¹² In contrast to that »first ghetto« school, newer studies have emphasized the resourcefulness, strength and dynamism within these segregated black communities in the early twentieth century city.¹³ As African Americans began moving northward, whites in cities like St. Louis scrambled to exclude them from civic institutions and establish a segregated, »Jim Crow City«. In response, however, the newcomers created a parallel set of institutions that nourished the black community's own leaders and civic life (as well as providing an organizational base to challenge segregation later).¹⁴

The »great migration« of African Americans to urban areas was not only a feature of northern cities; if anything Southern city dwellers were more explicit and legalistic about the process of segregating the burgeoning white and black populations. In Birmingham from the 1920s onward, planners utilized zoning in to insure that the South's most industrialized city was also its most segregated, devising elaborate legal responses to court challenges (as when racial zoning was declared unconstitutional). Such obstinacy in fact prevented the application of pent up black housing demand to the city's housing market, at least until the new, post-World War II city planning tools of urban renewal broke the status quo by displacing black neighborhoods into white areas. By that time, however, diminishing numbers of whites would remain in the city anyway.¹⁵ Similar stories can be told about the distinctively modern, bureaucratic process of racial segregation across the urban South – in Atlanta, Louisville, Nashville, Charlotte, or even Orlando – over the first half of the twentieth century.¹⁶

12 *Kenneth L. Kusmer*, *A Ghetto Takes Shape. Black Cleveland, 1870–1930*, Urbana 1976. *Allan H. Spear*, *Black Chicago. The Making of a Negro Ghetto, 1890–1920*, Chicago 1967. *Gilbert Osofsky*, *Harlem. The Making of a Ghetto. Negro New York, 1890–1930*, New York 1966.

13 *V.P. Franklin*, *The Education of Black Philadelphia. The Social and Educational History of a Minority Community, 1900–1950*, Philadelphia 1979. *James Borchert*, *Alley Life in Washington. Family, Community, Religion, and Folklife in the City, 1850–1970*, Urbana 1980; *Joe William Trotter*, *Black Milwaukee. The Making of an Industrial Proletariat, 1915–45*, Urbana 1985; *Allen B. Ballard*, *One More Day's Journey. The Making of Black Philadelphia*, Philadelphia 1987; *Peter Gottlieb*, *Making Their Own Way. Southern Blacks' Migration to Pittsburgh, 1916–30*, Urbana 1987; *James R. Grossman*, *Land of Hope. Chicago, Black Southerners, and the Great Migration*, Chicago 1989; *Earl Lewis*, *In Their Own Interests. Race, Class, and Power in Twentieth-Century Norfolk, Virginia*, Berkeley 1991; *Richard Walter Thomas*, *Life for Us Is What We Make It. Building Black Community in Detroit, 1915–1945*, Bloomington 1992; *Irma Watkins-Owens*, *Blood Relations. Caribbean Immigrants and the Harlem Community, 1900–1930*, Bloomington 1996; *Lillian Serece Williams*, *Strangers in the Land of Paradise. The Creation of an African American Community, Buffalo, New York, 1900–1940*, Bloomington 1999.

14 *Joseph Heathcott*, *Black Archipelago. Politics and Civic Life in the Jim Crow City*, in: *Journal of Social History* 38 (2005), p. 705. *Robin D. G. Kelley*, *The Black Poor and the Politics of Opposition in a New South City, 1929–1970*, in: *Michael B. Katz* (ed.), *The »Underclass« Debate. Views from History*, Princeton/New Jersey 1993.

15 *Charles E. Connerly*, »The Most Segregated City in America«. *City Planning and Civil Rights in Birmingham, 1920–1980*, Charlottesville 2005.

16 *Louis M. Kyriakouides*, *The Social Origins of the Urban South. Race, Gender, and Migration in Nashville and Middle Tennessee, 1890–1930*, Chapel Hill 2003; *Kristin Larsen*, *Harmonious Inequality? Zoning, Public Housing, and Orlando's Separate City, 1920–1945*, in: *Journal of Planning History* 1 (2002), p. 154–180. *Thomas W. Hanchett*, *Sorting out the New South City. Race, Class, and Urban Development in Charlotte, 1875–1975*, Chapel Hill 1998; *David Delaney*, *Race, Place, and the Law, 1836–1948*, Austin 1998. *Ronald H. Bayor*, *Race and the Shaping of Twentieth-Century Atlanta*, Chapel Hill 1996.

Northern segregation was enforced formally and informally in the first half of the twentieth century, including the frequent application of white-on-black violence.¹⁷ African Americans who challenged the boundaries of de facto housing segregation in northern cities were liable to be met with deadly force, as demonstrated in Kevin Boyle's National Book Award-winning account of the 1925 mob that came to expel a new black homeowner from his previously all-white Detroit neighborhood.¹⁸ The work of Thomas Sugrue exposes how the white working class opposed (at times violently) the arrival of African Americans in Detroit's neighborhoods and workplaces from World War II onward, thereby undermining the possibility of integration as well as progressive interracial political coalitions.¹⁹ Surveying »Segregation and Racial Conflict in American Neighborhoods« across the entire twentieth century, Stephen Grant Meyer finds violent white hostility endemic in both northern and southern cities, and notes that such clashes reached their apex in the 1950s.²⁰

The mid twentieth century also manifested increased public intervention into conditions in American cities, particularly on the part of the federal government by means of the congressional housing acts of 1937, 1949, and 1954 (among other legislation and appropriations). Recent studies continue to emphasize the dismal record of urban renewal programs from the 1940s through the 1970s, ineffective at best but all too often counterproductive with regard to the conditions of African Americans in U. S. cities.²¹ In some cases, this was because officials and policymakers were more interested in promoting economic development than redressing urban inequalities.²²

There is also evidence, however, for more deliberate malice toward blacks in these policies. The most influential work of the last generation on the study of racial segregation in post-World War II cities has been Arnold Hirsch's 1983 study *Making the Second Ghetto*, recently reissued in a new edition and also the subject of a 2003 special issue of the *Journal of Urban History* (vol. 29). Hirsch showed how white Chicagoans used slum clearance, public housing and other urban renewal programs to eradicate the black ghettos created in the first half of the twentieth century, only to replace them with even more racially and economically segregated public housing projects. Federal, state, and local government urban initiatives thus served to concentrate, stigmatize, and insulate African Americans even further from the American mainstream.²³ In Hirsch's wake, historians have

17 Sean Lang, Segregation and Violence in the USA 1900–50, in: *Modern History Review* 16 (2005), p. 23.

18 Kevin Boyle, *Arc of Justice. A Saga of Race, Civil Rights, and Murder in the Jazz Age*, New York 2004.

19 Thomas J. Sugrue, *The Origins of the Urban Crisis. Race and Inequality in Postwar Detroit*, Princeton/New Jersey 1996.

20 Stephen Grant Meyer, *As Long as They Don't Move Next Door. Segregation and Racial Conflict in American Neighborhoods*, Lanham/Maryland 2000.

21 Wendell E. Pritchett, Race and Community in Postwar Brooklyn. The Brownsville Neighborhood Council and the Politics of Urban Renewal, in: *Journal of Urban History* 27 (2001), p. 445–470. June Manning Thomas, Redevelopment and Race. Planning a Finer City in Postwar Detroit, Baltimore 1997; Howard Gillette, *Between Justice and Beauty. Race, Planning, and the Failure of Urban Policy in Washington, D.C.*, Baltimore 1995; June Manning Thomas, Redevelopment and Race. Planning a Finer City in Postwar Detroit, Baltimore 1997.

22 Joseph Heathcott/Maire Agnes Murphy, Corridors of Flight, Zones of Renewal. Industry, Planning, and Policy in the Making of Metropolitan St. Louis, 1940–1980, in: *Journal of Urban History* 31 (2005), p. 151–189.

23 Arnold R. Hirsch, *Making the Second Ghetto. Race and Housing in Chicago, 1940–1960*, Chicago/Illinois 1998 (originally published in 1983); idem, »Containment« on the Home Front. Race and Federal Housing Policy from the New Deal to the Cold War, in: *Journal of Urban History* 26 (2000), p. 158–189.

detailed the way a »second ghetto« was replicated in cities across the country – the only major debate being whether this outcome was the intentional goal of discriminatory policies or the unforeseen result of financial pressures and demographic shifts.²⁴

Similarly, historians find the hand of government is visible in another great migration, the suburbanization of the U. S. population. A 1994 survey by the *Journal of Urban History* of the most influential urban historians singled out Kenneth Jackson's *Crabgrass Frontier*, a 1985 book which has itself as a standard text on suburbanization in the decades since publication. Jackson emphasized U. S. public policies (especially mortgage programs and transportation priorities), which promoted white suburban development while neglecting urban, minority constituencies.²⁵ He also drew attention to the practice of »redlining,« whereby banks denied loans to residents in areas deemed high-risk – often defined on the basis of race – from the Depression onward. Jackson argued that the federal government directed the private banking sector to practice such discriminatory financing by means of maps produced by New Deal agencies. More recent studies of lending patterns, however, indicate that banks did not rely on such government maps to make lending decisions, while public programs did in fact offer loans to minorities.²⁶

Nevertheless, exclusivity of various kinds – social, economic, as well as racial, ethnic and even religious – was built into the American suburb from its inception, primarily through deed restrictions. These »restrictive covenants,« well-established by the end of the nineteenth century, either explicitly forbade the sale of property to undesirable groups or else they mandated certain standards with the intention of preventing any change in neighborhood character.²⁷

But the picture of a lily-white, affluent suburban preserve is incomplete, according to new research. Even if such exclusionary arrangements were in effect for many, perhaps the majority, of prominent suburban developments, a number of historians have recently pointed out other, more inclusive settlements on the urban periphery. In distinction to organized speculative subdivisions or even workmen's housing in company towns, however, these were not coordinated undertakings. Yet already by the beginning of the twentieth century, working class immigrants were acquiring small parcels of land on the outskirts of cities from Toronto to Los Angeles and constructing do-it-yourself houses.²⁸ Of all the »white ethnics«, Jews were among the earliest to leave urban neighborhoods during the first blush of the automobile suburbs in the 1920s. Historians have pointed to the relative portability of Jewish congregations, in contrast to rigidly delineated parish boundaries, as an explanation for »why the Jews left Boston and the Catholics stayed.«²⁹

And throughout the twentieth century African Americans also strived and occasionally even successfully managed to carve out suburban homesteads.³⁰ But like the ethnic en-

24 *John F. Bauman*, *Public Housing, Race, and Renewal. Urban Planning in Philadelphia, 1920–1974*, Philadelphia 1987; *John F. Bauman/Roger Biles/Kristin M. Szylvian* (eds.), *From Tenements to the Taylor Homes. In Search of an Urban Housing Policy in Twentieth-Century America*, University Park/Pennsylvania 2000.

25 *Kenneth T. Jackson*, *Crabgrass Frontier. The Suburbanization of the United States*, New York 1985.

26 *Amy E. Hillier*, *Who Received Loans? Home Owners' Loan Corporation Lending and Discrimination in Philadelphia in the 1930s*, in: *Journal of Planning History* 2 (2003), p. 3–24.

27 *Robert M. Fogelson*, *Bourgeois Nightmares. Suburbia, 1870–1930*, New Haven 2005.

28 *Richard Harris*, *Unplanned Suburbs. Toronto's American Tragedy, 1900 to 1950*, Baltimore 1996.

29 *Gerald H. Gamm*, *Urban Exodus. Why the Jews Left Boston and the Catholics Stayed*, Cambridge 1999; *John T. McGreevy*, *Parish Boundaries. The Catholic Encounter with Race in the Twentieth-Century Urban North*, Chicago 1996.

30 *Andrew Wiese*, *Places of Their Own. African American Suburbanization in the Twentieth Century*, Chicago 2004.

claves of the inner city, working class suburbs would also become racial battlegrounds in the period after World War II, as white homeowners continued to defend their stake in the American Dream in racially segregated terms.³¹ That said, some recent studies have suggested that whites' flight from the cities and their concomitant backlash against liberal urban coalitions may have been less a result of racism than disillusionment from the diminishing returns of economic and social policies.³² Such is the story in one recent account of post-World War II Baltimore, but it also fits with Chicago's West Side, where black migrants inherited a neighborhood already in decline from neglect during white administration, with whites already on the way out.³³

The 1960s represent a key turning point for ideas about racial relations in the city, given the collapse of support for urban renewal programs as well as successive summers of rioting by African Americans in many cities. Urban historians, however, have generally tended to focus either on the antecedents or legacies of this period, rather than focusing directly on the so-called »urban crisis«. The black rioting and liberal political crises of the 1960s seem less aberrational, for example, when placed within the context of white mob violence throughout the twentieth century. African American activism created pressure for a legal and political sea change, notably including the outlawing of segregation in 1954, the Civil Rights Act of 1964, and the Voting Rights Act of 1965. But the collapse of the Jim Crow system also produced renewed confrontations and population shifts; the fiftieth anniversary of the landmark Supreme Court decision in the case of *Brown v. Board of Education* brought forth a wave of scholarship addressing the white backlash and other unintended consequences of the civil rights movement.³⁴ A study of Detroit suggests, for example, that despite longstanding racial animosities, whites did not actually flee that city until African Americans achieved political power (electing the first black mayor) in the 1970s.³⁵

Upon the desegregation of southern cities like Atlanta by the 1960s, many whites not only withdrew from shared spaces like golf courses, buses, and parks but then also sought to withhold political and financial support from such public amenities. Such »tax revolts« represented a kind of »white flight« that was not simply geographic but also represented ideological shifts toward privatized, racially-exclusive social realms.³⁶ Even communities that lacked the explicit jure programs of segregation found in southern cities underwent a similar political and spatial shift, as in the case of the racial polarizations between Oakland and the suburbs of San Francisco's East Bay. The protection of white suburban »property rights« vis-à-vis the black inner city came to stand in for the direct racial con-

31 *Becky M. Nicolaides*, *My Blue Heaven. Life and Politics in the Working-Class Suburbs of Los Angeles, 1920–1965*. Chicago 2002.

32 *Kenneth D. Durr*, *Behind the Backlash. White Working-Class Politics in Baltimore, 1940–1980*, Chapel Hill 2003.

33 *Amanda I. Seligman*, *Block by Block. Neighborhoods and Public Policy on Chicago's West Side*, Chicago 2005.

34 *Michael J. Klarman*, *From Jim Crow to Civil Rights. The Supreme Court and the Struggle for Racial Equality*, Oxford etc. 2004. *Derrick A. Bell*, *Silent Covenants. Brown V. Board of Education and the Unfulfilled Hopes for Racial Reform*, Oxford etc. 2004; *Charles J. Ogletree*, *All Deliberate Speed. Reflections on the First Half Century of Brown V. Board of Education*, New York 2004; *Peter H. Irons*, *Jim Crow's Children. The Broken Promise of the Brown Decision*, New York 2002; *James T. Patterson*, *Brown V. Board of Education. A Civil Rights Milestone and Its Troubled Legacy*, Oxford etc. 2001.

35 *Heather Ann Thompson*, *Rethinking the Politics of White Flight in the Postwar City. Detroit, 1945–1980*, in: *Journal of Urban History* 25 (1999), p. 163–198.

36 *Kevin M. Kruse*, *The Politics of Race and Public Space. Desegregation, Privatization, and the Tax Revolt in Atlanta*, in: *Journal of Urban History* 31 (2005), p. 610–633.

frontations of the earlier periods when whites and blacks cohabitated within the same urban political economy.³⁷

Once de jure segregation within the city had given way to de facto segregation between increasingly black cities and predominantly white suburbs, civil rights advocates attempted to remedy these spatial inequalities through busing schemes aimed at integrating the suburban and central city schools. The 1971 Supreme Court case that upheld such forced busing (*Swann vs. Charlotte-Mecklenburg Board of Education*) originated in Charlotte, North Carolina, as that city prided itself for embracing school desegregation and enjoyed significant economic benefits from its relative racial harmony.³⁸

However, suburban whites did resist court-ordered busing in Charlotte from the early 1970s onward, but they eschewed racial justifications through a language of »color-blind populism« that proclaimed local control, property rights, and »middle-class innocence« in segregation.³⁹ It was actually in the North, notoriously in the traditional Irish working class neighborhood of South Boston, that forced school desegregation engendered violent white opposition in the 1970s. Meanwhile, Boston's more middle class suburban whites favored the political and legalistic tactics seen in Atlanta or Charlotte over such mob opposition.⁴⁰

Such forced school desegregation initiatives were abandoned in almost every city by the 1980s. Discrimination and segregation in the areas of employment and housing would also prove persistent throughout the final decades of the century. Updating the 1968 survey of urban conditions by the National Advisory Commission on Civil Disorders (also known as the *Kerner Report*), a 1998 study noted that, in the thirty years since urban riots prompted a national self-examination, conditions for poor, minority city dwellers had in fact deteriorated, becoming ever more insurmountable and isolated.⁴¹ The scholarly debate about the lingering conditions of urban inequality was revived in the 1980s by sociologist William Julius Wilson, who suggested that the movement of industries out of northern cities was leading to the development of a permanent urban underclass, perpetuated through social pathology.⁴² In response, some sociologists pointed to the persistence of segregation over the 1970s to explain the disproportionate effect of deindustrialization on black poverty rates; others contrasted African Americans with successful new immigrants to the post-industrial city, noting that blacks were largely excluded from factory jobs in the industrial era anyway.⁴³

Historians led by Michael Katz joined the discussion by the early 1990s, in an attempt to intervene in the public policy discussion by attacking the very concept of a post-industrial urban underclass for providing little more than the conventional stigmatization of individuals in poverty. Instead, they argued for turning attention to »processes at work

37 *Robert O. Self*, *American Babylon. Race and the Struggle for Postwar Oakland*, New Jersey 2003.

38 *Stephen Samuel Smith*, *Boom for Whom? Education, Desegregation, and Development in Charlotte*, Albany/New York 2004.

39 *Matthew D. Lassiter*, The Suburban Origins of »Color-Blind« Conservatism. Middle-Class Consciousness in the Charlotte Busing Crisis, in: *Journal of Urban History* 30 (2004), p. 549–582.

40 *Ronald P. Formisano*, *Boston against Busing. Race, Class and Ethnicity in the 1960s and 1970s*, Chapel Hill 2004.

41 *Fred R. Harris/Lynn A. Curtis* (eds.), *Locked in the Poorhouse. Cities, Race, and Poverty in the United States*, Lanham 1998.

42 *William J. Wilson*, *The Truly Disadvantaged. The Inner City, the Underclass, and Public Policy*, Chicago 1987.

43 *Douglas S. Massey/Nancy A. Denton*, *American Apartheid. Segregation and the Making of the Underclass*, Cambridge/Massachusetts 1993. *Roger David Waldinger*, *Still the Promised City? African-Americans and New Immigrants in Postindustrial New York*, Cambridge/Massachusetts 1996.

over a very long span of time and to the ideas and politics that generated and sustained them.«⁴⁴ These would have to include not simply family or individual pathologies but »structural transformations of the economy; the working out of racism in time and space; the consequences of institutional development; the reshaping of urban space; and the activities of the state.«⁴⁵ Scholars would continue to interrogate the effects of deindustrialization.⁴⁶ But there was no disputing the fact that by the 1970s and 1980s, vast urban areas of the United States – from Detroit to North Miami, Watts to Camden – were witnessing more concentrated, racially segregated urban poverty than ever before.

Given such conditions in the deindustrialized »rustbelt« just as »sunbelt« cities across the American South and West experienced unprecedented growth, it should hardly come as a surprise when the editors of the 2004 volume, *The African American Urban Experience*, announce that Great Migration reversed itself: »During the last third of the twentieth century, the return migration of blacks [from North to South] rose to nearly 50,000 each year.« But even more salient has been the rate of black suburbanization, »especially in northern and western cities«: »Indeed, by the turn of the twenty-first century the magnitude of black migration to the suburbs had surpassed the Great Migration to American cities.«⁴⁷ Meanwhile, by the 1980s, a generation after the phenomenon of »white flight,« affluent young white professionals (often raised in suburban enclaves) began to resettle in the very urban areas previously abandoned to poor minorities. While these movements were not generally expressed in terms of the turf wars of earlier decades, they almost inevitably initiated rising real estate prices that in turn put pressure on such economically marginal groups.⁴⁸

In the fall of 2004, new analysis of 150 years of U. S. census data revealed that late twentieth century Americans were more geographically mobile than any time since the mid nineteenth century.⁴⁹ One year later historian Robert Fishman argued that American cities were experiencing a broad new pattern of intra-national migration, encompassing new immigrants, businesses, African Americans, and the white middle class, which will eventually »reurbanize precisely those inner-city districts that were previously depopulated.« In Fishman's view, the urban crisis has passed, as trends including suburban dispersal, concentration of poverty, and even rising crime rates began reversing their late twentieth century trajectories in the 1990s. Most importantly – for our purposes here – »as white middle-class in-migration becomes more widely distributed«, Fishman sees indication of »at least the softening« of dynamics from »the period of gentrification, when the boundary between the privileged and the rest was razor sharp.«⁵⁰ Combined with other indicators that are beginning to suggest rising levels of employment, home ownership and mortgage availability for African American urbanites, there may be room for optimism. For if urban history has painfully recorded the sad implications of W. E. B. Du Bois' all-to-apt 1903 prediction that »the problem of the twentieth century is the problem of the color-line«, then the softening of these boundaries of race and class would certainly bode well for America's communities in the twenty-first.⁵¹

44 Michael B. Katz, Reframing the Debate, in: Katz, (ed.), The »Underclass« Debate, p. 442.

45 Ibid.

46 Jefferson R. Cowie/Joseph Heathcott, Beyond the Ruins. The Meanings of Deindustrialization, Ithaca 2003.

47 Editors' introduction to Trotter, et al. (eds.), The African American Urban Experience, p. 2.

48 Neil Smith, The New Urban Frontier. Gentrification and the Revanchist City, London etc. 1996.

49 Patricia Kelly Hall/Steven Ruggles, Restless in the Midst of Their Prosperity. New Evidence on the Internal Migration of Americans, 1850–2000, in: Journal of American History 91 (2004), p. 829–846.

50 Robert Fishman, The Fifth Migration, in: Journal of the American Planning Association 71 (2005), p. 357–366.

51 W. E. B. Du Bois, The Souls of Black Folk, New York 2005, p. 43.

Niels Grüne/Frank Konersmann

Gruppenbildung – Konfliktlagen – Interessenformierung

Marktdynamik und Vergesellschaftungsprozesse im ländlichen Strukturwandel deutscher Regionen (1730–1914)*

I. ZUM ÜBERGANGSCHARAKTER DER EPOCHE: PROBLEMKONSTELLATION UND FORSCHUNGSTENDENZEN

Die deutschen ländlichen Gesellschaften durchliefen zwischen dem frühen 18. Jahrhundert und dem Ersten Weltkrieg einschneidende Veränderungen. Die bis in die Anfänge des Kaiserreiches mehrheitlich auf agrarische Einkommensquellen angewiesene Bevölkerung war mit existentiellen Herausforderungen konfrontiert, die der breiten Masse erhebliche Gestaltungs- und Anpassungsleistungen abverlangten. Zu den wesentlichen Bewegungskräften zählten die durch das demografische Wachstum verursachte Ressourcenverknappung, verschiedene staatliche Agrarreformen und – flächenwirksam seit ungefähr 1850 – die Fabrikindustrialisierung. Diese endogenen und exogenen Impulse trafen auf lokale Personenverbände, die sich schon seit dem Spätmittelalter regional und stratifikatorisch pluralisiert hatten, nun jedoch einem deutlich steigenden Innovations- und Diversifizierungsdruck ausgesetzt waren.¹ Die hiermit einhergehenden sozialen Umschichtungen führten zu erheblichen Konflikten, denn die sich wandelnden Gruppenprofile, Interaktionsmuster und Teilhabeansprüche drohten die überkommene materielle, kulturelle und politische Aneignungshierarchie immer weiter auszuhöhlen.

Anhand neuerer Fallstudien und Überblicksartikel wird im Folgenden exemplarisch ausgelotet, inwiefern die gegenwärtige Forschungssituation Rückschlüsse auf das Wechselverhältnis von sozialer Gruppenbildung, Konfliktlagen und Interessenformierung zwischen 1730 und 1914 erlaubt. Dazu werden vier Themenbündel erörtert, deren charakteristische Verknüpfungen unbeschadet zahlreicher Detailbefunde bisher kaum im Zusammenhang analysiert worden sind: Nach Ressourcenausstattung und Wirtschaftspraktiken als Schlüsselvariablen des Schichtungsgefüges (2.) werden offene Spannungsfelder ins Auge gefasst, die mit ihrem engen Bezug zur Abstufung sozioökonomischer Reproduktionspotentiale auch die Erfahrungs- und Wahrnehmungsdimension gesellschaftlicher Umbrüche illustrieren (3.). Daran anknüpfend werden Fragen behandelt, die Inhalte, Formen und Praktiken ›politischer‹ Partizipation und verbreitete Ordnungsvorstellungen betreffen (4.). Dem schließt sich die Rekonstruktion ruraler Interessenorganisationen und Artikulationsformen an, um ihre Verbindung zu ländlichen Teilmilieus zu erhellen (5.). Resümierend werden einige Kernaspekte herausgestellt, die künftig in eine neue Gesamtin-

* Eine erste Fassung des Aufsatzes erschien als problemorientierter Forschungsbericht mit dem Titel: Formación de grupos sociales – situaciones de conflicto – formación de intereses. Sociedades rurales en medio del cambio estructural (1730–1914), in: *Jesús Millan Garcia Varela/Gloria Sanz Lafuente* (Hrsg.) *La historia agraria en la historiografía alemana*, Zaragoza 2006 [im Druck]. Der Artikel wurde am 9.12.2005 im Kolloquium des Lehrstuhls Frühe Neuzeit von Prof. Dr. Andreas Suter an der Bielefelder Geschichtsfakultät zur Diskussion gestellt. Die Autoren verdanken den Teilnehmern wertvolle Kritik und Anregungen für die vorliegende Überarbeitung.

¹ Als konzisen Grundriss der Anlaufphase dieses Prozesses mit Betonung der internen Antriebe und Verarbeitungskapazitäten vgl. *Christof Dipper*, Übergangsgesellschaft. Die ländliche Sozialordnung in Mitteleuropa um 1800, in: *Zeitschrift für historische Forschung* (ZHF) 23 (1996), S. 57–87.

terpretation einfließen müssten (6.). Im Vordergrund stehen dörfliche Siedlungsgebiete vornehmlich westlich der Elbe, für welche die disparaten Effekte wachsender unterbäuerlicher Bevölkerungsanteile genauer ausgeleuchtet sind.² Dieser Schwerpunkt erklärt sich vor allem daraus, dass die Ausdehnung der Unterschichten das herausragende dynamisierende Einzelphänomen im Beobachtungszeitraum bildete.³ Darüber hinaus ist zu betonen, dass eine Reihe wirkmächtiger Entwicklungsbereiche hier nur in problemgeleiteter Reduktion, d. h. in ihrer Relevanz für die soziale Differenzierung angesprochen werden können. Dazu gehören in erster Linie obrigkeitliche Agrarreformen, innere Staatsbildungs- und neuartige konfessionelle Formierungsprozesse sowie expandierende Güter- und Faktormärkte; letztere sind zudem bisher lediglich in wenigen Fallstudien erforscht worden.

Als ein wesentliches Merkmal des Übergangscharakters der zu betrachtenden Zeit ist die Koexistenz heterogener Sozialformationen anzusehen. Neben ständische und korporative traten zunehmend klassen- und berufsspezifische Beziehungen und Verpflichtungen. Nahezu alle ländlichen Akteure wurden mit einer wachsenden Diversifizierung ihrer sozialen, ökonomischen, rechtlichen, kulturellen und politischen Positionen und Aufgaben konfrontiert. Ebenso unterlagen familiäre, verwandtschaftliche und klientelare Bindungen dem strukturellen Wandel. In der Forschung besteht mittlerweile Konsens, dass diese neuartigen, von inkongruenten Ordnungsprinzipien durchsetzten Sozialformationen nicht zufrieden stellend mit dem modernisierungstheoretisch inspirierten und auf die bürgerlich-industrielle Welt zugeschnittenen Klassenbildungsmodell analysiert und interpretiert werden können.⁴ Dieses konzeptionelle Defizit ist nicht zuletzt darauf zurückzuführen, dass zum einen in einschlägigen sozialgeschichtlichen Modellentwürfen der 1980er Jahre sozialer Wandel in ländlichen Gesellschaften auffallend vernachlässigt wurde⁵; zum anderen richtete sich das Augenmerk in erster Linie auf die Anfänge der Proletarisierung ländlicher und städtischer Unterschichten.⁶ Einen ersten Schritt in Richtung einer flexibleren und empirisch angemesseneren Verwendung des Standes- und des Klassenbegriffs zur Kennzeichnung der Stellung von Akteuren in ländlichen Gesellschaften bedeutete die bahnbrechende Studie Josef Moosers zur Ländlichen Klassengesellschaft in Ostwestfalen.⁷

2 Die Entwicklung in Regionen östlich der Elbe wird nur cursorisch verfolgt. Neben pragmatischen Erwägungen kommt darin zum Ausdruck, dass die jüngste Forschung dem dortigen Wandel der ländlichen Gesellschaft im 19. Jahrhundert – anders als in der frühen Neuzeit – eher wenig Aufmerksamkeit gewidmet hat. Neue Wege in Richtung einer politischen Sozialgeschichte der preußischen Provinzen Ost- und Westpreußen und des Regierungsbezirks Breslau beschreibt nun *Patrick Wagner*, *Bauern, Junker und Beamte. Lokale Herrschaft und Partizipation im Ostelbien des 19. Jahrhunderts*, Wallstein-Verlag, Göttingen 2005, 623 S., geb., € 54; kondensiert auch *ders.*, *Gutsherren – Bauern – Broker. Die ostelbische Agrargesellschaft in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts*, in: *Journal of Modern European History* 2 (2004), S. 254–278.

3 Es handelt sich hierbei um einen allgemein anerkannten Befund; vgl. *Christof Dipper*, *Deutsche Geschichte 1648–1789*, Frankfurt/Main 1991, S. 103.

4 Vgl. die kritische Forschungsbilanz von *Ian Farr*, ›Tradition‹ and the Peasantry. On the Modern Historiography of Rural Germany, in: *Richard J. Evans/William R. Lee* (Hrsg.), *The German Peasantry. Conflict and Community in Rural Society from the Eighteenth to the Twentieth Centuries*, London etc. 1986, S. 1–36.

5 Vgl. *Jürgen Kocka*, Stand – Klasse – Organisation. Strukturen sozialer Ungleichheit in Deutschland vom späten 18. bis zum frühen 20. Jahrhundert im Aufriß, in: *Hans-Ulrich Wehler* (Hrsg.), *Klassen in der europäischen Sozialgeschichte*, Göttingen 1979, S. 137–165. Hier werden lediglich die Extremformen der ostelbischen Großlandwirtschaft und starker heimgewerblicher Durchdringung etwa in Minden-Ravensberg angesprochen.

6 Vgl. im Rahmen einer mehrbändigen Geschichte der Arbeiter und Arbeiterbewegung *Jürgen Kocka*, *Weder Stand noch Klasse. Unterschichten um 1800*, Bonn 1990; *ders.*, *Arbeitsverhältnisse und Arbeiterexistenzen. Grundlagen der Klassenbildung im 19. Jahrhundert*, Bonn 1990.

7 Neben einigen Aufsätzen vor allem *Josef Mooser*, *Ländliche Klassengesellschaft 1770–1848. Bauern und Unterschichten, Landwirtschaft und Gewerbe im östlichen Westfalen*, Göttingen

In den vergangenen 25 Jahren sind einige Gemeinde- und Mikrostudien zur ländlichen Gesellschaft erschienen, die weniger ein dichotomisierendes Stratifikationschema als vielmehr die mannigfachen verwandtschaftlichen, arbeitswirtschaftlichen und klientelaren Bindungen ihren Sozialanalysen zugrunde gelegt haben, um die asymmetrischen Reziprozitäten zwischen sozialen Gruppen hervorzuheben.⁸ Der Perspektivenwechsel verdankt sich ganz wesentlich Forschungssparten – etwa zur Protoindustrialisierung, zur Kriminalität oder zum bäuerlichen Widerstand –, in deren Erkenntnishorizont vermeintlich starre Schichtgrenzen von vornherein gegenüber ökonomischen, sozialen und politischen Handlungsformen zurücktraten. In dem Maße, wie diese Akzentuierung zwischenmenschlicher Praktiken und Netzwerke seit den 1990er Jahren auf die engere Agrargeschichte ausstrahlt, wächst deren Sensibilität für komplexe Beziehungsgeflechte, die trotz divergierender innerdörflicher Besitz- und Erwerbsverhältnisse eine nachhaltige lokale Kohäsionskraft entfalteten.⁹ Die bisweilen überspitzte Entgegensetzung des ›Klassen-‹ und ›Netzwerk-‹-Paradigmas spiegelt letztlich auf theoretischer und methodischer Ebene die Tatsache, dass sich im 19. Jahrhundert mehr noch als in der frühen Neuzeit¹⁰ dissoziative und integrative Tendenzen überkreuzten.

An Forderungen, die Polyvalenz ländlicher und speziell dörflicher sozialer Ungleichheit deshalb mit einer präzisen Verortung in diesem Koordinatensystem schärfer zu konturieren, hat es vor allem seit Mitte der 1980er Jahre nicht gefehlt.¹¹ Konsequente Umsetzungsversuche sind jedoch nach wie vor selten, worauf noch die beiden jüngeren Forschungsberichte von Werner Troßbach und Clemens Zimmermann hindeuten.¹² Die Frage nach dem Gewicht horizontaler und vertikaler Vergesellschaftungs- und Interaktionsmodi so-

1984. Moosers Pionierleistung wurde seinerzeit emphatisch gewürdigt; vgl. *Christof Dipper*, Ländliche Klassengesellschaft 1770–1848. Bemerkungen zum gleichnamigen Buch von Josef Mooser, in: GG 12 (1986), S. 244–253.

- 8 Generell zum mikrohistorischen Ansatz in der Erforschung ländlicher Gesellschaften *Werner Troßbach*, Von der Dorfgeschichte zur Mikrohistorie. Transformationen in der Historik »kleinster Teilchen«, in: *Stefan Brakensiek/Axel Flügel* (Hrsg.), Regionalgeschichte in Europa. Methoden und Erträge der Forschung zum 16. bis 19. Jahrhundert, Paderborn 2000, S. 171–195.
- 9 Vgl. *Werner Troßbach*, Historische Anthropologie und frühneuzeitliche Agrargeschichte deutscher Territorien. Anmerkungen zu Gegenständen und Methoden, in: *Historische Anthropologie* 5 (1997), S. 187–211, hier: S. 192–194.
- 10 *Werner Troßbach*, Offenheit und Komplexität ländlicher Gemeinden in verstädterten Landgebieten. Kommentar zu den Beiträgen von Mark Häberlein, Anke Sczesny, Edwin Ernst Weber und Christine Werkstetter, in: *André Holenstein/Sabine Ullmann* (Hrsg.), Nachbarn, Gemeindegossen und die anderen. Minderheiten und Sondergruppen im Südwesten des Reiches während der Frühen Neuzeit, Epfendorf 2004, S. 125–150, hat jüngst noch einmal eindringlich vor Augen geführt, dass schon für die frühe Neuzeit die widersprüchliche »Handlungsrelevanz« (ebd., S. 133) dörflicher Schichtungsprofile das vordringliche Forschungsproblem darstellt.
- 11 Vgl. etwa *Farr*, S. 20–25; *Clemens Zimmermann*, Dorf und Land in der Sozialgeschichte, in: *Wolfgang Schieder/Volker Sellin* (Hrsg.), Sozialgeschichte in Deutschland. Entwicklungen und Perspektiven im internationalen Zusammenhang, Bd. 2: Handlungsräume des Menschen in der Geschichte, Göttingen 1986, S. 90–112, hier: S. 105–107; *Christof Dipper*, Bauern als Gegenstand der Sozialgeschichte, in: ebd., Bd. 4: Soziale Gruppen in der Geschichte, Göttingen 1987, S. 9–33, hier: 26–28.
- 12 Vgl. *Werner Troßbach*, Beharrung und Wandel »als Argument«. Bauern in der Agrargesellschaft des 18. Jahrhunderts, in: *ders./Clemens Zimmermann* (Hrsg.), Agrargeschichte. Positionen und Perspektiven, Stuttgart 1998, S. 107–136; *Clemens Zimmermann*, Ländliche Gesellschaft und Agrarwirtschaft im 19. und 20. Jahrhundert, in: ebd., S. 137–163. Als Desiderate benennt Zimmermann namentlich die Frage, »inwiefern [...] es über die Ausdifferenzierung von Besitzklassen hinaus zur Ausbildung ländlicher Klassengesellschaft [kam], die in Konflikten manifest wurde«, und die changierenden dorfgesellschaftlichen Folgen der Industrialisierung; ebd., S. 161 f.

wie nach regionalen Struktur- und zeitlichen Entwicklungsmustern soll den folgenden Überblick daher grundieren.

II. DAS LÄNDLICHE SOZIALGEFÜGE: VON DER STÄNDE- ZUR KLASSENGESELLSCHAFT?

Schon im Spätmittelalter wiesen ländliche Siedlungsverbände vielfach eine markante soziale Differenzierung auf. Neben den Vollbauern fanden sich Dorfbewohner, deren Bodenbesitz keine rein landwirtschaftliche Existenz ermöglichte und die daher auf zusätzliche Erwerbsquellen angewiesen waren. Ihre Zahl überstieg häufig bereits während der frühen Neuzeit bei weitem jenes Maß, das durch Kombination von bescheidenem Eigenbetrieb, lokalem Versorgungshandwerk und agrarischem Gesindedienst und Tagelohn allein den Funktionsbedürfnissen der bäuerlichen Ökonomie genügte. Ein qualitatives Novum für die Zeit seit dem frühen 18. Jahrhundert stellte jedoch die Tatsache dar, dass diese unterbäuerlichen Gruppen unter den Bedingungen eines ungebrochenen Bevölkerungswachstums sprunghaft zunahmen und um 1800 zumeist die Mehrheit der Haushaltsvorstände¹³ ausmachten.¹⁴

Die analytische Sammelkategorie ›Unterschichten‹ umfasst ein äußerst heterogenes Besitzspektrum, das – mit regional wechselnden Bezeichnungen – von Kleinbauern über Parzellen- und bloße Hauseigner bis zu Kleinpächtern und Mietern reichte.¹⁵ Darüber hinaus lagerten sich der Vermögenspyramide in variierendem Grade rechtsständische Abstufungen an. In den Dörfern der Pfalz, Badens und Altwürttembergs mit Realteilungssitte etwa war das Gros der Haushaltsvorstände ungeachtet eines bisweilen schroffen Besitzgefälles¹⁶ im ortsbürgerlichen Status gleichgestellt und nur für die gemeinen Nutzungen (v. a. Weide, Wald) galten häufig gestaffelte Kontingente.¹⁷ Dagegen knüpften sich in den

13 Das Gesinde als unselbstständiges, fremder Hausherrschaft unterworfenen und in der Regel lebenszyklisch definiertes Segment der ländlichen Unterschichten bleibt nachfolgend außerhalb der Betrachtung.

14 Dies ist der kleinste gemeinsame Nenner diverser Schätzungen, die – nicht verwunderlich angesichts spärlicher statistischer Daten und starker regionaler Unterschiede – zwischen 50 und 80% pendeln. Vgl. *Diedrich Saalfeld*, Die ständische Gliederung der Gesellschaft Deutschlands im Zeitalter des Absolutismus. Ein Quantifizierungsversuch, in: *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* (VSWG) 67 (1980), S. 457–483, hier: 464, 474–477; *Kocka*, Weder Stand noch Klasse, S. 86; *Wolfgang von Hippel*, Armut, Unterschichten, Randgruppen in der frühen Neuzeit, München 1995, S. 15, 67; *Dipper*, Übergangsgesellschaft, S. 67; *Robert von Friedeburg*, Lebenswelt und Kultur der unterständischen Schichten in der Frühen Neuzeit, München 2002, S. 9f.

15 Zu den regionalen Benennungen und Kernmerkmalen der bloßen Hauseigentümer und Mieter-Pächter vgl. *Niels Grüne*, Häusler, in: *Enzyklopädie der Neuzeit*, Bd. 4, Stuttgart etc. 2006 [im Druck]; *ders.*, Einlieger, in: ebd., Bd. 3, Stuttgart etc. 2006, Sp. 127–130.

16 *Hippel*, Armut, S. 68, konstatiert entgegen gängigen Klischees zu Recht, dass »Realteilung [...] auf breitere Streuung von Grundbesitz wie auf dessen Massierung in wenigen Händen hinwirken« konnte. Zahlreichen Indizien zufolge scheint seit dem späten 18. Jahrhundert begleitend zu rigiderer vollbäuerlicher Endogamie der Trend zur Bodenkonzentration dominiert zu haben. Vgl. nur *Wolfgang Kaschuba/Carola Lipp*, Dörfliches Überleben. Zur Geschichte materieller und sozialer Reproduktion ländlicher Gesellschaft im 19. und frühen 20. Jahrhundert, Tübingen 1982, S. 461 f.; *Gunter Mahlerwein*, Die Herren im Dorf. Bäuerliche Oberschicht und ländliche Elitenbildung in Rhein Hessen 1700–1850, Mainz 2001, S. 75–85, 104–108; zum Thema Verwandtschaft und Klassenbildung vgl.: *David Warren Sabean*, Kinship in Neckarhausen 1700–1870, Cambridge 1998, S. 449–489.

17 Vgl. exemplarisch für Baden *Albrecht Strobel*, Agrarverfassung im Übergang. Studien zur Agrargeschichte des badischen Breisgaus vom Beginn des 16. bis zum Ausgang des 18. Jahrhunderts, Freiburg etc. 1972, S. 176 f.; *Alfred Straub*, Das badische Oberland im 18. Jahrhundert. Die

Anerbengebieten Nordwestdeutschlands an die Rangfolge der Höfeklassen klar gegliederte kommunale Teilhabebefugnisse, so dass die Realgemeinde mit der jüngsten Nachsiedlergruppe der Mieter und Kleinpächter (Einlieger, Heuerlinge) am Ende einen immer größeren Personenkreis politisch und – dem Anspruchstitel nach – auch wirtschaftsgenossenschaftlich völlig ausgrenzte.¹⁸ Eine Mittelposition nahmen jene Regionen ein, wo – wie in Hessen, Franken und Oberschwaben – vorwiegend zwar geschlossene Lehengüter dominierten, das grundbesitzende Segment der Unterschichten (Köbler, Seldner) aber namentlich im 18. Jahrhundert mit obrigkeitlicher Hilfe einen spürbaren Abbau der bäuerlichen Vorrechte erkämpft hatte.¹⁹ Auf breiter Front, wenngleich mit einem charakteristischen Süd-Nord-Gefälle, war somit um 1800 die Abschleifung rechtsständischer Privilegien zwischen den ländlichen Haushalten so weit vorangeschritten, dass Bodenumfang, Wirtschaftsgesinnung sowie zunehmend auch die Stellung auf erweiterten Faktor- und Gütermärkten wirksamer denn je das dörfliche Sozialgefüge bestimmten.

Während die größeren Bauern – verstärkt nach der Ablösung feudaler Lasten – vor der Aufgabe standen, sich als effiziente Massenerzeuger von Getreide, Vieh, Zuckerrüben usw. auf den expandierenden Nahrungsmittelmärkten und damit als ›rationelle Landwirte‹ zu bewähren²⁰, lag für die Unterschichten das zentrale Problem in der Sicherung eines bestenfalls noch semi-agrarischen Existenzminimums. Die hierzu jenseits des herkömmlichen Handwerks und Tagelohns eingeschlagenen Wege waren mannigfaltig: Auf eigenen oder gepachteten Parzellen wurde die naturale Selbstversorgung etwa mit Hilfe des Kartoffelanbaus ausgedehnt oder man wandte sich in naturräumlich und infrastrukturell

Transformation einer bäuerlichen Gesellschaft vor der Industrialisierung, Husum 1977, S. 30. Für Altwürttemberg *Wolfgang von Hippel*, Die Bauernbefreiung im Königreich Württemberg, Bd. 1: Darstellung, Boppard/Rhein 1977, S. 562; *Andreas Maisch*, Notdürftiger Unterhalt und gehörige Schranken. Lebensbedingungen und Lebensstile in württembergischen Dörfern der frühen Neuzeit, Stuttgart etc. 1992, S. 92–98.

- 18 Vgl. stellvertretend für den nordwestdeutschen Raum *Josef Mooser*, Gleichheit und Ungleichheit in der ländlichen Gemeinde. Sozialstruktur und Kommunalverfassung im östlichen Westfalen vom späten 18. bis in die Mitte des 19. Jahrhunderts, in: AfS 19 (1979), S. 231–262, hier: 235–247.
- 19 Vgl. den Überblick und die Beispiele aus dem Rottweiler Landgebiet bei *Edwin Ernst Weber*, Der ›arme Mann‹ und der ›starke Bauer‹. Unterbäuerliche Schichten in südwestdeutschen Dörfern der Frühen Neuzeit, in: *Holenstein/Ullmann* (Hrsg.), Nachbarn, S. 47–71, hier: 60–64.
- 20 Der Transformation bäuerlicher Wirtschaftspraktiken ist eine Reihe neuerer Untersuchungen gewidmet. Vgl. z. B. *Mahlerwein*, Herren, S. 153–264; *Frank Konersmann*, Existenzbedingungen und Strategien protokapitalistischer Agrarproduzenten. Bauernkaufleute in der Pfalz und in Rheinhessen (1770–1880), in: *Österreichische Zeitschrift für Geschichtswissenschaften* (ÖZG) 13 (2002), S. 62–86; *Michael Kopsidis*, Marktintegration und Entwicklung der westfälischen Landwirtschaft 1780–1880. Marktorientierte ökonomische Entwicklung eines bäuerlich strukturierten Agrarsektors, Münster 1996; als überzeugende Zusammenschau v. a. für den westfälischen Raum *Rita Gudermann*, Der Take-off der Landwirtschaft im 19. Jahrhundert und seine Konsequenzen für Umwelt und Gesellschaft in: *dies./Karl Ditt/Norwich Rüße* (Hrsg.), Agrarmodernisierung und ökologische Folgen. Westfalen vom 18. bis zum 20. Jahrhundert, Paderborn u. a. 2001, S. 47–83, bes. 65–81. Für ostelbische Bauernwirtschaften vgl. *Hartmut Harnisch*, Produktivkräfte und Produktionsverhältnisse in der Landwirtschaft der Magdeburger Börde von der Mitte des 18. Jahrhunderts bis zum Beginn des Zuckerrübenanbaus in der Mitte der dreißiger Jahre des 19. Jahrhunderts, in: *Hans-Jürgen Rach/Bernhard Weissel* (Hrsg.), Landwirtschaft und Kapitalismus. Zur Entwicklung der ökonomischen und sozialen Verhältnisse in der Magdeburger Börde vom Ausgang des 18. Jahrhunderts bis zum Ende des ersten Weltkrieges, Bd. 1, Berlin 1978, S. 67–173; *ders.*, Kapitalistische Agrarreform und industrielle Revolution. Agrarhistorische Untersuchungen über das ostelbische Preußen zwischen Spätfeudalismus und bürgerlich-demokratischer Revolution von 1848/49 unter besonderer Berücksichtigung der Provinz Brandenburg, Weimar 1984.

geeigneten Gegenden einer marktvermittelten Teilsubsistenz durch Anpflanzung von Handelsgewächsen (z. B. Wein, Tabak, Hopfen) zu.²¹ Intensive Kleinlandwirtschaft konnte wie in der proto-industriellen Flachsverarbeitung auch als Rohstoffbasis für die heimgewerbliche Textilproduktion dienen, die freilich in immer mehr Haushalten ohne jeden eigenen agrarischen Rückhalt betrieben wurde.²² Zudem verschafften vielfach Wanderarbeit und -handel wertvolle Geldeinkünfte.²³

Mit Ausnahme regional begrenzter Verbäuerlichungstendenzen in Begleitung kommerzieller Parzellenwirtschaft bestand das Erwerbsprofil der ländlichen Unterschichten bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts somit in einer »agrarisches-gewerbliche[n] Mischexistenz«²⁴, die sich auf einem zusehends schmalen Grat bewegte. Denn in dem Maße, wie der erschwerte Bodenzugang den agrarischen Nexus lockerte, waren diese Gruppen als Handarbeiter, kleine Warenproduzenten und Konsumenten direkter dem Strom entpersonalisierter Tausch- und Wettbewerbskräfte ausgesetzt, die sich während einer akzelerierten Marktentwicklung tiefer in der lokalen Sphäre einwurzelten. Das betraf den steigenden Umfang und Radius des Güterverkehrs²⁵ ebenso wie den Vorschub lohnkontraktlicher

-
- 21 Zur Steigerung der sozialen Tragfähigkeit mittels Weinbau vgl. *Straub*, Badisches Oberland, S. 137–143; *Michael Mitterauer*, Formen ländlicher Familienwirtschaft. Historische Ökotypen und familiäre Arbeitsorganisation im österreichischen Raum, in: *ders./Josef Ehmer* (Hrsg.), Familienstruktur und Arbeitsorganisation in ländlichen Gesellschaften, Wien etc. 1986, S. 185–323, hier: S. 221–230. Analog zur Tabakpflanzung *Niels Grüne*, Vom innerdörflichen Sozialkonflikt zum »modernen« antiobrigkeitlichen Gemeindeprotest. Ergebnisse und Perspektiven einer Mikrostudie zum Wandel der lokalgesellschaftlichen Grundlagen kommunalpolitischen Handelns am unteren Neckar (ca. 1770–1830), in: *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins* (ZGO) 151 (2003), S. 341–383, hier: S. 367–374; regional vergleichend demnächst auch *ders.*, Commerce and Community in the Countryside: the Social Ambiguity of Market-Orientated Farming in Pre-Industrial Northern South-West Germany (c.1770–1860), in: *Rural History* 18 (2007) [im Druck].
- 22 Zur exportgewerblichen Erschließung ländlicher Räume vgl. allgemein *Peter Kriedte/Hans Medick/Jürgen Schlumbohm*, Industrialisierung vor der Industrialisierung. Gewerbliche Warenproduktion auf dem Land in der Formationsperiode des Kapitalismus, Göttingen 1977; *dies.*, Sozialgeschichte in der Erweiterung – Proto-Industrialisierung in der Verengung? Demographie, Sozialstruktur, moderne Hausindustrie. Eine Zwischenbilanz der Proto-Industrialisierungs-Forschung, in: *GG* 18 (1992), S. 70–87, 231–255.
- 23 Zum oberbayerischen Hausierhandel schon im frühen 18. Jahrhundert vgl. *Rainer Beck*, Unterfinning. Ländliche Welt vor Anbruch der Moderne, München 1993, S. 357–374. Zur saisonalen Arbeitsmigration nordhessischer bzw. lippischer Tagelöhner nach Holland, Friesland und Schleswig-Holstein vgl. *Robert von Friedeburg*, Ländliche Gesellschaft und Obrigkeit. Gemeindeprotest und politische Mobilisierung im 18. und 19. Jahrhundert, Göttingen 1997, S. 66–68; *Michael Frank*, Dörfliche Gesellschaft und Kriminalität. Das Fallbeispiel Lippe 1650–1800, Paderborn 1995, S. 116–122. Für Württemberg etwa *Kaschuba/Lipp*, Dörfliches Überleben, S. 44–62.
- 24 *Josef Mooser*, Unterschichten in Deutschland 1770–1820. Existenzformen im sozialen Wandel – Emanzipation und Pauperismus, in: *Helmut Berding/Etienne François/Hans-Peter Ullmann* (Hrsg.), Deutschland und Frankreich im Zeitalter der Französischen Revolution, Frankfurt/Main 1989, S. 317–338, hier: S. 320.
- 25 Die Schlüsselfunktion internationaler Absatzmärkte für den Aufschwung des proto-industriellen Textilgewerbes ging natürlich weit in die frühe Neuzeit zurück, nur dass nun das Pendel verheerend in die Gegenrichtung schlug. Zum Getreidemarkt vgl. etwa *Michael Kopsidis*, The Creation of a Westphalian Rye Market 1820–1870. Leading and Following Regions, a Co-Integration Analysis, in: *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte* (JWG) 2002/2, S. 85–112. À la longue überwogen ohne Zweifel die sozialen Positiva regionaler Markt – und Transportintegration, insb. die Milderung örtlicher erntebedingter Versorgungsentpässe und Preisspitzen; gerade in der Frühphase konnte die Belieferung städtischer Nachfragezentren, vor allem der neuen industriellen Ballungsräume (z. B. Ruhrgebiet), dem ländlichen Markt bei mangelnder lokaler Kaufkraft aber auch eine kritische Angebotsmenge entziehen.

Elemente im außerfamiliären Arbeitsbetrieb größerer Höfe. Indes schmolz das dichte Beziehungsamalgam zwischen Vollbauern und Tagelöhnern, die häufig noch durch Naturalleistungen und fortlaufende Miet-, Pacht- und Kreditgeschäfte (*interlocking markets*) miteinander verbunden waren, meist nur langsam, erkennbarer erst seit der zweiten Jahrhunderthälfte zu einem simplen Beschäftigungsverhältnis ab.²⁶ Der 1846/47 gipfelnde Pauperismus wirkte sich denn auch dramatisch auf jene Bevölkerungskreise aus, die wie viele Einlieger des nordwestdeutschen Leinengürtels ihr Heil nahezu ohne jede Eigenversorgung in einem textilen Heimgewerbe gesucht hatten, das nun massiv unter fabrikindustrieller Qualitäts- und Preiskonkurrenz zu leiden begann.²⁷ Aus der Vogelperspektive des sozioökonomischen Strukturwandels, d. h. mit Blick auf den Abbau ständischer Abhängigkeiten und Binnenschranken sowie auf die Polarisierung der Eigentums- und Erwerbsverhältnisse scheint das Konzept der marktregulierten Klassengesellschaft somit das Richtungsmoment der ländlichen Transformationsprozesse adäquat zu erfassen.²⁸

Die oft zu beobachtende Persistenz schichtenübergreifender dörflicher Orientierungsmuster und die merkliche Dämpfung klassenbestimmter Bewusstseins- und Konfliktformen verweisen jedoch auf gegenläufige Faktoren, denen die jüngere Forschung vermehrt Beachtung schenkt, indem sie nach der Verankerung mutmaßlich veränderungsresistenter Mentalitäten in durchaus variablen lokalen Alltagspraktiken fragt. Speziell für agrarreformerisch eher rückständige Gebiete, in denen sich die Auflösung des realgemeindlichen Wirtschaftsverbandes und die Entfeudalisierung verzögerten, lässt sich argumentieren, dass dadurch frühneuzeitliche Verhaltenskomplexe, nämlich der innere genossenschaftliche Zusammenhalt und der Widerstand gegen externe adelige und obrigkeitliche Akteure bis ins 20. Jahrhundert perpetuiert wurden und innerörtliche Gegensätze überlagerten.²⁹

Generalisierbarer ist die Feststellung, dass die dörflichen *Face-to-face-Gesellschaften* nicht nur insgesamt von Nahbeziehungen geprägt waren, die eine deeskalierende Vereinzelung systemischer Spannungen förderten, sondern ihre relativ hohe Kohäsion auch spezifischen Mechanismen vertikaler Vernetzung entsprang. In erster Linie betraf dies zum einen die verwandtschaftlichen Bindungen zwischen sozial ungleichen Familien, da nicht nur Orte

26 Dieser Bereich ist durch die Analyse bäuerlicher Anschreibebücher in den letzten Jahren genauer ausgeleuchtet worden. Vgl. nur *Jürgen Schlumbohm*, Lebensläufe, Familien und Höfe. Die Bauern und Heuerleute des Osnabrückischen Kirchspiels Belm in proto-industrieller Zeit 1650–1860, 2. Aufl., Göttingen 1997, S. 558–566; *Michael Kopsidis*, Peasant's Accounting Books in the Context of a Market-Oriented Agricultural Development. The Case of Westphalia 1750–1880, in: *Klaus-Joachim Lorenzen-Schmidt/Bjørn Poulsen* (Hrsg.), *Writing Peasants. Studies on Peasant Literacy in Early Modern Northern Europe*, Gylling 2002, S. 130–150, hier: 137 f.; *Frank Konersmann*, Bauernkaufleute auf Produkt – und Faktormärkten. Akteure, Konstellationen und Entwicklungen in der Pfalz und in Rheinhessen (1760–1880), in: *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie (ZAA)* 52 (2004), S. 23–43, hier: S. 34–39. Überhaupt gelangten genuin marktliche Allokationsmechanismen auf der Faktorseite beträchtlich später zum Durchbruch als im Gütervertrieb; vgl. zum Bodenmarkt Anm. 39.

27 Vgl. *Mooser*, *Ländliche Klassengesellschaft*, S. 146–176, 317–341; *Dieter Potente*, *Ländliche Gesellschaft im Zeitalter der Revolution. Wandlungen der ländlichen Sozialstruktur im ehemaligen Fürstentum Lippe 1770 bis 1850 – Ein Beitrag zur Sozialgeschichte und Regionalgeschichte im Unterricht*, phil. Diss., Münster 1987, S. 361–390; *Ulrich Hagenah*, *Ländliche Gesellschaft im Wandel zwischen 1750 und 1850 – das Beispiel Hannover*, in: *Niedersächsisches Jahrbuch für Landesgeschichte (NJbLG)* 57 (1985), S. 161–206, hier: S. 192–197. Vgl. als jüngste Regionalmonografie auch *Martin Kukowski*, *Pauperismus in Kurhessen. Ein Beitrag zur Entstehung und Entwicklung der Massenarmut in Deutschland 1815–1855*, Darmstadt etc. 1995.

28 Vgl. *Mooser*, *Ländliche Klassengesellschaft*, passim; *Hagenah*, *Ländliche Gesellschaft*, insb. S. 203–206.

29 So eine kardinale Argumentationslinie für hessische, fränkische und badische Mittelgebirgsregionen mit zählebigen grundherrschaftlichen und realgemeindlichen Verhältnissen bei *von Friedeburg*, *Ländliche Gesellschaft*.

mit geschlossener Hofübergabe und weichenden Erben eine beträchtliche intergenerationale Abstiegsmobilität verzeichneten.³⁰ Obwohl solche Verflechtungen im Laufe des 19. Jahrhunderts durch die striktere Endogamie und erfolgreichere Statuswahrung der Geschwister des Hofnachfolgers seitens der Vollbauern sowie die erhöhte Selbstrekrutierung der Unterschichten ausgekämmt wurden³¹, entfaltete die »soziale Integration der [B]esitzlosen [...] durch Verwandtschaft«³² weiterhin eine nicht zu unterschätzende Zentripetalkraft.

Zum anderen bestanden zwischen den Extremen der Eigentumsskala oft enge arbeitswirtschaftliche Kontakte, die regelmäßig durch den Austausch von Fuhr- und Gespannhilfe und/oder Pachtland seitens der Bauern gegen Handdienste der Tagelöhner konstituiert wurden.³³ Für Südwestdeutschland sind Ausmaß und Konsequenzen des bäuerlichen Pachtmarktes – im Unterschied zu grundherrlichen Erb- und Temporalbeständen – nicht zuletzt wegen der dünnen Quellenlage allerdings noch kaum erforscht. Einige Indizien deuten aber darauf hin, dass er die agrarischen Produktionsmittel eigentumsschwacher Haushalte sichtbar aufstocken konnte.³⁴ Die formalisiertere Ausprägung, welche die umrissene Reziprozität im nordwestdeutschen Heuerlingswesen fand, demonstriert zwar auch ihr hohes Erpressungspotential, wie es gerade während des Vormärz in »quasifeudaler« (J. Mooser) Manier von Bauern ausgebeutet wurde.³⁵ Und das häufige Bestreben von Klein-

30 Für Anerbengebiete vgl. *Schlumbohm*, Lebensläufe, S. 370–378; *Mooser*, Ländliche Klassengesellschaft, S. 195–197; zur konnubialen Mobilität vgl.: *ders.*, Familien, Heirat und Berufswahl. Zur Verfassung der ländlichen Gesellschaft im 19. Jahrhundert, in: *Heinz Reif* (Hrsg.), Die Familie in der Geschichte, Göttingen 1982, S. 137–162, hier: S. 147–151; *Christine Fertig/Volker Lünemann/Georg Fertig*, Inheritance, Succession, and Familial Transfer in Rural Westphalia, 1800–1900, in: *The History of the Family* 10 (2005), S. 309–326, hier: S. 316 f. Für Realteilungsgebiete ist die intergenerationale soziale Mobilität schlechter erforscht. Vgl. aber die Angaben bei *Kaschuba/Lipp*, Dörfliches Überleben, S. 104–122., 449–466; *Wolfgang von Hippel*, Industrieller Wandel im ländlichen Raum. Untersuchungen im Gebiet des mittleren Neckar 1850–1914, in: *AfS* 19 (1979), S. 43–122, hier: S. 94–97; *David Warren Sabean*, Property, Production, and Family in Neckarhausen 1700–1870, Cambridge 1990, S. 13 f., 22–24, 49–51, 61–65, 223–246; *ders.*, Kinship, passim.

31 Vgl. neben der Literatur in Anm. 16 und 30 zum wachsenden Wohlstand westfälischer Bauern als Voraussetzung für eine höhere Abfindung und standesgemäßere Plazierung der weichenden Erben *Josef Mooser*, Familien, S. 143–146, 153. *Georg Fertig*, Gemeinheitsteilungen in Löhne: Eine Fallstudie zur Sozial- und Umweltgeschichte Westfalens im 19. Jahrhundert, in: *Ditt/Gudermann/Rüße* (Hrsg.), Agrarmodernisierung, S. 393–426, hier 408–414, bringt die schwindende Konzessionsbereitschaft der Bauern gegenüber den Heuerlingen bei der Weidenutzung mit einem gelockerten Verwandtschaftsnexus der beiden sozialen Hauptgruppen in Verbindung. *Schlumbohm*, Lebensläufe, S. 582–591, demonstriert allerdings, dass der insgesamt abnehmende Anteil der Landlosen mit naher bäuerlicher Verwandtschaft dieses soziale Pfund im Laufe des 19. Jahrhunderts vermehrt in die Waagschale warf, beispielsweise um eine Heuer auf dem Hof des erbenden Geschwisterkindes zu erlangen.

32 *Mooser*, Ländliche Klassengesellschaft, S. 197; *ders.*, Familien, S. 150 f., meint, dass für die besitzlosen Unterschichten »die Verwandtschaft mit den Bauern ein[en] Ersatz für den kaum möglichen beruflichen Aufstieg« dargestellt habe und die weitgehende »Abwesenheit von offenen Konflikten zwischen den sozialen Klassen auf dem Lande [...] auch in den klassenübergreifenden Verwandtschaftsbeziehungen begründet« gewesen sei.

33 Vgl. *Beck*, Unterfinning, S. 341–344; *Mooser*, Gleichheit, S. 248 f.; *Sabean*, Property, S. 300–316. *Weber*, Unterbäuerliche Schichten, S. 49 f. Zur paternalistischen Verstetigung der Beziehungen zwischen größeren Bauern und Tagelöhnern in Südwestdeutschland vgl. auch *Frank Konersmann*, Soziogenese und Wirtschaftspraktiken einer agrarkapitalistischen Sonderformation. Mennonitische Bauernkaufleute in Offstein (1762–1855), in: *Holenstein/Ullmann* (Hrsg.), Nachbarn, S. 215–237, hier: S. 232 f.; *Grüne*, Sozialkonflikt, S. 371.

34 Ebd., S. 364–366.

35 *Mooser*, Ländliche Klassengesellschaft, S. 246–280; *Schlumbohm*, Lebensläufe, S. 543–569, 606–614.

bauern, sich durch gemeinsame Kuhanspannung unabhängig von ihren größeren Standesgenossen zu machen, zeugt ebenfalls von der als drückend empfundenen Asymmetrie solcher Arrangements.³⁶ Gleichwohl erschöpften sich diese nicht in ihrem repressiven Gehalt, sondern stifteten nicht selten langlebige Loyalitäten, welche die Masse der Besitzarmen in individuellen und familialen ›Patron-Klienten-Beziehungen‹ (J. Schlumbohm) paternalistisch fragmentierten.³⁷

Insbesondere dieser Faktor kam parallel zur Durchsetzung des Industriekapitalismus seit dem letzten Drittel des 19. Jahrhunderts zum Teil wieder verstärkt zur Geltung. Hatten die Allodifikationen und Gemeinheitsteilungen im Zuge der Agrarreformen die Besitzposition der Vollbauern insgesamt untermauert, gelangten vielerorts doch immerhin so viele Parzellen zum Verkauf oder zur Verpachtung, dass sich die Möglichkeiten des kleinen Landbesitzes verbesserten.³⁸ Die These vom positiven Zusammenhang zwischen der Mobilisierung des Bodenmarktes und dem Ressourcenzugang der Landarmen steht zwar nach wie vor auf etwas tönernen Füßen, zumal mehrere jüngere Untersuchungen den formal freien Grundstücksverkehr primär als Komplementärfunktion familial-verwandtschaftlicher und darum stratifikatorisch eher abkapselnder Akkumulationspraktiken einstufen.³⁹ Soweit er sich erhärten lässt, trat der soziale Öffnungseffekt aber nicht nur in Zonen ausgesprochener Reagrarisierung auf, wo wie in Oberbayern eine begrenzte Abwanderung in die Industriezentren und der Aufstieg vieler sesshafter Tagelöhner in das Kleinbauerntum zu einer »Verbäuerlichung der dörflichen Unterschichten« führte.⁴⁰ Mindestens ebenso folgenreich war eine forcierte agrarisch-gewerbliche Verflechtung, die bis weit in das

36 Mooser, Gleichheit, S. 249 f.; Sabeian, Property, S. 308–310; Troßbach, Beharrung, S. 130.

37 Vgl. Schlumbohm, Lebensläufe, S. 617 f., 622 f.; Mooser, Familien, S. 154.

38 Zu »strukturkonservativen Effekt[en] des Bodenmarktes« vgl. Mooser, Ländliche Klassengesellschaft, S. 125–128, 218–231, 220 (Zitat); skeptischer am Beispiel des ostwestfälischen Kirchspiels Quernheim aber ders., Familien, S. 142. Ferner Rita Gudermann, Morastwelt und Paradies. Ökonomie und Ökologie in der Landwirtschaft am Beispiel der Meliorationen in Westfalen und Brandenburg (1830–1880), Paderborn etc. 2000, S. 437–451; Kerstin Werner, »Hatte schon jeder seine Arbeit«. Dörfliche Gesellschaft im Wandel. Frauenrollen im Strukturwandel des hessischen Hinterlands 1870–1930, phil. Diss., Kassel 1996, S. 113–125, 289.

39 Vgl. zum Überblick Stefan Brakensiek, Grund und Boden – eine Ware? Ein Markt zwischen familialen Strategien und herrschaftlichen Kontrollen, in: Reiner Prass u. a. (Hrsg.), Ländliche Gesellschaften in Deutschland und Frankreich 18.–19. Jahrhundert, Göttingen 2003, S. 269–290. Die klassische Studie zur familialen Instrumentalisierung des Grundstücksverkehrs ist für eine südwestdeutsche Realteilungsgemeinde Sabeian, Property, S. 355–415. Ähnlich zuletzt anhand einer nordwestdeutschen Region der Einzelhofnachfolge mit vorherrschend »redistributivem« (vor allem erblichem) Ressourcentransfer und residualem »rechten« Bodenmarkt Georg Fertig, »Der Acker wandert zum besseren Wirt«? Agrarwachstum ohne preisbildenden Bodenmarkt im Westfalen des 19. Jahrhunderts, in: ZAA 52 (2004), S. 44–63; die Teilhabechancen der Unterschichten werden hier als »offene Forschungsfrage« (S. 63) apostrophiert. Ferner ders., Zwischen Xenophobie und Freundschaftspreis. Landmarkt und familiäre Beziehungen in Westfalen 1830–1866, in: JWG 2005/1, S. 52–76, hier: 65 f. Fertigs zugrunde liegende Habilitationsschrift »Bodenmarkt – Familienstrategien – Verwandtschaft. Drei westfälische Kirchspiele im 19. Jahrhundert« (2001) wird 2006 als JWG-Beiheft erscheinen. Vgl. zum Projektkontext an der Universität Münster ders., Forschungsgruppe »Ländliches Westfalen. Familien-, Wirtschafts- und Agrargeschichte im 18. und 19. Jahrhundert«. Arbeitsbericht, Teil 2: »Faktormärkte«. Auf der Suche nach dem Bodenmarkt, in: Newsletter des Arbeitskreises für Agrargeschichte 15 (2004), S. 28–36.

40 Vgl. Regina Schulte, Das Dorf im Verhör. Brandstifter, Kindsmörderinnen und Wilderer vor den Schranken des bürgerlichen Gerichts. Oberbayern 1848–1910, Reinbek 1989, S. 32–38, 34 (Zitat); Pankraz Fried, Reagrarisierung in Südbayern seit dem 19. Jahrhundert, in: Hermann Kellenbenz (Hrsg.), Agrarisches Nebengewerbe und Formen der Reagrarisierung im Spätmittelalter und 19./20. Jahrhundert, Stuttgart 1975, S. 177–194.

20. Jahrhundert hinein besonders für jene Regionen kennzeichnend wurde, in denen sich dörflicher Kleinbesitz – oftmals via Pendelwanderung – mit lokalen oder heimatnahen Industriearbeitsplätzen paaren ließ.⁴¹ Der sich dadurch herausbildende und um 1900 gebietsweise außerordentlich verbreitete Erwerbstypus des ›Arbeiterbauern‹⁴² beruhte in der Regel auf einer geschlechtlichen Aufgabenteilung, die der Frau die landwirtschaftlichen Tätigkeiten zuwies, während der Mann einer industriellen Beschäftigung nachging.⁴³ Die charakteristische Beziehungsambivalenz von Kooperation und Kontrolle im Rahmen der schichtenübergreifenden gemeindlichen Wirtschaftsordnung wurde so auf neuer Basis zementiert.⁴⁴ Diese Konstellation schirmte die landbesitzenden Arbeiterfamilien nicht nur notdürftig vor den konjunkturellen Risiken der gewerblichen Ökonomie ab. Zugleich schuf die fortdauernde Einbettung in das dörfliche Status- und Wertesystem eine nachhaltige Distanz zum städtisch-proletarischen Milieu und seinen zunehmend klassenantagonistischen Organisations- und Kampfformen. Mit anderen Worten hauchte die bedachtsam gezügelte Marktintegration in Gestalt schollenverbundener Industriearbeiter einem marktfernen oder gar -feindlichen Habitus in vielen Fällen frischen Atem ein.

Gerade die Stabilisierung dörflicher Existenz- und Denkweisen infolge einer fabrikindustriell gestützten »agrarisches-gewerbliche[n] Mischbeschäftigung auf der Grundlage von Parzellenbesitz«⁴⁵ und die korrespondierende, keineswegs gänzlich illusorische »Verbäuerlichung«⁴⁶ unterschichtiger Daseinserwartungen sprechen nachdrücklich dagegen, die zaghafte Ausprägung eines soziokulturellen Klassenbewusstseins auf dem Lande allein aus der Trägheit eines mentalen Traditionalismus herzuleiten. Vielmehr war die partielle Konservierung dörflicher Normen auch in Arbeiterfamilien das Korrelat einer hohen Adaptionskapazität in einem unstillen gewerblichen und marktlichen Umfeld – einer Flexibilität mithin, die als Resultat generationenlangen Zwanges zu multiplen außeragrarisches Einkommensquellen das eigentliche Kontinuitätselement darstellte.

41 Vgl. eine Auswahl einschlägiger Fallstudien *Klaus Fehn*, Das saarländische Arbeiterbauernum im 19. und 20. Jahrhundert, in: *Kellenbenz* (Hrsg.), Agrarisches Nebengewerbe, S. 195–217; *Hippel*, Industrieller Wandel; *Kurt Wagner*, Leben auf dem Lande im Wandel der Industrialisierung: »Das Dorf war früher auch keine heile Welt«. Die Veränderung der dörflichen Lebensweise und der politischen Kultur vor dem Hintergrund der Industrialisierung – am Beispiel des nordhessischen Dorfes Körle, Frankfurt/Main 1986, S. 101–124, 144–146; *Cathleen S. Catt*, Farmers and Factory Workers. Rural Society in Imperial Germany. The Example of Maudach, in: *Evans/Lee* (Hrsg.), German Peasantry, S. 129–157; *Clemens Zimmermann*, »Die Entwicklung hat uns nun einmal in das Erwerbsleben hineingeführt.« Lage, dörflicher Kontext und Mentalität nordbadischer Tabakarbeiter 1880–1930, in: ZGO 135 (1987), S. 323–358; *Josef Mooser*, Kleinstadt und Land im Industrialisierungsprozeß 1850–1930. Das Beispiel Ostwestfalen, in: *Manfred Hettling* u. a. (Hrsg.), Was ist Gesellschaftsgeschichte? Positionen Themen Analysen, München 1991, S. 124–134; *Werner*, Dörfliche Gesellschaft, S. 274–278.

42 Für eine genaue quantitative Rekonstruktion auf Basis der preußischen Grundbesitz – und Berufsstatistik vgl. *Robert von Friedeburg*, Heimgewerbliche Verflechtung, Wanderarbeit und Parzellenbesitz in der ländlichen Gesellschaft des Kaiserreichs. Ein Überblick, in: AFS 36 (1996), S. 27–50.

43 Vgl. zu diesem Aspekt insb. *Werner*, Dörfliche Gesellschaft, S. 247–356.

44 Vgl. etwa zum ›Arbeitsleute-Verhältnis‹ zwischen Pferde – und Ziegenbauern sowie zu kuhbäuerlichen Spannungsgemeinschaften im niederhessischen Mittelgebirge *Wagner*, Leben, S. 142 f., 146–156; ähnlich für das hessische Hinterland *Werner*, Dörfliche Gesellschaft, S. 307–327.

45 *Friedeburg*, Heimgewerbliche Verflechtung, S. 35.

46 *Werner*, Dörfliche Gesellschaft, S. 279. Vgl. auch die Einschätzung ebd., S. 359: »Elemente des Bäuerlichen verschoben sich während des Strukturwandels immer weiter in die Klasse der Geringeren Leute. [...] Die klare Trennung der dörflichen Gesellschaft in Bauer und Nichtbauer, wie sie in der Mitte des 19. Jahrhunderts noch existierte, war an der Wende zum 20. Jahrhundert nicht mehr gegeben, weil landlose und landarme Dörfler verbäuerlichten.«

III. RESSOURCENZUGANG UND SOZIALKONFLIKTE

Trieb die demografische Expansion bei nur langsam ausdehnbaren und ungleich zugänglichen Erwerbchancen schon unter konstanten Systembedingungen unweigerlich wachsende Bevölkerungskreise in die strukturelle Armut, hing die gruppenspezifische Ressourcenausstattung zudem von einzelnen wirtschafts- und gesellschaftspolitischen Weichenstellungen ab. Diese freilich wurden auch von den Unterschichten weit weniger fatalistisch erduldet, sondern boten Anlass zu offenem sozialen Protest.

Eine herausragende Rolle spielten hierbei die hergebrachten Kollektivnutzungen, da vor allem die Frage, wie viel Vieh ein Haushalt auf die gemeinen Weiden führen durfte, wesentlich über dessen Existenzfähigkeit entschied.⁴⁷ Bereits vor Mitte des 18. Jahrhunderts entzündeten sich vielfach Auseinandersetzungen etwa an der Festlegung von Weide- und Holzkontingenten, meist jedoch ohne dass die lokale Kräftebalance dauerhaft aus dem Lot geriet. Selbst den an sich unberechtigten Häuslern und Einliegern gestanden die nordwestdeutschen Bauern in der Regel gewohnheitlich oder gegen Gebühren gewisse Anteile zu.⁴⁸

Erst seitdem in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts die Nutzungsansprüche einer wachsenden Bevölkerung und die staatlichen Reformbemühungen den Veränderungsdruck erhöhten, rückten die völlige Separation und Privatisierung der Allmenden als Anstoß zu einer ertragreicheren Bewirtschaftung auf die Agenda. Obwohl im Zuge der nun beginnenden Gemeinheitsteilungen nahezu überall die Vollbauern überproportionale Bodenflächen einforderten, schälten sich großräumig divergente Verlaufsmuster heraus, die ein erhellendes Licht auf gemeindliche Machtverhältnisse, subjektive Gruppenidentitäten und obrigkeitliche Zukunftsprojektionen werfen.⁴⁹

So gelang es der bäuerlichen Minderheit in den nordwestdeutschen Anerbengebieten, ihre angestammten genossenschaftlichen Privilegien in fast exklusive, zwischen den Höfe-klassen gestaffelte Landzuweisungen umzumünzen, während die Unterschichten leer ausgingen oder sich mit geringen Abfindungen bescheiden mussten.⁵⁰ Nach diesem Modus,

47 Vgl. vor allem für die Zeit bis 1750 *Hartmut Zückert*, Allmende und Allmendaufhebung. Vergleichende Studien zum Spätmittelalter bis zu den Agrarreformen des 18./19. Jahrhunderts, Stuttgart 2003; *Reiner Prass*, Allmendflächen und Gemeinheitsnutzung in der bäuerlichen Ökonomie: Neue Perspektiven zu einem lange unterschätzten Thema, in: *ders.* u. a. (Hrsg.) *Ländliche Gesellschaften*, S. 205–222; *Gunter Mahlerwein*, Ländliche Ökonomie und kollektive Nutzung in der Frühen Neuzeit, in: *Uwe Meiners/Werner Rösener* (Hrsg.), *Allmenden und Marken vom Mittelalter bis zur Neuzeit*, Cloppenburg 2004, S. 81–86.

48 Vgl. *Stefan Brakensiek*, *Agrarreform und ländliche Gesellschaft. Die Privatisierung der Marken in Nordwestdeutschland 1750–1850*, Paderborn 1991, S. 45 f.; *Josef Mooser*, *Gleichheit*, S. 239.

49 Der folgende Abschnitt spitzt typologische Kennzeichnungen zu, die sich anderswo breiter entfaltet finden. Vgl. *Clemens Zimmermann*, *Entwicklungshemmnisse im bäuerlichen Milieu. Die Individualisierung der Allmenden und Gemeinheiten um 1780*, in: *Toni Pierenkemper* (Hrsg.), *Landwirtschaft und industrielle Entwicklung. Zur ökonomischen Bedeutung von Bauernbefreiung, Agrarreform und Agrarrevolution*, Stuttgart 1989, S. 99–112; *Frank Konersmann*, *Gemeindeökonomie und Agrarindividualismus vor dem Hintergrund sozialer Ungleichheit im 18. und 19. Jahrhundert*, in: *Jan Jarre* (Hrsg.), *Mehr Wettbewerb in der deutschen Landwirtschaft. Konsequenzen, Probleme, individuelle Perspektiven, Rehburg etc.* 2000, S. 17–44; *Reiner Prass*, *Die Reformen im Dorf. Gemeinheitsteilungen im Beziehungsgeflecht dörflicher Gesellschaften*, in: *JWG* 2000/2, S. 71–84; *Stefan Brakensiek*, *Die Auflösung der Marken im 18. und 19. Jahrhundert. Probleme und Ergebnisse der Forschung*, in: *Meiners/Rösener* (Hrsg.), *Allmenden*, S. 157–169.

50 Vgl. *Brakensiek*, *Agrarreform*, S. 114–125, 422–424, 432–434; *Mooser*, *Ländliche Klassengesellschaft*, S. 122–124. Dies gilt abgeschwächt auch für Inseln der Realteilung in Nordwestdeutschland, z. B. die hannoverschen Ämter Göttingen und Northeim, wo die Gemeinheitstei-

der abgemildert auch in anderen Regionen mit geschlossener Hofübergabe Anwendung fand⁵¹, bewirkte die Privatisierung der Gemeinheiten damit eine Beschleunigung des Klassenbildungsprozesses, da sie den vorhandenen Graben zwischen Besitzern und Nichtbesitzern agrarischer Produktionsmittel weiter vertiefte. Kaum ein anderes Ereignis rief daher so zuverlässig den vehementen Unmut der Häusler und Einlieger hervor wie lokale Teilungsverhandlungen, in denen sich ihre Verlustbilanz abzeichnete. In einigen Orten Minden-Ravensbergs etwa beließen es die Heuerlinge nicht bei verbalem Protest, sondern schritten zu gewaltsamen Attacken – vorwiegend Sachbeschädigungen –, um nachträglich Rache an den Bauern zu üben.⁵² Auf einen Reformstopp oder substantiell unterschichtenfreundlichere Konditionen aber wollte sich die preußische Verwaltung, in deren Augen sich die liberale Eigentümer- und Marktgesellschaft auf dem Lande in einem konsolidierten Vollbauerntum verkörperte, trotz sozialer Bedenken nicht einlassen. Ohnehin bauten manche Väter der Landeskulturgesetzgebung wie der Agronom Albrecht Daniel Thaer darauf, dass die ärmeren Haushalte sekundär über den nun freieren Grundstückverkehr zum Zuge kommen würden.⁵³ Inwieweit sich diese Vision angesichts eines bäuerlich umklammerten Bodenmarktes in der Folge erfüllte, war und ist allerdings unter Zeitgenossen wie in der neueren Literatur umstritten.⁵⁴

In Realteilungsgebieten mit gefestigten personalgemeindlichen Strukturen, vor allem in Südwestdeutschland, ergriffen hingegen in der Regel die Kleinbesitzer die Initiative zur Parzellierung der Allmenden, da sie vermöge ihres Bürgerstatus auf eine relativ gleichmäßige Verteilung hoffen durften.⁵⁵ Dem kam vielfach die Haltung der Obrigkeiten ent-

lungen allerdings erst in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts zum Durchbruch gelangten; vgl. *Reiner Prass*, Reformprogramm und bäuerliche Interessen. Die Auflösung der traditionellen Gemeindeökonomie im südlichen Niedersachsen, 1750–1883, Göttingen 1997, insb. S. 353–357.

- 51 Vgl. z. B. für den nördlichen Bodenseeraum *Hans-Joachim Schuster*, Agrarverfassung, Wirtschaft und Sozialstruktur der nellenburgischen Kamerallandschaft im 17., 18. und frühen 19. Jahrhundert. Untersuchungen zum Wandel einer ländlichen Gesellschaft in der frühen Neuzeit, Konstanz 1990, S. 120 f.; für Nordhessen *Wagner*, *Leben*, S. 79–100; für neuwürttembergische Gebiete, wo das sozialpolitisch motivierte Gegensteuern der Stuttgarter Zentralregierung jedoch vielerorts auch für abmildernde Kompromisslösungen sorgte, *von Hippel*, *Bauernbefreiung*, S. 564 f., 567 f.
- 52 Vgl. z. B. *Brakensiek*, *Agrarreform*, S. 142 f.; *Josef Mooser*, »Furcht bewahrt das Holz«. Holzdiebstahl und sozialer Konflikt in der ländlichen Gesellschaft 1800–1850 an westfälischen Beispielen, in: *Heinz Reif* (Hrsg.), *Räuber, Volk und Obrigkeit. Studien zur Geschichte der Kriminalität in Deutschland seit dem 18. Jahrhundert*, Frankfurt/Main 1984, S. 43–99, hier: S. 58–62.
- 53 *Fertig*, *Agrarwachstum*, S. 46, 63.
- 54 Vgl. oben Anm. 39. Zum protoindustriellen ostwestfälischen Kirchspiel Löhne als Beispiel für eine rege Beteiligung von Heuerlingen an der auch durch die Separationen der 1830er Jahre bewirkten Liquiditätserhöhung des Bodenmarktes *Fertig*, *Gemeinheitsteilungen*; *ders.*, *Xenophobie*, S. 67 f.; *ders.*, *Agrarwachstum*, S. 56 f.
- 55 Vgl. als Fallstudien *Clemens Zimmermann*, »Deren Richten und Trachten nur dahin geht, den Mittelmann in die Classe der Armen zu versetzen...«. Probleme des Wandels der Subsistenzwirtschaft in Baden und der Pfalz im ausgehenden 18. Jahrhundert, in: *Rhein-Neckar-Raum an der Schwelle des Industrie-Zeitalters*, Mannheim 1984, S. 237–253; *Mahlerwein*, *Herren*, S. 258–262; *ders.*, *Wandlungen dörflicher Kommunikation im späten 18. und in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts*, in: *Werner Rösener* (Hrsg.), *Kommunikation in der ländlichen Gesellschaft*, Göttingen 2000, S. 345–364, hier: S. 358–363; demnächst auch *Niels Grüne*, *Local Demand for Order and Government Intervention in Northern South-West Germany: Social Group Conflicts as Statebuilding Factors in Villages of the Rhine Palatinate, c.1750–1810*, in: *Wim Blockmans/André Holenstein/Jon Mathieu* (Hrsg.), *Empowering Interactions. Political Cultures and the Emergence of the State in Europe, 14th–19th Centuries*, 2006 [im Druck].

gegen, die sich eine Verbesserung der Unterschichtensituation eher von einer partiell markt abgeschotteten Verbreiterung ihrer agrarischen Ressourcen als von der Freisetzung als Lohnarbeiter versprochen.⁵⁶ Daher verzichtete man meist auf eine Privatisierung im vollen eigentumsrechtlichen Sinne, die eine spätere Besitzkonzentration im Bodenverkehr erlaubt hätte, und beließ es bei einer bloßen Individualisierung der Nutzung in Gestalt eines lebenslangen Nießbrauchs für jeden Ortsbürger.

Bei flüchtiger Betrachtung waren sich die Rhetoriken südwestdeutscher Tagelöhner und nordwestdeutscher Heuerlinge oft zum Verwechseln ähnlich, wenn sie die ruinösen Folgen bäuerlicher Eigensucht beschworen. Höchst unterschiedlich fielen jedoch die Durchsetzungschancen und damit auch die auf Konflikterfahrungen basierenden Lerneffekte aus. Im Ergebnis wurden daher nicht nur die in Erbsitten und Kommunalverfassung angelegten regionalen Muster sozialer Ungleichheit akzentuiert. Für die ärmeren Dorfbewohner Südwestdeutschlands blieb der gemeindliche Lebensraum in sehr viel stärkerem Maße auch ein Integrationsrahmen politischer Kommunikation.

Die seit den 1970er Jahren aufgenommenen Forschungen zum vormärzlichen Sozialprotest bestätigen zunächst diesen Eindruck⁵⁷: Während in Anerbengebieten die Hauptkonfliktachse zwischen Bauern und Einliegern verlaufen sei, hätten sich die egalitäreren Gemeinden Südwestdeutschlands eher geschlossen gegen externe adelige und staatliche Herrschaftsträger gewandt – eine Strukturdifferenz, die dann in der Revolution von 1848/49 zum letzten Mal massenhaften und gewaltsamen Ausdruck gefunden habe.⁵⁸ In die selbe Richtung weist zudem der Umstand, dass es den Territorialbehörden in großbetrieblichen Regionen anscheinend eher gelang, die vollbäuerlichen Eliten als Kooperationspartner in der Lokal- und Amtsverwaltung zu gewinnen und auf diese Weise das Gespenst einer antitatarischen Fundamentalopposition auf kommunaler Ebene zu bannen.⁵⁹ Aber nicht

56 Vgl. für die Kurpfalz ebd.; für Württemberg *Hippel*, Bauernbefreiung, S. 561–569; für Baden, das aufgrund physiokratischer Einflüsse aber phasenweise aus dem südwestdeutschen Rahmen fiel *Clemens Zimmermann*, Reformen in der bäuerlichen Gesellschaft. Studien zum aufgeklärten Absolutismus in der Markgrafschaft Baden 1750–1790, Ostfildern 1983, S. 44–77, 130–170; zum zeitgenössischen wirtschaftstheoretischen Horizont auch *Frank Konersmann*, Genossenschaftliche Allmendnutzung versus Agrarindividualismus? Positionen und Argumentationen in der deutschen Aufklärung (1720–1817), in: *Meiners/Rösener* (Hrsg.), Allmenden, S. 141–156.

57 Vgl. *Rainer Wirtz*, ›Widersetzlichkeiten, Excesse, Crawalle, Tumulte und Skandale‹. Soziale Bewegung und sozialer Protest in Baden 1815–1848, Frankfurt/Main etc. 1981; *Heinrich Volkmann/Jürgen Bergmann* (Hrsg.), Sozialer Protest. Studien zu traditioneller Resistenz und kollektiver Gewalt in Deutschland vom Vormärz bis zur Reichsgründung, Opladen 1984; *Arno Herzig*, Unterschichtenprotest in Deutschland 1790–1870, Göttingen 1988; *Manfred Gailus*, Straße und Brot. Sozialer Protest in den deutschen Staaten unter besonderer Berücksichtigung Preußens 1847–1849, Göttingen 1990.

58 Vgl. exemplarisch den Abschnitt über die Agrarunruhen im Odenwald im Frühjahr 1848 bei *Wirtz*, Widersetzlichkeiten, S. 169–197, im Kontrast zur Studie von *Andreas Düwel*, Sozialrevolutionärer Protest und konservative Gesinnung. Die Landbevölkerung des Königreichs Hannover und des Herzogtums Braunschweig in der Revolution von 1848/49, Frankfurt/Main etc. 1996.

59 Dies gilt zumindest im Vergleich zwischen Südwest – und Nordwestdeutschland; vgl. allg. *Lutz Raphael*, Recht und Ordnung. Herrschaft durch Verwaltung im 19. Jahrhundert, Frankfurt/Main 2000. Exemplarische Regionalstudien: *Joachim Eibach*, Der Staat vor Ort. Amtmänner und Bürger im 19. Jahrhundert am Beispiel Badens, Frankfurt/Main etc. 1994, S. 124–131; *ders.*, Konflikte und Arrangement. Lokalverwaltung in Bayern, Württemberg und Baden zwischen Reformära und 48er Revolution, in: *Eberhard Laux/Karl Tepe* (Hrsg.), Der neuzeitliche Staat und seine Verwaltung. Beiträge zur Entwicklungsgeschichte seit 1700, Stuttgart 1998, S. 137–162; *Karl Tepe* (Hrsg.), Selbstverwaltungsprinzip und Herrschaftsordnung. Bilanz und Perspektiven landschaftlicher Selbstverwaltung in Westfalen, Münster 1987; *Hans Weller*, Die Selbstverwaltung im Kreis Soest 1817–1874. Ein Beitrag zur Geschichte der übergemeindlichen

nur das z. T. schroffe Sozialgefälle realteilender Dörfer als solches weckt Zweifel an generalisierenden Dichotomien. Auch neuere Untersuchungen zur Alltagskriminalität relativieren das Bild.

Das gilt vor allem für die Frage des Klassen- und Protestcharakters von Forstfreveln, die sich in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts zu einem wahren Massendelikt auswuchsen. Die Kriminalitätsforschung hat vielfach gezeigt, dass Delinquenz einen aussagekräftigen Indikator für gruppenspezifische Verhaltensmuster und justizielle Disziplinierungsbestrebungen darstellen kann.⁶⁰ Gerade für das 18. und 19. Jahrhundert gibt es inzwischen zahlreiche Hinweise auf eine strategische Nutzung gerichtlicher Instanzen durch dörfliche Eliten zur Einhegung lokalgesellschaftlicher Desintegrationstendenzen.⁶¹ Anhand des Holzdiebstahls hat in Deutschland zuerst Dirk Blasius kriminalitäts- und sozialhistorische Ansätze verknüpft und in einer Studie zu Preußen das Konzept der ›Sozialkriminalität‹ aufgegriffen.⁶² Demnach äußerte sich im vermehrten Gesetzesbruch der Unterschichten nicht nur eine unbestreitbare materielle Notlage, sondern auch der auf einer ›moralischen Ökonomie‹ beruhende Protest der Verlierer eines bürgerlichen Modernisierungsprozesses, welcher mit der Etablierung exklusiver Eigentumstitel die herkömmliche bedarfsorientierte Waldnutzung ärmerer Bevölkerungsgruppen pönalisierte.⁶³

Hinsichtlich der Binnendimension ländlicher Gesellschaft wurde dieser Aspekt von Josef Mooser vertieft, der das durch Polarisierung von Bauern und Heuerlingen sowie proto-industrielles Textilgewerbe geprägte Minden-Ravensberg mit dem kleinbäuerlich strukturierten Paderborner Land verglich.⁶⁴ Während hier Holzdiebstähle in den vorwie-

Selbstverwaltung, 2. Aufl., Paderborn 1988. Im ostelbischen Preußen kam es hingegen erst nach der Kreisordnungsreform von 1872 zu einem stärkeren Einzug großbäuerlicher Vertreter in die regionalen Verwaltungsgremien und Repräsentativkörperschaften; vgl. *Wagner*, Bauern, Junker und Beamte, S. 329–375.

60 Vgl. als Überblicke *Joachim Eibach*, Kriminalitätsgeschichte und Historische Kulturforschung, in: *HZ* 263 (1996), S. 681–715; *Gerd Schwerhoff*, Aktenkundig und gerichtsnotorisch. Einführung in die Historische Kriminalitätsforschung, Tübingen 1999. Dass im nachfolgend thematisierten Anstieg der Eigentumsdelinquenz während der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts Veränderungen des ›Täter‹-Verhaltens und des Sanktionssystems (Strafnormen, Verfolgungsintensität usw.) zusammenfassen, belastet zwar langfristige Quantifizierungen, erhöht aber eher noch die Möglichkeiten der qualitativen, gesellschaftlich-politischen Kontextualisierung; vgl. etwa zur Verschärfung des Eigentumsschutzes in Baden *Peter Wetmann-Jungblut*, »Stelen in rechter hungersnot«. Diebstahl, Eigentumsschutz und strafrechtliche Kontrolle im vorindustriellen Baden 1600–1850, in: *Richard van Dülmen* (Hrsg.), Studien zur historischen Kulturforschung, Bd. 3: Verbrechen, Strafen und soziale Kontrolle, Frankfurt/Main 1990, S. 133–177; *ders.*, Der nächste Wege zum Galgen? Eigentumskriminalität in Südwestdeutschland 1550–1850, phil. Diss., Saarbrücken 1997, S. 168–194.

61 Vgl. etwa *Frank*, Dörfliche Gesellschaft, S. 237, 269, 348–360; *Heinrich Richard Schmidt*, Dorf und Religion. Reformierte Sittenzucht in Berner Landgemeinden der Frühen Neuzeit, Stuttgart etc. 1995, S. 236–240, 347–349; *Michaela Hohkamp*, Herrschaft in der Herrschaft. Die vorderösterreichische Obervogtei Triberg von 1737 bis 1780, Göttingen 1998, S. 184–187, 203–215, 235–252; *Martina Lüdicke*, Kirchengzucht und Alltagsleben. Untersuchungen in der reformierten Gemeinde Deisel 1781–1914, Kassel 2003, S. 363–369.

62 Zur ›Sozialkriminalität‹ vgl. *Alf Lüdtke/Herbert Reinke*, Crime, Police, and the »Good Order«: Germany, in: *Clive Emsley/Louis A. Knafla* (Hrsg.), Crime History and Histories of Crime. Studies in the Historiography of Crime and Criminal Justice in Modern History, Westport, Conn. etc. 1996, S. 109–137, hier: S. 110–114; *Eibach*, Kriminalitätsgeschichte, S. 694–698; *Schwerhoff*, Aktenkundig, S. 142–147.

63 Vgl. *Dirk Blasius*, Bürgerliche Gesellschaft und Kriminalität. Zur Sozialgeschichte Preußens im Vormärz, Göttingen 1976, insb. S. 29–52, 58–65, 103–110; *ders.*, Kriminalität und Alltag. Zur Konfliktgeschichte des Alltagslebens im 19. Jahrhundert, Göttingen 1978, insb. S. 15–18, 53–62, 77 f.

64 *Mooser*, Furcht.

gend adeligen Forsten ohne eine signifikante Schichtspezifik von allen Dorfbewohnern verübt wurden⁶⁵, waren in Ravensberg erhebliche Waldflächen in den Privatbesitz von Bauern übergegangen, die sich den illegalen Übergriffen der Unterschichten ausgesetzt sahen.⁶⁶ Spiegelten sich Art und Umfang des ländlichen Klassenbildungsprozesses also durchaus in den Täter-Opfer-Konstellationen⁶⁷ der Eigentumsdelinquenz, versieht Mooser diesen Befund mit der wichtigen Einschränkung, dass der Holzdiebstahl in Ravensberg weitaus seltener war. Seines Erachtens minderten die relative Prosperität und geldwirtschaftliche Durchdringung dieses Zentrums der Leinenweberei zugleich auch das Kriminalitätsniveau.

Deutliche lokale Gruppenegegensätze traten allerdings auch in Südwestdeutschland zutage, wie Bernd-Stefan Grewe am Beispiel des bayerischen Rheinkreises (linksrheinische Pfalz) demonstriert hat.⁶⁸ Obwohl die klein- und mittelbetrieblichen Strukturen eine gewisse Ähnlichkeit zum Paderborner Land aufwiesen, kamen doch andere Faktoren zum Tragen. Sieht man davon ab, dass die vermögenden Bauern eher im Stande waren, ihren Holz- und Laubstreubedarf auf dem Markt zu decken, trieb hier vor allem eine Kombination von forstpolizeilichen, kommunalverfassungsrechtlichen und finanzpolitischen Faktoren einen Keil zwischen reichere und ärmere Dörfler. Denn der Holzertrag der umfangreichen, aber einer rigiden Aufsicht durch den bayerischen Staat unterworfenen Gemeindeforsten bildete einen namhaften kommunalen Einnahmeposten. Ging die massive Einschränkung des Leseholz- und Laubstreusammelns sowie – für die Staatsforsten – auch der Holzberechtigungen auf behördliche Regulierungen zurück, lag die Verwendung des genehmigten Holzhiebes in den Gemeindeforsten im Entscheidungsbereich der nicht zuletzt wegen eines Zensuswahlrechts bäuerlich dominierten kommunalen Organe. Je mehr dieses Holz anstelle seiner Versteigerung kostenfrei oder -günstig als Bürgernutzen an alle Gemeindeangehörigen abgeben wurde, desto stärker mussten die wohlhabenderen Bauern im Rahmen eines progressiven Umlagesystems zu den Gemeindefinzen beitragen. Die in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts durchschlagende Kommerzialisierung der kommunalen Waldwirtschaft im bayerischen Rheinkreis war somit ganz erheblich auf die »Klassenbildung im Dorf« und »plutokratische Tendenz[en]«⁶⁹ zurückzuführen, so dass die Abdrängung der unterschichtigen Holzbeschaffung in die Kriminalität sich auch unter südwestdeutschen Bedingungen als Kehrseite bäuerlicher Gruppeninteressen entpuppte.

Nur einige Kilometer weiter östlich bot sich derweil eine andere Szenerie. Im Odenwald entfiel ein beträchtlicher Teil des Baumbestandes auf privaten »Bauernwald«, dessen amtliche Reglementierung das hessische Forstgesetz von 1819 und – weniger radikal –

65 Diesem traditionellen Syndrom bäuerlicher Resistenz gegenüber einer zunehmend restriktiven herrschaftlichen Forstpolitik entsprechen grosso modo auch die Beobachtungen von Reiner Prass zum südhannoverschen Amt Herzberg; vgl. *Reiner Prass*, Verbotenes Weiden und Holzdiebstahl. Ländliche Forstfrevel am südlichen Harzrand im späten 18. und frühen 19. Jahrhundert, in: *AfS* 36 (1996), S. 51–68.

66 Ähnlich für das lippische Dorf Heiden *Frank*, Dörfliche Gesellschaft, S. 258–260.

67 Gegen generalisierende Extrapolationen eines einzigen Delikttyps warnen indes die Befunde *Regina Schultes* für Oberbayern in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts, nach denen im Bereich der Brandstiftung zwar durchaus ländliche Klassengegensätze erkennbar werden, Wilderei hingegen ein gruppenübergreifendes Element der bäuerlichen Kultur darstellte; vgl. *Schulte*, Dorf im Verhör, S. 42–45, 51–54, 181–183, 192–194.

68 Vgl. *Bernd-Stefan Grewe*, »Darum treibt hier Not und Verzweiflung zum Holzfrevel«. Ein Beitrag zur Sozial-, Wirtschafts- und Umweltgeschichte der Pfalz 1816–1860, in: *Mitteilungen des historischen Vereins der Pfalz (MHVP)* 94 (1996), S. 271–295; *ders.*, Der versperrte Wald. Ressourcenmangel in der bayerischen Pfalz (1814–1870), Köln etc. 2004, insb. S. 195–220, 391–404, 435 f.

69 *Ebd.*, S. 435 bzw. 404.

sein badisches Pendant (1833) merklich ausdünnen.⁷⁰ Angesichts der ungünstigen natur- und verkehrsräumlichen Lage und einer drückenden Kriegsschuldenlast konnten nachhaltige Nutzungsformen nach dem Absenken rechtlich-administrativer Barrieren nicht weiter aufrechterhalten werden. Dem drohenden Elend entgegen addierten sich nun erhöhte Kahlschläge für den Holzverkauf, Waldweide, Streurechen und die verbreitete Feld-Wald-Wechselwirtschaft (Hackwald) zu einem Raubbau, der bald Spuren der Devastation zog und einen sachkundigen Beobachter 1843 veranlasste, die betroffenen Gegenden drastisch in »Ohnewald«⁷¹ umzutaufen. Zunehmend wurden in der Folge staatliche, standesherrliche und auch kommunale Waldungen von Forstfreveln heimgesucht, in welche sich ländliche Untertanen nahezu jeder Provenienz verstrickten.

Wie die genannten Beispiele veranschaulichen, beruhten Frequenz und Trägerschaft der Forstvergehen auf zu uneinheitlichen ökonomischen, besitzrechtlichen und institutionellen Faktoren, als dass sich ein geradliniges Konfliktmodell herauspräparieren ließe. In gewisser Weise reflektierten wachsende Ordnungswidrigkeiten dieser Art zwar überall eine materielle Mangelsituation und erweisen sich somit zu einem guten Teil als Subsistenzdelikte. Welcher Personenkreis hierbei auf wessen Kosten zur Selbsthilfe griff, resultierte aber ganz wesentlich aus strukturellen Prämissen, die nicht unbesehen auf »sozialkriminelle« Tätermotive verrechnet werden können. Inwiefern der Wald aus schierer Existenznot geplündert wurde, als Kampfarena zerklüfteter ländlicher Gesellschaften fungierte oder diese vielmehr im gemeinsamen Interessenschutz solidarisierte, enthüllt sich daher allein in kontextualisierenden Mikroanalysen, die bisher erst für wenige Regionen vorliegen. Offenkundig ist nur, dass eine Interpretationsmatrix, die Modernisierungsphänomene wie Privateigentum, Marktliberalismus, Kommerzialisierung und Bürokratisierung stereotyp zu Schrittmachern der Klassenformierung stempelt, in diesem Punkt rasch an Erklärungsgrenzen stößt.

IV. »POLITISCHE« PARTIZIPATION UND ORDNUNGSVORSTELLUNGEN

Seit den 1970er Jahren hat die Forschung mehrere Indikatoren für eine bemerkenswerte Partizipation ländlicher Gemeinden an der gesellschaftlichen Ordnung im Spätmittelalter und in der Frühneuzeit erschlossen.⁷² Zu Strukturelementen mit »partizipatorischen Züge[n]« werden dörfliche Selbstverwaltung, ständeähnliche Organisationsformen (Genossenschaften, Bünde, Landschaften), verstärkte Nutzung von Gerichten durch Bauern und vielfältige Protest- und Widerstandsformen gerechnet.⁷³ Insbesondere die rechtsförmliche Artikulation bäuerlicher Interessen (Suppliken) und die bäuerliche Inanspruchnahme sowohl von Territorial- als auch Reichsgerichten (Reichshofrat, Reichskammergericht) ge-

70 Vgl. *Rudolf Schmerbeck*, Die Landwirtschaft im hinteren Odenwald in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts, phil. Diss., Freiburg i. Br. 1954, S. 28–31, 67–69; *Ingo Kühne*, Der südöstliche Odenwald und das angrenzende Bauland. Die wirtschaftliche Entwicklung des badischen Hinterlandes um Mosbach seit der Mitte des 19. Jahrhunderts, Heidelberg 1964, S. 65 f.; *Wolfram Förster*, Wirtschaft, Gesellschaft und Verkehr in Nordostbaden 1806–1914, Mannheim 1990, S. 80–83; *Alexandra Jordan*, Wald und Holz als Wirtschaftsfaktoren im Odenwald des 19. Jahrhunderts, in: *Christof Dipper* (Hrsg.), Strukturwandel einer Region. Der Odenwald im Zeitalter der Industrialisierung, Darmstadt 2000, S. 97–123, hier: S. 105–111, 120–122. Der Bauernwald machte insgesamt rund 40 % der Waldfläche aus; der Anteil der Gemeindewaldungen bewegte sich auf etwas niedrigerem Niveau.

71 Zitiert nach *Schmerbeck*, Landwirtschaft, S. 68.

72 Wir verweisen auf den Überblick von *Heide Wunder*, Die bäuerliche Gemeinde in Deutschland, Göttingen 1986, S. 33–79.

73 *Werner Troßbach/Clemens Zimmermann*, Einleitung, in: *dies.* (Hrsg.), Agrargeschichte, S. 4.

wannen seit dem Bauernkrieg 1525 erheblich an Bedeutung.⁷⁴ Infolge der komplexen Verfassungsstruktur des Alten Reiches⁷⁵ entwickelte sich der rechtliche Konfliktaustrag zwischen Bauern und Grundherren quasi zu einem Charakteristikum deutscher Staatlichkeit in der Frühen Neuzeit, das bis 1806 erhalten blieb.

Darüber hinaus generierte dieser rechtsförmliche Weg der Konfliktregulierung Werner Troßbach zufolge das rechtstechnische Prinzip der ›Legitimation durch Verfahren‹: ein Prozedere, an das sich sowohl die Obrigkeiten als auch die ihnen pflichtigen Bauern zu gewöhnen hatten.⁷⁶ Diese Vorgehensweise unterlag freilich einer eigenen Dialektik, die Winfried Schulze mit den Formeln »Verrechtlichung sozialer Konflikte« und »Kriminalisierung des Widerstandes« auf den Begriff gebracht hat.⁷⁷ In dieser die ländlichen Gesellschaften erfassenden Rechts- und Streitkultur erblickten schon Juristen Ende des 18. Jahrhunderts eine der Ursachen für das Ausbleiben überregionaler bäuerlicher Widerstandsbewegungen im 17. und 18. Jahrhundert, die sie als einen der wesentlichen Unterschiede zwischen dem Alten Reich und Frankreich beurteilten.⁷⁸ Diese rechtsförmliche Art des bäuerlichen Protestverhaltens ist besonders häufig in den in Süd- und Mitteldeutschland gelegenen Mittel- und Kleinstaaten festzustellen, die über kein kaiserliches Appellationsprivileg verfügten, so dass die Konfliktparteien in Fällen mit hohem Streitwert die Reichsgerichte in Anspruch nehmen mussten.⁷⁹ In modifizierter Form machte sich diese Rechtskultur aber auch in den mit einem solchen Privileg ausgestatteten größeren Territorialstaaten wie Kurbayern, Kursachsen und Kurbrandenburg bemerkbar, wo Bauern fürstliche Landesgerichte gegen Ansprüche adliger Gutsherren in Anspruch nahmen.⁸⁰ Eine völlig andere Konstellation war hingegen in zahlreichen Territorien östlich der Elbe mit einem hohen Anteil an Gutswirtschaften wie beispielsweise in den Herzogtümern Mecklenburg und Pommern gegeben. Dort bildeten Gutsherrschaften rechtliche Immunitäten, ausgestattet mit der höheren Gerichtsbarkeit, so dass bäuerliche Untertanen weder an Landes- noch an Reichsgerichte appellieren konnten.⁸¹ Gleichwohl beteiligten sich auch hier die Untertanen, freilich in eingeschränktem Maße, an der Rechtsprechung dank ihrer dörflichen Rüge-, Feld- und Weibergerichte. Darüber hinaus waren die herrschaftlichen Patrimonialgerichte weitaus häufiger auf die Kooperation dieser Dorfgerichte angewiesen, als das in der älteren Forschung angenommen worden war.⁸²

74 Wir verweisen auf den Überblick bei *André Holenstein*, *Bauern zwischen Bauernkrieg und Dreißigjährigem Krieg*, München 1996, S. 95–112.

75 Hierzu eine neue Überblicksdarstellung von *Wolfgang Reinhard*, *Geschichte der Staatsgewalt. Eine vergleichende Verfassungsgeschichte Europas von den Anfängen bis zur Gegenwart*, München 1999, insb. S. 52–59.

76 Vgl. *Werner Troßbach*, *Soziale Bewegung und politische Erfahrung. Bäuerlicher Protest in hessischen Territorien 1648–1806*, Weingarten 1987, S. 174–179. In diesem Prozedere wird von *Andreas Würzler* auch ein wesentlicher Unterschied zwischen dem Konfliktaustrag im Alten Reich und in der Schweiz gesehen. Vgl. *Andreas Würzler*, *Aushandeln statt Prozessieren. Zur Konfliktkultur der Alten Eidgenossenschaft im Vergleich mit Frankreich und dem Deutschen Reich (1500–1800)*, in: *Traverse* 8 (2001), S. 25–38, hier: S. 30, 34.

77 Vgl. *Winfried Schulze*, *Die veränderte Bedeutung sozialer Konflikte im 16. und 17. Jahrhundert*, in: *Hans-Ulrich Wehler* (Hrsg.), *Der Bauernkrieg 1524–1526*, Göttingen 1975, S. 277–302.

78 *Troßbach*, *Soziale Bewegung*, S. 175.

79 Ebd., S. 164–169; *Werner Troßbach*, *Bäuerlicher Widerstand in deutschen Kleinterritorien zwischen Bauernkrieg und Französischer Revolution. Einige Bemerkungen zu Formen und Gegenständen*, in: *ZAA* 36 (1987), S. 1–16.

80 *Holenstein*, *Bauern*, S. 105.

81 *Wunder*, *Gemeinde*, S. 85.

82 Vgl. *Ulrike Gleixner*, *Rechtsfindung zwischen Machtbeziehungen, Konfliktregelung und Friedenssicherung. Historische Kriminalitätsforschung und Agrargeschichte in der Frühen Neuzeit*, in: *Troßbach/Zimmermann* (Hrsg.), *Agrargeschichte*, S. 57–71, hier: S. 64. Generell zu Partizipationschancen in Gutsherrschaften *Jan Peters* (Hrsg.), *Konflikt und Kontrolle in Gutsherr-*

Die »zentrale Organisationseinheit und Trägerin« bäuerlicher Resistenz und »politischer« Partizipation der Bauern bildete die Landgemeinde, denn sie stellte im Konfliktfall die finanziellen und personellen Ressourcen zur Verfügung.⁸³ Dementsprechend traten in den Regionen zahlreiche Konflikte und Revolten auf, in denen Landgemeinden eine hohe Autonomie besaßen, d. h. über Satzungsrecht, Befugnisse zur Ämterbestellung und zum Teil sogar über die niedere Gerichtsbarkeit verfügten. Das gilt insbesondere für den Alpenraum, für Ostfriesland und Dithmarschen. In Südwestdeutschland und Franken spielte zudem die Zersplitterung obrigkeitlicher Herrschaftsrechte eine nicht zu unterschätzende Rolle für den »politischen« Handlungsspielraum der Landgemeinden.⁸⁴ Namentlich mit Blick auf die starke Stellung der Landgemeinden in der Schweiz und im benachbarten Oberdeutschland hat Peter Blickle den Forschungsbegriff des »Kommunalismus« geprägt⁸⁵, den er und seine Schüler als eine »prinzipielle politische Verfassungsalternative« zur absolutistischen Staatsbildung im 16. und frühen 17. Jahrhundert verstehen.⁸⁶ Den normativen Kern dieser gemeindegestützten »Organisationsform« umschreibt Blickle allgemein als »Friedewahrung und Rechtssicherung«.⁸⁷ In den meisten Konflikten mit den Obrigkeiten zielten die bäuerlichen Forderungen auf die Einhaltung der in den Weistümern festgehaltenen genossenschaftlichen Nutzungsrechte an Wald und Weide, auf die Orientierung am christlichen Naturrecht (Gerechtigkeit, Billigkeit) und im Zuge der Reformation auf die Mitsprache bei der Pfarrerwahl und bei der Verwendung des Kirchenvermögens.⁸⁸ Inwiefern diese Forderungen jedoch bereits als dezidiert politische Interessenartikulation zu klassifizieren sind, die von anderen Kommunikationsformen systemisch zu unterscheiden wären, ist bisher eine offene Frage. Denn zum einen fällt in empirischer Hinsicht auf, dass selbst in der Schweiz rebellionsbereite Untertanen häufig den »Umweg« über kulturelle Symbole und Rituale beschritten⁸⁹, zum anderen bleibt in gesellschaftstheoretischer Hinsicht zu bedenken, dass derartiges »politisches Handeln« nach Ansicht Niklas Luhmanns die Ausdifferenzierung eines sozialen Teilsystems »Politik« voraussetzt, das sich jedoch erst in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts abzuzeichnen begonnen habe.⁹⁰

Dem Begriff des »Kommunalismus« liegt eine alle Gemeindebewohner einschließende Orientierung sowohl am alten Recht als auch an Ideen der Gemeindeformation zugrunde. In gewissem Maße diente diese gemeinschaftsstiftende Ideologie allerdings auch der

schaftsgesellschaften. Über Resistenz- und Herrschaftsverhalten in ländlichen Gebieten der Frühen Neuzeit, Göttingen 1995. Dazu liegt auch ein neuer Sammelband vor *Thomas Rudert/Hartmut Zückert* (Hrsg.), *Gemeindeleben. Dörfer und kleine Städte im östlichen Deutschland 16.–18. Jahrhundert*, Köln etc. 2001.

83 Vgl. den Überblick bei *Holenstein*, *Bauern*, S. 110–112. Eine der ersten deutschsprachigen Fallstudien zur Gemeindevolte stammt von *Andreas Suter*, »Troublen« im Fürstbistum Basel (1726–1740). Eine Fallstudie zum bäuerlichen Widerstand im 18. Jahrhundert, Göttingen 1985.

84 *Wunder*, *Gemeinde*, S. 61–79.

85 Über die Strukturelemente dieses Forschungsbegriffes vgl. *Peter Blickle*, Als Einleitung die Frage: Wie entsteht ein Begriff?, in: *ders.*, *Kommunalismus. Skizzen einer gesellschaftlichen Organisationsform*, Bd. 1: Oberdeutschland, München 2000, S. 1–14.

86 *Holenstein*, *Bauern*, S. 102; vgl. hierzu auch *Reinhard*, *Geschichte der Staatsgewalt*, S. 240 f., 247 f.

87 *Blickle*, Einleitung, S. 9.

88 Ebd., S. 87–129; *Holenstein*, *Bauern*, S. 99, 111.

89 Wir verweisen exemplarisch auf die Arbeiten von *Andreas Suter*, Informations- und Kommunikationsweisen aufständischer Untertanen, in: *Jan Peters* (Hrsg.), *Gutsherrschaftsgesellschaften im europäischen Vergleich*, Berlin 1997, S. 55–68, hier: S. 60–68; *ders.*, *Der schweizerische Bauernkrieg von 1653. Politische Sozialgeschichte – Sozialgeschichte eines politischen Ereignisses*, Tübingen 1997, S. 49, 114–122.

90 Vgl. *Niklas Luhmann*, Staat und Staatsräson im Übergang von traditionaler Herrschaft zu moderner Politik, in: *ders.*, *Gesellschaftsstruktur und Semantik*, Bd. 3, 2. Aufl., Frankfurt/Main 1998, S. 65–148.

rhetorischen Überspielung erheblicher sozialer Ungleichheit in den Dörfern, um besonders gegenüber den Grundherren größere Handlungsfähigkeit zu gewinnen.⁹¹ Als maßgebliche Träger des ländlichen Protestes gegen die Obrigkeit werden neben Stadtbürgern und Amtleuten vor allem Groß- und Mittelbauern angesehen, die zumeist auch die dörflichen Ämter innehatten⁹², »während die Kleinbauern und Häusler die Konfrontation mit den Landesherrn mieden.«⁹³ Die Teilnahme an gemeinsamen Beschwerden und an organisiertem Protest der Landgemeinden setzte das volle Bürgerrecht voraus, das zwar meist mit dem Besitz einer Hofstelle oder zumindest von Parzellen auf der dörflichen Gemarkung einherging, im Kern aber an der ortsbürgerlichen Abstammung, d. h. an der Person haftete. Generell gilt, dass in Gebieten mit Realteilung eine weitaus größere Zahl zu den vollberechtigten Bürgern gehörte als in denen mit vorherrschendem Anerbenrecht, wo minderberechtigte Dorfbewohner u. U. noch einen Kotten auf dem Besitz eines Mittel- und Großbauern beziehen konnten.⁹⁴ Mit dem Einsetzen eines starken Bevölkerungswachstums auf dem Land von den 1730er Jahren an, als die Rekuperation der Kriegsverluste des 17. Jahrhunderts erreicht war⁹⁵, verringerten sich die Chancen der klein- und unterbäuerlichen Gruppen, ausreichend Parzellen auf der Dorfgemarkung zu erwerben. In Realteilungsgebieten wie dem deutschen Südwesten prägte sich deshalb die paradoxe Konstellation aus, dass nicht wenige vollberechtigte Bürger nahezu besitzlos waren.⁹⁶ Da sich infolgedessen die lokalen Kämpfe um die Verteilung der Ressourcen und damit auch der Reformdruck auf die Regierungen erhöhten, griff die Reformbürokratie zunehmend häufiger in die Verwaltung der Landgemeinden ein, zumeist im Interesse der Kleinbauern und unterbäuerlichen Gruppen.⁹⁷ Diese Konstellation verschärfte die soziale Polarisierung auf dem Land, so dass die tradierten Ordnungsvorstellungen erheblich von ihrer einheitsstiftenden Wirkung verloren.⁹⁸ Die Protagonisten warfen sich jetzt gegenseitig eigennütziges bzw. die Gemeinschaft schädigendes Verhalten vor und ersuchten den fürstlichen Reformstaat mit Suppliken um Unterstützung.⁹⁹ An der Wende zum 19. Jahrhundert trat dieser Gruppen- und Klassenantagonismus in den Landgemeinden noch deutlicher zu Tage, nämlich in der Diskrepanz zwischen Rechtsanspruch und realen Machtverhältnissen. Denn einerseits wurde beispielsweise in den neuen konstitutionellen Staaten in Südwestdeutschland und auch im Königreich Preußen das dörfliche Bürgerrecht von seiner Bindung an Grundbe-

91 Vgl. *Suter*, *Troublen*, S. 89–109. Wir verweisen auf die Debatte über den Stellenwert sozialer Ungleichheit für die Organisation kommunaler Interessen zwischen *Robert von Friedeburg*, »Kommunalismus« und »Republikanismus« in der Frühen Neuzeit? Überlegungen zur politischen Mobilisierung sozial differenzierter ländlicher Gemeinden unter agrar- und sozialhistorischem Blickwinkel, in: *ZHF* 21 (1994), S. 65–91, und *Peter Blickle*, Begriffsvorfremdung. Über den Umgang mit dem wissenschaftlichen Ordnungsbegriff Kommunalismus, in: *ZHF* 22 (1995), S. 246–253.

92 *Günther Franz*, Die Führer im Bauernkrieg, in: *ders.* (Hrsg.), *Deutsche Führungsschichten in der Neuzeit*, Bd. 8: Bauernschaft und Bauernstand 1500–1970, Limburg/Lahn 1975, S. 1–15.

93 *Holenstein*, *Bauern*, S. 111.

94 *Wunder*, *Gemeinde*, S. 55–57; *Holenstein*, *Bauern*, S. 15–17.

95 *Christian Pfister*, *Bevölkerungsgeschichte und historische Demographie, 1500–1800*, München 1994, S. 78 f.

96 Vgl. *Mahlerwein*, *Herren*, S. 59–85; *Grüne*, *Sozialkonflikt*, S. 355–367.

97 Wir verweisen auf die neue Fallstudie von André Holenstein, der allerdings eher die Kooperation zwischen Landgemeinden und den Ämtern betont, während er die sich häufenden Konflikte vernachlässigt. *André Holenstein*, »Gute Policy« und lokale Gesellschaft im Staat des Ancien Régime. Das Fallbeispiel der Markgrafschaft Baden(-Durlach), 2 Bde., Epfendorf 2003.

98 Vgl. *Josef Mooser*, *Rebellion und Loyalität 1789–1848. Sozialstruktur, sozialer Protest und politisches Verhalten ländlicher Unterschichten im östlichen Westfalen*, in: *Peter Steinbach* (Hrsg.), *Probleme politischer Partizipation im Modernisierungsprozeß*, Stuttgart S. 57–87.

99 *Zimmermann*, *Wandel der Subsistenzwirtschaft*; *Grüne*, *Sozialkonflikt*, S. 379; *Weber*, *Unterbäuerliche Schichten*, S. 63–69.

sitz gelöst und durch einen vergleichsweise niedrigen Zensus ersetzt, andererseits blieb nach wie vor die von Groß- und Mittelbauern dominierte Realgemeinde vorherrschend.¹⁰⁰ Inwiefern dieses verbesserte Bürgerrecht zu einer »Demokratisierung« in der Entscheidungsfindung der Gemeinden beigetragen hat, ist indessen noch immer eine offene Frage.¹⁰¹

Infolge grundlegender Kommunalordnungen hatte sich die ländliche Gemeinde spätestens bis Mitte des 19. Jahrhunderts zur untersten staatlichen Verwaltungsbehörde verändert, deren Rechnungslegung von den Amtleuten regelmäßig kontrolliert wurde. Gleichwohl war die Landgemeinde gerade für Kleinbauern, Parzellenbesitzer und die unterbäuerlichen Gruppen weiterhin der wesentliche Lebensmittelpunkt, weil sie auf die kommunale Armenpflege, auf die lokalen Bodenressourcen und Arbeitsangebote angewiesen waren; das galt auch für die kommunale Vermittlung weit entfernter Beschäftigungsgelegenheiten.¹⁰² Hingegen lösten sich die von der Agrarkonjunktur profitierenden Mittel- und Großbauern nicht zuletzt durch ihre überlokalen Heiratsverbindungen, aber auch durch ihr Engagement in landwirtschaftlichen Vereinen und Parteien im Verlauf des 19. Jahrhunderts allmählich aus den lokalen Bindungen und Verpflichtungen des dörflichen Sozialverbandes.¹⁰³

Für die bereits Ende des 18. Jahrhunderts einsetzende Politisierung der zunehmend heterogenen Sozialformationen in den ländlichen Gesellschaften¹⁰⁴ dürfte die verschiedene Gruppen immer häufiger erfassende Pauperisierung von fundamentaler Bedeutung gewesen sein, welche die Reformbürokratien des aufgeklärten Absolutismus mit einem neuen Strukturdefizit konfrontierte. Denn für die Lösung dieses bisher wenig erforschten Problems fehlten den Regierungen nicht nur die nötigen finanziellen Mittel, sondern vor allem auch politische Konzepte, um die Lebensumstände der aus der überkommenen Stände- und Berufsordnung herausfallenden Personenkreise überhaupt erfassen zu können.¹⁰⁵ Es verwundert daher nicht, dass die Gefahr der Massenpolitisierung der Unterschichten unter dem Eindruck der Revolutionen in Frankreich 1789, 1830 und 1848 zu einem Politikum ersten Ranges aufrückte¹⁰⁶, zumal der sich ausbreitende Zeitungsmarkt die interessierten Zeitgenossen mit aktuellen Nachrichten über Konflikte und Aufstände versorgte und die Neigung zur Auswanderung verstärkte. Vor allem infolge der Julirevolution 1830 bildeten sich in Deutschland allenthalben auch auf dem Land politische Vereine¹⁰⁷, darunter zahl-

100 Mooser, Gleichheit, S. 254; Mahlerwein, Herren, S. 399–409, 418–421. Dass in ostelbischen Gebieten infolge eines »Wildwuchses kommunaler Neubildungen« zu Beginn 19. Jahrhunderts eine völlig andere Konstellation in vielen Landgemeinden vorherrschte, erläutert Wagner, Bauern, Junker und Beamte, S. 46–65, 574 f.

101 Christof Dipper, Das Dorf in der 1848er-Revolution, in: Holger Fischer (Hrsg.), Die ungarische Revolution von 1848/49. Vergleichende Aspekte der Revolutionen in Ungarn und Deutschland, Hamburg 1999, S. 165–177, hier: S. 168.

102 Friedeburg, Ländliche Gesellschaft, S. 65–68.

103 Mahlerwein, Herren, S. 431–433.

104 Peter Steinbach, Einleitung, in: ders. (Hrsg.), Partizipation, S. 7–19, hier: S. 10; Mooser, Rebellion, S. 58 f.

105 Georg Schmidt, Die frühneuzeitlichen Hungerrevolten. Soziale Konflikte und Wirtschaftspolitik im Alten Reich, in: ZHF 18 (1991), S. 257–280; Clemens Zimmermann, »Noth« und »Theuerung« im badischen Unterland. Reformkurs und Krisenmanagement unter dem aufgeklärten Absolutismus, in: Aufklärung 2 (1987), S. 95–119.

106 Vgl. Hartwig Brandt, Die Julirevolution (1830) und die Rezeption der »principes de 1789« in Deutschland, in: Roger Dufraisse (Hrsg.), Revolution und Gegenrevolution 1789–1830, München 1991, S. 225–235; Manfred Gailus, Zur Politisierung der Landbevölkerung in der März-bewegung von 1848, in: Steinbach (Hrsg.), Partizipation, S. 88–113; Mahlerwein, Herren, S. 409–418.

107 Wolfram Siemann, Die deutsche Revolution von 1848/49, Frankfurt/Main 1985, S. 90–112.

reiche mit demokratischer Ausrichtung¹⁰⁸, obwohl derartige Bestrebungen von den restaurativen Regierungen verboten und unter Strafe gestellt wurden. Die bemerkenswerte Gründungswelle politischer Vereine ist nicht zuletzt auch auf die bei Parzellenbauern und unterbäuerlichen Gruppen zu beobachtende prekäre Existenz zurückzuführen, die in der Überlagerung zweier Strukturkrisen ihre Ursache hatte: zum einen der Erhöhung der Lebensmittelpreise, zum anderen des rückläufigen Absatzes von Produkten des textilen Heimgewerbes.¹⁰⁹

Obwohl zahlreiche Sammelbände mit neuen Fallstudien zum 150jährigen Jubiläum der Revolution von 1848/49 erschienen sind¹¹⁰, muss die seit dem ausgehenden 18. Jahrhundert voranschreitende Politisierung ländlicher Gesellschaften, insbesondere der Unterschichten, nach wie vor als ein Desiderat bezeichnet werden. Eines der zentralen Forschungsprobleme kreist um den Politikbegriff, der den gesellschaftlichen Analysen zugrunde liegt. Josef Mooser und Manfred Gailus haben bereits in den frühen 1980er Jahren für eine Erweiterung der auf klassische Macht- und Verfassungsfragen fixierten Definition von ›Politik‹ plädiert¹¹¹, ein Anliegen, das mittlerweile in einigen Fallstudien aufgegriffen worden ist.¹¹² Sie eröffnen neue Einsichten in den Politisierungsprozess auf dem Land, indem politische Selbst- und Fremdzuschreibungen verstärkt einer semantischen Analyse unterzogen und das ganze Tableau lokaler Protestformen erschlossen werden.

V. INTERESSENFORMIERUNG DURCH MEDIEN UND ORGANISATION

Neben der zentralen Bedeutung von Landgemeinden, bäuerlich-bürgerlichen Landschaften und prozessualen Rechtsmitteln für die Formierung bäuerlicher Interessen im Ancien Régime hat Andreas Würzler jüngst auch auf den nicht unbeträchtlichen Stellenwert einer sich im 18. Jahrhundert organisierenden politischen Öffentlichkeit hingewiesen, die nicht nur der Lage der Landwirtschaft, sondern auch der rechtlichen Minderstellung der meisten Bauern (Leibeigenschaft)¹¹³ eine immer größere Beachtung schenkte. Diese Öffentlichkeit wurde durch gedruckte Gerichtsurteile und Streitschriften sowie durch Nachrichten

108 Vgl. *Michael Wettengel*, Das demokratische Vereinwesen auf dem Lande im Herzogtum Nassau während der Revolution von 1848/49, in: *Nassauische Annalen* 98 (1987), S. 205–227; *Mahlerwein*, Herren, S. 409–418.

109 *Siemann*, Deutsche Revolution, S. 35–39, 42–48.

110 Es sei auf zwei Regionen übergreifende Sammelbände verwiesen: *Christan Jansen/Thomas Mergel* (Hrsg.), Die Revolutionen von 1848/49. Erfahrung – Verarbeitung – Deutung, Göttingen 1998, und *Christof Dipper/Ulrich Speck* (Hrsg.), 1848. Revolution in Deutschland, Frankfurt/Main etc. 1998.

111 *Mooser*, Rebellion, S. 58–60; *Gailus*, Politisierung, S. 106–110.

112 Als erste Versuche in diese Richtung vgl. *Walter Rummel*, Gegen Bürokratie, Steuerlast und Bevormundung durch den Staat. Anliegen und Aktionen der ländlichen Gebiete der Rheinprovinz während der Revolution 1848/49, in: *Stephan Lennartz/Georg Mölch* (Hrsg.), Revolution im Rheinland. Veränderungen der politischen Kultur 1848/49, Bielefeld 1998, S. 109–163, hier: S. 119 f., sowie *Frank Konersmann*, Soziale Differenzierung und Politisierung ländlicher Gesellschaft in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts. Das Amt Rietberg in Ostwestfalen zwischen 1822 und 1856, in: *Clemens Zimmermann* (Hrsg.), Dorf und Stadt. Ihre Beziehungen vom Mittelalter bis zur Gegenwart, Frankfurt/Main 2001, S. 177–202.

113 Vgl. *Klaus Schreiner*, ›Grundherrschaft‹. Entstehung und Bedeutungswandel eines geschichtswissenschaftlichen Ordnungs- und Erklärungsbegriffs, in: *Hans Patze* (Hrsg.), Die Grundherrschaft im späten Mittelalter, Bd. 1, Sigmaringen 1983, S. 11–74; *Peter Blickle*, Von der Leibeigenschaft zu den Menschenrechten. Eine Geschichte der Freiheit in Deutschland, München 2003.

in den Zeitungen über Missstände auf dem Land und bäuerlichen Protest informiert.¹¹⁴ An der entstehenden Öffentlichkeit hatten auch ökonomische Gesellschaften einen wachsenden Anteil, die in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts von Agrarreformern und Regierungsvertretern beispielsweise in Städten wie Leipzig, Braunschweig und Kaiserslautern, zum Teil aber auch schon auf Amtsebene gegründet wurden.¹¹⁵ Bei diesen Gesellschaften handelte es sich in der Regel um Honoratiorenvereine, in denen Agrarproduzenten zumeist eine Minderheit bildeten. Unter ihnen finden sich keine Bauern, hingegen adelige Grundbesitzer und Verwalter staatlicher Domänen.

Die moderne Organisationsform des landwirtschaftlichen Vereins erlebte in den Jahren zwischen 1810 und 1820 einen ersten Aufschwung infolge der staatlich organisierten Agrarreformen und des wachsenden Bedarfs nach neuen agrartechnischen Kenntnissen unter den größeren Produzenten. Durch die Initiative von Agrarreformern und Reformbeamten wurden in nahezu allen großen Territorialstaaten zunächst auf Landesebene landwirtschaftliche Zentralvereine gegründet, denen erst später Regional- und Lokalvereine folgten.¹¹⁶ Die bisher in der Forschung vertretene Ansicht, dass Bauern an dieser Organisationsform zunächst kaum Interesse gefunden hätten¹¹⁷, trifft zumindest für Rheinhessen und den bayerischen Rheinkreis nicht zu, wo Groß- und Mittelbauern von Anfang an mindestens ein Drittel der Mitglieder stellten¹¹⁸ und selbst Landgemeinden als korporative Mitglieder häufig vertreten waren.¹¹⁹ Hingegen sind Kleinbauern und bäuerliche Unterschichten in keinem der frühen Vereine nachgewiesen worden.¹²⁰ In diesen südwestdeutschen Vereinen, die von den 1830er Jahren an zumeist auch über eine Verbandszeitung verfügten, wurden agrartechnische Fragen erörtert (Saatgut, Viehzucht, Bodenbearbeitung, Geräteeinsatz, Dünger etc.), Preise für Zuchttiere vergeben, besonders fleißige und treue Arbeitskräfte prämiert und Landwirtschaftsfeste ausgerichtet. Während sich die Vereine im deutschen Südwesten von Anfang an nahezu ausschließlich mit solchen Belangen beschäftigten, spielten in den Vereinen Norddeutschlands auch Agrarreformen, insbesondere die Folgen der Gemeinheitsteilungen eine Rolle.¹²¹ Darüber hinaus haftete

114 Vgl. *Andreas Würzler*, Das Modernisierungspotential von Unruhen im 18. Jahrhundert. Ein Beitrag zur Entstehung der politischen Öffentlichkeit in Deutschland und der Schweiz, in: GG 21 (1995), S. 195–217; *ders.*, Unruhen und Öffentlichkeit. Städtische und ländliche Protestbewegungen im 18. Jahrhundert, Tübingen 1995.

115 Vgl. *Hans-Peter Ullmann*, Interessenverbände in Deutschland, Frankfurt/Main 1988, S. 33 f.; *Marten Pelzer*, Landwirtschaftliche Vereine im 19. Jahrhundert. Nordwestdeutsche Beispiele zu einem vernachlässigten Phänomen, in: Osnabrücker Mitteilungen 106 (2001), S. 169–199, hier: S. 171–174; *Frank Konersmann*, »Ueber die Nuzbarkeit des Predigtamtes«. Pfarrer als Agrarschriftsteller und Landwirte in der Pfalz (1770–1852), in: Aufklärung 17 (2005), S. 5–33.

116 *Ullmann*, Interessenverbände, S. 34. Vgl. auch die allerdings recht spärlichen Informationen hierzu bei *Wagner*, Bauern, Junker und Beamte, S. 65.

117 *Christof Dipper*, Die Bauernbefreiung in Deutschland 1790–1850, Stuttgart 1980, S. 176 f.; *Ullmann*, Interessenverbände, S. 34 f.

118 *Mahlerwein*, Herren, S. 257 f.

119 Das gilt insbesondere für den bayerischen Rheinkreis. Wir verweisen auf die 2006 abzuschließende Habilitation von *Frank Konersmann*, Bauernkaufleute in einer agrargewerblichen Wachstumsregion. Bedingungen, Faktoren und Akteure wirtschaftlicher Wachstumsdynamik in der Pfalz, in Rheinhessen und am nördlichen Oberrhein (1740–1880); sie erscheint voraussichtlich im Lucius & Lucius-Verlag, Stuttgart 2007.

120 Ein Reichsverband für landwirtschaftliche Kleinbetriebe wurde auffallend spät erst 1922 gegründet. Er stellte nach Ansicht *Andreas Dornheims* »ein beachtliches demokratisches Potential« dar; vgl. *Andreas Dornheim*, Landwirtschaftliche Verbände und bäuerlicher Protest in Deutschland, 1862 bis 1933, in: Histoire et Sociétés rurales 13 (2005), S. 42–53.

121 Vgl. *Pelzer*, Landwirtschaftliche Vereine, S. 187; *ders.*, Landwirtschaftliche Vereine in Nordwestdeutschland. Das Beispiel Badbergen, Cloppenburg 2002, S. 31–41.

ihnen nicht nur wegen ihrer personellen Zusammensetzung, sondern auch wegen ihrer Aktivitäten noch eher der Charakter eines Honoratiorenvereins an, denn ihre Mitglieder wurden nach dem Vorbild der aufgeklärten Lesegesellschaften des 18. Jahrhunderts zum selbstverständlichen Umgang mit Büchern und zum Lesen nicht nur von Fachliteratur animiert.¹²²

Eine zweite Gründungswelle von landwirtschaftlichen Vereinen in Norddeutschland und in Schlesien erfolgte im Zuge der Revolution 1848/49.¹²³ Diese Vereine verfolgten durchaus politische Ziele, während den älteren südwestdeutschen Vereinen keine derartige Konkurrenz erwuchs. In Norddeutschland entstanden zum einen »freie Bauernvereine«, die sich von den staatlich gelenkten Vereinen absetzen wollten.¹²⁴ Zum anderen organisierten sich adlige und bürgerliche Großgrundbesitzer in ganz Preußen in einem eigenen Verein, um »die endgültige Aufhebung aller Feudalrechte sowie eine gerechtere Verteilung der Steuerlasten zu verhindern.«¹²⁵ Eine deutliche politisch-konfessionelle Zielsetzung verfolgte der 1862 gegründete »Westfälische Bauernverein«, der sich im Kulturkampf der katholischen Sache verschrieb, darüber hinaus den agrarischen Kapitalismus ablehnte, hingegen die Stärkung eines christlichen Bauernstandes favorisierte und vom Staat eine bauernfreundliche Politik erwartete.¹²⁶ Die landwirtschaftlichen Vereine erfuhren nach der Reichsgründung 1871 einen erheblichen Zuspruch. Während sich ihnen bis 1893 etwa 85.000 Personen angeschlossen hatten, wiesen sie 1907 bereits eine Mitgliederstärke von 350.000 auf.¹²⁷ Seit 1850 hatte sich der bäuerliche Anteil unter den Mitgliedern nahezu aller landwirtschaftlichen Vereine wesentlich erhöht, zumal diese in Niedersachsen erst 1849 offiziell beitreten durften.¹²⁸ Jedoch blieb die Leitung der Vereine auf allen Ebenen weiterhin in der Hand von adligen und bürgerlichen Honoratioren und Gutsbesitzern¹²⁹; das gilt gleichermaßen für Niedersachsen wie für Westfalen, während in Südwestdeutschland auch Großbauern derartige Führungsämter innehatten.

Neben den landwirtschaftlichen Vereinen gründeten nicht nur Domänenpächter und Großgrundbesitzer, sondern auch kapitalkräftige Bauern in prosperierenden Agrarregionen wie Sachsen, Niedersachsen und im linksrheinischen Südwesten aus eigener Initiative bereits in den 1840er Jahren Genossenschaften und Aktiengesellschaften, um Zuckerrüben weiter zu verarbeiten¹³⁰ und Branntwein in großem Stil herzustellen.¹³¹ In diesen Gesell-

122 Vgl. *Marten Pelzer*, »Was die Schule für das heranwachsende Geschlecht, das ist der landwirtschaftliche Verein für die älteren Landwirte. ...«. Bildungsanspruch und -wirklichkeit landwirtschaftlicher Vereine im 19. Jahrhundert, in: ZAA 52 (2004), S. 41–58; *ders.*, Badbergen, S. 108–155; *Peter Burg*, »... zu einem kräftigen Bauernstande vereinigen«. Landwirtschaftliche Interessenverbände im östlichen Münsterland vom Vormärz bis zum Ersten Weltkrieg, in: Westfälische Zeitschrift (WZ) 151/152 (2002), S. 179–221; *Prass*, Reformprogramm, S. 294 f.

123 *Ullmann*, Interessenverbände, S. 36–38; *Burg*, Kräftiger Bauerstand, S. 200–202.

124 Ebd., S. 38 f.

125 Ebd., S. 37.

126 Vgl. *Burg*, Kräftiger Bauernstand, S. 203 f.; *Ullmann*, Interessenverbände, S. 39. Unter konfessionspolitischen Einfluß gerieten auch die landwirtschaftlichen Vereine und Genossenschaften im preußischen Regierungsbezirk Koblenz; vgl. *Tobias Dietrich*, Konfession im Dorf. Westeuropäische Erfahrungen im 19. Jahrhundert, Köln 2004, S. 348–361.

127 *Ullmann*, Interessenverbände, S. 87.

128 *Prass*, Reformprogramm, S. 291.

129 Ebd., S. 292; *Pelzer*, Landwirtschaftliche Vereine, S. 179 f.; *Burg*, Kräftiger Bauernstand, S. 199.

130 *Gerhard B. Hagelberg/Hans-Heinrich Müller*, Kapitalgesellschaften für Anbau und Verarbeitung von Zuckerrüben in Deutschland im 19. Jahrhundert, in: JWG 1974/4, S. 113–147.

131 Vgl. *Frank Konersmann*, Bäuerliche Branntweimbrenner. Ihre Schlüsselrolle in der Agrarmodernisierung des deutschen Südwestens (1740–1870), in: *Roland Linde/Frank Huismann/Uta Halle* (Hrsg.), Technische Innovation auf dem Dorf, Bielefeld 2006 [im Druck].

schaften waren selbst Klein- und Parzellenbauern Aktionäre; das Kapital der Zuckerrüben-genossenschaften wurde zu etwa 80 % von den bäuerlichen Aktionären aufgebracht.¹³² Diese Organisationsformen erstreckten sich in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts auf immer mehr Agrarprodukte zum Zweck ihrer Veredelung.¹³³ Der Gründungsboom der Genossenschaften in den 1880er Jahren wird generell als Reaktion sowohl auf die Absatz- und Produktivitätskrise der deutschen Landwirtschaft infolge erhöhter internationaler Konkurrenz als auch auf den erhöhten Kapitalbedarf der Klein- und Mittelbauern beurteilt.¹³⁴ Während im Süden und Westen Deutschlands Kreditgenossenschaften eine zentrale Rolle spielten, waren es im Osten eher Absatz- und Bezugsgenossenschaften. Für Westfalen wird davon ausgegangen, dass die meisten der in den 1880er gegründeten Genossenschaften auf die Initiative der Landwirtschaftsvereine zurückzuführen sind.¹³⁵ Mit Hilfe dieser Organisationsform sollte ein Fonds angelegt werden, um spezielle Aufgaben wie den Bezug von Dünge- und Futtermitteln sowie den Absatz von Vieh und Milch zu finanzieren und dauerhaft zu gewährleisten. In Südwestdeutschland bildeten die bereits in den 1830er Jahren gegründeten Vorschussvereine und Sparkassen¹³⁶ die Grundlage für die späteren Kreditgenossenschaften, auf deren Darlehen Klein- und Parzellenbauern, aber auch Landarbeiter besonders angewiesen waren.¹³⁷ Denn sie bedurften eher der finanziellen Überbrückung in Notlagen und kleiner Kredite für den Erwerb von Grundstücken und für den Einkauf von Futter, Dünger und Saatgut. Im Unterschied zu den regional, zum Teil überregional organisierten Molkereigenossenschaften war der Geltungsbereich der Kreditgenossenschaften zumeist auf ein bis zwei Dörfer beschränkt, so dass die Kontrolle der Schuldner durch die kommunalen Genossenschaftsmitglieder ohne weiteres gegeben war. Nach Clemens Zimmermann dürften die Kreditgenossenschaften Ende des 19. Jahrhunderts erheblich zur Stabilität und Wettbewerbsfähigkeit der Klein- und Parzellenbauern beigetragen haben.¹³⁸

In Anbetracht der in den 1880er Jahren massiv auftretenden internationalen Konkurrenz auf den Getreidemärkten und der sinkenden volkswirtschaftlichen Bedeutung der deutschen Landwirtschaft sahen sich preußische Großgrundbesitzer 1893 zur Gründung des »Bundes der Landwirte« veranlasst.¹³⁹ Durch den Aufbau eines modernen Verwaltungsapparats, die Unterhaltung eigener Verkaufsstellen und Einkaufsgenossenschaften,

132 Hagelberg/Müller, Kapitalgesellschaften, S. 133.

133 Hans-Heinrich Müller, Bürgerlich-kapitalistische Formen der Landwirtschaft und ihr Einfluß auf die dörfliche Produktion und Lebensweise – am Beispiel der Provinz Sachsen und angrenzender Gebiete, in: Wolfgang Jacobeit/Josef Mooser/Bo Stråth (Hrsg.), *Idylle oder Aufbruch? Das Dorf im bürgerlichen 19. Jahrhundert. Ein europäischer Vergleich*, Berlin 1990, S. 37–48, hier: S. 43.

134 Stephan Merl, Das Agrargenossenschaftswesen Ostdeutschlands 1878–1928. Die Organisation des landwirtschaftlichen Fortschritts und ihre Grenzen, in: Heinz Reif (Hrsg.), *Ostelbische Agrargesellschaft im Kaiserreich und in der Weimarer Republik*, Berlin 1984, S. 287–322, hier: S. 293; Clemens Zimmermann, Genossenschaften in der ländlichen Gesellschaft Deutschlands, 1870–1913, in: Jan Bielemann (Hrsg.), *Rural Institutions in the North Sea Area 1850–1950*, Turnhout [im Druck].

135 Vgl. Burg, *Kräftiger Bauernstand*, S. 212–215.

136 Diese ersten Sparkassen verfügten zumeist nur über kleine Fonds für die Gewährung von Darlehen, so dass die Interessenten häufig private Kredite bei Großbauern und Kaufleuten in Anspruch nehmen mussten. Vgl. Konersmann, *Bauernkaufleute*, S. 40.

137 Zimmermann, *Genossenschaften*.

138 Ebd.

139 Vgl. Hans-Jürgen Puhle, *Agrarische Interessenpolitik und preußischer Konservatismus im wilhelminischen Reich (1893–1914). Ein Beitrag zur Analyse des Nationalismus in Deutschland am Beispiel des Bundes der Landwirte und der Deutsch-Konservativen Partei*, Hannover 1966; ders., *Politische Agrarbewegungen in kapitalistischen Industriegesellschaften. Deutschland, USA und Frankreich im 20. Jahrhundert*, Göttingen 1975, S. 63–68.

die Betreuung mehrerer Verbands- und Tageszeitungen und die gezielte Einwirkung auf Reichstagsabgeordnete¹⁴⁰ gelang es dem Bund in erheblichem Umfang, der Wirtschaftspolitik der Regierung seine Handschrift zu geben. 1913 verfügte er über mehr als 330.000 Einzelmitglieder. Nach Hans-Peter Ullmann gehörte er zu den »einflußreichsten Interessenverbänden des Wilhelminischen Reiches.«¹⁴¹ Obwohl der »Bund der Landwirte« unzweifelhaft den Großgrundbesitz und adlige Rittergüter begünstigte, vermochte er durch seine geschickte und vielfältig kolportierte »Verbandsideologie« eine Vielzahl von Kleinbauern für sich zu gewinnen. Immerhin stellten sie 85 % seiner Mitglieder, während die Großgrundbesitzer kaum 1 % ausmachten. Jedoch besetzten diese zu 26 % den Vorsitz in den 250 Wahlkreisen und im Vorstand hatten sie einen Anteil von 70 %.¹⁴² Die enorme Ausstrahlung des Bundes auf nahezu alle Agrarproduzenten in Deutschland hat Rita Aldenhoff-Hübinger jüngst zum einen auf das von ihm erfolgreich verbreitete nationalistische Ideologem der Erhaltung des deutschen Bauernstandes zurückgeführt, dem alle anderen agrarischen Interessengruppen beipflichteten, ohne auf die Konsumenten Rücksicht zu nehmen.¹⁴³ Zum anderen hätten auch viele Groß- und Mittelbauern von der rigorosen Schutzzollpolitik für Agrarprodukte profitiert, die der »Bund der Landwirte« durchgesetzt hatte. Darüber hinaus trugen nach Hans-Jürgen Puhle und Robert von Friedeburg die offensiv geführten Kampagnen des Bundes gegen Sozialdemokratie und Liberalismus dazu bei, dass die entsprechenden Parteien bei den Reichstagswahlen bis 1913 kaum Erfolge auf dem Land verzeichneten.¹⁴⁴ Diese generelle Einschätzung hat Ernst Otto Bräunche relativiert und differenziert. Während er am Wahlverhalten in ausgesprochen agrarischen Gebieten der bayerischen Rheinpfalz eine hohe Akzeptanz der Kandidaten des »Bundes der Landwirte« konstatiert, stellt er im ländlichen Umfeld industriell expandierender Städte hingegen eine schwindende Bedeutung des Bundes und einen wachsenden Einfluss der Sozialdemokratie fest.¹⁴⁵

VI. LÄNDLICHE GESELLSCHAFTEN IM STRUKTURWANDEL: SELEKTIVE MARKTINTEGRATION UND PLURALISIERTE INTERESSENVERTRETUNG

Entscheidende Faktoren des Wandels ländlicher Gesellschaften vom 18. bis zum frühen 20. Jahrhundert schälen sich aus dem Wechselspiel zwischen Verschiebungen des dörflichen Sozialgefüges, Konflikten um die Verteilung natürlicher Ressourcen, veränderten politischen Partizipationspraktiken und der Organisation agrarischer Interessen heraus. Der sprunghafte Anstieg der Unterschichten erweist sich dabei als ein maßgebliches dynamisches Moment, da ihre latente oder manifeste Verarmung die Gemeinden vor die Aufgabe der Erweiterung des lokalen Nahrungsspielraums stellte und zugleich den Interventions- und Reformdruck auf die territorialen Obrigkeiten beträchtlich erhöhte. Obwohl

140 Parallel zu diesem verbandspolitischen Vorgehen des »Bundes der Landwirte« war das preußische Innenministerium unter Robert von Puttkammer beispielsweise in Ostelbien bestrebt, liberale Gutsbesitzer systematisch politisch zu marginalisieren; vgl. *Wagner*, Bauern, Junker und Beamte, S. 581 f.

141 *Ullmann*, Interessenverbände, S. 89.

142 Ebd., S. 89–94.

143 Vgl. *Rita Aldenhoff-Hübinger*, »Les nations anciennes, écrasées. ...«. Agrarprotektionismus in Deutschland und Frankreich, 1880–1914, in: GG 26 (2000), S. 439–470, hier: S. 466–468.

144 *Puhle*, Agrarische Interessenpolitik, S. 111–142, 185–189; *Friedeburg*, Ländliche Gesellschaft, S. 284–295, 319–321.

145 Vgl. *Ernst Otto Bräunche*, Die politischen und gesellschaftlichen Wirkungen des Vereinswesens von der Reichsgründung bis 1918 unter besonderer Berücksichtigung der Stadt und des Landkreises Kaiserslautern, in: Jahrbuch zur Geschichte von Stadt und Landkreis Kaiserslautern 30/31 (1992/93), S. 31–49.

die Zuspitzung des Pauperismusproblems sowie die institutionellen und wirtschaftspolitischen Versuche zu seiner Überwindung bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts die Herausbildung klassengesellschaftlicher Strukturen auf dem Lande zum Teil durchaus begünstigten, waren die Reaktionen der betroffenen Personengruppen erkennbar von dem Bemühen gelenkt, ihre ökonomischen und mentalen Bindungen an das dörfliche Umfeld aufrecht zu erhalten. In vielen Gebieten verbesserten das wachsende Angebot heimatnaher Industriearbeitsplätze und die Belegung des Bodenmarktes seit der zweiten Jahrhunderthälfte die Möglichkeiten einer agrarisch-gewerblichen Mischbeschäftigung so nachhaltig, dass sich die zuvor aufgetretenen Desintegrationstendenzen oft auch ohne extreme Landflucht wieder abschwächten.

Die gemeindliche Verwurzelung der Kleinbauern und parzellenbesitzenden Tagelöhner äußerte sich auch in ihrem Organisationsgebaren. Als der Anspruch auf gleichberechtigte politische Teilhabe 1848/49 vorläufig gescheitert war, gab nicht zuletzt das Bedürfnis nach mehr wirtschaftlicher Unabhängigkeit von Gutsbesitzern und Großbauern den Anstoß zur Gründung von Genossenschaften, die sich häufig an die vorhandenen kommunalen Einrichtungen anlehnten. Dagegen lösten sich die Vollbauern zwar partiell aus der dörflichen Sphäre, indem sie bei wachsender Marktorientierung die landwirtschaftlichen Vereine nutzten, um ihre agrartechnischen Kenntnisse zu erweitern und sich als Angehörige des neuen Berufsstandes der ›Landwirte‹ oder ›Ökonomen‹ zu profilieren. Trotzdem blieben die Inhaber größerer Betriebe auf verlässliche Kontakte zu den ländlichen Unterschichten angewiesen, die sie angesichts vorwiegend regional dimensionierter agrarischer Faktor- und Produktmärkte als Arbeiter und Konsumenten benötigten. Erst als sich seit den 1870er Jahren die volkswirtschaftlichen und innenpolitischen Rahmenbedingungen änderten, zeigten sich die partikularen landwirtschaftlichen Vereine immer weniger zu einer effizienten Vertretung der Interessen der Agrarproduzenten finanziell und logistisch in der Lage. Daher entstanden seit den 1880er Jahren nationale Agrarverbände, die sich indes nicht nur dem Postulat der Bewahrung eines deutschen Bauernstandes verschrieben. Mit der Polemik gegen kapitalistische Auswüchse, mit antisemitischen Parolen und der Abgrenzung von Proletariat und Sozialdemokratie gelang es ihnen außerhalb industrieller Ballungsräume zugleich, ein breites Spektrum auch nichtbäuerlicher ländlicher Existenzen unter dem Dach eines populistischen Konservatismus ideologisch zu bündeln und auf dem politischen Massenmarkt des Kaiserreiches zu mobilisieren.

Einige bedeutende Aspekte dieses Panoramas sind freilich nach wie vor erst unzureichend ausgeleuchtet. Resümiert man die auf den einzelnen Themenfeldern angesprochenen neueren Forschungserkenntnisse und dringlichen Desiderate, kristallisieren sich zwei Problemkomplexe heraus, deren nähere Untersuchung wichtige Aufschlüsse verheißt: Zum einen vollzogen sich ländliche Wirtschaftsaktivitäten im 18. und 19. Jahrhundert zwar verstärkt in marktformiger Gestalt, die schon von Zeitgenossen prophezeiten gesellschaftlichen Polarisierungseffekte jedoch brachen sich lediglich eingeschränkt Bahn. Dies rührte allerdings nur bedingt von dem simplen Umstand her, dass industrielle Arbeitseinkommen noch lange in dörfliches Sach- und Sozialkapital investiert wurden. Darüber hinaus stellt sich vielmehr prinzipiell die Frage, in welchem Maße das sich verdichtende Marktsystem bzw. bestimmte Teilmärkte überlieferten Identitäts- und Statusbedürfnissen dienstbar gemacht werden konnten, so dass die erwarteten sozialen Begleitprozesse stockten. Für die ländlichen Immobilien-, Kredit- und Arbeitsmärkte jedenfalls liegen inzwischen genügend Indizien vor, um die Formel von der Kolonialisierung traditionaler Lebenswelten durch die Moderne einmal umgekehrt zu buchstabieren, d. h. hier die strukturstabilisierende Funktionalisierung kommerzieller Mechanismen zu betonen.

Zum anderen zeigt das Bild von der vereins- und verbandsmäßigen Organisation der ländlichen Bevölkerung erhebliche Lücken. Zweifellos deutet einiges darauf hin, dass die Ansätze zu einer institutionellen Ausdifferenzierung, welche die Interessenlagen der ein-

zelen Produzenten- und Konsumentengruppen spiegelte, seit dem letzten Viertel des 19. Jahrhunderts zusehends von neuen Homogenisierungsimpulsen überlagert wurden. Will man diesen Trend aber nicht allein ideologischen Kampagnen wie der Sammlungspropaganda des ›Bundes der Landwirte‹ zurechnen, müsste exakter eruiert werden, aus welchen sozialen Milieus sich die Mitglieder verschiedener Vereine rekrutierten. Genauso wäre auszuloten, welche subjektiv plausiblen Motive jenseits eines vermeintlichen ›falschen Bewusstseins‹ etwa Parzellenbauern und Landarbeiter dazu bewogen, sich großbäuerlich und gutsherrlich dominierten Einrichtungen anzuschließen. Das auch Kleinbesitzern zugängliche, gemeinwirtschaftliche Leistungsangebot (z. B. Einkaufsgenossenschaften) mag lockende Anreize geschaffen haben, über deren Ausstrahlung noch zu wenig bekannt ist.

Die beiden Gesichtspunkte verweisen auf die in der Einleitung genannten methodisch-konzeptionellen Schwierigkeiten. Es ist unstrittig, dass die Konzentration auf Besitzverteilungsmuster die Denk- und Verhaltensweisen ländlicher Akteursgruppen nicht zugänglich erklärt. Stellt das Studium von Praktiken, Mentalitäten und ihrer lebensweltlichen Einbettung mithin mehr als ein unverzichtbares Korrektiv zu ›Klassen‹-bezogenen Modellen dar, führen solche ›Netzwerk‹-fokussierten Betrachtungen leicht dort in die Irre, wo sie soziale Ungleichheit in vertikalen Verflechtungszusammenhängen aufzulösen drohen. Das nahe liegende, aber zunächst abstrakte Plädoyer, struktur- und handlungstheoretische Perspektiven zu verzahnen, kann nun gerade mit Blick auf die Aneignung von Marktprozessen sowohl operationalisiert als auch für eine Gesamtdeutung der Übergangsepoche fruchtbar gemacht werden. Denn die konkret beobachtbaren Einbindungen zunehmend marktvermittelter Wirtschaftstätigkeit in verwandtschaftliche, klientelare, kommunale, genossenschaftliche und parteilich-ideologische Bezugs- und Kontrollsysteme zwingen zu einer Verflüssigung jener kategorialen Dichotomie von *embedded economy* (K. Polanyi) und anonymer Marktökonomie, die als entwicklungshistorisches Interpretament den doppelbödigen und fragmentarischen Charakter der ländlichen Transformation eher teleologisch vereinseitigt als analytisch entfaltet.

An das Konzept der ›partiellen Modernisierung‹¹⁴⁶ anknüpfend lassen sich die vorstehenden Befunde und Überlegungen dabei auf das Begriffspaar von ›selektiver Marktintegration‹ und ›pluralisierter Interessenvertretung‹ kondensieren. Denn obwohl die Gestaltungsfreiheiten namentlich der Unterschichten oft denkbar gering waren, offenbart sich für alle Personenkreise, dass sie ihre Auswahl aus den erweiterten Erwerbs- und Assoziationsmöglichkeiten ebenso nach milieugeprägten Wertorientierungen und Identifikationsbedürfnissen wie aufgrund materieller Notwendigkeiten trafen. Auf den institutionellen Arrangements, die in diesem Kontext kollektive Chancen organisieren, Risiken abfedern und ein Mindestmaß an Kontinuität im Wandel verbürgen sollten, beruhte ganz wesentlich die Prägekraft solcher sozialpragmatischen Markt- und Partizipationsstrategien. Der verschärfte wettbewerbswirtschaftliche Druck nötigte vor allem seit dem ausgehenden 19. Jahrhundert zu Marktanpassungen, die eine kompensatorische und deshalb regressiv wirkende lokale Traditionsbindung vielfach verstärkten. Damit war das Verhältnis zum Kapitalismus von einer wachsenden Spannung zwischen ökonomischer Lage und sozialem Selbstverständnis bestimmt. Insbesondere gegen den zunehmenden Zwang zur gesellschaftlichen Rollendiversifizierung (Berufsmenschentum) sperrte sich das ländliche Normen- und Handlungsrepertoire wohl so lange, wie von ›ländlich‹ im Sinne eines distinkten Sozialraumes überhaupt die Rede sein konnte.

146 Zimmermann, Transformationsprozesse, S. 140.

Otto Dann

Schillers Modernität

I. SCHILLERJAHR 2005

Im Herbst 2004 wurde von den deutschen Buchverlagen ein »Schillerjahr« ausgerufen, und sie konnten bereits, allen voran Insel und Hanser, eine bunte Vielfalt von Titeln vorlegen. Die Planungen dafür müssen schon zu Beginn des Jahrhunderts angelaufen sein. Im Jubiläumsjahr folgten die elektronischen Medien, kaum die Bühnen, und die Presse inszenierte alles zu einem »Event«.¹

Eine solche Beachtung Schillers war merkwürdig. Wir stehen ja noch immer im Schatten einer fundamentalen Klassiker-Krise. Sie war in den 1960er Jahren ausgebrochen und hatte um 1972 zu einer weitgehenden Aufhebung des Lektüre-Kanons auch im Schulunterricht geführt. Das Ansehen Schillers war davon besonders betroffen, denn die Problematisierung der Klassiker wurde vor allem auf dem Theater betrieben, und die Dramen Schillers waren deren bevorzugtes Objekt. Schillers Werke wurden damals in einem wörtlichen Sinne ausgemustert: Ihre Bedeutung als Muster für die geistige und ästhetische Orientierung wurde in Frage gestellt. Schillers Geltung und das Wissen über ihn sanken im Vergleich zu früheren Generationen auf einen Tiefpunkt. Von einer Modernität Schillers wagte daher kaum jemand zu sprechen, sie ist noch immer ein Problem.²

Wie ist vor diesem Hintergrund das »Schillerjahr« zu beurteilen? War es mehr als ein Event unseres Kulturbetriebes, dessen man sich schon bald kaum noch erinnern wird? Ein Versuch der Buchverlage, Schiller als einen Klassiker zu rehabilitieren und sich damit neue Marktchancen zu erschließen? Angesichts der Klassiker-Krise in Deutschland war dies gewiss ein Risiko.

Man konnte zudem wissen, dass das Ansehen Schillers im Vergleich etwa zu dem von Dante, Shakespeare, Goethe und anderen Klassikern seit einem Jahrhundert nicht mehr eine feste Größe war. Es sind vielmehr drei verschiedene Epochen von Schillers Geltung³ zu unterscheiden:

Zunächst die Epoche, in der man Schiller als einen zu früh verstorbenen großen Zeitgenossen und seine Werke als ein maßgebendes Vermächtnis verstand und verehrte (1805–1859), ausklingend in dem Schillerfest von 1859, der größten aller deutschen Dichterfeiern;

1 Für das Engagement des Hauses Suhrkamp steht *Hans-Joachim Simm* (Hrsg.), Insel-Almanach auf das Jahr 2005. Friedrich Schiller 1759–1805, Insel Verlag, Frankfurt/Main etc. 2005, 322 S., kart., 12,80 €, in dem der Herausgeber auch zahlreiche unveröffentlichte Texte präsentiert. – Ein besonders überzeugendes Beispiel des Schiller-Gedenkens vor Ort ist der von den Reiss-Engelhorn-Museen, reich bebilderte Band *Liselotte Homering/Alfried Wiczorek* (Hrsg.), SchillerZeit in Mannheim, Bd. 16, Verlag Philipp von Zabern, Mainz 2005, 196 S., geb., 29,90 €.

2 Verwiesen sei summarisch und exemplarisch auf die Beiträge in *Wolfgang Wittkowski* (Hrsg.), Verlorene Klassik? Ein Symposium, Tübingen 1986.

3 Zum Folgenden der pointierte Abriss von *Norbert Oellers*, Schiller. Elend der Geschichte, Glanz der Kunst, Reclam, Stuttgart 2005, 519 S., Ln., 19,90 €, S. 7–20; das reich bebilderte Kapitel »Umriss einer Wirkungsgeschichte« bei *Marie Haller-Neumann*, Friedrich Schiller. Ich kann nicht Fürstendiener sein. Eine Biographie. Mit einem Nachwort von Walter Müller-Seidel, Aufbau-Verlag, Berlin 2004, 303 S., geb., 24,90 €, S. 231–257; außerdem: *Otto Dann*, Schiller, in: *Etienne François/Hagen Schulze* (Hrsg.), Deutsche Erinnerungsorte II, München 2001, S. 171–186 (auch in: *Etienne François/Hagen Schulze* (Hrsg.), Deutsche Erinnerungsorte. Eine Auswahl, München 2005, S. 107–122); ders., Friedrich Schiller in Deutschland und Europa, in: APuZ 9–10 (2005), S. 23–31.

sodann das Zeitalter des Nationalismus, in dem Schiller allgemein als Klassiker galt, aber in den kultur-politischen Lagern verschieden eingeschätzt wurde (1860–1960), und schließlich die jüngste Zeit, in der Schiller in den tonangebenden Gruppen der westdeutschen Intelligenz ein bevorzugter Gegenstand ihrer Klassiker-Kritik war und seine Werke daraufhin nicht mehr verpflichtend tradiert wurden. Auf diesem Hintergrund erscheint das Schillerjahr 2005 im Rückblick als eine große Herausforderung unseres intellektuellen Selbstbewusstseins, seiner kulturellen Traditionen und seiner heutigen Verortung. Als solche soll es hier zu zwei Fragen veranlassen: was haben die Publikationen rund um das Schillerjahr für eine neue Sichtweise Schillers erbracht? Und speziell: Wie ist es um die Modernität Schillers heute bestellt?

II. BASIS-LITERATUR

Zunächst: Wie sind Schillers Werke heute präsent und für Interessenten aufbereitet? Die Situation ist optimal: allein vier kommentierte Werk-Ausgaben sind auf dem Markt.

An erster Stelle ist die »Nationalausgabe« zu nennen, die große wissenschaftliche Gesamtausgabe aller schriftlichen Hinterlassenschaften Schillers, die finanziell zu unterstützen sich jeder deutsche Staat bisher verpflichtet sah. Sie erscheint seit 65 Jahren und wird seit vierzig Jahren von Norbert Oellers betreut.⁴ Noch im Zeitalter des Nationalismus begründet, umfasst sie heute 43 gezählte Bände, darunter viele Doppelbände. Obwohl demnächst vollständig, wird sie so bald nicht abgeschlossen sein, denn einige Editionen gelten inzwischen als veraltet.

Mit hohem Anspruch, vergleichbar der Säkularausgabe von 1905, wurde seit 1981 eine einheitlich neue Schiller-Edition erarbeitet, die nun als »Frankfurter Ausgabe« in zwölf Bänden vorliegt.⁵ Sie entstand im Rahmen des ambitionierten Projektes von Siegfried Unseld, mit einem »Deutschen Klassiker Verlag« der westdeutschen Klassiker-Krise entgegen zu wirken. Für jedes Werk Schillers wird hier innerhalb des Kommentars auch die Entstehungs- und Wirkungsgeschichte dokumentiert. Und erstmals wird in zwei Bänden fast die Hälfte aller Schiller-Briefe geboten, also die generell wichtigen, leider ohne die zum Verständnis notwendigen Gegenbriefe – es fehlte der Mut, das unselige Editionsprinzip der Zerreißung von Briefwechseln zu durchbrechen. Unbestreitbar ist indes, dass diese Ausgabe für eine Erschließung des geistigen und sozialen Kontextes von Schillers Werken eine neue Grundlage eröffnet.

Fast gleichzeitig mit dieser Frankfurter wurde im Aufbau-Verlag der DDR eine »Berliner Ausgabe« begonnen.⁶ Ihre Komplettierung ist durch die Probleme im ostdeutschen Verlagswesen seit 1990 wiederholt verzögert und bis heute nicht erreicht worden.

Schließlich die »Münchener Ausgabe« – seit vierzig Jahren die verbreitetste Studienausgabe, die nun auch in Taschenbuchform vorliegt.⁷ Angesichts des Schillerjubiläums wurde sie neu herausgegeben, versehen mit einer knappen Kommentierung durch drei Germanisten einer jüngeren Generation, unter Wahrung der Paginierung des Textkorpus der Erstauflage. Lediglich im letzten Band wurde sie erweitert um den lateinischen Text

4 Norbert Oellers (Hrsg.), Schillers Werke. Nationalausgabe, 1940 begründet von Julius Petersen, Weimar 1943 ff.

5 Friedrich Schiller, Werke und Briefe in zwölf Bänden, hrsg. von Otto Dann u. a., Frankfurt/Main 1988 ff.

6 Friedrich Schiller, Sämtliche Werke in zehn Bänden, hrsg. von Hans-Günther Thalheim u. a., Berlin 1980 ff.

7 Friedrich Schiller, Sämtliche Werke in 5 Bänden. Auf der Grundlage der Textedition von Herbert G. Göpfert, hrsg. von Peter-André Alt/Albert Meier/Wolfgang Riedel, Beck, München etc. 2004, 1.423 S., geb., 34,90 €.

der medizinischen Dissertation Schillers samt einer neuen Übersetzung und eines aufwendigen Begriffsregisters von Wolfgang Düsing – eine große editorische Leistung!

Dieser mit fast 1400 Seiten überquellende Band veranlasst zu der Frage, welchen Umfang eine Werkausgabe eigentlich haben sollte. Die genannten Editionen treten alle mit dem Ehrgeiz auf, Schillers »sämtliche Werke« zu bringen, und drucktechnisch ist dies heute bereits in fünf Bänden und zum Preis einer guten Mahlzeit möglich. Warum gibt es nicht, wie früher, eine Schiller-Auswahl zum kennenlernen? Sogar »Schiller in einem Band« hat es schon gegeben.

Eine relativ neue Erscheinung auf dem literarischen Markt ist das »Handbuch« zu einer berühmten Person. Auch für Schiller liegt es nun schon mehrfach vor – ein Ausweis der fortgeschrittenen Forschung. Das erste, 1998 erschienene Schiller-Handbuch ist bis heute nicht übertroffen worden in seiner thematischen Fülle und seinem bibliografischen Informationsgehalt.⁸ Es wurde von Helmut Koopmann, einem der führenden Schiller-Experten, besorgt, in vielen Teilen auch von ihm verfasst und von Terence James Reed mit einer Schiller-Charakteristik genial eingeleitet.

Daneben stehen seit dem Schillerjahr zwei neue Schiller-Handbücher, die im wesentlichen eine Einführung in Schillers Werke bieten: von Matthias Luserke-Jaqui als Herausgeber ein Band im Rahmen der Handbuch-Fabrik des Verlages Metzler⁹, gut systematisiert, mit einschlägigen Informationen über Schillers Werke sowie die Forschungsliteratur, und von jenseits des Atlantik ein »Companion«, das von Steven Martinson betreut wurde.¹⁰ Er stellt mit seiner Einführung »Schiller and the New Century« den deutschen Klassiker in einen aktuellen internationalen Zusammenhang. Sein Handbuch enthält neben Einführungen in die zentralen Werke auch Orientierungen über Schillers große Themen und deren Erforschung im vergangenen Jahrhundert.

Das »Arbeitsbuch« von Michael Hofmann kann diesen Handbüchern an die Seite gestellt werden¹¹; denn es enthält ähnlich systematisierte Einführungen in Schillers Werke (von denen jedoch einige kommentarlos fehlen). Außerdem bietet es einen Abriss der Biografie und der Wirkungsgeschichte, vor allem aber den Vorzug des Kommentars aus einer Hand. In einem eigenen Kapitel zur geistesgeschichtlichen Ortsbestimmung (»Schiller und die Strömungen seiner Zeit«) skizziert der Autor eine Deutung Schillers als Exponent der späten Aufklärung und ihrer kritischen Selbstreflexion.

Auch das jüngste Schiller-Buch von Norbert Oellers sollte hier eingereiht werden, denn es versteht sich als eine »umfassende Werkmonografie« und ist ähnlich aufgebaut.¹² Es bringt zusätzlich eine gehaltvolle biografische Skizze; die Interpretationen dieses führenden Schiller-Philologen sind auch darauf bedacht, den Mythos Schiller zu destruieren, z. B. über sein Verhältnis zu Frauen.

Die »Schiller-Chronik« Gero von Wilperts, seit langem nützlich, ist neu aufgelegt worden.¹³ Karin Wais hat mit einem neuen Konzept nun wohl ein Optimum erreicht. Nach dem Vorbild der Goethe-Chronik von Rose Unterberger informiert sie synchron in drei

8 Helmut Koopmann, in Zusammenarbeit mit der Deutschen Schillergesellschaft Marbach (Hrsg.), Stuttgart 1998; hingewiesen sei auf: Helmut Koopmann (Hrsg.), Schillers Leben in Briefen, Weimar 2000.

9 Schiller-Handbuch. Leben – Werk – Wirkung, hrsg. von Matthias Luserke-Jaqui unter Mitarbeit von Grit Dommers, Metzler Verlag, Stuttgart 2005, 651 S., geb., 49,95 €.

10 Steven D. Martinson (Hrsg.), A Companion to the Works of Friedrich Schiller, Rochester 2005.

11 Michael Hofmann (Hrsg.), Schiller. Epoche – Werk – Wirkung, Beck, München 2003, 216 S., kart., 19,90 €.

12 Norbert Oellers, Schiller. Elend der Geschichte, Glanz der Kunst, Stuttgart 2005; hingewiesen sei auf die eindrücklich bebilderte Biografie: Axel Gellhaus/Norbert Oellers (Hrsg.), Schiller. Bilder und Texte zu seinem Leben, Böhlau, Köln etc. 1999, 406 S., geb., 39,90 €.

13 Gero von Wilpert, Schiller-Chronik. Sein Leben und Schaffen, 2. Aufl., Stuttgart 2000 (zuerst 1958).

Rubriken über die Orte und Zeiten, das Leben und die Werke Schillers, wenn möglich Tag für Tag, zitiert oft aus den Briefen und bringt viele Querverweise.¹⁴

Das Resümee dieser Sichtung der Basis-Literatur muss daher als ein Paradox formuliert werden: Obwohl als Klassiker ausgemustert, wird Schiller heute auf dem Buchmarkt wie ein Klassiker präsentiert.

III. INTERPRETATIONEN

Die heutigen Biografien über Schiller zeigen ein ähnliches Bild. Neue Daten über Schillers Leben sind kaum noch zu erwarten, aber wie viele Schiller-Darstellungen sind in den vergangenen Jahren vorgelegt worden! War hier ein neues Informationsbedürfnis zu befriedigen oder wirkte sich nur die Konkurrenzsituation auf dem Buchmarkt aus? Es ist aufschlussreich, diese Werke, die der gleichen Person gewidmet sind und auf denselben über sie bekannten Daten basieren, hinsichtlich ihrer Konzeption und Interpretation miteinander zu vergleichen.

Der 40jährige Peter-André Alt hatte sich zu Beginn des Jahrhunderts an die Spitze gesetzt und ein Werk von mehr als 1400 Seiten vorgelegt, das in seinem Informationsgehalt kaum einen Wunsch offen lässt.¹⁵ Der Autor versteht es als eine »Werkbiografie«, eine »persönliche Bildungsgeschichte« im Rahmen ihrer kulturellen und sozialpolitischen Einflussfelder (S. 14 f. u. 58 f.). Mit ehrgeizigen Exkursen in die literatur- und politikgeschichtlichen Zusammenhänge und einem ausgeklügelten Belegverfahren demonstriert er, in welchem Maße Schiller nach einem Jahrhundert zu einem Thema der Gelehrsamkeit geworden ist. Die Kapitel stehen meist recht unverbunden nebeneinander, sie werden nicht narrativ miteinander verbunden, und Schiller ersteht nicht als eine Person. Dass in einem solchen akademischen Werk auf eine Auseinandersetzung mit der bisherigen Literatur durchweg verzichtet wird (dazu nur knapp S. 15), ist merkwürdig genug, wenn auch für viele der hier zu besprechenden Bücher charakteristisch. Was steht dahinter? Das taktische Verhalten einer jüngeren Generation, die im Interesse der eigenen Selbstinszenierung sich vorsichtig verhält und daher den offenen Turnierplatz des akademischen Diskurses lieber umgeht? Was werden die Folgen sein, wenn ein solches Verhalten sich einbürgert?

Sigrid Damm, die bekannte und erfahrene biografische Autorin, wagt sich an das Werk des großen Schiller, der ihr in ihrer Thüringer Jugend oft begegnet war, nicht recht heran.¹⁶ Sie argumentiert in überlieferten Urteilen und pflegt im Übrigen ihren stilistischen Subjektivismus samt eigenwilliger Gestaltung der Absätze. Zu der »Wanderung« durch die Landschaften von Schillers Alltag, die sie ankündigt, ist sie jedoch hoch motiviert und bestens vorbereitet. Hier macht sie viele Entdeckungen, kann detailliert informieren und zitieren (und die Leser müssen es glauben, denn belegt wird nichts), z. B. über das Auf und Ab der Beziehung zu Goethe oder über die Familienverhältnisse Schillers, speziell die bisher weniger beachtete Mutter. Damms Buch kann als eine ideale lebensweltliche Ergänzung zu der Problemdarstellung von Alt bezeichnet werden.

14 Karin Wais, Die Schiller Chronik. Unter Mitwirkung von Rose Unterberger, Insel Verlag, Frankfurt/Main etc. 2005, 383 S., Ln., 28 €.

15 Peter-André Alt, Schiller. Leben – Werk – Zeit, 2 Bde., Beck, München 2000, 737 S., Ln., 44,99 €; außerdem: Peter-André Alt, Friedrich Schiller, München 2004, sowie zahlreiche Schiller-Aufsätze des Autors, z. B. »Arbeit für mehr als ein Jahrhundert«. Schillers Verständnis von Ästhetik und Politik in der Periode der französischen Revolution, in: JbDSG 46 (2002), S. 102–133.

16 Sigrid Damm, Das Leben des Friedrich Schiller. Eine Wanderung, Frankfurt/Main etc. 2004.

Marie Haller-Neuermann gehört zu denen, die das nahende Gedenkjahr zu einer konzentrierten Einarbeitung in die Lebens- und Wirkungsgeschichte Schillers veranlasst hat. Ihr abwechslungsreich gestalteter, sachlich mitunter problematischer Text ist vom Aufbau-Verlag im Stile einer Prachtausgabe bebildert worden und von dem Bemühen getragen, Schiller auch für das 21. Jahrhundert als einen Klassiker festzuhalten.¹⁷ Die Autorin war gut beraten, einen Doyen der akademischen Schiller-Forschung um Mithilfe zu bitten: Walter Müller-Seidel. Dieser hat einen souveränen Essay »Das Interesse an Schiller« beigesteuert.

»Rowohlts Monographien mit Selbstzeugnissen und Bilddokumenten, begründet von Kurt Kusenberg« sind seit den frühen Nachkriegsjahren stets der erste Ort für biografische Auskünfte gewesen. Seit 1958 gab es dort einen datenreich informierenden Band über Schiller von Friedrich Burschell. Er wurde 2002, wohl angesichts des Schillerjahres, durch einen neuen ersetzt, geschrieben von drei Autorinnen aus dem Umfeld des Instituts für Germanistik der Universität Münster, geboren in den 1960er Jahren.¹⁸ Wie sich dieser Generationswechsel in den Texten, in Stil, Konzeption und Bebilderung niedergeschlagen hat, das kann hier nicht im Einzelnen geschildert werden – es lohnt sich zu vergleichen!

Aus der Fülle biografischer Beiträge mit spezieller Thematik seien zwei exemplarisch genannt: Die Jugend-Biografie Schillers von Friedrich Dieckmann¹⁹, dem wohl besten Kenner der sächsischen Kultur-Landschaft, der mit vielen Zitaten und Exkursen das sozio-kulturelle Umfeld der frühen Dramen sowie des »Geisterseher« beleuchtet. Mit der Darstellung des Freundschaftskults der sächsischen Jahre Schillers kommt die Darstellung auf ihren Höhepunkt, und das junge Ehepaar Körner in Loschwitz bei Dresden steht dabei im Zentrum – auf Kosten des Intimfreundes Ferdinand Ludwig Huber und der prärevolutionären Projekte der Beiden.

Sodann ist die Studie über ein besonderes Kapitel von Schillers Nachleben zu nennen, die dem Goethe-Forscher Albrecht Schöne zu verdanken ist.²⁰ Er hat das wechselvolle Schicksal von Schillers Totenschädel im 19. und 20. Jahrhundert recherchiert und mit seinem Text einmal mehr verdeutlicht, welches Interesse an Schiller international vorhanden war und zu welchen kuriosen Dimensionen es auswachsen konnte. Auch das Nachleben Schillers hat bereits eine nach Nationen ausdifferenzierte wissenschaftliche Aufarbeitung erfahren, auf die hier nur pauschal verwiesen werden kann.²¹

IV. NEUE DIMENSIONEN

Es war Jürgen Habermas, der als einer der Ersten und eher beiläufig der Diskussion über Schiller eine neue Dimension eröffnete, denn in seinen Frankfurter Vorlesungen von 1983 »Der philosophische Diskurs der Moderne« ging er in einem Exkurs auch auf Schiller ein.²² Er wies darauf hin, dass in dessen »Briefen über die ästhetische Erziehung« eine

17 Marie Haller-Neuermann, Friedrich Schiller.

18 Claudia Pilling/Diana Schilling/Mirjam Springer (Hrsg.), Friedrich Schiller, Rowohlts Monographien, Reinbek 2002, 156 S., kart., 8,50 €.

19 Friedrich Dieckmann, Diesen Kuss der ganzen Welt. Der junge Mann Schiller, Insel Verlag, Frankfurt/Main etc. 2005, 446 S., Ln., 22,90 €.

20 Albrecht Schöne, Schillers Schädel, Beck, München 2002, 111 S., 9,90 €.

21 Zu verweisen ist auf die in Anm. 1 genannte Literatur sowie auf die Beiträge von Ute Gerhard/Claudia Albert/Peter Boerner, in: Helmut Koopmann (Hrsg.), Schiller-Handbuch, Kröner Verlag, Stuttgart 1998, 984 S., Ln., 42,00 €, S. 758–808.

22 Jürgen Habermas, Exkurs zu Schillers Briefen über die ästhetische Erziehung des Menschen, in: ders., Der philosophische Diskurs der Moderne. Zwölf Vorlesungen, Frankfurt/Main 1985, S. 59–64.

kritische Auseinandersetzung mit der Aufklärung enthalten sei, die gleichwohl nicht als antimodern bezeichnet werden könne. Denn Schiller habe nicht die Aufklärung als solche kritisiert, vielmehr auf eine Reihe von problematischen Entwicklungen, von Entfremdungen aufmerksam gemacht, die sich als eine Folge von Aufklärung in modernen Gesellschaften ergeben können. Habermas sieht Schiller mit diesen Aussagen in einer Perspektive zu der Aufklärungskritik von Hegel, Marx und Marcuse, und damit erscheint Schiller in einem anderen Licht: nicht mehr als ein bereits durch die Romantik überholter Klassiker, sondern als einer der Ersten, der die europäische Aufklärung in ihrer Dialektik gesehen hat. Habermas bezeichnet Schillers Argumentation als eine »kritische Selbstvergewisserung der Moderne«.²³

Auch innerhalb der germanistischen Literaturwissenschaft war in den 1980er Jahren ein neuer, produktiver Diskurs über Schiller in Gang gekommen, der sich in zwei Punkten von den bisherigen unterschied: Im Mittelpunkt standen nicht die Dichtungen Schillers, sondern seine philosophisch-ästhetischen Schriften, seine Verortung im kultur-politischen Diskurs seiner Zeit, speziell im Jahrzehnt der französischen Revolution. Und: Schiller wurde hier nicht als Klassiker behandelt, sondern als ein engagierter Zeitgenosse der Epoche von Spätaufklärung und Revolution, dessen Position zahlreiche Fragen aufwirft. Eine von Wolfgang Wittkowski von 1980 bis 1988 in Albany (USA) veranstaltete Konferenz-Serie wurde deren wichtigster Ort.²⁴ Auf dem Hintergrund der Klassiker-Krise, der eine der Tagungen auch explizit gewidmet war²⁵, wurde hier und natürlich auch an vielen anderen Stellen eine intensive Diskussion geführt, die mit dem Thema »Schiller« eröffnet wurde²⁶ und in der dieser immer wieder im Mittelpunkt stand. Bemerkenswert sind die Beiträge von Dieter Borchmeyer²⁷, Bernd Bräutigam²⁸, Wilfried Malsch²⁹ und Wolfgang Wittkowski³⁰.

Eine neue Dimension erreichte dieser Diskurs durch das 1996 erschienene Buch von Hans-Jürgen Schings über Schillers Verhältnis zu den Illuminaten, jenem politisch ambitionierten Geheimbund der deutschen Spätaufklärung, der in den 1780er Jahren die deutsche Bildungsgesellschaft in erhebliche Bewegung und Beunruhigung versetzte.³¹ Schings hatte den Hinweis Schillers, der Marquis Posa seines »Don Karlos« sei den Illuminaten »sehr nahe verwandt«, beim Wort genommen. Mit Hilfe der entwickelten historischen Illuminatenforschung und weiterhin ans Licht kommender Dokumente (Schwedenkiste!) suchte er nach Verbindungen zu Schiller – und machte erstaunliche Entdeckungen: von seinem Lehrer und Mentor in der Karlsschule, Jakob Friedrich Abel, bis zu Goethe und

23 Ebd., S. 60.

24 Im letzten Berichtband gibt Wittkowski einen Überblick über jene fünf Konferenzen: *Wolfgang Wittkowski* (Hrsg.), *Revolution und Autonomie. Deutsche Autonomieästhetik im Zeitalter der französischen Revolution. Ein Symposium, Tübingen 1990*, S. IX f.

25 *Ders.* (Hrsg.), *Verlorene Klassik? Ein Symposium, Tübingen 1986*.

26 *Ders.* (Hrsg.), *Friedrich Schiller. Kunst, Humanität und Politik in der späten Aufklärung, Tübingen 1982*.

27 *Dieter Borchmeyer*, *Ästhetische und politische Autonomie: Schillers »Ästhetische Briefe« im Gegenlicht der französischen Revolution*, in: *Wittkowski, Revolution*, S. 277–295, sowie zahlreiche dort genannte weitere Beiträge.

28 *Bernd Bräutigam*, *Konstitution und Destruktion ästhetischer Autonomie im Zeichen des Kompensationsverdachts*, in: Ebd., S.244–263.

29 *Wilfried Malsch*, *Robespierre ad portas? Zur Deutungsgeschichte der »Briefe über Don Karlos« von Schiller*, in: *Gertrud Bauer/Sabine Cramer* (Hrsg.), *The Age of Goethe Today*, München 1990, S. 69–103 sowie weitere, dort genannte Beiträge.

30 *Wolfgang Wittkowski*, *Zur Konzeption ästhetischer Autonomie in Deutschland*, in: *ders.*, *Revolution*, S. 1–29 und seine dort genannten weiteren Beiträge.

31 *Hans-Jürgen Schings*, *Die Brüder des Marquis Posa. Schiller und der Geheimbund der Illuminaten*, Tübingen 1996.

seinem dänischen Mäzen, dem Herzog von Augustenburg, war Schiller über 15 Jahre hinweg stets von Mitgliedern des Bundes umgeben. Diese Nähe war im Geistigen durchaus naheliegend, denn Schings zeigt, dass der junge Schiller dem Gedankengut der Illuminaten in der Tat nahe stand. Andererseits kann er nachweisen, dass Schiller dem Geheimbund selbst nie beigetreten ist, obwohl er offensichtlich mehrfach umworben wurde.³² Dieses spannungsreiche Verhältnis befähigte Schiller zu einer differenzierten Einschätzung jenes großen Projektes einer politischen Aufklärung. Schings hat sie für die politisch entscheidenden Jahre von 1787 bis 1795 in mehreren Stufen herausgearbeitet und zentrale Texte wie die »Briefe über Don Karlos«, die Abhandlungen zur Kunstphilosophie, die Briefe an den Augustenburger und »Über die Ästhetische Erziehung« neu interpretiert und dabei eine dialektische Position Schillers nachgewiesen. Dieser habe das Menschheitspathos seiner frühen Texte zurückgenommen zugunsten einer Haltung konkreter Humanität, wie sie in seinen späten Dramen und Texten vielfach zum Ausdruck komme.³³

Die große Beachtung, die Schings' Abhandlung gefunden hat, beruht nicht zuletzt auch darauf, dass hier der aktuelle Forschungsdiskurs eingehend dargestellt und diskutiert wird.³⁴ In einer Münchener Vortragsreihe wurden die Anregungen aufgegriffen und weiter verfolgt, die Schings in seiner Untersuchung thematisiert hatte.³⁵

In Berlin erschien schon bald die kulturwissenschaftliche Doktorarbeit von Götz-Lothar Darsow, in der jene innovative Literatur für eine Schiller-Biografie fruchtbar gemacht wird.³⁶ Schillers Oeuvre – es fehlt nur die späte Geschichtsschreibung – wird hier interpretiert als das Werk eines genialen Dramatikers und Schriftstellers, mit dem die reflexive Moderne in Deutschland zum Durchbruch kam. Überzeugend kann Darsow – etwa in Kapitel VI über die Theorieschriften – Schiller auf einem neuen Niveau in die politischen und soziokulturellen Problemstellungen seiner Zeit einordnen.

Eine neue Sichtweise der Bedeutung Schillers präsentiert auch das Buch des philosophischen Schriftstellers Rüdiger Safranski, das zum Bestseller des Schillerjahres wurde.³⁷ Safranski versteht es, Schillers intellektuelle Entwicklung von innen her darzustellen. Beginnend mit dem Klopstock-Erlebnis und Schillers Aneignung einer medizinisch und philosophisch fundierten Anthropologie, wird im Zentrum des Buches gezeigt, welche Rolle Schiller im Jena der 1790er Jahre bei der Ausbildung des deutschen Idealismus gespielt hat. Auch Schillers Ethos – den Sieg seines Geistes über den morbiden Körper – interpretiert Safranski als einen Ausdruck seines Idealismus. Er schreibt eine Biografie, die einseitig macht, warum Schiller für seine Zeitgenossen und seine Nachwelt beeindruckend war und geliebt ist. Die in Jena lehrende Philosophin Birgit Sandkaulen hat in einer Vorlesungsreihe abgrenzend zu Safranski auch den politischen Grundcharakter von Schillers Ästhetik deutlich herausgearbeitet.³⁸

32 Ebd., S.159 ff. dazu eine knappe Zusammenfassung.

33 Ebd., S. 235 f. Bekenntnishaft ist diese Position formuliert in Schillers Brief vom 5. Mai 1795 an den deutschen Jakobiner Johann Benjamin Erhard sowie in dem kleinen Gedicht »An einen Weltverbesserer«, das zuerst 1795 in den »Horen« erschien (FA 1, S. 177).

34 Ebd., S. 1–22.

35 *Walter Müller-Seidel/Wolfgang Riedel* (Hrsg.), *Die Weimarer Klassik und ihre Geheimbünde*, Würzburg 2002. Beachtenswert ist die Einführung von Müller-Seidel (S. S. 9–26), und für Schillers Position die Beiträge von Dieter Borchmeyer (S. 127–144) und Wolfgang Riedel (S. 107–126).

36 *Götz-Lothar Darsow*, *Friedrich Schiller*, Metzler, Stuttgart etc. 2000, 261 S., kart., 11,90 €.

37 *Rüdiger Safranski* (Hrsg.), *Friedrich Schiller oder die Erfindung des Deutschen Idealismus*, Carl Hanser, München etc. 2004, 559 S., geb., 25,90 €.

38 *Birgit Sandkaulen*, *Schönheit und Freiheit. Schillers politische Philosophie*, in: *Klaus Manger/Gottfried Willems* (Hrsg.), *Schiller im Gespräch der Wissenschaften*, Winter Verlag, Heidelberg 2005, 169 S., geb., 14,00 €, S. 37–55.

Neben diesen innovativen Gesamtdarstellungen sind neue Dimensionen der Schiller-Interpretation auch dadurch eröffnet worden, dass Schiller von akademischen Disziplinen und Problemstellungen her beleuchtet wurde, für die Schiller bisher kaum interessant war. Schillers Verhalten gegenüber Frauen sowie seine literarische Darstellung von Frauen war von jeher ein Thema der Literatur, doch erst im Rahmen der seit der jüngsten Frauenbewegung entstandenen Genderforschung gibt es dafür ein spezifisches Interesse.³⁹ Schiller war Zeitgenosse der für die Stellung der Frau in der bürgerlichen Gesellschaft so wichtigen Umbruchphase um 1800. Es ist eine offene Frage, wie Schiller hier einzuordnen ist: als Verteidiger einer patriarchalischen Ordnung mit der untergeordneten, auf die häuslichen Tugenden beschränkten Rolle der Frauen, wie sie in seinen Lehrgedichten erscheinen, oder als Darsteller von autonom und progressiv handelnden Frauen, wie er sie in seinen Dramen gestaltet hat? Zum Verständnis dieser divergenten Positionen wurde bereits vorgeschlagen, zwischen Bild und Gestalt der Frau in Schillers Werk zu unterscheiden.⁴⁰ Ein Kapitel besonderen Interesses ist Schillers Verhalten zu den Schwestern von Lengefeld – eine *ménage à trois*? Die Schriftstellerin und Schiller-Editorin Ursula Naumann hat dazu eine kundige, stilvoll und taktvoll geschriebene Darstellung vorgelegt.⁴¹ Man kann jedoch nicht sagen, die heutige Genderforschung sei über Schiller schon zu einem befriedigenden Ergebnis gekommen, zumal auch Schillers Bedeutung für die Entstehung eines neuen Bildes von der Männlichkeit noch kaum untersucht wurde.⁴²

Neue Einblicke in eine bisher wenig thematisierte Dimension von Schillers literarischen Erfolgen eröffnet das Verhältnis Schillers zu seinen Verlegern. Der führende Vertreter der Buch- und Verlagswissenschaft in Mainz hat dazu eine Monografie vorgelegt.⁴³ Vor dem Hintergrund intensiver eigener Forschungen behandelt er Schillers geschäftliche Beziehungen zu den Verlegern Schwan (Mannheim), Crusius und Göschen (Leipzig), Cotta (Stuttgart) und Unger (Berlin). Dies waren tonangebende und geradezu paradigmatische Verleger der Epoche um 1800, ohne deren innovative Aktivität Schiller und die Literatur seiner Zeit ihre Wirkung nicht hätten entfalten können.

Dass Schiller bei der Entstehung der modernen Kriminalliteratur eine bemerkenswerte Rolle gespielt hat, war seit der eingehenderen Erforschung dieser Literatur bekannt.⁴⁴ Nun hat der Frankfurter Strafrechtler Klaus Lüderssen eine Studie vorgelegt, in der die Thematik »Schiller und das Recht« noch grundsätzlicher angegangen wird.⁴⁵ Der Autor verbindet intime Kenntnisse der Dramen Schillers mit seinen gereiften Erkenntnissen über die Entwicklung des Rechts, speziell des Strafrechts, die er in einem großen Exkurs (»Zweiter Teil«) vermächtnishaft einblendet. In seiner Schiller-Analyse konzentriert sich Lüderssen auf die Dramen und zeigt, welche verschiedenen Situationen und Dimensionen des Rechts in ihnen erscheinen. Zielpunkt seiner anregenden Argumentation, in der besonders das Verhältnis von Recht und Literatur thematisiert wird, ist das Konzept vom

39 Auch eine Neugier über Schillers »Liebschaften« war hier zu befriedigen, so von *Charlotte M. Werner*, *Friedrich Schiller und seine Leidenschaften*, Droste Verlag GmbH, Düsseldorf 2004, 239 S., 16,95 €.

40 *Helmut Fuhrmann*, *Revision des Parisurteils. Bild und Gestalt der Frau im Werk Friedrich Schillers*, in: *Jahrbuch der deutschen Schillergesellschaft* 25 (1981), S. 316–166.

41 *Ursula Naumann*, *Schiller, Lotte und Line. Eine klassische Dreiecksgeschichte*, Insel Verlag, Frankfurt/Main etc. 2004, 195 S., kart., 8 €.

42 Was allein wäre über das Reiterlied in »Wallensteins Lager« und seine spektakuläre Wirkung in den Befreiungskriegen zu sagen, oder über Schillers Idealisierung militärischer Heldengestalten in den 1790er Jahren!

43 *Stefan Füssel*, *Schiller und seine Verleger*, Insel Verlag, Frankfurt/Main etc. 2005, 354 S., Ln., 26,90 €.

44 Etwa *Jörg Schönert* (Hrsg.), *Literatur und Kriminalität*, Tübingen 1983.

45 *Klaus Lüderssen*, *Dass nicht der Nutzen des Staats Euch als Gerechtigkeit erscheine. Schiller und das Recht*, Insel Verlag, Frankfurt/Main etc. 2005, 222 S., kart., 14,90 €.

Recht als »Kunst der Anerkennung«, und es ist interessant zu sehen, dass Schiller auch hier vor allem mit den »Briefen über die ästhetische Erziehung« in Anspruch genommen wird.⁴⁶

V. HISTORISMUS

Schillers Geschichtsschreibung und sein Geschichtsdenken erfordern ein eigenes Kapitel, wenn es um »neue Dimensionen« geht, denn hier ist nach einer langen Windstille einiges in Gang gekommen. Die letzte eingehende Kommentierung der historischen Werke Schillers wurde vor hundert Jahren, in der Schiller-Säkularausgabe des Jahres 1905, vorgelegt, und erst in den 1990er Jahren, als in drei Werk-Ausgaben die Kommentierung der Geschichtsschreibung Schillers anstand, ist ein solches Unternehmen wieder angegangen worden. Das bis dahin vorherrschende Bild über Schillers Geschichtsschreibung stammt aus der Epoche des Historismus der philologischen Quellenforschung, und deren Standards konnte Schiller nicht genügen.

Die im Jahre 1993 unternommene erste Bestandsaufnahme über »Schiller als Historiker« war daher ein laborierendes Herantasten an ein wenig vertrautes Thema.⁴⁷ Wo waren die Geschichtsdarstellungen Schillers historiografiegeschichtlich einzuordnen? Der Begriff »Aufklärungshistorie« lag nahe, der in der 18. Jahrhundert-Forschung üblich geworden war, doch auch eine Position zwischen Aufklärung und Historismus wurde für Schiller reklamiert.⁴⁸ Andererseits wurde auf Schillers Auseinandersetzung mit den Revolutionen seiner Zeit verwiesen, die bei ihm zu einer Abgrenzung vom Geschichtsoptimismus der Aufklärung geführt hatte.⁴⁹ Außerdem wurde in verschiedener Weise thematisiert, dass Schiller sich nicht nur als Geschichtsschreiber mit geschichtlichen Themen befasst hat, sondern auch als Dichter, Dramatiker und philosophischer Schriftsteller.⁵⁰ Die Eingrenzung von Schillers Geschichtsschreibung auf das Jahrfünft einer historischen Phase (1787–1792) war damit aufgehoben und ein weiter Horizont von Fragestellungen eröffnet.

Schillers Geschichtsdarstellungen, seine Historik und Geschichtsphilosophie waren zu einem neuen akademischen Schwerpunkt geworden. Die Werkkommentare der Frankfur-

46 Ebd., S. 187 ff., insb. S. 192 ff. In Jena hat der Strafrechtler Udo Ebert in einem eindrücklichen Vortrag auch auf Schillers Bedeutung für das Verfassungsrecht hingewiesen, im Übrigen davor gewarnt, Schiller juristisch zu vereinnahmen: *Udo Ebert*, Schiller und das Recht, in: *Manger/Willems*, S. 139–170.

47 *Otto Dann/Norbert Oellers/Ernst Osterkamp* (Hrsg.), Schiller als Historiker, Stuttgart 1995.

48 *Ulrich Muhlack*, Schillers Konzept der Universalgeschichte zwischen Aufklärung und Historismus, in: ebd., S. 5–28; dazu auch die Beiträge von *Manfred Riedel* und *Peter Hanns Reill*, in: ebd., S. 29–59 und S. 243–266. Aufschlussreich sind einige personale Vergleiche Schillers mit Zeitgenossen der Aufklärungsepoche: *Rudolf Malter*, Schiller und Kant, in: ebd. S. 281–292; *Regine Otto*, Schiller und Herder als Geschichtsschreiber. Annäherungen und Differenzen, in: ebd., S. 293–308; *Michael Gottlob*, Friedrich Schiller und Johannes Müller, in: ebd., S. 309–334.

49 *Dieter Borchmeyer*, Goethes und Schillers Sicht der niederländischen Revolution, in: ebd., S. 149–156; *Ernst Schulin*, Schillers Interesse an Aufstandsgeschichte, in: ebd., S. 137–148 sowie *Helmut Koopmann*, Das Rad der Geschichte. Schiller und die Überwindung der aufgeklärten Geschichtsphilosophie, in: ebd., S. 59–76.

50 Bemerkenswert die Problematisierung der Begriffe Geschichte, Wirklichkeit und Fiktion in Verbindung mit der Sprachmodalität bei *Klaus Weimar*, Der Effekt Geschichte, in: ebd., S. 191–204; zum gleichen Problem in Schillers Dramen *Norbert Oellers*, Poetische Fiktion als Geschichte. Die Funktion erfundener Figuren in Geschichtsdramen Schillers, in: ebd., S. 205–218; schließlich die anregende Inanspruchnahme der »Braut von Messina« als Geschichtsdrama durch *Beatrix Langner*, Der Name der Blume. Schillers Trauerspiel »Die Braut von Messina« als Dramaturgie der geschichtlichen Vernunft, in: ebd., S. 219–242.

ter Ausgabe, der neuen Münchener Ausgabe, demnächst wohl auch der Nationalausgabe legen davon Zeugnis ab.⁵¹ Zwei Kölner Dissertationen stehen für neuere Tendenzen der Forschung und Interpretation: Daniel Fulda hat Schiller in eine von den Thesen Hayden Whites ausgehende sprachstrukturelle Analyse der deutschen Geschichtsliteratur einbezogen und damit verdeutlicht, dass Schiller in erster Linie als Geschichtsschreiber der Aufklärung zu sehen ist, nicht als forschender Historiker.⁵² Thomas Prüfer hat die erste Phase der Geschichtsschreibung Schillers vor dem Hintergrund der Spätaufklärung als ein eigenständiges, Wissenschaft und Kunst verbindendes Bildungskonzept interpretiert.⁵³

Inzwischen aber ist auch ein bisher kaum beachtetes und erforschtes Kapitel, Schillers Geschichtsdenken in der Epoche der französischen Revolution, stärker ins Zentrum gerückt. Unverkennbar hat Schiller bereits bei der Ausarbeitung der »Geschichte des Dreißigjährigen Krieges«, die er im Jahre 1790 begann, eine andere Sicht von den politischen Machtverhältnissen in Europa entwickelt, und seine Geschichtsschreibung ist davon nicht unbeeinflusst geblieben.⁵⁴ Vom Herbst 1792 an liegen dann Briefe, Texte und Dramen vor, die Schillers gewandelte Geschichtsphilosophie zum Ausdruck bringen. Jörn Rüsen hatte hier schon 1986, allerdings in einem anderen Rahmen, auf eine Ambivalenz in Schillers Historik aufmerksam gemacht⁵⁵, und seit einem Jahrzehnt wird verstärkt auf Schillers spät publizierte Abhandlung »Über das Erhabene« Bezug genommen; der Germanist Wolfgang Riedel hat sie emphatisch zu einem Schlüsseltext für die Modernität von Schillers spätem Geschichtsdenken erklärt.⁵⁶ Ein soeben in Paris erschienener Sonderband ist in diesem Zusammenhang aufschlussreich: Die dort beteiligten Germanisten aus Deutschland akzentuieren einen bemerkenswerten Geschichtspessimismus in Schillers Spätwerk, die französischen Kollegen verweisen auf die Kontinuitäten und auf optimistische Perspektiven.⁵⁷

Wo also ist Schiller historiografiehistorisch einzuordnen? Er steht am Beginn des modernen Historismus in Deutschland, und er ist dessen zwei ersten Phasen zuzuordnen. Mit dieser These wird hier von dem weiten Begriff des Historismus ausgegangen, der sich im

51 Bd. 6 und 7 der Frankfurter Ausgabe, hrsg. von *Otto Dann*; Bd. 4 der neuen Münchner Ausgabe, hrsg. von *Peter-André Alt*, Friedrich von Schiller. Sämtliche Werke in fünf Bänden, Hanser, München 2005, 5.805 S., 150 €; Bd. 19 der Nationalausgabe wird bearbeitet von *Waltraud Hagen* und *Thomas Prüfer*.

52 *Daniel Fulda*, Wissenschaft aus Kunst. Die Entstehung der modernen deutschen Geschichtsschreibung 1760–1860, de Gruyter, Berlin etc. 1996, 547 S., geb., 106 €. – Auch eine Berliner Dissertation ist in diesem Zusammenhang relevant, vgl. *Johannes Süßmann*, Geschichtsschreibung oder Roman? Zur Konstitutionslogik von Geschichtserzählungen zwischen Schiller und Ranke, in: Frankfurter Historische Abhandlungen, Bd. 41, Franz Steiner Verlag, Stuttgart 2000, 300 S., geb., 65,00 €.

53 *Thomas Prüfer*, Die Bildung der Geschichte. Friedrich Schiller und die Anfänge der modernen Geschichtswissenschaft, Köln etc. 2002.

54 Dazu zuletzt *Otto Dann*, Schillers »Geschichte des Dreißigjährigen Krieges«, geschrieben in den ersten Jahren der französischen Revolution, in: *Études Germaniques* 60 (2005), H. 4 (Friedrich Schiller. 200e anniversaire de sa mort. Histoire et historiographie), S. 761–772.

55 *Jörn Rüsen*, Im Vorspiel der Aufklärung. Bürgerliche Identität zwischen Geschichtsbewusstsein und Utopie bei Friedrich Schiller, in: ders., Konfigurationen des Historismus. Studien zur deutschen Wissenschaftskultur, Frankfurt/Main 1993, S. 139–156.

56 *Wolfgang Riedel*, Weltgeschichte ein »erhabenes Object«. Zur Modernität von Schillers Geschichtsdenken, in: *Peter-André Alt* u. a. (Hrsg.), Prägnanter Moment. Festschrift Hans-Jürgen Schings, Würzburg 2002, S. 193–214; vorher in: *Norbert Oellers/Wolfgang Riedel*, Am Beginn der Moderne. Schiller um 1800, Deutsche Schillergesellschaft, Marbach/Neckar 2001, 36 S., 5,10 €.

57 *Études Germaniques*, einerseits die Beiträge von *Michael Hofmann/Helmut Koopmann/Hans-Jürgen Schings/Carsten Zelle*, andererseits die Beiträge von *François Genton/Roland Krebs/Gérard Laudin*.

jüngsten Fachdiskurs als der sinnvollste erwiesen hat⁵⁸ – ein Begriff, der nicht mehr eingrenzend und abgrenzend verstanden wird als eine spezifisch positivistische, eigentümlich deutsche oder allein wissenschaftliche Tendenz der Historiografie, vielmehr: Historismus als die moderne, mit der Aufklärungsbewegung sich durchsetzende Geschichtsauffassung, die den Menschen und seine Welt primär von ihrer geschichtlichen Entwicklung her versteht, erforscht und erklärt und dabei nicht auf das Wirken übernatürlicher Mächte zurückgreift.

Schiller war voll erfasst von der Revolutionierung des historischen Weltbildes, die sich seit der Mitte des 18. Jahrhunderts im Zuge der europäischen Aufklärungsbewegung durchsetzte, – also von jenem ersten Historismus, der eine neue Methodik quellenkritischer Geschichtsforschung entwickelte⁵⁹, der einen neuen Singular-Begriff der Geschichte durchsetzte (als Bezeichnung für den umfassenden Realzusammenhang der erfahrbaren Wirklichkeit in ihrer diachronischen Entwicklung) und der geprägt war von neuen Geschichtserfahrungen eines Entwicklungsfortschritts der Menschheit und daher auch von neuen historisches Interessen.

Mit dem Erleben der französischen Revolution aber hatten sich das Geschichtsdenken und die Geschichtsschreibung Schillers und seiner Generation bemerkenswert gewandelt. Nicht mehr die Menschheit und ihr Fortschritt standen nun im Zentrum, sondern die Menschen und Nationen in ihrer konkreten Entwicklung und Herausforderung durch die Geschichte. Und nicht mehr ein teleologisches Leitprinzip, sondern ein dialektisches wurde nun für Schillers Geschichtsdenken maßgebend. Eine zweite Phase des europäischen Historismus begann sich durchzusetzen: der Historismus im Zeitalter der nationaldemokratischen Revolution.

Schillers Geschichtsdarstellungen im Übergang von jenem ersten zu diesem zweiten Historismus in der europäischen Geschichtskultur zu erforschen und zu interpretieren, bleibt eine große Aufgabe.

VI. RESÜMEE

Beeindruckt von der Vielfalt und der Produktivität der jüngsten Schiller-Literatur, die hier vorzustellen war, hat man verstärkt den Eindruck, in einer geteilten Welt zu leben. Sie wird von einer Mehrheit unserer Gesellschaft bestimmt, für die Schiller kaum mehr ist als ein Name von Straßen und Schulen, und ihr steht eine Minderheit gegenüber, der Schiller auch als Person ein Begriff ist; neben den Spezialisten sind dies vorwiegend über Sechzigjährige, denen Schiller noch in der Schule vermittelt wurde.

An erster Stelle ist daher nochmals auf den Traditionsbruch im letzten Drittel des vergangenen Jahrhunderts hinzuweisen. Den westdeutschen Schulen wurde 1972 die Beschäftigung mit den Klassikern freigestellt, und seitdem galt auch Schiller nicht mehr als ein zu vermittelnder Autor. Im Marbacher »Schiller-Nationalmuseum« wurde Schiller durch das Deutsche Literaturarchiv mit seinen nicht abreißen Bauprojekten zunehmend an den Rand gedrängt, und nach der deutschen Vereinigung wurde auch in Weimar dafür gesorgt, dass die mit einem neuen Museum wiederbelebte Schiller-Präsentation der DDR beendet wurde. Der stets positiv besetzte Schiller-Mythos wurde nicht mehr weitergegeben, er versiegte. Die Kontinuität der Tradierung Schillers und seiner Werke im Rahmen der deutschen Nationalkultur war abgebrochen.

58 Dazu *Ernst Schulin*, Neue Diskussionen über Historismus, in: *Storia della Storiographia* 33 (1998), S. 109–117; *Otto Gerhard Oexle/Jörn Rüsen* (Hrsg.), *Historismus in den Kulturwissenschaften*, Köln etc. 1996.

59 Dazu *Otto Dann*, Schiller, der Historiker und die Quellen, in: *Dann/Oellers/Osterkamp*, S. 109–126.

Das »Schillerjahr 2005« hat vor diesem Hintergrund als ein Event überrascht, besonders die Aktivitäten der Verlage. Da deren Produkte auf eine Langzeitwirkung angelegt sind, muss heute noch offen bleiben, ob dieses Engagement erfolgreich war. Doch für die Interessierten musste das Schillerjahr eine Herausforderung sein. Die Frage nach dem aktuellen Stand der Schiller-Literatur führte zu einem überraschenden Resultat: Es zeigte sich, dass in den Kulturwissenschaften bereits vor etwa 25 Jahren eine neue Beschäftigung mit Schiller begonnen hatte. Vier kommentierte Werkausgaben, die heute weitgehend vollendet vorliegen, wurden seit 1980 wissenschaftlich erarbeitet. Darüber hinaus entstand eine reiche Informations- und Einführungsliteratur: Handbücher, Chroniken, Werk-Einführungen und Biografien, schließlich auch Zeitschriften-Sonderhefte und edierte Vortragsreihen.⁶⁰ Noch nie hat es so gute Bedingungen gegeben, sich mit Schiller und seinen Werken zu beschäftigen. Seit der deutschen Vereinigung gilt dies auch für die Schiller-Archive, -Museen und Forschungsstätten.

Bemerkenswert aber ist vor allem, dass in der Einschätzung Schillers ein neues Kapitel aufgeschlagen wurde. Man kann feststellen, dass die Zeiten des Klassikerkultes und der nationalkulturellen Befangenheit vorüber sind – offensichtlich auch die Phase der Klassiker-Kritik. Schiller wird heute stärker als zuvor als ein Zeitgenosse seiner Epoche gesehen, und diese Epoche war nicht ein klassisches Zeitalter, sondern eine Epoche des Übergangs – von der Spätaufklärung zur nationalen Revolution. Schiller hat nicht nur den Despotismus des aufgeklärten Absolutismus erlebt, sondern auch den der Jakobinischen Revolution. Er gewann daher auch Einsichten in die Folgeprobleme der Aufklärung, in deren Dialektik.

Schiller war Bürger deutscher Fürstenstaaten sowie der französischen Republik; er hat sich zwei verschiedenen politischen Systemen zugehörig gefühlt: der aufgeklärten Monarchie und der bürgerlichen Republik. Seine hochgradige Sensibilität für die Umbrüche seiner Zeit, sowohl ästhetisch wie politisch, wird heute verstärkt wahrgenommen, und es erschließen sich neue Dimensionen seiner Beurteilung. Davon konnte hier in mehreren Richtungen berichtet werden, zuletzt auch von den ersten Formen des modernen Historismus, denen Schiller in Deutschland zum Durchbruch verhalf.

In der jüngeren Literatur ist wiederholt von einer Modernität Schillers die Rede. In der Tat kann die Modernität Schillers heute neu und differenzierter erfahren und definiert werden: eine Modernität, die begründet ist in den menschenrechtlichen Traditionen der Aufklärung, diese aber nicht zu einem teleologischen Prinzip macht, sondern sie kritisch reflektiert und überprüft. Schiller war in Deutschland einer der ersten Vertreter einer solchen reflexiven Moderne.

Wäre es denkbar, dass dieses revidierte Schiller-Bild anlässlich des schon bald anstehenden Schillerjahres 2009 in unserer Gesellschaft vermittelt wird? Die Hochschullehrer und die Bühnen müssten den Anfang machen.

60 Exemplarisch seien genannt: *Wolfgang Adam* (Hrsg.), Schiller-Heft, Euforion 99, Heft 1/2, 2005; *Manger/Willems*; *Günter Sasse* (Hrsg.), Schiller. Werk-Interpretationen. Ringvorlesung des Deutschen Seminars II der Universität Freiburg zum 200. Todesjahr des Dichters, Winter Verlag, Heidelberg 2005, 298 S., 38,00 €; *Gérard Laudin/René Pille/Jean-Marie Valentin* (Hrsg.), Friedrich Schiller. 200e anniversaire de sa mort. Histoire et historiographie (colloque tenu à l'Université de Paris X (30/31 mars, 1er avril 2005), Paris 2006.

Paul Erker

»Externalisierungsmaschine« oder »Lizenznehmer der Gesellschaft«?

Trends, Themen und Theorien in der jüngsten Unternehmensgeschichtsschreibung¹

I. *BAD APPLES* VERSUS *ROTTEN ROOTS*. ZUR GEGENWÄRTIGEN UNTERNEHMENSDEBATTE UND IHREN RÜCKWIRKUNGEN AUF DIE HISTORISCHE UNTERNEHMENSFORSCHUNG

Um die »most important organization of the world« entspannt sich bereits seit einiger Zeit eine lebhafte Diskussion.² Zum einen geht es dabei um neu entstehende bzw. entstandene Organisationsformen. Schlagworte wie die Entgrenzung der Unternehmensstrukturen und das Aufkommen »virtueller Unternehmen« prägen die Debatte. Die alten Unternehmensmodelle, für die exemplarisch General Motors, IBM oder DuPont standen, gehören der Vergangenheit an. An ihrer Stelle prägen junge Unternehmen wie Dell Computer, Cisco Systems oder Wal Mart mit ihren Organisationsmodellen die Zukunft. Virtuelle Unternehmen sind Netzwerke unabhängiger Unternehmen, die durch Informationstechnologien verbunden sind, um ihre Fähigkeiten, Kosten und Märkte zu verknüpfen. Es ist eine Kollaboration auf Zeit, um eine ganz bestimmte kurzfristige Marktchance zu nutzen. Jeder Partner trägt dabei das bei, das er am besten kann, seine »core competences«.³ Zum anderen konzentriert sich die Debatte auf die gesellschaftliche Verankerung und Verantwortung von Unternehmen. Spätestens seit dem Enron-Skandal im Jahr 2002 sowie massiven Arbeitsplatzverlagerungen bzw. -einsparungen und der Verkündung von Kapitalrenditezielen als Primat der Unternehmenspolitik kam das Thema der Steuerung und Kontrolle von Konzernen sowie die Frage nach der Rolle der »accounting industry« (wieder) auf. Die *bad apples*-Fraktion verwies dabei auf die Ausnahme und Singularität der Skandale als Folge der Misswirtschaft einiger gieriger Manager, während die *rotten roots*-Fraktion auf prinzipielle Fehlentwicklungen im unternehmenskapitalistischen System seit den 1990er Jahren verwies.⁴ Auf jeden Fall hatte sich gezeigt, dass die Gewinne durch

1 Der Literaturbericht umfasst den Berichtszeitraum von ca. Mitte 2002 bis Frühjahr 2006 und schließt an einen vorangegangenen Forschungsbericht in dieser Zeitschrift an. Vgl. Paul Erker, »A New Business History«? Neuere Ansätze und Entwicklungen in der Unternehmensgeschichte, in: AfS 42 (2002), S. 557–604. Die Auswahl der Studien erfolgt auch diesmal mehr pragmatisch als systematisch und schließt soweit es als nötig und erforderlich erschien, auch angloamerikanische sowie französische Business History-Literatur mit ein.

2 Einen ebenso guten wie originellen Überblick und Einstieg in die Diskussionen bietet das kleine Büchlein von John Micklethwait/Adrian Wooldridge, *The Company. A Short History of a Revolutionary Idea*, New York 2003, sowie sozusagen am anderen Ende des Meinungsspektrums Joel Bakan, *The Corporation. The Pathological Pursuit of Profit and Power*, New York 2004 (inzwischen auch in deutscher Übersetzung als: *Das Ende der Konzerne. Die selbstzerstörerische Kraft der Unternehmen*, Hamburg 2005).

3 Vgl. dazu Dietmar Fink/Bianka Knobloch, *Die großen Management Consultants. Ihre Geschichte, ihre Konzepte, ihre Strategien*, München 2003, S. 191 ff. sowie auch Arnold Picot u. a., *Die grenzenlose Unternehmung. Information, Organisation und Management*, 5. Aufl., Wiesbaden 2003. Vgl. auch Ashish Arora/Robert P. Merges, *Specialized supply firms, property rights and firm boundaries*, in: *Industrial and Corporate Change* 13 (2004), S. 451–475, sowie die sich an diesem Artikel entzündende intensive Debatte in: *Industrial and Corporate Change* 14 (2005), S. 1193–1240.

4 Vgl. dazu Micklethwait/Wooldridge (wie Anm. 2), S. 154 f.

die Reduzierung der Transaktionskosten bei weitem von den *hierarchy costs*, den Kosten infolge des Ignorierens von Informationen durch das leitende Management, übertroffen werden konnten. Und dazu kamen noch die »Kollateralschäden« und entsprechende Kosten, die ein Unternehmen dritten – den Mitarbeitern, Verbrauchern, Kommunen und der Umwelt – als »Externalität« aufbürdet.⁵ In den politischen Debatten wurde denn auch verstärkt wieder auf die gesellschaftliche Funktion der Unternehmen und ihrer Verpflichtung, dem Wohl der Gemeinschaft zu dienen, hingewiesen sowie die potentiellen Möglichkeiten erörtert, diese gleichsam dafür verliehene Lizenz der Existenz durch staatliche Überwachung, Regulierung und Kontrolle einzufordern.⁶ Im Zusammenhang damit erstreckte sich die Unternehmensdebatte schließlich auch auf die Eingebundenheit und Abhängigkeiten der Unternehmen im Kontext revolutionärer Umbrüche, sei es finanzieller, technologischer oder wirtschaftlicher Art, sprich: Globalisierung und neue volkswirtschaftliche Player wie Indien oder China, IT-Revolution und Wissensökonomie, Investor *capitalism* und börsengeprägte Kapitalmärkte.

Vor diesem Hintergrund ist auch die Unternehmensgeschichte quantitativ wie qualitativ mehr denn je in Bewegung: *Erstens* gibt es eine Art revisionistischen Trend. Bestehende Ansätze, Themen und Untersuchungsperspektiven werden relativiert oder revidiert. Im Focus ist zum einen nach wie vor Alfred D. Chandler, dessen Ansatz aber inzwischen vielfach modifiziert und erweitert wird.⁷ Differenziert und kritisch gesehen wird auch die weit verbreitete Transaktionskosten-Theorie, etwa durch die Ergänzung und Gegenüberstellung von kulturalistischen Ansätzen (Unternehmenskultur und Unternehmenskommunikation).⁸ Neben den lange als Untersuchungsobjekte dominierenden Großkonzernen werden mehr und mehr klein- und mittelständische Unternehmen und vor allem Familienunternehmen ins Blickfeld der Forschung gerückt. In Abkehr der Zentrierung auf multinationale US-Konzerne hat sich eine Debatte um die Existenz und spezifische Performance der European Firm entwickelt. Die Erforschung der klassischen Organisationsstrukturen hochintegrierter und diversifizierter Konzerne wird durch die Untersuchung neuer, auf *contracting* und *networking* basierter Organisationsmodelle von Unternehmen der *new economy* abgelöst. Die lange Zeit vorherrschende Produkt- und Produktionsorientierung der Unternehmensgeschichte macht der Analyse der Kundenbeziehung und der Marketinggeschichte Platz sowie (allerdings erst vereinzelt) auch den elementaren Transfer-, Transformations- und Zirkulationsprozessen zwischen Produktion und Konsumtion

5 Vgl. dazu *Bakan* (wie Anm. 2), S. 77 ff.

6 Vgl. *Micklethwait/Wooldridge*, S. 182, 185 ff. Letztlich reduziert sich diese Debatte auf die Konfrontation des stakeholder-orientierten mit dem shareholder-orientierten Unternehmenskonzept. Eine Reihe von Unternehmen hat darauf reagiert und ihre gesellschaftliche und standortbezogene lokale bzw. regionale Verantwortung wiederentdeckt. Vgl. dazu die jüngsten Aktivitäten unter dem Schlagwort »corporate citizenship« bzw. »corporate social responsibility«. Eine Rückwirkung dieser Entwicklung zeichnet sich auch bereits insofern in den Unternehmensgeschichtsschreibungen ab, als nun allenthalben in Unternehmerbiografien auch Teilkapitel über das Mäzenatentum auftauchen.

7 Vgl. *Richard N. Langlois*, Chandler in a Larger Frame. Markets, Transaction Costs, and Organizational Form in History, in: *Business and Economic History On-Line* 1 (2003), S. 1–15, sowie in: *Enterprise & Society* 5 (2004), S. 355–375 sowie *Steven Toms/John F. Wilson*, Scale, Scope and Accountability. Towards a New Paradigm of British Business History, in: *Business History* 45 (2003), S. 1–23.

8 Vgl. *Clemens Wischermann/Anne Nieberding/Britta Stücker* (Hrsg.), Unternehmenskommunikation deutscher Mittel- und Großunternehmen. Theorie und Praxis in historischer Perspektive, Dortmund 2003 sowie *Jan-Otmar Hesse/Christian Kleinschmidt/Karl Lauschke* (Hrsg.), Kulturalismus, Neue Institutionenökonomik oder Theorievielfalt. Eine Zwischenbilanz der Unternehmensgeschichte, (Bochumer Schriften zur Unternehmens- und Industriegeschichte, Bd. 9), Klartext Verlag, Essen 2002, 320 S., brosch., € 29,90.

durch den Gütertransfer, sprich Logistik, oder die Betrachtung von Informations- und Kommunikationsflüssen und deren Management, sprich Software. Trust wird als analytischer Leitbegriff verstärkt durch *control* sowie die Untersuchung von *accounting* und *coordination practices* abgelöst (auch wenn beides die Seiten ein und derselben Medaille sind).⁹ Nicht zuletzt gewinnen in der Unternehmensgeschichte der NS-Zeit jene Untersuchungen wieder mehr Beachtung, die den aktiven und auf der Basis von Entscheidungsspielräumen getroffenen Verhaltensweisen Anteil an den NS-Verbrechen betonen, statt eines eher reaktiven und von Zwängen bestimmten Agierens.¹⁰ Nicht zu übersehen sind aber zugleich auch Versuche der Synthese, des Zusammenbindens und der Kombination der verschiedenen Ansätze.¹¹ Auf sie soll weiter unten näher eingegangen werden. *Zweitens* fällt die Entwicklung neuer Untersuchungsperspektiven bzw. die Wiederentdeckung alter Ansätze auf. Im Kontext von *new global history* und *new commodity history* erfahren insbesondere die Multinationalen Unternehmen als Global Player wieder verstärkt Beachtung, gleichzeitig rücken aber auch im Gefolge von Börsenkrise und Bilanzskandalen börsennotierter Konzerne die Familienunternehmen und deren Geschichte verstärkt ins Blickfeld. Eine Wiederbelebung erfahren auch die in der Unternehmensgeschichtsschreibung als theoretisch-methodisches Konzept einige Zeit etwas verpönten Begriffe der Unternehmensstrategie (*strategic management*) und Unternehmensorganisation.¹² Das hat u. a. auch mit dem Reflex auf die Debatte um die Entstehung und Entwicklung einer Wissensökonomie sowie die jüngste Informations- und Kommunikationsrevolution zu tun, in deren Gefolge nun neuerdings die Untersuchung der weitreichenden Folgen des Einsatzes von Computer und Software, aber auch von Beratungsunternehmen als neue Wissensindustrie ins Blickfeld genommen wird – nicht nur in Bezug auf die unternehmensinternen Entscheidungs- und Lenkungsprozesse, sondern auch hinsichtlich der Organisationsstrukturen und der in Lernprozessen erfolgten Akkumulation unternehmensspezifischer Wissensbestände (*information, knowledge and learning*).¹³ Anstelle von »invisible« und »visible

9 Exemplarisch für diesen Revisionismus ist *Jeffrey Fear*, *Organizing Control. August Thyssen and the Construction of German Corporate Management*, Cambridge/Mass. 2005. Er stellt in einer Art Rundumschlag hinsichtlich der deutschen Unternehmensentwicklung sowohl das Amerikanisierungsmodell als auch die Sonderweg-These sowie die Brauchbarkeit bzw. Angemessenheit des Modells bürokratisch-autoritärer Organisationsstrukturen in Frage. Vgl. dazu näher weiter unten.

10 Vgl. z. B. *Peter Hayes*, *Die Degussa im Dritten Reich. Von der Zusammenarbeit zur Mittäterschaft*, C. H. Beck Verlag, 486 S., München 2004, geb., € 34,90; *Constanze Werner*, *Kriegswirtschaft und Zwangsarbeit bei BMW*, München 2005 sowie *Johannes Bähr*, *Die Dresdner Bank in der Wirtschaft des Dritten Reichs*, (Die Dresdner Bank im Dritten Reich, Bd. 1), Oldenbourg Verlag, 671 S., München 2006, € 79,80 (vier Bde., in Kassette).

11 Vgl. *Naomi Lamoreaux/Daniel M. G. Raff/Peter Temin*, *Beyond Markets and Hierarchies. Toward a New Synthesis of American Business History*, in: AHR 108 (2003), S. 404–433; *Thomas Welskopp*, *Unternehmenskulturen im internationalen Vergleich – oder integrale Unternehmensgeschichte in typisierender Absicht?*, in: *Hartmut Berghoff/Jakob Vogel* (Hrsg.), *Wirtschaftsgeschichte als Kulturgeschichte. Dimensionen eines Perspektivwechsels*, Frankfurt/Main 2004, S. 265–294 sowie *Morten Reitmayer*, *Ein integrierter Ansatz der Unternehmer- und Unternehmensgeschichte*, in: *Rudolf Boch* u. a. (Hrsg.), *Unternehmensgeschichte heute. Theorieangebote, Quellen, Forschungstrends*, Leipzig 2005, S. 47–60.

12 Vgl. etwa *Michael C. Schneider*, *Unternehmensstrategien zwischen Weltwirtschaftskrise und Kriegswirtschaft. Chemnitzer Maschinenbauindustrie in der NS-Zeit 1933–1945*, (Bochumer Schriften zur Unternehmens- und Industriegeschichte, Bd. 14), Klartext Verlag, Essen 2005, 543 S., brosch., € 39,90, und *Stephanie van de Kerkhof*, *Kriegswirtschaft im Ersten Weltkrieg. Unternehmensstrategien der deutschen Eisen- und Stahlindustrie 1870 bis 1918*, (Bochumer Schriften zur Unternehmens- und Industriegeschichte, Bd. 15), Klartext Verlag, Essen 2006, 480 S., brosch., € 33.

13 Vgl. dazu auch *Andrew Popp*, *British Business History. A Review of the Periodical Literature for 2002*, in: BH 46 (2004), S. 159 ff.

hand« ist nun von der »digital hand« oder auch der »vanishing hand« die Rede.¹⁴ *Drittens* erfolgt theoretisch wie thematisch eine vertiefte Weiterführung bestehender Untersuchungsansätze.¹⁵ Insbesondere der Corporate Governance-Ansatz ist zur Basis einer Reihe unternehmenshistorischer Studien geworden, aber auch die Debatte um die Amerikanisierung von (nicht nur deutschen, sondern auch japanischen) Unternehmen ist (überwiegend) fruchtbar weitergeführt worden.¹⁶ Mehr denn je bildet auch das klassische Thema »Government and Business« bzw. die »Political Economy of Enterprise«¹⁷ in seiner spezifischen deutschen Variante der NS-Zeit einen zentralen Untersuchungszeitraum der deutschen Unternehmensgeschichte mit zahlreichen neuen Erkenntnissen. Die *business history* ist dabei gleichzeitig generell weiter an die unmittelbare Gegenwart herangerückt, eine Fülle von Studien beschäftigen sich inzwischen explizit wie implizit mit den krisenhaften Herausforderungen der »Nachwirtschaftswunderzeit« der 1970er, 1980er und 1990er Jahre. Und schließlich liegen endlich auch vermehrt Untersuchungen zur vergleichenden Unternehmensgeschichte, sei es branchenintern oder branchenübergreifend und international vergleichend, vor.¹⁸

14 Vgl. *James W. Cortada*, *The Digital Hand*, Bd. I, *How Computers changed the work of American Manufacturing, Transportation, and Retail Industries*, Oxford 2004 und *ders.*, *The Digital Hand*, Bd. II, *How Computers changed the work of American Financial, Telecommunications, Media, and Entertainment Industries*, Oxford 2006 sowie *Richard N. Langlois*, *The Vanishing Hand. The Changing Dynamics of Industrial Capitalism*, in: *Industrial and Corporate Change* 12 (2003), S. 351–385.

15 Auffällig ist allerdings, dass auch einige Untersuchungsansätze, insbesondere das Konzept der Unternehmensgeschichte als Gesellschaftsgeschichte und damit die Untersuchung der Unternehmen im lokalen und regionalen Kontext sowie im engen Bezug zu den »stakeholdern«, wovon auch die Belegschaft bzw. Arbeiterschaft zählt, kaum nennenswert weitergeführt wurden. Vgl. Ansätze dazu bei *Bernhard Lorentz/Paul Erker*, *Chemie und Politik. Die Geschichte der Chemischen Werke Hüls 1938–1979*, München 2003; *Hermann-J. Rupieper* u. a. (Hrsg.), *Die mitteldeutsche Chemieindustrie und ihre Arbeiter im 20. Jahrhundert*, Halle 2005 sowie *Dirk Hackenholz*, *Die Elektrochemischen Werke in Bitterfeld 1914–1945. Ein Standort der IG-Farbenindustrie AG*, Lit-Verlag, Münster 2004, 422 S., brosch., € 39,90. Die Bemühungen, die Verbindungen zwischen Unternehmens- und Arbeitergeschichte wieder enger herzustellen, sind weiter nötig, wobei hierzu gerade auch ein weiter gefasster corporate governance-Ansatz eine wesentliche Grundlage bietet.

16 Vgl. vor allem die grundlegende Gesamtdarstellung von *Harm G. Schröter*, *Americanization of the European Economy. A Compact Survey of American Economic Influence in Europe since the 1880s*, Dordrecht 2005.

17 So auch das Thema der Business History Conference im Juni 2006 in Toronto.

18 Vgl. etwa zur deutschen Textilindustrie *Gerd Höschle*, *Die deutsche Textilindustrie zwischen 1933 und 1939. Staatsinterventionismus und ökonomische Rationalität*, VSWG-Beihefte Bd. 174, I, Steiner Verlag, Stuttgart 2004, 369 S., kt., € 64; zur deutschen bzw. europäischen und amerikanischen Reifenindustrie *Paul Erker*, *Vom nationalen zum globalen Wettbewerb. Die deutsche und die amerikanische Reifenindustrie im 19. und 20. Jahrhundert*, Paderborn 2005; zur Chemie- und Pharmaindustrie *Johann Peter Murmann*, *Knowledge and Competitive Advantage. The Coevolution of Firms, Technology, and National Institutions*, Cambridge/Mass. 2003; *Alfred D. Chandler*, *Shaping the Industrial Century. The Remarkable Story of the Evolution of the Modern Chemical and Pharmaceutical Industries*, Cambridge/Mass. 2005; *Wilhelm Bartmann*, *Zwischen Tradition und Fortschritt. Aus der Geschichte der Pharmabereiche von Bayer, Hoechst und Schering von 1935–1975*, Steiner Verlag, Stuttgart 2003, 474 S., kart., € 76; zur deutschen Maschinenbauindustrie *Schneider*, *Unternehmensstrategien* (wie Anm. 12); zur deutschen bzw. europäischen Eisen- und Metallindustrie *van de Kerkhof*, *Kriegswirtschaft* (wie Anm. 12); *Harold James*, *Familienunternehmen in Europa*. Haniel, Wendel und Falck, München 2005; *Susan Becker*, »Multinationalität hat verschiedene Gesichter«. Formen internationaler Unternehmenstätigkeit der Société Anonyme des Mines et Fonderies de Zinc de la Vieille Montagne und der Metallgesellschaft vor 1914, (Beiträge zur Unternehmensgeschichte,

Es böte sich nun an, bei der Strukturierung der Fülle der jüngsten Literatur entlang dieser drei Trends nach jeweiligen Erträgen zu suchen. Angeboten hätte sich auch eine branchenbezogene Durchsicht. Es gibt deutliche Schwerpunkte der Forschung, insbesondere was die Automobilindustrie und ihre Zulieferbranchen angeht¹⁹, aber auch zu bisher weniger beachteten Branchen wie der Maschinenbauindustrie²⁰, dazu hinsichtlich der Eisen-

Bd. 14), Steiner Verlag, Stuttgart 2002, 326 S., kart., € 58; zur Ölindustrie *Rainer Karlsch/Raymond G. Stokes*, Faktor Öl. Die Mineralölwirtschaft in Deutschland 1859–1974, C. H. Beck Verlag, München 2003, 460 S., geb., € 34,90; zu den Banken *Ingo Köhler*, Die »Arisierung« der Privatbanken im Dritten Reich. Verdrängung, Ausschaltung und die Frage der Wiedergutmachung, (Schriftenreihe zur Zeitschrift für Unternehmensgeschichte, Bd. 14), C. H. Beck Verlag, München 2005, 602 S., brosch., € 78, sowie auch die branchenübergreifende Vergleiche von *Anne Nieberding*, Unternehmenskultur im Kaiserreich. Die Gießerei J.M. Voith und die Farbenfabriken vorm. Friedr. Bayer & Co., München 2003, *Gary Fields*, Territories of Profit-Communications, Capitalist Development, and the Innovative Enterprises of G.F. Swift and Dell Computer, Stanford 2004 sowie *Susanne Hilger*, »Amerikanisierung« deutscher Unternehmen. Wettbewerbsstrategien und Unternehmenspolitik bei Henkel, Siemens und Daimler-Benz (1945/49–1975), Stuttgart 2004.

19 Vgl. etwa zu Deutschland *Heidrun Edelmann*, Heinz Nordhoff und Volkswagen. Ein deutscher Unternehmer im amerikanischen Jahrhundert, Vandenhoeck & Ruprecht Verlag, Göttingen 2003, 362 S., geb., € 24; *Werner*, BMW (wie Anm. 10), *Jürgen Seidl*, Die Bayerischen Motorenwerke (BMW) 1945–1969. Staatlicher Rahmen und unternehmerisches Handeln, München 2002; *Peter Kohl/Peter Bessel*, Auto Union und Junkers. Die Geschichte der Mitteldeutschen Motorenwerke GmbH Taucha 1935–1948, (Beiträge zur Unternehmensgeschichte, Bd. 16), Steiner Verlag, Stuttgart 2003, 325 S., kart., € 60; *Martin Kukowski*, Die Chemnitzer Auto Union AG und die »Demokratisierung« der Wirtschaft in der Sowjetischen Besatzungszone von 1945 bis 1948, (Beiträge zur Unternehmensgeschichte, Bd. 15), Steiner Verlag, Stuttgart 2003, 221 S., kart., € 41; *Eva Pietsch*, Kommunikationsprobleme oder Kommunikationsstrategie? Zum Führungsstreit in der Auto Union AG Chemnitz 1931–1938, in: *Boch* u. a. (wie Anm. 11), S. 187–205; *Lutz Sartor*, Die Auto Union AG und ihre Reaktionen auf das »Volkswagen-Projekt« 1931–1942, in: *Technikgeschichte* 72 (2005), S. 51–72; *Carsten Thieme*, Daimler-Benz zwischen Anpassungskrise, Verdrängungswettbewerb und Rüstungskonjunktur 1919–1936, Vaihingen/Enz 2004; *Winfried Feldenkirchen*, »Vom Guten das Beste«. Von Daimler und Benz zur DaimlerChrysler AG, Bd. 1: Die ersten 100 Jahre 1883–1983, München 2003 445 S., geb., € 98; *Monika Riess*, Die deutsch-französische industrielle Kollaboration während des Zweiten Weltkrieges am Beispiel der Renault-Werke (1940–1944), Peter Lang Verlag, Frankfurt/Main 2002, 389 S., brosch., € 56,50; *Erker*, Reifenindustrie (wie Anm. 18). Zur USA vgl. *Douglas Brinkley*, Wheels for the World: Henry Ford, His Company, and a Century of Progress, New York 2003; *Hubert Bonin/Yannick Lung/Steve Tolliday* (Hrsg.), Ford, 1902–2003. The European History, 2 Bd., Paris 2003; *Charles K. Hyde*, Riding the Roller Coaster. A History of the Chrysler Corporation, Detroit 2003, sowie zur japanischen Autoindustrie etwa *Kazuo Wada*, The Fable of the Birth of the Japanese Automobile Industry. A Reconsideration of the Toyoda-Platt Agreement of 1929, in: *BH* 48 (2006), S. 90–118; *Mari Sako*, Supplier Development at Honda, Nissan and Toyota. Comparative Case Studies of Organizational Capability Enhancement, in: *Industrial and Corporate Change* 13 (2004), S. 281–308, sowie *Hiroyuki Okamoto*, Evolution of the Supplier Network in the German Automotive Industry from the Prewar to Postwar Period. A Comparative Perspective with the Japanese Experience, in: *Business and Economic History On-Line* 2 (2004), S. 1–38.

20 Vgl. dazu etwa *Schneider*, Unternehmensstrategien (wie Anm. 12), *Peer Hull Kristensen/Jonathan Zeitlin*, Local Players in Global Games. The Strategic Constitution of a Multinational Corporation, Oxford University Press, Oxford 2005, 352 S., brosch., € 122,50 (über den britische Getränkemaschinenbaukonzern APV); *Thorsten Maentel/Manfred Pohl*, Sicherheit auf Schiene und Strasse. Die Geschichte der Knorr-Bremse AG, Piper Verlag, München 2005, 275 S., geb., € 39,90, sowie *Hans-Liudger Dienel*, Die Linde AG. Geschichte eines Technologie-Konzerns 1879–2004, C. H. Beck Verlag, München 2004, 512 S., geb., € 34,90.

und Stahlindustrie²¹, der Chemie- und Pharmaindustrie²² und der Banken²³. Nach wie vor dominieren mithin die klassischen Produktionsindustrien, während der Dienstleistungssektor weiterhin unterbelichtet ist. Im Folgenden soll demgegenüber aber versucht werden, in fünf problem- und themenorientierten Kapiteln einen Überblick über die jüngsten Entwicklungen und den Stand der Forschungen zur historischen Unternehmensanalyse zu gewinnen. Zunächst (II) werden die wichtigsten methodischen und theoretischen Konzepte rekapituliert, dann (III) folgt ein Abschnitt über die Ergebnisse zur Geschichte von Familienunternehmen sowie zu einzelnen Unternehmerpersonen. Der anschließende Abschnitt (IV) befasst sich mit den Studien zur Geschichte der Global Player, danach (V) geht es um neue Ergebnisse zu Rolle und zum Verhalten der Unternehmen in der NS-Zeit und schließlich (VI) werden unter dem Stichwort Krisen und Anpassungsprozesse entsprechende Forschungsergebnisse präsentiert, die sich quer von der Zeit des Kaiserreichs über die Weimarer Republik bis hin zur Bundesrepublik ziehen, wobei aber ein deutlicher Schwerpunkt auf der Zeit seit Mitte/Ende der 1960er Jahre liegt.

- 21 Vgl. *James*, Familienunternehmen (wie Anm. 18), *Fear*, Thyssen (wie Anm. 9), *Edith Zimmermann* (Hrsg.), 150 Jahre Maxhütte. »... eine wahrhafte Schmiede des Vulkan«, Sulzbach-Rosenberg 2003; *Peter Danylow/Ulrich S. Soenius* (Hrsg.), Otto Wolff. Ein Unternehmen zwischen Wirtschaft und Politik, Siedler Verlag, Berlin 2005, 559 S., geb., € 29,90; *Manfred Rasch/Gerald D. Feldman* (Hrsg.), August Thyssen und Hugo Stinnes. Ein Briefwechsel 1898–1922, (Schriftenreihe zur Zeitschrift für Unternehmensgeschichte, Bd. 10), C. H. Beck Verlag, München 2003, 828 S., brosch., € 39,90; *Hans Otto Eglau*, Fritz Thyssen. Hitlers Gönner und Geisel, Siedler Verlag, Berlin 2003, 380 S., geb., € 24; *Becker*, Multinationalität (wie Anm. 18), *Bernhard Stier/Johannes Laufer*, Von der Preussag zur TUI. Wege und Wandlungen eines Unternehmens 1923–2003, Klartext Verlag, Essen 2005, 632 S., geb., € 24,90; *Lothar Gall* (Hrsg.), Krupp im 20. Jahrhundert, Siedler Verlag, Berlin 2002, 720 S., geb., € 34,90; *van de Kerkhof* (wie Anm. 12).
- 22 Vgl. *Chandler*, Shaping (wie Anm. 18), *Christopher Kobrak*, National Cultures and International Competition. The Experience of Schering AG, 1851–1950, Cambridge 2002; *Rupieper* u. a. (wie Anm. 15), *Bartmann*, (wie Anm. 18); *Werner Abelshäuser* (Hrsg.), Die BASF. Eine Unternehmensgeschichte, München 2002; *Stephan H. Lindner*, Hoechst. Ein I. G. Farben Werk im Dritten Reich, C. H. Beck Verlag, München 2005, 460 S., geb., € 39,90; *Hackenholz*, Bitterfeld (wie Anm. 15); *Lorentz/Erker*, CWH, (wie Anm. 15), *Hayes*, Degussa (wie Anm. 10).
- 23 Vgl. *Hans Pohl/Bernd Rudolph/Günther Schulz*, Wirtschafts- und Sozialgeschichte der deutschen Sparkassen im 20. Jahrhundert, Sparkassenverlag, Stuttgart 2005, 535 S., kart., € 24,90; *Köhler*, »Arisierung« (wie Anm. 18), *Dieter Ziegler* (Hrsg.), Banken und »Arisierungen« in Mitteleuropa während des Nationalsozialismus (Geld und Kapital. Jahrbuch der Gesellschaft für mitteleuropäische Banken- und Sparkassengeschichte), Steiner Verlag, Stuttgart 2002, 236 S., brosch., € 31; Der Privatbankier. Nischenstrategien in Geschichte und Gegenwart (Bankhistorisches Archiv, Beiheft 41), Steiner Verlag, Stuttgart 2003, 145 S., brosch., € 30; *Lothar Gall*, Der Bankier Hermann Josef Abs. Eine Biographie, C. H. Beck Verlag, München 2004, 526 S., geb., € 29,90; *Harold James*, Die Deutsche Bank im Dritten Reich, München 2003; *Christopher Kopper*, Bankiers unterm Hakenkreuz, München 2005; *Detlef Krause*, Die Commerz- und Disconto-Bank 1870–1920/23. Bankgeschichte als Systemgeschichte, (Beiträge zur Unternehmensgeschichte, Bd. 19), Steiner Verlag, Stuttgart 2004, 404 S., brosch., € 44; *Ludolf Herbst/Thomas Weihe* (Hrsg.), Die Commerzbank und die Juden 1933–1945, C. H. Beck Verlag, München 2004, 444 S., brosch., € 29,90; *Bähr*, Dresdner Bank (wie Anm. 10), *Dieter Ziegler*, Die Dresdner Bank und die deutschen Juden, (Die Dresdner Bank im Dritten Reich, Bd. 2), Oldenbourg Verlag München 2006, 482 S., geb., € 79,80 (vier Bde., in Kassette); *Harald Wixforth*, Die Expansion der Dresdner Bank in Europa, (Die Dresdner Bank im Dritten Reich, Bd. 3), Oldenbourg Verlag München 2006, 951 S., geb., € 79,80 (vier Bde., in Kassette); *Bernard Desjardins/Michel Lescure/Roger Nougaret/Alain Plessis/André Straus* (Hrsg.), Le Crédit Lyonnais (1863–1986). Études historiques, Droz, Genf 2003, 1020 S., brosch., € 48,00; *Jean-Marc Dreyfus*, Pillages sur ordonnances: L'aryanisation des banques juives en France, 1940–1952, Paris 2003.

II. AUF DEM WEG ZU EINER NEUEN ORGANISATIONSGESCHICHTE DER UNTERNEHMEN?
ENTWICKLUNGEN BEI DEN THEORETISCHEN UND METHODISCHEN ANSÄTZEN DER
HISTORISCHEN UNTERNEHMENSFORSCHUNG

Zunächst gilt es, auf vier neue Überblicksdarstellungen hinzuweisen, die inhaltlich wie methodisch einen guten Einstieg in die Unternehmensgeschichte bieten. Hartmut Berghoffs handbuchartige themen- wie theorieorientierte Einführung deckt in 11 Kapiteln alle zentralen Untersuchungsfelder ab und widmet vor allem auch mittelständischen Unternehmen sowie der Marketinggeschichte und soziokulturellen Faktoren, immer in enger Verbindung zu den jeweiligen theoretischen Konzepten, eingehend Raum.²⁴ Ähnlich kompetent und umfassend sind Gordon Boyce und Simon Ville, wobei sie ihre thematischen Kapitel noch jeweils dreigeteilt haben in »current issue«, »theory« und »history« und so einen ebenso raschen wie profunden Einblick in einzelne Bereiche der Unternehmensgeschichte ermöglichen.²⁵ Das Buch ist auch deshalb bemerkenswert, da es mit seiner vergleichenden Betrachtung der Entwicklungen in England, den USA, Japan und Australien eine gute Ergänzung zu Berghoff darstellt, der stärker die deutsche und europäische Unternehmensgeschichte im Blickfeld hat. Als dritte »Basislektüre« ist Geoffrey Jones Gesamtdarstellung der Multinationalen Unternehmen zu nennen.²⁶ Viel versprechend erscheint zudem ein Sammelband von Franco Amatori und Geoffrey Jones, der es sich zur Aufgabe gemacht, erstmals einen internationalen Überblick über den Stand der Forschung sowie die aktuellen Debatten der *business history* zu geben.²⁷ Er ist gleichzeitig der Auftakt zu einer neuen Publikationsreihe (»Comparative Perspectives in Business History« der renommierten Cambridge University Press), die angesichts der tiefgreifenden Umbrüche in der Global Economy am Beginn des 21. Jahrhunderts Orientierungswissen bereitstellen will. Angesichts dieses hohen Anspruchs enttäuscht der Band allerdings in seiner eher konventionellen Ausrichtung. Methodisch-konzeptionelle Anregungen erhält der Leser kaum²⁸, was nicht zuletzt auch daran liegen mag, dass die Beiträge das Ergebnis einer Tagung vom Oktober 1998 sind.²⁹ Eher den Charakter eines Nachschlagewerkes

24 Hartmut Berghoff, *Moderne Unternehmensgeschichte. Eine themen- und theorieorientierte Einführung*, Paderborn 2004.

25 Gordon Boyce/Simon Ville, *The Development of Modern Business*, Houndmills/New York 2002.

26 Geoffrey Jones, *Multinationals and Global Capitalism. From the Nineteenth to the Twenty-first Century*, Oxford University Press, Oxford 2005, 340 S., brosch., € 127,50. Das Buch ist eine erweiterte und neu konzipierte Fassung seines bereits 1996 publizierten Buches über »The Evolution of International Business«. Zu einzelnen Ergebnissen vgl. weiter unten Kap. IV.

27 Franco Amatori/Geoffrey Jones (Hrsg.), *Business History around the World*, Cambridge 2003.

28 Der erste Teil des Bandes enthält drei methodisch-theoretische Aufsätze von Louis Galambos, William Lazonick und Jonathan Zeitlin, in denen alle drei (ihre allerdings schon früher andersorts publizierten) Untersuchungsansätze vertreten, die sich explizit gegen Chandler abgrenzen, etwa Lazonick mit seiner »theory of innovative enterprise« bzw. dem Plädoyer für die SCIE-Perspektive (social condition of innovative enterprise). Der umfangreichste zweite Teil des Sammelbandes bringt 11 Forschungsberichte zur institutionellen wie inhaltlichen Entwicklung der business history in verschiedenen Ländern bzw. Regionen. Ebenso überraschend wie bedauerlich muss der Leser dabei etwa feststellen, dass in Japan aufgrund der traditionellen Orientierung der business history an den Gegenwartsproblemen der japanischen Unternehmen, neben einem fünfbandigen Standardwerk zur japanischen Unternehmensgeschichte zahlreiche Branchen- und Einzelunternehmensstudien existieren, die jedoch alle nicht übersetzt und damit für den sprachunkundigen Forscher nicht rezipierbar sind. Dabei würden sich gerade hier vielfache methodisch-theoretische Anregungen wie inhaltlich äußerst ertragreiche Vergleichsaspekte jenseits der traditionellen »transatlantischen Komparatistik« ergeben.

29 Rechnet man dazu den time lag der den Beiträgen zugrunde liegenden Forschungsarbeiten hinzu, ergibt sich eine Situationsbeschreibung der Business History von vor fast zehn Jahren.

hat auch die von David J. Jeremy und Geoffrey Tweedale herausgegebene voluminöse, 1468-Seiten starke Zusammenstellung von zentralen (allerdings nur englischsprachigen) Aufsätzen zur *business history*.³⁰ Derartige Aufsatzsammlungen, verbunden mit Dokumenteneditionen, haben offenbar im englischsprachigen Raum Konjunktur. Jeweils 6-bändige Editionen liegen etwa zur Geschichte der Corporate Finance und der Corporate Governance vor³¹, und noch für dieses Jahr ist ein umfangreicher Band mit Dokumenten und Aufsätzen zur amerikanischen Unternehmensgeschichte angekündigt.³² Entsprechende Reader fehlen für die deutsche Unternehmensgeschichte.

1. Unternehmenskultur und Unternehmenskommunikation: Ansätze einer »kulturalistischen Unternehmensgeschichte«

Was einzelne theoretische und konzeptionelle Ansätze angeht, so hat sich unter der Überschrift »Unternehmenskultur und Unternehmenskommunikation« eine »kulturalistische« Herangehensweise in expliziter Abgrenzung, zum Teil aber auch als Ergänzung zum Transaktionskostenansatz entwickelt. Clemens Wischermann hat dazu erneut einen Sammelband vorgelegt, in dem er unter anderem mit Hilfe der Begriffe Kooperation, Vertrauen und Kommunikation ein Rahmenmodell des Unternehmens auf institutionenökonomischer Grundlage entwickelt.³³ Dabei wird u. a. die Untersuchung identitätsfördernder unternehmensbezogener Sinndeutungsmuster im zeitlichen Wandel in den Mittelpunkt gerückt, um das Zustandekommen von wirtschaftlichem Handeln in Unternehmen mithilfe von Kommunikationsprozessen zu erklären. Das Unternehmen wird vor allem als Sinndeutungsgemeinschaft verstanden, Unternehmenskultur damit als Ergebnis diverser Kommunikationsprozesse. Anne Nieberding hat diesen Ansatz exemplarisch und überzeugend in ihrer vergleichenden Untersuchung der Unternehmenskulturen des Maschinenbauunternehmens Voith und der Farbenfabriken Bayer umgesetzt.³⁴ Allerdings zeigt sich, dass die jeweiligen integrations- und identitätsfördernden Kommunikationsprozesse nahezu ausschließlich im Sinne gezielter Steuerungspraktiken der Unternehmensleitung begriffen werden, was eine Einengung des an sich breiten Untersuchungsansatzes bedeutet. Wie ein derart verstandener Begriff von Unternehmenskultur als bloße Managementpraktik in die Irre führen kann, zeigt die Untersuchung von Christian Stadler.³⁵ Sein Anspruch, die Entwicklung des Unternehmenskulturverständnisses und des Wertemanagements in den drei Unternehmen für das gesamte 20. Jahrhundert nachzuzeichnen und dabei »ein Modell aufzustellen, das die Entwicklung von Unternehmenskultur historisch erklären kann« (S. 11), wird letztlich nirgendwo eingelöst und die Untersuchung verheddert sich in einer Mischung aus theoretischen Versatzstücken und gegenwärtiger Managementdiktation. Weit überzeugender ist dagegen die Analyse von Eva Pietsch über die Kommunikationsprobleme und den Führungsstreit in der Auto Union Anfang/Mitte der 1930er Jahre, allerdings drängt sich die Überlegung auf, ob sich das Thema nicht besser im Kon-

30 David J. Jeremy/Geoffrey Tweedale (Hrsg.), *Business History* (Sage Library in Business and Management), London 2004.

31 Robert E. Wright/Richard Sylla (Hrsg.), *The History of Corporate Finance. Development of Anglo-American Securities Markets, Financial Practices, Theories and Laws*, 6 Bd., London 2003, sowie Robert E. Wright/Wray Barber (Hrsg.), *The History of Corporate Governance. The Importance of Stakeholder Activism*, London 2004.

32 Philip Scranton/Reggie Blaszczyk (Hrsg.), *Major Problems in American Business History. Documents and Essays*, Boston 2005.

33 Vgl. Wischermann/Nieberding/Stücker (wie Anm. 8). Darin auch (S. 11–18) der einleitende Aufsatz über »Unternehmensgeschichte als Kulturgeschichte«.

34 Nieberding, *Unternehmenskultur* (wie Anm. 18).

35 Christian Stadler, *Unternehmenskultur bei Royal Dutch/Shell, Siemens und DaimlerChrysler*, Beiträge zur Unternehmensgeschichte Bd. 18), Steiner Verlag, Stuttgart 2004, 359 S., kart., € 40.

text des (enger verstanden) Corporate Governance-Ansatzes abhandeln und analysieren ließe.³⁶ Kulturalistische Ansätze, diesmal aber in deutlicher Abgrenzung zur Neuen Institutionenökonomik und zugleich als Zwischenbilanz der unternehmenshistorischen Theorieentwicklungen, propagieren auch Jan-Otmar Hesse, Christian Kleinschmidt und Karl Lauschke in ihrem Sammelband.³⁷ Das große Thema ist hier die Frage danach, »auf welche Weise sich die Unternehmen sprachlich selbst wahrnehmen und konstruieren« (S. 12), d. h. Ansätze einer »diskurshistorischen Unternehmensforschung«. So geht es denn u. a. um die Fremdwahrnehmung, Selbstreflexion und religiöse Einstellung von Unternehmern und deren Rückwirkungen auf die Unternehmenskultur. Nicht zuletzt bemüht man sich aber auch um die Integration der nach wie vor auseinandergedrifteten Unternehmens- und Arbeitergeschichte. Ob gerade hierfür nicht auch der Corporate Governance-Ansatz weit geeigneter wäre, sei zu bedenken gegeben. Eine neue Perspektive im Kontext »kulturalistischer Unternehmensgeschichte« behandelt auch der Sammelband von Jan-Otmar Hesse, Tim Schanetzky und Jens Scholten, in dem die Idee einer »gesellschaftsreformrischen Unternehmensgeschichte in methodischer Absicht« vorgestellt wird.³⁸ Die Verfasser machen auf die Tatsache aufmerksam, dass Unternehmenspolitik im historischen Ablauf immer wieder gerade nicht einer ökonomischen und betriebswirtschaftlichen Rationalität und Logik folgte, sondern moralisch motiviert statt gewinnorientiert war. Exemplarisch wird das am Beispiel von Medienunternehmen wie dem sozialdemokratischen »Vorwärts«, an Genossenschaftskonzernen wie Rewe oder der Schweizer Migros und an gemeinwirtschaftlichen Unternehmen wie der Neuen Heimat aufzuzeigen versucht. Gerade letztes Beispiel zeigt aber, wie auch Andreas Kunz in seiner zweibändigen Dokumentation nachgezeichnet hat, dass und wie diese »Gegenentwürfe« nicht zuletzt aufgrund von Managementfehlern scheitern können.³⁹ Festzuhalten bleibt zudem, dass auch erfolgreiche Kapitalgesellschaften oft etwas von einem an Teilbereichen des Gemeinwohls orientiertem »Tendenzbetrieb« jenseits bloßer betriebswirtschaftlicher Effizienz und Renditeerwägungen haben. Sie können zumindest potentiell bzw. partiell und vorläufig einen Traum vom guten Leben und Arbeiten verwirklichen, von besseren Produkten oder nationaler Stärke und internationaler Kultur.⁴⁰ Thomas Welskopp hat nun diese unterschiedlichen unternehmenskulturellen Ansätze einer kritischen Würdigung unterzogen und zugleich Konturen einer »integralen Unternehmensgeschichte« entworfen.⁴¹ Er zeigt deutlich die Grenzen des Unternehmenskulturkonzeptes auf und warnt vor allem vor der (unreflektierten) Übernahme des im Sinne von bewusster Managementpolitik perspektivisch verkürzten und zugleich normativ aufgeladenen Unternehmenskultur-Begriffs aus der Betriebswirtschaftslehre. Welskopp schlägt demgegenüber eine Auffassung von Unternehmenskultur vor, die diese als »Ensemble aller Praktiken in einer ökonomischen Institution

36 *Pietsch*, Kommunikationsprobleme (wie Anm. 19). Der Aufsatz ist Teil einer inzwischen abgeschlossenen, aber noch nicht publizierten Dissertation über »Die Entwicklung des Exports der Auto Union AG Chemnitz zwischen 1932 und 1945« (Diss. TU Chemnitz 2001).

37 *Hesse/Kleinschmidt/Lauschke* (wie Anm. 8). Zur kritischen Würdigung des institutionenökonomischen Ansatzes vgl. auch *Berghoff*, Unternehmensgeschichte, (wie Anm. 24), S. 51 ff.

38 *Jan-Otmar Hesse/Tim Schanetzky/Jens Scholten* (Hrsg.), Das Unternehmen als gesellschaftliches Reformprojekt. Strukturen und Entwicklungen von Unternehmen der »moralischen Ökonomie« nach 1945, (Bochumer Schriften zur Unternehmens- und Industriegeschichte, Bd. 12), Klartext Verlag, Essen 2004, 256 S., brosch., € 24,90.

39 Vgl. *Andreas Kunz* (Hrsg.), Die Akte Neue Heimat. Krise und Abwicklung des größten Wohnungsbaukonzerns Europas 1982–1998, Bd. 1, Analysen und Interviews, Bd. 2, Dokumente, Campus Verlag, Frankfurt/Main 2003, 1042 S., geb., € 49,90.

40 So der berechtigte Hinweis von *Liudger Dienel* in der Einleitung zu seiner *Linde-Geschichte*, S. 14 (wie Anm. 20).

41 *Welskopp*, Unternehmenskulturen, (wie Anm. 11). Zur kritischen Bewertung des Unternehmenskulturansatzes vgl. auch *Berghoff*, Unternehmensgeschichte, (wie Anm. 24), S. 147 ff.

[begreift], bei denen die Beteiligten – Management und abhängige Beschäftigte – auf diejenigen Bedeutungsmuster und Sinninhalte handlungsleitend rekurrieren, die für den Typ dieser Institution oder diese speziell spezifisch sind.«⁴² Ob dies bewusst oder unbewusst, zielgerichtet oder ad hoc, konsensorientiert oder konfliktschürend passiert, spielt dabei keine Rolle. Sein alternatives Modell einer integralen Unternehmensgeschichte sieht Welskopp demgegenüber aus vier Bausteinen zusammengesetzt: aus der institutionellen Sicht des »Mikropolitik-Ansatzes« auf den Betrieb, aus der mikroökonomischen institutionellen Auffassung des Unternehmens durch die Neue Institutionenökonomik, aus der Betrachtung der integrierten Unternehmenskommunikation sowie aus dem strukturellen Zugriff mit Hilfe des Corporate Governance-Ansatzes. So überzeugend dieser Entwurf auf den ersten Blick erscheint, so wird sich seine Brauchbarkeit doch erst in der Operationalisierung zeigen. Einen integrierenden Ansatz unter »kulturellem Vorzeichen« schlägt auch Morten Reitmayer vor, diesmal allerdings hinsichtlich der Verbindung von Unternehmer- und Unternehmensgeschichte, die er unter den drei konzeptionellen Begriffen des »unternehmerischen Habitus«, der »Unternehmensstrategie« und der »Geschäftswelt« (d. i. die Beziehungen zwischen allen relevanten Akteuren und Institutionen im ökonomischen Feld) untersucht wissen will.⁴³

Dass die »kulturalistische Wende« in revisionistischer Absicht keineswegs allein auf die deutsche Unternehmensgeschichte beschränkt ist, zeigt der bemerkenswerte Sammelband von Kenneth Lipartito und David B. Sicilia.⁴⁴ In deutlichem Gegensatz zur vorherrschenden Herangehensweise der *business history*, d. h. der Analyse der »rationality of managerial decision-making, the exclusive focus on efficiency and profits and the supposedly impersonal governing employee conduct« betonen sie andere Faktoren wie Ideologie, Werte und kulturelle Konflikte und versuchen die Unternehmen vor allem in ihrem sozialen, politischen und kulturellem Umfeld zu analysieren. Hervorzuheben ist insbesondere der Aufsatz von Naomi R. Lamoreaux über »Partnerships, Corporations, and the Limits on Contractual Freedom in U. S. History: An Essay in Economics, Law, and Culture«, aber auch Louis Galambos Beitrag über die Antitrust Experimente der Reagan Regierung und Sicilias Untersuchung der Interaktionen zwischen Öffentlichkeit und Unternehmen am Beispiel der Tabak-, Chemie- und Atomenergiebranche im Kontext der staatlichen Regulierungspolitik in den 1970er und 1980er Jahren sind innovativ und anregend.

2. *Networking, Accounting, Controlling, Knowledge Managing: Coordinating Practices und das Contracting-Paradigma*

Globalisierung und informationstechnische Revolution, zu der nicht nur neue Formen der Informationsbeschaffung und -verbreitung, sondern auch der Informationsverarbeitung und des Informationsmanagements mit Hilfe von Software zählen, haben vielfach neue unternehmensinterne wie unternehmensexterne Organisationsstrukturen geschaffen. Die *network firm*, interorganisatorische Beziehungen und kooperative Strukturen erodierten nicht nur alte hierarchische Strukturen, sondern erforderten seitens der Unternehmen bzw. des Managements auch neue Fähigkeiten und Praktiken zur Kontrolle und Koordination. Diesen Aspekten hat sich jüngst auch verstärkt das Interesse der theoretischen Überlegungen in der *business history* zugewandt.⁴⁵ Die wohl wichtigsten Beiträge dazu stammen von

42 Ebd., S. 272.

43 Reitmayer (wie Anm. 11). Dort auch explizite Kritik am Institutionenökonomischen Ansatz.

44 Kenneth Lipartito/David B. Sicilia (Hrsg.), *Constructing Corporate America. History, Politics, Culture*, Oxford 2004.

45 Vgl. dazu die Überlegungen bei Boyce/Ville (wie Anm. 25), S. 260 ff. sowie zum bereits schon seit länger in der Unternehmensgeschichte Eingang gefundenen Netzwerkansatz Berghoff, *Unternehmensgeschichte*, (wie Anm. 24), S. 172 ff. »Networks« ist zugleich das Thema mehrerer

Richard N. Langlois⁴⁶ und Naomi Lamoreaux, Daniel Raff und Peter Temin.⁴⁷ Ausgangspunkt von Langlois Argumentation ist die Feststellung, dass »the Chandlerian firm no longer dominates the landscape« und daher alternative (und überlegene) organisatorische Antworten auf das Problem der asymmetrischen Informationen gefunden werden mussten. Und er verweist auf die gegenwärtig stattfindende Erosion der Transaktionskosten insbesondere hinsichtlich der Transport- und Kommunikationskosten und damit auch deren Bedeutung, die es kleinen, dafür eng untereinander vernetzten Unternehmen ermöglicht, erfolgreich auf den bislang von den *big companies* beherrschten Märkten aufzutreten. Lamoreaux u. a. argumentieren in dieselbe Richtung. Jenseits der einfachen »markets versus hierarchies dichotomy«, die Chandlers Ansatz bestimmte, werfen sie den Blick stärker auf das breite, ebenso heterogene wie vielfältige Spektrum von »techniques, that businesspeople have developed over time to coordinate their activities«. ⁴⁸ Sie entwerfen dabei eine doppelte Perspektive, mit der sie sowohl die ökonomische Logik der getroffenen Wahlmöglichkeiten als auch deren Kontingenz in den Griff zu bekommen suchen. Damit, so argumentieren sie, könne nicht nur erklärt werden, warum die »Chandlerian enterprises« seit der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts sinkende Bedeutung und abnehmende Erfolge erlitten, »but also to situate the New Economy firm of that period in the broader sweep of history«. Insbesondere in den 1970er und 1980er Jahren setzte ein starker Trend zur Abkehr von Diversifikation und vertikaler Integration in den Unternehmen ein, und die rasch an Bedeutung gewinnenden Kapitalmärkte »had begun to discount the value of central-office control as coordination mechanism« (S. 424). Der Niedergang des Telekommunikationsriesen AT & T sowie von General Motors sind exemplarisch dafür. Anstelle von hierarchischer Koordinationsmechanismen zur Lösung der Informations- und Entscheidungsprobleme begann sich mehr und mehr ein neuer Typ von Koordinationspraktiken »the network of long-term relationships« durchzusetzen, sowohl innerhalb der Unternehmen (Aktionspläne etc.) als auch zwischen diesen.⁴⁹ Es kam aber letztlich nicht zur Dominanz eines neuen Modells von Unternehmensorganisation, sondern, wie das durchaus erfolgreiche Nebeneinanderexistieren von IBM, General Electric und Exxon auf der einen und Intel, Microsoft, Toyota und Dell sowie Wal-Mart auf der anderen Seite zeigen, eine neue Vielfalt in die bestehenden Unternehmensorganisationsstrukturen. William Lazonick spitzt diese Entwicklungen durch die Gegenüberstellung eines »Old Economy Business Model (OEBM)« und eines »New Economy Business Model (NEBM)« stärker zu und untersucht dabei detaillierter und an Hand von Fallbeispielen

unternehmenshistorischer Konferenzen, etwa der Business History Conference in Frankreich im Juni 2004, des 10th symposium of Economic History im Januar 2005 in Barcelona sowie der GUG im Oktober 2006. Zur aktuellen betriebswirtschaftlichen Perspektive dazu vgl. u. a. *John Roberts*, *The Modern Firm. Organizational Design for Performance and Growth*, Oxford 2004, *Timothy J. Sturgeon*, *Modular Production Networks. A New American Model of Industrial Organization*, in: *Industrial and Corporate Change* 11 (2002), S. 451–496 sowie zur gegenwärtigen betriebswirtschaftlichen Diskussion *Günter Fandel* u. a. (Hrsg.), *Modern Concepts of the Theory of the Firm. Managing Enterprises of the New Economy*, Berlin 2004 und bereits älter *Clemens Riedl*, *Organisatorischer Wandel durch Globalisierung. Optionen für multinationale Unternehmen*, Berlin 1999.

46 Langlois, Chandler, (wie Anm. 7.), S. 355–375. In dem Themenheft (»Framing Business History«) von *Enterprise & Society* 5 (2004) vgl. auch weitere Beiträge etwa von *Charles F. Sabel*/*Jonathan Zeitlin*, *Neither Modularity nor Relational Contracting. Inter-Firm Collaboration in the New Economy*, S. 388–403.

47 Lamoreaux/Raff/Temin (wie Anm. 11).

48 Ebd., S. 405.

49 Vgl. dazu aber auch den kritischen knappen Beitrag von *Thomas P. Hughes*, *From Firm to Networked Systems*, in: *BHR* 79 (2005), S. 587–593, zu dieser Debatte.

Charakteristika dieser veränderten »mode of organizing business enterprises«.⁵⁰ Seine drei zentralen Merkmale sind *start up*-Firmen (insbesondere die amerikanischen Informations-, Software- und Kommunikationsunternehmen), Risikokapital und hochmobile Arbeitskräfte. Gerade letzterem widmet Lazonick seine Aufmerksamkeit und er zeigt am Beispiel der Transformation von IBM's *employment relations*, dass und wie sich »OEBM-Unternehmen« durchaus in Richtung von »NEBM-Praktiken« der Koordinierung veränderten.⁵¹ In diesem Zusammenhang erscheint auch eine stärkere (Wieder-)Beachtung des in der Betriebswirtschaft schon länger entwickelten »contracting paradigm« sinnvoll und nützlich.⁵² Unternehmen werden dabei als »nexus of contracts« bzw. als Summe externer und interner »contractual relationships« begriffen, sei es gegenüber den Kapitalmärkten, den Kunden, den Zulieferern oder auch den Wettbewerbern, oder den eigenen Arbeitskräften und Management. Drei Elemente sind dabei zentral: Gesetzliche Regelungen bzw. formale wie informelle Vereinbarungen, *monitoring mechanisms*, d. h. Kontroll- und Überwachungssysteme (z. B. *reports and accounting*) sowie eine *supporting culture*, also ein System von Werten und Überzeugungen, ungeschriebenen Regeln, die die Verhaltensweisen prägen. Vertrauen spielt dabei eine zentrale Rolle, und diesem Konzept u. a. auch zur Reduzierung von Unsicherheit wurde seit einiger Zeit in den Wirtschafts- wie Sozialwissenschaften verstärkt Aufmerksamkeit gewidmet. Familiäres Vertrauen spielt bei der Nachfolgeregelung in Familienunternehmen eine zentrale Rolle, Produktvertrauen bestimmt die Beziehung zwischen Produzenten / Unternehmen und Konsumenten/Kunden, Aspekte des Vertrauens kennzeichnen auch das Arbeitgeber-Arbeitnehmer-Verhältnis. Neben rechtlichen und institutionellen Regeln sowie hybriden Kooperationsformen als Typen der Vertrauensgenese rücken dabei etwa auch kommerzielle Vertrauenswächter wie Versicherungen, Banken und Wirtschaftsprüfungsgesellschaften ins Blickfeld.⁵³ Hartmut Berghoff hat etwa die Entstehung und Rolle der Kreditauskunfteien und Rating-Agenturen untersucht und gezeigt, dass sie gleichsam eine institutionelle Antwort auf die Probleme von intransparenten und von Informationsasymmetrien gekennzeichneten Märkten waren und die Basis für den Aufbau von vertrauensvollen Beziehungen zwischen Gläubigern und Schuldern legten.⁵⁴ Das Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte hat jüngst dem Thema »Vertrauen« ein ganzes Themenheft gewidmet und dabei vor allem das Vertrauensverhältnis zwischen Banken und Unternehmen ins Blickfeld genommen. Martin Fiedler untersucht dabei anhand der Aufsichtsratverflechtungen zwischen Geschäftsbanken und Nicht-Finanzunternehmen von 1938 bis 1998 die Rolle des Vertrauens im sich herausbildenden System der »Deutschland AG«, während Richard Tilly das Verhältnis Gläubigerbanken und unternehmerische Schuldner am Beispiel ausgewählter Firmenkrisen

50 *William Lazonick*, Evolution of the New Economy Business Model, in: *Business and Economic History On-Line* 3 (2005), S. 1–56.

51 Das neue Interesse an Fragen des Organisationsmanagement hat sich auch in einer neuen Zeitschrift »Management & Organizational History« (Sage Publications) niedergeschlagen. Daneben sei explizit auch auf die höchst anregenden Aufsätze in der Zeitschrift »Industrial and Corporate Change« (Oxford University Press) hingewiesen sowie auch auf das *Journal of Industrial History*, nicht zuletzt auf die im deutschsprachigen Raum noch viel zu wenig beachtete (allerdings auch in den Bibliotheken schwer zu erhaltende) Zeitschrift *Accounting, Business and Financial History* (Taylor & Francis).

52 Das Folgende nach *Boyce/Ville* (wie Anm. 25), S. 24 ff.

53 Vgl. dazu *Hartmut Berghoff*, Die Zähmung des entfesselten Prometheus? Die Generierung von Vertrauenskapital und die Konstruktion des Marktes im Industrialisierungs- und Globalisierungsprozess, in: *Berghoff/Vogel* (Hrsg.), *Wirtschaftsgeschichte als Kulturgeschichte. Dimensionen eines Perspektivwechsels*, Frankfurt/Main 2004, S. 143–168.

54 *Hartmut Berghoff*, Markterschließung und Risikomanagement. Die Rolle der Kreditauskunfteien und Rating-Agenturen im Industrialisierungs- und Globalisierungsprozess des 19. Jahrhunderts, in: *VSWG* 92 (2005), S. 141–162.

zwischen 1960 und 2002 beleuchtet.⁵⁵ Die andere Seite der »Vertrauensmedaille« ist Kontrolle, nicht nur hinsichtlich der Überwachung der operativen Unternehmenspolitik (womit man wieder bei dem später noch abzuhandelnden Corporate Governance-Konzept ist), sondern auch in der Rechenschaftspflicht gegenüber Stakeholdern wie Shareholdern. Steven Toms und John F. Wilson haben dazu weitreichende Überlegungen, verbunden mit dem Plädoyer für ein »neues Paradigma« der *business history*, vorgelegt.⁵⁶ Die Institutionen der Corporate Governance sowie die »accountability structures«, so ihre Argumentation, wurden bislang weitgehend bei unternehmenshistorischen Untersuchungen vernachlässigt. Dabei, so ihre These, »organizational form simultaneously reflects the strategic opportunities implicit in scale and scope economies and the structures of governance and accountability«.⁵⁷ Wie sich insgesamt die Praktiken und Mechanismen der Kontrolle, vom Aufbau eines dichten Berichtswesens bis zur Etablierung von ausgefeilten Buchführungssystemen durch das Management entwickelten, zeichnet Jeffrey Fear am Beispiel von August Thyssen in den 1890er Jahren nach, der dadurch nachgerade zum Pionier modernen Accounting und Control Managements ausgerufen wird.⁵⁸ Ein anderer Vorreiter, was das erfolgreiche Management heterogener Konzerngesellschaften und zugleich das Verhindern von staatlichen/gesellschaftlichen Kontrollmechanismen gegenüber dem eigenen Unternehmen angeht, war nach den Untersuchungen von Robert MacDougall AT & T.⁵⁹ Hier geht es mithin um die Perspektive unternehmensexterner Kontrollmechanismen, und die AT & T-Geschichte zeigt dabei verblüffende Parallelen zur gegenwärtigen Debatte um Internet-Monopolisten wie Google.

Den Kommunikationsmarkt des langen 19. Jahrhunderts und dessen Kontrolle hat auch die Arbeit von Jan-Otmar Hesse im Blickfeld.⁶⁰ Hier wird die Reichspost, das größte Kommunikationsunternehmen des Kaiserreichs (in strenger institutionenökonomischer Perspektive) als Produzent von Kommunikationsdienstleistungen untersucht. Deutlich zeigt sich dabei, wie stark nach der Jahrhundertwende nicht nur die innerbetriebliche Steuerung und die Bewältigung der wachsenden Kommunikationsnachfrage zum Problem wurde, sondern vor allem auch der Staat regulierend und instrumentalisierend eingriff. Was die Transportmärkte und deren Rolle bei der Reduzierung der unternehmerischen Transaktionskosten angeht, wissen wir demgegenüber noch kaum etwas. Dabei haben neben der Bahn spätestens seit den 1920er Jahren Speditionen als Akteure zwischen Produktion und Konsumption eine wachsende Bedeutung gespielt, und spätestens seit der »logistischen Revolution« der 1990er Jahre haben die Dienstleistungsangebote der modernen Logistikkonzerne die Neuformulierung von Unternehmensstrategien im Zeichen der Globalisierung überhaupt erst ermöglicht. Matis/Stiefel haben zwar für den Speditions- und Logistikkonzern Schenker nun eine Studie vorgelegt, die allerdings in einer konventionellen Unternehmensgeschichte stecken bleibt und die oben genannten Zusam-

55 Martin Fiedler, Zur Rolle des Vertrauens in der »Deutschland AG«: Verflechtungen zwischen Finanz- und Nichtfinanzunternehmen im 20. Jahrhundert, in: Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte 2005/1, S. 93–106 und Richard Tilly, Trust and Mistrust. Banks, Giant Debtors, and Enterprise Crisis in Germany, 1960–2002, in: ebd., S. 107–138.

56 Steven Toms/John F. Wilson (wie Anm. 7).

57 Ebd., S. 2. Vgl. dazu auch das jüngste Themenheft von Accounting, Business and Financial History 15 (2005), S. 229 ff. zu »Accounting history in the German language arena«, darin u. a. Reiner Quick, The Formation and Early Development of German Audit Firms (S. 345–410).

58 Fear, Thyssen (wie Anm. 9).

59 Robert MacDougall, Long Lines. AT & T, Long Distance Telephony, and Corporate Control, in: Business and Economic History On-Line 3 (2005), S. 1–27.

60 Jan-Otmar Hesse, Im Netz der Kommunikation. Die Reichs-Post- und Telegraphenverwaltung 1876–1914, (Schriftenreihe zur Zeitschrift für Unternehmensgeschichte, Bd. 8), C. H. Beck Verlag, München 2002, 478 S., brosch., € 49,90.

menhänge so gut wie gar nicht thematisiert.⁶¹ Dabei wäre Schenker mit seiner wechselvollen Geschichte vom Familienunternehmen zum (mit kurzen Unterbrechungen als Teil des Stinnes-Konzerns) staatsdominierten Unternehmen innerhalb des Deutsche Bahn-Konzerns ein hervorragendes Fallbeispiel für die Macht-, Konkurrenz- und Regulierungs- bzw. Deregulierungsspiele auf den Transport- und Logistikmärkten.⁶²

Wie sich zwei unterschiedliche Unternehmen genau dieser Umbrüche in den Kommunikations- und Transporttechnologien und -märkten bedienten und daraus überaus erfolgreich je spezifische unternehmensstrategische Konsequenzen zogen, zeigt die Studie von Gary Fields.⁶³ Er zeigt eindrucksvoll, wie Swift, ein Lebensmittelproduzent (Rindfleisch) im ausgehenden 19. Jahrhundert, und Dell, der Computerkonzern im ausgehenden 20. Jahrhundert, jeweils die transport- und kommunikationstechnischen Revolutionen ihrer Zeit zum Anlass nahmen, ihre Organisationsstrukturen, Produktionsprozesse, Vertrieb und Marketing im Sinne von Prozessinnovationen zu ändern und daraus Wettbewerbsvorteile und Profit schlugen. Beide rekonfigurierten sozusagen ihre Territorien im Sinne translokaler bzw. transnationaler Expansion, so dass »the continental economic empire building of the vertically integrated firm (Swift) and the global market development of the network firm (Dell) share similar histories«.⁶⁴

Wir haben damit bereits eine Reihe von Fallbeispielen und empirisch unterfütterten »Bausteinen« für die oben erwähnte Theorie der Koordinationsmechanismen und -praktiken. Weitere kommen hinzu, wenn die tiefgreifenden informationstechnischen Umbrüche seit den 1950er Jahren, sprich die Computer-Hardware- und die Softwareindustrie und ihre Implikationen für die Struktur, Organisation und Politik der Unternehmen insgesamt näher ins Blickfeld genommen werden. »Since the 1950s business has been as radically transformed by the digital hand of information technology as it was by the managerial revolution in the period Chandler described«, so lautet die These von James W. Cortada, dem profiliertesten Kenner der Business History of computing. Lange Zeit dominierte in diesem Bereich die *supply side*, d. h. die Geschichte von IBM und in jüngster Zeit auch von Microsoft. Gerade zu IBM sind zu der bereits bestehenden Fülle von Untersuchungen zwei weitere Studien erschienen, die sich stark auf die heroische Gründungsgeschichte konzentrieren.⁶⁵ Eine informative Überblicksdarstellung liegt auch zur Geschichte der Softwareindustrie vor.⁶⁶ Campbell-Kelly liefert dabei eine differenzierte Darstellung der Branche, von den frühen *software contracting*-Firmen der 50er Jahre über die *corporate software product companies* der 70er Jahre (darunter SAP und Oracle) bis zu den Software-Massenmarkt-Anbietern wie Microsoft, (die sich inzwischen in einer Phase ausgereifter und gesättigter Märkte befinden), deren Entwicklung er bis Mitte der 1990er Jahre verfolgt. In einem abschließenden Kapitel reflektiert der Autor dabei auch über die Gründe für den Erfolg der US Software Industrie und hebt neben dem vielfach (mit eher geringem Erfolg) kopierten *clustering effect* von Silicon Valley insbesondere auch die staatlichen Hilfen bei Forschung und Entwicklung hervor. Gegenüber diesen Untersuchungen

61 Herbert Matis/Dieter Stiefel, Grenzenlos. Die Geschichte der internationalen Spedition Schenker von 1931 bis 1991, Frankfurt/Main etc. 2002. Die Zeit vor 1931 wurde bereits 1999 in einem Band abgehandelt. Angeblich ist ein dritter Band bis zur unmittelbaren Gegenwart geplant.

62 Vgl. dazu demnächst Paul Erker, Das Logistikunternehmen Dachser (1931–2005). Ein Familienunternehmen im Globalisierungsprozess, Frankfurt/Main 2006.

63 Fields (wie Anm. 18).

64 Ebd., S. XVI.

65 Vgl. Richard S. Tedlow, The Watson Dynasty. The Fiercy Reign and Troubled Legacy of IBM's Founding Father and Son, New York 2003, sowie Kevin Maney, The Maverick and His Machine. Thomas Watson, Sr., and the Making of IBM, Hoboken/New Jersey 2003.

66 Martin Campbell-Kelly, From Airline Reservations to Sonic the Hedgehog. A History of the Software Industry, Cambridge/Mass. 2003.

zur Anbieterseite im Computer- und Softwaregeschäft legt nun Cortada zwei grundlegende Bände vor, in denen die »demand side«, sprich die vielfältigen Auswirkungen und Folgen des Computer-Einsatzes, von den Produktionsabläufen bis zu den Organisationsstrukturen, in insgesamt 14 Branchen und Industriezweigen untersucht wird.⁶⁷ Die Bände liefern grundlegende Einsichten in die Rolle der Informationstechnologie in Unternehmen, und JoAnne Yates hat dies für das Versicherungswesen, mit Fallstudien zu den Konzernen New England Life und Aetna, in einer eigenen Monografie noch weiter vertieft.⁶⁸

Dieser Ansatz wird zweifellos künftig ein zentrales Untersuchungsfeld der Unternehmensgeschichte sein, zumal sich hier eine neue fruchtbare Verbindung von Technik- und Unternehmensgeschichte ergibt. Für den deutschsprachigen Raum ist das Thema bislang jedoch so gut wie unbearbeitet geblieben.⁶⁹ Eine besondere Rolle bei der »Computerisierung« der Unternehmen und beim Aufbau von informationskoordinierenden Kompetenzen sowie des Umgangs mit »Wissensmärkten« spielte die Consulting Branche. Zur Entstehung und Entwicklung dieser »Knowledge Industry« in verschiedenen europäischen Ländern hat nun Matthias Kipping einen weiteren Sammelband vorgelegt, bezogen auf Großbritannien liegt zudem mit der Publikation von Michael Ferguson eine Länderstudie vor.⁷⁰ Auch Alfred D. Chandler hat sich schließlich – in evolutionsökonomischer Perspektive – dem Phänomen des Wissensmanagements und der Entwicklung von spezifischen Wissensbeständen in Branchen und Unternehmen zugewandt und mit seinem Konzept der *learning base* selbst eine Erweiterung seines bisherigen Ansatzes vorgenommen.⁷¹ Moderne Industrieunternehmen führen nach Chandler nicht nur einfache Transaktionen durch, sondern sie sind immer auch Schöpfer und Bewahrer von produktspezifisch eingebettetem organisatorischem Wissen. Die Unternehmensgeschichte ist somit als permanenter, komplexer Lernprozess vor allem in drei zentralen Wissensarten – technischem, operativem und unternehmerischem Wissen – zu verstehen, die in der Summe die Basis für strategische Entscheidungen bilden. »The most successful strategy (the virtuous strategy) involved reinvesting earnings and learning to strengthen existing learning bases that in turn constitute the foundation for continuing growth«.⁷² Diese firmeninternen Lernprozesse lassen sich dabei sowohl auf einzelne Unternehmen als auch auf ganze Branchen anwenden. Kilian J. L. Steiner hat dieses Konzept überzeugend (und methodisch differenziert) auf die Geschichte des Unterhaltungselektronik-Unternehmens Loewe zwischen den 1920er und 1950er Jahren angewendet.⁷³ Er zeigt, dass und wie es Loewe in den 1920er

67 Cortada, Digital Hand (wie Anm. 14).

68 JoAnne Yates, Structuring the Information Age. Life Insurance and Technology in the Twentieth Century, Baltimore 2005. Vgl. auch zum Bankensektor die diversen Aufsätze im Themenheft (»Mechanisation and Computers in Banking«) in: Accounting, Business and Financial History 14 (2004).

69 Die Transformation der Speditions- in die Logistikbranche, in deren Gefolge inzwischen 70 Prozent aller Transferdienstleistungen sich nicht mehr auf Waren, sondern auf Informationen beziehen, ist ein besonders markantes Beispiel dafür.

70 Matthias Kipping/Lars Engwall (Hrsg.), Management Consulting. Emergence and Dynamics of a Knowledge Industry, Oxford 2002 sowie Michael Ferguson, The Rise of Management Consulting in Britain, London 2002. Einen nützlichen und informativen Einstieg bieten auch Fink/Knoblach (wie Anm. 3).

71 Erstmals führte Chandler diesen Begriff in seinem 2001 erschienen Buch »Inventing the Electronic Century. The Epic Story of the Consumer Electronics and Computer Industries« ein. Das Konzept liegt aber auch seiner jüngsten Studie zur Chemie- und Pharmaindustrie zugrunde. Vgl. Chandler, Shaping (wie Anm. 18), S. 3 ff.

72 Ebd., S. 17.

73 Kilian J. L. Steiner, Ortsempfänger, Volksfernseher und Optaphon. Die Entwicklung der deutschen Radio- und Fernsehindustrie und das Unternehmen Loewe, 1923–1962, Essen 2005. Zum methodischen Konzept ausführlich S. 12 ff.

Jahren durchaus gelang, eine *integrated learning base* zu etablieren, die aber in der NS-Zeit infolge von Umstrukturierungen, »Arisierung« und Emigration von Wissensträgern erheblich erodierte und nur mühsam nach 1945 wieder neu aufgebaut werden konnte. Ähnlich (evolutionsökonomisch) theoretisch fundiert, aber ohne Bezug auf Chandler, geht auch Johann Peter Murmann seine vergleichende Untersuchung der deutschen, britischen und amerikanischen Chemieindustrie für die Zeit bis 1914 an.⁷⁴ Ein jeweils komplexer *coevolutionary process*, der Unternehmen, Technologie und zentrale *knowledge-related* nationale Institutionen verband, so das Ergebnis der Studie, resultierte in unterschiedlichen Graden des industriellen Erfolgs der Synthesefarbenunternehmen in den drei untersuchten Ländern.

III. DAS CORPORATE GOVERNANCE-KONZEPT IN DER ANWENDUNG

So intensiv in den Sozial- und Wirtschaftswissenschaften der Corporate Governance-Ansatz diskutiert und auch angewendet wird, so wenig hat er nach wie vor Eingang in die Unternehmensgeschichte gefunden.⁷⁵ Aus dem (selektiven) Blick auf die gegenwärtigen Untersuchungen drängen sich drei Eindrücke auf: Erstens dominiert die Anwendung in einem weiteren Sinn, d. h. die Betrachtung nationaler Corporate Governance-Systeme. Insbesondere in den Sozialwissenschaften sind dazu Untersuchungen mit explizit historischer Perspektive erschienen, die dabei Corporate Governance in enge Beziehung zum jüngst vieldiskutierten *varieties of capitalism*-Ansatz stellen. Zweitens gibt es eine enge Verknüpfung von Corporate Governance-Debatte, Konvergenz-Divergenz-Diskursen sowie der Globalisierungs- (und Amerikanisierungs-)Diskussion. Drittens zentrieren sich die Untersuchungen gleichzeitig wieder auf einige Teilaspekte, insbesondere auf die Stichworte Shareholder Value-Kapitalismus und Finanzmarktkapitalismus, auf Corporate Networks und personelle Verflechtungen in den Unternehmenskontrollgremien sowie schließlich auf den Problembereich Mitbestimmung als Teilaspekt der Corporate Governance. Insbesondere Paul Windolf hat aus soziologischer Perspektive eine Reihe ebenso anregender wie grundlegender Studien vorgelegt. So untersuchte er etwa vergleichend die Ausprägungen und Funktionen von Unternehmensnetzwerken in Europa und in den USA, primär hinsichtlich der kapitalmäßigen und personellen Beziehungsgeflechte⁷⁶, sowohl gegenwartsnah wie auch im Rückblick auf die Phase zwischen 1896 bis 1938.⁷⁷ Auch zur Konvergenz und Divergenz der jeweiligen Corporate Governance-Systeme sowie die Rückwirkungen auf die jeweilige wirtschaftliche Performance sind eingehende Studien vorgelegt worden. Steven Toms und Mike Wright untersuchen das amerikanische und britische Corporate Governance-System zwischen 1950 und 2000⁷⁸, Hideaki Miyajima u. a. das Corporate Governance-System in Japan⁷⁹ und schließlich unterzieht, neben dem

74 Murmann (wie Anm. 18).

75 Trotz seiner Bedeutung wird Corporate Governance bei Berghoff, Unternehmensgeschichte (wie Anm. 24), nicht explizit behandelt; bei Boyce/Ville (wie Anm. 25, S. 94 ff.) wird es nur als Teilbereich von Corporate Finance erwähnt. – Ausführlicher zum Corporate Governance-Ansatz vgl. den vorangegangenen Forschungsbericht des Autors. Erker, »A New Business History«? Neuere Ansätze und Entwicklungen in der Unternehmensgeschichte (wie Anm. 15).

76 Paul Windolf, Corporate Networks in Europe and the United States, Oxford 2002.

77 Paul Windolf, Unternehmensverflechtungen im organisierten Kapitalismus. Deutschland und USA im Vergleich 1896–1938 (MS 2005, 67 Seiten), in: <http://www.uni-trier.de/uni/fb4/soziologie/apo/netzwerk1896.pdf>.

78 Steven Toms/Mike Wright, Divergence and Convergence within Anglo-American Corporate Governance Systems. Evidence from the US and UK, 1950–2000, in: BH 47 (2005), S. 267–295.

79 Hideaki Miyajima, Corporate Governance and Performance in Twentieth-Century Japan, in: Business and Economic History On-Line 1 (2003), S. 1–36.

bereits erwähnten Aufsatz von Martin Fiedler⁸⁰, jüngst Thomas Heinze das deutsche Corporate Governance-System unter der Fragestellung, ob sich darin in jüngster Zeit deutliche Erosionsspuren im Sinne einer »Auflösung der Deutschland AG« und einer Konvergenz zum angloamerikanischen System feststellen lassen, einer eingehenden Analyse.⁸¹ Dabei zeigt sich im Übrigen, dass das spezifisch deutsche System der Unternehmenskontrolle, insbesondere auch in der Form der Netzwerk-Governance keineswegs als Auslaufmodell zu betrachten ist, sondern sich ein erstaunlich hohes Maß an struktureller Kontinuität im »Netzwerkarrangement deutscher Großunternehmen« konstatiert werden kann. Erstaunliche Persistenz des Corporate Governance-Systems hat dabei Johannes Bähr auch für die Zeit der Weimarer Republik und der NS-Zeit festgestellt.⁸² Allerdings galt das nur für die formalen Strukturen, während faktisch das System der Corporate Governance einer massiven Deformation und Aushöhlung unterlag.

Eine zentrale Rolle bei der Formierung der Corporate Governance-Strukturen spielen die Kapitalmärkte, und Paul Windolf geht in einem Sammelband der Frage nach, in welcher Weise sich das deutsche Corporate Governance-System an das »neue Produktionsregime Finanzmarkt-Kapitalismus« anpasste.⁸³ Ausgangspunkt ist die Annahme, dass spätestens seit den 1990er Jahren ein grundlegender Transformationsprozess eingesetzt hat, in dem globale Finanzmärkte einen erheblichen Einfluss auf die Veränderungsrichtung und Veränderungsgeschwindigkeit von Unternehmen ausüben. Richard Münch und Tina Guenther etwa zeigen am Beispiel der Bayer AG auf, wie weit sich die fachliche Steuerung der Unternehmensorganisation zugunsten des Einflusses von Finanzmanagern verändert hat und der Bayer-Konzern nachgerade zum Vorreiter dieses Strukturwandels in Richtung kapitalmarktgesteuerter Unternehmen wurde.⁸⁴ Anregende Fallstudien zur (scheinbaren) Erosion der »Deutschland AG« und der Kapitalmarktverflechtungen von Unternehmen, etwa zu Krise und Konkurs der AEG, zur Übernahmeschlacht um Mannesmann sowie zur Mitbestimmungs- und Shareholder Value-Problematik bei Hoechst, Veba und Siemens, finden sich auch in einem Sammelband von Wolfgang Streeck und Martin Höpner.⁸⁵ In der amerikanischen Forschung ist all dies schon länger ein Thema. William Lazonick und Mary O'Sullivan reflektieren in einem Sammelband u. a. über »Maximizing Shareholder Value: A New Ideology for Corporate Governance«⁸⁶, Colleen A. Dunlavy widmet sich andernorts aus einer entgegengesetzten Perspektive den »Nineteenth-century Shareholder Voting Rights and the Theories of the Corporation«.⁸⁷ Genuin unterneh-

80 Fiedler, Vertrauen (wie Anm. 55).

81 Thomas Heinze, Die Struktur der Personalverflechtungen großer deutscher Aktiengesellschaften zwischen 1989 und 2001, Arbeitspapier (27 Seiten) vom Januar 2002, in: <<http://www.isi.fhg.de/publ/downloads/isi02a01/personalverflechtung.pdf>>.

82 Johannes Bähr, »Corporate Governance« im Dritten Reich. Leitungs- und Kontrollstrukturen deutscher Großunternehmen während der nationalsozialistischen Diktatur, in: Werner Abels-hauser u. a. (Hrsg.), Wirtschaftsordnung, Staat und Unternehmen. Neue Forschungen zur Wirtschaftsgeschichte des Nationalsozialismus. Festschrift für Dietmar Petzina zum 65. Geburtstag, Essen 2003, S. 61–80.

83 Paul Windolf (Hrsg.), Finanzmarkt-Kapitalismus. Analysen zum Wandel von Produktionsregimen, (Sonderheft der Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie) Wiesbaden 2005.

84 Richard Münch/Tina Guenther, Der Markt in der Organisation. Von der Hegemonie der Fachspezialisten zur Hegemonie des Finanzmanagements, in: ebd., S. 394–417.

85 Wolfgang Streeck/Martin Höpner (Hrsg.), Alle Macht dem Markt? Fallstudien zur Abwicklung der Deutschland AG, Frankfurt/Main 2003; Vgl. auch Martin Höpner, Wer beherrscht die Unternehmen? Shareholder Value, Managerherrschaft und Mitbestimmung in Deutschland, Frankfurt/Main 2003.

86 William Lazonick/Mary O'Sullivan (Hrsg.), Corporate Governance and Sustainable Prosperity, Houndmills 2002, S. 11–36.

87 Colleen A. Dunlavy, From Citizens to Plutocrats: Nineteenth-century Shareholder Voting Rights and the Theories of the Corporation, in: *Lipartito/Sicilia* (wie Anm. 44), S. 66–93.

menhistorische Studien, die mit dem Corporate Governance-Ansatz arbeiten, sind aber sowohl für den englisch- wie deutschsprachigen Raum nach wie vor die Ausnahme. Am Beispiel des IG-Farben-Nachfolgeunternehmens Chemische Werke Hüls (CWH) ist jüngst der Corporate Governance-Ansatz erprobt und mit seiner Hilfe die Rückwirkungen der Kontrollstrukturen auf die konkrete Unternehmenspolitik sowie die Entwicklung der *employment practices* und *industrial relations* untersucht worden.⁸⁸ Auch Christopher Kobrak hat für seine Schering-Geschichte den Corporate Governance-Begriff in den Mittelpunkt gestellt, allerdings mit weitreichenden und letztlich nicht belegten Schlussfolgerungen für das deutsche Corporate Governance-System insgesamt.⁸⁹ Schließlich versucht Werner Abels hauser an das Konzept des Produktionsregimes anzuknüpfen und für die Untersuchung der BASF-Geschichte umzusetzen.⁹⁰ Aber auch hier überzeugt die Operationalisierung nicht, denn letztlich wird die Corporate Governance, »als dessen umfassender Ausdruck die Unternehmenskultur gelten kann«, nur als ein Teilbereich des »sozialen Systems der Produktion« neben den Herrschafts- und Lenkungsverhältnissen insgesamt, neben Finanzsystem, *industrial relations*, Qualifizierungssystem und dem Verhältnis zu anderen Unternehmen der jeweiligen Branche sowie der Gesamtwirtschaft verstanden. Damit aber verliert das Konzept seine analytische Schärfe. Letztlich werden dann etwa doch nur die formalen Strukturen in den Aufsichtsratsgremien beschrieben. Insgesamt mutiert das »Produktionsregime« hier zu einem »Konglomerat betrieblicher, überbetrieblicher und außerbetrieblicher Beziehungen, das man mit einer vom Unternehmen her argumentierenden Unternehmensgeschichte nicht trennscharf greifen kann«.⁹¹ Nach wie vor ist der Corporate Governance-Ansatz im weiteren wie engeren Sinne angewendet hinsichtlich seines Erkenntnispotentials für die Unternehmensgeschichte bei weitem nicht ausgeschöpft. Nicht zuletzt ließe sich mit seiner Hilfe auch endlich wieder die Brücke zwischen Unternehmensgeschichte und Arbeitergeschichte schlagen.⁹²

Alles in allem: Allein der Umfang dieses Teilkapitels des Forschungsberichts zeigt, dass ein breites *set* an theoretischen Konstrukten und methodischen *tools* für die Beschreibung, Analyse und Erklärung von Unternehmen existiert. Es wird allerdings, wenn man auf die publizierten Studien sieht, noch viel zu wenig genutzt, obwohl es sich ja weniger um heterogene oder konkurrierende Konzepte handelt, sondern vielfach Verbindungslinien und Anknüpfungspunkte zwischen diesen Ansätzen bestehen, mithin eine deutliche Tendenz zur Integration (sozusagen in Form einer jeweils pragmatischen Kombination verschiedener Theorie-Module) zu erkennen ist. Reichlich neue und wesentlich vertiefte Erkenntnisse sind damit zu gewinnen. Tatsächlich jedoch praktizieren trotz der großen Zahl neuer Publikationen bei genauerer Durchsicht nur etwa 20 Prozent eine methodisch-theoretisch reflektierte Herangehensweise. Viele Studien sind mehr oder weniger als unstrukturierte Gesamtdarstellung entlang einem einfachen chronologischen Erzählstrang aufgebaut und ohne explizitem methodisch-theoretischem Ansatz, zum Teil auch ohne Fragestellung. Eine Reihe von Veröffentlichungen bewegt sich schlichtweg auch abseits der modernen Unternehmensgeschichte. Eines ist sicher: Die Unternehmensgeschichte wird an der stärkeren Einbeziehung der Rolle und Funktionen der Kapitalmärkte sowie der Informations-, Transport- und Kommunikationstechnologien, die so lange bisher aus-

88 *Lorentz/Erker* (wie Anm. 15).

89 *Kobrak*, Schering (wie Anm. 22).

90 *Abels hauser*, BASF (wie Anm. 22).

91 So die Kritik von *Welskopp* (wie Anm. 11), S. 280 f. und auch S. 287 sowie auch die kritischen Bemerkungen von *Berghoff*, Unternehmensgeschichte, (wie Anm. 24), S. 27 f.

92 Vgl. dazu etwa zur Analyse der Folgen der jüngsten internen Reorganisationsprozesse in den Unternehmen *Sanford M. Jacoby*, *The Embedded Corporation. Corporate Governance and Employment Relations in Japan and the United States*, Princeton/N. J. 2005. Siehe demnächst auch *Klaus Tenfelde* (Hrsg.), *Die Geschichte der Mitbestimmung im Bayer-Konzern*, Bochum 2006.

geblendet wurde, auch für die früheren Phasen etwa der »ersten Globalisierung« vor der Jahrhundertwende nicht mehr vorbeikommen. Das scheint mir – weit mehr als das Verfolgen einer »kulturalistischen Unternehmensgeschichte« – die eigentlich zentrale Neuerung und Perspektivverschiebung in der künftigen Unternehmensgeschichtsforschung zu sein. Die deutsche Forschung steht hier aber im Vergleich zur angloamerikanischen *business history* noch ganz am Anfang.

IV. UNTERNEHMERFAMILIEN – FAMILIENUNTERNEHMEN: NIEDERGANG UND PERSISTENZ

Im Gefolge von Chandlers einflussreicher Argumentation, die eine einfache Entwicklungslinie vom Besitzer- zum Managerunternehmen zog, waren Familienunternehmen als Untersuchungsgegenstand der *business history* der 20. Jahrhunderts lange Zeit in den Hintergrund gedrängt worden. Ein prinzipielles Problem der wissenschaftlichen Untersuchung von Familienunternehmen bestand (und besteht nach wie vor) allerdings auch im restriktiven Quellen- und Archivzugang. Daher stießen zunächst einmal eine ganze Reihe mehr schlecht als recht geschriebene journalistische »Familienunternehmensgeschichten« in die Forschungslücke.⁹³ Erst in jüngster Zeit geraten auch in der seriösen wissenschaftlichen Forschung die Spezifika des *family business* gegenüber den Managerunternehmen wieder stärker ins Blickfeld, etwa der Modus der Unternehmensführungsorganisation, d. h. der Unternehmerrekrutierung und der Unternehmensnachfolge, daneben auch der Unternehmensfinanzierung, der auf Langfristigkeit und Kontinuität angelegten Wachstumsstrategien und vor allem des Führungsstils und der sich daraus ergebenden potentiellen Wettbewerbsvorteile (Flexibilität und »Management durch Zuruf«). Das Verhältnis von Unternehmerfamilie und Familienunternehmen eröffnet zudem einen Zugang zu einer Unternehmensgeschichte, die wirtschafts-, sozial- und kulturhistorische Perspektiven miteinander verknüpft. In Familienunternehmen spielen etwa außerökonomische Rationalitäten eine (keineswegs notwendig dysfunktionale) Rolle, d. h. kennzeichnend für eine spezifische Kultur des Familienunternehmens ist oftmals eine gegenseitige Durchdringung familialer und ökonomischer Rationalitäten.⁹⁴ Wie wirkungsmächtig das Familienbild im übrigen auch in managergeführten Aktiengesellschaften ist, zeigt sich daran, dass es bis heute häufig für die unternehmenskulturelle Steuerung eingesetzt wird und vor allem auch die betriebliche Sozialpolitik als Ausfluss des Agierens des Unternehmens als Familie propagiert wird.⁹⁵ Familienunternehmen bieten sich dabei auch geradezu exemplarisch für die Erprobung und Anwendung sowohl der Transaktionskostentheorie (ein spezifischer Erfolgsfaktor war die Reduzierung von Transaktions- und *agency*-Kosten infolge des Zusammenfallens von Familie und Unternehmen) wie des Corporate Governance-

93 Vgl. unter anderem *Rüdiger Jungbluth*, Die Quandts. Ihr leiser Aufstieg zur mächtigsten Wirtschaftsdynastie Deutschlands, Frankfurt/Main 2002; *ders.*, Die Oetkers. Geschäfte und Geheimnisse der bekanntesten Wirtschaftsdynastie Deutschlands, Frankfurt/Main 2004; *Bettina Weiguny*, Die geheimnisvollen Herren von C&A. Der Aufstieg der Brenninkmeyers, Frankfurt/Main 2005; *Erica Fischer/Simone Ladwig-Winters*, Die Wertheims. Geschichte einer Familie, Berlin 2004 sowie *Thomas Veszelits*, Die Neckermans. Licht und Schatten einer deutschen Unternehmerfamilie, Campus Verlag, Frankfurt/Main 2005, 438 S., geb., € 24,90. Letzterer stützt sich beispielsweise nahezu ausschließlich auf die Autobiografie Neckermans sowie auf diverse Fernsehfilm-Recherchen von Guido Knopp ohne jegliche Kenntnisnahme der neueren wirtschaftshistorischen Forschungen etwa zur NS-Zeit.

94 So das Ergebnis der Studie von *Michael Schäfer*, Familienunternehmen und Unternehmerfamilien in Sachsen 1850–1940, in: *Boch* (wie Anm. 11), S. 207–228.

95 Vgl. dazu auch *Nikki Mandell*, The Corporation as Family. The Gendering of Corporate Welfare 1890–1930, Chapel Hill 2002.

Ansatzes an, und Andrea Colli hat nun dazu insgesamt eine knappe, aber informative Einführungs- und Überblicksdarstellung in vergleichender Perspektive vorgelegt.⁹⁶

Insbesondere drei zentrale Problemfelder treten dabei hervor: *Erstens* die wechselvolle Geschichte von Niedergang und Persistenz der Familienunternehmen. Hervé Joly etwa hat für Deutschland auf das lange Überleben des Familienkapitalismus in den großen Industriekonzernen hingewiesen.⁹⁷ Gleichzeitig häufen sich aber genügend (noch nicht untersuchte) Fallbeispiele von gescheiterten Nachfolgeregelungen und Familienstreitigkeiten, an deren Ende der Untergang traditionsreicher Firmen stand. Prinzipiell aber gilt: Familienunternehmen sind weder die »typische« Unternehmensorganisationsform in traditionellen Branchen und Märkten oder auf bloße Nischenspezialisierung ausgerichtet, noch eine einfache Übergangsform im Lebenszyklus eines Unternehmens, sondern eigenständige, hoch anpassungsfähige Institutionen. Institutionelle Faktoren wie die jeweilige staatliche »Mittelstandspolitik« oder auch die Entwicklung und der gerade in jüngster Zeit erfolgte Wandel der Kapitalmärkte spielten dabei eine erhebliche, bislang allerdings kaum untersuchte Rolle.

Zweitens stellt sich die Frage regionaler Disparitäten. Familienunternehmen gelten nachgerade als europäisches Phänomen, während insbesondere in den USA die Entwicklung auf die anonymen, managergeführten Kapitalgesellschaften zulief. Bei näherem Hinsehen dürfte sich aber zeigen, dass dem nicht so war, wie auch die in überarbeiteter und erweiterter Fassung vorliegende Darstellung von Mansel G. Blackford nahe legt.⁹⁸ Auch in Japan oder Indien spielten Familienunternehmen eine bedeutende Rolle.⁹⁹

Drittens schließlich die große quantitative wie qualitative Heterogenität als Form unternehmerischer Organisation und damit die schwierige begriffliche Abgrenzbarkeit. Form und Ausmaß des Familieneinflusses im operativen Geschäft, als Anteilseigner oder auch informeller Art können erheblich variieren. Zudem gibt es durchaus gute Gründe, auch die modernen Handwerksunternehmen oder etwa das amerikanische »Family Farm Business« mit in die Untersuchungen einzubeziehen.¹⁰⁰ Moderne Familienunternehmensforschung wird jedenfalls von der einfachen Dichotomie von *family and managerial firms* Abschied nehmen müssen und verstärkt deren Beziehungsgeschichte, die Interdependenzen und Mischformen zu untersuchen haben. Colli unterscheidet etwa auch zwei unterschiedliche Führungsstile, die letztlich über Erfolg oder Misserfolg des Familienunternehmens entscheiden: die »familialistic« or »dynastic firm« als traditionelles Modell, und die »open family firm« als modernes Modell, in dem familienfremde Manager neben den Familieneignern agierten. All dies bedarf noch weiterer eingehender empirischer Untersuchungen, erste Ansätze und Bausteine dazu liegen nun aber vor. Dorren Arnoldus etwa hat zwischen 1880 und 1970 sechs niederländische Familienunternehmen in der Lebensmittelbranche untersucht¹⁰¹, Claire Desbois-Thibault den ebenfalls in dieser Branche tätigen traditions-

96 Andrea Colli, *The History of Family Business, 1850–2000*, Cambridge 2003.

97 Hervé Joly, Ende des Familienkapitalismus? Das Überleben der Unternehmerfamilien in den deutschen Wirtschaftseliten des 20. Jahrhunderts, in: Volker R. Berghahn/Stefan Unger/Dieter Ziegler (Hrsg.), *Die deutsche Wirtschaftselite im 20. Jahrhundert. Kontinuität und Mentalität*, Essen 2003, S. 75–91. Vgl. auch die Ausführungen bei Berghoff, *Unternehmensgeschichte*, (wie Anm. 24), S. 107 ff.

98 Mansel G. Blackford, *A History of Small Business in America*, Chapel Hill 2003.

99 Zu Japan sei hier, obwohl schon 2001 erschienen, auf die grundlegende Studie von Hidemasa Morikawa, *A History of Top Management in Japan. Managerial Enterprises and Family Enterprises*, Oxford 2001 hingewiesen.

100 So etwa ansatzweise zumindest bei Thomas Großbölting/Rüdiger Schmidt (Hrsg.), *Unternehmerwirtschaft zwischen Markt und Lenkung. Organisationsformen, politischer Einfluss und ökonomisches Verhalten 1930–1960*, Oldenbourg Verlag, München 2002, 302 S., brosch., € 49,80.

101 Doreen Arnoldus, *Family, Family Firm and Strategy. Six Dutch Family Firms in the Food Industry 1880–1970*, Amsterdam 2002.

reichen Familienbetrieb Moët & Chandon und dessen ebenso wechselvolle wie hürdenreiche Geschichte von Führungsstil, Finanzierungs- und Expansionsstrategie sowie Krisenbewältigung bis 1914.¹⁰² Drei europäische Familienunternehmen aus der Eisen- und Stahlindustrie – die französische de Wendel, die deutsche Haniel und die italienische Falck – nimmt dagegen Harold James von den Anfängen im 19. Jahrhundert bis in die jüngste Vergangenheit ins Blickfeld.¹⁰³ Die zentrale Fragestellung der Untersuchung ist, »auf welche Weise die Wechselwirkungen zwischen Familien, Märkten und Staaten die spezifische Eigenart der Unternehmertätigkeit in drei großen europäischen Ländern geprägt [haben].« James konzentriert sich dabei stark auf die Interdependenz der drei Unternehmen zu den Kapitalmärkten. Für Haniel etwa eröffnete die neue Rechtsform der Aktiengesellschaft in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts »die einzige Möglichkeit, die Spaltungstendenzen innerhalb der Großfamilie unter Kontrolle zu halten.« Auch die Öffnung der Kapitalmärkte in den letzten beiden Jahrzehnten des 20. Jahrhunderts verschaffte den Eigentümerfamilien neue Chancen, allerdings vor allem hinsichtlich eines Ausstiegs aus ihren traditionellen Geschäftsfeldern und der Transformation zu Immobilienverwaltungs-, Finanzdienstleistungs- und Wagniskapitalgesellschaften. Das Schicksal der drei Unternehmen im Gefolge der europäischen Stahlkrise der 1970er Jahre und danach ist mithin zumindest in dieser Branche eher eine Geschichte des Scheiterns von Familienunternehmen, denen es nicht gelang, »im Klammergriff von finanziellen und nationalen politischen Zwängen« ihren Fokus zu bewahren. Repräsentativ, wie James seine Studie verstehen will, sind daher seine drei Familienunternehmen eher nicht und seine Schlussfolgerungen über die »Logik der Familienunternehmen«, die »tendenziell für eine Betätigung in Wachstumsbranchen ohne sehr hohen Kapitalbedarf« spricht (S. 352), anzuzweifeln. Dennoch liegt hier insgesamt erstmals eine anregende Branchenstudie unter der Perspektive des *family business* vor.

Als Geschichte eines Familienunternehmens lässt sich gleichsam ergänzend dazu auch die von Lothar Gall herausgegebene Krupp-Geschichte lesen.¹⁰⁴ Keiner der vier Autoren hat zwar diese Perspektive im Blickfeld, aber eingehend werden etwa die berühmte Lex Krupp von 1941 mit der Rückumwandlung der AG in eine familiendominierte GmbH, die Entflechtungs- und Rückverflechtungsgeschichte von Familie und Unternehmen nach 1945 sowie die auch familiär bedingte Einrichtung der Stiftung Ende der 1960er Jahre und das damit vollzogene endgültige Ende des »Familienunternehmens Krupp« beschrieben. Auch der Maschinenbaukonzern Linde war von seiner Gründung 1879 bis zum Jahr 1976 ein Familienunternehmen.¹⁰⁵ Die Familie stellte nicht nur Vorstände und Aufsichtsräte, sondern teilweise auch die zweite Führungsebene, und ein erheblicher Teil der technischen Innovationen im Unternehmen ging auf die Ingenieurskompetenzen der Familienmitglieder zurück. Immer wieder zeigte sich, dass und wie Familieninteressen den Unternehmensinteressen untergeordnet wurden, etwa bei den Kapitalerhöhungen oder der Abschaffung der Vorzugsstimmrechte. Die Trennung von Hermann Linde als Vorstandssprecher im Jahr 1976 allerdings erfolgte im Dissens und unter erheblichen Konflikten und war Teil einer umfassenden Unternehmenskrise. Ein Familienunternehmen eigener Art repräsentierte ein anderer Maschinenbaukonzern, die Knorr-Bremse AG.¹⁰⁶ Zweimal wurden Übergabeprobleme der Inhaberfamilie durch die Anteilsübertragung an neue Familien aus dem Kreis des ursprünglich familienfremden Geschäftsführergremiums überbrückt: 1911 nach dem Tod von Georg Knorr und 1985 aufgrund von innerfamiliärer Konflikte von

102 Claire Desbois-Thibault, *L'Extraordinaire Aventure du Champagne. Moët & Chandon. Une Affaire de famille 1792–1914*, Paris 2003.

103 James, *Familienunternehmen* (wie Anm. 18).

104 Gall, *Krupp* (wie Anm. 21).

105 Vgl. dazu Dienel, *Linde* (wie Anm. 20).

106 Maentel/Pohl, *Knorr-Bremse* (wie Anm. 20).

Joachim Vielstätter auf die bis heute herrschende Familie Thiele. Beide, Linde wie Knorr, waren dabei Aktiengesellschaften mit zeitweise familienfremden Mehrheitsaktionären.

In der klassischerweise bis in jüngster Zeit von Familienunternehmen geprägten Verlags- und Medienbranche war das anders. Bertelsmann und die Familie Mohn, die noch zu Beginn der 1930er Jahre ein mittelständischer, familiengeführter Provinzverlag waren, gelang aus eigener Finanzkraft, allerdings zumindest was die NS-Zeit anging unter erheblicher Anpassung an die politischen Machtverhältnisse, zum Großverlag aufzusteigen.¹⁰⁷ Saul Friedländer u. a. haben mithin auch eine Studie zur Geschichte einer Familie und deren Unternehmen in der NS-Zeit geschrieben. Die Verlegerfamilie Piper ist ein anderes Beispiel.¹⁰⁸ Auch hier gab es spezifische »Anpassungsleistungen«, u. a. in der Trennung vom jüdischen Teilhaber. Nach dem erfolgreichen Wiederaufbau kann sich die Familie bis in die 1990er Jahre und damit zur dritten Generation halten, dann aber bringt das klassische Übergabeproblem und ein seit langem schwelender innerfamiliärer Generationenkonflikt das Aus und den Verkauf an die (allerdings selbst als Familienkonzern firmierend) schwedische Verlegerdynastie Bonnier und deren Media Holding.

Einzel- und Großhandel stellen eine weitere Branche dar, in der Familienunternehmen als Organisationsform eine große Rolle spielten. In Frankreich und Deutschland kam es dabei, wie Heinrich Hartmann in einer vergleichenden Studie zeigt, zu unterschiedlichen Entwicklungen: Während die deutschen Warenhausfamilien nicht börsennotiert waren, tendierten die französischen Warenhausfamilien rasch zu börsennotierten Kapitalgesellschaften, wobei zumindest bis zum Ersten Weltkrieg die deutschen Warenhauskonzerne durchaus spezifische Wettbewerbsvorteile generieren konnten.¹⁰⁹ Gründlich misslungen ist demgegenüber, obwohl das Charakteristikum Familienunternehmen explizit im Titel steht, Gregor Schöllgens Geschichte des Metallverarbeitungs- und Rüstungskonzerns Diehl.¹¹⁰ Im Mittelpunkt steht das hagiographisch verklärte Wirken der beiden Firmenväter Heinrich (1902–1938) und Karl Diehl (1938–2002), wobei man aber vergebens nach der Rekonstruktion von Entscheidungsprozessen (wie auch nach Beleganmerkungen) sucht.¹¹¹

Ein anschauliches Beispiel dafür, was herauskommt, wenn ein (Familien-)Unternehmen seine Geschichte selbst aufarbeitet, zeigt auch der Baustoff-Konzern Knauf.¹¹² Von der Familie selbst erfährt man wenig und die Unternehmensgeschichte präsentiert sich als kontinuierliche Abfolge von Werksneugründungen und Unternehmenskäufen. Dabei wäre Knauf ein spannendes Beispiel für ein Familienunternehmen, das nicht nur in einem schwierigen Branchenumfeld überlebte, sondern von einem 1932 gegründeten, regionalen Mittelständler zum global operierenden Baustoff-Konzern wurde. Gelungener ist demgegenüber die Geschichte der Optischen Werke Rodenstock, die – informativ und fakten-

107 *Saul Friedländer/Norbert Frei/Trutz Rendtorff/Reinhard Wittmann*, Bertelsmann im Dritten Reich (Zwei Bde.), C. Bertelsmann Verlag, Gütersloh 2002, 794 S., geb., Bd. 1: € 50; Bd. 2: € 35.

108 *Edda Ziegler*, 100 Jahre Piper. Die Geschichte eines Verlags, München 2004.

109 *Heinrich Hartmann*, »... der jeden Morgen mit einem Gruß durch unsere Abteilung kam« – Warenhäuser als familiäre Großunternehmen, Deutschland und Frankreich 1890–1914, in: *Boch* (wie Anm. 11), S. 253–271.

110 *Gregor Schöllgen*, Diehl. Ein Familienunternehmen in Deutschland 1902–2002, Propyläen Verlag, Berlin 2002, 336 S., geb., € 35.

111 Dafür erfährt man allerdings interessante Details zum engen persönlichen wie geschäftlichen Verhältnis von Diehl zu F. J. Strauss, der jahrelang für Reisen in diverse europäische Metropolen und Urlaubsdomizile »vom Flugdienst der Firma Diehl Gebrauch machte« und dabei das Flugzeug »nicht nur mit dem Üblichen betankt« wurde (S. 271 f.).

112 *Werner Rödiger* u. a., Wachsen und Werden. Biografie der Unternehmerfamilie Knauf, Iphofen 2004.

reich – jeweils entlang der vier Familiengenerationen erzählt wird.¹¹³ Die repräsentative Aufmachung des Buches und der Verzicht auf eine explizite Fragestellung dominieren zwar auch hier, auch erfolgt kein Vergleich des unternehmerischen Agierens der jeweiligen Familieninhaber, aber dafür wird etwa eingehend auf die Krise des Unternehmens zur Jahrtausendwende eingegangen und auf die (im Jahr 2003) umgesetzten Pläne, dem Familienunternehmen eine kapitalmarktfähige Gesellschaftsform zu geben. Unternehmensführung und Familie sollten entkoppelt und vor allem der chronische Eigenkapitalmangel durch einen Börsengang beseitigt werden.

Unternehmensgeschichte gerät allerdings so auch in die (alte) Gefahr, zur bloßen Geschichte großer Unternehmerpersönlichkeiten zu werden. Über den Unternehmer als Informationsverarbeiter und Entscheider, als Innovator, Arbitrageur (indem er Ungleichgewichte auf Märkten ausgleicht) und Risikoträger, seine Handlungsmotive und auch sein Selbstverständnis, nicht zuletzt auch über seine Planungshorizonte und Zukunftserwartungen und deren Wandel, erfährt man dadurch aber noch nichts. Die jüngsten Untersuchungen zur *Unternehmergeschichte* bringen hierzu einiges ans Licht. Sandra Markus etwa hat die Autobiografien insbesondere von vier Unternehmern hinsichtlich der darin manifestierten »Sinnbildungs- und Deutungszusammenhänge« und die »Konstruktion unternehmerischer Wirklichkeit« untersucht¹¹⁴. Dem von einem tiefen Selbstverständnis zwischen Selbständigkeit und Fortschritt geprägten Berliner Bauunternehmer Adolf Mast, dem stark anthroposophisch orientierten Maschinenbauunternehmer Hanns Voith, dem ein »unternehmerisches Gruppengedächtnis« und die Bedeutung familial-gesellschaftlicher Netzwerke repräsentierendem Eisen- und Stahlindustrielle Hans-Günther Sohl und dem sich selbst als Außenseiter inszenierendem Automobilmanager Daniel Goeudevert. Die Arbeit bleibt insgesamt allerdings stark in der methodisch-theoretischen Reflexion hängen. Detailliert untersucht wird, wie sich Unternehmer erinnern, kaum dagegen an was sie sich erinnern und welche Zusammenhänge es z. B. zwischen Wertmaßstäben und Orientierungen und dem unternehmenspolitischen Agieren gab.

Methodisch innovativ und interessant ist der Versuch von Reiner Ruppmann, das Generationen-Konzept auf die Unternehmergeschichte anzuwenden.¹¹⁵ Die Basis für weitere Untersuchungen gerade dieser Art könnte die Zusammenführung umfangreicher und im Kontext einer Reihe von Projekten entstandener Datenbanken sein. Allerdings fehlt im deutschsprachigen Raum selbst ein biografisches Handbuch der Unternehmer, wie es sie im angloamerikanischen Bereich schon lange gibt.¹¹⁶ Der Saur-Verlag hat unter der Herausgeberschaft von Wolfram Fischer zwar jüngst eine dreibändige Biografische Enzyklopädie deutschsprachiger Unternehmer publiziert, die aber formal wie inhaltlich problematisch ist und keine Basis für weitergehende kollektivbiografische empirische Forschungen darstellt. Ein Problem ist neben der Willkür der Auswahl die starke Konzentration auf »Unternehmer« des 19. Jahrhunderts und davor.¹¹⁷ Weit hilfreicher und explizit auch den Generationenansatz im Vergleich der Unternehmerbiografien thematisierend ist dagegen

113 Dirk Reder/Severin Roeseling, *Augenblicke. Die Geschichte der Optischen Werke G. Rodenstock*, München 2003.

114 Sandra Markus, *Bilanzieren und Sinn stiften. Erinnerungen von Unternehmern im 20. Jahrhundert*, Stuttgart 2002.

115 Reiner Ruppmann, *Generationenforschung in der Unternehmensgeschichte. Das Beispiel des Vorstandes der Deutschen Bank 1919–1957*, in: *Akkumulation* 20 (2004), S. 19–39.

116 Vgl. dazu unter anderem auch Walter A. Friedman/Richard S. Tedlow, *Statistical Portraits of American Business Elites: A Review Essay*, in: *BH* 45 (2003), S. 89–113. Selbst in Italien wird es in Kürze ein von Franco Amatori herausgegebenes mehrbändiges *Dictionary of Entrepreneurs* geben.

117 Wolfram Fischer (Hrsg.), *Biographische Enzyklopädie deutschsprachiger Unternehmer*, 3 Bd., München 2004. Ein Problem ist neben der Willkür der Auswahl die starke Konzentration auf »Unternehmer« der 19. Jahrhunderts und der Zeit davor.

die von Ralf Stremmel und Jürgen Weise herausgegebene Sammlung von 23 biografischen Skizzen Bergisch-Märkischer Unternehmer der Frühindustrialisierung, darunter etwa die Gründerfamilie Henckel der bekannten Solinger Zwillingswerke.¹¹⁸ Ähnliche Untersuchungen liegen nun, allerdings als Teil eines mehrjährig angelegten und umfassenden Forschungsprojektes, auch für Frankreich bzw. einzelne französische Wirtschaftsregionen vor.¹¹⁹ Eine exemplarische, auf den städtischen Raum bezogene kollektivbiografische Unternehmensgeschichte präsentiert Gabriele Oepen-Domschkey.¹²⁰ Am Beispiel der vier bekannten Kölner Unternehmer Eugen Langen (Gasmotorenfabrik Deutz), Ludwig Stollwerck (Schokoladefabrik Stollwerck), Arnold von Guillaume (Eisenfabrik Felten & Guillaume) sowie Simon Alfred von Oppenheim (Bankhaus Oppenheim) analysiert sie eingehend die Sozialisationsprozesse, unternehmerische und politische Orientierung sowie das Mäzenatentum dieser Wirtschaftsbürger. Volker R. Berghahn u. a. haben in einem Sammelband diese Aspekte in einer Reihe von Detailstudien über das Kaiserreich hinaus bis in die 1960er und 1970er Jahre hinein weitergeführt.¹²¹ Soziale Homogenität und generationelle Muster, Selbstverständnis und Fremdwahrnehmung¹²², Kontinuität und Brüche im Elitewechsel, z. B. im Bankwesen oder im Großhandelsbereich¹²³ sowie nicht zuletzt die Bestimmung der Konturen des »Wertehimmels« in Unternehmerfamilien werden untersucht.

In der amerikanischen Unternehmensgeschichte haben kollektivbiografische Darstellungen »großer Unternehmer« schon länger Tradition, allerdings vielfach in populärhistorischer Aufmachung und mit dem Ziel der Rückbesinnung auf die großen Heroen des amerikanischen Wirtschaftslebens. Zwei neuere Publikationen seien als nützlicher Überblick und Einstieg dennoch hervorgehoben: Maury Kleins Buch über die »Change Makers«¹²⁴ und Richard S. Tedlows Portrait von sieben »Business Innovators«.¹²⁵ Während Tedlow seine biografischen Skizzen von Andrew Carnegie, George Eastman (Kodak), Thomas J. Watson (IBM), Charles Revson (Revlon), Sam Walton (Wal-Mart) und Henry Ford aneinander reiht, geht Klein den sehr viel aufwendigeren und anspruchsvolleren Weg, seine insgesamt 26 Unternehmer in neun thematischen Kapiteln auf die familiäre Prägung, die unternehmerische Visionen und die operativen Aktivitäten näher zu analysieren. International vergleichend ist hierzu auch ein von Michael J. Lynskey und Seiichiro Yonekura herausgegebener Sammelband angelegt.¹²⁶ Drei Themenfelder stehen im Zentrum

118 Ralf Stremmel/Jürgen Weise (Hrsg.), *Bergisch-Märkische Unternehmer der Frühindustrialisierung*, (Rheinisch-Westfälische Wirtschaftsbiographien, Bd. 18), Aschendorff Verlag, Münster 2004, 681 S., geb., € 35.

119 Dominique Barjot u. a. (Hrsg.), *Les Entrepreneurs du Second Empire*, Paris 2003.

120 Gabriele Oepen-Domschkey, *Kölner Wirtschaftsbürger im Deutschen Kaiserreich*, Köln 2003.

121 Volker R. Berghahn/Stefan Unger/Dieter Ziegler (Hrsg.), *Die deutsche Wirtschaftselite im 20. Jahrhundert. Kontinuität und Mentalität*, (Bochumer Schriften zur Unternehmens- und Industriegeschichte, Bd. 11), Klartext Verlag, Essen 2003, 464 S., brosch., € 39.

122 Vgl. dazu etwa Barbara Koller, *Psychologie und Selektion. Die Entwicklung der persönlichkeitsbezogenen Anforderungsprofile an die Wirtschaftselite seit den sechziger Jahren*, in: ebd., S. 337–352.

123 Vgl. dazu insgesamt jetzt auch die, zum Zeitpunkt der Abfassung der Rezension noch nicht vorliegende, Untersuchung von Martin Münzel, *Die jüdischen Mitglieder der deutschen Wirtschaftselite 1927–1955. Verdrängung – Emigration – Rückkehr*, Paderborn 2006.

124 Maury Klein, *The Change Makers. From Carnegie to Gates. How the Great Entrepreneurs Transformed Ideas into Industries*, New York 2003.

125 Richard S. Tedlow, *Giants of Enterprise. Seven Business Innovators and the Empires They Built*, New York 2003.

126 Michael J. Lynskey/Seiichiro Yonekura (Hrsg.), *Entrepreneurship and Organization. The Role of the Entrepreneur in Organizational Innovation*, Oxford 2002. Vgl. hier vor allem das umfangreiche, die theoretischen Ansätze reflektierende Einleitungskapitel von Lynskey, S. 1–57.

der Beiträge: Die Rolle des Unternehmers bei der (Be-)Gründung neuer Firmen und Branchen; die institutionellen und organisatorischen Faktoren bei der Unterstützung von Unternehmertum und Innovationen, etwa die Risikokapitalgesellschaften; schließlich wird Unternehmertum in Übergangsphasen untersucht, insbesondere an Hand japanischer und britischer Fallbeispiele für Erfolg bzw. Misserfolg bei unternehmerischen Transformationsprozessen. Mary B. Rose etwa analysiert die Abläufe und Erfahrungen bei der Unternehmensnachfolge in den britischen Unternehmen der 1950er Jahre (und hebt die negativen Konsequenzen der weit verbreiteten »incestuous leadership strategies« hervor); Seiichiro Yonekura schildert die Umbrüche beim japanischen Elektrokonzern NEC zwischen 1967 und 1984, als Koji Kobayashi den unbedeutenden Telefonteilehersteller zum globalen Computer- und Kommunikationskonzern umbaute.¹²⁷

Was größere, neuere Untersuchungen zu einzelnen Unternehmern angeht, so stehen – wohl zufällig – Eisen- und Stahlindustrielle im Mittelpunkt. Zum Stahlmagnaten Andrew Carnegie ist etwa von Peter Krass eine neue Biografie erschienen, die sich in die Liste der inzwischen dutzend ernstzunehmenden Studien zu Carnegies Person einreihet.¹²⁸ Kaum ein amerikanischer Unternehmer hat soviel wissenschaftliche Aufmerksamkeit gefunden wie Carnegie, was weniger an seinem unternehmerischen Erfolg, als an seinem komplexen Charakter liegen dürfte. Auf deutscher Seite hat jüngst August Thyssen besondere Aufmerksamkeit erfahren. Jeffrey Fear untersucht in seiner monumentalen Studie das Agieren Thyssens – den »Andrew Carnegie of Germany« (S. 3) – in engem Kontext mit der inneren Entwicklung seines Unternehmens und lässt ihn nachgerade zum Erfinder moderner Managementmethoden in der deutschen Unternehmenslandschaft zwischen Kaiserreich und Weimarer Republik werden.¹²⁹ Die Untersuchung konzentriert sich auf die detaillierte Schilderung der Entwicklung moderner »managerial organization and practices« innerhalb des weit verzweigten Thyssen-Konzerns zwischen 1871 und 1934. Thyssen, so die These, praktizierte und »erfand« gegenüber dem absolutistischen Organisations- und Managementmodell Krupps und dem bürokratisch-staatlichen Modell Siemens, insbesondere mit der Etablierung eines umfassenden technokratischen Systems eines *management by control* ein eigenes und neues Managementkonzept. Fear attackiert damit die von ihm als bisher dominierend angenommenen Thesen von der organisatorischen Rückständigkeit und dem »Sonderweg« der deutschen Unternehmen, der »Amerikanisierung« und der Chandlerschen Typologie des *German cooperative capitalism*. Viele von Fears Ergebnissen dazu sind bedenkenswert, aber ob deshalb wirklich ein völlig neuer Blick auf die deutsche Unternehmensgeschichte des 19. und frühen 20. Jahrhunderts geworfen werden muss, wie vollmundig behauptet wird, wäre zu bezweifeln. Wenn jemand das deutsche Managementsystem modernisiert hat, dann ist es ein anderer Manager-Technokrat, Carl Duisberg, der mit seinem *management by memorandum* den Chemiekonzern Bayer in vieler Hinsicht zu einem international anerkannten Modell moderner Unternehmensorganisation und -führung gemacht hat. Er müsste zumindest gleichrangig neben August Thyssen gestellt werden. Tiefgehende Einblicke in die Gedankenwelt Thyssens erhält man nun auch mit Hilfe der Publikation des umfangreichen Briefwechsels mit Hugo Stinnes.¹³⁰ Die beiden waren Konkurrenten und zugleich aber auch Geschäftspartner, z. B. bei der Übernahme der RWE im Jahr 1902 oder dem Aufbau eines transnationalen Montantrusts im Jahr 1904. Über ein ausführliches Sach- und Personenregister ist das Material sehr gut zu erschließen und für weitere Untersuchungen nutzbar zu machen. Von der Familie Thyssen geht insgesamt nicht zuletzt wegen der auch an Hoch- und Tiefpunk-

127 Mary B. Rose, Leadership Succession in British Business in the 1950s, in: ebd., S. 354–372 und Seiichiro Yonekura, Transformational Entrepreneurship at NEC, in: ebd., S. 329–353.

128 Peter Krass, Carnegie, Hoboken 2002.

129 Fear, Thyssen (wie Anm. 9).

130 Rasch/Feldman (wie Anm. 21).

ten reichen Geschichte eine besondere Faszination aus. Ein Sammelband von Stephan Wegener geht diesen Schicksalen über vier Generationen nach¹³¹, während Hans Otto Eglau sich eingehend mit der besonders tragischen (und bisher noch nicht explizit untersuchten) Figur von Fritz Thyssen auseinandersetzt.¹³² Auf solider Quellenbasis stehend zeichnet Eglau nicht nur das schwierige Verhältnis zwischen Fritz und seinem übermächtigen Vater August nach, sondern schildert auch das ambivalente Verhalten in der NS-Zeit: von der aktiven Unterstützung Hitlers in den Anfangsjahren über den Bruch mit dem Regime 1939, die Emigration (und dabei erlittene Enteignung seines Konzerns) bis zur Verhaftung durch die Gestapo, KZ-Inhaftierung als Hitlers prominentester Gefangener sowie die schwierigen Nachkriegsjahre mit Entnazifizierung, Rückerstattungskonflikten und einer mehrjährigen Odyssee durch Gefängnisse und Militärkrankenhäuser der amerikanischen Besatzungsmacht. Besonders das Gerangel zwischen Thyssen und den Managern der Vereinigten Stahlwerke Ende der 1940er Jahre um Rückforderungen und Entschädigungen wirft ein bezeichnendes Licht auf die Gräben, die innerhalb der deutschen Industrieeleiten im Gefolge der NS-Zeit aufgerissen worden waren. Einige der dabei unmittelbar oder mittelbar beteiligten Akteure aus der community der Stahlmanager werden andernorts näher beleuchtet: Heinrich Dinkelbach, der in seiner Macht, Technokratieorientierung und seinem Organisationstalent seinem Vorgänger August Thyssen in nichts nachstand, wird bei Jeffrey Fear zumindest für die Zeit bis Mitte der 30er Jahre gewürdigt, Albert Vögler und Paul Reusch werden in Aufsätzen von Manfred Rasch und Peter Langer näher in Bezug auf ihr Verhältnis zum Nationalsozialismus untersucht.¹³³

Eine Würdigung hat aber vor allem Otto Wolff gefunden.¹³⁴ Anders als Fears Studie handelt es sich dabei allerdings um keine integrierte Analyse von Unternehmervverhalten und Unternehmensentwicklung, sondern um ein doch mehr unverbundenes Konglomerat höchst unterschiedlicher Aufsätze mit verschiedenen Blickwinkeln. Bezeichnend ist, dass Otto Wolff selbst dabei von Eckart Conze unter dem Titel »Titane der modernen Wirtschaft« portraitiert wird, sein Sohn Otto Wolff von Amerongen von Jochen Thies unter der keineswegs gelungeneren Überschrift »Kundschafter der Marktwirtschaft«. Mehr als das eigentliche unternehmenspolitische und -strategische Agieren steht denn auch das künstlerische und kulturelle Interesse Wolffs im Blickpunkt. Immerhin erfährt man auch, dass der Eisenhändler bereits in den 1930er Jahren das Geschäft mit China vorangetrieben hat. Auch zu Wolff von Amerongen erfährt man wenig über unternehmensinterne Entscheidungen und Abläufe, viel dagegen über dessen politische Kontakte und diversen Ehrenämter.

Weit analytischer und vielfach die einzelnen Motivstränge des Verhaltens nachzeichnend ist die Biografie von Lothar Gall über Hermann J. Abs.¹³⁵ Abs erscheint in vieler Hinsicht repräsentativ, etwa was die Kontinuität und Diskontinuität der Denkweisen zwischen NS- und Bundesrepublikzeit angeht oder als Repräsentant (und vielfach auch Architekt) des Systems des »rheinischen Kapitalismus« mit seinen korporativen, engen Verflechtungen von Politik, Wirtschaft und Gesellschaft. Nur etwa ein Drittel des Buches handelt aber von der (nach wie vor nicht abschließend geklärten) Rolle Abs in der NS-Zeit, zwei Drittel dagegen von den vielfältigen Aktivitäten in den 1950er bis 1970er Jahren. Einen Einblick in die internen Vorgänge und Entscheidungsprozesse der Deutschen

131 *Stephan Wegener* (Hrsg.), August und Joseph Thyssen. Die Familie und ihre Unternehmen, Essen 2004.

132 *Eglau* (wie Anm. 21).

133 *Manfred Rasch*, Über Albert Vögler und sein Verhältnis zur Politik, in: *Forschungen und Forschungsberichte. Mitteilungsblatt des Instituts für Soziale Bewegung* 28 (2003), S. 127–156 sowie *Peter Langer*, Paul Reusch und die »Machtergreifung«, in: ebd., S. 157–201.

134 *Danylow/Soenius* (wie Anm. 21).

135 *Gall*, Abs (wie Anm. 23).

Bank erhält man auch hier nicht, dafür aber eingehende Erörterungen über die Rolle von Abs als »Finanzdiplomate«, nicht nur was die Verhandlungen über das Londoner Schuldenabkommen angeht, sondern auch über die Aktivitäten zur Integration Deutschlands in die internationalen Kapitalmärkte, insbesondere über die Schaffung eines deutschen wie europäischen Anleihemarktes.

Ein anderer Manager der Deutschen Bank hat ebenfalls jüngst eine biografische Würdigung erfahren – Oscar Wassermann, der von 1923 bis 1933 Vorstandssprecher des Bankhauses war.¹³⁶ Das dünne Buch enttäuscht aber aus unternehmenshistorischer Sicht, geht es doch primär um Wassermanns Privatleben und sein zionistisches Engagement. Erheblich ertragreicher ist dagegen die Biografie eines anderen »politischen Unternehmers« der Weimarer Republik, der bislang erstaunlich wenig untersucht worden ist: Walther Rathenau, den Christian Schölzel in seiner umfangreichen Arbeit auch in seinem Wirken als Manager der AEG kritisch würdigt.¹³⁷ Das Weltbild und die Erfahrungswelt Rathenaus, seine Anschauungen zu Unternehmensleitung und Führungsstil sowie der Organisation der Unternehmenswirtschaft insgesamt werden detailliert nachgezeichnet, sein wie bei Thyssen gleichermaßen äußerst schwieriges und gespanntes Verhältnis zum »großen« Vater und AEG-Gründer im Kontext seiner zunächst gescheiterten, dann geglückten Bewährungsprobe als Manager, die Streitigkeiten und Konflikte um die Führungsposition im AEG-Konzern nach dessen Tod 1915 und schließlich Rathenaus Aktivitäten als Unternehmer im Ersten Weltkrieg, in deren Gefolge sich die AEG in beispielloser Weise zahlreiche Betriebe und Unternehmen in Belgien günstig einverleibte. Plastisch lässt sich nachvollziehen, wie Rathenau Schritt für Schritt in das väterliche Erbe eintrat und wie stark er dabei letztlich ein Getriebener der von Emil Rathenau in Gang gesetzten Expansions- und Wachstumsdynamik der AEG war, deren Unabhängigkeit gegenüber der Schwerindustrie er gleichzeitig mit beständiger Mühe und Aufwand zu bewahren suchte.

Ein ganz anderer Typ von politischem Unternehmer war Rudolf ten Hompel, zu dem Corinna Fritsch eine knappe biografische Skizze vorgelegt hat.¹³⁸ Der Unternehmer und katholische Zentrumspolitiker galt mit dem von ihm gegründeten Vicking-Konzern als »Zementkönig« des Kaiserreichs. Nachgerade klassische Managementfehler in der Weimarer Republik – der Aufbau von Überkapazitäten und kapitalmäßiger Überschuldung bei der Expansion ins europäische Ausland – ließen den Konzern 1931 zusammenbrechen. Private Spekulationsgeschäfte vernichteten auch das Privatvermögen und 1935 wurde ten Hompel wegen der vorangegangenen geschäftlichen Unregelmäßigkeiten ein Aufsehen erregender Prozess gemacht. Politische Gründe spielten dabei offenbar keine Rolle, zumal sich ten Hompel inzwischen zu einem dezidierten Fürsprecher der NS-Bewegung entwickelt hatte. Der Prozess ist, wie etwa auch jener gegen die Bremer Unternehmerfamilie Lahusen, die sich fast zur gleichen Zeit wegen des Nordwolle-Konkurs verantworten musste, vielmehr Teil der wirtschaftsstrafrechtlichen Aufarbeitung der Bilanz- und Konkurskandale der Weltwirtschaftskrisenjahre.

Ein, wenn nicht *der* Unternehmer der »Wirtschaftswunderjahre« war dagegen Heinz Nordhoff, den Heidrun Edelmann zum Gegenstand ihrer Monografie gemacht hat.¹³⁹ Mit autokratischem Unternehmensführungsstil, aggressiver Exportstrategie und Massenfertigung nur eines PKW-Modells, des VW-Käfers, begründete Nordhoff den rasanten Aufstieg des Volkswagenwerks zum weltweit agierenden Konzern. Vor allem auch die sozialpoliti-

136 *Avraham Barkai*, Oscar Wassermann und die Deutsche Bank. Bankier in schwierigen Zeiten, München 2005.

137 *Christian Schölzel*, Walther Rathenau. Eine Biographie, Ferd. Schöningh Verlag, Paderborn 2006, 652 S., geb., 49,90.

138 *Corinna Fritsch*, Rudolf ten Hompel (1878–1948). Aus dem Leben eines westfälischen Industriellen und Reichstagsabgeordneten, Klartext Verlag, Essen 2002, 208 S., geb., € 19,90.

139 *Edelmann*, Nordhoff (wie Anm. 19).

schen Aspekte in dieser Geschichte sind interessant: die Privatisierungsabläufe 1960/61, in denen VW zur ersten »Volksaktie« Deutschlands wurde, sowie die modellbildende Betriebspolitik. Ende der 1960er Jahre jedoch, kurz vor Nordhoffs Tod, wurden dann die Flurschäden von Nordhoffs Unternehmenspolitik rasch deutlich und wenig später geriet das Unternehmen in eine seiner größten Existenzkrisen.¹⁴⁰

Abschließend zu diesem Teilaspekt unternehmenshistorischer Forschungen seien noch zwei englischsprachige Studien erwähnt. Zum einen Paul Hendrix Untersuchung über den Royal Dutch Shell-Manager Henri Deterding.¹⁴¹ Deterding war einer der einflussreichsten, mächtigsten (und skrupellosesten) Unternehmer seiner Zeit, dessen strategische Aktivitäten, sei es in der Kontrolle der Ölmärkte oder der politischen Anbiederung an das NS-Regime noch vielfach im Dunkeln liegen. Das Buch enthält jedoch eher eine Verteidigung des Shell-Managers anstelle einer kritischen Aufarbeitung. Gerade darin könnte aber sein Wert liegen, d. h. den Anstoß zu einer umfassenden wissenschaftlichen Biografie geben. Das andere Buch ist Kathryn W. Kemps Monografie über Asa Candler, den Begründer des Coca-Cola-Konzerns.¹⁴² Candler kaufte 1888 von dem Apotheker John Pemberton für 500 Dollar sämtliche Rechte zur Herstellung des als Kopfschmerzmittel zusammengebrachten Softdrinks und begründete in der Folgezeit den Aufstieg des Unternehmens. Der tief gläubige Methodist präsentierte sich aber gleichzeitig auch als Philanthrop, Immobilienspekulant und Bankeninvestor. Im Mittelpunkt Candlers aktiver Zeit als Coca-Cola-Manager (und damit auch im Zentrum der Untersuchung), d. h. bis 1916 bzw. 1918, steht aber ein Wechselverhältnis von Werbefeldzügen und Anzeigenkampagnen auf der einen und endlosen gerichtlichen Auseinandersetzungen u. a. mit der Food & Drug Administration über die gesundheitsschädigende oder -fördernde Wirkung des Softdrinks auf der anderen Seite.

Alles in allem, so zeigt sich im Rückblick, sind gelungene Unternehmerbiografien, die das personelle Handeln und die unternehmensinterne Entwicklung eng verknüpft darstellen und analysieren, wie es Jeffrey Fear für August Thyssen und, zumindest ansatzweise, auch Kathryn Kemp für Asa Candler geleistet haben, noch immer die Ausnahme. Es könnte aber auch sein, so ließe sich etwas polemisch vermuten, dass sich das Problem einer unternehmerbiografischen Unternehmensgeschichte zumindest je näher sich die Unternehmensgeschichte der Gegenwart nähert, auch von selbst löst, denn im Zeichen von Globalisierung, *investor capitalism* und häufiger denn je stattfindenden Wechsel in den Vorstandsetagen sind herausragende Managerpersönlichkeiten, die (außer als Kapitalvernichter und Übernahmewegbereiter) wirklich prägenden Einfluss auf die Entwicklung eines Konzerns haben, eine Seltenheit geworden.

V. GLOBAL BUSINESS – GLOBAL PLAYER: DIE WIEDERENTDECKUNG DER MULTINATIONALEN KONZERNE IM KONTEXT DER *NEW GLOBAL HISTORY*

Die Globalisierung des Unternehmens und die diversen Aktivitäten der Global Player, sei es in Form von Direktinvestitionen oder bloßen Portfolioinvestitionen, das Auftreten als produzierende und/oder Marketing betreibende Akteure auf den ausländischen Märkten sowie die dabei ablaufenden kulturellen Interdependenzen sind in jüngster Zeit wieder

140 Ein Aspekt dieser Krise waren unter anderem die heftigen Auseinandersetzungen zwischen Nordhoff und seinem Vertriebsvorstand Carl H. Hahn. Dieser hat nun jüngst seine (wie zu erwartend stark beschönigenden) autobiografischen Erinnerungen vorgelegt. Vgl. *Carl H. Hahn, Meine Jahre mit Volkswagen*, München 2005.

141 *Paul Hendrix, Sir Henri Deterding and Royal Dutch-Shell. Changing Control of World Oil, 1900–1940*, Bristol 2002.

142 *Kathryn W. Kemp, God's Capitalist. Asa Candler of Coca-Cola*, Macon 2002.

verstärkt in das Blickfeld der Forschung gerückt. Das Interesse richtet sich dabei gleichermaßen auf den ersten Globalisierungsschub, d. h. die Intensivierung der internationalen Verflechtungen zwischen 1840 und 1914, wie auf den zweiten Globalisierungsschub seit 1973 bis in die Gegenwart.¹⁴³ Die beiden Phasen unterscheiden sich deutlich, etwa was die Zahl der Multinationalen Unternehmen angeht, die rasant gestiegen ist (für 2001 schätzt man 65.000 Multis weltweit), oder auch hinsichtlich der Zusammensetzung, denn spätestens seit den 1990er Jahren wurden mehr und mehr auch klein- und mittelbetriebliche Unternehmen von der Globalisierung erfasst und haben sich zu *transnational corporations* entwickelt. Auch die Strategien und Organisationsstrukturen haben sich vielfach grundlegend geändert. Die Unternehmen versuchten mehr denn je, die Welt als einen einzigen großen Markt zu behandeln, zugleich aber sich als lokal/regional verankerte Akteure zu präsentieren.¹⁴⁴ Und schließlich war auch einer der Unterschiede, wie Mark Spoerer zeigt, dass es in der Phase vor 1914 noch keinen Steuerwettbewerb und dadurch ausgelöste fiskalinduzierte Migration von Unternehmen in Form von Verlagerungen der Wertschöpfungskette in Niedrigsteuerrländer gab, wie es heute gang und gäbe ist.¹⁴⁵ Geoffrey Jones hat all diese und weitere Aspekte der Multinationalen Unternehmen (wie etwa die jeweiligen politischen und nationalen gesetzgeberischen Maßnahmen) in seiner grundlegenden Einführungs- wie Überblicksdarstellung behandelt.¹⁴⁶ Bedauerlicherweise fehlt ein wichtiges Kapitel, nämlich die enge Verknüpfung zum Kapitalmarkt als Kernbereich des *global capitalism*.

Dieser Aspekt wird dafür in einer Überblicksdarstellung anderer Art, einem von Alfred D. Chandler und Bruce Mazlish herausgegebenen Sammelband, untersucht.¹⁴⁷ Nach Überblicksaufsätzen von Mira Wilkins und Geoffrey Jones sowie einem informativen Abriss von Seichiro Yonekura und Sara McKinney über die japanischen Multis¹⁴⁸, folgen in einem zweiten Teil zwei Aufsätze über die kulturellen und sozialen/gesellschaftlichen Implikationen von Multis und schließlich im dritten Teil Beiträge zur Frage der *governance of multinationals*, d. h. u. a. der Bedeutung von *global shareowner* und *financial revolution* des 20. Jahrhunderts.¹⁴⁹ Obwohl die Beiträge vielfach bereits älteren Datums sind, so wird dennoch deutlich, dass Multinationale Unternehmen keine bloßen ökonomischen Einheiten sind, sondern ebenso politische Institutionen mit erheblicher Macht und Einfluss auf Gesellschaft, Kultur und Umwelt. *Doing global history as business history* so könnte man auch den Appell des Bandes beschreiben, und ein vor allem auch für die Lehre nützlicher Atlas steht, auch bewusst so konzipiert, als Ergänzung dazu zur Verfügung.¹⁵⁰ In

143 Vgl. dazu *Berghoff*, Unternehmensgeschichte, (wie Anm. 24), S. 127 ff. und *Boyce/Ville* (wie Anm. 25), S. 289 ff.

144 Vgl. dazu aus der »Produktionsperspektive« unter anderem *Mila Davids*, The Fabric of Production. The Philips Industrial Network, in: *History and Technology* 20 (2004), S. 271–290, aus der »Marketingperspektive« *Geoffrey Jones*, Renewing Unilever. Transformation and Tradition, Oxford 2005 sowie *Davis Dyer/Frederick Dalzell/Rowena Olegario*, Rising Tide. Lessons from 165 Years of Brand Building at Procter & Gamble, Boston/Mass. 2004.

145 *Mark Spoerer*, Steuerlast, Steuerinzidenz und Steuerwettbewerb. Verteilungswirkungen der Besteuerung in Preußen und Württemberg (1815–1913), (Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte, Beiheft 6), Akademie Verlag, Berlin 2004, 252 S., geb., € 79,80.

146 *Jones*, Multinationals (wie Anm. 26).

147 *Alfred D. Chandler/Bruce Mazlish* (Hrsg.), Leviathans. Multinational Corporations and the New Global History, Cambridge/Mass. 2005.

148 *Seichiro Yonekura/Sara McKinney*, Innovative Multinational Forms. Japan as a Case Study, in: ebd., S. 105–133.

149 Wobei pikanterweise einer der Autoren der bekannte shareholder activist *Robert A. G. Monks* ist.

150 *Medard Gabel/Henry Bruner* (Hrsg.), Global Inc. An Atlas of the Multinational Corporation, New York 2003.

einer Fülle von Schaubildern und grafischen Darstellungen («Mapping the Multinational Corporation»), in die zahllose Informationen eingeflossen bzw. eingearbeitet worden sind, werden die unterschiedlichsten Aspekte von Globalisierung und *global companies* in Form einer *multinational geography* visualisiert.

Was die theoretische Herangehensweise an das Phänomen Multinationales Unternehmen (MNC) angeht, so steht seit längerem schon ein ausgefeiltes und auch empirisch erprobtes Theoriegerüst zur Verfügung. Einige Arbeiten lassen aber deutlich werden, dass Ergänzungen notwendig sind. Susan Becker etwa macht in ihrer vergleichenden Untersuchung der Auslandsaktivitäten der französischen *Vieille Montagne* und der deutschen Metallgesellschaft vor 1914 darauf aufmerksam, dass neben den Auslandsdirektinvestitionen und den (vielfach über Kartelle) laufenden Exportaktivitäten eine dritte Dimension eingezogen und berücksichtigt werden muss: die vielfältigen Beziehungen zu ausländischen Unternehmen.¹⁵¹ Erst über die Untersuchung aller drei Grundformen multinationaler Unternehmenstätigkeit und die Analyse der diesen jeweils zugrunde liegenden Entscheidungsprozesse kann der multinationale Charakter eines Unternehmens genauer bestimmt werden. Ursula Becker dreht mit ihrer Arbeit über den Kaffee-Handel die Perspektive gleichsam um, indem nicht die Marktbeherrschungsaktivitäten der Multis betrachtet werden, sondern die internationalen, globalen Markt- und Handelsprozesse selbst im Mittelpunkt stehen.¹⁵² *Multinational business history* wird so zum Teilaspekt einer *new commodity history*. Eingehend wird (aus der Perspektive des Hamburger »Vereins der am Kaffeehandel beteiligten Firmen«, sprich: Kaffeeverein) die wechselvolle Geschichte von Regulierung, Deregulierung, Kontrolle und Spekulationen auf dem internationalen Kaffeemarkt zwischen den 1880er Jahren und den 1940er Jahren beschrieben.¹⁵³ Frans-Paul van der Putten plädiert demgegenüber in seiner Untersuchung der Investitionen von Philips in Taiwan in den 1960er Jahren für eine Ergänzung von Dunning's *eclectic paradigm* durch den Corporate Governance-Ansatz, da nur so die tatsächlichen Motivlagen bestimmt werden könnten.¹⁵⁴ Die herrschende MNC-Theorie gegen den Strich bürsten schließlich auch Peer Hull Kristensen und Jonathan Zeitlin mit ihrer Untersuchung des britischen Maschinenbauunternehmens APV.¹⁵⁵ Im Jahr 1910 als Aluminium Plant & Vessel Company Ltd. gegründet, expandierte das Unternehmen rasch zu einem führenden Anbieter von Ausrüstungen und Dienstleistungen an die Getränke- und Nahrungsmittelindustrie. Kristensen/Zeitlin analysieren nun im Detail den Globalisierungs- und Multinationalisierungsprozess des Unternehmens, ausgehend von den drei Hauptstandorten in Lake Mills (Wisconsin/USA), Horsens (Dänemark) und Howard (Eastbourne/GB) neben dem Hauptquartier in London. Die zentrale Fragestellung des Buches ist: »What happens when previously autonomous firms from different countries, each with their own identities, routines, and capabilities, come together inside a single multinational corporation?« Als Ergebnis wird deutlich, dass Beschäftigte, Gewerkschaften, regionale Manager und Konzernvorstände je eigene strategische Spiele, verwurzelt in ihrem lokalen Umfeld, verfolgten, »whose global outcome contrasts sharply with idealized views of the multinational as an integrated and coordinated organization.«¹⁵⁶ Anstelle eines evolutionären Entwick-

151 Becker, Multinationalität (wie Anm. 18).

152 Ursula Becker, Kaffee-Konzentration. Zur Entwicklung und Organisation des hanseatischen Kaffeehandels, Beiträge zur Unternehmensgeschichte, Bd. 12), Steiner Verlag, Stuttgart 2002, 371 S., kart., € 70.

153 Vgl. auch William Gervase Clarence-Smith/Steven Tobik (Hrsg.), *The Global Coffee Economy in Africa, Asia, and Latin America, 1500–1989*, Cambridge/Mass. 2003.

154 Frans-Paul van der Putten, Corporate Governance and the Eclectic Paradigm: The Investment Motives of Philips in Taiwan in the 1960s, in: *Enterprise & Society* 5 (2004), S. 490–526.

155 Kristensen/Zeitlin (wie Anm. 20).

156 Ebd., S. 15 ff.

lungspfades gilt es mithin künftig stärker auf den zum Teil gegen-, zum Teil miteinander laufenden Polyzentrismus innerhalb der Multinationalen Konzerne zu achten.¹⁵⁷

Bei den Studien zur Geschichte einzelner Global Player dominieren noch immer die amerikanischen Konzerne. Nicht zuletzt aus Anlass des 100jährigen Gründungsjubiläums sind insbesondere zum Automobilkonzern Ford jüngst einige Untersuchungen (unterschiedlicher Qualität) erschienen. Die offizielle »Jubiläumstudie« hat Douglas Brinkley verfasst.¹⁵⁸ Sein Anspruch ist es dabei, eine Biografie, Sozialgeschichte und Unternehmensgeschichte zugleich zu schreiben, womit er schlichtweg scheitert. Schon die extensive Verwendung (und Zitierung) von zahllosen Zeitzeugeninterviews macht das Buch problematisch, dazu kommt das unstrukturierte und stark an den Produktmodellen orientierte Entlanghängeln von Jahr zu Jahr und letztlich die weitgehende unkritische Reproduktion des Henry Ford-Mythos. Anders dagegen die voluminöse, zweibändige »Auslandsgeschichte« von Ford, die Hubert Bonin, Yannick Lung und Steve Tolliday herausgegeben haben.¹⁵⁹ In den Bänden findet sich neben der Untersuchung von Fords jeweiligem Marktauftritt und Länderstrategien, von Deutschland, England, Frankreich bis zu Italien, Spanien, Skandinavien, Russland und der Türkei, eine Fülle interessanter und informativer Beiträge, etwa von Thomas Fetzer über den Vergleich der *industrial relations* bei Ford Germany und Ford Britain in den 1970er und 80er Jahren, von Patrick Fridenson über das Fordismus-Modell in der französischen Automobilindustrie, von Hubert Bonin über die Entwicklung von Fords *brand image* in Europa zwischen den 1930er und 1980er Jahren oder von Steve Tolliday über den Niedergang von Ford in Großbritannien seit den 1980er Jahren.

Auch zum dritten der *big three* der amerikanischen Automobilindustrie, Chrysler, liegt nun eine neue Gesamtdarstellung vor, die bis zur Fusion bzw. Übernahme durch Daimler-Benz im Jahr 2002 reicht.¹⁶⁰ Fünf zentrale Entwicklungsphasen stechen dabei hervor: die Gründungs- und Expansionsperiode zwischen 1924 und 1935 unter der Ägide von Walter P. Chrysler, die turbulenten Jahre zwischen 1935 und 1950, in denen das Unternehmen seine Marktposition erfolgreich verteidigen konnte, gefolgt von den Jahren der Krisen und des Niedergang zwischen 1950 bis 1978, in denen Chrysler drei Präsidenten (»a salesman and two bean counters«) und zahllose Manager verschliss, schließlich die Ära Iacocca 1978 bis 1998 als innovationsgeprägte Phase von Erholung und Wachstum sowie der neuerliche Absturz bis zur Übernahme. All dies wird empirisch dicht beschrieben und sowohl die jeweiligen Managementstrategien, die technischen Veränderungen und die Chrysler-spezifische Innovationskultur als auch der Wandel der *industrial relations* werden herausgearbeitet.

Leider fehlen noch größere (englischsprachige) Studien zu den japanischen Automobilkonzernen und ihren multinationalen Aktivitäten. Insbesondere Toyota wäre dabei von Interesse, lässt sich doch an diesem Unternehmen nicht nur die »Neuerfindung« von einem ursprünglichen Textilunternehmen zum global operierenden Automobilkonzern studieren, sondern auch die Erfolgsgeschichte eines Global Player, der in seiner gesamten Geschichte bis in die Gegenwart ohne Fusionen und Übernahmen gewachsen ist.¹⁶¹ Daneben wis-

157 Auch die weitere APV-Geschichte ist ein Exempel dafür, wie sich diese Prozesse gleichsam multiplizieren: 1997 wurde APV vom Maschinenbaukonzern Siebe plc. übernommen, dieser wiederum nur zwei Jahre später vom britischen Konglomerat-Multi BTR, der sich dann zur Invensys plc. umbenannte.

158 Brinkley, Ford, (wie Anm. 19).

159 Bonin/Lung/Tolliday, Ford, (wie Anm. 19). Vgl. auch Dimitry Anastakis, From Independence to Integration. The Corporate Evolution of the Ford Motor Company of Canada, 1904–2004, in: BHR 78 (2004), S. 213–253.

160 Hyde, Chrysler, (wie Anm. 19).

161 Vgl. zur Gründungs- bzw. Neugründungsgeschichte Toyotas jüngst Kazuo Wada, The Fable of the Birth of the Japanese Automobile Industry. A Reconsideration of the Toyoda-Platt Agreement of 1929, in: BH 48 (2006), S. 90–118.

sen wir nach wie vor wenig über die spezifischen Produktions- und Organisationskonzepte, etwa das *supplier system* und die daraus generierten Wettbewerbsvorteile im internationalen Konkurrenzkampf.¹⁶²

Neben der Automobilindustrie rückt nun endlich auch einer der *bad guys* unter den amerikanischen Multis ins Blickfeld der Historiker: die United Fruit Company.¹⁶³ Der Konzern (heute als Chiquita Corp. firmierend) hat wie kaum ein anderes Unternehmen (ausgenommen ITT) in den 1970er Jahren durch seine politischen Einflussnahmen, die Verquickung mit Diktatoren und CIA sowie seine Geschäftspraktiken in den damaligen Entwicklungsländern das negative Image der Multis geprägt. Am Beispiel Kolumbiens und der dortigen Plantagenarbeiter wie Plantagenbesitzer zeichnet Bucheli diese Geschichte nun nach und zeigt, dass sich die machtpolitischen Spiele wie ein roter Faden durch die United Fruit Geschichte ziehen. Aber auch die unternehmensinternen Abläufe, die Organisationsprozesse und Wettbewerbs- bzw. Marktmonopolisierungsstrategien werden ins Blickfeld genommen.¹⁶⁴ United Fruit und ITT sind inzwischen als Fallbeispiele für die negativen Externalisierungsstrategien von Multinationalen Konzernen von anderen amerikanischen Global Playern abgelöst worden, wobei der Lebensmittelbereich im weiteren Sinn offenbar Gegenstand künftiger Forschungen bleiben wird. Denn ins Blickfeld geraten etwa die agrochemischen Konzerne wie Monsanto, deren Marktbeherrschungsstrategien mit patentrechtlich abgesicherter Gentechnologie sozusagen erlebbare MNC-Geschichte ist.¹⁶⁵

Der Kampf um Märkte und Versuche zu deren Beherrschung prägen auch die Pharmaindustrie, und zum amerikanischen Merck-Konzern liegen nun zwei Studien vor.¹⁶⁶ Während Fran Hawthorne, ein Wirtschaftsjournalist, vor allem die Vermarktungspraktiken unter die Lupe nimmt, ist das Buch von Roy Vangelos und Louis Galambos letztlich eine, wenn auch breit angelegte und auf die innere F & E-Politik konzentrierte Autobiografie des von 1985 bis 1994 amtierenden CEO. Insofern lassen sich beide Monografien ergänzend lesen.

Als *brand-building histories*, d. h. Fallstudien zur Marketinggeschichte von Konsumgütern, kommen zwei andere Publikationen daher, die eine über Procter & Gamble, die andere über Kimberley-Clark.¹⁶⁷ Beide Untersuchungen sind stark gegenwartsorientiert und vor allem rücken gegenüber der dominierenden Marken-Geschichte andere Aspekte der Unternehmensentwicklung in den Hintergrund. Allerdings lässt sich die P & G-Studie auch als spannende Geschichte eines permanenten Lernprozesses (und dem damit verbundenen Aufbau einer *learning base*) sowie der wachsenden Konkurrenzkämpfe auf den globalen Märkten lesen. Angesichts der lange Zeit vernachlässigten Marketing-Geschich-

162 Vgl. *Mari Sako*, Supplier Development at Honda, Nissan and Toyota. Comparative Case Studies of Organizational Capability Enhancement, in: *Industrial and Corporate Change* 13 (2004), S. 281–308 und *Hiroyuki Okamuro*, Evolution of the Supplier Network in the German Automotive Industry from the Prewar to Postwar Period. A Comparative Perspective with the Japanese Experience, in: *Business and Economic History On-Line* 2 (2004), S. 1–38.

163 *Marcelo Bucheli*, Bananas and Business. The United Fruit Company in Colombia, 1899–2000, New York 2005.

164 Vgl. dazu auch *Steve Striffler/Mark Moberg* (Hrsg.), *Banana Wars. Power, Production and History in the Americas*, Durham 2003.

165 Vgl. dazu bereits *Helena Paul/Devlin Kuyek/Lucy Michaels*, *Hungry Corporations. Transnational Biotech Companies Colonies the Food Chain*, New York 2004.

166 *Roy Vangelos/Louis Galambos*, *Medicine, Science, and Merck*, New York 2004 sowie *Fran Hawthorne*, *The Merck Druggernaut. The Inside Story of a Pharmaceutical Giant*, Hoboken 2003.

167 *Dyer/Dalzell/Olegario*, *Procter & Gamble*, (wie Anm. 144) sowie *Thomas Heinrich/Bob Batchelor*, *Kotex, Kleenex, Huggies. Kimberley-Clark and the Consumer Revolution in American Business*, Columbia/Ohio 2005.

te und der damit verbundenen Interdependenzgeschichte von Konsumgüterindustrie und Massenkonsumgesellschaft sind solche Studien mithin nur zu begrüßen, zumal Untersuchungen auf ähnlichem Niveau für Deutschland fehlen.

Was europäische Multis angeht, so zeigt sich zwar, dass bekanntlich nicht nur die (deutsche) Chemieindustrie in der Phase der ersten Globalisierungswelle bis 1914 einen hohen Grad an Multinationalität erreicht hatte, sondern u. a. auch die deutsche und französische Eisen- und Stahlindustrie, aber ebenso die französische Luxusgüterindustrie, von Moët & Chandon bis L’Oreal, die eine explizite Internationalisierungsstrategie verfolgt haben. Eine Fülle von Einzelstudien mit Schwerpunkt auf französische, italienische und spanische Unternehmen findet sich dazu in dem voluminösen Sammelband von Hubert Bonin.¹⁶⁸ Dennoch konzentriert sich hier wie insgesamt die Forschung eher auf die jüngere Vergangenheit, d. h. die Phase seit den 1960er und 70er Jahren. Sei es die französische Pharma- und Bauindustrie (Sanofi bzw. Lafarge), der italienische Automobilkonzern Fiat oder das spanische Telekommunikationsunternehmen Telefonica, für alle diese Unternehmen stellte die *zweite Globalisierung* und Internationalisierung eine Herausforderung dar, in der sie vielfach eher Getriebener als Antreiber waren.¹⁶⁹ Eigentlich wäre hierzu auch Schenker als gleichermaßen Antreiber von Globalisierung wie selbst globalisierender Logistikkonzern interessant, aber Matis/Stiefel reduzieren die Internationalisierungsgeschichte des Unternehmens auf die bloße Aufzählung der Beteiligungen und Auslandsvertretungen.¹⁷⁰

Ganz anders dagegen die neueste Studie zu Unilever, die mit zu den am besten untersuchten europäischen Global Playern gehört.¹⁷¹ Jones konzentriert sich auf die Phase 1965 bis 1990 und beschreibt dabei eingehend den Entscheidungsfindungsprozess sowie die Entwicklung der Koordinationspraktiken und der *learning base* in dem hochkomplexen und stark dezentralisierten Konzern, und all dies als *branding and marketing history* in engem Kontext zu den internationalen Wettbewerbsverhältnissen, insbesondere auch gegenüber Procter & Gamble. Der Anspruch ist es zudem, »to explore the impact of Unilever on the world in which it operated« (S. 1), insofern werden auch die Plantagen- und Handelsaktivitäten von Unilever in der Entwicklungsländern betrachtet. Da Unilever schon in den 1960er Jahren die Umweltproblematik als Thema entdeckte und in die Unternehmenspolitik zu integrieren versuchte (»greening Unilever«), geriet der Konzern denn auch kaum in den Focus der Kritik an den Multis. Es war dabei ein Vorteil, dass Unilever letztlich über ein nur schwach ausgeprägtes *corporate image* verfügte, das sich im Wesentlichen über die Produktmarken definierte.

Den raschen Aufstieg von einer Regionalbank zum Global Player und zur langjährigen Nummer 1 der französischen Banken durchlief seit den 1870er Jahren die Crédit Lyonnais, und ein umfangreicher Sammelband mit insgesamt 41 Beiträgen beleuchtet aus unter-

168 Hubert Bonin (Hrsg.), *Transnational Companies (19th to 20th Centuries)*, Paris 2002. Siehe dort etwa Hubert Bonin u. a., *The French Touch. International Beauty and Health Care at L’Oreal since 1907*, S. 125–148; Terushi Hara, *The French Gas Firm Air Liquide in Japan 1907–2000*, S. 820–835.

169 Vgl. Sophie Chauveau, *Le D fi de L’internationalisation. Le Cas de L’industrie Pharmaceutique en France depuis La Seconde Guerre Mondiale*, in: Bonin, *Transnational Companies* (wie Anm. 168), S. 850–867; Dominique Barjot, *Lafarge. The Keys to a Successful Internationalisation Process (1946–1973)*, in: ebd., S. 663–680; Giuseppe Volpano, *Strength and Weakness of an Obligated Internationalisation. The Fiat Case*, in: ebd., S. 412–425. Zu Telefonica vgl. Santiago López, *The Role of Telefonica. The Internationalization of Telecommunications in Spain, 1970–2000*, in: *Business and Economic History On-Line 1* (2003), S. 1–18 sowie insgesamt zu den spanischen Multis Mauro Guill n, *The Rise of Spanish Multinationals. European Business in the Global Economy*, New York 2005.

170 Vgl. Matis/Stiefel (wie Anm. 61).

171 Jones, Unilever, (wie Anm. 144).

schiedlichen zeitlichen wie thematischen Perspektiven diesen Prozess.¹⁷² Die Rolle der führenden Bankiers, insbesondere von Henri Germain, wird dabei ebenso untersucht wie die zahlreichen Aktivitäten in England, Ägypten und im übrigen Nahen Osten, das europäische und internationale Konkurrenzumfeld, das finanzielle Engagement in einzelnen Wirtschaftszweigen oder die Position auf dem Kapitalmarkt.¹⁷³ Für vergleichende Untersuchungen zu deutschen Banken steht damit reiches empirisches Material zur Verfügung.

Seit jeher bilden die besondere Beziehungsgeschichte amerikanischer und deutscher/europäischer Unternehmen, die gegenseitigen Einflussnahmen und das jeweilige Agieren auf dem amerikanischen bzw. europäischen Markt einen Schwerpunkt der Geschichte Multinationaler Konzerne, und Auslandsinvestitionen wie Amerikanisierungstendenzen lassen sich ja als zentrale spezifische Elemente des Globalisierungsprozesses verstehen. Dazu liegen nun sowohl aus der Perspektive der amerikanischen wie der europäischen Unternehmen und Wirtschaft neue und umfassende Studien vor. Das Standardwerk zur Geschichte der Auslandsinvestitionen in den USA in der Phase 1914 bis 1945 (in der die Vereinigten Staaten vom globalen Schuldner zum globalen Gläubiger wurden) hat Mira Wilkins vorgelegt.¹⁷⁴ Das Buch ist weit mehr als *nur* eine trockene Geschichte der ausländischen Direktinvestitionen (FDI) in Amerika, sondern eine internationale Branchengeschichte, Wirtschaftspolitik- und -Diplomatiegeschichte sowie eine spannende Kapitalmarktgeschichte, da auch die ausländischen Portfolioinvestitionen, sprich Aktien- und Anleiheinvestments, mit einbezogen werden. Differenziert und an Hand vieler konkreter Beispiele werden die Wellen der vor allem britischen, niederländischen, schwedischen und deutschen Auslandsinvestitionen in den 1920er und 1930er Jahren beschrieben und analysiert. Dabei wird deutlich, dass trotz der vergleichsweise niedrigen Investitionssummen einzelne ausländische Unternehmen und Branchen doch erheblichen Einfluss auf die US-Wirtschaft und amerikanische Unternehmen haben konnten, und dass die Widerstände und Ängste in der amerikanischen Wirtschaft und Politik vor ausländischen Investoren erheblich waren. Ein Sammelband und eine Monografie bieten die zeitliche Fortsetzung zu Wilkins Thema.

Am Beispiel von acht zentralen Branchen wie Konsumelektronik, Stahl und Automobile, untersucht Jonathan Crystal die Herausforderungen ausländischer Direktinvestitionen für die amerikanische Wirtschaft seit den 1970er Jahren und analysiert die regierungspolitischen wie unternehmenspolitischen Reaktionen auf US-Seite.¹⁷⁵ Die amerikanischen Auslandsaktivitäten einzelner europäischer und auch japanischer Unternehmen in der Nachkriegszeit beleuchten zudem eine Reihe von Autoren in dem von Geoffrey Jones und Lina Gálvez-Munoz herausgegebenen Sammelband.¹⁷⁶ Mira Wilkins selbst gibt darin etwa einen Überblick über die FDI-Geschichte zwischen 1945 und 2000, daneben werden dann im Einzelnen die britischen Aktivitäten, etwa von BP, der europäischen Banken oder der französischen Automobilindustrie sowie der niederländisch/britischen Royal Dutch

172 Bernard Desjardins/Michel Lescure/Roger Nougaret/Alain Plessis/André Straus, *Le Crédits Lyonnais* (wie Anm. 23).

173 Besonders hervorzuheben, da ähnliche Studien für deutsche Banken fehlen, ist Olivier Dubuisson, Georges Gallais-Hamonno, *Le Crédit Lyonnais sur le marché financiers. Évolution du capital et de l'action, 1863–1945*, in: ebd., S. 765–804.

174 Mira Wilkins, *The History of Foreign Investment in the United States, 1914–1945*, Cambridge/Mass. 2004. Die Phase bis 1914 wurde von ihr bereits 1989 in einem voluminösen Band untersucht.

175 Jonathan Crystal, *Unwanted Company. Foreign Investment in American Industries*, Ithaca/London 2003.

176 Geoffrey Jones/Lina Gálvez-Munoz (Hrsg.), *Foreign Multinationals in the United States. Management and Performance*, London 2002.

Shell untersucht.¹⁷⁷ Vergleichbare Studien wie von Wilkins fehlen für Deutschland völlig.

Dafür dominiert hier nach wie vor die Debatte um die amerikanischen Investitionen unter dem Stichwort »Amerikanisierung«. Harm Schröter hat dazu einen ebenso grundlegenden wie informativen Überblick vorgelegt, der die Debatte und vor allem auch weitere unternehmens- oder branchenbezogene Untersuchungen endlich auf ein einheitliches Niveau bringen könnte.¹⁷⁸ Schröter unterscheidet drei »Amerikanisierungswellen« (1870 bis 1945, 1945 bis 1975 und 1980 bis heute) und arbeitet dabei faktenreich deren jeweilige Merkmale, Dimensionen und Folgen heraus. In einem eigenen Kapitel behandelt er auch die *industrial relations* als ein Beispiel dafür, wie bzw. inwieweit sich Europa den kulturellen Werten, Verhaltensweisen und Organisationspräferenzen aus den USA entzog und diese mithin als »a barrier to Americanization« fungierten. Wie stark nationale Produktkulturen und Geschmacksprägungen der Konsumenten verwurzelt sein können und den Versuchen zur Marktbeherrschung deutliche Grenzen setzen, mussten erst in jüngster Zeit einige amerikanische Multis wie Wal-Mart (und früher schon Ford und GM) erfahren.¹⁷⁹ Deutlich wird zudem, dass etwa am Beispiel des Shareholder Value die Einführung derselben Innovation in verschiedenen Gesellschaften zu ganz unterschiedlichen Ergebnissen führen kann und zudem einige Elemente des amerikanischen Modells letztlich Reimporte einst genuin europäischer Prinzipien waren. Die gesamte Bandbreite des komplexen Amerikanisierungsprozesses wird zudem in drei Sammelbänden von Dominique Barjot bzw. Matthias Kipping thematisiert und untersucht.¹⁸⁰ Das Ergebnis der insgesamt 73 Aufsätze ist u. a., dass Europa »adapted rather than adopted« den amerikanischen Weg, dass sich zuerst das Verhalten der Verbraucher änderte, statt das Verhalten der Produzenten und dass der (amerikanische) Massenkonsum das Gesicht einer Reihe von Branchen grundlegend veränderte, vor allem aber, dass Amerikanisierung »was a two-way, rather than a one-way process, with dialogue and exchanges rather than mere imports of technologies« – ein Aspekt, der in der Arbeit von Susanne Hilger etwas zu kurz kommt¹⁸¹, bei Rolf Petri hingegen in Bezug auf den Technologietransfer der deutschen Chemieindustrie explizit thematisiert wird.¹⁸²

Für einige Branchen ist die Beziehungsgeschichte deutscher und amerikanischer Unternehmen auf den globalen Märkten, sprich das komplexe Verhältnis von Kooperation und

177 Vgl. dazu auch *Mira Wilkins*, Dutch Multinational Enterprises in the United States. A Historical Summary, in: BHR 79 (2005), S. 193–273 sowie zu Unilever *Geoffrey Jones*, Control, Performance, and Knowledge Transfers in Large Multinationals. Unilever in the United States, 1945–1980, in: BHR 76 (2002), S. 435–478.

178 *Schröter*, Americanization (wie Anm. 16).

179 Vgl. dazu *Alexander Schug*, Missionare der globalen Konsumkultur. Corporate Identity und Absatzstrategien amerikanischer Unternehmen in Deutschland im frühen 20. Jahrhundert, in: *Wolfgang Hartwig* (Hrsg.), Politische Kulturgeschichte der Zwischenkriegszeit 1918–1939, Göttingen 2004, S. 307–342.

180 *Dominique Barjot* u. a., L'Américanisation en Europe au XX^e Siècle. Économie, Culture, Politique, Bd. 1, Lille 2002 sowie *Matthias Kipping* u. a. (Hrsg.), Americanisation in 20th century Europe. Business, Culture, Politics, Bd. 2, Lille 2002 sowie *Dominique Barjot* (Hrsg.), Catching up with America. Productivity Missions and the Diffusion of American Economic and Technological Influence after the Second World War, Paris 2002.

181 *Susanne Hilger*, »Amerikanisierung« deutscher Unternehmen. Wettbewerbsstrategien und Unternehmenspolitik bei Henkel, Siemens und Daimler-Benz (1945/49–1975), Stuttgart 2004.

182 *Rolf Petri* (Hrsg.), Technologietransfer aus der deutschen Chemieindustrie (1925–1960), Berlin 2004. Vgl. dazu auch als Beitrag zum nach wie vor kaum untersuchten Ausmaß und Umfang der innereuropäischen FDI *Anna Civale*, Deutsche Direktinvestitionen in Italien in den Fünfziger und Sechziger Jahren des 20. Jahrhunderts, in: Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte 2004/2, S. 151–166.

Konkurrenz, eingehender untersucht worden, so etwa für die Reifen-¹⁸³, die Film-¹⁸⁴, die Glühlampen-¹⁸⁵, die Öl-¹⁸⁶ und die Textilindustrie¹⁸⁷. In der früh globalisierten Reifenindustrie etwa tobten schon vor 1914 heftige Konkurrenzkämpfe zwischen den zu diesem Zeitpunkt noch technologisch führenden europäischen Global Playern wie Michelin, Dunlop und Continental und den dann seit dem Ersten Weltkrieg bis weit in die 1960er Jahre hinein führenden US-Multis Firestone, Goodyear, Goodrich und US Rubber. In der Glühlampenindustrie dagegen dominierte das globale Phoebus-Kartell unter Führung von Osram, General Electric und Philips lange das Geschehen.¹⁸⁸ Ein globales Hochpreiskartell installierten 1928 auch die internationalen Ölkonzerne, das sich bis 1938 halten konnte. Auch die noch junge deutsche Mineralölindustrie spielte hier eine Rolle, vor allem als – ungeachtet der politischen Verhältnisse und der spezifischen Ölinteressen des NS-Regimes strategischer Faktor im Gerangel der großen Konzerne wie Exxon, BP und Shell. Insgesamt haben die Amerikanisierungsdiskussion und die vielfach im Zeichen amerikanischer Hegemonie gesehene Globalisierung jüngst aber auch zur Rückbesinnung auf die European Corporation und ihre spezifischen Strukturen, Strategien und Performance geführt.¹⁸⁹ Aber auch Japan ist inzwischen in die Amerikanisierungsdiskussion miteinbezogen worden und der amerikanische Einfluss im Vergleich zu Deutschland bzw. deutschen Unternehmen untersucht worden.¹⁹⁰ Insgesamt, so lässt sich wohl absehen, wird sich *global history as business history* als ein fruchtbarer wie spannender Schwerpunkt der Forschung weiter etablieren.

183 Erker, Reifenindustrie (wie Anm. 18).

184 John Trumbour, *Selling Hollywood to the World. U. S. and European Struggles for Mastery of the Global Film Industry, 1920–1950*, Cambridge 2002.

185 Günther Luxbacher, *Massenproduktion im globalen Kartell. Glühlampen, Röhren und die Rationalisierung der Elektroindustrie bis 1945*, GNT-Verlag, Berlin 2003, 490 S., brosch., € 44.

186 Karlsch/Stokes, *Faktor Öl* (wie Anm. 18), sowie dazu auch Titus Kockel, *Deutsche Ölpolitik 1928–1938*, Berlin 2005 und für die französische Ölindustrie Mohamed Sassi, *The Emergence of the French Oil Industry between the Wars*, in: *Business and Economic History On-Line 1* (2003), S. 1–25 und *ders.*, *Evolution of the Structure of the French Oil Economy between the Wars. Toward a French Holding Company*, in: *Business and Economic History On-Line 2* (2004), S. 1–23.

187 Douglas Farnie (Hrsg.), *The Fibre that Changed the World. The Cotton Industry in International Perspective, 1600–1990s*, Oxford 2004.

188 Die Kartellgeschichte scheint etwas aus dem Blickfeld der Unternehmensgeschichte geraten zu sein, dabei lägen insbesondere für die Zeit nach 1945 etwa mit der International Electrical Association (IEA) hochinteressante und der Erforschung harrende Untersuchungsobjekte vor.

189 Vgl. die kleine Debatte im EBHA-Newsletter Nr. 20 (2004) bzw. Nr. 21 (2005) zwischen Harm G. Schröter, *The European Business History Association and the European Enterprise. Is there a Relationship?* und Youssef Cassis, *The European Business History Association and the European Enterprise. What Relationship?* sowie Richard Whittington/Michael Mayer, *The European Corporation. Strategy, Structure, and Social Science*, Oxford 2002 und auch, auf der Basis eines Vergleichs der Daten für 1913 und 2000 Youssef Cassis/Camilla Brautaset, *The Performance of European Business in the Twentieth Century. A Pilot Study*, in: *Business and Economic History On-Line 1* (2003), S. 1–20.

190 Akira Kudo/Matthias Kipping/Harm G. Schröter (Hrsg.), *German and Japanese Industry in the Boom Years*, London 2003. Vgl. dazu auch bereits Akira Kudo, *Americanization or Europeanization? The Globalization of the Japanese Economy*, in: Glenn D. Hook u. a. (Hrsg.), *The Political Economy of Japanese Globalization*, London 2001, S. 120–136.

VI. HANDLUNGSSPIELRÄUME UND DEFORMATIONSPROZESSE: UNTERNEHMEN IN DER NS-ZEIT

Ein spezifischer Schwerpunkt der deutschen Unternehmensgeschichte bleibt die NS-Zeit, auch wenn der Boom der im Zusammenhang mit der politischen Entschädigungsdiskussion entstandenen Arbeiten im Abklingen ist. Das *klassische* Thema bleibt dabei die Frage nach Handlungsspielräumen und Zwangslagen in den unternehmerischen Entscheidungsbildungsprozessen, die allerdings inzwischen vielfach theoretisch fundiert von der Systemtheorie über die Spieltheorie, *property rights*- und Kontrakttheorie bis zur Theorie strategischen Managements sowie dem Netzwerk- und Corporate Governance-Ansatz und damit erheblich tiefschürfender als bislang beantwortet wird.¹⁹¹ Lange Zeit richtete sich das Augenmerk dabei nahezu ausschließlich auf die Handlungsspielräume hinsichtlich des Zwangsarbeitereinsatzes¹⁹², inzwischen hat sich die Perspektive geweitet und ein besonderes Interesse gilt nun etwa den über eine Fülle von »Risikoverteilungs- und Wirtschaftlichkeitsgarantieverträgen« laufenden Beziehungen zwischen NS-Staat und Industrie, und hier insbesondere hinsichtlich der Investitionen.¹⁹³ Zum einen scheint sich abzuzeichnen, dass auch zwischen 1933 und 1939 von einer generellen Zurückhaltung der industriellen Investitionen nicht mehr die Rede sein kann, sondern das Investitionsrisiko von Seiten der Unternehmen verstärkt auf den Staat abzuwälzen versucht wurde. Zum anderen waren dabei generell Gewinnerwartungen bei zu einem erheblichen Grad verbliebener Autonomie und nicht Zwang auf Unternehmensseite ausschlaggebend, wenn auch letztlich das Investitionsverhalten aber im Spagat zwischen langfristig sinnvollen Investitionen und kurzfristigen Projekten mit risikolosen zusätzlichen Gewinnen unter dem Strich eine Deformation zugunsten der Ziele des NS-Regimes erfuhr. Exemplarisch lässt sich dies etwa für die I. G. Farben und ihre Buna-Produktionsstandorte zeigen. Zwischen dem Chemiekonzern und dem NS-Staat bestand ein ausgeklügeltes, vielfach verdecktes und nicht zuletzt den Interessen des I. G.-Konzerns dienendes Subventionssystem, das in wesentli-

191 Vgl. etwa *Werner Plumpe*, Die Wirtschafts- und Unternehmensgeschichte des Nationalsozialismus. Überlegungen aus systemtheoretischer Perspektive, in: *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte* 2004/2, S. 241–244 und *ders.*, Unternehmen im Nationalsozialismus. Eine Zwischenbilanz, in: *Werner Abelshauser* u. a. (Hrsg.), *Wirtschaftsordnung, Staat und Unternehmen. Neue Forschungen zur Wirtschaftsgeschichte des Nationalsozialismus. Festschrift für Dietmar Petzina zum 65. Geburtstag*, Essen 2003, S. 243–266. Vgl. auch *Bähr*, *Corporate Governance* (wie Anm. 82) und als weitere Sammelbände mit zum Teil allerdings aus deutscher Sicht schon älteren Aufsätzen *Gerald D. Feldman/Wolfgang Seibel* (Hrsg.), *Networks of Persecution. Business, Bureaucracy and the Organization of the Holocaust*, New York 2004, *Francis R. Nicosia/Jonathan Huener* (Hrsg.), *Business and Industry in Nazi Germany*, Oxford 2004, *Christopher Kobrak/Per Hansen* (Hrsg.), *European Business, Dictatorship, and Political Risk, 1920–1945*, New York 2004 und auch *Terry Gourvish* (Hrsg.), *Business and Politics in Europe, 1900–1970. Essays in Honour of Alice Teichova*, Cambridge 2003.

192 Nach wie vor lassen sich dabei aber, wie die Untersuchung von *Constanze Werner* zu BMW zeigt, neue differenzierte Erkenntnisse gewinnen. Bedauerlicherweise gibt es aber immer noch in ihrer beschönigenden Diktion ärgerliche und auf Verfasser wie Unternehmen peinlich zurückfallende Abhandlungen des Themas wie etwa bei *Schöllgen*, *Diehl* (wie Anm. 110), S. 100. Zum KZ-Häftlingssystem als Basis eines ganz speziellen NS-Konzernkonglomerats, der SS-Wirtschaftsbetriebe, vgl. die voluminöse und eher handbuchartige Dokumentation von *Hermann Kaienburg*, *Die Wirtschaft der SS*, Berlin 2003.

193 Vgl. *Jonas Scherner*, »Ohne Rücksicht auf Kosten«? Eine Analyse von Investitionsverträgen zwischen Staat und Unternehmen im »Dritten Reich« am Beispiel des Förderprämienverfahrens und des Zuschussvertrags, in: *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte* 2004 / 2, S. 167–188 sowie auch *Claus-Martin Gaul*, *Die industriellen Anlageinvestitionen und ihre Steuerung in Deutschland von 1933 bis 1939*, Hamburg 2004.

chen Teilen von den I. G.-Managern »erfunden« worden war, um entsprechende Eingriffe des Regimes in die unternehmensinternen Belange in engen Grenzen zu halten.¹⁹⁴

Auch die bislang als Konsumgüterbranche vernachlässigte Textilindustrie konnte, wie Gerd Höschle in seiner Untersuchung zeigt, die staatsinterventionistischen Maßnahmen des NS-Regimes vielfach unterlaufen und zumindest bis 1939 durchaus erhebliche Gewinne erwirtschaften.¹⁹⁵ Die These, dass die Unternehmen der Konsumgüterindustrie aufgrund ihrer geringen Rüstungsrelevanz zu den Verlierern des nationalsozialistischen Wirtschaftsaufschwungs zählten, muss, das zeigt der Vergleich einzelner Textilunternehmen, mithin differenziert werden. Wie stark dennoch die Deformation von Unternehmen wie Management infolge weitgehend selbstgewählter Anpassung und Kooperation mit dem NS-Regime gehen konnte, zeigt die Studie von Constanze Werner über BMW, die als nahezu reiner Flugmotorenkonzern zu einem Schlüsselunternehmen der nationalsozialistischen Rüstungs- und Kriegswirtschaft wurden.¹⁹⁶ Das Buch, das auch überzeugend mit dem Corporate Governance-Ansatz arbeitet, ersetzt für die NS-Zeit endlich das trotz seiner erheblichen Mängel noch immer als Standardwerk zur BMW-Geschichte gehandelte Buch von Horst Mönnich.¹⁹⁷ Den spezifischen »militärisch-industriellen-politischen Komplex« der Luftfahrtbranche beleuchten auch Peter Kohl und Peter Bessel am Beispiel der Zusammenarbeit von Auto Union und Junkers.¹⁹⁸ So vielversprechend allerdings der Titel erscheint, so zeigt sich doch schnell, dass es sich um eine weitgehend isoliert abgehandelte Werks-geschichte handelt, die mehr auf eine lokalhistorische Spurensuche abzielt statt eine unternehmenshistorische Analyse der Produktions- und Arbeitsbedingungen zu liefern.

Ein NS-Musterbetrieb im genuinen Sinne und ein montanindustrieller Staatskonzern war die Preussag, deren Geschichte in der NS-Zeit Bernhard Stier und Johannes Laufer den Großteil ihrer Untersuchung widmen.¹⁹⁹ Die Preussag wurde eine tragende Säule der nationalsozialistischen Rüstungs-, Autarkie- und später rohstoffressourcengetriebener Expansionspolitik. Aber auch hier zeigt sich, dass es nicht nur das Gefügig-Machen durch staatliche Aktionärsrechte und preußische Ministerialbürokratie waren, die die verbrecherische Konzernpolitik in den besetzten Ländern oder auch die 1938 über die Arierisierung einer jüdischen Reederei erfolgte Diversifikation bestimmten, sondern überwiegend vorauseilender Gehorsam und Selbstmobilisierung der Manager den Ausschlag gaben. Ein anderes Beispiel aus der Schwerindustrie ist die Otto Wolff-Gruppe.²⁰⁰ Die zentrale Figur neben dem 1940 verstorbenen Otto Wolff war dabei der 1934 staatlicherseits eingesetzte Sanierungsexperte und bald zum eigentlichen Konzernlenker aufgestiegene Rudolf Siedersleben. Die Wolff-Gruppe verstrickte sich in der Folgezeit massiv nicht nur in die Arierisierungsvorgänge (Otto Wolff selbst drängte seinen langjährigen – allerdings auch überschuldeten – jüdischen Partner aus dem Unternehmen), sondern vor allem in den Devisen-, Aktien- und Raubgoldhandel, sprich die formalrechtlich möglichst saubere »Beuteverwertung«.

Erhebliche Handlungsspielräume gab es etwa auch in der mittelständischen Maschinenbau- und Elektroindustrie. Die Chemnitzer Wanderer-Werke zeigten, ganz anders als

194 Vgl. dazu ausführlich *Lorentz/Erker* (wie Anm. 15).

195 *Höschle*, Textilindustrie (wie Anm. 18).

196 *Werner*, BMW (wie Anm. 10).

197 Wie schwer sich dennoch aber offensichtlich Unternehmen mit der Dekonstruktion ihrer Mythen und lieb gewonnenen Vorstellungen über ihre eigene Geschichte tun, zeigt sich daran, dass die Initiative zu Werners Studie nicht von BMW, sondern von dessen NS-Rechtsnachfolger MTU ausging, BMW dagegen praktisch zeitgleich eine Neuauflage des Mönnich-Buches in Auftrag gab.

198 *Kohl/Bessel*, Auto Union (wie Anm. 19).

199 *Stier/Laufer*, Preussag (wie Anm. 21).

200 *Danylow/Soenius* (wie Anm. 21).

etwa BMW, erfolgreich und von keinerlei Sanktionen begleitet eine ausgesprochene Reserviertheit, sich in die Aufrüstungsökonomie einbinden zu lassen.²⁰¹ Bis 1942 gelang eine weitgehende Beibehaltung der den eigenen Interessen verpflichtete Unternehmensstrategie, die sich im Falle von Wanderer vor allem auf den Ausbau der Lochkarten-Technologie in Konkurrenz zu IBM niederschlug.²⁰² Allenfalls lässt sich mithin von einer »partiellen Suspendierung unternehmerischer Autonomie« sprechen. Das galt auch trotz der spezifisch ungünstigen Bedingungen für das »jüdische« Unterhaltungselektronik-Unternehmen Ludwig Loewe, zumindest bis zu seiner Arisierung 1938/39.²⁰³ Danach wurde das Unternehmen, nachdem es zwischen Bosch, Telefunken, Lorenz, Zeiss-Ikon und der Bank der deutschen Luftfahrt ein heftiges Gerangel um die Mehrheit der Aktienpakete gegeben hatte, zu einem (seine frühere Innovationskompetenzen gleichzeitig verlierenden) Zulieferer der Flugzeugkonzerne. Ein Profiteur dieser Entwicklung war dagegen ein anderes, ursprünglich aus dem Gasglühlichtgeschäft kommendes und erst spät in den Konsumelektronikbereich eingestiegenes mittelständisches Unternehmen: Ehrlich & Graetz.²⁰⁴ Die dazu vorgelegte Darstellung von Peter Süß ist allerdings weit weniger tieferschürfend und ohne explizite Fragestellung oder Methode angelegt als Steiners Studie über Loewe, so dass Vieles an der spezifischen Verknüpfung zwischen Unternehmen und NS-Wirtschaft nur oberflächlich erkennbar wird. Deutlich wird auf jeden Fall auch hier die Wirkung der materiellen Anreizsysteme, die zu einer freiwilligen Transformation des Unternehmens zum Monopolanbieter für Flugzeugförderpumpen führte. Der Blick auf Unternehmen wie Loewe und Graetz, aber auch auf BMW und die Auto Union zeigt im Übrigen, dass wir nach wie vor zu wenig über das spezifische Zulieferernetzwerk und dessen Funktionsweise in der nationalsozialistischen Hauptbranche, der Flugzeugindustrie, wissen.²⁰⁵

Eigene Anpassungsstrategien, insbesondere die Nutzung der Marktchancen auf den belletristischen Massenmärkten der NS-Zeit, betrieben auch die Verlage. Bertelsmann expandierte im Bereich der Kriegsbücher und anderer nationalsozialistischer Massensliteratur wie Landserhefte, Piper profitierte vom lukrativen Geschäft mit Lizenzausgaben für den Frontbuchhandel, verfolgte allerdings zugleich auch eine deutliche Rückzugstrategie auf unpolitische Nischenmärkte, wobei hier wie dort die Zusammenarbeit mit den Schriftumsüberwachungsstellen von Wehrmacht und Propagandaministerium weitgehend problemlos verlief.²⁰⁶

Die Frage der Wahrnehmung und Verteidigung von Handlungsspielräumen und Entscheidungsprozessen im Zeichen von Selbstmobilisierung, Deformation und Entgrenzung jenseits bisher gepflogener moralischer Standards von Unternehmen bezieht sich aber nicht nur auf die Produktionspolitik, den Zwangsarbeitereinsatz und die Arisierungen, sondern auch auf die betriebliche Forschung & Entwicklung. Ein Sammelband von Helmut Maier geht aus unterschiedlichen Perspektiven dem Zusammenhang von Rüstungstechno-

201 *Schneider*, Unternehmensstrategien (wie Anm. 12).

202 Wobei man allerdings dann auch von der Besetzung Frankreichs durch den Zugriff auf das Know-how der Compagnie des Machines Bull profitierte.

203 *Steiner*, Loewe (wie Anm. 73).

204 *Peter Süß*, »Ist Hitler nicht ein famoser Kerl?«. Graetz. Eine Familie und ihr Unternehmen vom Kaiserreich bis zur Bundesrepublik, Ferd. Schöningh Verlag, Paderborn 2003, 358 S., geb., € 49,90.

205 Zur Politisierung und sukzessiven Transformation betrieblicher Interessen eines anderen Zulieferbetriebes, der Bleichert Transportanlagen GmbH (im Vergleich von NS- und SED-Zeit) vgl. *Oliver Werner*, Ein Betrieb in zwei Diktaturen. Von der Bleichert Transportanlagen GmbH zum VEB VTA Leipzig 1932 bis 1963, Stuttgart 2004.

206 *Friedländer/Frei/Rendtorff/Wittmann*, Bertelsmann (wie Anm. 107), S. 241 ff. sowie *Ziegler*, Piper (wie Anm. 108), S. 113 ff. Wie bei Otto Wolff überschattet auch im Falle Piper die aktiv betriebene Trennung von einem jüdischen Teilhaber die Unternehmensgeschichte der Jahre 1933 bis 1939.

logie und Industrieforschung nach.²⁰⁷ Generell geht die Forschung dabei inzwischen von einer in nahezu allen Bereichen durchaus bestehenden »Effizienz« und Effektivität sowohl der Forschungsorganisation wie der Forschungsergebnisse aus (wobei der Effizienzbegriff als qualitative Bewertungskategorie hier durchaus problematisch erscheint), das zeigen etwa Kai Handels Untersuchungen zur Hochfrequenzforschung bei Telefunken oder Burghard Weiss Aufsatz zur Rüstungsforschung bei AEG.²⁰⁸ Unter dieser Perspektive rückt auch die Chemieindustrie verstärkt ins Blickfeld, und hier liegt inzwischen gleich eine ganze Reihe von »I. G.-Werksgeschichten« vor, die die bisherige eher pauschale Konzerngeschichte erheblich differenziert und konkretisiert. Zunächst findet sich bei Mira Wilkins eine ausführliche Erörterung der Schicksale der I. G.-Auslandswerke und I. G.-Beteiligungsunternehmen in den USA während der Kriegszeit.²⁰⁹ Raymond Stokes schildert die Entwicklung der mit der BASF und ihren drei Hauptwerken in Ludwigshafen, Oppau und Leuna im Wesentlichen identischen Oberrhein-Gruppe²¹⁰; Stephan Lindner die Geschichte des Werkes Hoechst²¹¹. Wilhelm Bartmann widmet sich in vergleichender Perspektive vor allem zwischen Bayer und Hoechst zentralen Aspekten der Pharmaforschung innerhalb der I. G. Farben²¹²; dazu kommen Untersuchungen zu den Chemischen Werken Hüls (CWH) als 1938 gegründetes Tochterunternehmen für die Buna-Produktion²¹³ sowie den diversen elektrochemischen I. G.-Werken am Standort Bitterfeld.²¹⁴ Die Beziehungen zwischen den einzelnen Werken und deren Lenkung war dabei auch ohne die zusätzliche Dynamik infolge der nationalsozialistischen Interessen an chemischen Rohstoffen und Produkten höchst komplex, ebenso wie die I. G.-Unternehmenskultur und ihre spezifischen Subkulturen. Gegenüber den diversen Produkten der (BASF-geprägten) Synthesechemie geriet der vor allem in der Tradition von Bayer und auch Hoechst stehende Pharmabereich in der NS-Zeit mehr und mehr ins Hintertreffen. Der Pharmabereich der I. G. verlor »den Anschluss an die Moderne«. Hatte man bis in die 30er Jahre noch wesentlich die so genannte Erste Pharmakologische Revolution mit Chemotherapeutika und Schmerzmittel mitbegründet und mitgetragen, so verpasste man nun die vor allem auf Antibiotika (Penizillin) bzw. Naturstoffchemie basierende Zweite Pharmazeutische Revolution. Es sollte bis in die 1970er Jahre hinein dauern, bis der Anschluss wiedergefunden wurde. Wie tief dabei die NS-Ideologie das Denken und Handeln des Managements, darunter auch des stellvertretenden Werksleiters und späteren Vorstandsvorsitzenden von Hoechst, Karl Winnacker, durchdrungen hatte und schließlich nicht nur zu Zwangsarbei-

207 Helmut Maier (Hrsg.), Rüstungsforschung im Nationalsozialismus. Organisation, Mobilisierung und Entgrenzung der Technikwissenschaften, Göttingen 2002.

208 Kai Handel, Die Arbeitsgemeinschaft Rotterdam und die Entwicklung von Halbleiterdetektoren. Hochfrequenzforschung in der militärischen Krise 1943–1945, in: ebd., S. 250–271 sowie Burghard Weiss, Rüstungsforschung am Forschungsinstitut der Allgemeinen Elektrizitätsgesellschaft bis 1945, in: ebd., S. 109–141.

209 Vgl. Wilkins, Foreign Investment (wie Anm. 174), S. 461 ff. Dabei waren aber nicht nur die IG-eigenen General Aniline & Film Corp. betroffen, sondern auch die Auslandswerke von Bosch, Leitz, Zeiss, Schering und Krupp. Insgesamt wurden die »assets« von 31 europäischen und zwei asiatischen Investoren von der U. S. Treasury's Foreign Funds Control bzw. dem Office of Alien Property Custodian beschlagnahmt oder eingefroren. Zum Schicksal der amerikanischen Schering Corporation vgl. auch Kobrak (wie Anm. 22), S. 324 ff.

210 Raymond G. Stokes, Von der I. G. Farbenindustrie AG bis zur Neugründung der BASF (1925–1952), in: Abelshauser, BASF (wie Anm. 22), S. 221–358.

211 Lindner, Hoechst (wie Anm. 22).

212 Bartmann, Pharmabereiche (wie Anm. 18).

213 Lorentz/Erker (wie Anm. 15).

214 Hackenholz, Bitterfeld (wie Anm. 15).

tereinsatz, sondern auch zur Beteiligung an Menschenversuchen seitens der Pharmazeutischen Abteilung führte, zeigt sich insbesondere am Beispiel von Hoechst.²¹⁵

Aber auch bei den Chemischen Werken Hülst wurde die Arbeitskräftepolitik skrupellos einer auf Effizienz und Expansion ausgerichteten Produktionspolitik untergeordnet. In hohem Maße von politischen und militärstrategischen Determinanten geprägte Märkte bedienten auch die Bitterfelder IG-Werke mit ihren in der NS-Zeit stark ausgeweiteten Fertigungskapazitäten für Chlor, Magnesium und Aluminium und dadurch wiederum ausgelösten vielfältigen Vorwärts- und Rückwärtskoppelungseffekten, u. a. als Rohstoff- und Vorproduktzulieferer für den Junkers-Konzern. Das Bild des komplizierten und aus insgesamt nahezu hundert Tochter- und Beteiligungsunternehmen zusammengesetzten Konzerngebildes der I. G. Farben beginnt insgesamt damit endlich deutlich schärfer zu werden, auch wenn Untersuchungen zu zentralen »IG-Werken« wie die Wacker-Chemie noch immer fehlen. Schließlich liegen zu zwei I. G.-Farben Konkurrenten, der Schering AG und der Degussa AG, zwei neue Untersuchungen mit Schwerpunkt auf die NS-Zeit vor.²¹⁶ Bei Kobrak steht dabei (mit zu starker Betonung auf unternehmenspolitische Eingriffe von außen und mithin einer eher auf die starken Zwänge abstellenden Schilderung der Unternehmenspolitik) vor allem die praktizierte und mit offensichtlichen Defiziten behaftete Corporate Governance im Mittelpunkt, die letztlich auch in drei unterschiedlich gehandhabten »Arisierungsaktivitäten« zum Ausdruck kam.²¹⁷ Hayes dagegen zeigt weit deutlicher und ganz zentriert auf die detaillierte Rekonstruktion der unternehmerischen Entscheidungsprozesse und Motivlagen hinsichtlich der Beziehungsfelder zum NS-Regime, dass und wie die Degussa in den einzelnen Bereichen, bis hin zur Mitwirkung am Edelmetall-Raub und an der Giftgas-Produktion in der Tochterfirma Degesch, einem wachsenden Anpassungs- und Radikalisierungsprozess unterworfen war und sich letztlich tief in die NS-Verbrechen verstrickte.

Einen Untersuchungsschwerpunkt bilden nach wie vor die Banken, sei es in der Rolle der Akteure bei den »Arisierungen«, der Finanzierung der Rüstungs- und Kriegswirtschaft und der kapitalmäßigen Ausbeutung der besetzten Gebiete, oder aber als Opfer der Verdrängung und Ausschaltung, insbesondere im Privatbanksektor. Von den neueren Studien hierzu ist an erster Stelle die von Umfang wie Inhalt imposante 3-bändige Studie zur Geschichte der Dresdner Bank im Dritten Reich zu nennen.²¹⁸ Auch die Dresdner Bank war quasi ein »Staatskonzern«, aber dennoch, so zeigen die Untersuchungen, verfügte das Unternehmen über ein hohes Maß an Autonomie und Handlungsspielräumen. Sie variierten in den einzelnen Bereichen, aber letztlich war es das Eigeninteresse der verantwortlichen Manager, die die Dresdner Bank, immer unter Wahrung der »üblichen« bank- und betriebswirtschaftlichen Grundsätze, zum willfährigen Kollaborateur des NS-Regimes werden ließ. Exemplarisch lässt sich nachvollziehen, wie sich die nationalsozialistische Infiltrierung und die Selbstanpassung eines Finanzkonzerns an das NS-System, die es zu einem integralen Bestandteil dieses Systems werden ließ, vollzogen.²¹⁹ Die Studien lassen die

215 Zum Zwangsarbeitereinsatz in der IG-Farbenfabrik Wolfen vgl. auch *Helmut W. Smith*, *The Workers of Europe and a German Dye Factory in Germany, 1940–1945*, in: *Rupieper* (wie Anm. 15), S. 213–236.

216 *Kobrak*, Schering (wie Anm. 22). *Hayes*, Degussa (wie Anm. 10).

217 Über Forschung und Entwicklung sowie die im Titel explizit auch genannten Wettbewerbsprozesse dagegen erfährt man kaum etwas.

218 Bd. 1: *Johannes Bähr*, *Die Dresdner Bank in der Wirtschaft des Dritten Reichs*, München 2006; Bd. 2: *Dieter Ziegler*, *Die Dresdner Bank und die deutschen Juden*, München 2006; Bd. 3: *Harald Wixforth*, *Die Expansion der Dresdner Bank in Europa*, München 2006.

219 Dass sich diesbezüglich die kleineren Banken in nichts von den Großbanken unterschieden zeigt die kleine Studie von *Jesko Graf zu Dohna*, *Die Jüdischen Konten der Fürstlich Castell'schen Credit-Cassen*, Neustadt/Aisch 2006.

Funktionsweisen und Mechanismen des NS-Wirtschaftssystems in bislang nicht gekanntem Ausmaß transparent werden.

Im Vergleich dazu fallen die kurz zuvor vorgelegten Ergebnisse des Forschungsprojektes zur Geschichte der Commerzbank im Dritten Reich dünn aus.²²⁰ Die Sammelbandbeiträge konzentrieren sich ohne Kontextualisierung allein auf die diversen antijüdischen Geschäftspraktiken (der im übrigen auch abstrakt und ebenso kontur- wie personenlos erscheinenden Institution Commerzbank) und liefern einige höchst strittige Thesen über die Rolle von »Arisierungskrediten«, »Arisierungsgewinnen«, »Arisieren« (»in vielen Fällen ein Phantom der Forschung«) und einer letztlich an betriebswirtschaftlichen Risikokriterien orientierten Commerzbank-Politik.²²¹ Die Gesichtslosigkeit des Commerzbank-Managements bei Herbst/Weihe kann auch Christopher Kopper mit seiner Überblicksdarstellung zu einzelnen Bankiers in der NS-Zeit nicht beseitigen.²²² Er schildert in kurzen Skizzen praktisch nur die mehr oder weniger bekannten Manager der Deutschen Bank und der Dresdner Bank, wobei er ein Schwarz-weiß-Bild von politisch und moralisch schuldigen versus Integrität bewahrenden Bankiers suggeriert, das so nicht existiert. Das zeigt gerade auch die grundlegende Studie zur »Arisierung« der Privatbanken von Ingo Köhler.²²³ Aufgrund von quantitativen Erhebungen aber auch über Fallstudien zeichnet Köhler nicht nur den zeitlichen Verlauf der Verdrängung (als fortschreitende Radikalisierung) nach, sondern analysiert akribisch die dabei angewendeten ökonomischen wie außerökonomischen Repressionen, die »Praktiken« der Besitzübertragungen (d. h. die verschiedenen »Arisierungsvarianten«) und die dabei auf Seiten der Erwerber wie Veräußerer ablaufenden Interessenlagen, Handlungsmuster und Motive.

Erste Ergebnisse (und weitere sind noch zu erwarten) liegen diesbezüglich auch für Österreich, insbesondere zu den Aktivitäten bzw. zur Geschichte der Creditanstalt-Wiener Bankverein vor.²²⁴ Dass nicht nur die Banken, sondern auch andere Institutionen wie die Reichspost sowie nicht zuletzt die Versicherungen mit erschreckender Detailversessenheit antijüdische Politik betrieben haben, zeigt unter anderem die Untersuchung von Ingo Böhle über die Deutsche Krankenversicherung AG.²²⁵ Freiwillig und vorausschauend setzte die DKV die bevölkerungs- und rassepolitischen Konzepte des NS-Regimes um, und unterschied sich damit nirgends von den »staatlichen«, besonders partei- und regimenebenen DAF-Versicherungsgesellschaften wie Volksfürsorge und Deutscher Ring. Dabei stoppte das Unternehmen nach dem Januar 1933 nicht sofort den Zugang jüdischer Versicherungs-

220 *Herbst/Weihe*, Commerzbank (wie Anm. 23).

221 Deutlich zurück hinter dem empirischen wie methodischen Niveau der Dresdner Bank-Studien bleibt auch die nun als überarbeitete und erweiterte Fassung vorgelegte Studie von Harold James zur Deutschen Bank. Vgl. *Harold James*, Die Deutsche Bank im Dritten Reich, München 2003.

222 *Kopper* (wie Anm. 23). Vgl. auch *Ralf Ahrens*, Der Exempelkandidat. Die Dresdner Bank und der Nürnberger Prozess gegen Karl Rasche, in: VfZ 52 (2004), S. 637–670.

223 *Köhler*, »Arisierung« (wie Anm. 18).

224 Siehe die diversen Aufsätze in: *Ziegler*, Banken und »Arisierung« (wie Anm. 23) und auch *Gerald D. Feldman*, Banks and Industry in the Anschluss, in: Histcom Banken (unabhängige Historikerkommission der Bank Austria Creditanstalt) www.histcom.at/arbeitsprogramm_publication sowie auch *Clemens Jabloner* u. a. (Hrsg.), Schlussbericht der Historikerkommission der Republik Österreich. Vermögenszug während der NS-Zeit sowie Rückstellungen und Entschädigungen seit 1945 in Österreich, Wien 2003.

225 *Ingo Böhle*, Private Krankenversicherung (PKV) im Nationalsozialismus. Unternehmens- und sozialgeschichtliche Studie unter besonderer Berücksichtigung der Deutschen Krankenversicherung AG (DKV), Frankfurt/Main 2003. Zur Deutschen Reichspost vgl. die umfangreiche Dokumentensammlung von *Wolfgang Lotz* (Hrsg.), Die Deutsche Reichspost 1933–1945. Eine politische Verwaltungsgeschichte. Ausgewählte Dokumente, Koblenz 2002, insbesondere S. 474 ff.

verträge, sondern nahm (bei ständiger Kalkulation des »schlechten jüdischen Risikos«) das Geschäft zunächst weiter mit. Gleichzeitig aber war man stets bereit, die Rechte und Ansprüche der jüdischen Versicherungsnehmer gegen eigene Vorteile einzutauschen und noch vor 1940 hatte man in Zuge intensiver Kündigungskampagnen die jüdischen Kunden fast vollständig ausgeschlossen.

Schließlich widmete sich die Forschung einem bislang eher wenig bearbeiteten Aspekt der Unternehmensgeschichte in der NS-Zeit: der Praxis der Strategien in den besetzten Ländern und ihre Rückwirkungen auf die dortigen Unternehmen. Rainer Karlsch etwa macht auf den Zwangsarbeitereinsatz wie den Raubbau auf den europäischen Erdölfeldern von zwei eher vergessenen Konzernen – der Karpaten Öl AG und der Kontinentale Öl AG – aufmerksam, wobei er für beide Unternehmen sehr unterschiedliche Praktiken der Arbeitseinsatzpolitik konstatiert.²²⁶ Auf deutliche zeitliche Unterschiede in der Art und Weise der Instrumentalisierung der Unternehmen in besetzten Gebieten macht Hein A. Klemann für die Niederlande aufmerksam.²²⁷ Am besten sind inzwischen aber die Beziehungen der deutschen und französischen Unternehmen in der Okkupationszeit untersucht, was nicht zuletzt auf ein groß angelegtes, mehrjähriges Forschungsverbundprojekt auf Seiten der Unternehmenshistoriker in Frankreich zurückzuführen ist.²²⁸ Die in diesem Zusammenhang entstandenen Aufsätze thematisieren etwa die Abhängigkeitsverhältnisse der französischen Eisen- und Stahlindustrie oder der Pharmaindustrie, die Aktivitäten von Degussa, Continental und der deutschen elektrotechnischen Industrie in Frankreich, wobei deutlich wird, dass simple Ausbeutungsstrategien schnell an ihre Grenzen stießen. Das Verhältnis war vielfach auf Kollaboration und Kooperation begründet, zumal es bereits oft lange Geschäftskontakte in den Jahren zuvor gegeben hatte. Am Beispiel der Zulieferkontakte zwischen BMW und Gnome et Rhone sowie Daimler Benz und Renault wird das besonders deutlich.²²⁹ Renault ist dabei ein ebenso spektakuläres wie häufig untersuchtes Fallbeispiel, galt das Unternehmen und vor allem sein Besitzer und Leiter, Louis Renault, als besonders ausgeprägter Kollaborationsprofiteur, dessen Verhalten allerdings nach 1945 mit Enteignung und Inhaftierung hart sanktioniert wurde.²³⁰ Monika Riess versucht in ihrer Studie gleichsam entlastende Motive für Renaults Verhalten zu finden, ohne allerdings letztlich ein eindeutiges Urteil fällen zu können. Die informationsgesättigte Arbeit stellt die Renault-Besatzungszeitgeschichte dabei in einen breiten besatzungspolitischen und militärverwaltungshistorischen Kontext, bleibt aber viele Antworten gerade auf die Praktiken der spezifischen Zusammenarbeit zwischen Daimler Benz

226 Vgl. *Karlsch/Stokes* (wie Anm. 18), S. 208 ff. und *Rainer Karlsch*, Ein vergessenes Großunternehmen. Die Geschichte der Karpaten Öl AG, in: *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte* 2004/1, S. 95–139. In diesem Themenheft zu »Zwangsarbeit im Nationalsozialismus in den besetzten Gebieten« vgl. auch S. 41–63; *Lutz Budraß*, »Arbeitskräfte können aus der reichlich vorhandenen jüdischen Bevölkerung gewonnen werden.« Das Heinkel-Werk in Budzyn 1942–1944.

227 *Hein A. Klemann*, Dutch Industrial Companies and the German Occupation, 1940–1945, in: *VSWG* 93 (2006), S. 1–22 sowie, obwohl schon 2001 erschienen, aber noch wenig rezipiert *Ivo J. Blanken*, Under German Rule, 1935–1950. The History of Philips Electronics N. V., Bd. 4, Zaltbommel 2001.

228 Vgl. *Dominique Barjot/Patrick Fridenson/Hervé Joly*, Les Entreprises Françaises sous L'Occupation. Programme 2002–2005 (CRNS, GDR Nr. 2539) sowie die Ergebnisse einer Tagung einer deutsch-französischen Forschungsgruppe, die jeweils in der *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte* 50 (2005), S. 131–231 bzw. in einem Sonderheft der *Zeitschrift Histoire Économie & Société* 24 (2005), S. 451–554 publiziert wurden. Vgl. auch *Hervé Joly* (Hrsg.), *Faire L'Histoire des Entreprises sous L'Occupation*, Paris 2004.

229 Zu BMW vgl. *Werner* (wie Anm. 10), S. 283 ff., zu Renault vgl. *Riess* (wie Anm. 19).

230 Auch Gnome et Rhône bzw. dessen Management musste sich nach 1945 einer intensiven Untersuchung seines Verhaltens unterziehen.

und Renault schuldig. Erklärungsbedürftig etwa ist die trotz Einsetzung eines eigenen Renault-»Wehrmachtbevollmächtigten« auf Seiten des Daimler-Benz-Vorstandes offensichtlich ungenügende Nutzung der französischen Fertigungskapazitäten durch den Stuttgarter Konzern, was nicht nur an dem von Riess eingehend beschriebenen komplizierten und hochbürokratischen System der Auslandsauftragsvergabe gelegen haben konnte. Dennoch wären weitere Studien dieser Art wünschenswert. Immerhin wissen wir nun u. a. auch als Ergebnis des Dresdner Bank-Projektes einiges über die Aktivitäten und Verhaltensweisen im französischen Bankensektor. Kollaboration und Geschäftstraditionen bestimmten auch hier das Verhältnis, etwa zwischen der Dresdner Bank und der Parisbas oder auch zwischen Deutscher Bank und Crédit Lyonnais²³¹, und alle waren mehr oder weniger direkt auch in die »Arisierung« der französischen Privatbanken verwickelt. Jean-Marc Dreyfus hat dazu gleichsam die für Frankreich ergänzende Studie zu Köhlers deutscher Untersuchung geschrieben.²³²

VII. REINVENTION AND RENEWAL. ANPASSUNGSKRISEN ALS ASPEKT DER UNTERNEHMENSGESCHICHTE

So bestürzend es klingen mag, so scheint doch nichts an der Tatsache vorbeizuführen, dass für die meisten (deutschen) Unternehmen technologische und weltwirtschaftliche Umbrüche, insbesondere in der Zeit der 1960er und 1970er Jahre, weit existenzgefährdendere Krisen und Herausforderungen bedeuteten als die NS- und Kriegszeit. Allerdings besitzen Unternehmen zumindest potenziell sozusagen das Privileg der Unsterblichkeit, vorausgesetzt es gelingt ihnen, sich rechtzeitig zu erneuern bzw. neu zu erfinden. Spektakuläre, aber noch wenig untersuchte Beispiele gibt es zuhauf, man denke nur an Toyota (vom Textil- zum Automobilkonzern), Nokia (vom Gummi- zum Telekomkonzern), Preussag/TUI (vom Schwerindustrie- zum Reisekonzern) oder Bouygues (vom Bau- zum Telekomkonzern). In der Regel überwiegt als eine Form der Reaktion auf Anpassungskrisen aber nicht die radikale, sondern die inkrementelle Erneuerung durch ein reengineering der Strategie und Organisationsstrukturen. Die »Amerikanisierung« der 1950er und 1960er Jahre lässt sich etwa als eine komplexe (letztlich auch gelungene, jedoch mit längerfristigen Flurschäden behaftete) Anpassungsstrategie in diesem Sinne verstehen, bei der es um das *catching up to US productivity and prosperity* ging.

Eine andere Reaktion ist etwa die Ausweitung des Marketings als Krisenstrategie, oft verbunden mit der Implementierung von Dienstleistungen als *value added service*, eine weitere (quasi unter dem Motto *survival of the fattest* statt *survival of the fittest*) die Fusion bzw. der Verkauf und Marktaustritt. Zu all diesen Aspekten liegen neuere Untersuchungen vor bzw. werden diese implizit in größeren Gesamtdarstellungen mitbehandelt.²³³ Ehe hierzu genauer auf die Literatur eingegangen wird, noch kurz zwei Vorbemerkungen:

231 Zu ersterem vgl. den Abschnitt von *Johannes Bähr*, Die Aktivitäten der Dresdner Bank in Frankreich, S. 833–870, in dem Band von *Harald Wixforth* (wie Anm. 23); zu letzterem vgl. *Alain Plessis/Philippe Verheyde*, Le Crédit Lyonnais sous L'Occupation, in: *Bernard Desjardins/Bernard Desjardins/Michel Lescure/Roger Nougaret/Alain Plessis/André Straus* (wie Anm. 23), S. 889–952. Auch die Crédit Lyonnais musste sich nach 1945 gegen den Vorwurf verteidigen, insbesondere die mit den Deutschen kollaborierenden Unternehmen finanziell unterstützt zu haben und dadurch selbst zum Kollaborateur geworden zu sein. Tatsache war jedenfalls, dass die Bilanzsumme der französischen Bank während der Besatzungsjahre geradezu explodierte.

232 *Dreyfus*, Pillages (wie Anm. 23).

233 Auffällig ist dabei, dass eine weitere zentrale Reaktion auf Anpassungskrisen – Innovationen – kaum behandelt werden und dieses Thema offenbar zumindest in der deutschen Unternehmensgeschichte etwas aus dem Blickfeld geraten zu sein scheint.

Erstens waren bzw. sind Anpassungskrisen von Unternehmen nicht selten von Skandalen und Bilanzfälschungen oder riskanten bzw. realitätsentrückten Flucht-nach-vorn-Aktivitäten begleitet.²³⁴ So oder so rückt auf jeden Fall die Corporate Governance im engeren wie im weiteren Sinne und gleichsam als methodische Basis historischer Analysen zu diesem Themenfeld ins Blickfeld. Zweitens gab und gibt es aus nahe liegenden Gründen seitens des jeweiligen Managements vielfach unterschiedliche branchen- wie unternehmensspezifische Antworten auf Anpassungskrisen. Das hing letztlich vor allem auch mit Art und Ausmaß der spezifischen Veränderungen der Planungshorizonte, Antizipationskompetenzen und -praktiken sowie den Zukunftserwartungen in den betroffenen Unternehmen zusammen – ein im Übrigen noch weitgehend unerforschter Aspekt der Unternehmensgeschichte.²³⁵ Dennoch scheint es, dass mit wachsendem Einfluss der Consulting-Konzerne als professionelle, externe Anpassungskrisenmanager die entsprechenden Reaktionen und Aktionen der Unternehmen mehr und mehr im Gleichschritt erfolgten und dabei festen Mustern im Kontext spezifischer Konjunkturen propagierter Managementrezepte folgten, die sich letztlich meist auf das ebenso einfache wie alte Grundmuster von Diversifikation versus Zentrierung auf Kernkompetenzen reduzieren lassen. Die späten 1960er und 1970er Jahre markierten offenbar gerade auch für Deutschland den Höhepunkt und das Auslaufen eines dieser »Managementmodenkonzunkturen« mit der Herausbildung mächtiger Konglomerate als Ergebnis breiter Diversifikationsstrategien etwa in der Chemie- und Elektroindustrie. Dazu kam die Kumulation von strukturellen und konjunkturellen Krisenfaktoren, verbunden mit Managementfehlern in einzelnen Unternehmen. All dies ließ diese Phase zu einer (unternehmenshistorisch noch immer zu wenig untersuchten) Krisendekade werden.²³⁶

Zunächst aber zeigen jüngste Untersuchungen, dass all diese Problemlagen natürlich keineswegs neue Phänomene waren. Martin Fiedler etwa gibt einen eingehenden Überblick über die Fusionen und Übernahmen in der deutschen Industrie zwischen 1898 und 1938 und verweist dabei darauf, dass externes Wachstum auch bei den deutschen Unternehmen maßgeblichen Einfluss auf die Unternehmensentwicklung hatte.²³⁷ Einen durch Kartellierung als Krisenreaktion geprägten »Sonderweg« im Wachstumspfad deutscher Firmen, wie u. a. von Chandler behauptet, gab es mithin nicht. Eine der ersten großen Anpassungskrisen, die die Unternehmen erfasste, die Gründerkrise der 1870er Jahre, wird leider in dieser Übersicht nicht erfasst. Dabei wäre eine neue Gesamtdarstellung der Kapitalmarkt- und Wirtschaftsgeschichte dieser Periode schon längst überfällig. Auch bei Carsten Burhop, der eigentlich die Kreditbanken in dieser Zeit untersucht hat, erfährt man dazu so gut wie nichts.²³⁸ Allenfalls die geschilderten ausgewählten Beispiele der Emissionsgeschäfte im Aktien- wie Anleihebereich geben bruchstückhafte Hinweise. Auch bei Detlef Krauses »Frühgeschichte« der Commerzbank kommen diese Krisenjahre und ihre Rückwirkungen auf die Unternehmensentwicklung knapp weg, insgesamt aber wird die Fusions- und Expansionsgeschichte von der Hamburgischen Regionalbank zur Berliner

234 Vgl. dazu etwa für einen Überblick von den Anfängen bis in die jüngste Zeit *David Skeel*, *Icarus in the Boardroom. The Fundamental Flaws in Corporate America and Where they Came From*, New York 2005 sowie als zur Zeit wohl umfassendstes Buch zum Enron-Skandal *Kurt Eichenwald*, *Conspiracy of Fools. A True Story*, New York 2005.

235 Vgl. dazu etwa auch die (in der Originalfassung bereits 1999 publizierten) Untersuchungen von *Luc Boltanski/Eve Chiapello*, *Der neue Geist des Kapitalismus*, Konstanz 2003.

236 Vgl. dazu auch demnächst ein Themenheft des Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte zu »Unternehmenskrisen«, in dem die Ergebnisse einer AKKU-Tagung von 2005 publiziert werden.

237 *Martin Fiedler*, Fusionen und Übernahmen in der deutschen Industrie, 1898–1938, in: Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte 2002/2, S. 209–239.

238 *Carsten Burhop*, *Die Kreditbanken in der Gründerzeit*, Stuttgart 2004.

Großbank bis in die Anfangsjahre der Inflationszeit faktenreich und mit vielen Details zu den Effekten- und Anleiheaktivitäten erzählt.²³⁹

Eine ganz spezifische Anpassungskrise, der Übergang von der Friedens- zur Kriegswirtschaft 1913/14, steht bei Stefanie van de Kerkhof im Mittelpunkt, und sie zeigt deutlich, dass eine Mischung aus unternehmensstrategischer Antizipationsfähigkeit und Persistenz branchenspezifischer Konstellationen zumindest in der Eisen- und Stahlindustrie die Anpassungsleistungen und Herausforderungen relativ gering hielten.²⁴⁰ Die Umstellung von der Kriegs- auf die Friedenswirtschaft 1917/18 dagegen vollzog sich, wie Olaf Mertelsmann am Beispiel der Werft Blohm & Voss zeigt, weit krisenhafter.²⁴¹ Der Aufbau von Überkapazitäten und das weiche Polster staatlicher Subventionen, verbunden mit hohen Abschreibungsmöglichkeiten und damit steigender Kapitalrentabilität, führten letztlich mitten in die große Werftenkrise der zweiten Hälfte der 20er Jahre. Kurzfristigen Scheingewinnen in der Kriegs- und auch noch Inflationszeit standen langfristig Fehlallokationen von Kapital und große Substanzverluste gegenüber.

In einer massiven Anpassungskrise sah sich auch die Automobilindustrie in den 1920er Jahren. Carsten Thieme hat nun dies empirisch dicht für Daimler-Benz untersucht.²⁴² Detailliert werden die Entwicklung der Selbstkosten und der Steuerbelastungen untersucht und in engen Zusammenhang mit den Krisenstrategien, von der Fertigungsrationisierung über die Absatzpolitik bis hin zur großen Fusion von 1924 / 26, dargestellt. Ein großer Teil der Anpassungskrise, so sein Ergebnis, war dabei letztlich doch hausgemacht und beruhte auf unternehmensinternen Versäumnissen. Umso größer war dann der Aufwand für die (am Ende dann doch im Großen und Ganzen erfolgreiche) Rückkehr zu Wachstum und Konkurrenzfähigkeit. Eine spezifische Anpassungskrise machte auch die Lufthansa in den 1920er Jahren durch, ging es doch für sie darum, sich mit der Deutschen Verkehrsflug AG eines ernsthaften Konkurrenten um Marktanteile und vor allem um staatliche Subventionen zu entledigen, was 1934 erfolgreich gelang.²⁴³ Und nicht zuletzt stellten Inflation, internationale Kapitalmarktrestriktionen und Weltwirtschaftskrise für die Banken massive Herausforderungen dar, die, wie die große Bankenkrise 1931 zeigt, von einem Großteil der Branche nicht bewältigt wurden. Makoto Kasuya hat hierzu international vergleichend einen Sammelband vorgelegt.²⁴⁴

Der Schwerpunkt der neueren Ergebnisse zu den Anpassungskrisen der Unternehmen liegt aber auf der Phase seit Ende der 1960er/Anfang der 1970er Jahre. Richard Whittington und Michael Mayer zeichnen zunächst einmal den umfassenden unternehmensorganisatorischen (Divisionalisierung und Matrix) und strategischen Wandel (Diversifikation)

239 Krause, Commerz- und Disconto-Bank (wie Anm. 23). Auch hier drängt sich im Übrigen der Eindruck auf, dass eine methodische Fundierung der Untersuchung mit dem Corporate Governance-Ansatz weit ertragreicher und »passender« gewesen wäre als der systemtheoretische Ansatz.

240 Van de Kerkhof (wie Anm. 12).

241 Olaf Mertelsmann, Zwischen Krieg, Revolution und Inflation. Die Werft Blohm & Voss 1914–1923, (Schriftenreihe zur Zeitschrift für Unternehmensgeschichte, Bd. 11), C. H. Beck Verlag, München 2003, 272 S., brosch., € 44,90.

242 Thieme, Daimler-Benz (wie Anm. 19).

243 Vgl. Albert Fischer, Luftverkehr zwischen Markt und Macht (1919–1937). Lufthansa, Verkehrsflug und der Kampf ums Monopol, (VSWG Beihefte, Bd. 167), Steiner Verlag, Stuttgart 2003, 367 S., kart., € 64.

244 Makoto Kasuya (Hrsg.), Coping with Crisis – International Financial Institutions in the Interwar Period, Oxford 2003, darin u. a. der Beitrag von Harald Wixforth, The German Banks and their Business Strategies in the Weimar Republic. Preliminary Results and New Findings. Vgl. auch Carlo Brambilla, Italian Multinational Banking. Banca Commerciale Italiana and Credito Italiano between 1930s and 1940s. A Case Study, in: Bonin, Transnational Companies (wie Anm. 168), S. 370–386.

in den deutschen bzw. europäischen Unternehmen insgesamt nach.²⁴⁵ Richard Tilly nimmt das Verhältnis von Banken und (ver- bzw. überschuldeten) Unternehmen in Deutschland zwischen 1960 und 2002 ins Blickfeld, wobei mit Borgward, Schlieker und Stinnes drei spektakuläre Unternehmenskrisen schon in der ersten Hälfte der 1960er Jahre und mithin eigentlich noch mitten in den »Wirtschaftswunderjahren« stattfanden.²⁴⁶ Dabei war es, wie Jean-François Eck in seiner Untersuchung zeigt, den deutschen Unternehmen bis dahin erfolgreich gelungen, gegenüber den französischen Konkurrenten wie St. Gobain, Pechiney oder L'Air Liquide erheblichen Wettbewerbsdruck auszuüben und diese ihrerseits zu Anpassungsprozessen zu zwingen.²⁴⁷ Überdiversifizierung und Fehlorganisation, Kapitalmangel und spekulative Geschäfte gepaart mit schlichtem Betrug waren aber in den deutschen Fallbeispielen wie auch in den späteren Krisen wie etwa beim Bankhaus Herstatt, bei Neckermann, Klöckner, Coop oder der Metallgesellschaft bis hin zum Zusammenbruch des Medienimperiums von Leo Kirch die ausschlaggebenden Ursachen für die in diesen Fällen letztlich fehlgeschlagenen Erneuerungsstrategien. Es lassen sich mithin eine ganze Reihe spezifischer Branchenkrisen identifizieren.

Ein deutliches Bild der Dimensionen und Konturen der Chemiekrisis der 1960er und 1970er Jahre zeigt sich etwa in den Untersuchungen zur BASF und zu den Chemischen Werken Hülst.²⁴⁸ Das grundlegend veränderte wirtschaftliche Umfeld seit Ende der 1960er Jahre sprengte im Fall der BASF gleichsam die alten Organisations- und Entscheidungsstrukturen und damit auch wesentliche Teile der alten Corporate Governance-Verfassung und rissen das Unternehmen tief in die Krise. Überschuldung und akute Liquiditätsprobleme prägten die Lage, und die bereits seit Ende der 1960er Jahre (nicht zuletzt durch McKinsey) anlaufenden permanenten Debatten um neue und *richtige* Organisationsstrukturen sowie die dann auch in immer kürzeren Zeitabständen erfolgten Neuorganisationsversuche des BASF-Konzerns waren ein Ausdruck der herrschenden Orientierungslosigkeit im Unternehmen. Die Chemische Werke Hülst ihrerseits hatten gleichzeitig mit den Einbrüchen im Geschäft mit Massengütern wie Synthesefasern, Synthetikgummi und PVC zu kämpfen, denen mit der mühsamen und unter hohen Anlaufverlusten erfolgten Umstellung auf Spezialchemieprodukte begegnet wurde, wobei die spezifischen Corporate Governance-Strukturen diesen Anpassungsprozess erheblich verkomplizierten. Nur im Pharmabereich gelang den deutschen Chemiekonzernen, allen voran Bayer und Hoechst, in diesen Krisenjahren nach fast 30jähriger Aufholjagd und einer erfolgreichen Neuorientierung der Forschungs- und Unternehmensziele auf Zivilisationskrankheiten endlich wieder der Anschluss an die internationale Konkurrenz.²⁴⁹

Deren Entwicklung, insbesondere den grundlegenden Prozess des »defining and redefining of their strategic boundaries« in den 1970er Jahren, schildert Alfred D. Chandler in seiner grundlegenden, international vergleichenden Branchenstudie, deren Untersuchungszeitraum sich auf den gesamten Zeitraum von den 1950er bis zu den 1990er Jahren erstreckt.²⁵⁰ Das Wiedererstarken der europäischen Chemie- und Pharmakonzerne insgesamt zwang die amerikanischen Unternehmen wie DuPont, Dow Chemical und Pfizer zur Neuformulierung ihrer Strategien, die u. a. zum Aufbau neuer *learning bases* im Biotechnologiebereich und zum Beginn einer bis weit in die 1980er Jahre hinein reichenden Fusionswelle führten.

245 Whittington/Mayer (wie Anm. 189).

246 Tilly, Trust and Mistrust (wie Anm. 55).

247 Jean-François Eck, Les entreprises françaises face à L'Allemagne de 1945 à la fin des années 1960, Paris 2003.

248 Vgl. Abelschäuser, BASF (wie Anm. 22), S. 552 ff. und Lorentz/Erker (wie Anm. 15), S. 230 ff.

249 Siehe dazu Bartmann, Pharmabereiche (wie Anm. 18), S. 339 ff.

250 Chandler, Shaping (wie Anm. 18).

Noch in den 1960er Jahren setzte auch die Stahlkrise ein, in deren Zentrum als spektakulärstes Beispiel die sich von 1963 bis 1966/67 hinziehende Existenzkrise des Krupp-Konzerns stand.²⁵¹ Dabei zeigt sich, dass für die Überschuldung nicht nur konzerninterne Managementfehler, sondern auch die Banken erheblich mitverantwortlich waren. Eine höchst ambivalente Krisenrolle spielten die Banken (in diesem Fall die staatliche bayerische Wiederaufbaubank LfA), neben den großen Stahlunternehmen wie Flick und Klöckner, auch im Falle der Maxhütte. Ein gleichsam posthum zum (nicht mehr erlebten) 150. Gründungsjubiläum des bayerischen Maxhüttekonzerns erschiebener Sammelband leuchtet perspektiv- wie faktenreich die Krisen- und Konkursgeschichte des Unternehmens von den 1970er Jahren bis zum Ende der 1990er Jahre aus.²⁵² Dass und wie insbesondere auch die bis dahin noch existierenden Familienunternehmen in der Stahlkrise auf der Strecke blieben, wird eingehend schließlich bei Harold James beleuchtet.²⁵³ Das Stahlgeschäft war im letzten Drittel des 20. Jahrhunderts ›ein gigantischer Kapitalvernichter‹, das selbst Big Player wie US Steel zu (noch) vorsichtigen Transformationen zwang. Auf deutscher Seite ist hier die Entwicklung der Preussag exemplarisch, die seit der zweiten Hälfte der 60er Jahre aus dem Montanbereich »herausdiversifizierte« und mit Zukäufen im Transportbereich, aber auch im Kosmetiksektor (seit 1966 gab es einen neuen Unternehmensbereich Körperpflege) sich zu einem »Mehrbereichskonzern«, sprich Konglomerat, entwickelte.²⁵⁴ Die ›Neuerfindung‹ von Ende der 1990er Jahre als Touristikonzern steht mithin in einer längeren Tradition.

Spektakuläre Anpassungs- und Existenzkrisen durchlebte auch die Automobilindustrie. Bei BMW hatte sich die Krise schon Ende der 1950er Jahre, d. h. mitten in dem noch laufenden Motorisierungsboom der Nachkriegszeit, zugespitzt, was Jürgen Seidl in seiner Untersuchung nachzeichnet.²⁵⁵ Diese frühe Krise hatte mithin wenig mit der Branchenkonjunktur, viel dagegen mit den Nachwirkungen der Sackgasse zu tun, in die sich das Unternehmen in der NS-Zeit hineinmanövriert hatte und es somit zwang, sich nach 1945 als Automobilproduzent neu zu erfinden. Missmanagement des Vorstandes spielte zudem auch bei BMW eine zentrale Rolle, wobei Seidl allerdings die internen Konflikte der an der *reinvention* beteiligten Akteure, Netzwerke und Interessengruppen weitgehend ausklammert. Detaillierte Informationen über das Anpassungsmanagement von Daimler-Benz in der Krisendekade der 1970er Jahre sucht man auch bei Winfried Feldenkirchens Darstellung vergeblich.²⁵⁶ Dabei gelang es dem Unternehmen in dieser Zeit offenbar erfolgreich, nicht nur die Ölkrise vergleichsweise unbeschadet zu überstehen, sondern auch VW im absoluten Umsatzwachstum zu überholen. Erklärungen dafür und auch zu den Aktivitäten bzw. dem Einfluss von Flick und Quandt als Großaktionären, finden sich jedoch nicht.

Was die Krisen der amerikanischen Automobilindustrie angeht, die ja insgesamt in den 1970er Jahren unter maßgeblichen Einfluss der japanischen Konkurrenten und der *raider* an der Wall Street in eine ihrer tiefsten Existenzkrisen geriet, so finden sich zwar verstreute Informationen in den bereits erwähnten Darstellungen zu Ford und Chrysler, und Brinkley widmet den *turnaround years* bei Ford ein eigenes Kapitel.²⁵⁷ Insgesamt ist dieser Aspekt aber bereits in früheren Darstellungen detaillierter untersucht worden.

Krisenhafte Anpassungsprozesse durchlief auch die deutsche Elektroindustrie. Den Vorreiter machten dabei die vielfach als Aufsteiger der Wirtschaftswunderjahre gefeierten

251 Vgl. dazu Gall, Krupp (wie Anm. 21), S. 558 ff.

252 Zimmermann (wie Anm. 21).

253 James, Familienunternehmen, S. 342 ff.

254 Vgl. Stier/Lauffer (wie Anm. 21), S. 477 ff.

255 Seidl, Die Bayerischen Motorenwerke (wie Anm. 19).

256 Feldenkirchen (wie Anm. 19).

257 Vgl. Brinkley (wie Anm. 19), S. 621 ff.

Familienunternehmen wie Graetz, Loewe und auch Grundig. 1961 bereits verkaufte Erich Graetz sein Unternehmen an Standard Electric Lorenz (SEL) bzw. den US-Konglomerat ITT, 1962 übernahm der Philips-Konzern bei Loewe das Ruder in die Hand. Offenbar fehlten sowohl die Kraft wie der Wille, die erforderlichen Investitionen und Umstrukturierungsprozesse vorzunehmen. Den Höhepunkt der Krise markiert aber der lange Niedergang von AEG und Telefunken, der sich im Falle der AEG von Ende der 1960er Jahre bis Mitte der 1980er Jahre hinzog. Beide Fallbeispiele harren nach wie vor der detaillierten Erforschung, immerhin haben jetzt Dirk Ipsen und Jens Pfitzinger zur AEG unter Betonung der Corporate Governance-Perspektive einen informativen Aufsatz vorgelegt.²⁵⁸ Ihre These ist, dass die AEG-Krise zuerst und vor allem eine Krise des Corporate Governance-Systems war, denn trotz früh erkennbarer Hinweise auf Managementfehler gelang es seitens der Kontrollinstitutionen nicht, die gefährliche Strategie der Unternehmensleitung zu korrigieren. In die Krise geriet in der zweiten Hälfte der 1960er Jahre auch die deutsche Mineralölwirtschaft, allen voran die DEA, die 1966 dann von Texaco übernommen wurde.²⁵⁹ Strukturelle und konjunkturelle Probleme verdichteten sich zur gleichen Zeit auch in der Bauindustrie zu einer lang anhaltenden Krisenperiode, die Entwicklung des Baukonzerns Bilfinger Berger ist dafür exemplarisch.²⁶⁰ Das Unternehmen reagierte auf die Herausforderungen mit der seit jeher praktizierten Anpassungsstrategie: Es fusionierte, wobei der Großaktionär Dresdner Bank dabei eine zentrale Rolle spielte. Auf die tiefgreifende Transformation des Linde-Konzerns Ende der 1960er/Mitte der 1970er Jahre wurde bereits hingewiesen. Hier kumulierten Probleme mit der Unternehmensführungsorganisation mit konjunkturellen und auch technologischen Herausforderungen.²⁶¹ Am Ende stand, nach Vorstandsreform und umfassender Restrukturierung bzw. Neuausrichtung nicht nur der Abschied vom Familienunternehmen, sondern auch der Umbruch vom techniker- zum managergeleiteten Unternehmen. Mit den Lasten der Tradition hatte auch das Ingenieurunternehmen Knorr Bremse AG zu kämpfen, und auch hier zog sich die Anpassungskrise über mehr als eine Dekade, von 1970/71 bis Mitte der 1980er Jahre hin.²⁶² Neuen Konkurrenzbedingungen und einem sich rasch wandelnden Umfeld, sei es hinsichtlich des monetären Verhaltens oder der Struktur der Kapitalmärkte waren nicht zuletzt auch die Sparkassen ausgesetzt. Günter Schulz beschreibt das in seinem Überblicksteil detailliert und verlängert dabei auch die Perspektive bis zum Ende der 1980er Jahre.²⁶³

So gut die Zeit vor 1945 für die Banken untersucht ist, so wenig wissen wir aber letztlich noch über die Entwicklungen dieses Sektors in der jüngeren Gegenwart. Eine zentrale Krisenreaktion der Sparkassen war dabei aber die Entdeckung des Marketings, und unter diesem Aspekt lassen sich eine ganze Reihe jüngster Untersuchungen fassen. Generell stehen sich dabei, das zeigen die Ergebnisse zweier Sammelbände, zwei unterschiedliche Vorstellungen gegenüber. Zum einen gibt es die Annahme säkularer und linearer Entwicklungsmodelle – sei es das Blaich'sche Modell von der Produktions- über die Ver-

258 Dirk Ipsen/Jens Pfitzinger, Krise in der Deutschland AG. Der Fall AEG, in: *Streeck/Höpner* (wie Anm. 85), S. 60–92.

259 Vgl. dazu *Karlsch/Stokes* (wie Anm. 18), S. 353 ff.

260 *Bernhard Stier/Martin Krauß*, Drei Wurzeln – ein Unternehmen. 125 Jahre Bilfinger Berger AG, Ubstadt-Weiher 2005. Das im ursprünglichen Sinn des Wortes schwergewichtige Buch ist vor allem eine vielbebilderte, rein chronologische Deskription der Unternehmensentwicklung.

261 Vgl. *Dienel* (wie Anm. 20), S. 245 ff.

262 Vgl. *Maentel/Pohl* (wie Anm. 20), S. 169 ff.

263 *Günther Schulz*, Die Sparkassen vom Ende des Zweiten Weltkriegs bis zur Wiedervereinigung, in: *Pohl/Rudolph/Schulz* (wie Anm. 23), S. 249–335. Vgl. auch den Beitrag von *Bernd Rudolph*, der sich den Anpassungs- und geschäftspolitischen Strategien der Sparkassen in den 1990er Jahren bis zur Gegenwart widmet.

kaufs- zur Marketingorientierung (d. h. aus der Perspektive des Unternehmens) oder das Tedlow'sche Modell von der Fragmentation, Unification, Segmentation zur Hypersegmentation der Märkte (d. h. aus der Perspektive des Marktes). In dieser Perspektive markieren die 1970er Jahre gleichsam eine Zeit der »Marketingrevolution«. ²⁶⁴ Demgegenüber steht zum anderen aber, dass zeit- und branchenspezifische Abweichungen nicht berücksichtigt werden, d. h. wenn in der Betrachtung der Marketinggeschichte die Untersuchung weder allein vom Unternehmen her (Marketingstrategie) noch allein von der Marktentwicklung her (Märktdynamik) betrieben, sondern der Augenmerk auf die Interaktion zwischen Markt und Unternehmen gelegt wird, dann zeigen sich je nach Branche bis in das 19. Jahrhundert zurückreichende mehrmalige »Marketingrevolutionen«. ²⁶⁵ Die Werbung mit einprägsamen Werbefiguren als »Personifizierung« von Markenprodukten hatte, wie Rita Gudermann in ihrer faktenreichen Untersuchung zur Geschichte des »Sarotti-Mohrs« zeigt, eine lange Tradition. ²⁶⁶ Die Figur geriet zwei Mal in den Strudel spezifischer *political correctness*-Bewegungen, einmal in der NS-Zeit, das andere Mal in den 1970er Jahren, aber letztlich gelang immer wieder ein erfolgreicher *relaunch*. Ein vielversprechendes Untersuchungsfeld wäre auch der Markenartikelkonzern Oetker. Die von Hans-Gerd Conrad hierzu vorgelegte Dissertation bleibt aber in einer einfachen chronologischen Deskription von Form und Inhalten der Werbungsmaßnahmen stehen. ²⁶⁷ Über marketingstrategische Entscheidungsprozesse vor dem Hintergrund der jeweiligen Marktentwicklungen erfährt man nichts, dabei wäre etwa auch zu fragen gewesen, warum bei Oetker nicht wie in einer Reihe anderer Familienunternehmen (so u. a. auch bei Rodenstock) auch die Unternehmensfamilie selbst als Marke fungierte. Weit tiefschürfender sind da die Untersuchungen zur Markt- und Markenpolitik des Schweizer Migros-Konzerns, etwa die Konzeption der »Eigenmarken«. ²⁶⁸ Überhaupt wissen wir inzwischen zwar viel über die Absatz- und Marketingstrategien der ausländischen Konzerne in Deutschland, wie etwa Alexander Schug jüngst überblicksartig dargestellt hat ²⁶⁹, wenig dagegen über die Marketingaktivitäten deutscher Unternehmen auf den ausländischen Märkten. Für Siemens auf dem chinesischen Markt thematisiert dies nun Mathias Mutz. ²⁷⁰ Die angloamerikanische Marketing-Geschichte ist insgesamt quantitativ wie qualitativ schon deutlich weiter als die deutsche, das zeigt etwa der Sammelband bzw. das von Roy Church und Andrew Godley herausgegebene Themenheft der Zeitschrift *Business History*. ²⁷¹ Spezifisch ist hierbei die starke Betonung von Groß- und Einzelhandelsunternehmen und die Untersuchung der *retail globalization*, der sich jüngst aber auch ein Themenheft des Jahrbuch für Wirt-

264 Vgl. dazu Christian Kleinschmidt/Florian Triebel (Hrsg.), Marketing. Historische Aspekte der Wettbewerbs- und Absatzpolitik, (Bochumer Schriften zur Unternehmens- und Industriegeschichte, Bd. 13), Klartext Verlag, Essen 2004, 261 S., brosch., € 24,90. Darin (S. 17–39) vor allem Roman Rossfeld, Unternehmensgeschichte als Marketinggeschichte. Zur Erweiterung traditioneller Ansätze in der Unternehmensgeschichtsschreibung.

265 Vgl. dazu demnächst Hartmut Berghoff (Hrsg.), Grundzüge der Marketinggeschichte, Frankfurt/Main 2007.

266 Rita Gudermann, Der Sarotti-Mohr. Die bewegte Geschichte einer Werbefigur, Berlin 2004.

267 Hans-Gerd Conrad, Werbung und Markenartikel am Beispiel der Markenfirma Dr. Oetker von 1891 bis 1975 in Deutschland, wvb Verlag, Berlin 2002, 267 S., brosch., € 28.

268 Katja Girschik/Albrecht Ritschl/Thomas Welskopp (Hrsg.), Der Migros-Kosmos. Zur Geschichte eines außergewöhnlichen Schweizer Unternehmens, Baden-Baden 2003.

269 Vgl. Schug (wie Anm. 179).

270 Mathias Mutz, »Ein unendlich weites Gebiet für die Ausdehnung unseres Geschäfts.« Marketingstrategien des Siemens-Konzerns auf dem chinesischen Markt, 1904 bis 1937, in: ZUG 51 (2006), S. 71–93.

271 Roy Church/Andrew Godley (Hrsg.), The Emergence of Modern Marketing, London 2003 (Special Issue 45 (2003), Nr. 1).

schaftsgeschichte gewidmet hat.²⁷² Die besten Untersuchungen zur Marketinggeschichte gerade auch im Zusammenhang mit Anpassungskrisen bieten jedoch die beiden bereits erwähnten Monografien zu Unilever und Procter & Gamble.²⁷³ Jones analysiert die gleichsam permanente Anpassungskrise von Unilever in den 1960er bis 1980er Jahren an die ambivalente Marktentwicklung, »which saw both a convergence of tastes and a growing desire by consumers to express their individuality«. Die Konkurrenten wie Procter & Gamble hatten es weit schneller verstanden, darauf zu reagieren und internationale *power brands* zu kreieren.²⁷⁴ Mit deutlicher Verzögerung kam dann auch die Antwort des Konsumgüterkonzerns, wobei nicht nur eine Bereinigung und Neuausrichtung des Markenportfolios (das aus Hunderten von Marken bestand), sondern auch eine kontinuierliche Akquisitionsstrategie (»Unileverization«) betrieben wurde. Liefert die Unilever-Geschichte in den 1970er und 80er Jahren eine *turnaround history*, so sah sich Procter & Gamble in den 1990er Jahren mit entsprechenden Anpassungsproblemen und einer krisenhaft ablaufenden Transformation konfrontiert, eine Krise, die der amerikanische Konzern nicht nur wegen seiner traditionellen Marketingkompetenz, sondern auch der damit eng verbundenen laufenden Bemühungen zur Produktverbesserungen, Forschung und Entwicklung und Produkttests überwinden konnte. Das gilt auch für Schokoladenkonzerne wie Cadbury²⁷⁵, während die Marketingstrategien der Tabakkonzerne vor allem auf ausgeklügelte Werbekampagnen sowie Lobbyismus setzten.²⁷⁶

Schließlich seien hier noch vier Untersuchungen erwähnt, die ganz spezifische Anpassungskrisen von Unternehmen thematisieren, nämlich die Transformation von kapitalistischen (Rüstungs-)Unternehmen zu sozialistischen Organisationsgebilden, von Sowjetischen Aktiengesellschaften über Volkseigene Betriebe bis zu Kombinat. Martin Kukowski beschreibt dies etwa am Beispiel der Chemnitzer Auto Union AG und untersucht, zentriert auf die Umbruchjahre 1945 bis 1948, insbesondere auch das Wechselbad der Zukunftserwartungen innerhalb des täglichen »Spagats« zwischen Wiederaufbauerfordernissen, Reparationsverpflichtungen, Demontageängsten und Marktchancen.²⁷⁷ Albrecht Wiesener verlegt diese Transformationsperspektive am Beispiel der Leuna-Werke stärker in die 1950er und 1960er Jahre²⁷⁸, Heike Knortz schließlich, am Beispiel des Petrochemischen Kombinats Schwedt, in die 1970er und 1980er Jahre.²⁷⁹ Sie zeigt u. a. wie sich im Einzel-

272 Vgl. etwa *Andrew Godley*, *Foreign Multinationals and Innovation in British Retailing, 1850–1962*, in: ebd., S. 80–100 sowie *John Benson/Laura Ugolini* (Hrsg.), *A Nation of Shopkeepers. Five Centuries of British Retailing*, New York 2003 und *Gareth Shaw*, *Transferring a Retail Innovation. The Early Stages of Supermarket Development in Post-War Britain*, in: *From Department Store to Shopping Mall. Transnational History of Large-scale Retail* (Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte 2005/2), S. 57–70. Zur Entwicklung in Deutschland vgl. *Heidrun Homburg*, *German Department Store Chains from the 1920s to the 1980s*, in: *Lynskey/Yonekura* (wie Anm. 126), S. 83–115.

273 Vgl. *Jones* (wie Anm. 144) und *Dyer* u. a. (wie Anm. 144).

274 Vgl. dazu als vergleichendes Fallbeispiel *Peter Miskell*, *Cavity Protection or Cosmetic Perfection? Innovation and Marketing of Toothpaste Brands in the United States and Western Europe, 1955–1985*, in: *BHR* 78 (2004), S. 29–60.

275 Siehe dazu *Robert Fitzgerald*, *Products, Firms and Consumption. Cadbury and the Development of Marketing, 1900–1939*, in: *BH* 47 (2005), S. 511–531.

276 Vgl. dazu *David T. Courtwright*, »Carry on Smoking«: *Public Relations and Advertising Strategies of American and British Tobacco Companies since 1950*, in: *BH* 47 (2005), S. 421–432.

277 *Kukowski*, *Auto Union* (wie Anm. 19).

278 *Albrecht Wiesener*, *Taktieren und Aushandeln – Erziehen und Ausgrenzen. Zum Verhältnis von Mikropolitik und Produktionskampagnen in den Leuna-Werken 1958–1963*, in: *Rupieper* (wie Anm. 15), S. 237–258.

279 *Heike Knortz*, *Innovationsmanagement in der DDR 1973/79–1989. Der sozialistische Manager zwischen ökonomischen Herausforderungen und Systemblockaden*, Duncker & Humblot, Berlin 2004, 288 S., brosch., € 72.

nen über die Zeit hinweg die Verfügungsrechte und Entscheidungsstrukturen im Vergleich zu managerkontrollierten Kapitalgesellschaften verlagerten und Innovationen damit letztlich blockiert wurden. Den Transformationsprozess in seiner ganzen Länge und Komplexität zwischen 1945 und 1990, d. h. gleichsam die dreifache Transformation, schildern schließlich Wolfgang Mühlfriedel und Edith Hellmuth für den Optikkonzern Carl Zeiss.²⁸⁰ Die Integration des Unternehmens in das staatssozialistische System, die Kombinatbildung und die sich daran anschließenden zahlreichen Kombinatereorganisationen (bei gleichzeitiger dynamischer Expansion) sowie schließlich die Umwandlung in die Carl Zeiss Jena GmbH werden detailliert beschrieben.²⁸¹

Insgesamt, so zeigt sich zum einen, spielten doch unternehmensinterne Fehler und Missmanagement bei den Anpassungskrisen eine größere Rolle als bislang vielfach vermutet, und zum anderen muss offenbar der Beginn der ›großen Anpassungskrise‹ in der deutschen Unternehmenslandschaft deutlich noch in die 1960er und mithin in die ›Wirtschaftswunderjahre‹ verlegt werden, das Ende dagegen in die Mitte der 1980er Jahre. Die bislang angenommene, um die beiden Ölkrisen zentrierte Krisendekade der 1970er Jahre erweitert sich zeitlich deutlich nach vorne wie nach hinten. Es gab eine Krise vor der (Öl-)Krise und in vielen Unternehmen waren die ›Wirtschaftswunderjahre‹ schon Mitte der 1960er definitiv zu Ende.²⁸² Vor allem gilt nach wie vor, dass die Unternehmen wie kaum sonst wo aus der Geschichte ihrer Krisen lernen könnten. Das wäre zum Teil ein schmerzhafter, aber letztlich noch immer weitaus billigerer Prozess, als das Rad immer wieder neu zu erfinden, wie es, so hat man jedenfalls den Eindruck, gegenwärtig in den Unternehmen passiert.

VIII. SCHLUSS

Unternehmen, so könnte man als Ergebnis der Durchsicht der Forschungsliteratur den in der Überschrift formulierten Gegensatz auflösen, tendieren per se dazu, alle sich bietenden Geschäftschancen zu nutzen, die sich dabei ergebenden Risiken aber abzuwälzen und zu externalisieren. Wenn dabei die Grenzen überschritten zu werden drohen oder überschritten wurden, so funktionieren in der Regel die internen Kontroll- und Überwachungsinstanzen und -mechanismen. Es gab und gibt aber immer wieder Phasen, in denen es letztlich der Öffentlichkeit und der politischen, demokratischen Kontrolle bedurfte, um Unternehmen auf ihre Verantwortung gegenüber dem gesellschaftlichen Gemeinwohl, der Umwelt oder den Beschäftigten zu verpflichten bzw. diese einzufordern und gleichsam mit dem Lizenzentzug zu drohen. Die historische Unternehmensforschung hat hierbei allen Seiten gegenüber einen entscheidenden Auftrag zur empirischen Analyse und Sensibilisierung. Dabei gibt es aber, trotz der Fülle der erschienenen Arbeiten, noch einige markante weiße Flecken. Nach wie vor existiert etwa keine fundierte Untersuchung zur jüngeren Siemens-Geschichte, insbesondere auch für die NS-Zeit. Dasselbe gilt für die Geschichte der HypoVereinsbank, gleichsam die letzte der Großbanken, deren NS-Geschichte noch aussteht. Für weitere namhafte Unternehmen wären Untersuchungen über den ge-

280 *Wolfgang Mühlfriedel/Edith Hellmuth*, Carl Zeiss in Jena 1945–1990, Böhlau Verlag, Weimar/Wien 2004, 385 S., kart., € 39,90.

281 Allerdings fehlt dem Buch die explizite Fragestellung. Vgl. zu Zeiss auch *Manuel Schramm*, Präzision als Leitbild? Carl Zeiss und die deutsche Innovationskultur in Ost und West 1945–1990, in: *Technikgeschichte* 72 (2005), S. 35–49.

282 Vgl. dazu auch die unter dem Thema »Ein neuer Geist des Kapitalismus? Formen, Sprachen und Praktiken in Netzwerken von Unternehmen seit den 70er Jahren« stehende Tagung des Arbeitskreises für kritische Unternehmens- und Industriegeschichte (AKKU) Ende September 2006 in Trier.

samten Lebenszyklus oder auch zu Teilphasen dringend notwendig oder zumindest wünschenswert: Bosch (hier gibt es offensichtlich Planungen für das Jubiläumsjahr 2011), Osram, Bayer (auch hier könnte das Jubiläumsjahr 2010 Anlass zu einem größeren Forschungsprojekt sein) und die Wacker-Chemie als Geschichte eines I.G.-Teilkonzerns bzw. I.G.-Nachfolgeunternehmens, oder auch zum Flick-Konzern. Hierzu werden allerdings anscheinend gleich drei Projekte bearbeitet. Angesichts der Tatsache, dass sich 2003 unter den TOP 50 insgesamt 10 Handelskonzerne befinden, sind Untersuchungen zu den Handelskonzernen wie Metro, Rewe, Edeka oder Tengelmann, sowie zu Familienunternehmen wie Oetker, Tchibo oder Bahlsen ebenfalls wünschenswert. Einige dieser Flecken werden in absehbarer Zukunft gefüllt. Es gibt laufende (Dissertations-)Projekte u. a. zur Schokoladenindustrie²⁸³, zur Tabakindustrie²⁸⁴, zur Software- und IT-Branche²⁸⁵ und zur Maschinenbauindustrie²⁸⁶. Auch zur Transport- und Logistikbranche sowie zu internationalen Multis wie Royal Dutch/Shell sind Studien zu erwarten.²⁸⁷ Defizite sind aber nach wie vor bei einer Reihe unternehmensübergreifender Themen zu konstatieren. Die komplexe Interaktion von finanziellen, rechtlichen, politischen und gesellschaftlichen Institutionen, die das Umfeld von Unternehmen bestimmen, bedarf eingehenderer Ausleuchtung. Unter juristisch-rechtlicher Perspektive sind die Unternehmen in ihrer historischen Entwicklung noch kaum betrachtet worden, ebenso fehlen Studien etwa zur Geschichte der Wirtschaftskriminalität oder zur Geschichte und Rolle von Wirtschaftsinformationsbriefen, Wirtschaftsnachrichtenagenturen oder der Wirtschaftspresse. Ein großer Nachholbedarf besteht vor allem bei Untersuchungen über das Verhalten der Shareholder und den Vorgängen auf dem Kapitalmarkt in ihrer Rückwirkung auf die Entwicklung einzelner Unternehmen.

Wir brauchen letztlich mehr längerfristige Großprojekte zur Unternehmensgeschichte, z. T. auch explizit nicht von Unternehmen selbst finanziert. Die Tatsache, dass Unternehmensgeschichte letztlich weiter allein auf Qualifikationsarbeiten (Dissertationen) oder jubiläumsinduzierten Auftragsstudien beruht, ist ein Problem. Ein mehr an Pluralität in der Forschungsfinanzierung (und auch eine größere Diversifizierung der *business history*-Forschungsstandorte) täte der Unternehmensgeschichtsschreibung gut. Mehr denn je erscheint auch die internationale Vernetzung der diversen Forschungsaktivitäten notwendig. Die britische *business history* ist seit je her aktiver als die deutsche Unternehmensgeschichtsschreibung, aber inzwischen ist auch die französische und niederländische *business history* dabei, der deutschen Forschung den Rang abzulaufen.

Die Unternehmensgeschichte, so konstatieren Franco Amatori und Geoffrey Jones in der Einleitung zu ihrem Sammelband, stehe an einem Scheideweg ihrer Entwicklung: »The choices are whether to seek to embed the subject more firmly within the multiple concerns of history, or whether to position it as part of the discipline of management, seeking to establish valid generalizations about the role and performance of firms, entrepreneurs, and business systems.«²⁸⁸ Lässt man die jüngere Forschung diesbezüglich noch einmal Revue passieren und blickt auf die gegenwärtigen Entwicklung der Unternehmensgeschichte in Deutschland, so dürfte – wohl nicht zum Nachteil für die historische Unter-

283 Vgl. Angelika Epple, Hamburg, zu Stollwerck und Roman Rossfeld, Zürich/Göttingen, zur Schweizer Suchard.

284 Vgl. Tino Jacobs, Hamburg, zu Reemtsma.

285 Timo Leimbach, München, Softwarebranche und Softwareentwicklung in Deutschland. Eine historische Untersuchung am Beispiel von AEG, SAP und CAP Gemini.

286 Ralf Richter, Netzwerke und ihre Innovationskraft im internationalen Vergleich. Die Cluster der Werkzeugmaschinenbau-Industrie in Chemnitz (Deutschland) und Cincinnati (USA), 1870 bis 1930. Zur Konzeption der Arbeit vgl. *ders.*, in: *Boch* (wie Anm. 11), S. 119–132.

287 Vgl. zu Shell die für 2007 angekündigte Studie von Keetie Sluyterman (Universität Utrecht).

288 Amatori/Jones (wie Anm. 27), S. 5.

nehmensforschung – der erste Weg eingeschlagen werden. An Unternehmen als zentraler Bestandteil der Gesellschaft, Politik und Wirtschaft kommen Politikhistoriker, Sozialhistoriker oder Kultur- und Mentalitätshistoriker nicht mehr vorbei. Unternehmensgeschichte ist zweifellos mehr und mehr Teil der Allgemeingeschichte geworden. Das birgt Chancen, etwa hinsichtlich der Interdisziplinarität der Herangehensweise, der Pluralität der Fragestellungen und Methoden. Aber es birgt zweifellos auch Risiken etwa einer simplifizierenden Kontextualisierung. Sowenig ein Unternehmenshistoriker auf Anhieb eine gute Politik-, Technik-, Sozial- oder Kulturgeschichte schreiben könnte, so wenig verfügen Politik-, Technik- oder Sozialhistoriker plötzlich über die notwendigen Kompetenzen zur Abfassung von empirisch wie analytisch gesättigten und anspruchsvollen Unternehmensgeschichten. Man wird in der Unternehmensgeschichte in Zukunft wohl weniger die Quantität der Untersuchungen im Auge haben müssen als vielmehr – ungeachtet irgendwelcher ›großer Namen‹ – die Qualität, gilt es doch inzwischen in Deutschland ein gerade auch im internationalen Vergleich beachtliches Niveau der historischen Unternehmensforschung zu erhalten.

Wulf D. Hund

Von Aristoteles bis Frankie Zung Reichweiten der Rassismusforschung

Martin Bulmer, John Solomos (Hrsg.), *Researching Race and Racism*, Routledge, London etc. 2004, 240 S., brosch., £ 19,99.

Jerry Dávila, *Diploma of Whiteness. Race and Social Policy in Brazil, 1917–1945*, Duke University Press, Durham etc. 2003, 292 S., brosch., \$ 22,95.

Christian Geulen, *Wahlverwandte. Rassendiskurs und Nationalismus im späten 19. Jahrhundert*, Hamburger Edition, Hamburg 2004, 411 S., geb., € 35,00.

Almut Höfert, *Den Feind beschreiben. ›Türkengefahr‹ und europäisches Wissen über das Osmanische Reich 1450–1600*, Campus, Frankfurt etc. 2004, 465 S., brosch., € 45,00.

Gerald Horne, *Race War. White Supremacy and the Japanese Attack on the British Empire*, New York University Press, New York 2003, 409 S., geb., \$ 40,00.

Benjamin Isaac, *The Invention of Racism in Classical Antiquity*, Princeton University Press, Princeton etc. 2004, 563 S., geb., \$ 45,00.

Ilona Katzew, *Casta Painting. Images of Race in Eighteenth-Century Mexico*, Yale University Press, New Haven etc. 2004, 242 S., geb., \$ 60,00.

Wolfram Meyer zu Utrup, *Kampf gegen die ›jüdische Weltverschwörung‹. Propaganda und Antisemitismus der Nationalsozialisten 1918–1945*, Metropol, Berlin 2003, 560 S., brosch., € 24,00.

H. Glenn Penny, *Objects of Culture. Ethnology and Ethnographic Museums in Imperial Germany*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill etc. 2002, 281 S., brosch., \$ 24, 95.

Lars Rensmann, *Demokratie und Judenbild. Antisemitismus in der politischen Kultur der Bundesrepublik Deutschland*, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2004, 541 S., brosch., € 42,90.

Dass Rassen ein »Produkt des Rassismus« und deswegen »Resultat, nicht Voraussetzung rassistischer Argumentation« sind¹, wird in der Rassismusforschung häufig, aber oft inkonsequent und folgenlos betont. Die Folgenlosigkeit zeigt sich, wenn zahlreiche Definitionsversuche des Rassismus davon ausgehen, dass Rassen kein Produkt der Natur, sondern soziokulturelle Gebilde sind², konkrete Analysen aber darauf bestehen, dass von Ras-

1 John Solomos, *Making Sense of Racism. Aktuelle Debatten und politische Realitäten*, in: *Alex Demirović/Manuela Bojadžijev* (Hrsg.), *Konjunkturen des Rassismus*, Münster 2002, S. 157–172, hier: S. 160 (›Produkt‹) u. *Wulf D. Hund*, *Rassismus. Die soziale Konstruktion natürlicher Ungleichheit*, Münster 1999, S. 10 (›Resultat‹).

2 *Ivan Hannaford*, *Race. The History of an Idea in the West*, Washington/Baltimore/London 1996, S. 9, erklärt, dass es Rassen nicht immer und überall gegeben hat. *Kenan Malik*, *The Meaning*

sismus nur dort die Rede sein könnte, wo sich entsprechende Diskriminierungen der Kategorie Rasse bedienen. Die Inkonsequenz zeigt sich, wenn Rassismusforschung selbst dort nach Rassen oder deren Äquivalent fragt, wo ihr Begriff ersichtlich nicht existiert hat.

Die Frage nach der Existenz von Rassismus in der Antike ist ein Prüfstein für dieses Vorgehen. Christopher Tuplin meint, die Diskussion von Rassismus setze die Vorstellung von Rasse voraus. George M. Fredrickson kann bei den Griechen und Römern des Altertums kein entsprechendes Konzept finden. David Theo Goldberg schließt aus dem Umstand, dass die Griechen keine Vorstellung von Rasse hatten, rassistische Diskriminierung wäre bei ihnen nicht vorgekommen.³

Trotzdem hat Benjamin Isaac in einer umfangreichen Studie »the invention of racism in classical Antiquity« behandelt. Er benutzt in ihr die Kategorien »racism« (Isaac, S. 82), »early racism« (S. 36), »ancient racism« (S. 482) und »proto-racism« (S. 5 und passim) weitgehend synonym, bevorzugt aber letztere »for the sake of convenience« (S. 36). Seine Arbeit markiert einen Meilenstein in der historischen Rassismusforschung. Sie vermittelt ein umfassendes Bild der auf sozial verkörperten Besonderheiten von anderen beruhenden Diskriminierungsmuster (vgl. S. 53–251) und ihrer Spezifizierung und Umsetzung beim Umgang mit fremden Völkern im Rahmen der antiken imperialen Politik (vgl. S. 253–500). In ihren Legitimationszusammenhängen stößt Isaac auf zentrale Überlegungen rassistischer Argumentation wie »the environmental theory«, »[t]he emphasis on pure blood« und »ancient physiognomics« (S. 46).

Die Konzeption der Umwelttheorie (vgl. S. 56–109) lief auf die Prägung kollektiver Charaktere durch unterschiedliche äußere Bedingungen hinaus. Die für die Entwicklung menschlicher Fähigkeiten besten geographischen und klimatischen Verhältnisse waren dabei die, unter denen die Produzenten dieser Vorstellungen selbst lebten, und denen sie bescheinigten, zur Philosophie wie zur Herrschaft befähigte Menschen hervorzubringen. Weil ihnen durch eine missgünstige Natur benachteiligt ausgestattete andere gegenüberstehen sollten, waren Idee und Rechtfertigung des Imperialismus in diese Theorie eingelassen. Weil die als stabil betrachteten Ergebnisse dieses Prozesses als vererbbar begriffen wurden, war die dialektische Dynamik der Beziehungen zwischen den Menschen und ihrer Umwelt zugunsten einer dauerhaften Hierarchie von Superiorität und Unterlegenheit fixiert

of Race. *Race, History and Culture in Western Society*, Basingstoke 1996, S. 5, behauptet, dass Marsianer die Menschen in andere als auf der Erde geläufige Rassenkategorien einteilen würden. Leonard Harris, *What, Then, Is Racism?*, in: *ders.* (Hrsg.), *Racism. Key Concepts*, Amherst 1999, S. 437–450, hier: S. 439, hält fest, dass Rassen als biologische Tatbestände nicht existieren. Audrey Smedley, *Race in North America. Origin and Evolution of a Worldview*, Boulder etc. 1999, S. 20, spricht von Rasse als sozialem Prinzip und soziokultureller Realität. Floya Anthias, *Race and Class Revisited – Conceptualising Race and Racisms*, in: *The Sociological Review* 38 (1990), H. 1, S. 19–42, hier: S. 21 f., integriert sie der Kategorie Ethnos. John Solomos und Les Back, *Racism and Society*, Basingstoke etc. 1996, S. 207, betrachten Rasse als politische Ressource sozialer Identitätsbildung. Margaret L. Andersen, *Whitewashing Race. A Critical Perspective on Whiteness*, in: *Ashley W. Doane/ Eduardo Bonilla-Silva* (Hrsg.), *White Out. The Continuing Significance of Racism*, New York etc. 2003, S. 21–34, hier: S. 33, sieht sie als soziale Tatsache. Für Robert Miles, *Racism*, London etc. 1989, S. 71, gehört sie in den Bereich gesellschaftlich konstruierter Wirklichkeit. Michael Banton, *Racial Theories*, Cambridge etc. 1998, S. 196–235, hat sein vielfach nachgedrucktes Standardwerk um das Kapitel »Race as social construct« erweitert.

³ Vgl. Christopher Tuplin, *Greek Racism? Observations on the Character and Limits of Greek Ethnic Prejudice*, in: *Gocha R. Tsetsikhidze* (Hrsg.), *Ancient Greeks. West and East*, Leiden etc. 1999, S. 47–75, hier: S. 47; George M. Fredrickson, *Racism, A Short History*. Princeton etc. 2002, S. 17; David Theo Goldberg, *Racist Culture. Philosophy and the Politics of Meaning*, Malden etc. 1993, S. 21.

und außer Kraft gesetzt. Das führte nicht zuletzt zu weitreichenden eugenischen Gedanken, die unter anderem auf eine Kritik am Ammenwesen hinausliefen, weil dabei Kinder gehobener Herkunft durch die Milch von Frauen niederer Abkunft geschädigt werden könnten.

Die Argumentation der Blutstheorie (vgl. S. 109–148) war auf diese Weise mit der Umweltkonzeption verbunden. Als Lehre von der guten Herkunft umfasste sie nicht nur bis zur Euthanasie reichende Forderungen nach gesunden Nachkommen. Sie enthielt auch bevölkerungspolitische Vorstellungen, die die eigene biologisch-kulturelle Sonderstellung auf die Reinheit und Unvermischtheit von Erblinien zurückführte. Sie dienten nicht nur der rassistischen Abgrenzung nach außen, sondern waren auch sexistisch und klassistisch geprägt. Das zeigte sich nicht erst an Aristoteles Theorie der Zeugung und seiner Diskreditierung weiblicher Nachkommen als Missgeburten, sondern schon in der mythologischen Vorstellung der athenischen Männer, sie seien Nachkommen einer ohne Frauen zustande gekommenen Urzeugung.⁴ Das zeigte sich weiter in Platons auf soziale Mischungen gemünzten Warnungen vor Degeneration.

Weil Isaac diese Argumentationslinien nicht weiter verfolgt, behandelt seine Arbeit nur einen Ausschnitt aus dem Gesamtzusammenhang rassistischer Ausgrenzung und Herabminderung. Das liegt vor allem daran, dass der Verfasser glaubt, sich der verbreiteten Kopplung von Rassismus und Rasse anschließen zu müssen. In dessen Charakterisierung bei Aristoteles fließt diese Auffassung ein: »Aristotle's natural slaves correspond with all the features listed as characteristic of what is believed to be a race« (S. 46).

Bereits Aristoteles soll demnach so argumentieren, wie es nach der Durchsetzung des Rassenbegriffs und mit dessen Hilfe allgemein üblich wurde. Um das zu unterstreichen, führt Isaac eine Passage aus dessen »Politik« an, in der Freiheit und Sklaverei mit der körperlichen Verfassung der Menschen verbunden werden. Obwohl er in der Regel ausführlich und unter zusätzlicher Dokumentation des jeweiligen Originaltextes zitiert, findet sich in diesem Abschnitt aber eine systematische Auslassung. Aristoteles unterstellt der »Natur«, sie hätte »das Streben, auch die Leiber der Freien und der Sklaven verschieden zu bilden, die der letzteren stark für den nötigen Gebrauch und die der ersteren hochauferichtet und unbrauchbar für derartige Arbeiten, aber geeignet für die staatliche Tätigkeit«. An dieser Stelle bricht Isaac das Zitat ab, in dem es weiter heißt: »aber *tatsächlich tritt oft auch das Gegenteil ein*, dass manche nur die Leiber von freien Männern haben und andere nur die Seelen.«⁵

Offensichtlich ist Aristoteles, der der Natur die Hervorbringung von Freien und Sklaven unterstellt, nicht bereit, sich dabei auf deren begrenzte Möglichkeiten der Verkörperung zu verlassen. Seine Begründung der natürlichen Sklaverei hat vielmehr einen kulturalistischen Kern, um den herum sich naturalistische Bestandteile flexibel gruppieren.⁶ Er wird durch ein alle sozialen Beziehungen strukturierendes Konzept der Herrschaft geprägt. Begründet liegen soll diese im regulativen Anspruch der Vernunft. Der beginnt im

4 Martha C. Nussbaum/Cass R. Sunstein (Hrsg.), *Clones and Clones. Facts and Fantasies about Human Cloning*, New York etc. 1999, haben in ihren einleitenden Überlegungen zu Techniken und Ideologien des Klonens (Introduction, a. a. O. S. 11–16, hier: S. 12) einen Zusammenhang hergestellt, der von heutigen Männerphantasien ungeschlechtlicher Fortpflanzung bis zur Sage von Erechtheus zurückreicht, der, »masturbating into the fertile earth of Athens«, eine »nation of male clones« erzeugt hätte: »The Athenians were thus, in their own civic mythology, a nation descended from male clones, very proud to have no jot of the female in their makeup«.

5 *Aristoteles*, *Politik* (nach der Übersetzung von Franz Susemihl), hrsg. v. Wolfgang Kullmann, Reinbek 1994, S. 53 (1254 b 25 ff.) – von mir hervorgehoben.

6 Vgl. Julie K. Ward, *Ethnos in the Politics. Aristotle and Race*, in: Julie K. Ward/Tommy L. Lott (Hrsg.), *Philosophers on Race. Critical Essays*, Oxford etc. 2002, S. 14–37, die auf S. 30 schlussfolgert, Aristoteles »is closer to holding what would be considered a cultural, social notion of race and ethnicity than a biologically determinist notion«.

Bereich der Seele, wo die Vernunft das Gefühl regieren sollte, setzt sich fort in der Person, deren Seele den Leib zu regieren hätte, erstreckt sich auf die Familie, in der das Weibliche vom Männlichen regiert werden müsste, und das Haus, in dem der Herr über den Knecht regierte, bis zum Staat, der am besten verfasst wäre, wenn tugendhafte Reiche fleißige Arme regierten: »denn geradeso wie ein lebendiges Wesen (zôon) aus Seele und Leib und die Seele aus Vernunft (lógos) und Begierde (órexis) und die Familie aus Mann und Weib und der Besitz aus Herrn (despótēs) und Sklaven (doúlos), ebenso ist auch der Staat aus [...] ungleichartigen Bestandteilen zusammengesetzt.«⁷

Dieses hierarchische Programm vermittelt die verschiedenen Ebenen der Naturbeherrschung über den Begriff des Mangels. Die durch ihn bezeichnete Differenz erlaubt die Behauptung von Unterschieden, ohne systematisch auf deren körperlicher Repräsentation bestehen zu müssen. Die anderen sind nicht deswegen anders, weil sie über besondere Kennzeichen verfügen, sondern weil ihnen etwas fehlt. Bei den Sklaven ist das die Vernunft. Auf Äußerlichkeiten wird zu ihrer Bestimmung hingegen kein zentraler Wert gelegt.⁸ Das Versagen der Natur beim Sichtbarmachen ihr zugeschriebener Unterschiede ist einkalkuliert. Die rassistische Herabminderung des Menschen zum Sklaven gibt sich als soziale Konstruktion zu erkennen.

Die Chance, sich aus einer vom Rassenbegriff gelösten rassismusanalytischen Perspektive mit entsprechenden Diskriminierungszusammenhängen auseinanderzusetzen, hat Isaak vergeben. Das erklärt auch, warum er sich nicht ausführlicher mit den beiden anderen Dimensionen auseinandersetzt, die in der aktuellen Diskussion durch die häufig zu findende Trias ›Rasse – Klasse – Geschlecht‹ bezeichnet wird. Dabei weisen die aristotelischen Überlegungen zu den unterschiedlichen Ebenen der Herrschaft, in denen die Beziehungen von Leib und Seele mit denen von Frauen und Männern und von Sklaven und Herren verbunden werden, auf diesen Zusammenhang direkt hin. Bei der Behandlung von versklavten und freien Arbeitern durch Aristoteles zeigt sich die Verbindung von Rassismus und Klassismus nachhaltig.

In den durch Sklaverei unterschichteten griechischen Poleis mochte der Dünkel der herrschenden Klassen die freien Armen nach Lage und Prestige nicht sonderlich von den Sklaven unterscheiden, sah sich durch deren politischen Druck und eigenes opportunistisches Kalkül aber genötigt, das im Hinblick auf ihren Status zu tun. Nach Aristoteles' Überzeugung können deswegen einerseits Arme und Sklaven sozial nicht unterschieden werden, weil beide »mit der Beschaffung des notwendigen Lebensunterhaltes zu tun haben«. Deswegen wären früher »sämtliche Handwerker und Fremden Sklaven« gewesen und dürfte »der beste Staat [...] den Handwerker nicht zum Bürger machen«. Im Hinblick auf ihre Tätigkeit und soziale Lage erscheinen Aristoteles die Armen als unfrei und tugendlos und werden genauso verachtet wie die Sklaven. Andererseits muss er sie ihrer politischen Stellung wegen als freie Bürger anerkennen. In die misstrauische Formulierung dieser Zumutung fließt dabei die Differenz von rassistischer und klassistischer Diskrimi-

7 *Aristoteles*, Politik, S. 134 (1277 a 5 ff.); zum Vorstehenden vgl. S. 52 f. (1254 b 5 ff.) u. S. 312 ff. (1328 b 35 – 1329 a 39); vgl. auch S. 182 ff. (1290 b 21 – 1291 b 13), wo die ständische Struktur des Staates entwickelt, die Herrschenden mit der Seele und die Beherrschten mit dem Leib verglichen und »die Armen und die Reichen« als »die wesentlichen Teile des Staates« bestimmt werden.

8 Vgl. *Aristoteles*, Politik, S. 53 (1254 b 17 ff.) – »alle diejenigen, welche so weit von anderen abstehen wie der Leib von der Seele und das Tier vom Menschen [...] sind Sklaven von Natur [...]. Von Natur Sklave ist mithin derjenige, welcher [...] an der Vernunft nur so weit teilhat, um ihre Gebote zu verstehen, ohne sie zu besitzen«; hinsichtlich solcher Äußerlichkeiten wie den in der modernen Sklaverei so bedeutsam werdenden Schattierungen der Hautfarbe heißt es hingegen bei *Aristoteles*, Metaphysik (in der Übersetzung v. Hermann Bonitz), hrsg. von *Eduard Wellmann*, Reinbek 1994, S. 272 (1058 b 13), »der Mensch« wäre »nur in akzidentellem Sinne weiß«, »der weiße Mensch steht zu dem schwarzen nicht in einer Unterschiedenheit der Art nach«.

nierung ein. »Die Stellung [...] des Handwerkers« entspreche »einer begrenzten Sklaverei«, doch »Sklave [...] sei] einer von Natur«, »Handwerker aber nicht«.⁹

Bei der Charakterisierung des mit der Hand und für Lohn arbeitenden Bauens aus der Unterschicht vereinen sich Desozialisierung und Rollenzuweisung. Dabei wird darauf bestanden, dass die rassistische Entmenschlichung als Werk der Natur gelten müsse, während die klassenspezifische Ordnung der Gesellschaft als Menschenwerk Anerkennung findet. Die in der aktuellen Rassismuskonzeption allenthalben und unermüdlich beschworene soziale Konstruktion, der ihre analytischen Anstrengungen gelten, liegt in diesen Überlegungen in einer Semantik vor, der der Rassenbegriff völlig fehlt. Sie zeigt sich als eine von der konkreten historischen Form herrschaftlicher Vergesellschaftung abhängende und flexibel handhabbare Strategie zur kulturalistisch begründeten sozialen Einschließung oder Ausschließung.

Diese wird im europäischen Mittelalter fortgeschrieben. Doch krankt ihre Diskussion auch hier daran, dass Rassismusanalyse mit dem Rassenbegriff verbunden wird und deswegen auf den Nachweis aus ist, dass »race does operate distinctively in various medieval contexts«.¹⁰ Mit diesem Ansatz verbindet sich häufiger die Auffassung, dass das Jahr 1492 ein symbolisches Ursprungsdatum für den Beginn des modernen Rassismus abgeben könnte. James M. Blaut hat die Anfänge des Eurozentrismus auf dieses Jahr datiert, Mark Terkessidis betrachtet es als »die ›Wiege‹ des Rassismus«, Karin Priester erklärt es zu dessen Entstehungsdatum und Howard Winant verweist für die Geschichte des Rassismus auf die Zeit »from approximately 1500 on«.¹¹

In der Regel stützen sich solche Auffassungen auf die Folgen der Entdeckung Amerikas. Der Genozid an den Indianern und der transatlantische Sklavenhandel wurden unter Berufung auf die aristotelische Theorie der Sklaverei legitimiert. Zwei weitere mit dem Jahr 1492 verbundene Formen rassistischer Diskriminierung bedienten sich freilich anderer Argumente. Sowohl die antisemitische Politik der Reinheit des Blutes in Spanien als auch die europäische Reflexion der Türkengefahr bemühten eine Rhetorik der Täuschung, um zu erklären, weshalb konvertierte Juden und kultivierte Moslems gleichwohl als elementare Gefahr für Einheit und Integrität der Christenheit gelten müssten.¹²

9 *Aristoteles*, Politik, S. 137 (1278 a 5 ff.) (›Lebensunterhalt‹, ›bester Staat‹); S. 341 f. (1337 b 5 ff.) (zur Arbeit und Tugendlosigkeit der Armen); S. 74 (1260 b 1 ff.) (›Handwerker‹, ›Sklave‹) – den in solcher Konzeption begründeten sozialen Rassismus fasste *Platon*, Politeia, in: *ders.*, Sämtliche Werke, hrsg. v. *Walter F. Otto/Ernesto Grassi/Gert Plamböck*, Bd. 3. Reinbek 1958, S. 67–310, hier: S. 144 f. (414 b–415 d), in ein Gleichnis, das er selbst offen als Täuschung bezeichnete: nach Herkunft und Erziehung in unterschiedliche Stände gepressten Menschen müsste eingeredet werden, sie wären zwar Bürger, dürften aber politische nicht mit sozialer Gleichheit verwechseln, sondern blieben trotzdem von Natur aus verschieden, weil Gott ihnen je nach ihrer Bestimmung Gold, Silber oder Eisen beigemischt hätte.

10 *Thomas Hahn*, The Difference the Middle Ages Makes. Color and Race before the Modern World, in: *The Journal of Medieval and Early Modern Studies* 31 (2001), H. 1, S. 1–37, hier: S. 7.

11 *James M. Blaut*, 1492. The Debate on Colonialism, Eurocentrism, and History, Trenton 1992; *Mark Terkessidis*, Psychologie des Rassismus, Wiesbaden 1998; *Karin Priester*, Rassismus. Eine Sozialgeschichte, Leipzig 2003; *Howard Winant*, The World is a Ghetto. Race and Democracy Since World War II, New York 2001.

12 Vgl. zur Politik der Reinheit des Blutes *Jerome Friedman*, Jewish Conversion, the Spanish Blood Laws and Reformation. A Revisionist View of Racial and Religious Antisemitism, in: *The Sixteenth Century Journal* 18 (1987), S. 3–29; *Max Sebastián Hering Torres*, ›Limpieza de sangre‹ – Rassismus in der Vormoderne?, in: *Wiener Zeitschrift zur Geschichte der Neuzeit* 3 (2003), S. 20–37; *Norman Roth*, Conversos, Inquisition, and the Expulsion of the Jews from Spain, Madison etc. 1995 und *Yosef Hayim Yerushalmi*, Assimilierung und rassistischer Antisemitismus. Die iberischen und die deutschen Modelle, in: *ders.*, Ein Feld in Anatot. Versuche über jüdische Geschichte, Berlin 1993, S. 53–80; zur Reflexion der Türkengefahr vgl. *David R.*

In ihrer Studie zum europäischen Wissen über das osmanische Reich weist Almut Höfert darauf hin, dass im zeitgenössischen Bewusstsein dem Jahr 1453, in dem Konstantinopel von den Osmanen erobert wurde, eine sehr viel größere Bedeutung zukam, als dem Jahr 1492, dessen epochale Bedeutung erst nach und nach entstanden wäre. Die mit ihm verbundenen Vorstellungen hätten keinen Anlass zu Gefühlen und Ideologien der Überlegenheit, sondern zu solchen der Bedrohung gegeben und könnten »als Beginn des Diskurses der Türkengefahr angesehen werden« (Höfert, S. 25). Mit dieser historischen Konstellation verbindet sie die These, »die Grundlagen der okzidentalen Anthropologie«, die im 15. und 16. Jahrhundert gelegt worden wären, hätten durch die »Auseinandersetzung mit den Osmanen« eine wesentliche Prägung erfahren (S. 11). Weil dies »nicht im Kontext europäischer politischer Hegemonie« erfolgte, sondern angesichts einer teils »tatsächlichen«, teils »vermeintlichen« Gefährdung, schließt sie daran die weitreichende Folgerung an, ihre Arbeit müsste zur Revision der Vorstellung führen, »dass die okzidentale Anthropologie im Zuge einer europäischen machtpolitischen Überlegenheit entstanden sei und nur in diesem Zusammenhang funktioniere« (S. 17 f.).¹³

Obwohl Almut Höfert diese Überlegungen selbst nicht auf Fragen der Rassismusanalyse bezieht, haben sie für deren Beantwortung doch erhebliche Bedeutung. Sie deuten nämlich zunächst an, dass der Orient nicht erst im Gefolge einer erfolgreichen europäischen Expansion konstruiert wurde. Und sie verweisen weiter darauf, dass die Gegenüberstellung der Primitivität der anderen mit der eigenen Zivilisiertheit nur eine der Optionen aus dem vielfältigen Repertoire rassistischer Diskriminierung ist. Zwei der Antworten zu der auf die Konstitution des Wissens über die anderen gerichteten Fragestellung der Verfas-

Blanks/Michael Frassetto (Hrsg.), *Western Views of Islam in Medieval and Early Modern Europe. Perception of the Other*, New York 1999; *Jean Delumeau*, *Angst im Abendland. Die Geschichte kollektiver Ängste im Europa des 14. bis 18. Jahrhunderts*, Reinbek 1985; *Franz-Reiner Erkens* (Hrsg.), *Europa und die osmanische Expansion im ausgehenden Mittelalter*, Berlin 1997; *Bodo Guthmüller/Wilhelm Kühlmann* (Hrsg.), *Europa und die Türken in der Renaissance*, Tübingen 2000; *Winfried Schulze*, *Reich und Türkengefahr im späten 16. Jahrhundert. Studien zu den politischen und gesellschaftlichen Auswirkungen einer äußeren Bedrohung*, München 1978; *Mustafa Soykut*, *Image of the ›Turk‹ in Italy. A History of the ›Other‹ in Early Modern Europe, 1453–1683*, Berlin 2001; *Mustafa Soykut* (Hrsg.), *Historical Image of the Turk in Europe, 15th to the Present. Political and Civilisational Aspects*, Istanbul 2003; *Margret Spohn*, *Alles getürkt. 500 Jahre (Vor)Urteile der Deutschen über die Türken*, Oldenburg 1993; *Dorothy M. Vaughan*, *Europe and the Turk. A Pattern of Alliances, 1350–1700*, Liverpool 1954.

- 13 Leider fällt Almut Höferts Darstellung der Ergebnisse ihrer Forschung ebenso hermetisch wie rhapsodisch aus. Die Verslossenheit wird durch eine antiquierte bildungsbürgerliche Attitüde erzeugt, die sich mit der originalen Widergabe absatzlanger Quellenzitate begnügt, ohne in den Anmerkungen eine Übersetzung bereit zu stellen. Dieses Vorgehen ist schon deswegen unverständlich, weil die Verfasserin für ihre Untersuchung der Quellen auch eine »Übersetzung aus den einzelnen Sprachen – Italienisch, Französisch, Latein und Frühneuhochdeutsch – in ein modernes Deutsch« vorgenommen hat (Höfert, S. 232 f.), diesen Teil ihrer Anstrengungen den Leserinnen und Lesern ihrer Arbeit aber vorenthält und im übrigen ihre Quellen auch dann nur in der Originalversion zitiert, wo hervorragende zweisprachige kritische Ausgaben vorliegen, wie zum Beispiel zu Georg von Ungarns Abhandlung über Sitten und Unsitten der Türken (vgl. S. 201 ff.). Die Manieriertheit dieses Vorgehens enthüllt die Autorin selbst, wenn sie Aufrufe zum Kreuzzug mal lateinisch, mal deutsch (S. 60, 64) und zwischendurch ausgerechnet Herodot auf englisch zitiert (S. 185). Da sie gleichzeitig ihr zweifellos umfangreiches Wissen stark zersplittert präsentiert, hinterlässt die Lektüre ihrer Studie einen zwiespältigen Eindruck. Auf die Darstellungsweise hat sich offensichtlich die Forschungsweise der Verfasserin negativ ausgewirkt, die unter anderem darin bestand, ihre zwölf Quellentexte »mithilfe eines Teppichmessers und eines Schneidebretts auf dem Küchentisch« in 2043 Schnipsel zu zerlegen (S. 199). Davon haben sie sich bis zur Niederschrift der Analyse bedauerlicherweise nicht erholt.

serin sind dadurch möglicherweise stärker vermittelt, als ihr das bewusst geworden ist. Einerseits betont sie, »dass auch in einer machtpolitisch unterlegenen Situation eine epistemologische Bemächtigung des überlegenen Gegenübers möglich ist« (S. 320). Andererseits hebt sie deren komplexe Struktur hervor, die sich daran zeigte, dass zwar alle untersuchten Berichte »in die Verurteilung der Türken als verwerflicher Sekte und gefährlicher Bedrohung einstimmten«, diese aber gleichzeitig mit »wertungsfreie[n] Beschreibungen der türkischen Lebensweise« (S. 311) einherging.

Die Autorin schlägt vor, diese Situation als »Paradox« zu begreifen, weil der »Diskurs«, der einen »Antagonismus zwischen Christen und Türken propagierte«, auch einen »wertungsfreien Raum« eröffnete, in dem beider Lebensweise, Politik und Religion »mit den gleichen Kategorien beschrieben werden konnten«. Dieses Paradox erklärt sie für »ein Produkt der Ordnung der Dinge« (S. 315), ohne zu fragen, inwieweit es nicht auch Ausdruck eines epistemologischen Realismus sein könnte, der sich nicht zuletzt der ihm zugrunde liegenden Machtkonstellation verdankte. In ihrer Darstellung finden sich jedenfalls Indizien, die eine solche Frage nicht unangebracht erscheinen lassen.

So ließ zum Beispiel Enea Silvio Piccolomini, der 1458 Papst wurde und Zeit seines Pontifikats Pläne für einen Kreuzzug gegen die Türken schmiedete, in seiner unvollendeten »Kosmografie« keinen Zweifel an deren barbarischen Qualitäten. Geografisch nach Asien abgeschoben, erschienen sie ihm als ein Volk, das sich durch abartige sexuelle und kulinarische Vorlieben auszeichnete, die ganze Welt zum Bordell machte, jederzeit alles gewaltsam zu vögeln bereit war und nicht nur Fleisch von Haustieren oder Aasfressern, sondern auch menschliche Fehlgeburten verspeiste.¹⁴

Ganz anders äußerte sich Georg von Ungarn, der von 1438 bis 1458 als Sklave in türkischer Gefangenschaft lebte, in seinem »Traktat über die Sitten, die Lebensverhältnisse und die Arglist der Türken«. Er schilderte beeindruckt die »Reinlichkeit« der Türken, die sowohl beim Essen als auch beim Sex zum Ausdruck käme und die sich unter anderem im Verzicht auf Schweinefleisch, spezieller Fütterung von Tieren vor deren Verzehr und ritueller Schlachtung und in Waschungen nach dem Geschlechtsverkehr und den vielen öffentlichen Badehäusern zeigte.¹⁵

Bei der Schilderung der Geschlechterbeziehungen einerseits und der Sklaverei andererseits machte er nachdrücklich deutlich, dass seine Begeisterung für die Verfassung der einen und seine Abscheu vor den Formen der anderen weniger mit der Ordnung der Dinge, als vielmehr mit der Ausrichtung von Herrschaft zu tun hatten. Die »Ehrbarkeit«, die er überall in der Türkei beim »weiblichen Geschlecht« gefunden hätte, führte er darauf zurück, dass die Türken »echte Männer« wären, die nicht nur »zwölf Ehefrauen« haben dürften, sondern, indem sie zeigten, »dass ein einziger Mann zwölf Frauen überlegen ist«, auch »den Unwert dieses unseligen Geschlechts und den Satz des Schöpfers« bestätigten, »wonach die Frau dem Mann Untertan sein soll«. Bei der Schilderung der Sklaverei, von der er selbst betroffen war, beklagte er, wie »das vernunftbegabte, nach dem Bilde

14 »Gens truculenta et ignominiosa in cunctis stupris et lupanaribus fornicaria, comedit quae caeteri abominantur, iumentorum, luporum ac vulturum carnes et, quod magis horreas, hominum abortiva« – Enea Silvio Piccolomini, zitiert bei Höfert, S. 187.

15 *Georgius de Hungaria*, Tractatus de moribus, conditionibus et nequicia turcorum – Traktat über die Sitten, die Lebensverhältnisse und die Arglist der Türken, hrsg. v. Reinhard Klockow, Köln etc., S. 226 ff.; zum folgenden vgl. a. a. O., S. 247 (»Ehrbarkeit« des »weiblichen Geschlechts«), S. 249 (»echte Männer« etc.); in diesem Zusammenhang würdigte Georg auch S. 251 die Institution des Schleiers und S. 253 die des bewachten Harems), S. 197 (»verkauft und erworben«), S. 199 (»Sklavenmarkt«), S. 302 f. (»deliramenta«, »Wahngelbde«), S. 331 (»Gott und Teufel«), S. 349 (»Treiben«, »Spur«), S. 351 (»Aberglauben«), S. 361 (»Unwissenheit«, »Einsicht«).

Gottes gestaltete Geschöpf wie ein unvernünftiges Tier zum schäbigsten Preis verkauft und erworben« würde. Seine Schilderung verrät, dass er dabei neben der Gewalttätigkeit dieses Verhältnisses vor allem auch seine desozialisierende Wirkung kritisierte – denn auf dem Sklavenmarkt »wird vor dem schamroten Gatten die Gattin wie eine Hure verhöhnt und einem anderen Mann überlassen«, »respektiert man nicht die Würde und achtet nicht den Stand«, »werden Priester und Pöbel mit gleicher Münze gehandelt«, »Ritter und Bauer auf derselben Waage gewogen«.

Georgs Respekt vor türkischen Sitten speiste sich aus derselben Quelle, wie sein Abscheu vor der Sklaverei. Die unterschiedliche Polung seiner Gefühlslage verdankte sich lediglich der Richtung, in die deren herrschaftliche Verfassung jeweils gerichtet war. Als sittenstrengen Ausdruck von Selbstbeherrschung und als Herrschaft über Frauen konnte er sie unbesehen gelten lassen. Auf ihn und seinesgleichen gerichtet, erschien sie ihm als unerträglich und zerstörerisch. Beide hingen insofern zusammen, als die vorbildliche Verfassung der einen das Ertragen der anderen erklären half.

Das war keineswegs als psychologische Entschuldigung gedacht, sondern Element eines argumentativen Konzepts, mit dessen Hilfe Georg zwei nur oberflächlich unvereinbare argumentative Aufgaben zu vermitteln und dadurch zu erklären versuchte, warum die Türken so erfolgreich und mächtig sein konnten und doch elementar böse sein mussten. Während die Beschreibung der Sitten die erste Aufgabe löste, schuf sie gleichzeitig die Grundlage zur eleganten Beantwortung der zweiten, die darin bestand, die Attraktivität türkischen Lebens als bloßen Schein entlarven und für dessen Nachhaltigkeit einen gefährlichen Gegner verantwortlich machen zu können. Bei den geschilderten positiven Eindrücken sollte es sich um »deliramenta et illusiones dyaboli«, »Wahngebilde und Vorskpiegelungen des Teufels« handeln und dadurch deutlich werden, »dass Gott und Teufel in Christen und Türken gegeneinander kämpfen«.

Der Realismus der ethnographischen Beschreibung war deswegen möglicherweise auch Ausdruck einer sich in Georgs Bericht einschreibenden Ordnung der Dinge. Ganz gewiss war er aber Bestandteil einer wohl durchdachten ideologischen Strategie. Mit ihrer Hilfe stellte Georg die Wissbegier hinsichtlich der anderen als ebenso gefährlich wie nutzbringend dar. Denn nur, wer sich auf deren »Treiben« einließ, könnte ihm auch auf die »Spur« kommen. Der Diskurs der Anerkennung erwies sich als Präludium zur Rhetorik der Diskriminierung. Einmal durchschaut, offenbarten sich die Ansichten der Türken als Ausdruck von »Aberglauben und trügerischem Teufelswerk« und offenbarten eine solche »Unwissenheit«, »dass man den Eindruck hat, ihnen fehle es nach Art der Tiere an der Vernunft und sie seien [...] zu keinerlei geistigen Einsicht fähig«.

Wie die Studien von Benjamin Issac und Almut Höfert zeigen, gehören zur Geschichte des Rassismus nicht nur antike Vorstellungen geistig unbemittelter Sklaven und neuzeitliche Bilder unentwickelter Wilder. Die Antike musste auch eine Barbarisierung der Perser, eines gefährlichen und kultivierten Gegners, organisieren, und die Neuzeit hatte die Diskriminierung der Türken, eines das gesamte Abendland bedrohenden mächtigen und kultivierten Feindes, zu legitimieren. Rassismus ist ganz offensichtlich als Ideologie, die natürliche und kulturelle Faktoren zur Herabsetzung der anderen als minderwertiger und unvollständiger Menschen einsetzt, nur einseitig und unvollständig beschrieben.

Die Geschichte des Antisemitismus weiß das schon lange und verweist insbesondere im Zusammenhang mit dessen moderner Variante darauf, dass er die im kolonialen Rahmen verbreiteten Theorien von lebensuntüchtigen Völkern, die ihrer eigenen Schwäche wegen dem Kontakt mit der Zivilisation nicht gewachsen und deswegen zum Aussterben verurteilt sein sollten, mit dem Phantasma der übermächtigen geheimen Verschwörung eines bösartigen Volkes konterkarierte, das er nach der Weltherrschaft greifen sah. Diese Rhetorik wurde weit vor dem Aufkommen des Rassenbegriffs entwickelt und war in der Diskriminierung und Verfolgung der Juden während der großen Pestepidemie des 14.

Jahrhunderts voll entfaltet.¹⁶ In der Moderne verband sie sich mit einem perfiden und folgenreichen antisemitischen Stereotyp, der ›jüdischen Weltverschwörung‹.¹⁷

Mit der Rezeption dieses Mythos in Deutschland und seiner Aufnahme, Instrumentalisierung und Verbreitung durch den Nationalsozialismus befasst sich Wolfram Meyer zu Utrup's Untersuchung seiner antisemitischen Propaganda. Neben der konkreten Nachzeichnung des Einflusses der Protokolle der Weisen von Zion auf die nationalsozialistischen Verschwörungsphantasien, deren unterschiedlicher Ausprägung bei den wichtigsten Funktionsträgern der Partei und deren Entwicklung und Verbreitung durch zentrale Medien der Bewegung bis zum Ende des zweiten Weltkrieges, besteht ein zentrales Verdienst der vorliegenden Studie in ihrer minutiösen Analyse dessen, was ihr Verfasser in Kombination von ›newspeak‹ und ›doublethink‹, zweier Kategorien aus der Semantik von ›1984‹, *double-speak* nennt: »eine eigene Sprache«, deren »Bedeutungsgehalte sich nur unter den Verstehungsvoraussetzungen der antisemitischen Konzeption voll erschlossen« und die deswegen »für das Wort ›Jude‹ zahlreiche Codeworte« verwenden konnte, die für Eingeweihte und Anhänger auf das Gemeinte verwiesen« (Meyer zu Utrup, S. 101). Die mit ihrer Hilfe betriebene Propaganda und dadurch beförderte oder stabilisierte Weltanschauung soll außerdem die Ausbildung eines »kryptischen Antisemitismus« (S. 200) ermöglicht haben, bei dessen Kommunikation auf einschlägige Schlüsselbegriffe weitgehend verzichtet werden konnte.

Während dem Verfasser die Nachzeichnung der antisemitischen Propaganda und der mit ihr verbundenen Sprache eindrucksvoll gelingt, bleiben seine Überlegungen zum kryptischen Antisemitismus weitgehend hypothetisch. Das liegt mindestens zum Teil an einem methodischen Ansatz, der das »Bild von den Juden und der ›Judenfrage‹ [...] in der nationalsozialistischen Propaganda« rekonstruieren will und sich dabei zum »Gegenstand« nimmt, »was Nationalsozialisten in der Öffentlichkeit im Hinblick auf eine ›Judenfrage‹ und die ›Judenpolitik‹ vertraten« (S. 14 f.). Er ist mit dem Nachweis einer subsemantischen Verständigung schon deswegen überfordert, weil er bewusst darauf verzichtet, »nach allgemeinen Vorstellungen über Juden oder die ›Judenfrage‹ in der Alltagswelt der deutschen Bevölkerung« zu fragen (S. 21).

Außerdem verleitet sein Vertrauen in die Macht der Sprache Meyer zu Utrup zu weitreichenden Folgerungen über das Verhältnis früher antisemitischer Programmpunkte der nationalsozialistischen Partei und den einzelnen Etappen der antisemitischen Politik des nationalsozialistischen Staates bis hin zur sogenannten Endlösung der Judenfrage.¹⁸ Für

16 Vgl. Klaus Bergdolt, *Der schwarze Tod in Europa. Die Große Pest und das Ende des Mittelalters*, München 1994, S. 119 ff.; František Graus, *Pest – Geissler – Judenmorde. Das 14. Jahrhundert als Krisenzeit*, Göttingen 1994; Alfred Haverkamp, *Die Judenverfolgungen zur Zeit des Schwarzen Todes im Gesellschaftsgefüge deutscher Städte*, in: Alfred Haverkamp (Hrsg.), *Zur Geschichte der Juden im Deutschland des späten Mittelalters und der frühen Neuzeit*, Stuttgart 1981, S. 27–93.

17 Vgl. Hadassa Ben-Itto, ›Die Protokolle der Weisen von Zion‹. Anatomie einer Fälschung, Berlin 1998; Stephen Eric Bronner, *Ein Gerücht über die Juden. Die ›Protokolle der Weisen von Zion‹ und der alltägliche Antisemitismus*, Berlin 1999; Norman Cohn, ›Die Protokolle der Weisen von Zion‹. Der Mythos der jüdischen Weltverschwörung. Mit einer kommentierten Bibliographie von Michael Hagemester, Baden-Baden etc. 1998; Leo P. Ribuffo, *Henry Ford and The International Jew*, in: *American Jewish History* 69 (1979–80), S. 437–477; Pierre-André Taguieff (Hrsg.), *Les Protocoles des Sages de Sion*, 2 Bde., Paris 1992.

18 Vgl. Götz Aly, ›Endlösung‹. Völkerverschiebung und der Mord an den europäischen Juden, Frankfurt/Main 1999; Omer Bartov, *Holocaust. Origins, Implementation, Aftermath*, London etc. 2000; Stefan Baumeister, *Zur Organisation und Realisation der Schoah. Rechtliche, institutionelle, organisatorische und verwaltungstechnische Voraussetzungen des Massenmords an den europäischen Juden*, Konstanz 2001; Christopher Browning, *Die Entfesselung der ›Endlösung‹. Nationalsozialistische Judenpolitik 1939–1942*, München 2003; Henry Friedländer, *Der*

ihn bestätigt »[d]ie nationalsozialistische Propaganda zur ›Judenfrage‹ [...], dass sich in der Sprache politischer Akteure frühzeitig eine Latenz von Entscheidungen und eine Handlungsbereitschaft abzeichnet [...]« (S. 423). Von der Konzeption des »antisemitischen Konspirationsmodells« der Nazis her erscheint ihm »eine stetig fortschreitende Radikalisierung [...] die logische Konsequenz, die von der Vorstellung einer Aufklärung über den Kampf bis zur Vernichtung führte. Eine andere endgültige Lösung als die ›Endlösung‹ war auf der Basis des konsequent weitergedachten Konspirationsmodells nicht möglich« (S. 452).

Möglicherweise hätte eine genauere Beschäftigung mit den Grundlagen der Rassismusanalyse die Konstruktion solcher inneren Logik verhindern können. Obwohl der »nationalsozialistischen Weltanschauung« bescheinigt wird, eine »Weltanschauung des Rassismus« zu sein und auf »die rassistische Grundlegung der politischen Gedankenwelt Hitlers« hingewiesen wird (S. 120, 182), bleibt die kritische Auseinandersetzung mit dieser Thematik unzureichend. Rassismus, der sich auf »Differenzen« beziehen soll, »die als reale kulturelle oder biologische Unterschiede immer eine gewissen Rolle spielten«, werden die »eher fiktiven Differenzen, wie sie beim modernen Rassenantisemitismus dominant sind«, gegenübergestellt (S. 79).¹⁹ Dieser Ansatz ist für eine Arbeit, deren Methodik sich am

Weg zum NS-Genozid. Von der Euthanasie zur Endlösung, Berlin 1997; *Ulrich Herbert* (Hrsg.), Nationalsozialistische Vernichtungspolitik 1939–1945. Neue Forschungen und Kontroversen, Frankfurt/Main 1998; *Birte Kundrus/Beate Meyer* (Hrsg.), Die Deportation der Juden aus Deutschland. Pläne – Praxis – Reaktionen 1938–1945, Göttingen 2004; *Peter Longerich*, Politik der Vernichtung. Eine Gesamtdarstellung der nationalsozialistischen Judenverfolgung, München 1998.

- 19 Die angegebene Referenzliteratur (S. 79, Fn. 155) fällt entsprechend mager aus und ist teilweise korrupt, teilweise unanalytisch und teilweise veraltet. Bei den Titeln handelt es sich um *Karl Saller*, Die Rassenlehre des Nationalsozialismus in Wissenschaft und Propaganda, Darmstadt 1961; *Peter Emil Becker*, Sozialdarwinismus, Rassismus, Antisemitismus und Völkischer Gedanke. Wege ins Dritte Reich Teil 2, Stuttgart etc. 1990; *Immanuel Geiss*, Geschichte des Rassismus, Frankfurt/Main 1988; *George L. Mosse*, Die Geschichte des Rassismus in Europa, Frankfurt/Main 1990. – Die Darstellung Sallers ist eine leicht zu durchschauende Selbstrechtfertigung eines Rassisten, der zu Beginn der Naziherrschaft mit einer Volksrassenlehre aufwartete (vgl. *Friedrich Merckenschlager/Karl Saller*, Vineta. Eine deutsche Biologie vom Osten her geschrieben, Breslau 1935), durch die er in Konflikt mit dem nordischen Gedanken geriet, dessen nachträglicher Kritik die oben angeführte Schrift galt, die allerdings auf eine Auseinandersetzung mit der eigenen Position verzichtete. Das war nicht nur opportunistisch, sondern wäre auch methodisch nicht möglich gewesen, weil Saller die Grundlagen der Rassenwissenschaft weiter vertrat (vgl. *Karl Saller*, Rassengeschichte des Menschen, Stuttgart etc. 1969); vgl. auch *Andreas Lüdtke*, Der ›Fall Saller‹ und die Rassenhygiene. Eine Göttinger Fallstudie zu den Widersprüchen sozialbiologischer Ideologiebildung, Marburg 1995. – Die Darstellung Beckers gehört zur Literatur des hilflosen Antifaschismus, verdient als Werkstattbericht einer umfangreichen Lektüre zweifellos Respekt, ermangelt aber analytischer Grundlagen und kommt deswegen nicht weiter als bis zur naiven Gegenüberstellung von Wissenschaft und Ideologie, die letztlich selbst wieder exkulpierend wirkt, weil es ihr nicht »einleuchtend« erscheint, »dass Rassenkunde als biologische Wissenschaft oder das ›falsche Bewusstsein eines biologischen Unterschieds‹ zum extremen Rassismus geführt haben sollen«. Die »Rassenidee« wird so gegen die »Rassenideologie« in Schutz genommen, die »wie jede Ideologie« eine »irrationale Komponente« hätte (Becker, S. 524). – Die Darstellung von Geiss schreibt die hier getroffene Unterscheidung von Rassenwissenschaft und Rassismusideologie fort. Die eine soll einen legitimen Gegenstand haben, die andere dessen illegitimer Bewertung entspringen. Die Bedeutung der Studie liegt in der Historisierung des Themas, das weit zurückverfolgt wird, und in der Integration des Antisemitismus in die Geschichte des Rassismus. Ihr essentialistischer Ansatz ist aber mehr als problematisch, wenn er »Rasse« als »realhistorische Realität« präsentiert, die »in ihrer Elementarität unbestreitbar« wäre, weil es schließlich »tiefgreifende Unterschiede zwischen verschiedenen Menschengruppen« gäbe (Geiss, S. 20 f.); vgl. auch *Wolfgang Wippermann*, Was

»grundsätzlichen Anliegen der Wissenssoziologie« orientiert und fragt, »wie eine bestimmte ›Wirklichkeit‹ gesellschaftlich ›konstruiert‹ wird« (S. 21), mehr als erstaunlich.

Weil der Autor sich darüber hinaus aber auch traditioneller historiografischer Gründlichkeit verpflichtet weiß, bietet der materiale Teil seiner Untersuchung eine beeindruckende und überzeugende Lektüre zur Konstitution eines hermetischen rassistischen Weltbildes, das die von ihm legitimierte innergesellschaftliche und außenpolitische Aggression als Notwehr gegenüber einem omnipräsenten Feind zu legitimieren trachtete. Der Glaube an die Authentizität der »Protokolle der Weisen von Zion«, der in der »Überzeugung« beruhte, »ungleichartige Gruppen wie Kommunisten und Kapitalisten arbeiteten für eine jüdische Weltherrschaft als Werkzeuge eines internationalen Judentums«, wird dabei als »Indiz« (S. 108) einer verschwörungstheoretischen Konzeption genommen, die die Weltgeschichte als eschatologischen Rassenkampf zwischen den Ariern, vertreten durch ihren edelsten Teil, die Germanen, repräsentiert durch deren entschlossenste Fraktion, die deutsche Volksgemeinschaft, und deren Gegenrasse, den Juden, auffasste. An deren Charakterisierung als »Gegenrasse« war weniger die abenteuerliche Herleitung dieser Kategorie aus einer negativen Auslese von nur als Schmarotzer existenzfähigen Sozialparasiten²⁰ von Bedeutung, als vielmehr ihre Stellung in einer »Theorie von dem ›einen Feind‹« (S. 422), von dem alle Gefahren ausgehen sollten und auf dessen Bekämpfung sich alle Kräfte richten müssten. In diesem Zusammenhang wird von maßgeblichen Funktionsträgern wie von zentralen Presseorganen immer wieder auf die ›Protokolle‹ hingewiesen. Sie waren der Knoten, zu dem die perfiden Attacken auf das »internationale Judentum« als »die Rassentuberkulose der Völker« (Adolf Hitler, zit. S. 158) und das »erbkriminelle Volk« (Johann von Leers, zit. S. 429) geschnürt wurden. Dabei sollten »Kapitolsjuden« und »Kremljuden« (*Völkischer Beobachter*, zit. S. 390) Hand in Hand arbeiteten und selbst den Völkerbund zu ihrem »Instrument« (Adolf Dresler, zit. S. 296) machen, weil sie »aufgrund ihrer Geburt einer internationalen Verschwörung« (Joseph Goebbels, zit. S. 385) angehörten.

Wie bei den Phantasien der eigenen Überlegenheit mündete die rassistische Diffamierung der anderen auch bei den Phantasien der Bedrohung des Eigenen in einen Prozess der Dehumanisierung und behauptete: »der Jude ist kein Mensch« (Walter Buch, zit. S. 418). Meyer zu Uptrup führt den Nachweis, dass diese hyperrassistische Konstruktion der allseitigen Bedrohung durch einen heimtückischen und in unterschiedlichsten Verkleidungen auftretenden Gegner nicht nur von Anfang an mit rigorosen Forderungen nach Ausscheidung und Beseitigung einhergingen, die sich frühzeitig zur offenen Androhung der Vernichtung entwickelten, sondern auch das wesentliche negative Bestimmungsmerkmal der rassistischen Gemeinschaftsideologie bildete: »Permanent präsente Feinde waren für die Volksgemeinschaft notwendige Voraussetzung« (S. 418).

ist Rassismus? Ideologien, Theorien, Forschungen, in: *Barbara Danckwortt/Thorsten Querg/Claudia Schöningh* (Hrsg.), *Historische Rassismusforschung*, Hamburg 1995, S. 9–33, hier: S. 27, der darauf hinweist, dass ein solcher Ansatz bei der Behandlung der frühen jüdischen Geschichte zu »Formulierungen« führt, »die an altbekannte antijüdische Stereotype erinnern«. – Die Darstellung Mosses ist verdienstvoll, weil sie den modernen Rassismus bis zur Aufklärung zurückverfolgt und die Behandlung des Antisemitismus in dessen Geschichte einbezieht. Allerdings bleibt ihr Ansatz auf Europa beschränkt. Und ihr früherer Erscheinungstermin bedeutet, dass sie wesentliche Entwicklungen der Rassismuskonstruktion weder verzeichnet noch selbst fruchtbar machen konnte (die Arbeit erschien als *George L. Mosse, Toward the Final Solution. A History of European Racism*, New York 1978, die erste deutsche Aufl. als *George L. Mosse, Rassismus. Ein Krankheitssymptom in der europäischen Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts*, Königstein 1978).

20 Meyer zu Uptrup verweist auf den Ursprung dieses Konzepts bei *Arno Schickedanz*, *Sozialparasitismus im Völkerleben*, Leipzig 1927, geht aber nicht weiter auf die Kritik ein, die es von Hans F. K. Günther, Friedrich Lenz und anderen erfuhr; vgl. *Cornelia Essner*, *Die ›Nürnberger Gesetze‹ oder Die Verwaltung des Rassenwahns 1933–1945*, Paderborn 2002, S. 52 ff.

Das hat sich für die völkischen Ideologien der Gegenwart nicht geändert. Wie Lars Rensmann in einer umfangreichen Studie²¹ zum Modernisierungspotential des Antisemitismus zeigt, knüpft die neonazistische NPD unmittelbar an die Verbindung des Ideals einer »intakten Volksgemeinschaft« und »Rassengemeinschaft« mit dem »Kampf gegen das Judentum« an (Udo Voigt u. Wolfgang Frenz, zit. bei Rensmann, S. 247). Sie bleibt damit einer international verbreiteten »Weltverschwörungstheorie« verpflichtet, die eine »moderne Variante des antisemitischen Klassikers der erfundenen ›Protokolle der Weisen von Zion‹« ist (S. 268).

Die Vorstellung einer universellen Konspiration gehört denn auch zu den Bestimmungskriterien, mit denen Rensmann den Begriff des Antisemitismus konkretisiert.²² Er konzentriert sich dabei auf die Entwicklung im vereinten Deutschland. Der relativ kurze Untersuchungszeitraum enthielt mit der Goldhagenkontroverse, der Walserdebatte, dem Mahnmalstreit, der Entschädigungsdebatte und der Müllemannaffäre eine Reihe zentraler diskursiver Ereignisse. Ihrer Analyse ist das längste Kapitel der Arbeit gewidmet (S. 334–482). Es ist gleichzeitig ihr methodisch stringentester und analytisch ergiebigster Teil und liefert eine ebenso dichte wie überzeugende Beweisführung hinsichtlich zweier bedeutender Ergebnisse: der Bedeutung von »antijüdischen Codes« und »Chiffren« (S. 499) bei der Verbreitung antisemitischer Stereotype und Überzeugungen sowie ihrer breiten gesellschaftlichen Präsenz »quer durch die politischen Lager« (S. 487).

Die vorgenommene Korrektur der Ergebnisse von Werner Bergmanns Studie zum »Antisemitismus in öffentlichen Konflikten« ist überzeugend. Er hatte eine zunehmende öffentliche Skandalisierung des Antisemitismus diagnostiziert und festgestellt, dass nach einer Phase gegensätzlicher Entwicklungen in Massenmedien und Massenbewusstsein Ende der sechziger und Ende der Siebzigerjahre der Sechs-Tage-Krieg und die Fernsehserie »Holocaust« zu einer radikalen Veränderung des Meinungsklimas führten, so dass es schließlich ab den Achtzigerjahren einen »anti-antisemitischen Konsens« von Eliten, Medien und Bevölkerungsmehrheit gegeben hätte.²³ Rensmann zieht die mit dieser Diagnose verbundene These eines kollektiven Lernprozesses grundsätzlich in Zweifel. Weder sei auf eine konsequente Zurückweisung antisemitischer Positionen durch das öffentliche Bewusstsein Verlass (vgl. S. 483), noch würden »die Medien als Agenturen der politischen Willensbildung [...] durch einhellige Ablehnungen antisemitischer Normverstöße zum Abbau antijüdischer Einstellungen beitragen« (S. 485).

Diese Position wird nicht nur durch eine Veränderung des Meinungsklimas begründet, sondern verdankt sich auch einem methodisch weiter gefassten Ansatz. Er ermöglicht die Berücksichtigung eines breiten Spektrums von codierten bis offenen antisemitischen Äußerungen und Einstellungen. Als »[c]odierte, verdeckte oder latente Formen von Anti-

21 Eine ganze beigelegte Seite mit Errata und zahlreichen darauf nicht erfassten Druckfehlern – die insbesondere dort nachhaltig ins Auge fallen, wo der Autor eigens die »Fehlschreibung im Original« des Namens von Max »Horeckheimer« auf der Internetseite von Hans Filbinger betont, während die entsprechende Fußnote auf einen gewissen »Fiblinger« verweist (Rensmann, S. 295) – sind allerdings kein beeindruckender Ausweis für das Lektorat im neuen VS Verlag für Sozialwissenschaften.

22 Da die vorliegende Arbeit auf einer Dissertation beruht, war ein zum Genre gehörender umfangreicher Theorieteil zu erwarten. Rensmanns Studie über »Antisemitismus in der politischen Kultur der Bundesrepublik Deutschland« kommt aber erst nach über zweihundert Seiten zur Sache. Das liegt nicht daran, dass sie das theoretische Wissen ihrer Leserinnen und Leser entsprechend erweitert hätte. Der Autor hat ihnen vielmehr umfangreiche Teile seiner theoretischen Selbstverständigung nicht erspart. Sie hätte für die Druckfassung entschieden mehr verdichtet werden können.

23 Vgl. *Werner Bergmann*, *Antisemitismus in öffentlichen Konflikten. Kollektives Lernen in der politischen Kultur der Bundesrepublik 1949 – 1989*, Frankfurt/Main etc. 1997; das Zitat findet sich a. a. O., S. 383.

semitismus« fasst Rensmann »solche, die [...] sich nicht offen / manifest darstellen, sondern vor allem mit impliziten Anspielungen auf tradierte Bedeutungshöfe und Vorurteile operieren« und sich deswegen »noch im Raum des öffentlich Sagbaren in der Demokratie bewegen können« (S. 78).²⁴ Vor allem in seiner detaillierten und differenzierten Analyse der Walser-Debatte vermag er mit Hilfe dieses Ansatzes zu zeigen, dass eine öffentliche Verurteilung manifest antisemitischer Positionen sehr wohl mit dem gleichzeitigen Genuss codierter antisemitischer Botschaften in den Werken eines Schriftstellers einhergehen kann, der auch dann noch von den maßgeblichen Feuilletons der Republik verteidigt wird, als er die Deckung seiner Chiffren und Verschlüsselungen weitgehend verlässt und sich unter dem Beifall der versammelten kulturpolitischen Elite des Landes am geschichtsträchtigsten Ort deutschen Freiheitsverständnisses dagegen verwehrt, weiterhin mit der ›Moralkeule‹ Auschwitz eingeschüchtert und geduckt zu werden, und von dem sich maßgebliche Förderer und Nutznießer solcher Operationen erst abwenden, als der Schriftsteller zum offen pornographischen Radauantisemitismus übergeht und die Codierung Treitschkescher Besorgtheit sich vor der Aggression Dinterschen Wahns als Camouflage erweist. Der Verfasser nennt diese Auseinandersetzung zu Recht einen »Antisemitismusstreit« und begreift ihn als Ausdruck für eine »erodierende Grenzziehung im politischen Diskurs« (vgl. S. 356–414).²⁵

24 Trotz der vielseitigen Vorüberlegungen beschäftigt sich Rensmann nicht sonderlich kritisch mit diesem wichtigen Aspekt seiner Untersuchung. Dies führt mehr als einmal dazu, dass ihm einzelne Worte zur Diagnose ausreichen. Wenn z. B. Helmut Schmidt, Marion Dönhoff und Edzard Reuter schreiben, sie hätten es satt, »in einer Raffgesellschaft zu leben, [...] in der sich allzu vieles nur ums Geldverdienen dreht. Es gibt wichtigeres im Leben des einzelnen wie auch im Leben der Nation«, folgert Rensmann: »Für das ›raffende Kapital‹ stehen traditionell im völkischen Jargon die Juden. Ob dies bewusst inkorporiert wurde oder nicht, der Code bedient den Antisemitismus und die Entgegensetzung des ›Abstrakten‹ gegenüber einer ›konkreten nationalen Gemeinschaft‹ eine latent judenfeindliche Dichotomie« (Rensmann, S. 325). Diese Interpretation ist nicht nur überzogen. An ihr stimmt so gut wie nichts. Dass in dem inkriminierten Text eine ›Nation‹ zum ›Leben‹ erweckt wird, rechtfertigt die assoziative Verbindung mit der ›konkreten nationalen Gemeinschaft‹ und die darin liegende unterschwellige Anspielung auf völkische Gedanken schon deswegen nicht, weil dieser zweifellos missglückte Ausdruck unmittelbar mit dem ›Leben des einzelnen‹ gekoppelt ist. Jedenfalls wird mit ihm nicht versucht, das ›Leben der Nation‹ als gegenüber dem des einzelnen ›wichtigeres‹ auszugeben. Die Verbindung von nationaler Konkretion und monetärer Abstraktheit stammt allein von Rensmann und wird dem beanstandeten Text bloß unterlegt, aber nicht entnommen. Anknüpfungspunkt dafür ist die ›Raffgesellschaft‹, die in Zusammenhang mit der antisemitischen Trope vom ›raffenden Kapital‹ gebracht wird, obwohl der Ausdruck ersichtlich gerade keine Klassendifferenzierung enthält. Hier wird eine gesamtgesellschaftliche Mentalität beklagt, keine bestimmte Gruppe mit den Auswirkungen der Geldwirtschaft belastet. Auch dazu gehört ideologischer Ballast (der aber eher in Titeln wie *Konrad Stopp*, *Wider die Raffgesellschaft* oder *Wie der Sozialstaat noch zu retten ist*, München 1994, zu finden ist). Er hat keine antisemitische Dimension und operiert auch nicht mit »impliziten Anspielungen auf tradierte Bedeutungshöfe und Vorurteile« aus dem Bereich des Antisemitismus. Ein Wort ist kein Code. Um ihn nachzuweisen, bedarf es der Aufdeckung und Entzifferung von Verschlüsselungen, die an dieser Stelle noch nicht einmal ansatzweise versucht werden. Stattdessen übt sich Rensmann hier in einer Art assoziativer Nachcodierung, die seinem analytischen Ansatz einen Bärendienst erweist.

25 Zu dem von Heinrich von Treitschke ausgelösten Antisemitismusstreit im Kaiserreich vgl. neben *Walter Boehlich* (Hrsg.), *Der Berliner Antisemitismusstreit*, Frankfurt/Main 1965, jetzt auch *Karsten Krieger* (Hrsg.), *Der ›Berliner Antisemitismusstreit‹ 1879–1881. Eine Kontroverse um die Zugehörigkeit der deutschen Juden zur Nation*, München 2003; zu Artur Dinter und dem pornographischen Antisemitismus seines Romans ›Die Sünde wider das Blut‹ vgl. *Claudia Witte*, *Artur Dinter – Die Karriere eines professionellen Antisemiten*, in: *Danckwortt/Querg/Schöningh*, S. 113–151 u. *Essner*, S. 35 ff.

Dass die Reichweiten der Rassismusforschung mit einem Bogen von der europäischen Antike bis in die Moderne und mit der Beachtung unterschiedlicher Richtungen der Diskriminierung nicht hinreichend beschrieben sind, verdeutlichen die Studien von Gerald Horne, Jerry Dávila und Ilona Katzew. Während Horne sich mit den Diskriminierungsmustern des »Rassenkrieges« zwischen Japan und dem britischen Empire befasst, beleuchten Dávila und Katzew Ausschnitte aus der bedeutsamen Variation, die der europäische Rassismus in Lateinamerika erfahren hat und die dort zum Lob der »Rassenmischung« führte, während in Europa nahezu hysterisch die Forderung nach »Rassenreinheit« formuliert wurde.

Die diskriminierenden und legitimierenden rassistischen Ideologien, mit denen Japan und die USA mit ihren Verbündeten ihre Kriegsführung flankierten, hatten ihre Wurzeln nur zum Teil in den weißen Überlegenheit begründenden euroamerikanischen Rassentheorien. Sie waren in Japan zwar rezipiert und adaptiert worden. Kurzfristig hatten sie auch zu einiger Irritation und dem eugenischen Plan führender Politiker geführt, die japanische Rasse durch den Import weißer Frauen zu verbessern.²⁶ Doch waren diese Überlegungen nicht mehrheitsfähig und wurden auch spätestens angesichts der militärischen Erfolge in der Auseinandersetzung mit Russland obsolet, die die Japaner als Sieg über die weiße und Zeichen für die Überlegenheit der gelben Rasse begriffen und zur erfolgreichen diplomatischen Propagierung Japans als Vorkämpfer der farbigen Rassen nutzen.²⁷ Dabei konnten sie sich nicht nur übernommener rassistischer Argumentationsmuster bedienen, sondern auch auf eine lange eigene Tradition rassistischer Diskriminierung nach innen und außen zurückgreifen.

Ein Beispiel für den Rassismus nach innen war die Unterdrückung der Buraku. Ihre weit zurückreichende biologische Charakterisierung als wild, minderwertig, nichtmenschlich und tierisch konnte sich auf keine Anschauung stützen, sondern war nur in den »eyes of members of a certain cultural tradition« wahrnehmbar. Sie begann im 14. Jahrhundert und erlebte um Sechzehnhundert einen einschneidenden Wandel in ihrer Begründung, die von der Ablehnung unsauberer Berufe auf Vorstellungen vererbter Blutsbande überging. In der Tokugawa-Zeit wurden die Buraku nicht vom Zensus erfasst, weil sie nicht als völlig menschlich galten. Sie mussten besondere Kleider tragen, um kenntlich zu sein, und getrennt vom Rest der Bevölkerung leben. Mit der Rezeption des europäischen Rassedenkens seit der Meiji-Zeit betrachtete man sie als Abkömmlinge einer minderen Rasse.²⁸

26 Diese Überlegungen wurden 1883 von Yoshio Takahashi in seinem Buch »Nihon-jinshu kairyō ron« (»Die Verbesserung der japanischen Rasse«) entwickelt; vgl. *Frank Böckelmann*, *Die Gelben, die Schwarzen, die Weißen*, Frankfurt/Main 1998, S. 78 f. und *Yukiko Koshiro*, *Trans-Pacific Racisms and the U. S. Occupation of Japan*, New York 1999, S. 172.

27 Vgl. *Frank Füredi*, *The Silent War. Imperialism and the Changing Perception of Race*, London 1998, der auf S. 42 f. auf die Ablehnung des japanischen Ansinnens für ein völkerrechtliches Verbot der Rassendiskriminierung im Verlauf der Pariser Friedenskonferenz von 1919 hinweist, die von einem Mitglied der britischen Delegation mit den Worten begründet wurde, es »implied the equality of the yellow man with the white man«, und »might imply the terrific theory of the equality of the white man with the black«; zu Japans rassistischer Gegendiplomatie vgl. *Marc Gallicchio*, *The African American Encounter with Japan and China*, Chapel Hill etc. 2000, dort insb. das erste Kapitel: »The Champion of the Darker Races«, S. 6–29.

28 Zur historischen Benennung der Buraku als eta (»outcasts«), yotsu (»four-legged«), hinin (»non-people«) und burakumin (»people of special or unliberated communities«) vgl. *George des Vos/Hiroshi Wagatsuma* (Hrsg.), *Japan's Invisible Race. Caste in Culture and Personality*, Überarb. Aufl., Berkeley 1972, S. 4; zur Fremdwahrnehmung und Einschätzung als minderer Rasse vgl. *John Price*, *A History of the Outcaste. Untouchability in Japan*, in: *des Vos/Wagatsuma*, S. 6–30, hier: S. 11 f. (dort auch das Zitat); zum Begründungswandel der Diskriminierung vgl. *Ian Neary*, *Burakumin in Contemporary Japan*, in: *Michael Weiner* (Hrsg.), *Japan's Minorities, The Illusion of Homogeneity*, London etc. 1997, S. 50–78, hier: S. 54 f.; zur Rezeption euro-

Mit diesem nach innen gerichteten Rassismus ging ein ähnlich weit zurückreichender Rassismus nach außen gegenüber den Ainu einher. Mit diesen von ihnen als Barbaren betrachteten Menschen lieferten die Japaner sich auf Hokkaido über Jahrhunderte gewaltsame Auseinandersetzungen. Auch ihre Charakterisierung als Barbaren (*yabanjin*) wurde schließlich mit Rassenkategorien (*jinshu*, *minzoku*) fortgesetzt, in denen sich biologische und kulturelle Faktoren mischten. Das barbarische Stereotyp, das »inhuman origins« und »bizarre and filthy appearance« verband, ließ sich problemlos in die »racialisation of the Ainu« überführen. Als unzivilisierte Rasse wurden sie ideologisch gleichzeitig japanischem Schutz unterstellt und als zum Aussterben verurteilt betrachtet. Mit der Herausbildung der Ideologie einer einheitlichen japanischen Rasse gerieten sie ins Fadenkreuz einer doppelten Diskriminierung.²⁹

Auf der Folie ihrer eigenen rassistischen Tradition, die mit Hilfe des europäischen Rassen Denkens modernisiert worden war, standen die Japaner während des Zweiten Weltkrieges der rassistischen Propaganda der Amerikaner und Engländer nicht nach. Japans Angriff auf den »weißen Pazifik« war deswegen auch eine ideologische Kriegserklärung. Ihren Hintergründen und dem Umgang mit ihr ist die Studie von Gerald Horne gewidmet, in deren Zentrum das Beispiel Hongkongs steht und die von der These ausgeht, dass »an all-encompassing British racism [...] demobilized the colonized, making them highly susceptible to Japanese racial appeals« (Horne, S. VIII).

Hongkong war schon vor dem ersten Opiumkrieg von Großbritannien als Stützpunkt genutzt worden. Im Vertrag von Nanking wurde China 1842 gezwungen, die Insel an England abzutreten. Von 1941 bis 1945 wurde es von Japan besetzt. Emily Hahn, »the journalist who had fled the quotidian pleasures of the United States for the exotic danger of Hong Kong« (S. 82 f.), die wegen ihrer Heirat mit einem Chinesen nicht interniert wurde und sich frei in der Stadt bewegen konnte, berichtete in ihrer Autobiografie auch von ihrer Bekanntschaft mit Frankie Zung. Er »would have been defined as a Negro in the United States«. Dabei hatte er eine »Chinese half« und war »only half Negro (or rather half West Indian; he insisted on the distinction)«. Verheiratet war er mit einer »very blond« »Euro-American«. Zung, der weder Philosoph noch Politiker war und hier offen gestanden hauptsächlich aus alphabetischen Gründen vorkommt, kollaborierte intensiv mit den japanischen Besatzern. Seiner Gesprächspartnerin erklärte er auch, warum: »The Japanese [...] liked any colored person in the world, anyone at all, as long as he wasn't white. They made big promises to all the colored races [...] in] Africa and everywhere else« (S. 233).

Gründe dafür, solche Perspektiven herbei zu wünschen, gab es genug. Horne schildert ausführlich die rassistische Verfassung der Kronkolonie, einer Apartheidgesellschaft, die für Asiaten bestenfalls »a suburb of hell«, für Europäer aber »akin to paradise« war (S. 18). Zum guten Ton der Kolonie gehörte, dass ein britischer Polizeioffiziere die Chinesen

päischen Rassen Denkens vgl. *Michael Weiner*, *The Invention of Identity. Race and Nation in Pre-War Japan*, in: *Frank Dikötter* (Hrsg.), *The Construction of Racial Identities in China and Japan. Historical and Contemporary Perspectives*, London 1997, S. 96–117; weitere einschlägige Arbeiten enthält *Barry Sautman* (Hrsg.), *Racial Identities in East Asia*, Hong Kong 1995.

29 Vgl. allgemein *Brett L. Walker*, *The Conquest of Ainu Lands. Ecology and Culture in Japanese Expansion 1590–1800*, Berkeley etc. 2001 und *Richard Siddle*, *Race, Resistance and the Ainu of Japan*, London etc. 1996; im einzelnen vgl. zur Bezeichnung der Ainu mit Rassenkategorien *Michael Weiner*, *The Invention of Identity*, S. 98, 100; zum Barbarenstereotyp und seiner Rassisierung *Richard Siddle*, *The Ainu and the Discourse of ›Race‹*, in: *Dikötter*, S. 136–157, hier: S. 136 (dort auch die Zitate) und 138; zur doppelten Diskriminierung vgl. *Richard Siddle*, *Ainu. Japan's Indigenous People*, in: *Weiner*, *Japan's Minorities*, S. 17–49, hier: S. 26, wo es heißt: »Ascribed in local society a negative, essentialized ›racial‹ identity as individual ›Ainu‹ that overrode socio-economic, occupational or gender roles, but denied under the notion of national homogeneity any possibility of a positive ›Ainu‹ self-identification as a minority group, most Ainu existed in an identityless void that could only be escaped by passing«.

als »yellow pigs« und »bunch of worthless, treacherous, yellow-skinned reptiles« bezeichnete. Mit einer solchen Einschätzung durfte er sich auch der Zustimmung des »poet laureate of British colonialism«, Rudyard Kipling, sicher sein, der den Hass auf Chinesen für legitim erklärte, ihre Vernichtung für gerechtfertigt hielt und kurzweg entschied: »The Chinaman ought not to count« (S.22).

Von diesem Rassenhochmut war auch die Armee geprägt. Zu ihm gehörte eine allgemeine koloniale Arroganz: »[...] we Britons have been educated that we always win wars« (S. 67). Er umfasste als eines der »oldest and deepest-rooted of all Hong Kong prejudices« die Überzeugung, dass Chinesen nicht bewaffnet werden dürften, die auch angesichts der drohenden Niederlage gegen die japanische Armee nicht aufgegeben wurde (S. 63). Und er bestand auf der Auffassung, »that the Japanese were an inferior race«, so dass ihre Soldaten einerseits ohne Skrupel getötet werden konnten (»They look like animals, they behave like animals and they can be killed unemotionally as swatting flies«) und andererseits als »soldier ants« und »automatons in uniform«, die »because of their slant eyes [...] would not be able to bomb accurately«, als Gegner nicht erst genommen wurden (S. 138 ff.).

Angesichts derart rassistischer Verhältnisse hatten die Japaner es leicht, selbst die Rassenkarte zu spielen, »Asia for the Asiatics« (S. 27) zu fordern und sich als Retter vor weißem Suprematismus anzupreisen. Dies galt zumal, weil die Vereinigten Staaten »not the optimal armed force« besaßen, »to engage Japan in a ›race war‹«. Rassistisches Bewusstsein war wie in der gesamten Gesellschaft bis in die Armee verbreitet, in der sich die Rassentrennung bis auf die Blutkonserven zur Versorgung von Verwundeten erstreckte. Stimmungsberichte über schwarze Truppenteile berichteten denn auch, »[t]hey say it is a white man's war«. Mit reichhaltigem Material argumentierend, kommt Horne angesichts dieser Lage zu dem Schluss: »Japan knew that the racial segregation practised so assiduously by its adversaries was like adding a fully armed battalion to Tokyo's already well-armed forces« (S. 220–224).

Die dazu neben dem aktuellen Rassismus als Erklärung herangezogene historische Dimension erscheint mir aber zu verkürzt zu sein. Der Verfasser begreift den japanischen Rassismus als furchtbesetzte Reaktion auf die erzwungene Öffnung des Landes in der Mitte des 19. Jahrhunderts und die verweigerte Anerkennung rassistischer Gleichheit auf der Friedenskonferenz nach dem Ersten Weltkrieg in Versailles. Nach einem autonomen rassistischen Potential wird nicht gefragt. Horne schließt sich vielmehr der Auffassung an, es sei »difficult in fact to find anything in seventeenth or eighteenth century Japan which resembles a coherent ideology of race« (S. 273) und unterstützt die These der weiten Verbreitung einer »idea of liberating Asia from Western imperialism« als »vision«, die für viele Japaner »altruistic« gewesen wäre (S. 32).

Tatsächlich wird im vorliegenden Band selbst auf Einstellungen hingewiesen, die eine andere Sprache sprechen. Frankie Zungs Vorstellungen von der Liebe der Japaner zu allen farbigen Rassen stimmte nur bedingt, und vor allem nur innerhalb eines seinerseits rassistisch konstruierten Rahmens. In ihm stellten die Japaner sich spätestens seit ihrem Sieg über die russische Flotte bei Tsushima als »champion of the colored races« (S. IX) dar und betonten dabei, dass sie die »elder brothers to those oppressed colored races« wären (S. 165). Diese Strategie ging auf, wo es, wie innerhalb der vielschichtigen schwarzen Bewegung der Vereinigten Staaten, gelang, die Meinung dahin zu beeinflussen, dass ihre Mitglieder »came to look upon the Japanese as belonging to a messianic race, which would lead black men out of bondage« (S. 57 f.).

Die messianische Sendung des älteren Bruders war eine Konzeption, die sich mit westlicher Rassenrhetorik nur ummäntelt hatte. Zwar kam sie dort ebenfalls vor – etwa wenn an amerikanische Stabsoffiziere eine Broschüre mit dem Titel »You and the Native« ausgegeben wurde, in der es hieß »The native has always looked up to the white man. [...]

Therefore he is afraid of you. The soldier is advised to meet with the native, but as an adult with a child«. Aber sie war kulturalistisch geprägt und hatte eine weit vor das Aufkommen der Rassenwissenschaften zurückreichende Tradition, wie sie es unter anderen Vorzeichen auch in Japan gab.³⁰ Sowenig sinnvoll es beim Umgang mit der Frage des Rassismus im europäischen Altertum ist, auf den Nachweis eines Rassenverständnisses zu setzen, so wenig sinnvoll ist es umgekehrt, bei der Diskussion von Rassismus in nicht-europäischen Kulturen, aus dem Fehlen Rassenbegriffs auf die Abwesenheit von Rassismus zu schließen.

Bei der Diskussion rassistischer Beziehungen und Strukturen im europäisch kolonisierten Lateinamerika gibt es diese Probleme nicht. Sie waren von Anfang an durch ein im Verlauf der Reconquista und der Judenverfolgung geschärftes Rassenbewusstsein geprägt, das schon Mitte des 15. Jahrhunderts auf einen sozial geprägten Rassenbegriff zurückgreifen konnte, der zwischen »buena rraça« und »vil rraça« unterschied und spätestens hundert Jahre danach in direktem Zusammenhang mit der Ideologie der »limpieza de sangre« verwandt wurde, die von kirchlichen Würdenträgern verlangte, sie müssten »xristianos Viejos sin raza de Judio ni de Moro ni de hereges« sein, Altchristen ohne Rasse von Juden, Mauren oder Häretikern, und diese Eigenschaft nicht aus dem Glauben, sondern aus dem unvermischten Blut herleitete.³¹

Dabei unterschieden sich die brutalen Politiken Spaniens und Portugals nicht. Nachdem die Portugiesen 1500 mit dem von ihnen entwickelten astronomischen Ritual von Brasilien Besitz ergriffen hatten, wurde durch Gewalt und Seuchen in kurzer Zeit ein großer Teil der indigenen Bevölkerung ausgerottet. Schon in der ersten Hälfte des 16. Jahrhunderts begann der transatlantische Sklavenhandel, und bis zur Abschaffung der Sklaverei 1888 brachte man über 3,5 Millionen Afrikaner als Sklaven nach Brasilien. Die durch die Gewinnung und Produktion von Zucker, Gold, Diamanten, Tabak, Baumwolle und Kaffee bestimmten Konjunkturen der kolonialen Ökonomie beruhten auf der extensiven Ausbeutung von Sklavenarbeit. Sie war besonders brutal organisiert, so dass die kurze Lebensdauer und niedrige Fortpflanzungsrate der Sklaven nach permanentem Nachschub verlangten. Über lange Zeit trafen daher immer wieder Menschen in Brasilien ein, die in ihren eigenen afrikanischen Kulturen sozialisiert worden waren. Mit den Portugiesen verhielt es sich in dieser Hinsicht durchaus vergleichbar. Brasilien war für sie eher ein Ort vorübergehender Bereicherung als dauerhafter Ansiedlung. Ihre Rückwanderung nach Portugal war daher zunächst so beträchtlich, dass die Kolonisten bis ins ausgehende 17. Jahrhundert mehrheitlich in Portugal geboren waren, mit dem sie sich auch identifizierten.³²

30 Vgl. dazu *Louise Young*, Rethinking Race for Manchukuo. Self and Other in the Colonial Context, in: *Dikötter*, S. 158–176, hier: S. 159 f.: »It is often mistakenly assumed that Japanese race thinking was entirely derivative – that Japanese imported racial categories wholesale from the West and simply applied them to other Asians. The reality was more complicated, involving two interrelated processes. Racial discourse in Japan was structured, first, by the selective assimilation of European ideas into an existing framework for comprehending relations between Japanese and others. Secondly, their ideas about race developed, over time, in the context of the experiences of the Japanese themselves with colonialism. From the first steps towards empire in the 1870s to the go-fast imperialism of the 1930s and '40s, the process of cultural assimilation and colonial expansion gave a distinctive shape to the Japanese discourse on race. [...] The point is not that the Japanese learned to think in alien racial categories from the West, but rather that such categories made sense precisely because they resonated with home-grown notions of hierarchy«.

31 Vgl. *Torres*, S. 20–37, hier: S. 29, mit den Quellennachweisen einer Satire von 1438 und einer Diskussion der Blutreinhaltungsgesetze von 1547.

32 Vgl. zum portugiesischen Ritual kolonialer Besitzergreifung *Patricia Seed*, Ceremonies of Possession in Europe's Conquest of the New World, 1492–1640, Cambridge etc. 1995, S. 100 ff., speziell S. 133; zur genozidalen Politik gegenüber den Indianern *David E. Stannard*, American

Eine eigene brasilianische Identität begann sich deswegen erst spät auszubilden. Sie musste, unbeschadet der ideologischen Verachtung des indianischen und afrikanischen durch den europäischen Bevölkerungsteil, den von Anfang an bestehenden sexuellen Beziehungen zwischen ihnen und dem sich daraus ergebenden wachsenden Anteil einer gemischten Bevölkerung Rechnung tragen. Das führte indessen statt zur Entwertung der Rassenkategorie zu deren vielfacher Aufspaltung und flexiblen sozialen Handhabung, die sozial indizierte Bewegungen innerhalb einer angeblich natürlich begründeten Skala möglich machten.

Zum Problem wurde diese lusotropikanische Abstammungslehre erst, als nicht nur Gobineau, der einige Zeit als Diplomat in Brasilien verbracht hatte, sondern auch liberale Geister vermuteten, die Brasilianer aller Klassen wären Mischlinge und das gesamte Volk deswegen zur Degeneration verurteilt. Die herrschenden Klassen des Landes reagierten darauf zunächst mit der Politik des *branqueamento*, der Verweißlichung. Raimundo Nina Rodrigues erklärte die Afrikaner zur inferioren Rasse und forderte die weißen Brasilianer auf, im Kampf ums Dasein ihre Pflicht für die Erhaltung der arischen Zivilisation zu tun. Dabei war er sich allerdings hinsichtlich der rassistischen Stellung der Mulatten unsicher, bei denen er deswegen wertvolle und degenerierte Typen unterschied. Solche Haltung erlaubte den politischen und wissenschaftlichen Eliten eine »theory of constructive miscegenation«, der zufolge sich, wie João Baptista Lacerda 1911 auf dem internationalen Rassenkongress in London verkündete, die instabile Schicht der Mestizen und Mulatten manipulieren und durch weitere Zumischung weißen Blutes zum Verschwinden bringen ließe. Das müsste schließlich auch zur Auslöschung der schwarzen Rasse in Brasilien führen, für deren Verschwinden er das Jahr 2012 ansetzte.³³

Nach dem Ende des Sklavenhandels schien diese Strategie, unterstützt durch eine Politik der massiven Förderung europäischer Einwanderung und die Chance hellhäutiger Brauner (*pardos*), in die Kategorie der Weißen (*brancos*) zu wechseln, zunächst Erfolg zu haben. Die Anteile der farblich unterschiedlich klassifizierten Gruppen an der Bevölkerung veränderten sich deutlich zugunsten der Weißen.³⁴ Dass dies keine Fügung der Natur, sondern ein durch einen kulturalistisch geprägten Rassenbegriff geprägter sozialer Prozess des *branqueamento* war, zeigt Jerry Dávila in einer akribisch recherchierten Studie zu Erziehungswesen und Schulpolitik Brasiliens zwischen den Weltkriegen. Dieser Ansatz erlaubt es ihm, die in aktuellen Rassismusanalysen häufig separat existierenden

Holocaust. The Conquest of the New World 1992, S. 91 ff.; zur Sklaverei *Edward E. Telles*, *Race in Another America. The Significance of Skin Color in Brazil*, Princeton etc. 2004, S. 24; zur kolonialen Ökonomie *Anthony W. Marx*, *Race and Nation. A Comparison of the United States, South Africa, and Brasil*, Cambridge etc. 1998, S. 49 und 52; zur kolonialen Identität *Stuart B. Schwartz*, *The Formation of a Colonial Identity in Brazil*, in: *Nicholas Canny/Anthony Pagden* (Hrsg.), *Colonial Identity in the Atlantic World, 1500–1800*, Princeton etc. 1987, S. 15–50, hier: S. 20 ff.

33 Zu Gobineaus Einschätzungen vgl. *Georges Raeders*, *Le Comte de Gobineau au Brésil*, Paris 1934; zur Politik der Verweißlichung vgl. *Thomas E. Skidmore*, *Black into White. Race and Nationality in Brazilian Thought. With a Preface to the 1993 Edition*, Durham etc. 1993; – dort, S. 57 ff. und 65 ff., finden sich auch Ausführungen über Rodrigues und de Lacerda, auf die ich hier zurückgreife; der Begriff der konstruktiven Rassenmischung stammt von *Telles*, S. 28; auf Lacerdas Ausführungen in London und seine Prognose für das Verschwinden der schwarzen Rasse verweisen *Andreas Hofbauer*, *Das Konzept der ›Rasse‹ und die Idee des ›branqueamento‹ im Brasilien des 19. Jahrhunderts – Ideologische Grundlagen des ›brasilianischen Rassismus‹*, in: *Wiener Zeitschrift zur Geschichte der Neuzeit* 3 (2003), S. 38–63, hier: S. 59 f. und *Nancy Leys Stepan*, *›The Hour of Eugenics‹. Race, Gender, and Nation in Latin America*, Ithaca etc. 1991, S. 155.

34 Nach *Telles*, S. 30, verschob sich die Relation Schwarzer zu Braunen und Weißen von 19:44:37 Prozent 1872 auf 15:21:64 Prozent 1940.

Welten der Diskurse und der Strukturen gemeinsam in den Blick zu nehmen und zu untersuchen, auf welche Weise die beteiligten Eliten ihre Vorstellungen in die Praxis umsetzten. Sie hatten das erklärte Ziel, »to ›perfect the race‹ – to create a healthy, culturally European, physically fit and nationalistic ›Brazilian race‹« (Dávila, S. 3). Entscheidend für dieses »ideal of a raça brasileira« war, dass es als »work in progress« galt, welches durch Erziehung entscheidend gefördert werden konnte, durch »behavioral whitening« den Schlüssel zu sozialem Erfolg versprach und diesen auch für Brasilianer nichteuropäischer Herkunft zugänglich erklärte (S. 27).

Der Autor verfolgt diesen Prozeß in einer Reihe von Fallstudien, die der Vorstellung des zu schaffenden »Brazilian Man« (S. 21–51), der Verbindung von Rassenvorstellungen, Wissenschaft und Schulpolitik bei der Realisierung des Projekts »Educating Brazil« (S. 52–89), der Veränderung der Zusammensetzung des Lehrkörpers im Zuge der pädagogischen Reformen, bei der die »Teachers of Color« fast völlig verschwanden (S. 90–124), den Elementen der Reform der »Elementary Education« (S. 125–154) sowie ihrer politische Grenzen übergreifenden Fortdauer im »Estado Novo« (S. 155–191) und schließlich der erfolgreich vermittelten Maxime »Behaving White« (S. 193–231) gewidmet sind.

Im Ergebnis stützen Dávilas Untersuchungen die These, dass Rassen sozial konstruiert werden und Rassismus ein mit unterschiedlichen Mechanismen gesellschaftlichen Einschlusses und Ausschlusses eng verwobener Modus herrschaftlicher Vergesellschaftung ist. Vor allem aber machen sie Prozesse sichtbar und transparent, mit deren Hilfe soziale Differenzierung organisiert wird. Weil sie sich dabei auf eine Phase des Umbruchs beziehen, können sie gleichzeitig zeigen, wie ideologische Legitimationen und sprachliche Codierungen im Rahmen veränderter Umstände an neue Verhältnisse angepasst wurden, ohne dass deren rassistische Grundstruktur in Frage gestellt worden wäre. Insgesamt stellen sie ein gelungenes Beispiel einer materiell gesättigten und analytisch differenzierten historischen Rassismusforschung dar.

Allerdings fasst die Schlussfolgerung, nach der »[o]ld inequalities were dressed in new clothes« (S. 240), die komplexe Analyse zu pauschal zusammen. Die hat gezeigt, dass die Reformer des brasilianischen Erziehungswesen Schulen als eine Verweißlichungsmaschine betrachteten und organisierten, der wichtige Aufgaben im Prozess der gesellschaftlichen Modernisierung zugeordnet waren, ohne dass dadurch die Herrschaftsverhältnisse grundlegend verändert werden sollten. *Erstens* funktionierte sie als Rassenkonverter, der mit der »possibility of hastening Brazil's modernization by increasing the number of people of color who no longer fit into the social category of black« dem pauschalen Degenerationsverdacht gegenüber der brasilianischen Gesellschaft dadurch Einhalt gebieten sollte, dass »some Brazilians of color could escape degeneracy by whitening through social ascension« (S. 7). *Zweitens* diente sie als Verwissenschaftlichungsinstanz, die alte Vorurteile durch messbare Fakten ersetzte, indem ein »eugenic nationalism« propagiert wurde, der Eugenik als »a scientific endeavor to ›perfect‹ a human population« begriff und den Eliten einen »way of overcoming what they perceived to be the shortcomings of the nation« wies (S. 9). *Drittens* konnte sie damit als Kulturprojektor eingesetzt werden, der »whiteness as a benchmark of Brazilian racial measurement« (S. 236) benutzte und es dadurch erlaubte, eine europäisch geprägte Zukunft zu entwerfen, in deren Rahmen die farbige Bevölkerung am Maßstab der Weißheit gemessen und deswegen auch dann in deren Aura gehüllt sein würde, wenn sie ihm nur abgestuft gerecht werden könnte. *Viertens* unterstützte sie damit Bemühungen, »the creating of a skilled and disciplined workforce, sanitizing the Brazilian popular classes, inculcating European habits and customs, and developing a coherent national identity« (S. 239) voranzutreiben. *Fünftens* trug sie so dazu bei, den Makel der Rassengesellschaft in den Euphemismus der Rassendemokratie zu verwandeln, die nicht nur von der »idea that Brazil's racial diversity was a strength rather than a weakness« (S. 8) getragen wurde und es erlaubte, die Diskriminierung kol-

lektiver Gruppenbildung durch die individueller Leistung oder individuellen Versagens zu ersetzen, so dass im Effekt »[a] social order that had once based on slavery [...] was re-invented as an order based on science and merit without significantly changing the social hierarchy« (S. 239 f.). Dabei wurde aber, das wäre hinzuzufügen, individuelles soziales Handeln neu konturiert, indem es selbst eine Art »pigmentocracy« mit »the Nordic blonde at the ›better‹ end and the pure African at the ›uglier‹ end« konstituierte³⁵, in dessen kompliziert gewebtem Gefüge es obsessiv auf die Unterscheidung feinsten Schattierungen und damit die Sicherung oder Verbesserung der eigenen Position bedacht war.

Einen der eindrucksvollsten Belege für das komplexe lateinamerikanische Rassenbewusstsein liefert das mexikanische Genre der *pintura de castas*, dem Ilona Katzew eine kenntnisreiche und opulent illustrierte Monographie gewidmet hat. Das Buch erlaubt zunächst die spontane Verwunderung darüber, dass nicht nur unterschiedlichste Rassenmischungen bezeichnet, sondern auch sichtbar gemacht wurden. Dabei bestand das kulturelle Medium der Malerei darauf, für die Charakterisierung dessen zuständig zu sein, was angeblich Werk der Natur sein sollte und offenbarte so unter der Hand die künstliche Abkunft der sozial konstruierten Rassen. Anschließend führt die Analyse der Autorin den minutiösen Beweis, dass die Bilder der *castas* einem komplexen Selbstverständigungsprozess der kolonialen Eliten dienten.

Zunächst waren die *pintura de castas* Widerspiegelungen von Segregationsbestrebungen im Dienste der Herrschaftssicherung. Dabei ging es um »a sharp line that differentiated the Spaniards from all other members of society«. Das führte zur »invention of the sistema de castas« – »mechanisms of social control instituted by the Spanish and creole elite to preserve their positions of power and prestige« (Katzew, S. 42). Weiter musste dieses System den realen Verhältnissen der Kolonialgesellschaft gerecht werden, was in der Flexibilisierung des Kastensystems durch ein Rassenverständnis zum Ausdruck kam, in dem sich somatische mit gesellschaftlichen Elementen verbanden. Die »calidad« einer Person bestimmte sich durch eine »combination of economic, social, cultural, and racial factors«. Sie machte damit nicht nur unmittelbar deutlich, dass Rasse eine soziale Konstruktion war, sondern erlaubte auch das »passing« der mit ihrer Hilfe integrierten einzelnen (S. 45). Schließlich schlug sich das im »ultimate goal of ›whitening‹« nieder, das solange als erreichbar galt, wie sich Europäer mit Indianern mischten. Es fand seine direkte Entsprechung in der Konzeption der *Castamalerei*, die in der Regel Bilderfolgen unterschiedlicher Rassenmischungen präsentierte, die sich in drei Abteilungen untergliederten. »The first cluster of paintings typically focus on the Spanish-Indian union, which begets more Spaniards on the third generation [...]; the second group on Spanish-Black unions [...]; and the third on Black-Indian combinations«. Da die beiden letzten Verbindungen nicht wieder zur Weißheit ihrer Nachkommen führten, war die Botschaft der Bilder unübersehbar: »In casta painting the ›honor‹ of being fully Spanish or ›white‹ is what is inherited so long as Indians keep mixing exclusively with Spaniards« (S. 49).

Dadurch konnte diese Konzeption einem »creole discourse of pride« Ausdruck verleihen (S. 68). Er machte sich an der Heraushebung der Kette wünschenswerter Verbindungen geltend, die in der Abfolge »De español y de india, produce mestiza«, »De mestiza y español, sale castiza«, »De castiza y español, produce española« aus der Mischung wieder zur Reinheit führte. Gleichzeitig konnte er die problematischen Rassenbeziehungen einerseits als immerhin in den europäischen Formen kirchlich legitimierter Familiarität und damit auch die gesamte Kolonialgesellschaft als zwar exotisch durchsetzt aber doch zivilisiert darstellen. Ferner ließ sich andererseits vor solchen Beziehungen auch warnen. Das geschah vor allem mit Hilfe einer auch farblich sichtbar gemachten Rassenkatastrophe. Sie stand am Ende einer nur scheinbar versöhnlichen Linie, die aus »español« und »negra«

35 *Livio Sansone*, *Blackness Without Ethnicity. Constructing Race in Brazil*, New York etc. 2003, S. 43.

die ›mulata‹, aus ›español‹ und ›mulata‹ die ›morisca‹, aus ›español‹ und ›morisca‹ die ›albina‹ und damit immer heller werdende Nachkommen entspringen sah, bis schließlich aus der Verbindung des weißen ›español‹ und der eben nur scheinbar weißen ›albina‹ plötzlich der ›torna atrás‹, ein ›zurück gewandter‹ dunkelhäutiger Sprößling hervorging. *Deshalb* bot »the classificatory system purveyed in casta painting« einen »way of creating order out of an increasingly confusing society« (S. 93), die Besucher aus dem Mutterland indigniert als »a monster of so many species« (S. 113) beschrieben. *Außerdem* konnte dieses rassistische Ordnungssystem mit sozialen Charakteristika aufgefüllt werden, die in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts einen charakteristischen Formwandel der Kastabilder herbeiführten, indem jetzt zusätzlich zum üblichen Personal (Vater, Mutter, Kind) und der erklärenden Beschriftung mit den Namen der jeweiligen Rassenmischung soziale Stellung signalisierende Kleidung und Artefakte eine zusätzliche Rolle zu spielen begannen (vgl. S. 109). Rassenbeziehungen und Klassenbeziehungen waren damit zu einem illustrierten Brevier der hierarchischen Ordnung der kolonialen Gesellschaft verschmolzen.

Nach dieser ebenso erhellenden wie kulinarischen Lektüre der materialreichen und detaillierten Behandlung einer klar umrissenen Fragestellung bereitet Christian Geulens Studie zum Verhältnis von Rassendiskurs und Nationalismus eher eine Enttäuschung. Die beruht nur zum Teil auf der Diskrepanz zwischen dem eine große Erzählung ankündigenden Titel und der eher impressionistischen Geschichtensammlung, die sich hinter ihm verbirgt. Weitaus stärker ist das vorherrschende hypothetische Klima der Arbeit dafür verantwortlich, das aus der Kombination starker Annahmen und karger Quellen resultiert. Es wird bis in die Formulierungen greifbar, wenn von »ausgewählten Aspekten« (Geulen, S. 204 u. 310), »kursorisch [...] betrachtet[en]« Autoren (S. 157) oder »grob skizzierten Entwicklungen« (S. 220) die Rede ist und der Verfasser gleich zu Beginn seiner Arbeit erklärt, ihr »Quellenbestand« sei »selbstverständlich viel zu schmal, um repräsentativ zu sein« (S. 17).³⁶

36 Hinzu kommt noch, dass auf die häufig nur dezent belegten Ausführungen nicht immer Verlass ist. Bei kleineren sachlichen Irrtümern ist das nicht weiter von Belang – Ludwig Woltmann gewann nicht den zweiten, sondern den dritten Preis im Kruppschen Preisausschreiben zum Thema ›Was lernen wir aus den Prinzipien der Deszendenztheorie in Beziehung auf die innerpolitische Entwicklung und Gesetzgebung der Staaten?‹ (vgl. Geulen, S. 182 und Erhard Stöling, Die anthroposoziologische Schule. Gestalt und Zusammenhänge eines wissenschaftlichen Institutionalisierungsversuchs, in: Carsten Klingemann (Hrsg.), Rassenmythos und Sozialwissenschaften in Deutschland. Ein verdrängtes Kapitel sozialwissenschaftlicher Wirkungsgeschichte, Opladen 1987, S. 130–171, hier: S. 137; vgl. auch Klaus-Dieter Thomann, Werner F. Kümmel, Naturwissenschaft, Kapital und Weltanschauung. Das Kruppsche Preisausschreiben und der Sozialdarwinismus, in: *Medizinhistorisches Journal* 30 (1995), S. 99–143, S. 205–243, S. 315–352). Bei einseitigen interpretatorischen Aussagen fällt das schon mehr ins Gewicht – Gustave Le Bons Verwendung des Rassenbegriffs lässt sich nicht hinreichend erschließen, wenn sich die Lektüre lediglich auf die ›Psychologie der Massen‹ beschränkt (vgl. Geulen, S. 251 und Marco Schütz, Rassenideologien in der Sozialwissenschaft, Bern etc. 1994, insb. S. 105–146, der auf S. 114 nicht nur schreibt, dass »Rasse« für Le Bon eine »fundamentale Ordnungskategorie« war, sondern das in seiner Analyse zahlreicher einschlägiger Texte auch plausibel werden lässt). Bei einem Überblick ›Zur Lage der Rassismusforschung‹, der die für die eigene Themenstellung zentrale aktuelle Literatur nur extrem mager ausweist, muss das schließlich als Defizit gewertet werden – dass sich »ein großer Teil« der »neueren Überlegungen«, die für die Fragestellung der vorliegenden Studie relevant gewesen wären, »gebündelt in einer umfassenden Studie von Pierre-André Taguieff« findet, ist einfach falsch (vgl. Geulen S. 17 und die Literaturangaben auf S. 46, Fn. 10 sowie Pierre-André Taguieff, Die Macht des Vorurteils. Der Rassismus und sein Double, Hamburg 2000). Außerdem besteht für den umstandslosen Hinweis auf »die nach wie vor grundlegende Ideengeschichte von Voegelin, Rasse und Staat« (S. 12, Fn. 5) angesichts dessen positiver Würdigung von Carl Gustav Carus und Ludwig Ferdinand Clauß durchaus Begründungspflicht (vgl. zu Carus Erich Voegelin, Die Rassenidee in der Geistesgeschichte von Ray bis Carus, Berlin 1933, S. 153–160 und zu Clauß *ders.*, Rasse und Staat, Tübingen 1933, S. 92–104, wo auf S. 103 zu den »Untersuchungen von Clauß« festge-

Der Grund dafür liegt nicht in der komplexen Fragestellung des Verfassers. Sie erscheint zu einem Zeitpunkt, zu dem in der Rassismusanalyse der Hinweis auf die Überschneidung unterschiedlicher Kategorien sozialer Einschließung und Ausschließung ebenso verbreitet wie ihre getrennte Untersuchung ist, vielmehr als ebenso überfällig wie innovativ. Leider mündet sie aber nicht in ein ergebnisoffenes Untersuchungskonzept, sondern leidet unter der Engführung durch eine theoretische Prämisse und eine historische Perspektive. Letztere gliedert sie in die »Vorgeschichte des ›Dritten Reichs‹« ein, erstere durchsucht ihre einzelnen Aspekte vorrangig nach Elementen, die sich »unter Foucaults Begriff der Biopolitik« zusammenfassen lassen (S. 368 f.). Von ihm aus wird bestimmt, »worauf bei der Wirkungsgeschichte rassenbiologischer Diskurse zu achten sich lohnt und welche Elemente zu verfolgen sind« (S. 25). Deren Analyse führt dann zu dem Ergebnis, dass sich »die verschiedenen wissenschaftlichen, politischen und ideologischen Elemente des Rassendiskurses zu einer biopolitischen Logik verbinden konnten, die hergebrachte Partikularitäten, gegebene soziale und kulturelle Kollektive sowie politische Lagergrenzen transzendierte, um die Herstellung einer von solchen Realitäten ›emanzipierten‹ Volksgemeinschaft als Vision und Programm zu entwerfen« (S. 374).

Wer nur nach Material sucht, das aus seiner Perspektive der Beachtung wert ist, braucht um die Stimmigkeit seiner Ergebnisse nicht besorgt zu sein. Dabei muss dann allerdings in Kauf genommen werden, dass zentrale Gegenstandsbereiche der eigenen Themenstellung nur unter einem extrem eingeeengten Blickwinkel wahrgenommen werden. Bei der Behandlung des Antisemitismus fallen die Folgen besonders nachhaltig ins Auge. Obwohl seine Verbindung mit dem Nationalismus in jüngster Zeit noch einmal besonders eindringlich herausgearbeitet worden ist³⁷, verzichtet Geulen darauf, ihn als »empirisches Beispiel für die Folgen der Verschränkung von Rassendiskurs und Nationalismus [zu] betrachte[n]« und zieht ihn nur zur Illustration einer seiner zahlreichen griffig formulierten Hypothesen heran, die in diesem Fall lautet: »Die Biologisierung der deutschen Nation bedurfte strukturell des Antisemitismus«. Weil der »Rassendiskurs die Nation [...] im Horizont des alltäglichen Rassenkampfes biopolitisch entgrenzte«, erforderte er eine »Gegenrasse«, die als »biopolitischer Feind der Bevölkerung« konstruiert werden musste (S. 196). Dadurch soll der Rassenkampf zum Begründungszusammenhang und Daseinszweck der Rasse, und die Gegenrasse zu ihrer unmittelbaren Existenzbedingung geworden sein.

Um diese These plausibel zu machen, wird auf den Antisemitismus bei Theodor Fritsch rekuriert, die »empirische Analyse« aber darauf »beschränkt«, die eigenen Hypothesen an »ausgewählten Aspekten der ersten Jahrgänge« seiner »langlebige[n] antisemitischen Zeitschrift ›Hammer‹ zu belegen« (S. 204). Eine Einschätzung ihres Wirkungsbereiches fehlt ebenso, wie die des Stellenwertes der ausgewählten Artikel im Weltbild ihres Autors, der seine antisemitische Karriere immerhin mit der Äußerung begann, die »moderne Judenfrage« wäre im Kern eine »wirtschaftliche Frage«.³⁸ In seinem Antisemiten-Kate-

stellt wird, dass »in ihnen nach unserer Meinung der Weg beschränkt ist, auf dem sich eine Rassenlehre als Wissenschaft entwickeln kann«, um »[d]as unbezweifelbare Phänomen der Rassen als eine leib-seelische Typenmannigfaltigkeit im Rahmen des Menschenwesens« begreiflich zu machen.

37 Vgl. Klaus Holz, *Nationaler Antisemitismus. Wissenssoziologie einer Weltanschauung*, Hamburg 2001.

38 Thomas Frey (d. i. Theodor Fritsch), *Leuchtkugeln. Altdeutsch-antisemitische Kernsprüche*. 2. rev. u. verm. Aufl., Leipzig 1882, S. 3; das folgende Zitat stammt aus *Theodor Fritsch, Geistige Unterjochung*. Zugleich eine Antwort an Dr. G. Lomer und Prof. Werner Sombart. 5. Aufl., Leipzig 1913, S. 21 (›Jude sein‹) und S. 15 (›der Arier‹ und ›der Semit‹). Zu Fritsch vgl. Michael Bönisch, *Die ›Hammer‹-Bewegung*, in: *Handbuch zur ›Völkischen Bewegung‹ 1871–1918*, hrsg. v. Uwe Puschner/Walter Schmitz/Justus H. Ulbricht, München etc. 1996, S. 341–365, und Massimo Ferrari Zumbini, *Die Wurzeln des Bösen. Gründerjahre des Antisemitismus. Von der Bismarckzeit zu Hitler*, Frankfurt/Main 2003, insb. S. 321–422.

chismus war das Judentum deswegen von der ersten bis zur letzten von ihm selbst redigierten Ausgabe auch nicht nur »Chimäre« (S. 210), sondern hatte Namen und Adresse und sollte nicht einfach »verschwinden, weil es existierte« (ebda.), sondern ebenso abstruser wie konkreter Unterstellungen und Zuschreibungen wegen. Zu ihnen gehörte neben der allgemeine Parole »Jude sein heißt: seinen Vorteil suchen durch den Schaden der Anderen« auch deren sozialpolitische Konkretion: »Während der Arier sich abmüht, Bodenfrüchte, Werkzeuge, Maschinen, Kunstschätze zu schaffen, saugt der Semit mit Hilfe des unersättlichen zinsheischenden Kapitals alle diese Früchte des fremden Fleißes an sich, und der Schaffende, der Bauer, der Arbeiter, der Erfinder, der Künstler verarmt«.

In solchen Ausführungen überlagerten sich Ausbeutungsrhetorik und Schädlingmetaphorik und die Bilder vom Staat im Staate und der internationalen Verschwörung waren nicht weit. Sie wurden mit anderen traditionellen und modernisierten antisemitischen Unterstellungen und Verdächtigungen verbunden, so dass Fritsch in der Tat »das Judentum in allem, was es stereotyp repräsentierte, zum Dreh- und Angelpunkt« machte – ohne dass sich dabei aber, wie seine vielfältigen Aktivitäten und Vorschläge zeigten, alle Sozialkritik in die Frage »der eigenen Rassenerneuerung« aufgelöst hätte (S. 213). Die Schlussfolgerung, dass der »Antisemitismus« ein »konstitutiver Teil der rassentheoretischen Selbsterfindung« gewesen wäre, ist deswegen schon im Hinblick auf Fritsch zu allgemein. Sie wird nicht präziser, wenn jene Positionen im völkischen Lager berücksichtigt werden, die sich wie Friedrich Lange vehement gegen eine Politik des »Nur-Antisemitismus« wandten, wie Philipp Stauff betont, »um unser Volk und unseres Volkes Wert, nicht allein gegen die Juden« zu kämpfen, oder wie Friedrich Lienhard unterstellten, wer »seiner Stammes- und Volkseigenart wirklich sicher ist«, müsste kein Antisemit sein.³⁹ Wenn die weit über das völkische Lager hinausreichenden Spielarten des Antisemitismus einbezogen werden, stellen sich die Zusammenhänge noch entschieden differenzierter dar.⁴⁰

39 Vgl. *Uwe Puschner*, *Die völkische Bewegung im wilhelminischen Kaiserreich. Sprache – Rasse – Religion*, Darmstadt 2001, S. 52 (Zitat Lange), S. 53 (Zitat Stauff), S. 55 (Zitat Lienhard). Gegenüber solchen Positionen betont Puschner allerdings den »hohe[n] Stellenwert des Antisemitismus im völkischen Weltanschauungscode«, der sich symptomatisch in Adolf Bartels Überzeugung niedergeschlagen hätte: »Wer in unserer Zeit nicht Antisemit ist, der ist auch kein guter Deutscher«, S. 53. Zum folgenden vgl. die abwägende Einschätzung des derzeitigen Standes der Debatte im einleitenden »Forschungsbericht zur deutschen Neuausgabe« bei *Peter G. J. Pulzer*, *Die Entstehung des politischen Antisemitismus in Deutschland und Österreich 1867–1914. Vom Autor durchgesehene und um einen Forschungsbereich erweiterte Neuausgabe*, Göttingen 2004, S. 7–64.

40 Eine stärker differenzierende Betrachtung wäre auch anderen Gegenstandsbereichen der Untersuchung angemessen gewesen. So wird etwa im Abschnitt über »Globale Dörfer. Rassendiskurs und imperiale Weltordnung« (*Geulen*, S. 325–345) der Blick ebenfalls so weit verengt, dass er schließlich am Beispiel der Weltausstellungen nur noch den »Versuch« wahrnimmt, »die Welt als einen zusammenhängenden Organismus zu imaginieren«, mit dessen Hilfe sich die »Industrienationen« als »biopolitische Organisationen« ausstellten (S. 335 f.). Ein sehr viel konturenreicherer Bild liefert dagegen der Blick von H. Glenn Penny auf einen vergleichbaren Gegenstand, die Völkerkundemuseen des wilhelminischen Deutschlands. Auch in diesem Zusammenhang spielte die »ethnographische [...] Aufklärung« (*Geulen*, S. 336) beziehungsweise die Beteiligung »in educating the broader public« (*Penny*, S. 147) eine zentrale Rolle. Sie führte sogar zu einem paradigmatischen Wechsel von der Sammelwut einer »salvage anthropology« (S. 52) zur »creation of Schausammlungen«, die sich von den »exhaustive collections of material culture« durch »representative« artefacts that allowed easy comparison, a few ›life groupings‹, plenty of empty space, and a clear message or narrative« (S. 147) unterschieden. Deren Zustandekommen verlief aber keineswegs widerstandsfrei und führte selbst nach ihrer allgemeinen Durchsetzung zu keinem einheitlichen Ergebnis. Das lag, wie Penny überzeugend zeigt, an den komplexen Interaktionsbeziehungen und Kommunikationsstrukturen zwischen den Ethnologen, die ihrerseits in eine internationale Wissenschaftsgemeinschaft eingebunden waren,

Trotz dieser Defizite hat Geulens Arbeit das zentrale Verdienst, zur Entwicklung einer Perspektive für die »historische Rassismusforschung« beizutragen. Bei der Beantwortung der »Frage«, »auf welche Weise und mit welchen Effekten sich Rasse und Rassismus im späten 19. Jahrhundert mit Nation und Nationalismus verschränkten« (S. 18), beschäftigt sie sich nicht lediglich summierend mit dem breiten Spektrum der verschiedenen Muster von Inklusion und Exklusion. Indem sie diese einer einheitlichen Fragestellung unterwirft, macht sie deutlich, dass Rassismus kein abgegrenzter, über den Rassebegriff vermittelter Bereich sozialer Diskriminierung ist, sondern ein Modus der Vergesellschaftung. Deswegen war auch der auf Rassen gestützte Rassismus einerseits immer schon kulturalistisch und betrachtete Rassen mit Ludwig Gumplowicz als »geschichtliches Produkt« (S. 160) oder mit Houston Stewart Chamberlain als Resultat »vernünftiger Zuchtwahl«. Andererseits erstreckte er sich nicht nur auf das Verhältnis der »fitter races« zu den »less fit races« (S. 336). Vielmehr bezog er mit dem unter anderem von Carl Peters gelieferten Schlagwort »Das Deutschtum als Rasse« auch die rassistische Formierung der Nation ein (S. 348), betrieb diese in Abgrenzung von den als »Gegenrasse« konstruierten Juden (S. 215),

an den Honoratioren der urbanen Standorte der Völkerkundemuseen, die unter anderem mit deren Hilfe nach dem Prädikat »Weltstadt« strebten, dem entstehenden Markt materieller exotischer Kulturgüter mit den üblichen Folgen einer Höherbewertung knapper Güter und an den Reaktionen des Publikums, das durch seine wachsende Zustimmung zu in Augen der Wissenschaftler eher profanisierenden Repräsentationszusammenhängen nicht nur den Charakter der Ausstellungen, sondern schließlich auch den der Sammlungsaktivitäten wesentlich mitbestimmte. Trotzdem führte das zu keiner einheitlichen »Inszenierung des Fremden und des Eigenen« (Geulen, S. 342). Denn die Umwandlung des musealen Selbstverständnisses verlief unter regional so unterschiedlichen Voraussetzungen und Einflüssen, dass zum Beispiel in Hamburg und München »the people who visited these museums entered two fundamentally different worlds represented by two different kinds of Schausammlungen« (Penny, S. 160). Die beiden Museumsleiter, Lucien Sherman in München und Georg Thilenius in Hamburg, hatten unterschiedliche Sammlungsstrategien verfolgt: »While Sherman moved quickly to fill his museum with collections that were primarily from Asian and Indian Kulturvölker, Thilenius moved even faster to obtain artifacts from an array of rapidly vanishing Naturvölker in Africa, South America, and most notably, the Pacific. Each individual set out to refashion his institution according to shifting interests in his city, and each sought out the materials most fitting for the publics being served – Kulturvölker for the art city of Munich and Naturvölker for the trading center of Hamburg« (S. 159 f.).

Auch dem ersten Teil dieses Kapitels, der sich unter der Überschrift »Rassenkonsens am Vorabend des Ersten Weltkriegs« (Geulen, S. 325) mit dem First Universal Races Congress befasst, der 1911 in London stattfand, hätte ein genauerer Blick nicht geschadet. Geulen liest zwar das Teilnehmerverzeichnis »wie ein »Who is who?« der internationalen Wissenschaft um 1900« (S. 327), fragt aber nicht nach fehlenden Namen und vermisst z. B. den Begründer der Rassenhygiene in Deutschland und rührigen Propagandisten der Rassenidee, Alfred Ploetz, nicht auf der Liste der anwesenden Deutschen. Seine Abwesenheit hatte gute Gründe und jedenfalls genauso wenig mit »Rassenkonsens« zu tun, wie Lacerdas Plädoyer für die Auslöschung der schwarzen Rasse durch »constructive miscegenation« (vgl. oben). Zunächst war Ploetz empört darüber, dass die Einladung zum Kongress nur in den Sprachen Englisch und Französisch ergangen war und sah darin »Reste der früheren geringschätzigen Behandlung der Deutschen«. Ferner störte ihn der »Wahlspruch des Kongresses«, der »im Geist der »Harmonie« abgehalten werden« sollte, weshalb »Gegner der Idee der Gleichheit, bzw. der gleichen Veranlagung und Kulturbedeutung der Rassen, nicht oder kaum zu Worte kommen werden«. Schließlich ging ihm die »allgemeine Friedensbegeisterung« zu weit, gegen die er betonte: »Die Möglichkeit muss gewahrt bleiben, dass die tüchtigsten Völker im Kampf ums Dasein obsiegen und sich verbreiten«. Bei alledem vergaß er nicht hinzuzufügen, dass der »Gedanke dieses Kongresses der Rassen« von »einem Angehörigen der jüdischen Rasse« ausgegangen wäre (Alfred Ploetz, First Universal Races Congress, in: *Archiv für Rassen- und Gesellschaftsbiologie einschließlich Rassen- und Gesellschaftshygiene* 8 (1911), H. 3, S. 412–413).

diskutierte die Rolle der Frauen als ›Mütter der Nation‹ für eine durch ›rationale Partnerwahl‹ ›verbesserte Sexualauslese‹ (S. 216, 240), unterwarf die einzelnen einer hygienisch begründeten Verantwortung für das Ganze und verschränkte auf diese Weise praktisch die Biologisierung der Nation mit der Politisierung der Körper (vgl. S. 263) – und hätte, wäre der Verfasser nur der Auffassung gewesen, dass darauf »zu achten sich lohnt«, auch noch eine ganze Reihe weiterer Auswirkungen gehabt.

Dass ihnen nicht nachgegangen wird, hat durchaus mit dem »postmodern turn« zu tun, von dem die Herausgeber nachdenklicher Reflexionen zum Thema »Researching Race and Racism« meinen, er hätte »encouraged a type of research agenda that seems overtly textual and theory-driven in focus« und hinzufügen: »The conflation of the world and text is particularly evident when the theme of racism is considered« (Bulmer/Solomos, S. 9 f.). Chetan Bhatt unterstützt diese Sichtweise in seinem Beitrag ›Contemporary geopolitics and ›alterity‹ research‹ mit einer harschen Kritik an den Folgen des »linguistic-cultural turn«: »The dislocation of language and power from actual structures and institutions, especially states and economics, can allow for the proliferation of gargantuan ›sociological imaginations‹ arising from assessments of the marginal and liminal« (Bhatt in Bulmer/Solomos, S. 16–36, hier: S. 16). Gleichzeitig kritisiert er die Wirkung der »West-Rest ›abstract machine« mit ihren »associated motifs of transatlantic slavery, Orientalism and racial colonialism« (S. 25), die eine Art enthistorisierendes Bermudadreieck über die Geschichte des modernen Rassismus stülpt, in dem auch die Besonderheiten gegenwärtiger rassistischer Politiken untergehen. Solche Selbstbezogenheit der Rassismusanalyse macht er für eine wachsende Kluft zwischen dem Anwachsen einschlägiger Literatur und dem Abnehmen ihrer herrschaftskritischen Relevanz verantwortlich: »It seems puzzling that the overwhelming academic obsession with the diasporic, racial, ethnic, mixed, hybrid, syncretic, passing self and all its variegated possibilities is occurring during a period of impersonal, brutalising geopolitics and the greatest relative and absolute impoverishment of large sections of the non-Western world« (S. 34).

Insgesamt moderater stimmt aber auch Ann Phoenix mit ihren Überlegungen zu »Extolling eclecticism. Language, psychoanalysis and demographic analysis in the study of ›race‹ and racism« in solche Kritik ein, indem sie gegen die Vorherrschaft von »discourse analysis, narrative analysis and conversation analysis« auf »the ›things that can't be said« hinweist und betont, dass »research on ›race‹ and racism has profited from using a range of methods« (Phoenix in Bulmer/Solomos, S. 37–51, hier: S. 38 u. 41). Gleichzeitig beklagt sie, dass qualitative und quantitative Zugänge zur Rassismusanalyse zunehmend auseinandergefallen wären und sich gegenwärtig als »binary opposition« (S. 48) darstellten. Tatsächlich bedürften aber quantitative Fragestellungen kritischer Selbstkontrolle und qualitative Studien einer Vergewisserung ihrer Reichweite und Relevanz.

Neben diesen allgemeinen Überlegungen enthält der Band eine Reihe von Beiträgen, die von unterschiedlichsten eigenen Erfahrungen mit den Problemen der Rassismusforschung berichteten. Sie sind gelegentlich trivial (wenn über Lernprozesse im Umgang mit historischen Quellen berichtet wird) und nicht immer verallgemeinerungsfähig (wenn die Entwicklung persönlicher Motive dargelegt wird). Insgesamt enthalten sie aber sensible und lehrreiche Beobachtungen über Probleme unterschiedlicher Semantiken (Sophie Body-Gendrot), sozialer Kontextgebundenheit der Wissenschaft (Ruth Frankenberg), Verhaltensprobleme im Forschungsfeld (Michel Wieviorka) oder Reaktionen der scientific community (Philomena Essed). Besonders eindrucksvoll ist der Beitrag von Hernán Vera und Joe R. Feagin zu »The study of racist events«. An einem konkreten Fall macht er nachdrücklich deutlich, dass Rassismus ein soziales Verhältnis ist, an dem, auch wenn nur einige handeln, viele durch Mitwissen, Dulden, Verschweigen, Rechtfertigen, Verstehen beteiligt sind und durch das, auch wenn nur einzelne getroffen werden, viele durch Mit-leiden, Erdulden, Verstummen, Entrechtung, Verzweifeln betroffen sind. Indem der »ra-

cialization process« auf die »dehumanization of the racialized other« zielt (Vera/Feagin in Bulmer/Solomos, S. 66–77, hier: S. 73), begründet er kollektive Verhaltensmuster, in deren Strukturen und Traditionen die einzelnen eingebunden sind und die sie reproduzieren und aktualisieren.

Nur wenn die Rassismusanalyse die Konstitutionsbedingungen, Ausprägungen und Rechtfertigungen solcher Muster von Aristoteles bis Frankie Zung verfolgt, wird sie der nach wie vor verbreiteten Vorstellung, es dabei mit primordialen Gegebenheiten wie Bevorzugung des Eigenen, Beargwöhnung des Fremden, Furcht vor dem anderen, Hang zur Unterdrückung und anderem mehr zu tun zu haben, historisch differenzierte und sozial erklärte Antworten entgegenstellen können. Das bedeutet keine Unterschätzung des Rassenbegriffs, schließt aber die Einsicht ein, es bei ihm nur mit einem besonderen Begründungszusammenhang einer spezifischen historischen Variante des Rassismus zu tun zu haben. Solche Relativierung trägt zur Erkenntnis bei, dass Rassismus tatsächlich jener soziale Konstruktionsprozess angeblich natürlicher Ungleichheit ist, als den ihn zahlreiche seiner heutigen Definitionen bestimmen. Sie muss dessen kulturelle Fassung nicht nur als aktuellen Reflex auf die Diskreditierung des Rassenbegriffs verstehen, sondern kann sie als Kern rassistischer Diskriminierung begreifen. Damit wird die Forderung nach historischer Konkretisierung und Spezifizierung sehr viel nachdrücklicher und lässt sich mit dem einfachen Hinweis auf Interessen oder Vorurteile nicht einfach abspesen, weil der eben nicht erklären kann, warum Rassismus unter bestimmten Bedingungen radikal ausschließend und mörderisch wirkt, während er unter anderen Voraussetzungen einzelnen sogar den legitimen Wechsel der von ihm behaupteten natürlichen Gruppen erlaubt, oder wie Rassismus mit den sehr unterschiedlichen Anforderungen der Legitimation des Ausschlusses von anderen umgeht, welche auf einer Skala imaginiert werden, die von Minderwertigkeit und Schwäche bis zu Schläue und Übermächtigkeit reicht und absolute Berührungstabus und Reinheitsforderungen ebenso kennt, wie Spekulationen über mögliche Vorteile der Hybridisierung. Wenn mit der zunehmend erhobenen Forderung, Rassismusanalyse als Analyse von Rassismen zu betreiben, wirklich ernst gemacht wird, schließt das die Berücksichtigung synchroner wie diachroner Perspektiven ein.

Matthias Schröder

Neue Studien zur Holocaust-Forschung

Regula Zürcher, »Wir machten die schwarze Arbeit des Holocaust«. Das Personal der Massenvernichtungsanlagen von Auschwitz, Nordhausen 2004, 244 Seiten, broschiert, 35 €.

Klaus-Michael Mallmann/Bogdan Musial (Hrsg.), Genesis des Genozids. Polen 1939–1941, Darmstadt 2004, 240 Seiten, gebunden, 42 €.

Michael Alberti, Die Verfolgung und Vernichtung der Juden im Reichsgau Wartheland 1939–1945, Wiesbaden 2006, 574 Seiten, gebunden, 48 €.

Birthe Kundrus/Beate Meyer (Hrsg.), Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus, Bd. 20, Die Deportation der Juden aus Deutschland. Pläne – Praxis – Reaktionen 1938–1945, Göttingen 2004, 272 Seiten, broschiert, 20 €.

Irmtrud Wojak/Susanne Meinel (Hrsg.), Im Labyrinth der Schuld. Täter – Opfer – Ankläger, Frankfurt/Main 2003, 362 Seiten, kartoniert, 29.90 €.

Wie werden »normale« Männer zu Massenmördern und wie wird Massenmord zur Alltagsroutine? Ob in Omer Bartovs Beitrag zur Debatte um die Rolle der Wehrmacht im Zweiten Weltkrieg¹ oder Christopher Brownings Studie zur Beteiligung des Polizeibataillons 110 an der »Endlösung«² – die eingangs gestellten Fragen bilden weiterhin den Nukleus der Täterforschung zum Nationalsozialismus.

Die an der Universität Bern vorgelegte Lizentiatsarbeit von *Regula Zürcher* ist der Versuch, eine Alltags- und Mentalitätsgeschichte des Personals der Massenvernichtungsanlagen von Auschwitz zu schreiben. Dabei konzentriert sich Zürcher auf die sog. »Grauzone« (S. 17) innerhalb der sozialen Struktur des Konzentrationslagers, ein von Primo Levi geprägter Begriff für das Verhältnis von SS-Angehörigen und jüdischen Sonderkommandos, das sich durch die Pole Machtdelegation und Kollaboration, Protektion und Korruption kennzeichnen lässt. Absicht der Autorin war es, »je eine Art Gruppenportrait« (S. 29) beider Untersuchungsgruppen, der Täter und Opfer, zu schreiben, die gemeinsam das Personal der Massenvernichtungsanlagen stellten.

Der erste Teil des Buches bietet neben methodischen Überlegungen eine knappe Übersicht zum Forschungsstand, die an mancher Stelle zu einer etwas oberflächlichen Darstellung neigt.³ Zudem werden Forschungsrichtungen und Thesen skizziert, ohne wenigstens exemplarische Einzeltitel zu benennen.⁴

1 *Omer Bartov*, Hitlers Wehrmacht. Soldaten, Fanatismus und die Brutalisierung des Krieges, Reinbek bei Hamburg 1999.

2 *Christopher R. Browning*, Ganz normale Männer. Das Reserve-Polizeibataillon 110 und die Endlösung in Polen, Reinbek bei Hamburg 1999.

3 »Götz Aly und Susanne Heim wiesen auf die sozial-technologische Komponente der »Endlösung« hin und machten Raumplaner und Wirtschaftswissenschaftler mit ihren Konzepten für den Neuaufbau im Osten für den Genozid an den Juden verantwortlich. Der Hinweis auf die Mitverantwortung scheinbar unbeteiligter Mittelinstanzen war neu, diese wurde von den Autoren aber überbewertet«, zit. S. 19. Alys wichtige Studie zur Entstehungsgeschichte der »Endlösung« blieb leider unberücksichtigt. Vgl. *Götz Aly*, »Endlösung«. Völkerverschiebung und der Mord an den

Im Folgenden beschreibt Regula Zürcher überblicksartig die Organisation der Vernichtung: die ideologischen Grundvoraussetzungen der ›Endlösung‹, die Einrichtung des Lagers Auschwitz, die Lagerorganisation und Personalstruktur.⁵ Eine prägnante und eindrucksvolle Schilderung der Arbeitsteilung in der ›Vernichtungsfabrik‹ Auschwitz gelingt ihr im dritten Abschnitt, in dem sie chronologisch den ›Arbeitsschritten‹ nach der Ankunft der Deportationszüge folgt. Die Selektion an der Rampe, der Entkleidungsraum, die Abläufe von Vergasung und Erschießungen sowie die anschließende Verwertung von Goldzähnen und Haaren werden so nüchtern und genau als möglich beschrieben. Dennoch fehlt es manchmal an weiter führenden Verweisen, an Hinweisen zur Literatur oder den Biografien der beteiligten Personen, wie den an der Rampe tätigen Medizinem.⁶

Im vierten und fünften Abschnitt der Studie befasst sich die Autorin mit dem Alltag der jüdischen Sonderkommandos bzw. der SS-Angehörigen. Beide Gruppen verfügten, in unterschiedlichem Ausmaß, über Freizeit zur Regeneration vom Mordalltag. Für die jüdischen Sonderkommando-Häftlinge habe die Tätigkeit bei den Krematorien »trotz der ›geregelten Arbeit‹ und den – im Vergleich mit den anderen Auschwitz-Häftlingen – komfortablen Lebensbedingungen ein Leben in der Extremsituation« bedeutet (S. 122), ein moralisches Dilemma: »Fälle von versuchten und geglückten Suiziden finden sich in fast allen Quellen, und viele Häftlinge schienen gelegentlich ernsthaft den Gedanken gehegt zu haben, ihr Leben zu beenden. Trotzdem blieb die Zahl der Selbsttötungen erstaunlich niedrig« (S. 182).

Der Versuch der Autorin, sich auf jeweils rund zehn Seiten der »Mentalität« der Sonderkommandohäftlinge bzw. der SS-Angehörigen zu nähern, bleibt in Pauschalurteilen, teils im Banalen, stecken, vielleicht weil die Aussagen überwiegend auf Erinnerungsliteratur fußen und nicht quantifiziert werden können:

»Schon bei den Sonderkommando-Häftlingen wagt man sich in den Bereich der Spekulationen vor, wenn man Gefühle und Reaktionen nachvollziehen und erklären will. [...] Die Häftlinge wurden zur Mitarbeit gezwungen, und es kann als gegeben betrachtet werden, dass diese Männer in einem schweren moralischen Dilemma steckten. Die Erklärungen ihrer Verhaltensmuster werden jedoch spekulativ« (S. 190 f.).⁷

europäischen Juden, Frankfurt/Main 1999. Ebenso fehlt zur Vorgeschichte der KZ: *Johannes Tuchel*, Konzentrationslager. Organisationsgeschichte und Funktion der »Inspektion der Konzentrationslager« 1934–1938, Boppard 1991.

- 4 Es erfolgt der Hinweis darauf, dass lange Zeit in der KZ-Historiografie wirtschafts- und strukturgeschichtliche Ansätze dominiert hätten, ohne einen einzigen entsprechenden Beitrag zu erwähnen, vgl. S. 22.
- 5 Dabei stützt sich die Autorin überwiegend auf publizierte Quellen und Forschungsliteratur, etwa die Beiträge von *Aleksander Lasik* und *Franciszek Piper*, publiziert in *Wacław Długoborski* (Hrsg.), *Auschwitz 1940–1945. Studien zur Geschichte des Konzentrationslagers und Vernichtungslagers Auschwitz*, Bd. 1–4, Oświęcim 1999. Weiter relevant: *Raul Hilberg*, *Die Vernichtung der europäischen Juden*, Frankfurt/Main 1999. Offenbar keine Beachtung fand der immer noch wichtige Beitrag von *Martin Broszat*, *Nationalsozialistische Konzentrationslager 1933–1945*, in: *Martin Broszat/Hans-Adolf Jacobsen/Helmut Krausnick* (Hrsg.), *Anatomie des SS-Staates*, Bd. 2, S. 11–136.
- 6 Mehrfach werden Namen von beteiligten Ärzten benannt ohne weitere Verweise. Hinsichtlich der Entnahme von Zahngold verweist Zürcher auf den Dentisten Victor Scholz, der mit seiner Dissertation »Über die Möglichkeit der Wiederverwendung des Goldes im Munde der Toten« auf die wirtschaftliche Bedeutung des Zahngoldes hingewiesen habe (S. 107), ohne die Doktorarbeit gesichtet oder aber biografische Daten zu Scholz recherchiert zu haben. Vgl. *Robert Jay Lifton*, *Ärzte im Dritten Reich*, Stuttgart 1988.
- 7 Vgl. hierzu den Beitrag der »Oral History« von *Andreas Kilian*, der 18 ehemalige Sonderkommando-Häftlinge, Auschwitz-Überlebende und SS-Männer interviewte. In: *Ralph Gabriel/Elissa Mailänder-Koslov/Monika Neuhofer* (Hrsg.), *Lagersystem und Repräsentation. Interdisziplinäre Studien zur Geschichte der Konzentrationslager*, Tübingen 2004.

Nirgendwo im KZ-Betrieb habe eine derartig starke Auflösung der Grenzen stattgefunden, schließt Zürcher. Die Opfer seien nicht ausschließlich gut, die Täter nicht einfach böse gewesen. Durch die gemeinsame Vernichtungsarbeit seien sie »fast zu Komplizen« geworden, so dass es vorkommen konnte, »dass SS-Angehörige und Sonderkommando-Häftlinge zusammen Fußball spielten oder sangen« (S. 214). Beurteile man die Rolle der jüdischen Sonderkommandos, so sei die vordergründige Verbrüderung durch Mittäterschaft seitens der SS »eine weitere Maßnahme der Entmenschlichung« gewesen (S. 214 f.). Formale und sprachliche Schwächen mögen den Lesekomfort etwas mindern, etwa die Zitiertweise ohne erstmalige komplette Titelnennung. Schwerer wiegt hinsichtlich der wissenschaftlichen Nutzung das Fehlen eines Registers. Der Wert von Regula Zürchers Studie liegt insgesamt in einer guten, überblicksartigen Darstellung zur Entstehung des KZ Auschwitz und einer ersten, sehr detaillierten Beschreibung des »Alltags der Vernichtung«. Eine Lektüre, die als Einstieg in das Thema sehr gut geeignet ist.⁸

Die geschichtspolitische Diskussion um die Wehrmachtsausstellungen sowie auch die Goldhagen-Debatte hätten zu einer »Verinselung« des Vernichtungskrieges geführt, beklagen *Klaus-Michael Mallmann* und *Bogdan Musial* in der Einleitung zum Sammelband »Genesis der Endlösung«. Einerseits hätten die Debatten den Begriff »Vernichtungskrieg« »plausibilisiert« und die Wehrmacht ins Licht des öffentlichen Interesses gerückt, andererseits habe die Begrenzung auf die Schauplätze Sowjetunion und Südosteuropa dazu geführt, dass ausgeblendet wurde, dass der deutschen Vernichtungskrieges bereits 1939 in Polen und nicht erst mit dem Überfall auf die Sowjetunion am 22. Juni 1941 begonnen habe (S. 7).⁹

Das Buch vereint zwölf Beiträge der 2003 vom Deutschen Historischen Institut Warschau und der Forschungsstelle Ludwigsburg der Universität Stuttgart veranstalteten Tagung »Die Inkubationsphase des Vernichtungskrieges – Polen 1939–41« und liefert einige wichtige neue Anregungen zur Entstehungsgeschichte des Holocaust in Polen. Bogdan Musial und Jacek Andrzej Młynarczyk widmen sich in zwei Beiträgen einer vergleichenden Betrachtung der beiden Besatzungssphären, der deutschen und der sowjetischen, wobei Musial die Besatzungspolitik und Młynarczyk die polnische Gesellschaft betrachtet. Musials Aufsatz »Das Schlachtfeld zweier totalitärer Systeme« (S. 13–35) stellt einerseits heraus, dass die deutschen wie die sowjetischen Besatzer im Herbst 1939 auf Massenterror setzten, um die eigene Herrschaft zu etablieren: Die Okkupanten seien sich trotz ideologischer und struktureller Unterschiede einig gewesen, dass »Polen von der Landkarte zu verschwinden habe und seine Führungsschichten zu vernichten seien« (S. 29). Während die Deutschen ihre Feinde nach ethnischen Kriterien definierten, seien auf sowjetischer Seite Klassenzugehörigkeit und soziale Stellung maßgeblich gewesen. Seine Terrorpolitik betrieb Deutschland bis 1945 und nach 1941 noch erheblich radikalisiert, während der deutsche Überfall auf die Sowjetunion einen Wandel in der sowjetischen Polenpolitik herbeiführte, mit dem Ziel, nicht mehr die Vernichtung des polnischen Staates anzustreben, sondern dessen Sowjetisierung herbeizuführen.

In seiner verkürzten Form zumindest missverständlich erscheint Musials These zur Effektivität deutschen bzw. sowjetischen Terrors: »Es herrscht allgemein die Überzeugung, dass die Deutschen während des Zweiten Weltkrieges ihre Verbrechen organisatorisch und technisch perfekt vorbereitet und durchgeführt hätten. Die polnische Erfahrung zeigt aber, dass in dieser Hinsicht die sowjetischen Täter die deutschen bei weitem übertrafen (S. 30)«. Am Beispiel der Deportationen versucht Musial eine quantitative und qualitative

8 Vgl. die ebenfalls lesenswerte Darstellung: *Sybille Steinbacher*, *Auschwitz. Geschichte und Nachgeschichte*, München 2004.

9 Zu Recht nehmen die Herausgeber hier Christopher Browning von der Kritik aus. Vgl. *Christopher R. Browning*, *Die Entfesselung der »Endlösung«. Nationalsozialistische Judenpolitik 1939–1942*, München 2003.

Aufrechnung: »Die Sowjets erwiesen sich jedoch beim Vollzug dieser Verbrechen insgesamt als viel ›effizienter‹ und besser organisiert als die Deutschen. So bereiteten sie ihre Aktionen sehr sorgfältig vor; auch die kleinsten Details wurden geregelt (S. 30).« Musial führt als Nachweis auf weniger als einer Druckseite Massendeportationen und Massenerschießungen der sowjetischen Besatzer als Beleg für seine These an. Die sowjetischen Täter hätten stets auf Geheimhaltung geachtet und die Welt habe nur deshalb vom Katyn-Massaker erfahren, weil die Deutschen dieses später propagandistisch hätten ausschalten wollen.¹⁰

Musial schließt unter Verweis auf Gerhard Eisenblätters Studie aus dem Jahr 1969¹¹, dass »die deutschen Täter [...] die Deportationen aus den eingegliederten Gebieten ins GG [Generalgouvernement, Anm. des Verf.] vergleichsweise ›dilettantisch‹« (S. 31) durchgeführt hätten, eine sprachlich wenig gelungene Formulierung. Indes hatte bereits Götz Aly den Entscheidungsprozess zum Holocaust aus der Innenansicht der Täter, der Verwalter und Planer, untersucht und konstatiert, dass sich die Geschichte der Massenumsiedlungen aus Tätersicht als eine »ununterbrochene Folge von Niederlagen« darstelle, als »Unfähigkeit, die einmal gesteckten Ziele auch nur annähernd zu erreichen«. Trotz aller zu konstatierender logistischer Probleme, etwa dem fehlenden Transportraum bei der Durchführung der Deportationen in das Generalgouvernement, darf nicht vergessen werden, dass die Deportationen im Kontext umfangreicher ethnischer Völkerverschiebungen standen und auch die Erfordernisse der Ansiedlung der ›Volksdeutschen‹ Auswirkungen auf die Aussiedlungspraxis hatten.¹² Sprachlich befremdlich, weil banalisierend, wirkt Bogdan Musials Fazit: »Ebensowenig lässt sich der spätere Genozid an den polnischen Juden als ein perfekt organisiertes und durchgeführtes Verbrechen bezeichnen (S. 31).«

Der zweite vergleichende Beitrag von Andrzej Młynarczyk (S. 145–169) untersucht die Folgen der doppelten Besatzung für die polnische Gesellschaft und kommt zu dem Schluss, dass die destruktive Politik der Besatzer zu einer »ethnische Dekomposition und gesellschaftliche Zerklüftung« (S. 159) geführt und eine »atomisierte« (S. 162) Gesellschaft hinterlassen habe, die aufgrund des Zusammenbruchs aller staatlichen Institutionen, der Flucht der Regierung und der Dezimierung der Eliten in einer tiefen Orientierungskrise steckte. Innerhalb dieser zersplitterten Gesellschaft reichte der individuelle Handlungsrahmen von Versuchen offener Kollaboration der extremen politischen Flügel mit den Nationalsozialisten bzw. Sowjets über Denunziantentum und aus der Notsituation erzwungener Zusammenarbeit bis zu politischem Widerstand und dem Aufbau eines polnischen Untergrundstaates. Dass es weder im Osten noch im Westen eine institutionelle polnische Kollaboration mit den Besatzern gegeben habe, führt Młynarczyk auf das fehlende Interesse seitens der nationalsozialistischen bzw. sowjetischen Entscheidungsträger zurück, nicht auf »irgendeine besonders tugendhafte Haltung der polnischen Bevölkerung« (S. 161). Die Mehrheit der Bevölkerung sei trotz innerlichen Widerstandes aus wirtschaftlicher Not zur Zusammenarbeit mit den Besatzern genötigt gewesen, erst nach der Konsolidierung der Widerstandsbewegung habe es Richtlinien für den gesellschaftlichen Boykott und Sabotage gegeben.

10 Musial stützt sich hier auf seine nicht unumstrittene Studie: *Bogdan Musial*, »Konterrevolutionäre Elemente sind zu erschießen«. Die Brutalisierung des deutsch-sowjetischen Krieges im Sommer 1941, Berlin etc. 2000. Vgl. dazu die Rezension von *Dieter Pohl* vom 30.4.2001 unter: URL <<http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/rezensionen/id=546>> sowie die klar positionierte Entgegnung von *Hannes Heer*, Die Mitschuld der Juden. Bogdan Musials Arbeit am Mythos, in: *ders.*, Vom Verschwinden der Täter. Der Vernichtungskrieg fand statt, aber keiner war dabei, Berlin 2004, hier: S. 249–273. Zu Hannes Heer vgl. die Rezension von *Wigbert Benz* in AFS online, 45 (2005).

11 *Gerhard Eisenblätter*, Grundlinien der Politik des Reiches gegenüber dem Generalgouvernement 1939–1945, Diss., Frankfurt/Main 1969.

12 Vgl. *Götz Aly*, »Endlösung«, S. 95 ff., S. 35–46.

In vier Beiträgen des Sammelbandes werden Teilbereiche der deutschen Besatzungsmacht im Kontext der NS-Vernichtungspolitik untersucht: die Wehrmacht (Jochen Böhler), die Einsatzgruppen (Dorothee Weitbrecht), die Ordnungspolizei (Klaus-Michael Mallmann) und die Waffen-SS (Martin Cüppers). Herauszuheben ist hier Jochen Böhlers beachtenswerter Aufsatz zur Rolle der Wehrmacht in Polen im Kontext von Besatzung und Vernichtungskrieg (S. 36–56). Hierin widerspricht er der lange tradierten These Martin Broszats von der »tragischen Verstrickung« der Wehrmacht.¹³ Unter Berücksichtigung der polnischen Forschung beleuchtet Böhler schlaglichtartig die Indoktrination der Truppe, die Direktiven der Wehrmachtführung, die Beteiligung deutscher Truppen an Gewalt gegen Zivilisten, die gezielten Übergriffe gegen polnische Juden und die Misshandlungen von Kriegsgefangenen. Auffällig sei, dass sich die Gewaltausübung »gegen eben die Gruppierungen richtete, die auch während des deutschen Angriffs auf die Sowjetunion – allerdings in anderen Dimensionen – zu den Opfern der Wehrmacht zählten: vermeintliche Partisanen, Juden und Kriegsgefangene« (S. 50). So bildete der »erste Einsatz der Wehrmacht im Osten den Auftakt zum Vernichtungskrieg, dessen Charakteristika – Ermordung von Zivilisten und Kriegsgefangenen, Judenverfolgung und -vertreibung – er bereits im Keim in sich trug« (S. 51).

Dorothee Weitbrecht befasst sich unter dem Titel »Ermächtigung zur Vernichtung« mit dem Vorgehen der Einsatzgruppen im Herbst 1939 in Polen (S. 57–70). Als Organe der völkisch-rassischen Gesamtstrategie Hitlers sollten die Einsatzgruppe zum einen die Auflösung des polnischen Staates über die »Ausschaltung« der polnischen Oberschicht bewerkstelligen helfen. Hier versucht Weitbrecht Rückschlüsse auf die bislang unklaren Instruktionen vor dem Polenfeldzug zu ziehen und spricht von einer offiziellen und inoffiziellen Ebene der »Weisungsgebung« zur Vermeidung von Konflikten mit der Wehrmacht (S. 59 f.). Deshalb seien die Einsatzgruppen »mittels mündlicher Instruktionen, wenn nicht explizit angewiesen, so doch unmissverständlich ermächtigt [worden], die polnische Intelligenz und Oberschicht »auszuschalten« (S. 60)«. Wichtig ist Weitbrechts Hinweis auf die Rolle der Einsatzgruppen innerhalb der sog. Volkstumspolitik, in deren Kontext Himmler als »Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums« den Zugriff auf eine eigene, von der Wehrmacht unabhängige Exekutive erhielt (S. 65).¹⁴

Klaus-Michael Mallmanns Aufsatz zur Ordnungspolizei in Polen 1939–41 (S. 71–89) stellt einen Glanzpunkt des Sammelbandes dar. Mallmanns kurzer Abriss »Kontinuitäten zur »Endlösung«« (S. 80 ff.) beleuchtet den Prozess der »Formierung eines Heeres von Rassenkriegern«, der bewirkte, dass das »Sortieren von Menschen nach vermeintlicher rassistischer Wertigkeit [...] in Fleisch und Blut« übergegangen war (S. 82). Das Konzept der ethnischen Homogenisierung habe eine völkische Mobilisierung bewirkt, eine mentale Hierarchisierung der Welt, eine verfestigte Konfiguration von Deutungsbildern. Mallmann schließt treffend: Wer an der Germanisierung der Annektierung der besetzten Gebiete mitgewirkt hätte, habe gewusst, dass dies der erste Schritt hin zur Schaffung jener rassistisch homogenen arischen Volksgemeinschaft war, die als gesellschaftssanitäre Utopie die Phantasien beflügelte. Und so sei gerade für die Ordnungspolizei Polen das »Laboratorium der Rassenpolitik«, die »Schule der Shoah« gewesen (S. 82).

Ebenso wie im Bereich der Einsatzgruppen fehlen auch zur Rolle der Waffen-SS während der ersten Jahre deutscher Besatzung in Polen umfassende Untersuchungen. Um so verdienstvoller ist Martin Cüppers Beitrag, der darauf verweist, dass Einheiten der Waffen-SS in sämtlichen Bereichen zwischen 1939 und 1941 an der Durchsetzung der verbrecherischen deutschen Besatzungspolitik in Polen beteiligt waren und zusammen mit der

13 Böhler bezieht sich auf *Martin Broszat*, *Nationalsozialistische Polenpolitik 1939–1945*, Stuttgart 1961, S. 28.

14 Vgl. dazu auch *Peter Klein* (Hrsg.), *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion 1941/42*, Berlin 1997, S. 13 ff.

Sicherheitspolizei und den Einheiten der Ordnungspolizei »das entscheidende Machtmittel der Deutschen zur Durchsetzung ihrer vorrangig nach antisemitischen und rassistischen Kategorien definierten besatzungspolitischen Ziele« gewesen seien (S. 105). Cüppers betont an dieser Stelle, dass die unter anderem durch die beiden Wehrmachtsausstellungen vertretene und allgemein akzeptierte Interpretation, dass der deutsche Vernichtungskrieg erst mit dem Angriff auf die Sowjetunion im Juni 1941 begonnen habe, nicht länger haltbar sei (S. 106).

Der ebenfalls lesenswerte Aufsatz von Volker Rieß behandelt die Tötung »unwerten« Lebens in den annektierten west- und nordpolnischen Gebieten (S. 127–144). Der zweite Teil des Bandes befasst sich in Spezialstudien mit der polnischen Gesellschaft unter doppelter Tyrannei: Andrea Löw untersucht die Reaktionen der jüdischen Minderheit im deutsch besetzten Teil Polens (S. 170–186), Marek Wierzbicki befasst sich mit den polnisch-jüdischen Beziehungen im westlichen, sowjetisch besetzten Weißrussland (S. 187–205), Barbara Engelking's Beitrag »Sehr geehrter Herr Gestapo« (S. 206–220) bietet einen Einblick in das Thema »Denunziation«. Grundlage ihrer Untersuchung ist eine Sammlung von 255 Blättern und Briefen, gerichtet an die Besatzungsbehörden, die indes nicht in deutsche Hände gerieten, sondern vom polnischen Untergrund abgefangen wurden. Adam Dziurok setzt den Schlusspunkt mit einer ebenfalls brisanten Thematik, der ambivalenten Haltung der Oberschlesier zur deutschen Besatzungsherrschaft (S. 221–233). Einziges wesentliches Manko des Sammelbandes ist das Fehlen eines Registers, bei dem nicht geringen Buchhandelspreis eigentlich eine Selbstverständlichkeit.

Der Beitrag von *Michael Alberti* zum Reichsgau Wartheland im Sammelband »Genesis des Genozids« ist eine Kurzfassung der lange angekündigten Monographie des Autors zum Thema. Die überarbeitete Fassung der bereits 2001 eingereichten Dissertation Albertis ist inzwischen unter dem Titel »Die Verfolgung und Vernichtung der Juden im Reichsgau Wartheland 1939–1945« erschienen. Keine Frage, hier handelt es sich um ein markantes, auf breiter Quellenbasis und mit profunder Literaturkenntnis verfasstes Werk, das in seinem Tenor an Musials und Mallmanns Aufsatzsammlung anknüpft: »An den polnischen Juden unter deutscher Besatzung wurde vorexerziert, was ab Mitte 1941 in den besetzten Gebieten der Sowjetunion folgen sollte« (S. 501).

Das Bild vom Holocaust in Polen prägten Auschwitz, das Warschauer Ghetto mit seinem Aufstand sowie das Vernichtungslager Treblinka und die Ghettos Białystok und Krakau, konstatiert Alberti. Was die Judenverfolgung im Warthegau angehe, so sei allein das Ghetto in Łódź wissenschaftlich untersucht worden. Der »Warthegau«, ein von den Nationalsozialisten künstlich geschaffenes Gebilde, umfasste im Westen, das ehemalige Großherzogtum Posen bzw. das sog. Großpolen und im Osten die Regionen Kujawien und Masowien mit der Großstadt Łódź. Nach Alberti lebten in diesem Gebiet zum Zeitpunkt des deutschen Einmarsches in Polen etwa 435.000 Juden, mehr als im Deutschland des Jahres 1933 (S. 3). Innerhalb von fünf Jahren löschten die deutschen Besatzer im Warthegau eine der größten jüdischen Kolonien in Europa aus.

Im Unterschied zum nationalsozialistischen Judenmord in anderen Regionen Osteuropas erkennt Alberti für den Warthegau besondere Spezifika: Dort seien erstmals Ghettos errichtet worden, von denen das Ghetto in Łódź länger als alle anderen in Osteuropa existierte. Zudem habe hier das größte Netz an Zwangsarbeitslagern für Juden bestanden und in Chełmno (Kulmhof) sei das »erste Vernichtungslager in der Geschichte der Menschheit« eingerichtet worden (S. 5).

Albertis Arbeit widmet sich insbesondere dem Verfolgungsprozess und damit der Besatzungspolitik und den Tätern mit Fokus auf die regionalen Mittelinstanzen, den Behörden auf Regierungsbezirks- und Kreisebene. Das Buch ist chronologisch, entsprechend den Phasen der Vernichtung gegliedert: Einer knappen einleitenden Schilderung der Lage der Juden im Untersuchungsgebiet zu Beginn des Zweiten Weltkrieges folgt im zweiten

Teil unter dem Titel »Der Warthegau – »Experimentierfeld« nationalsozialistischer Rassenpolitik« (S. 33–146) eine sehr umfassende und detaillierte Darstellung der Judenverfolgung vom Einmarsch deutscher Truppen über die Zeit der Militärherrschaft bis hin zur Errichtung des Reichsgaus Posen, das im Januar 1940 in »Reichsgau Wartheland« umbenannt wurde. Unter der Führung des extremen Antisemiten Gauleiter Arthur Greiser entstand ein »Mustergau« mit dem Versuch, in kürzester Zeit eine »Germanisierung« des Gebietes herbeizuführen (S. 56). Alberti betont, dass schon die Militärverwaltung bei der Einführung antijüdischer Maßnahmen eine wichtige Rolle gespielt und bereits vor ihrer Ablösung zahlreiche diskriminierende Bestimmungen erlassen habe (S. 501).

Die Ghettoisierung der Juden im Wartheland ist Thema des zweiten Kapitels, das mehr als einhundertfünfzig Seiten umfasst. Alberti versteht es, seine Erkenntnisse stets in den Kontext der gesamten NS-Besatzungspolitik zu stellen und auch Maßnahmen gegen andere Gruppen von Verfolgten heranzuziehen. Die Errichtung der Ghettos sei kein von Berlin aus geplanter Schritt zur Vorbereitung der Tötung aller Juden gewesen (S. 503). Vielmehr fiel die Initiative zur Ghettobildung im Warthegau den Verwaltungsebenen unter der Gauebene zu. Zur Ausübung einer totalen Kontrolle der jüdischen Bevölkerung sowie ihrer Ausbeutung dienten die Ghettos und stellten »quasi riesige Massengefängnisse dar, aus denen die Nationalsozialisten die Juden in die Vernichtungslager schicken konnten« (S. 147). Vor allem in Folge des Abbruchs der Deportationen in das Generalgouvernement kam es im März 1940 zu einer ersten Ghettoisierungswelle. Alberti verweist hier auf die Wechselwirkung zwischen der Aussiedlung der Juden aus dem Warthegau, der Ansiedlung »volksdeutscher Umsiedler« und der »Lösung der Judenfrage« durch physische Vernichtung: »1941 hatte sich die deutsche Führung in eine ausweglose Lage gebracht. Die Ansiedlung der Volksdeutschen stockte, da die Abschiebung der Polen und Juden in das Generalgouvernement von dessen Zivilverwaltung und der Wehrmachtsführung gestoppt wurde. So entstand ein zunehmender Handlungsdruck, um die Ansiedlung zu ermöglichen« (S. 504).¹⁵

Der Beginn des Russlandfeldzuges habe schließlich im Warthegau eine weitere Eskalation antijüdischer Gewalt und Vernichtungsfantasien in Gang gesetzt, wobei Gauleiter Greiser aus ökonomisch-rationalen Überlegungen die Ausbeutung der Juden im Ghetto Łódź bis 1944 beibehielt, so dass sich, wie Alberti konstatiert, der erste Akt der Judenvernichtung im Warthegau 1942 auf die »nichtarbeitsfähigen« beschränkte (S. 509), ein Beispiel dafür wie innerhalb des von der nationalsozialistischen Rassenpolitik gesetzten Rahmens ökonomische Zugeständnisse möglich waren (S. 512). Letztlich setzte sich jedoch das Primat der Ideologie durch, und das bedeutete die Vernichtung aller Juden (S. 513.)

Eine weitere Besonderheit des »Endlösungs«-Apparates im Wartheland war die Organisation des Mords in den Händen von Zivil- und Polizeiverwaltung: Himmlers Polizeiapparat habe sich die Macht mit Görings Vierjahresplanbehörde, der Zivilverwaltung und zeitweise auch mit der Kanzlei des Führers teilen müssen, so Alberti. Die Befehle zum direkten Mord seien sowohl von der Spitze der Reichsstatthalterei gekommen, wo ein installierter »Judenausschuss« über die Maßnahmen wachte, als auch vom Höheren SS- und Polizeiführer und dem Reichssicherheitshauptamt in Berlin. Ein Kompetenzgerangel habe es nicht gegeben (S. 514 f.).

Die entscheidenden Schritte zum Judenmord hätten sich aus einem ständigen Wechselspiel zwischen strategischen Planungen in Berlin und Initiativen aus der Peripherie ergeben und das Beispiel Warthegau zeige die wichtige Bedeutung der auf der unteren Ebene

15 Vgl. dazu auch *Aly*, »Endlösung«; und *Matthias Schröder*, Die Umsiedlung der Deutschbalten in den »Warthegau« 1939/40 im Kontext nationalsozialistischer Bevölkerungspolitik, in: *Sabine Mecking/Stefan Schröder* (Hrsg.), *Kontrapunkt. Vergangenheitsdiskurse und Gegenwartsverständnis*, Essen 2005, S. 57–69.

agierenden Akteure, die weitgehende Freiräume gehabt hätten: »Radikale Nationalsozialisten konnten sich in diesem Klima fast ohne Kontrolle ›austoben‹« (S. 516).

Michael Albertis Studie leistet Pionierarbeit, ist sie doch die erste die den gesamten Krieg umfassende Untersuchung zum »Warthegau«. Allenfalls zu beklagen ist das Fehlen von Zwischenergebnissen zum Ende der jeweiligen Hauptabschnitte, kurze Resümees wären hier hilfreich. Stattdessen bietet der Band ein Schlusswort nicht nur in deutscher, sondern auch in englischer und polnischer Sprache sowie ein gutes Orts- und Personenregister und mehrere Karten und Tabellen.

Mit der Deportation der Juden aus Deutschland befasst sich der von *Birthe Kundrus* und *Beate Meyer* herausgegebene zwanzigste Band der Reihe »Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus«. Sieben Beiträge von Wolf Gruner, Beate Meyer, Monica Kingreen, Robert Kuwałek, Beate Kosmala, Christiane Kuller und Frank Bajohr skizzieren die langjährige Vorbereitung der Deportationspläne, die politische Praxis und Ausführung der Judendeportationen. Richtigerweise stellen die Herausgeber einleitend fest, dass es historisch wie juristisch schwierig sei, die Deportationen der Juden im »Dritten Reich« auf einen Begriff zu bringen, der Terminus »Umsiedlung« treffe nicht die Verwahrung in Lagern und Ghettos und erst recht nicht den weiteren tödlichen Verlauf. Es sei jedoch verfehlt, die Deportationen von dem Zeitpunkt an, als die NS-Machthaber sie als Mittel antijüdischer Politik einsetzten, mit »Todestransporten« gleichzusetzen, zu denen sie sich erst im Verlauf entwickelt hätten (S. 12).

Die Deportation der deutschen Juden müsse zwei politischen Großvisionen zugeordnet werden, zum einen der ethnischen Neuordnung Europas »mit dem wesentlichen Instrument der ›volkklichen Flurbereinigung‹ (Adolf Hitler)« (S. 13) sowie der spezifischen »Judenpolitik«, die das Ziel verfolgte, das Deutsche Reich »judenrein« zu machen.

Aus zwei Perspektiven nähern sich die Beiträge dem Komplex der Deportationen: Zum einen steht das administrative Handeln und Planen auf der Täterseite im Fokus, zum anderen werden die Reaktionen der Opfer untersucht. Wolf Gruners überblicksartiger Artikel »Von der Kollektivausweisung zur Deportation der Juden aus Deutschland« bietet eine detailreiche Einführung in die organisatorischen Abläufe, etwa die Zusammenarbeit zwischen Reichssicherheitshauptamt, den Gestapostellen, Ministerien, Arbeitsämtern, Reichsbahn und anderen Institutionen, aber auch in die verschiedenen Einzelpläne: von den ersten »Evakuierungsmaßnahmen« nach dem deutschen Überfall auf Polen im Oktober 1939 bis zu den verschiedenen Deportationszielen, den Ghettos im Warthegau, den sowjetischen Zielen wie Riga und Minsk und den Deportationen in das Generalgouvernement und die Vernichtungslager.

Ein kursorischer Überblick über die Themen des Bandes zeigt das Spektrum der Beiträge: Über die Handlungsspielräume regionaler jüdischer Repräsentanten und die Reichsvereinigung der Juden in Deutschland im Kontext der Deportationen am Beispiel der Städte Frankfurt, Nürnberg und Mainz schreibt Beate Meyer. Ebenfalls am Beispiel Nürnbergs untersucht Christiane Kuller die Verwertung des Eigentums der von dort deportierten Juden durch die Reichsfinanzverwaltung. Robert Kuwałeks Mikrostudie wirft aus polnisch-jüdischer Sicht einen Blick auf das Leben jüdischer Deutscher im Distrikt Lublin. Der Autor nutzte hierfür nicht allein Archivmaterial, sondern auch Interviews mit Polen und polnisch-jüdischen Überlebenden, und kommt zu dem interessanten Schluss, dass das zwischen West- und Ostjuden das »gemeinsame Verfolgungsschicksal wenig zu einer Solidarisierung beitrug, sondern eher alte Vorurteilsstrukturen und Klischees bestärkte« (S. 133). Und weiter: »Der Zwang, in der Fremde unter elenden Bedingungen miteinander zu leben, führte zu Mißtrauen und Neid – Gefühle und Reaktionen, die die jeweiligen Lagerleitungen mitunter ausnutzten. Die Tragödie war umso größer, weil die Deportierten in aller Regel nicht auf Hilfe rechnen konnten, weder von der Seite ihrer

Leidensgefährten, den polnischen oder tschechischen oder slowakischen Juden, noch von Seiten der nichtjüdischen Polen« (ebd.).

Die Daten von rund 1.000 deutschen Juden, die untergetaucht oder unter falscher Identität überlebten, wertet Beate Kosmala in ihrem Aufsatz »Zwischen Ahnen und Wissen – Flucht vor der Deportation« aus, während Monica Kingreen die letzten Lebenszeichen hessischer Juden untersuchte, Postkarten, Briefe und Tagebuchaufzeichnungen aus Ghettos und Lagern, die belegen, dass viele Deportierte glaubten, dass ihre Arbeitsfähigkeit ihr Überleben sichere (S. 111). Frank Bajohr weist im Beitrag »Über die Entwicklung eines schlechten Gewissens« anhand eines zeitlichen Längsschnittes von Stimmungsberichten nach, dass die deutsche Bevölkerung den Transporten großes Interesse entgegenbrachte. Es werde deutlich, dass »der Konsens zwischen Regime und Bevölkerung in der ›Judenpolitik‹ nach 1938/39 langsam erodierte« (S. 195). Die administrativ verordnete Tabuisierung des Holocaust sei insofern nicht nur konsequent, sondern eine Notwendigkeit, um die sichtbaren Risse in der Beurteilung der ›Judenfrage‹ nicht zum öffentlich sichtbaren Bruch werden zu lassen. Das schlechte Gewissen in Teilen der Bevölkerung sei, so Bajohr, auch Ausdruck eines Gefühls, eine Grenze überschritten zu haben, die eine Rückkehr zum Status Quo nicht mehr erlaube und man stelle sich die Frage, »ob wohl nach dem Verlust des Krieges die Juden wieder ihre Wohnstätten in Besitz nehmen« (ebd.).

Die Flut der Bücher, Filme, Stücke und Veranstaltungen zum Holocaust und zum ›Dritten Reich‹ werde noch lange nicht enden, mutmaßt Bernhard Schlink in seiner hoch intelligenten Essaysammlung »Vergangenheitsschuld und gegenwärtiges Recht« und schließt: »Die Zukunft der Gegenwart der Vergangenheit ist die Geschichte.«¹⁶ Thematisch schließt hier das 2003er-Jahrbuch des Fritz Bauer Institutes an, wenn es unter dem Titel »Labyrinth der Schuld. Täter – Opfer – Ankläger« die juristische und literarische Aufarbeitung der NS-Verbrechen in den ersten Jahrzehnten nach dem Zweiten Weltkrieg inspiziert. Die Herausgeber *Irmtrud Wojak* und *Susanne Meinel* haben acht Beiträge sowie fünf autobiografische Texte zum ersten Frankfurter Auschwitz-Prozess zusammengetragen und vermitteln durch die sehr unterschiedlichen Blickwinkel ein eindrucksvolles Bild von der deutschen Nachkriegsgesellschaft im Zwiespalt von Aufbruchsstimmung und den dämmernden Schatten der Vergangenheit.

Ein gewichtiger Beitrag von Irmtrud Wojak gilt der Person Fritz Bauers, der als hessischer Generalstaatsanwalt die konsequente strafrechtliche Verfolgung von NS-Verbrechen mitverantwortete und als ein Motor für die Durchführung der Frankfurter Auschwitz-Prozesse gilt. Weitere Aufsätze thematisieren die Rolle der ukrainischen Nationalisten als Zeugen im Auschwitz-Prozess (Franziska Bruder) bzw. der Überlebenden als Zeugen vor Gericht (Dagi Knellessen). Zudem angesprochen werden in diesem aufschlussreichen Sammelband der Nürnberger »Wilhelmstraßen-Prozess« (Dirk Pöppmann), das Strafverfahren gegen Adolf Eichmann in Jerusalem (Christian Kolbe) und die Reflexionen von Augenzeugen und am Auschwitz-Prozess beteiligter Juristen. Mit welchen Schwierigkeiten reformwillige Juristen bei der Aufdeckung und Verfolgung von NS-Verbrechen zu kämpfen hatten, schildert eindrucksvoll Michael Greve in »Von Auschwitz nach Ludwigsburg. Zu den Ermittlungen der ›Zentralen Stelle der Landesjustizverwaltungen zur Aufklärung nationalsozialistischer Gewaltverbrechen«.

Die Profiteure des Massenmordes hat schließlich Annegret Schüle im Visier, deren Beitrag zur Firma Topf & Söhne, den Herstellern der Krematoriumsöfen für Auschwitz, erschreckende Erkenntnisse liefert:

16 *Bernhard Schlink*, *Vergangenheitsschuld und gegenwärtiges Recht*, Frankfurt/Main 2002, S. 154 f.

»Wenn eine ideologische Übereinstimmung mit dem nationalsozialistischen Regime der Grund gewesen wäre, der SS bei ihrem Menschheitsverbrechen zu helfen, wäre der Befund für uns heute vielleicht weniger problematisch. So allerdings müssen wir uns damit auseinandersetzen, dass weit weniger reichte: die Versprechungen eines neuen Marktes [...]; politischer Dogmatismus unter Ausblendung jenes menschlichen Leids, das nicht mit den eigenen Zielen in Zusammenhang stand [...]« (S. 223).

Beate Fieseler

Stalin, seine Gefolgsleute und der Terror in der Sowjetunion

Ein Forschungsbericht über die neuere wissenschaftliche Literatur

Vor etwa 50 Jahren, im Februar 1956, begann mit Chrusčevs ›Geheimrede‹ auf dem 20. Parteitag der KPdSU die erste Phase der Auseinandersetzung mit Stalin und seinem diktatorischen Regime in der Sowjetunion. Sie endete mit Chrusčevs Sturz 1964 und wurde erst in der Perestrojka unter Gorbachev wieder aufgenommen. Heute sind Stalin und der Stalinismus in der Rußländischen Föderation kaum noch Gegenstand öffentlicher Debatten.¹ Während es in der Publizistik auffallend still um den sowjetischen Diktator geworden ist, liefert die Geschichtswissenschaft, die von der (partiellen) Öffnung der Archive profitiert, wichtige Impulse für die Auseinandersetzung mit Stalin und dem Stalinismus. Russischen Historikern sind neben verschiedenen Monografien eine Vielzahl umfangreicher Dokumenteneditionen zu Einzelaspekten der stalinistischen Herrschaft zu verdanken. Sofern sie in Übersetzungen vorliegen, sollen sie in diesem Forschungsbericht zusammen mit ausgewählten wissenschaftlichen Neuerscheinungen in deutscher und englischer Sprache vorgestellt werden.²

I. STALIN-BIOGRAFIEN

Nach Volkogonovs politischem Stalin-Porträt »Triumph und Tragödie« von 1989 erschienen erst anlässlich der 50. Wiederkehr des Todestages des Diktators (5. März 1953) wieder umfassende Lebensgeschichten des »Führers«. Zwei dieser biografischen Annäherungen an Stalin stellen – im Gegensatz zu den bekannten klassischen politischen Biografien (Deutscher, McNeal, Tucker, Ulam) – den Privatmann, seine Familie, seine Freunde und Gegner sowie das System seiner persönlichen Herrschaft in den Mittelpunkt und stützen sich dabei auf Dokumente aus bislang unzugänglichen (Familien-)Archiven, veröffentlichte und unveröffentlichte Memoiren, Interviews mit Zeitzeugen und private Fotos.

Der ungarische Geschichtswissenschaftler Miklós Kun (ein Enkel des ungarischen Kommunisten und späteren Stalin-Opfers Béla Kun) gibt im ersten Teil seines Buches »Stalin. An Unknown Portrait« zunächst einen chronologischen Überblick über dessen Leben vor dem Revolutionsjahr 1917, um dann im zweiten, weit weniger systematischen Teil einige »Freunde und Feinde« in ihrer oft wechselvollen Beziehung zum Diktator zu porträtieren. Angereichert wird der Band durch umfangreiches Fotomaterial aus der Sammlung von

1 Laut einer Umfrage der »Stiftung Öffentliche Meinung« (FOM) vom 18.–19. Februar 2006 gaben 47% der Befragten an, Stalin habe in der Geschichte Russlands eine positive Rolle gespielt, während 29% seine Rolle negativ einschätzten. 38% waren der Meinung, Stalin werde heute verunglimpft: *Russland Analysen* 92 (2006), S. 11.

2 Zum neuesten Stand und zu Problemen der Forschung äußerten sich zuletzt *Gabor T. Ritter-sporn*, *New Horizons. Conceptualizing the Soviet 1930s*, in: *Kritika* 2 (2001), H. 2, S. 307–318; *Oleg Khlevniuk*, *Stalinism and the Stalin Period after the »Archival Revolution«*, in: *Kritika* 2 (2001), H. 2, S. 319–327; *Sheila Fitzpatrick*, *Neue Richtungen in der Stalinismusforschung*, in: *Zeitschrift für Weltgeschichte* 3 (2002), S. 81–98; *Stefan Kreuzberger*, *Stalin und der Stalinismus. Ein Forschungsbericht über neuere deutsch- und englischsprachige Publikationen*, in: *Ost-europa* 53 (2003), S. 858–870; *Dietmar Neutzat*, *Der Stalinismus in der Neuen Kulturgeschichte*, in: *Neue Politische Literatur* 48 (2003), S. 96–127; in monografischer Form: *Alter Litvin/John Keep*, *Stalinism. Russian and Western Views at the Turn of the Millennium*, London etc. 2005.

David King.³ Der britische Historiker und Journalist Simon Sebag Montefiore unternimmt den ambitionierten Versuch, die alltäglichen Vorgänge und Affären, vor allem aber die Intrigen, Morde und Verbrechen am »Hof des roten Zaren« zwischen 1929 und 1953 samt der sie begleitenden Anekdoten, Gerüchte und Indiskretionen voller intimer und pikanter Details in 58 Kapiteln auf nahezu 900 Seiten (plus zahlreichen Abbildungen) vor den Lesern genüsslich auszubreiten, ohne sich von pedantischen Erwägungen über die Authentizität der Quellen oder die Glaubwürdigkeit seiner Interviewpartner bremsen zu lassen.⁴ Mit dieser süffigen und dramaturgisch spannenden »Hofchronik« zielt der Autor zweifellos weniger auf die Experten als auf ein Massenpublikum. Neugierigen Lesern bringt er die privaten Zusammenkünfte der »Höflinge« mitsamt ihrer Ehefrauen, Kinder und Dienstmoten im Kreml oder auf einer von Stalins Datschen so nahe, als wären sie selbst dabei gewesen. Stalinismus als Enthüllungsgeschichte – das ist neu, ebenso unterhaltsam wie erschütternd, ersetzt aber keine seriöse Kollektivbiografie der Gefolgsleute Stalins oder gar die nüchterne Analyse der Stalinschen Politik.

Ebenfalls für einen breiteren historisch interessierten Leserkreis verfasst (und deshalb leider auf Anmerkungen verzichtend), jedoch nicht sensationslüstern ist die knapp gehaltene und auf innenpolitische Vorgänge fokussierende Stalin-Biografie des Heidelberger Historikers Dietrich Löwe im handlichen Taschenbuchformat. Sie stützt sich zwar nicht auf eigene Archivarbeiten, wohl aber auf intensive Studien veröffentlichter Quellen und fasst den internationalen Stand der Forschung gut lesbar und zuverlässig zusammen.⁵ Löwe porträtiert Stalin, den »entfesselten Revolutionär«, als überzeugten Marxisten-Leninisten, dessen ideologische Ausrichtung seine Sicht auf die politische und soziale Realität bestimmte: »Vor allem gab sie ihm die Gewissheit, handeln zu können oder zu müssen, wie er handelte. Das Bewusstsein, eine historische Mission zu erfüllen, ließ ihn alle Widerstände niederbrechen und rechtfertigte jedes Opfer« (S. 400).

Die wissenschaftliche Standardbiografie für das nächste Jahrzehnt aber wird die ebenso gewichtige wie ausgewogene Studie von Robert Service werden, der bereits mit einer dreibändigen Biografie Lenins sowie als Autor verschiedener Gesamtdarstellungen der Sowjetunion bzw. Russlands im 20. Jahrhundert hervorgetreten ist. In fünf etwa gleich langen Teilen, die sich in 55 Kapitel gliedern und auf prallen 715 Seiten (mit zahlreichen Abbildungen) Stalins gesamtes Leben umspannen, porträtiert der britische Historiker Stalin als »Revolutionär«, »Parteiführer«, »Despot«, »Kriegsherr« und »Imperator«.⁶ Er stützt sich auf Archivalien und andere unpublizierte Materialien aus russischen, georgischen und britischen Beständen und hat zudem eine Vielzahl publizierter Quellen konsultiert. Leider wird die Sekundärliteratur in deutscher und französischer Sprache kaum zur Kenntnis genommen. Gleichwohl ist die Leistung des Autors in analytischer wie sprachlicher Hinsicht beeindruckend, auch wenn immer noch manche Fragen offen bleiben, wie etwa die nach der Urheberschaft an der Ermordung des Leningrader Parteichefs Sergej Kirov am 1. Dezember 1934. Service interessiert sich für viele Facetten in der Ent-

3 Miklós Kun, Stalin. An Unknown Portrait, Budapest 2003.

4 Quellen- und Literaturangaben sind genau wie der umfangreiche, aber sehr benutzerunfreundliche Anmerkungsapparat nur in der gebundenen Ausgabe enthalten: Simon Sebag Montefiore, Stalin. Am Hof des roten Zaren, Frankfurt/Main 2005.

5 Heinz-Dietrich Löwe, Stalin. Der entfesselte Revolutionär, 2 Bde., Göttingen 2002. Als ideengeschichtlich orientierte Stalin-Biografie, die wesentlich auf der Analyse der eigenhändigen Notizen in Stalins privater Bibliothek beruht und versucht, vor allem Stalins außenpolitisches Handeln aus der marxistischen Theorie heraus zu verstehen, vgl. Erik van Ree, The Political Thought of Joseph Stalin. A Study in Twentieth Century Revolutionary Patriotism, London etc. 2002.

6 Robert Service, Stalin. A Biography, Cambridge 2005. Noch jüngeren Datums ist die Biografie von Hiroaki Kuromiya, Stalin. Profiles in Power, Harlow 2005, die aber für diese Sammelrezension noch nicht zur Verfügung stand.

wicklung Stalins und zeichnet ein differenziertes, nicht dämonisierendes Bild des Menschen und Politikers, der kein ungebildeter Bürokrat, sondern schon früh ein prominenter Berufsrevolutionär, zeitlebens ein eifriger Leser politisch-theoretischer Schriften, aber auch belletristischer Literatur war und zugleich einer der erfolgreichsten, machtbewusstesten und skrupellosesten, aber um die Grenzen seiner Macht wissenden Diktatoren der Neuzeit. Besonders anregend sind die Kapitel zum Stalinkult (»The Cult of Impersonality«) und zur Beharrungskraft des Stalinschen Erbes (»After Stalin«), das bis heute fortwirkt.

Mit großem Selbstbewusstsein als »bahnbrechende Studie« angekündigt, versammelt der von Sarah Davies und James Harris herausgegebene Band »Stalin. A New History«, 14 Originalaufsätze (ursprünglich Beiträge zu einer Konferenz anlässlich der 50. Wiederkehr von Stalins Tod) von Stalinismusexperten der älteren und jüngeren Generation, die von der Öffnung der Archive profitiert haben und hier ihre neuesten und zumeist anregenden Arbeitsergebnisse präsentieren. Nach einem knappen Überblick der Herausgeber über Entwicklung und Stand der Stalinismusforschung sind die folgenden Einzelbeiträge verschiedenen Aspekten der Biografie bzw. der Gedankenwelt und Tätigkeit Stalins gewidmet. Darunter im Einzelnen: Stalin als Georgier, als Volkskommissar für Nationalitätenfragen, als Generalsekretär, als Chef des Politbüros, als Diktator, als Agrarpolitiker, als Außenpolitiker, als Marxist, als bolschewistischer Romantiker, als Förderer der Filmindustrie, als Regisseur der Schauprozesse, als Symbol und schließlich sogar als »Koryphäe der Wissenschaften«.

II. BIOGRAFIEN VON STALINS GEFOLGSLEUTEN: EŽOV, ŽDANOV, MOLOTOV

Nach dem »Hausherrn« haben inzwischen auch einige »kleine Stalins« aus der sowjetischen Führungsriege ihre Biografen gefunden. Einige Studien, z. B. über den Geheimdienstchef Lavrentij Berija, den Oberstaatsanwalt Andrej Vyšinskij, den späteren Parteichef Nikita Chruščev oder über den Volkskommissar für Schwerindustrie, Sergo Ordžonikidze, liegen schon länger vor.⁷ In letzter Zeit sind Biografien von drei weiteren »loyalen Vollstreckern« hinzugekommen, nämlich des berüchtigten Volkskommissars für Innere Angelegenheiten und Exekutors des Großen Terrors Nikolaj Ežov, des langjährigen Vorsitzenden des Rates der Volkskommissare und Außenministers Vjačeslav Molotov sowie des Ideologiechefs der Kommunistischen Partei Andrej Ždanov.⁸

Der kleinwüchsige, trunksüchtige, kränkliche aber sangesfreudige Ežov (1895–1940) war ein Parvenu mit nicht abgeschlossener Elementarbildung, der aus bitterarmen und von Gewalt geprägten Verhältnissen in Litauen stammte, schon früh Karriere innerhalb der Partei machte und 1927 auf einen Posten im Sekretariat des Zentralkomitees aufrückte. Stalin wusste Ežovs eifrige Ergebenheit und effiziente Willfährigkeit zu schätzen und beauftragte ihn mit der Untersuchung des Kirov-Mordes, der Durchführung der Parteisäuberungen und der Organisation der Moskauer Schauprozesse. 1936 löste Ežov Genrich Jagoda an der Spitze des Volkskommissariats für Innere Angelegenheiten (NKVD) und damit als Chef der Geheimpolizei ab, bis er selbst im November 1938 durch Berija ersetzt, im April 1939 verhaftet und Anfang Februar 1940 nach einem unter Folter erzwun-

⁷ Amy Knight, *Beria. Stalin's First Lieutenant*, Princeton 1993; Arkady Vaksberg, *Stalin's Prosecutor. The Life of Andrei Vyshinsky*, New York 1991; William J. Tompson, *Khrushchev. A Political Life*, New York 1995; William Taubman, *Khrushchev. The Man and His Era*, New York 2003; Oleg V. Khlevniuk, In *Stalin's Shadow. The Career of »Sergo« Ordzhonikidze*, Armonk 1995.

⁸ Marc Jansen/Nikita Petrov, *Stalin's Loyal Executioner. People's Commissar Nikolai Ezhov, 1895–1940*, Stanford 2002; Derek Watson, *Molotov. A Biography*, Basingstoke 2005; Kees Boterbloem, *The Life and Times of Andrei Zhdanov*, Montreal etc. 2004.

genen absurden Geständnis erschossen wurde. Auch wenn sein Name für immer mit dem Großen Terror, der ›Ežovščina‹, verbunden bleiben wird, zu deren schrecklichem Symbol er wurde, lassen Jansen/Petrov keinen Zweifel daran, dass die Massenoperationen der Jahre 1937/1938 nicht Ežovs Initiative entsprungen waren. Vielmehr zeigen sie Stalin als Auftraggeber und Dirigenten der Gewaltexzesse, Ežov jedoch lediglich als den für diese Aufgabe idealen Funktionär. Er war Stalins diensteifriges Instrument, das keinen Moment lang seiner Kontrolle entglitt. So stellte auch die deutliche ›Übererfüllung‹ der zentral festgelegten Verhaftungs- und Erschießungsquoten keine unbefugte Kompetenzüberschreitung von Seiten Ežovs dar, sondern war ganz im Sinne Stalins, der die Verantwortung für 1,5 Millionen Verhaftete (von denen über 700.000 erschossen wurden) später auf den NKVD-Chef als Sündenbock abschieben konnte: »Ezhov was a scoundrel! He ruined our best cadres. He had morally degenerated. [...] He ruined many innocent people. That is why we have shot him« (S. 210).

Auch die beiden anderen Mitglieder der engsten Führungsriege – Molotov und Ždanov –, deren Biografien nun vorliegen, waren tief in den Terror der Stalinzeit verstrickt und somit ebenfalls Komplizen des Diktators, auch wenn sie nicht wie Ežov der ungebildeten Unterschicht, sondern relativ kultivierten Verhältnissen entstammten. Beide galten zeitweilig als mögliche Nachfolger Stalins, waren aber selbst keine Führernaturen, sondern devote ›Ausführer‹, die bereit waren, dem »Hausherrn« bei all seinen Verbrechen zu dienen. Dies gilt insbesondere für Ždanov (1896–1948), der im stalinistischen Männerbund symbolisch die Sohnesrolle einnahm. Ob es nur am Mangel an Selbstzeugnissen und anderen privaten Dokumenten liegt, dass Ždanov selbst in einer mit fast 600 Seiten ziemlich langatmigen Lebensbeschreibung nicht als Mensch greifbar wird, sei dahingestellt. Da Kees Boterbloem zudem komplett auf Fotos seines Protagonisten verzichtet, können die Leser sich leider nicht einmal ein Bild dieses im Alter von nur 52 Jahren an Herzversagen verstorbenen Stalinisten machen.

Derek Watson, der 1996 bereits eine Studie über Molotov und den Rat der Volkskommissare publiziert hat⁹, entdeckt und analysiert in seiner spannenden Biografie durchaus neue Facetten und diverse Paradoxien in der Karriere des gern als »Aktenfresser«, ja als »Steinarsch« und später von ausländischen Diplomaten wegen seines pedantisch-hartnäckigen Verhandlungsstils als »Mr. Njet« verspotteten Molotov (1890–1986). Gestützt auf Materialien aus russischen und britischen Archiven sowie auf die 140 Gespräche, die Molotov zwischen 1969 und 1986 mit dem Schriftsteller Feliks Čuev geführt hatte¹⁰, liegt nun die erste umfassende wissenschaftliche Biografie von ›Stalins Leutnant‹ vor. Schon Molotovs Parteiname »Hammer« (sein Geburtsname lautete Skrjabin) spricht Bände und hätte für Stalins willfähiges Werkzeug im Kampf gegen die Opposition und bei der gewaltsamen Durchsetzung der Kollektivierung nicht besser gewählt sein können. Seit Dezember 1930 Vorsitzender des Rates der Volkskommissare, also praktisch Premierminister, und seit Mai 1939 (bis 1949) Außenminister, hatte Molotov neben seinen Funktionen an der Parteispitze wichtige Regierungsämter inne, in denen er nach Watson durchaus staatsmännische Qualitäten an den Tag legte. In den späten 1940er Jahren fiel er zunehmend in Ungnade, doch änderte das nichts an seiner Loyalität gegenüber Stalin. Molotov, dessen Verhältnis zum »Führer« bereits seit den 1930er Jahren deutlich von Angst und zunehmender Servilität geprägt war, protestierte nicht einmal mehr gegen die Inhaftierung seiner Ehefrau im Januar 1949. Doch das Paar überlebte das Stalinregime mit seinen immer neuen Terrorwellen und Bedrohungen. Nach Stalins Tod kämpfte Molotov vergeblich gegen die Entstalinisierungsbemühungen an der Spitze der KPdSU und wurde nach dem Versuch, Parteichef Chruščev zu stürzen, selbst seiner wichtigen Ämter enthoben und sogar aus der Partei ausgeschlossen, in deren Schoß er aber 1984 zurückkehren durfte.

9 Derek Watson, *Molotov and Soviet Government. Sovnarkom 1930–1941*, Basingstoke 1996.

10 Molotov Remembers. *Inside Kremlin Politics. Conversations with Felix Chuev*, Chicago 1993.

Mit diesen biografischen Studien sind Aufstieg, Aktivitäten und Fall von drei wichtigen Personen aus Stalins Führungsriege so ausführlich beleuchtet worden, wie es heute angesichts noch immer nicht vollständig geöffneter Archive möglich ist. Eine umfassende Tätergeschichte, etwa in Form einer Kollektivbiografie der Gefolgsleute Stalins, die den Blick auf die Struktur und die Bindungskräfte dieses Männernetzwerks als Charakteristikum stalinistischer Herrschaft richtet, steht jedoch noch aus.¹¹

III. STALINISMUS-READER

Die inzwischen unüberschaubar gewordene Forschungsliteratur zur Stalinzeit hat im ›Jubiläumsjahr‹ 2003 auch zur Herausgabe von zwei Readern geführt, die als Lehr- und Arbeitsmittel gedacht sind und auf knappem Raum wesentliche Aspekte stalinistischer Herrschaft zwischen 1929 und 1953 beleuchten.¹² Dass die Kriegszeit und der Spätstalinismus dabei im Vergleich zu den 1930er Jahren eher wenig Aufmerksamkeit finden, ist nicht den Herausgebern anzulasten, sondern spiegelt das noch immer bestehende Ungleichgewicht in der Erforschung der Vor- und Nachkriegsepoche wider.¹³

Der von David L. Hoffmann zusammengestellte Band versammelt elf bereits zuvor veröffentlichte repräsentative Texte von führenden Stalinismusforschern, die verschiedenen ›Interpretationsschulen‹ angehören und ein breites Themenspektrum behandeln: Stalins Rolle, soziale Ursprünge des Stalinismus, sozialistische Ideologie, ausländische Bedrohung, Wohlfahrtsstaat, Gewalt im Namen des Staates, Widerstand und Konformität, stalinistische Subjektivität, Frauen und Geschlechterfragen, Ethnizität und Nationalität sowie schließlich die Nachkriegsjahre. Dem »Großen Vaterländischen Krieg« und Stalin als Kriegsherrn ist kein eigenes Kapitel gewidmet. Der Herausgeber bietet am Anfang eine Übersicht der verschiedenen Interpretationen von Stalinismus und hat das Buch mit einem Glossar sowie einem (unnötig überfüllten) Index versehen. Vor allem aber leitet er jeden einzelnen Beitrag kenntnisreich ein, verortet ihn in der historischen Debatte und gibt am Ende jedes Kapitels Hinweise zu weiterführender Literatur. Der Band konzentriert sich auf die Erträge der neueren Sozial-, Politik- und Kulturgeschichte des Stalinismus, klassische Untersuchungsfelder wie Wirtschafts- und Militärgeschichte oder Diplomatie und Außenpolitik wurden nicht berücksichtigt. Insgesamt handelt es sich um eine gut ge-

11 Vgl. jedoch die Studie des britischen Historikers *Donald Rayfield*, *Stalin und seine Henker*, München 2004, der die Karrieren Stalins und der verschiedenen Chefs der Geheimpolizei von Feliks Dzeržinskij bis Lavrentij Berija vergleichend verfolgt, dabei aber, wie der Titel schon befürchten lässt, stark auf Effekte, Anekdoten und oberflächliche biografische Parallelen setzt. Wichtige Einblicke in die politische Praxis der Führungselite bieten folgende Dokumentenbände: *Lars T. Lih/Oleg Naumow/Oleg Chlewnjuk* (Hrsg.), *Stalin. Briefe an Molotow, 1925–1936*, Berlin 1996; *Robert W. Davies/Oleg Khlevniuk/Edward A. Rees* u. a. (Hrsg.), *The Stalin-Kaganovich Correspondence, 1931–1936*, New Haven etc. 2003. Vgl. auch die Monografie von *Oleg W. Chlewnjuk*, *Das Politbüro. Mechanismen der Macht in der Sowjetunion der dreißiger Jahre*, Hamburg 1998.

12 *David L. Hoffmann* (Hrsg.), *Stalinism. The Essential Readings*, Blackwell Publishing, Oxford etc. 2003, XIV + 317 S., Pb., 20,99 £; *Christopher Read* (Hrsg.), *The Stalin Years. A Reader*, Palgrave Macmillan, Basingstoke etc. 2003, XVIII + 241 S., Pb., 17,99 £. Einen knappen, thematisch strukturierten Überblick über die Stalinzeit bietet auch *Evan Mawdsley*, *The Stalin Years. The Soviet Union, 1929–53*, Manchester etc. 2003.

13 Vgl. aber folgende Monografien: *Elena Zubkova*, *Russia after the War. Hopes, Illusions, and Disappointments, 1945–1957*, Armonk 1998; *Kees Boterbloem*, *Life and Death under Stalin. Kalinin Province, 1945–1953*, Montreal etc. 1999; *Yoram Gorlizki/Oleg Khlevniuk*, *Cold Peace. Stalin and the Soviet Ruling Circle, 1945–1953*, Oxford etc. 2004.

machte, nützliche Textsammlung, wenngleich nicht um die einzig brauchbare Zusammenstellung dieser Art.¹⁴

Weniger an einer systematischen als an einer chronologischen Übersicht über wesentliche Aspekte der Stalinzeit orientiert sich der Reader von Christopher Read, der damit eine gute Ergänzung zu dem Band von Hoffmann darstellt. Auch hier werden Auszüge aus zuvor veröffentlichten (und meist älteren) Aufsätzen und Monografien bekannter Fachhistoriker zusammengestellt, wobei die Autoren Fitzpatrick, Kotkin und Khlevniuk in beiden Sammelbänden vertreten sind, Khlevniuk sogar mit ein und demselben Beitrag. Andere Experten aus dem angelsächsischen Sprachraum (z. B. Donald Filtzer, J. Arch Getty, Hiroaki Kuromiya, Lynne Viola), von deutschen, französischen und italienischen Historikern ganz zu schweigen, fehlen in beiden Büchern. Dem traditionelleren Organisationsprinzip des Bandes von Read entsprechen auch die darin abgehandelten Themen: »Kulturrevolution«, »Industrialisierung und Kollektivierung«, »Großer Terror«, »Großer Vaterländischer Krieg«, »Letzte Jahre« und schließlich Reflexionen über »Stalinismus als Zivilisation«. Die Einleitung, die die verschiedenen, darunter auch überholte, Interpretationsrichtungen zum Stalinismus beschreibt, geht auf die neuere, vor allem kulturgeschichtlich orientierte Forschung, die ja in diesem Band auch nicht vertreten ist, kaum ein, verweist lediglich im Schlusswort auf einige wichtige Titel. Glossar, Index, Daten- und Literaturverzeichnis sowie Hinweise zu den Autoren runden das Buch ab, das vor allem für »Einsteiger« und Lehrende interessant und nützlich sein wird.

IV. AUSGESTOßENE UND DENUNZIAN TEN

Bereits lange bevor die Terrorwellen der 1930er Jahre zu Massenverhaftungen und -erschießungen vermeintlicher oder potenzieller Feinde des Sowjetsystems führten, definierte die politische Führung in der UdSSR, wer zu den »Sowjetbürgern« gerechnet werden solle und wer als »fremd« zu gelten habe. Der marxistischen Ideologie entsprechend war es anfangs vor allem die Klassenzugehörigkeit, die den Ausschlag gab. Als »klassenfremd« galten fortan die »Ehemaligen« (byvšie ljudi), also diejenigen, deren soziale Herkunft aus dem Adel oder dem Klerus sie als Stützen des alten Regimes auswies, aber auch »bürgerliche Elemente«, zu denen in den späten 1920er Jahren die Profiteure der Neuen Ökonomischen Politik wie die sog. NEP-Leute, Kulaken, private Händler und kleine Spekulanten zählten. Hinzu kamen noch diejenigen, die einen »parasitären« Lebenswandel führten, deren Einkommen also (wie etwa bei Prostituierten, Bettlern oder Spielern) nicht aus »gesellschaftlich nützlicher Arbeit« stammte. Während man unmittelbar nach der Oktoberrevolution vor allem gegen das Privateigentum der einst Privilegierten vorgegangen war, entzog man den »Klassenfremden« (samt Ehefrauen, Kindern und anderen nahen Ver-

14 Schon älteren Datums, aber keineswegs veraltet: *Manfred Hildermeier* (Hrsg.), *Stalinismus vor dem Zweiten Weltkrieg*. Neue Wege der Forschung, München 1998; *Stefan Plaggenborg* (Hrsg.), *Stalinismus*. Neue Forschungen und Konzepte, Berlin 1998; *Sheila Fitzpatrick* (Hrsg.), *Stalinism*. New Directions, London etc. 2000. Neu erschienen ist *Harold Shukman* (Hrsg.), *Redefining Stalinism*, London etc. 2003, mit einem spannenden Beitrag von *Polly Jones* über innerparteiliche und gesellschaftliche Widerstände gegen die Politik der Entstalinisierung. Als weitere neuere Aufsatzsammlungen zu verschiedenen Aspekten von Entscheidungsprozessen in der Stalinzeit sind zu nennen: *Edward A. Rees* (Hrsg.), *Decision-Making in the Stalinist Command Economy, 1932–1937*, Basingstoke etc. 1997; *ders.*, (Hrsg.), *Centre-Local Relations in the Stalinist State, 1928–1941*, Basingstoke etc. 2002; *ders.*, (Hrsg.), *The Nature of Stalin's Dictatorship. The Politburo, 1924–1953*, Basingstoke etc. 2004. Zur Planwirtschaft: *Paul R. Gregory* (Hrsg.), *Behind the Façade of Stalin's Command Economy. Evidence from the Soviet State and Party Archives*, Stanford etc. 2001; vgl. auch: *Paul R. Gregory*, *The Political Economy of Stalinism. Evidence from the Soviet Secret Archives*, Cambridge etc. 2003.

wandten) das Wahlrecht. Im zeitgenössischen Sprachgebrauch wurden sie deshalb »lišency« (abgeleitet von dem Verb lišit – entziehen) genannt. Durch diese politische Diskriminierung waren sie Kriminellen und Geisteskranken gleichgestellt. Aber das war noch nicht alles. Mit dem Wahlrechtsentzug gingen bald massive soziale und materielle Benachteiligungen einher, wie etwa Beschäftigungshindernisse, Beschränkungen bei der Versorgung mit Wohnraum (einem der heikelsten Mangelgüter überhaupt), dem Zugang zu höherer Bildung, medizinischer Versorgung, Renten und Lebensmittelkarten (die 1928 eingeführt wurden). Dadurch sollten die »lišency« von den »sozialistischen Errungenschaften« ausgeschlossen und an den Rand der sowjetischen Gesellschaft gedrängt werden.

Als im Zuge von Reallohnsenkungen und weit verbreitetem Hunger in Folge der verfehlten Politik der forcierten Industrialisierung und Zwangskollektivierung der Lebensstandard weitere Teile der sowjetischen Bevölkerung drastisch sank und die politische Führung die ubiquitären Missstände vermeintlichen »Schädlingen«, »Saboteuren« und anderen Feinden anlastete, gingen die lokalen Funktionäre immer härter gegen die »lišency« vor, wiesen sie zusammen mit anderen unerwünschten Elementen aus den großen Städten aus und exilierten sie an entlegene Orte. Mit der neuen Konstitution von 1936, der sog. »Stalin-Verfassung« wurde die Verfolgung der »lišency« offiziell für beendet erklärt und die klassenlose Gesellschaft, die allen Bürgern unabhängig von der sozialen Herkunft das Wahlrecht gewährt, ausgerufen.

In der wissenschaftlichen Fachliteratur bisher allenfalls unter rechtlichen Gesichtspunkten und eher kursorisch betrachtet¹⁵, sind den »lišency« kürzlich gleich zwei ausführliche Studien gewidmet worden.¹⁶ Golfo Alexopoulos, die das erste englischsprachige Buch zum Thema vorgelegt hat, konnte für ihre Studie außergewöhnliche Archivalien erschließen, nämlich vor allem Akten aus einem Spezialbestand des Archivs der westsibirischen Stadt Jalutorovsk, das 100.000 Vorgänge von Personen ohne Wahlrecht enthält. Sie geben Auskunft darüber, wie die Betroffenen auf das für sie schmerzhafteste Social Engineering der politischen Führung reagierten. Neben Flucht, Fälschung persönlicher Dokumente und verschiedenen Versuchen, ihre Vergangenheit zu verbergen, versuchten viele, mit Hilfe von Petitionen ihre ursprünglichen Rechte wieder zu erlangen. Alexopoulos hat aus diesen Eingaben ein repräsentatives Sample aus mehr als 500 Fällen zusammengestellt, auf dessen Basis sie verschiedene Aspekte der Entrechtung, aber auch die Bedingungen der Wiedergewinnung der Rechte beschreibt. Wie die sprachlich-inhaltliche Analyse der Beschwerden der Diskriminierten zeigt, ließen diese praktisch nichts unversucht, um wieder zu ihrem Recht zu kommen: sei es durch »rituelle Klagen« über ihr Schicksal, sei es durch Protektion einflussreicher Funktionäre oder durch verschiedene Versuche, sich eine für die Sowjetbehörden akzeptable Identität zu konstruieren.¹⁷ Wie Alexopoulos' Daten zei-

15 Vgl. *Elise Kimerling*, Civil Rights and Social Policy in Soviet Russia, 1918–1936, in: *Russian Review* 41 (1982), S. 24–46; *Sheila Fitzpatrick*, After NEP. The Fate of NEP Entrepreneurs, Small Traders, and Artisans in the »Socialist Russia« of the 1930s, in: *Russian History* 13 (1986), S. 187–233; *Sheila Fitzpatrick*, Everyday Stalinism, Ordinary Life in Extraordinary Times. Soviet Russia in the 1930s, New York etc. 1999, S. 115–138.

16 *Golfo Alexopoulos*, Stalin's Outcasts. Aliens, Citizens, and the Soviet State, 1926–1936, Cornell University Press, Ithaca etc. 2003, XI + 243 S., Ln., 42,50 \$; *Hans-Michael Miedlig*, Am Rande der Gesellschaft im Frühstalinismus. Die Verfolgung der Personen ohne Wahlrecht in den Städten des Moskauer Gebiets 1928–1934, Franz-Steiner Verlag, Stuttgart 2004, XVII + 406 S., Pb., 52 €. Als regionale Fallstudie für die späte Phase der Verfolgung der »fremden Elemente« vgl. *Lesley A. Rimmel*, A Microcosm of Terror, or Class Warfare in Leningrad. The March 1935 Exile of »Alien Elements«, in: *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* 48 (2000), S. 528–551.

17 Zum Thema Identitätskonstruktion und Identitätsschwindel in der Sowjetunion vgl. auch *Sheila Fitzpatrick*, Tear Off the Masks! Identity and Imposture in Twentieth-Century Russia, Princeton etc. 2005.

gen, waren diese Strategien durchaus erfolgreich: 93 % der in ihrem Sample Repräsentierten konnten das Stigma des Entrechteten schließlich wieder abstreifen. Bis 1936 gab es also nicht nur das politisch motivierte Streben nach Exklusion missliebiger Elemente aus der Sowjetgesellschaft, sondern auch die Praxis der (Re-)Inklusion, die diejenigen, die sich erfolgreich zu »neuen Menschen« hatten »umschmieden« lassen, mit Reintegration belohnte.

Während bei Alexopolous die »lišency« und deren Abwehrstrategien im Mittelpunkt stehen, interessiert sich die gründliche regionale Fallstudie von Hans-Michael Miedlig zum einen für die Rechtsentwicklung bei der Diskriminierung unerwünschter gesellschaftlicher Elemente und zum anderen für die behördliche Ausgrenzungs- und Verfolgungspraxis in den Städten des Moskauer Gebiets im Zuge von Stalins »Revolution von oben«. Sowohl für die Gruppe der »Personen ohne Wahlrecht« insgesamt wie auch für die Sondergruppen der »nicht werktätigen Elemente« und der »Diener religiöser Kulte« kann er detailliert nachweisen, dass sich die politischen Forderungen der Parteiführung vor Ort jeweils nur unzureichend durchsetzen ließen, wengleich sich die Lage der Betroffenen zunehmend verschlechterte und die Verfolgung 1929/1930 einen Höhepunkt erreichte. Insgesamt zeigen Miedligs Befunde jedoch, dass die zuständigen lokalen Partei- und Sowjetorgane andere Interessen verfolgten als die politische Führung und daher der effektiven Verfolgung der stigmatisierten Gruppen nicht im gewünschten Umfang nachkamen. Als wesentliche Gründe macht der Autor einen Normenkonflikt im Rechtswesen, verursacht durch die Fortexistenz eines »bürgerlichen Rechtsbewusstseins« bei den zuständigen Mitgliedern der Prüfkommisionen geltend, aber auch konkrete wirtschaftliche Interessen der Stadtverwaltungen, die an hoher Besteuerung, nicht aber an der Vertreibung der »lišency« interessiert waren, zumal unter den Bedingungen der Mangelwirtschaft private Händler dringend gebraucht wurden, um die Stadtbevölkerung mit dem Nötigsten zu versorgen. So spiegelte sich die Rechtsverschärfung nicht immer in der lokalen Verfolgungspraxis, die nach Miedligs Erkenntnissen maximal ein bis vier Prozent der jeweiligen städtischen Einwohnerschaft erfasste. Während die politische Führung ihren ideologischen Vorgaben durch gezielte Presse- und Denunziationskampagnen Geltung zu verschaffen versuchte, vermochten persönliche Netzwerke die Stigmatisierten häufig zu schützen. Dies galt allerdings nur für eine gewisse Zeit, denn obwohl die Kategorie der »lišency« seit 1936 abgeschafft war, änderte sich an dem damit verbundenen Feindbild nichts, und die Betroffenen gerieten ein Jahrzehnt später in die Mühlen des Großen Terrors, aus dem es für die meisten kein Entrinnen mehr gab.

Einem »Helden der Denunziation« widmet sich Catriona Kelly, Professorin an der Oxford University, die in ihrem neuen Buch Aufstieg und Fall des legendären Pavlik Morozov erstmals gründlich untersucht hat. Entstanden ist eine ungemein faszinierende und spannend zu lesende Studie über ein prominentes Mitglied des stalinistischen Heldenkreises, die auch Nichtspezialisten unbedingt zu empfehlen ist.¹⁸ Im September 1932 wurden in einem Wald in der Nähe des westsibirischen Dorfes Gerasimovka der 13-jährige Pavel (»Pavlik«) Morozov und sein Bruder tot aufgefunden. Pavlik avancierte bald zum berühmtesten Kind der Sowjetunion, zu einem mythischen Helden, um den sich ein regelrechter Kult entfaltete. Der Legende nach soll Pavlik, Mitglied der »Jungen Pioniere«, seinen eigenen Vater, der damals Vorsitzender des Dorfsowjets war, bei der Geheimpolizei angezeigt haben. Er hatte nämlich herausgefunden, dass dieser mit den Kulaken im Bunde stand, die Getreide versteckten. Aufgrund der Denunziation wurde Pavliks Vater verhaftet und ins Gefängnis gesteckt. Wenig später nahmen Verwandte Rache an Pavlik und erstachen ihn.

18 *Catriona Kelly*, *Comrade Pavlik. The Rise and Fall of a Soviet Boy Hero*, Granta, London 2005, 354 S., 17,99 £.

Mit geradezu detektivischer Akribie hat die Autorin nicht nur die Genese, die inhaltlichen Varianten und den Niedergang des Morozov-Kultes entschlüsselt, sondern sich auch eingehend mit der dahinter liegenden Realität, nämlich dem Mordfall und seiner nachfolgenden Inszenierung im Rahmen eines politischen Schauprozesses, befasst. Kelly kann überzeugend nachweisen, dass der Pavlik-Mythos nicht ›von oben‹ oder gar auf Stalins persönliches Geheiß hin ins Leben gerufen wurde. Vielmehr wurde Pavlik Morozov erst durch das persönliche Engagement des Schriftstellers Maksim Gor'kij zu einer Kultgestalt von Allunions-Bedeutung. Deren inhaltliche Ausformung veränderte sich allerdings ständig, je nach den ideologischen Vorgaben der Zeit. Bereits in der zweiten Hälfte der 1930er Jahre deutete sich dies an, als die sowjetische Pädagogik von den revolutionären Prinzipien Abstand nahm und wieder traditionelle Werte wie Hierarchie und Gehorsam in den Vordergrund rückte. Seit dieser Zeit ließ Stalin sich gern mit Kindern in der Pose des gütigen Vaters abbilden. Zum Kult um Pavlik Morozov schwieg er in der Öffentlichkeit, gerüchteweise werden aber Äußerungen überliefert, die sein Missfallen deutlich dokumentieren: »We cannot allow any small boy to behave as though he were Soviet power itself« (S. 151) oder »What a little swine, denouncing his own father« (S. 147). In den Kriegsjahren geriet Pavlik Morozov vorübergehend in Vergessenheit, zumal er jetzt von einem anderen (fiktionalen) Kinderhelden, dem wesentlich sympathischeren Timur aus Arkadij Gajdars »Timur und sein Trupp« – eine Art sowjetische Pfadfinderstory –, überstrahlt wurde. In der Chrusčev-Ära wurde Pavlik dann als »Pionier Nr. 001« rehabilitiert und sein Kult mit Hilfe verschiedenster Medien erneut angeheizt.

Nach dem Zusammenbruch der Sowjetunion kam es zu einer regelrechten Abrechnung mit Pavlik Morozov durch den russischen Schriftsteller und Journalisten Jurij Družnikov, der bereits seit den 1970er Jahren Material für seine Mythendekonstruktion gesammelt hatte.¹⁹ Dabei nahm er sich jede einzelne Zutat des offiziellen Mythos vor und verkehrte sie in ihr Gegenteil. Der einst strahlende Held Pavlik mutiert bei Družnikov zu einem bemitleidenswerten, schmutzigen Kind, das nicht von »Volksfeinden« oder den eigenen Verwandten, sondern von Mitgliedern der stalinistischen Geheimpolizei ermordet worden sein soll. Kelly hält diese Version für wenig überzeugend. Sie kann zwar trotz intensiver Arbeit in den lokalen sibirischen Archiven und Gesprächen mit Zeitzeugen auch nicht mehr feststellen, was damals ›wirklich geschehen ist‹, trennt aber überzeugend Ideologisches von immerhin Wahrscheinlichem. Danach bleibt von dem offiziellen Mythos nur noch der Mord an einem Jungen namens Paschka Morozov übrig, der vermutlich aus persönlichen Motiven von dessen Verwandten verübt wurde. Die Mitgliedschaft bei den »Jungen Pionieren« und die ›heldenhafte Denunziation‹ hingegen gehören Kellys Erkenntnissen zufolge wohl ins Reich der Mythologie.

V. WIDERSTAND IM STALINISMUS

Obwohl die Bevölkerung das Partizipationsangebot, das die politische Führung ihr in Aufrufen zur Beteiligung an Denunziationskampagnen immer wieder unterbreitete, bereitwillig annahm²⁰, erlaubt dieser Befund nicht, die Sowjetunion unter Stalin pauschal als ›Mittmachergesellschaft‹ zu qualifizieren. Denn es gab auch Ungehorsam, Widerspruch, Renitenz, ja offenen Widerstand gegen die Zumutungen des ›großen Sprungs nach vorn‹, den der Diktator seinem Land verordnet hatte. Ganz verschiedene Beispiele solcher Abwehr hat Lynne Viola, Professorin an der Universität Toronto, in dem Sammelband »Contending

19 *Jury Družnikov*, *Informer 001*, New Brunswick 1996.

20 Zur Rolle von Denunziationen in der Stalin-Ära vgl. auch *François-Xavier Nérard*, *Cinq pour cent de vérité. La dénonciation dans l'URSS de Staline (1928–1941)*, Paris 2004.

with Stalinism« zusammengetragen.²¹ Nach einem Einführungsartikel der Herausgeberin, der den Widerstandsbegriff problematisiert, behandeln sechs weitere materialreiche, archivgestützte Beiträge so unterschiedliche Themen wie einen Arbeiteraufstand im Textilgebiet Ivanovo, eine Bauernrebellion im Gebiet Rjazan', Widerstand gegen das sowjetische Familienrecht in Uzbekistan, Homosexualität als Ausdruck von Dissenz, ökonomischen Ungehorsam als Überlebensstrategie und schließlich die Strategien von führenden Provinzfunktionären, um missliebige Interventionen der Zentrale abzuwehren. Nur der letztgenannte Beitrag bezieht auch die Phase des Nachkriegsstalinismus mit ein, eine Zeit, in der Widerstand und Renitenz selten geworden zu sein schienen.²² Jeder einzelne Aufsatz ist spannend zu lesen, vor allem da alle Autoren es vermeiden, starre Fronten zwischen den totalitären Ansprüchen der politischen Führung einerseits und der widerstandsbereiten Gesellschaft andererseits aufzubauen. Faszinierend sind vielmehr die aufgezeigten Ambivalenzen und Interaktionen, das Ignorieren, die Subversionsversuche und Geschlechterkonflikte, die sich im Laufe der Auseinandersetzungen um jeweils konkrete Sachverhalte ergaben und sich auch nicht gegen das stalinistische Regime als solches, sondern eher gegen seine lokalen Funktionsträger richteten. Damit verweist der Band auch auf die Situationsbedingtheit von Renitenz und Widerständigkeit. Je nach Konfliktlage erscheinen die Betroffenen als Täter oder als Opfer, als Mitmacher oder als Widerständler, meistens jedoch als Menschen, die mit dem reinen Überleben vollauf beschäftigt waren.²³

VI. DER GROßE TERROR

Seit jeher konzentriert sich ein großer, wenn nicht der größte Teil der Stalinismusforschung auf die repressiven Aspekte des Regimes. Daran hat sich seit der Öffnung der Archive nichts geändert. In den letzten Jahren hat vor allem der Terror der 1930er Jahre im Mittelpunkt gestanden. Wie wir heute wissen, richtete sich die Verfolgung nicht nur gegen führende Repräsentanten der Parteispitze, die in Schauprozessen zu grotesken Geständnissen gezwungen und anschließend erschossen wurden²⁴, und gegen die Funktionselitén in Regierung, Wirtschaft und Militär, sondern im Zuge der ›Massenoperationen‹ der Jahre 1937/1938 und ihrer Exzesse letztlich gegen die Bevölkerung insgesamt.²⁵ Der Sammelband

21 *Lynne Viola* (Hrsg.), *Contending with Stalinism. Soviet Power and Popular Resistance in the 1930s*, Cornell University Press, Ithaca etc. 2002, IX + 235 S., Pb., 19,95 \$. Die Herausgeberin hat bereits vor einigen Jahren eine Monografie über bäuerlichen Widerstand gegen die Kollektivierung vorgelegt: *Lynne Viola*, *Peasant Rebels Under Stalin. Collectivisation and the Culture of Peasant Resistance*, Oxford etc. 1996.

22 Vgl. *Donald Filtzer*, *Soviet Workers and Late Stalinism. Labour and the Restoration of the Stalinist System After World War II*, Cambridge etc. 2002.

23 Vgl. die Bände: *Lewis Siegelbaum/Andrei Sokolov*, *Stalinism as a Way of Life. A Narrative in Documents*, New Haven etc. 2000; *A. Ja. Livšin/I. B. Orlov/O. V. Chlevnjuk* (Hrsg.): *Pis'ma vo vlast'. 1928–1939. Zajavlenija, žaloby, donosy, pis'ma v gosudarstvennyje struktury i sovetskim voždjam*, Moskva 2002.

24 Vgl. *Wladislaw Hedeler*, *Chronik Moskauer Schauprozesse 1936, 1937 und 1938. Planung, Inszenierung und Wirkung*, Berlin 2003.

25 Einen Bericht mit Dokumenten aus der Sicht ›von oben‹ bieten: *J. Arch Getty/Oleg V. Naumov*, *The Road to Terror. Stalin and the Self-Destruction of the Bolsheviks, 1932–1939*, New Haven etc. 1999. Eine mitunter apodiktisch zugespitzte Gesamtdarstellung von Stalinismus als Terrorherrschaft und eine Erklärung der Gewaltbereitschaft der Bolschewiki aus dem Kontext von zaristischem Erbe, Krieg, Revolution und Bürgerkrieg liefert: *Jörg Baberowski*, *Der Rote Terror. Die Geschichte des Stalinismus*, München 2003. An einen breiten, auch jugendlichen, Leserkreis richten sich die aus Interviews gewonnenen Lebensgeschichten von Opfern der Stalinischen Repressionen: *Irina Scherbakowa*, *Nur ein Wunder konnte uns retten. Leben und Überleben unter Stalins Terror*, Frankfurt/Main etc. 2000.

»Stalin's Terror«, herausgegeben von Barry McLoughlin und Kevin McDermott, versammelt – neben der fundierten Einleitung der Herausgeber – zehn Aufsätze, die insgesamt eine erstklassige und differenzierte Übersicht über die Forschung zum Großen Terror bieten, wie sie derzeit von russisch- und deutschsprachigen Experten betrieben wird.²⁶ Die Übersetzung der Texte ins Englische macht sie damit auch für ein breiteres Publikum im angloamerikanischen Sprachraum zugänglich. Die Herausgeber haben den Band, der aus einem Workshop am Hamburger Institut für Sozialforschung hervorgegangen ist, in die drei Rubriken »The Politics of Repression«, »The Police and Mass Repression« und »Victim Studies« gegliedert. Während im ersten Teil die Beziehungen zwischen Partei und NKVD in den Terrorjahren (Khlevniuk), die Rolle Ežovs (Hedeler) sowie die Verstrickung der Komintern und ihres Generalsekretärs Dimitrov in die Repressionen (Firsov) untersucht werden, behandelt der zweite Teil die praktische Durchführung der Massenoperationen von 1937/1938 vor dem Hintergrund des zuvor geführten Kampfes gegen »sozial gefährliche Elemente« (Shearer), unter dem Blickwinkel der Technik der Repression (McLoughlin) und am Beispiel der »Polnischen Operation« (Petrov/Roginskii). Im dritten und letzten Teil geht es um das Schicksal ausländischer Kommunisten (Unfried), den Terror auf Rayonsebene (Vatlin/Musienko), eine angebliche »Hitler-Jugend-Verschwörung« (Schafranek/Musienko) sowie den Terror gegen ausländische Arbeiter im Moskauer Elektrokombinat (Zhuravlev). Was die Beiträge verbindet, ist die »intentionalistische« Perspektive, die an der zentralen Planung und Ingangsetzung der Massenoperationen ebenso wenig Zweifel lässt wie an der persönlichen Verantwortung Stalins für den Großen Terror. Selbst Spezialisten wird das Buch noch viele neue Informationen und Erkenntnisse liefern und damit weitere Forschungen anregen.

Bereits ein Jahr vor McLoughlin/McDermott hat Wladislaw Hedeler mit »Stalinscher Terror 1934–41« ebenfalls eine Forschungsbilanz vorgelegt, die zwar umfangreicher, aber weniger konzise geraten ist als der erstgenannte Band, sich mit diesem aber teilweise überschneidet und auch einige derselben Autoren mit sehr ähnlichen Themen (McLoughlin, Vatlin, Unfried, Shurawl'jow) zu Wort kommen lässt.²⁷ Ebenfalls aus einer Konferenz (in Berlin) hervorgegangen, an der Forscher teilnahmen die zum Terror, zum Exil, zum Gulag oder zur Komintern arbeiten, ist das Buch zwar nicht deutlich gegliedert, behandelt aber die drei Schwerpunkte: Umfang und System des Großen Terrors, Funktionsmechanismen, soziale und nationale Opfergruppen. Neue Akzente setzen Beiträge über die Kaderpolitik des NKVD während des Massenterrors (Petrov), über Aufstieg und Fall des NKVD-Chefs der Ukraine (Schapowal) oder über die Verwaltung des Besserungsarbeitslagers von Karaganda (Hedeler). Besonders ausführlich untersucht wird das Schicksal der deutschen Polit- und Wirtschaftsemigranten sowie der Mitglieder des künstlerischen Exils. Aufgrund seines breiteren Themenspektrums wendet sich der Band, der darüber hinaus mit Abbildungen, einem ausführlichen Literaturverzeichnis und einem Personenregister leserfreundlich gestaltet ist, nicht nur an ein Fachpublikum, sondern an alle, die erste oder vertiefte Einblicke in verschiedene Aspekte der Massenrepressionen der dreißiger Jahre gewinnen möchten.²⁸

26 Barry McLoughlin/Kevin McDermott (Hrsg.), *Stalin's Terror. High Politics and Mass Repression in the Soviet Union*, Palgrave Macmillan, Basingstoke etc. 2003, XVIII + 255 S., Ln., 64 £.

27 Wladislaw Hedeler (Hrsg.), *Stalinscher Terror 1934–41. Eine Forschungsbilanz*, Berlin 2002.

28 Die Fortschritte der Forschung seit der Archivöffnung lassen sich auch daran ablesen, dass inzwischen einige Lokal- und Regionalstudien zu den Massenrepressionen der 1930er Jahre vorliegen: *Alexander Vatlin*, *Tatort Kunzewo. Opfer und Täter des Stalinschen Terrors 1937/38*, Berlin 2003; *Youngok Kang-Bohr*, *Stalinismus in der ländlichen Provinz. Das Gebiet Voronež 1934–1941*, Essen 2006.

VII. DAS SYSTEM DER ZWANGSARBEITSLAGER (GULAG)

Von den vielen Dokumentenbänden und Nachschlagewerken zum Thema Repressionen/ Straflagersystem²⁹ wurde bisher nur ein einziges ins Deutsche übersetzt, nämlich das von der Menschenrechtsgesellschaft »Memorial« zusammengestellte Handbuch zum System der sog. »Besserungsarbeitslager«, dem Kernbestandteil des sowjetischen Strafvollzugs.³⁰ Es erfasst alle Lager dieses Typs, beschreibt ihre Entstehung, geografische Lage und Auflösung, gibt die Zahl der Insassen an, nennt das Leitungspersonal beim Namen, behandelt die wirtschaftliche Funktion der einzelnen Komplexe und verweist auf Fundorte für Archivmaterial. Damit stellt das Handbuch wichtige Basisinformationen über Hunderte von Lagern bereit, darunter solche, die Jahrzehnte lang bestanden, aber auch solche, die nur einige Monate lang existierten. Mit diesem Riesenunternehmen, dessen Arbeitsaufwand gewaltig gewesen sein muss, hat »Memorial« der Forschung einen unschätzbaren Dienst erwiesen und verdient ebenso große Anerkennung wie Verlag und Übersetzer, die die Mühen der Übertragung ins Deutsche auf sich genommen haben. Mit diesem Hilfsmittel ist nun der wichtigste und berüchtigtste Teil des Systems der sowjetischen Zwangsarbeitslager, also des Gulag (Akronym aus: *Glavnoe upravlenie lagerej*, d. h. Lagerhauptverwaltung), hervorragend dokumentiert, jedoch bei weitem nicht das gesamte sowjetische Strafvollzugssystem. Es fehlen beispielsweise die Gefängnisse, die Besserungsarbeitskolonien (für Häftlinge mit einer Strafe unter drei Jahren), die Lager für Spezialansiedler, die Filtrierlager und die Kriegsgefangenenlager³¹, um nur einige andere Kategorien zu nennen. Doch diese ebenfalls mit gleicher Akribie dokumentieren zu wollen, dürfte angesichts der weitaus größeren Zahl wohl kaum möglich sein.

29 *Sistema ispravitel'no-trudovych lagerej v SSSR, 1923–1960*. Spravočnik, Moskva 1998; Žertvy političeskogo terrora v SSSR. Zwei CDs, hrsg. von der Internationalen Gesellschaft »Memorial«, der »Kommission zur Rehabilitierung der Opfer politischer Repressionen beim Präsidenten der Russländischen Föderation«, dem Andrej-Sacharov-Museum und -Zentrum und der Regionalen gesellschaftlichen Organisation »Offenes Russland«, Moskva 2004; *Aleksandr I. Kokurin/Nikita V. Petrov* (Hrsg.), Lubjanka. VČK-OGPU-NKVD-NKGB-MGB-MVD-KGB, 1917–1960, Moskva 1997; *V. N. Chaustov/V. P. Naumov/N. S. Plotnikova* (Hrsg.), Lubjanka. Stalin i VČK-GPU-OGPU-NKVD, janvar' 1922-dekabr' 1936, Moskva 2003; *V. N. Chaustov/V. P. Naumov/N. S. Plotnikov* (Hrsg.), Lubjanka. Stalin i glavnoe upravlenie gosbezopasnosti NKVD 1937–1938, Moskva 2004; *Vladimir N. Bredichin* (Hrsg.), Lubjanka-staraja ploščad'. Sekretneje dokumenty CK KPSS i KGB o repressijach 1937–1990 gg. v SSSR, Moskva 2005; *Aleksandr I. Kokurin/Nikita V. Petrov* (Hrsg.), Gulag (Glavnoe upravlenie lagerej) 1917–1960, Moskva 2000; *S. S. Vilenskij/A. I. Kokurin/G. V. Atmaškina* u. a. (Hrsg.), Deti Gulaga 1918–1956, Moskva 2002; *Ju. N. Afanas'ev* u. a. (Hrsg.), Istorija stalinskogo Gulaga. Konec 1920-ch-pervaja polovina 1950-ch godov, 7 Bde., Moskva 2004; *Aleksandr I. Kokurin/Ju. N. Morukov* (Hrsg.), Stalinskie stroiki Gulaga 1930–1953, Moskva 2005. Eine gute Zusammenfassung der Erträge der Forschung zum Gulag bis Ende der 1990er Jahre findet sich bei: *Dietrich Beyrau*, Gulag – die Lager und das Sowjetsystem, in: SOWI 29 (2000), S. 166–176.

30 *Das System der Besserungsarbeitslager in der Sowjetunion. 1923–1960*. Ein Handbuch. Aus dem Russischen von *Reinhold Schletzer*. Reinhold Schletzer Verlag, Berlin 2003, 657 S., Ln., 75,60 €. Leider ist der Band nicht frei von stilistischen Mängeln und Druckfehlern. Störend ist auch der Verzicht auf die Verwendung der wissenschaftlichen Umschrift.

31 Vgl. zu diesem Themenkomplex: *Stefan Karner*, Im Archipel GUPVI. Kriegsgefangenschaft und Internierung in der Sowjetunion 1941–1956, Wien etc. 1995; *Klaus-Dieter Müller/Konstantin Nikischkin/Günther Wagenlehner* (Hrsg.), Die Tragödie der Gefangenschaft in Deutschland und in der Sowjetunion 1941–1956, Köln etc. 1998; *Dittmar Dahmann/Gerhard Hirschfeld* (Hrsg.), Lager, Zwangsarbeit, Vertreibung und Deportation. Dimensionen der Massenverbrechen in der Sowjetunion und in Deutschland 1933 bis 1945, Essen 1999; *Pavel Polian*, Deportiert nach Hause. Sowjetische Kriegsgefangene im »Dritten Reich« und ihre Repatriierung, München etc. 2001.

Mit ihrem Bestseller »Der GULAG« hat die amerikanische Journalistin Anne Applebaum die erste umfassende Studie zum System der Zwangsarbeitslager vorgelegt. Sie stützt sich neben der neueren Sekundärliteratur in englischer und russischer Sprache vor allem auf die umfangreiche (publizierte und unveröffentlichte) Memoirenliteratur, auf eigene Forschungstätigkeit in russischen, amerikanischen, britischen, polnischen Archiven und Bibliotheken sowie auf Interviews mit Überlebenden.³² Flüssig geschrieben und mit einer Reihe von Illustrationen und Gedichten aus der Welt der Lager angereichert, wird das Buch vorläufig *das* Standardwerk, vor allem für ein breiteres historisch interessiertes Publikum, bleiben. Der erste Teil behandelt die Entstehung und Ausweitung des Lagersystems und der Zwangsarbeit von der Oktoberrevolution bis zum Vorabend des Zweiten Weltkrieges.³³ Der umfangreiche Hauptteil ist dem Thema »Leben und Arbeit in den Lagern« gewidmet. Der dritte Teil untersucht Aufstieg und Fall des Lager-Industrie-Komplexes in der Kriegs- und Nachkriegszeit – ein Thema, das bisher erst vergleichsweise wenig Aufmerksamkeit in der Forschung gefunden hat, obwohl der Gulag nach dem Krieg seine größte Ausdehnung erreichte. Die Zusammensetzung der Häftlinge war allerdings eine völlig andere als in den 1930er Jahren. Applebaum schildert ausführlich die vor allem von Angehörigen nicht-russischer Nationalitäten (Balten, Ukrainer) getragenen Streiks und Lageraufstände sowie den zunehmenden Effizienzverlust der Zwangsarbeit. In Epilog und Anhang folgen Gedanken zur Bedeutung des Gulag für die heutige russländische Gesellschaft sowie einige Ausführungen zur umstrittenen Frage um die Zahl der Opfer.

Wahrscheinlich werden Applebaums Ausführungen über das Leben in den Lagern, die sich deutlich an Solschenizyns »Archipel Gulag« orientieren, die meisten Leser finden. Sie sind thematisch aufgebaut und in zwölf Kapitel untergliedert, die den Weg der Häftlinge von der Verhaftung über den Gefängnisaufenthalt und den Transport ins Lager nachzeichnen und die wichtigsten Aspekte des Häftlingslebens wie Arbeit, Bewachung, Strafen, Hunger, Sterben, Lagerhierarchien, Schicksale von Frauen und Kindern, Überlebensstrategien, Aufstände und Fluchtversuche in den Blick nehmen. Vieles davon ist bereits aus der Memoirenliteratur, die allerdings ausschließlich von politischen Häftlingen stammt, bekannt oder Gegenstand von Spezialstudien geworden³⁴, wird hier aber noch einmal systematisch zusammengetragen. Während die Opfer des Gulag damit noch einmal ausführlich zu Wort kommen und ihre erschütternden Erfahrungen weitergeben, bleiben die örtlichen Verantwortlichen für die Schrecken der Lager – die Kommandeure und leitenden Gulag-Funktionäre – merkwürdig blass und gesichtslos. Allerdings ist die Historiografie insgesamt noch nicht zu einer systematischen »Tätergeschichte« der Stalin-Ära vorgedrungen, wenngleich russische Historiker inzwischen umfangreiches Material über die Kader des Gulag bzw. des NKVD zusammengetragen haben.³⁵

Eine Geschichte des Gulag ganz eigener Art liefert der polnische Fotograf und Journalist Tomasz Kizny mit seinem großformatigen Fotoband, der auf 450 Bildern den dama-

32 Anne Applebaum, *Der Gulag*, Berlin 2003. Titel der vollständigen englischen Ausgabe: *Gulag. A History*, New York 2003. Der Vergangenheitsbewältigung verpflichtet, aber unsystematisch, unvollständig und wissenschaftlichen Kriterien nicht genügend ist der Band des Bürgerrechtlers I. W. Dobrowolski (Hrsg.), *Schwarzbuch GULAG. Die sowjetischen Konzentrationslager*, Graz etc. 2002.

33 Über die frühen Lager der Bolschewiki auf den Soloveckij-Inseln vgl. auch Roy R. Robson, *Solovki. The Story of Russia Told Through Its Most Remarkable Islands*, New Haven etc. 2004, S. 202–225.

34 Zur Rolle der Kriminellen in den Lagern vgl. Federico Varese, *The Society of the Vory-V-Zakone, 1930s–1950s*, in: *Cahiers du Monde russe* 39 (1998), S. 515–538. Nicht berücksichtigt von Applebaum (wie überhaupt die Literatur in deutscher Sprache) Meinhard Stark, »Ich muß sagen, wie es war«. *Deutsche Frauen des GULag*, Berlin 1999; *Meinhard Stark, Frauen im Gulag. Alltag und Überleben 1936 bis 1956*, München etc. 2003.

35 *Nikita V. Petrov/K. V. Skrokin, Kto rukovodil NKVD 1934–1941*, Moskva 1998.

ligen Lageralltag, aber auch das heutige Aussehen von sechs der wichtigsten Lager bzw. Bauprojekte dokumentiert.³⁶ Im Laufe von 17 Jahren hat Kizny mit Unterstützung von »Memorial« systematisch dokumentarische Fotos gesammelt. Sie stammen aus privatem Besitz von ehemaligen Häftlingen und Gulag-Beamten, aus Archiven und anderen Institutionen sowie aus zeitgenössischen Publikationen. Die Fotografen sind meist unbekannt. Ergänzt hat Kizny dieses Material durch eigene Aufnahmen, die er während seiner Reisen an die Lagerorte gemacht hat. Ferner enthält jedes Kapitel informative historische Notizen mit Literaturangaben sowie Auszüge aus Häftlingerinnerungen oder zeitgenössischen Dokumenten.

Der Band ist chronologisch aufgebaut und beginnt mit den Lagern auf den Soloveckij-Inseln im Weißen Meer, die seit 1923 bestanden. Die Arbeitskraft der Gefangenen wurde im Wesentlichen zur Versorgung der Lager eingesetzt. Das änderte sich ab 1929, als mit dem Massenzustrom von Häftlingen und dem Beginn des ersten Fünfjahrplans immer mehr Großprojekte unter Zuhilfenahme oder ausschließlich mit der Arbeit von Zwangsarbeitern realisiert wurden. Dazu gehören solch berühmte Unternehmungen wie die Goldgewinnung im Lagerkomplex von Kolyma (1931–1955) oder die Kohleförderung im Gebiet von Workuta (1931–1956), aber auch ökonomisch und technisch fragwürdige Projekte wie der Bau des Belomor-Kanals (1931–1933) oder der großen Eisenbahnlinie Nord (1947–1953), die später »Todesstrecke« genannt wurde. Sie kostete, genau wie die anderen Gulag-Projekte, unzählige Häftlinge das Leben, weil sie unter klimatischen Extrembedingungen bei unzureichender Verpflegung mit bloßer Muskelkraft Höchstleistungen erbringen mussten.

Eine andere Facette des Lebens im Gulag zeigen die Fotos von der Waigatsch-Expedition (1930–1936), die zunächst 100, bald aber mehr als 1000 Häftlinge auf diese Insel brachte, um den Polarkreis zu kolonisieren und dessen Ressourcen auszubeuten. Dabei ging es vor allem um den Abbau von Zink- und Bleierzvorkommen sowie die Suche nach Gold. Das Dorf, das hier binnen kurzer Zeit aus dem Boden gestampft wurde, erinnerte eher an ein Pionier- als an ein Gefangenenlager. Es war insofern eine Ausnahme im Gulag-Universum, als die Häftlinge sich nach der Arbeit frei bewegen konnten, bei Planübererfüllung Geldprämien erhielten und sogar ihre Familien nachkommen lassen durften. In der Mitte des Bandes ist ein Kapitel über eine geradezu unglaubliche Einrichtung zu finden, nämlich Theater im Gulag, von denen es nach den Recherchen von Kizny ein gutes Dutzend gegeben haben soll. Anfangs dienten sie der politischen Indoktrination der Häftlinge im Rahmen des Umerziehungsprogramms sowie dem Ziel, ihre Produktivität durch ein Unterhaltungsprogramm zu erhöhen. Später waren sie Prestigeobjekte der Lagerleitung, die sich in den Spielstätten mit ausgewählten Speisen und Getränken verwöhnen und durch die Darbietungen prominenter Künstler von der Tristesse des Lagerlebens ablenken ließen. Für viele Schauspieler, Maler, Musiker, die dem Großen Terror oder der Kosmopolitenhatz der Nachkriegsjahre zum Opfer gefallen waren, konnte es lebensrettend sein, in eine Berufstheatergruppe aufgenommen zu werden. Aber nicht alle Künstler überstanden den erzwungenen Aufenthalt in den Lagern.

Erstaunlicherweise wird das Grauen des Gulag auf den zeitgenössischen Fotos, die die Gefangenen meist bei der Arbeit und nur selten in den elenden Baracken oder als Sterbende in den Krankenstationen zeigen weniger sichtbar als auf den vielen Aufnahmen, die Tomasz Kizny selbst in den 1990er Jahren gemacht und dem Dokumentarmaterial unter dem Titel »Spuren« beigefügt hat. Sie zeigen »verrostete, völlig zugewachsene Lokomotiven, verlassen in einem Urwald, in einem unbewohnten Gebiet; ein Schienenstrang, der in den Sümpfen verschwindet, eingestürzte Brücken, verbogene Schienen, aus denen Bäume emporragen [...]«. Eindrücklicher lässt sich die Brutalität, die notorische Res-

36 *Tomasz Kizny*, *GULAG. Solowezki, Belomorkanal, Waigatsch-Expedition, Theater im Gulag, Kolyma, Workuta, Todesstrecke*, Hamburger Edition, Hamburg 2004, 495 S., Ln., 49 €.

sourcenverschwendung und die ganze Sinnlosigkeit des Lagersystems kaum in Bilder fassen. Wie die neueren Fotos zeigen, herrschen selbst dort, wo aus den Häftlingslagern Dörfer oder Städte hervorgegangen sind, Trostlosigkeit, Armut, Elend, Alkoholismus und vor allem Gleichgültigkeit gegenüber der Vergangenheit. Auf dem zentralen Platz von Magadan steht heute eine Bronzestatue Eduard Bersins, des Gründers der Kolyma-Lager. Ein Denkmal für den Schriftsteller Warlam Schalamow hingegen, der hier 17 Jahre als Häftling fristen musste, gibt es in Magadan nicht.

Die neueste russländische Historiografie zum Gulag folgt weniger der anklagenden Tradition, sondern versucht auf der Grundlage von neu erschlossenem Aktenmaterial die Funktionsweise und die Ziele des Lagersystems zu analysieren. Bereits 1997 hat Galina Ivanova ihre viel beachtete Studie über den Gulag vorgelegt, die inzwischen ins Englische und Deutsche übersetzt worden ist.³⁷ Die Autorin stützt sich nur am Rande auf Quellen aus dem zentralen Gulag-Bestand im Staatsarchiv der Rußländischen Föderation (GARF), sondern auf die bürokratische Hinterlassenschaft der Partei-, Komsomol- und Gewerkschaftsorganisationen im Gulag, die sich im ehemaligen Moskauer Parteiarchiv (CAODM) befinden.

Das Buch gliedert sich – nach einer Einleitung über das Strafrechtswesen im zaristischen Russland, als dessen Fortsetzung Ivanova das sowjetische System der Besserungsarbeitslager sieht, – in drei Teile: »Repression und Strafpolitik«, »Lagerwirtschaft« und »GULag-Kader«. Das erste Kapitel beschreibt die kontinuierliche Ausdehnung des Systems der Arbeitslager sowie die damit einher gehende Veränderung der offiziellen Haltung gegenüber den Häftlingen. Während man zu Anfang noch darauf setzte, sie durch Arbeit zu brauchbaren Mitgliedern der Sowjetgesellschaft »umschmieden« zu können und zu diesem Zweck in den frühen 1930er Jahren auch in den Lagern Stoßarbeit, sozialistische Wettbewerbe, ja sogar eine Stachanov-Bewegung ins Leben rief, wurden die Häftlinge im Zuge des Großen Terrors von potenziellen »Bestarbeitern« zum bloßen »Kontingent« oder einfach zu »zeki« (Kurzform von zaključennyj – Gefangener) herabgewürdigt. Aus der triumphalen Propaganda, die 1934 den Bau des Belomor-Kanals durch Häftlinge gefeiert hatte³⁸, wurde strikte Geheimhaltung. Unterdessen entwickelte sich der Gulag zu einem expandierenden Wirtschaftsunternehmen, das vor allem für die Realisierung von Großbauprojekten (mit fragwürdigem Nutzen) zuständig war. Anders als die politische Führung zu glauben schien, war Zwangsarbeit keineswegs billig und ökonomisch effizient. Obwohl die Häftlinge keinen Lohn erhielten, kam ihr Einsatz den Staat teuer zu stehen. Zum einen lag ihre Produktivität deutlich unter der von freien Arbeitskräften, zum anderen verursachte der Transport, die Bewachung, aber auch die Unterbringung und die Verpflegung der Zwangsarbeiter trotz aller Dürftigkeit hohe Kosten. Damit erwies sich das System der Besserungsarbeitslager letztlich als ökonomisch desaströs.³⁹ Als politische Institution verdankte sich die Entwicklung des Gulag nicht ökonomischer Rationalität, sondern war eine Folgeerscheinung des Terrors, mit dem die politische Führung unter Stalin die Gesellschaft in immer neuen Wellen überzog. Der Strafaspekt dürfte demnach wichtiger gewesen sein als die ökonomische Logik des Systems.

37 Galina Mikhailovna Ivanova, *Labor Camp Socialism. The Gulag in the Soviet Totalitarian System*, Armonk 2000; Galina Michajlovna Ivanova, *Der Gulag im totalitären System der Sowjetunion*. Aus dem Russischen von Reinhold Schletzer, Reinhold Schletzer Verlag, Berlin 2001, 211 S., Ln., 19,40 €. Leider weist auch dieser Band zahlreiche sprachliche und formale Mängel auf.

38 Das Jubelbuch von 1934 wurde 1998 noch einmal aufgelegt: Maksim Gor'kij/L. L. Averbach/S. G. Firin, *Belomorsko-baltijskij kanal imeni Stalina. Istorija stroitel'stva, 1931–1934gg.*, Moskva (Reprint) 1998.

39 Vgl. auch den Sammelband Paul R. Gregory/Valery Lazarev (Hrsg.), *The Economics of Forced Labor. The Soviet Gulag*, Stanford 2003 mit Beiträgen russischer, amerikanischer, britischer und deutscher Autoren.

Ivanova versteht den Gulag als »Staat im Staate, ein koloniales Lagergebiet mit eigenen Gesetzen, Sitten, moralischen Normen und sozialen Gruppen« (S. 13). Eine dieser Gruppen, nämlich die Gulag-Kader, die »die primäre soziale Stütze des totalitären Regimes bildeten« (ebd.), will sie daher näher untersuchen, ihr soziales Profil ermitteln und ihre »Mentalität, Psychologie und [...] sittlichen Charakter« erforschen (ebd.). So spannend eine solche Studie der Wachmannschaften auch sein könnte, Ivanova liefert allenfalls die Ansätze dazu und kommt letztendlich über nüchterne, wenig aussagekräftige Statistiken nicht hinaus. Allerdings erhebt die Verfasserin auch nicht den Anspruch, ein umfassendes oder gar abschließendes Werk vorgelegt zu haben, sondern will lediglich, wie sie selbst im Nachwort bemerkt, den Weg markieren, der künftig von der historischen Forschung beschritten werden sollte.

Die umfangreiche Untersuchung des Moskauer Historikers Oleg Khlevniuk zur Geschichte des Gulag in der Vorkriegszeit – eine Studie, in die 106 Dokumente ganz unterschiedlicher Provenienz zur Entwicklung des Straflagersystems eingearbeitet und vollständig abgedruckt sind –, setzt hier neue Maßstäbe.⁴⁰ Wie Robert Conquest im Vorwort betont, konnte inzwischen zwar eine nahezu unüberschaubare Vielzahl von Quellen erschlossen werden, gleichwohl sind noch längst nicht alle relevanten Archivalien für die Forschung zugänglich. Das verfügbare Material – Dokumente aus dem Politbüro, dem Rat der Volkskommissare, der Staatsanwaltschaft, der Staatssicherheit und der Lagerhauptverwaltung – hat den Charakter und den Zuschnitt der vorliegenden Untersuchung in hohem Maße determiniert. Die zuständigen bürokratischen Apparate interessierten sich nämlich in erster Linie für das Funktionieren der Lager, nicht für die Lebensrealität der Insassen, ihre Subkultur oder Folklore. Diese generelle »Missachtung von sozialen Informationen« hat leider auch dazu geführt, dass so interessante Dokumente wie Häftlingsbeschwerden nicht länger als drei Jahre aufbewahrt werden mussten. Sie standen dem Verfasser als Quellengattung also kaum zur Verfügung. Andere wichtige Akten (besonders zum Jahr 1937) fehlen, weil sie absichtlich und systematisch vernichtet wurden.

Das Buch ist chronologisch aufgebaut und nähert sich seinem Gegenstand in den sieben Kapiteln: »Ursprünge des stalinistischen Gulag«, »Hunger«, »Stabilisierung des Systems«, »Großer Terror«, »Berijas ›Reformen‹«, »Mobilisierung und Repression« sowie »Opferzahlen«. In der Schlussbetrachtung fragt der Autor nach dem Preis, den die sowjetische Gesellschaft für den Terror zu entrichten hatte. Beigegeben sind dieser beeindruckend differenzierten Abhandlung ein umfangreicher Anhang sowie eine Reihe von Illustrationen, auf eine Bibliografie hingegen hat der Verlag leider verzichtet.

In der Interpretation von Khlevniuk ist die Geschichte des Gulag die Geschichte der Errichtung einer Diktatur. Folgerichtig lässt er seine Untersuchung mit dem politischen Umschwung von 1929 beginnen. Die gewaltsamen Kulakendeportationen im Zuge der Zwangskollektivierung lieferten das Modell für alle nachfolgenden Strafaktionen gegen reale oder potenzielle Feinde der Sowjetgesellschaft Stalinscher Prägung: die zentrale Steuerung von oben, die persönliche Verantwortung Stalins für grausame Befehle sowie Exzesse bei der Durchführung der »Operationen« vor Ort. Ebenfalls typisch war bei jeder neuen Terrorwelle der Mangel an Ressourcen, um die in kurzer Zeit in großer Zahl neu eingelieferten Häftlinge auch nur einigermaßen zu versorgen. Deshalb nahm der Archipel Gulag, so die nicht unproblematische Terminologie von Khlevniuk, nach den Massenrepressionen vorübergehend faktisch den Charakter von »Vernichtungslagern« an, wenngleich der Tod der Häftlinge nicht ihr eigentliches Ziel war. Besonders bedrückend ist die Schilderung der chaotischen Zustände in den völlig überfüllten und überforderten Lagern nach den Massenoperationen der Jahre 1937/1938. Davor und danach gab es vergleichsweise ruhige Stabilisierungsphasen, in denen den ökonomischen Aufgaben des Lagersystems

40 *Oleg V. Khlevniuk, The History of the Gulag. From Collectivization to the Great Terror*, Yale University Press, New Haven etc. 2004, XXII + 418 S., Ln., 39,95 \$.

wieder mehr Aufmerksamkeit geschenkt wurde. Dennoch steht auch für Khlevniuk außer Frage, dass der Terror politisch, nicht ökonomisch, motiviert war. Das belegen seiner Ansicht nach vor allem die Massenerschießungen im Zuge des Großen Terrors. In den Augen der politischen Führung, die auf extensives Wachstum um jeden Preis fixiert war, mag die Ausbeutung von Zwangsarbeitern zwar eine sinnvolle Maßnahme gewesen sein. Doch der Preis dafür war hoch: »The camps produced a specific culture, mode of living, and even language. The culture, carried by the millions of former prisoners and guards, was disseminated throughout the country and affected the entire Soviet society. [...] Thus the Gulag spread beyond the barbed wire. Society absorbed the criminal mindset, the reliance on violence, and the prison culture. This spread of the Gulag is a real problem – as real as the monstrous price paid by millions for the establishment and expansion of Stalinism« (S. 344).⁴¹

41 Die Erfahrungen der Gulag-Heimkehrer und ihre fortdauernde Stigmatisierung vor dem Hintergrund einer politischen Kultur der Nichtverantwortlichkeit in der Ära Chrusčev und danach sind Gegenstand der Untersuchung von *Nanci Adler*, *The Gulag Survivor. Beyond the Soviet System*, New Brunswick etc. 2002.

Oliver Bange

Ostpolitik – Etappen und Desiderate der Forschung

Zur internationalen Einordnung von Willy Brandts Außenpolitik

Nichts – nicht einmal Adenauers Politik der Westbindung und Wiederbewaffnung – hat die Bundesdeutschen an ihrer Außenpolitik so interessiert, fasziniert und entzweit wie die sogenannte Neue Ostpolitik Willy Brandts. In den letzten zehn Jahren hat die Historiografie aus den sukzessiv zugänglichen Quellen, oft unter Mithilfe der Beteiligten, dazu immer neue, teils verblüffende Details geliefert. Die oft reißerischen Meldungen in *Focus*, *Spiegel*, *Bild*, *Stern* sowie die Knoppschen ›TV-Documentaries‹ gehörten dabei zur ständigen Begleitmusik. Was geschah wirklich? Diese Frage scheint die nunmehr vereinten Deutschen auch heute noch intensiv zu beschäftigen. Grund genug, um nach dem Ablauf der internationalen archivalischen Dreißig-Jahres-Regel den Forschungsstand zu sichten, die wichtigsten Ergebnisse zusammenzutragen, einen Ausblick auf derzeitige Forschungsvorhaben zu geben und einige Desiderata zu formulieren.

Nicht zuletzt in der Auseinandersetzung mit der anglo-amerikanischen Publizistik, etwa Timothy Garton Ashs Werk »Im Namen Europas« oder Gaddis' »Rethinking of Cold War History«¹, revidierte auch die jüngere deutsche Historikergeneration zunehmend das überkommene Bild von Willy Brandt als einem unfehlbaren, beinahe naiven Gutmenschen. Es schälte sich zunehmend heraus, dass Brandt innen- wie außenpolitisch sehr langfristig wirkende Strukturveränderungen initiieren wollte; dass seine Ostpolitik eine auf weite Sicht angelegte Strategie zur Transformation kommunistischer Herrschaft war und über die Liberalisierung Zentral- und Osteuropas auch Möglichkeiten zum »Zusammenwachsen« der beiden deutschen Staaten, womöglich sogar zu einer Wiedervereinigung, in einem gesamteuropäischen Sicherheitssystem schaffen wollte. Im Gegensatz zur etablierten publizistischen Meinung deutet dabei manches darauf hin, dass die viel beachtete Ostpolitik und die oft als Anhängsel interpretierte, vorläufig nur westeuropäische Integrationspolitik Brandts zwei gleichwertige Säulen eines übergreifenden Konzeptes zur »Sozialdemokratisierung« Gesamteuropas bildeten.²

Von diesen Indikationen und Einsichten ausgehend, stellt die neue Historiografie zur Ostpolitik zunehmend die eigentlich wichtigen Fragen: Zum einen, wie passte die Neue Ostpolitik mit ihrem spezifisch deutschen Anliegen in die Entspannungs-, Sicherheits-, Bündnis- und Integrationspolitik des Westens? Zum anderen, wie wurde sie mit ihrer kaum verhohlenen Agenda zur Transformation im Warschauer Pakt wahrgenommen und welche Reaktionen löste sie dort, auch nach Ländern differenziert, aus? Mit anderen Worten – welche Wirkungen hatte sie in Gesellschaft und Staat und wie weit decken sich diese mit den Intentionen ihrer Vordenker? Es ist wohl kein Zufall, dass diese Fragestellungen in einem engen inhaltlich-theoretischen Zusammenhang mit der aktuellen Fachdiskus-

1 Timothy Garton Ash, *Im Namen Europas – Deutschland und der geteilte Kontinent*, München 1993; John Gaddis, *We Now Know – Rethinking Cold War History*, Oxford 1997.

2 Zu Brandts Vorstellungen über »Sozialdemokratisierung« in Europa bzw. weltweit Bernd Rother, *Between East and West – Social Democracy as Alternative to Communism and Capitalism. Willy Brandt's Strategy as President of the Socialist International*, Vortrag auf der Konferenz »From Helsinki to Gorbachev, 1975–1985 – The Globalization of Bipolar Confrontation«, Artimino, 27.–29.4.2006; Oliver Bange, *On the Path to a Social-Democratic Europe – Trans-European aspects of Brandt's Ostpolitik*, Vortrag auf der Konferenz »Western Europe from the Golden Age to the Age of Uncertainty, 1965–1975«, Trento, 26.–27.5.2006.

sion über methodische Ansätze und Forderungen der französischen »histoire croisée«, der deutschen »transnationalen Geschichtsschreibung«, der amerikanischen »new Cold War history« oder auch der längeren britischen Tradition einer »international history« stehen. Letztlich stellen diese neuen Forschungsperspektiven zur Ost- und Entspannungspolitik genau jene Fragen nach der grenzübergreifenden politischen und gesellschaftlichen Dynamik, nach nationalen Perzeptionen und ihrem Wandel, die auch die erwähnten Geschichtstheorien in den Mittelpunkt ihres Ansatzes stellen.³ Denn nur so – in ihrer gegenseitigen Beeinflussung und Abhängigkeit – können Menschen und Ereignisse und ihre langfristigen Wirkungen richtig eingeschätzt werden. Die Antwort auf die oben formulierten Fragen zur Ostpolitik ist die Historiografie bislang aber weitgehend schuldig geblieben, da es an der dafür notwendigen multinationalen, multiperspektivischen, eine Verzahnung von Außen- und Innenpolitik, von Sozial-, Diplomatie- und Mediengeschichte anstrebenden Forschung mangelt. Es muss hier aber ausdrücklich konzediert werden, dass ein derartig umfassender Forschungsansatz selbst bei der Darstellung und Analyse von Partialthemen nur äußerst aufwendig zu realisieren ist.

Der nun folgende Forschungsbericht kann kaum mehr als eine tentative Übersicht sein. Zu vielschichtig, interdependent, facettenreich, vielsprachig, international und letztlich unübersichtlich sind die relevanten Publikationen und Erkenntnisse, als dass ein abschließender, allumfassender Bericht über *status quo* und *quo vadis* der Ostpolitik-Forschung möglich wäre. Deshalb sind vorab einige wichtige Einschränkungen und eine Entschuldigung an jene, die nicht oder nicht genügend berücksichtigt werden konnten, notwendig. Der Bericht beschränkt sich zwar auf die Neue Ostpolitik Willy Brandts, versucht aber die für deren Verständnis erforderlichen Erkenntnisse aus der gesamten Bandbreite historiografischer Forschung genauso vorzustellen wie relevante internationale Quelleneditionen und Memoiren neueren Datums und noch unveröffentlichte oder auch unvollendete Forschungsarbeiten, soweit diese dem Autor bekannt sind.⁴

Trotz der vielfach auszumachenden Kontinuitäts- und Entwicklungslinien in den Konzepten für eine Neue Ostpolitik wurde die folgende Darstellung in vier chronologische Abschnitte unterteilt. Dies fördert einerseits Übersichtlichkeit und Zuordnung der vorgestellten Forschungsarbeiten, stellt aber zugleich auch einen Vorschlag des Autors zur Periodisierung des Gegenstandes dar. Dabei werden sowohl die Entwicklung von Brandts ostpolitischem Konzept als auch die in etwa parallel verlaufenden Veränderungen der internationalen Rahmenbedingungen fokussiert. Zunächst gilt es, die Entwicklung entspannungs- und ostpolitischer Gedanken und Ansätze bei Brandt und anderen sozialdemokratischen, liberalen, aber auch konservativen Vordenkern nachzuzeichnen, die bis 1966 im ideengeschichtlichen Kontext und Wirkungszusammenhang mit dem »Détente«-Konzept de Gaulles, den »Bridge-Building«-Ideen der Johnson-Administration, aber auch den polnischen Abrüstungsplänen und den Vorstellungen einer »friedlichen Koexistenz« im Umfeld Breschnews entwickelt wurden. Die Realisierung der spezifisch deutschen Vor-

3 Auf die unterschiedlichen methodischen Ansätze, ihre Spezifika und die damit verbundene Theoriediskussion kann hier nicht näher eingegangen werden. Für eine Übersicht siehe *Eckart Conze/Ulrich Lappenküper/Guido Müller* (Hrsg.), *Geschichte der internationalen Beziehungen – Erneuerung und Erweiterung einer historischen Disziplin*, Köln 2004; sowie *Wilfried Loth/Jürgen Osterhammel*, *Internationale Geschichte – Themen – Ereignisse – Aussichten*, München 2000. Zur gesellschaftliche Dynamik der angesprochenen Prozesse vgl. den Bd. 45 des AfS (2005) unter dem Oberthema: »West-Ost-Verständigung im Spannungsfeld von Gesellschaft und Staat seit den 1960er Jahren«.

4 Der Autor dankt Wilfried Loth, Klaus Hildebrand und Gottfried Niedhart für ihre Informationen über einige in Vorbereitung befindliche Forschungsarbeiten. Weitere Erkenntnisse brachte die gemeinsam von der London School of Economics, der George Washington University und der University of California/Santa Barbara im April 2006 in London veranstaltete Doktorandenkonferenz.

stellungen in einem sich ständig verändernden internationalen Umfeld von 1966 bis 1974 fällt in zwei Teile: die durch eine zögerliche CDU/CSU, eine sich nur langsam drehende öffentliche Meinung, die Ereignisse von 1968 und den Bundestagswahlkampf von 1969 in ihrer Ostpolitik mannigfaltig eingeschränkte Große Koalition – und das sozial-liberale Regierungsbündnis unter der Kanzlerschaft Brandts bis zu dessen Rücktritt im April 1974.

Die »Berliner Willy-Brandt-Ausgabe« hat diesen verschiedenen Wirkungszusammenhängen (zwischen Ost-, Europa- und Bündnispolitik, zwischen den Ostpolitikern der alten Großen und der neuen sozial-liberalen Koalition) Rechnung getragen und den zuletzt edierten Schlüsselband zur Außenpolitik Brandts in den Zeitrahmen von 1966 bis 1974 gesetzt, ohne dabei »Ostpolitik« im Titel zu erwähnen.⁵ Manches spräche dafür, auch diesen Forschungsbericht 1974 abzuschließen. Dagegen steht jedoch, dass die Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (KSZE) zugleich den langfristig geplanten konzeptionellen Höhepunkt der Brandtschen Ostpolitik wie auch den Brennpunkt der internationalen Entspannungsära darstellt und deshalb in einer Übersicht der Historiografie zur Ostpolitik keinesfalls fehlen darf.

I. DIE ENTWICKLUNG EINES NEUEN OSTPOLITISCHEN ANSATZES BIS 1966

Der Begriff Neue Ostpolitik wird wohl auf immer mit dem Namen Willy Brandts verbunden bleiben – weshalb sich Ostpolitikforschung und neuere Ansätze der historischen Biografie auch besonders gerne und oft die Hände gereicht haben. Die vorläufig letzten Brandt-Biografien stammen von Peter Merseburger, Gregor Schöllgen und Brigitte Seebacher-Brandt⁶, bieten viele und sogar mancherlei neue Bonmots aus dem Persönlichen. Das Buch von Seebacher-Brandt, zugleich Historikerin und letzte Ehefrau Willy Brandts, stand gerade wegen angeblich überzogener Deutungen im Zentrum öffentlicher Kritik. Das Bild des vornehmlich in nationalen Kategorien denkenden Brandt sei stark subjektiv gefärbt und selektiv, der Konspirationsvorwurf gegen Herbert Wehner spekulativ.⁷ Beim Historiker Schöllgen hingegen führte analytische Blässe ausgerechnet im Politischen, gepaart mit der völligen Absenz von Quellenangaben, zu unzweideutigen Fachrezensionen.⁸ Der Publizist Merseburger hat die bis dato wohl gelungenste Brandt-Biografie vorgelegt, obwohl auch sie keineswegs endgültig sein dürfte. Besonders sinnfällig wird darin die Bedeutung der frühen Jahre Brandts für seine spätere Politik in Bonn herausgearbeitet; der Rücktritt wird als Resultat einer – detailliert dargestellten – persönlichen Krise verstanden.

Zwar lagen – wie mehrere Publikationen zum Thema gleich im Titel anführen – die Ursprünge von Brandts Ostpolitik in seinen Berliner Erfahrungen begründet. Dennoch lassen sich die hinter seiner Ostpolitik liegenden Grundsätze und Werte bereits in seiner

5 *Willy Brandt*, Ein Volk der guten Nachbarn – Außen- und Deutschlandpolitik 1966–1974, bearb. von Frank Fischer (Berliner Ausgabe, Bd. 6), Bonn 2005. Vgl. auch die Rezension des Autors in H-Soz-u-Kult im April 2006 URL <<http://www.hsozkult.geschichte.hu-berlin.de>>. Der nächste Band der Berliner Willy-Brandt-Ausgabe zur Zeit seiner Präsidentschaft der Sozialistischen Internationalen soll im August 2006 erscheinen. Siehe dazu die Webpage der Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung unter: URL <<http://www.bwbs.de>>

6 *Peter Merseburger*, Willy Brandt 1913–1992 – Visionär und Realist, Stuttgart 2002; *Gregor Schöllgen*, Willy Brandt – Die Biographie, Berlin 2001; *Brigitte Seebacher-Brandt*, Willy Brandt, München 2004.

7 So die Rezension von *Siegfried Schwarz* in: URL <<http://www.hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/rezensionen/2004-4-034>>

8 Besonders deutliche Wertungen finden sich bei *Claudia Hiepel* (»laienpsychologisch«), in: URL <<http://www.hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/rezensionen/ZG-2002-069>> [10.5.2002] sowie *Richard Meng* (»in der Deutung nicht besonders ambitioniert«) in der Frankfurter Rundschau, 29.10.2001.

frühen Biografie bis 1947 nachweisen. Dies gilt für Brandts Wertesystem – etwa dem Kampf gegen Diktaturen, für persönliche Freiheit und deren materielle Absicherung – genauso wie für die großen Linien seiner Regierung, angefangen von der Lösung des deutschen Problems in einem europäischen Rahmen, der Notwendigkeit eines Bündnisses mit Frankreich und eines auch territorialen Ausgleichs mit Polen. Einhart Lorenz ist es gelungen, im zweiten Band der Berliner Brandt-Ausgabe genau dazu eine ganze Reihe wichtiger Dokumente zusammenzustellen, was den Zugriff auf diese teils abgelegenen Quellen als auch das Verständnis für Brandts komplexe Persönlichkeit wesentlich erleichtert.⁹ Überhaupt fällt auf, dass die Standardwerke von Hans Georg Lehmann und Einhart Lorenz zu Brandts Antifaschismus und »Strafexpatriation« sowie zu seinen Erfahrungen in der skandinavischen Emigration bereits einige Jahrzehnte alt sind.¹⁰ Ob sich hier überhaupt noch Neues entdecken lässt? In der Tat fällt gerade aus der Retrospektive der Neuen Ostpolitik auf, wie sehr Brandt durch seine Arbeit für norwegische und schwedische Stellen, für amerikanische und britische Geheimdienste geprägt wurde, wie sehr die Ideen von Roosevelts »New Deal«, des skandinavischen Reformsozialismus und der britischen Labour-Bewegung sein eigenes Denken beeinflussten: Reform statt Revolution, Freiheit und Sicherheit für alle, die Macht der Idee als Wasser auf dem Granit der Realität.¹¹ Brandts Gedanke einer »Sozialdemokratisierung Europas« wurde in Skandinavien geboren, seine Ostpolitik aber in Berlin.¹² Vom Prinzip langfristig angelegter politischer Veränderungen zur »Politik der kleinen Schritte« war es – zumindest theoretisch – nicht sehr weit. Doch damit stand Willy Brandt, wie Wolfgang Schmidt eindrücklich belegt, lange Zeit selbst innerhalb der Berliner SPD und dann immerhin schon als Regierender Bürgermeister Berlins und Kanzlerkandidat bis 1965 auch innerhalb der westdeutschen Sozialdemokratie in der Minderheit.¹³ Bereits vor der Berlinkrise von 1958–1961 argumentierte Brandt öffentlich für eine »aktive Ostpolitik«, welche die notwendige, sicherheitsrelevante Westpolitik sinnvoll ergänzen sollte. Dabei verfolgte das Team um Brandt eine Doppelstrategie aus kurzfristigen politischen und humanitären Zielen und langfristigen Erwartungen zur Veränderung der Gesamtsituation. Erst die »Normalisierung« kultureller, ökonomischer und politischer Beziehungen würde die Möglichkeit eröffnen, auch im kommunistischen Machtbereich wirksam zu werden und dort einen friedlichen Wandel zu induzieren.¹⁴ Der Mauerbau von 1961 belegte die Aussichtslosigkeit der Roll-Back-Politik der

9 *Willy Brandt*, Zwei Vaterländer – Deutsch-Norweger im schwedischen Exil, Rückkehr nach Deutschland, bearb. von Einhart Lorenz (Berliner Ausgabe, Bd. 2), Bonn 2000.

10 *Hans Georg Lehmann*, In Acht und Bonn – Politische Emigration, NS-Ausbürgerung und Wiedergutmachung am Beispiel Willy Brandts, München 1976; *Einhart Lorenz*, Willy Brandt in Norwegen – Die Jahre des Exils 1933–1940, Kiel 1989.

11 Zum zeithistorischen Hintergrund in der »Verwestlichung« von SPD und westdeutschen Gewerkschaften vgl. *Julia Angster*, Konsenskapitalismus und Sozialdemokratie – Die Westernisierung von SPD und DGB von 1940 bis 1965, München 2003.

12 Für relevante Dokumente zum Berliner Hintergrund der Brandtschen Ostpolitik stehen nun gleich drei Akteneditionen zur Verfügung: Dokumente zur Deutschlandpolitik (besonders die Reihe IV), sowie die Akten zur Auswärtigen Politik der Bundesrepublik Deutschland (Jahresbände 1963–1966), die insbesondere Quellen zu den Passierscheinabkommen enthalten; sowie der von Siegfried Heimann bearbeitete Band 3 der Berliner Ausgabe (*Willy Brandt*, Berlin bleibt frei – Politik in und für Berlin 1947–1966, Bonn 2004).

13 *Wolfgang Schmidt*, Kalter Krieg. Koexistenz und kleine Schritte – Willy Brandt und die Deutschlandpolitik 1948–1963, Wiesbaden 2001; *ders.*, Die Wurzeln der Entspannung – Der konzeptionelle Ursprung der Ost- und Deutschlandpolitik Willy Brandts in den fünfziger Jahren, in: VfZ 51 (2003), S. 521–563.

14 Dazu besonders deutlich *Gottfried Niedhart*, The East-West Problem as Seen from Berlin – Willy Brandt's Early Ostpolitik, in: *Wilfried Loth* (Hrsg.), Europe, Cold War and Co-existence 1953–1965, London 2004, S. 285–296.

Eisenhower- und Adenauer-Zeit und führte in Folge zu einer intensiven Suche der Kennedy-Administration nach Alternativen. Brandt nutzte die Gunst der Stunde und diente dem amerikanischen Außenminister in einem angeblich vertraulichen, aber schon bald in mehreren Presseorganen publizierten Schreiben seine Ideen für eine neue Entspannungspolitik an. Arne Hoffmann zeigt in seiner Londoner Dissertation, wie daraus nach anfänglichen Misstönen eine bis ans Ende der Johnson-Administration wirksame, persönliche Allianz der beiden Transformationspolitiker wurde – denn auch der amerikanische Außenminister Dean Rusk hatte längst über ganz ähnliche Ansätze nachgedacht, sowohl den Ost-West-Konflikt zu zivilisieren als ihn auch im eigenen Sinne langfristig zu entscheiden.¹⁵

Diese transatlantische Befruchtung führte zu einem zunehmend komplexeren Konzept für eine neue, aktivere Ostpolitik, die sich dann in den berühmten Reden Brandts in Harvard 1962 und Brandts und Bahrs in Tutzing 1963 niederschlugen, wo Bahr zwar das eingängige Motto vom »Wandel durch Annäherung« prägte, Brandt anschließend aber sehr viel durchsichtiger Wirkung und Ziel seiner Ostpolitik erläuterte.¹⁶ Besonders deutlich wurden die Mechanismen, die das Berliner Team durch seine Kontakt- und Kommunikationspolitik im Osten auszulösen gedachte, wiederum in einem ausführlichen Memorandum Brandts an Rusk im August 1964 formuliert und letztlich in den Passierscheinabkommen von 1963 und 1964 mit der DDR-Führung wie in einem Modellversuch (oder »in einer Nußschale«, wie es Egon Bahr später formulierte) umgesetzt.¹⁷ Ob man darin, wie Speicher¹⁸ und Schmidt formuliert haben, bereits *die* Ursprünge und *das* Konzept der Neuen Ostpolitik oder gar der Entspannungsära als solcher sehen muss, bleibt allerdings fraglich. Sicherlich finden sich in dieser ersten Phase Ziel, Transformationsstrategie und erste realpolitische Schritte. Doch genauso fehlen noch wichtige Ergänzungen, um daraus *die* »Neue Ostpolitik« der Großen und der sozial-liberalen Koalition werden zu lassen. Dazu gehörte eine umfassende »Westverankerung« genauso wie die »Multilateralisierung« in einem Europäischen Sicherheitssystem, das neben der Transformationsstrategie zur Säule der Brandtschen Ostpolitik werden sollte, da man glaubte, nur in diesem Rahmen eine deutsche Lösung finden zu können. Im Gegensatz zu Schmidt, der, vornehmlich aus deutschen Quellen arbeitend, sozusagen eine endogene Entwicklungstheorie vertritt, weisen Speicher und Hoffmann nachdrücklich und detailliert auf die Bedeutung amerikanischer Ideen in der Konzeptualisierung hin.

Tatsächlich gab es aber noch eine ganze Reihe weiterer Personen, die in verschiedenen Städten des Westens zu ganz ähnlichen Schlüssen gelangten. Marie-Pierre Rey und Maurice Vaïsse haben die Entwicklung von de Gaulles »Détente«-Konzept in mehreren Stufen beschrieben – mit ganz ähnlichen Tendenzen in ihren endogenen und exogenen Interpretationsansätzen.¹⁹ Wie sehr Willy Brandt von de Gaulles Ideen angezogen wurde, zeigen auch diverse Beiträge zur Münchner Konferenz »Willy Brandt und Frankreich«²⁰ im Jahr 2003, zu der es in diesem Jahr eine weitere, durch Andreas Wilkens organisierte

15 Arne Hoffmann, *The Emergence of Détente in Europe – Willy Brandt, John F. Kennedy and the Formation of Ostpolitik*, PhD, LSE 2004, soll 2006 bei Routledge erscheinen.

16 Abgedruckt in *Willy Brandt, Der Wille zum Frieden*, Hamburg 1971; sowie die Tutzinger Reden in: *Dokumente zur Deutschlandpolitik*, Reihe IV, Bd. 9, S. 565–575.

17 Egon Bahr, *Zu meiner Zeit*, München 1996, S. 164. Dazu auch *Gerhard Kunze, Grenzerfahrungen – Kontakte und Verhandlungen zwischen dem Land Berlin und der DDR 1949–1989*, Berlin 1999; sowie *Jacques Schuster, Heinrich Albertz – Der Mann, der mehrere Leben lebte*, Berlin 1997.

18 Peter C. Speicher, *The Berlin Origins of Brandt's Ostpolitik 1957–1966*, PhD Cambridge 2000.

19 Maurice Vaïsse, *La Grandeur – Politique étrangère du général de Gaulle 1958–1969*, Paris 1998; Marie-Pierre Rey, *La Tentation Du Rapprochement – France et URSS à l'heure de la détente, 1964–1974*, Paris 1991.

20 Horst Möller/Maurice Vaïsse (Hrsg.), *Willy Brandt und Frankreich*, München 2005 (Sondernummer der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte).

Veranstaltung geben wird. Aber innerhalb des politischen Establishments der Bundesrepublik Deutschland stand Willy Brandt mit derartigen Überlegungen keineswegs allein. Bereits Adenauer hatte über eine Öffnung nach Osten nachgedacht und mit de Gaulle darüber privatissime einen intensiven Gedankenaustausch gepflegt.²¹ Über die Bedeutung seines »Burgfriedensplanes« ist in der Historiografie zuletzt viel spekuliert worden.²² Es wäre zu hoffen, dass die Bonner Dissertation von Cordula Kühlem über Hans Kroll, Adenauers Botschafter in Moskau während der zweiten Berlinkrise, hier ein neues, helleres Licht werfen kann. Doch letztlich war die Zeit für einen solchen Schritt zumindest in den konservativen Wählerschichten noch nicht reif oder die Union zu festgefahren in ihrer etablierten Position gegenüber dem Osten. Auch Adenauer ruderte schnellst möglich zurück, nachdem er die Sowjetunion auf dem CDU-Parteitag 1966 als »friedliebende Macht in Europa« bezeichnet hatte. Ähnlich erging es auch den zaghaften ostpolitischen Neuan-sätzen von Erhard und seinem Außenminister Gerhard Schröder²³, deren »Friedensnote« vom März 1966 in eine außen- und innenpolitische Zange geriet: Während sich im Warschauer Pakt die DDR um ihre Abblockung bemühte, wurde jedweder ostpolitischer Bewegungsdrang in den innerparteilichen Auseinandersetzungen zwischen den sogenannten »Gaullisten« und »Atlantikern« weitgehend erstickt.²⁴ Die Weitsichtigen in der Union hielten sich ostpolitisch jedenfalls bedeckt, wie Kurt Georg Kiesinger, der intern bereits in den fünfziger Jahren die Anerkennung der Oder-Neiße-Grenze als unvermeidbar bezeichnete, oder auch Alois Mertes, über den eine Dissertation in Vorbereitung ist.²⁵ Bei der FDP arbeitete Wolfgang Schollwer in enger Abstimmung mit Walter Scheel, Hans-Wolfgang Rubin und Hans-Dietrich Genscher Anfang der sechziger Jahre scharfsinnige Vorschläge zur Deutschland- und Ostpolitik aus, die ebenfalls eine pragmatische Intensivierung der Kontakte mit transformatorischem Kalkül verbanden. Doch ähnlich wie in der SPD und der Union blieben auch diese Ansätze Außenseiterpositionen bis zum Sturz der alten Männer durch die »Jungtürken« 1968.²⁶

21 Archives Nationales, Paris (AN), Archives de la présidence de la République – Président de Gaulle (5 AG 1, 160–168).

22 Vgl. zuletzt: *Volker Erhard*, Adenauers deutschlandpolitische Geheimkonzepte während der zweiten Berlin-Krise 1958–1962. Eine Studie aus den Akten der westlichen Diplomatie, Hamburg 2003.

23 Zu Schröders Außenpolitik *Franz Eibl*, Politik der Bewegung – Gerhard Schröder als Außenminister 1961–1966, München 2001; *Torsten Oppelland*, Gerhard Schröder 1910–1989 – Politik zwischen Staat, Partei und Konfession, Düsseldorf 2002. Eine Perzeptionsanalyse der Schröderschen Politik in Ost und West ist durch die rein deutsche Quellenbasis nicht gegeben. Damit bleibt die Frage, wie diese Politik im Osten wahrgenommen wurde und ob dies den Intentionen und der Selbstwahrnehmung Schröders entsprach, weiter unbeantwortet. Auch zur Außenpolitik der Erhard-Regierung bleibt ein international vergleichender Ansatz also nach wie vor ein wichtiges Forschungsdesiderat.

24 Besonders aufschlussreich die Freiburger Dissertation von *Tim Geiger*, die 2006 im Oldenbourg Verlag erscheinen soll. Dazu ferner: *Reiner Marcowitz*, Option für Paris? Unionsparteien, SPD und Charles de Gaulle, München 1996; sowie *Eckart Conze*, Staatsräson und nationale Interessen – Die »Atlantiker-Gaullisten«-Debatte in der westdeutschen Politik- und Gesellschaftsgeschichte der 1960er Jahre, in: *Ursula Lehmkuhl* u. a. (Hrsg.), Deutschland, Großbritannien, Amerika. Politik, Gesellschaft und Internationale Geschichte im 20. Jahrhundert. Festschrift für Gustav Schmidt zum 65. Geburtstag, Stuttgart 2003, S. 197–226.

25 *Georg Schneider*, Alois Mertes als Außenpolitiker, Dissertationsprojekt an der Universität Bonn.

26 *Volker Erhard*, Die Schollwer-Papiere von 1962 und 1967 – Meilensteine auf dem Weg der FDP zur neuen Deutschland- und Ostpolitik, in: *Reinhard Hübsch/Jürgen Fröhlich* (Hrsg.), Deutsch-deutscher Liberalismus im Kalten Krieg – Zur Deutschlandpolitik der Liberalen 1945–1970, Potsdam 1997; *Mathias Siekmeier*, Restauration oder Reform? Die FDP in den sechziger Jahren – Deutschland- und Ostpolitik zwischen Wiedervereinigung und Entspannung, Köln 1998; *Gottfried Niedhart*, Friedens- und Interessenswahrung – Zur Ostpolitik der FDP in Oppo-

Einflussreiche Journalisten setzten sich für einen Ausgleich mit dem Osten und einen Bewusstseinswandel der öffentlichen Meinung in Deutschland ein.²⁷ Oft genug geschah dies im Schulterschluss mit Willy Brandt, was die Frage aufwirft, wer hier wen und wie beeinflusste – die Journalisten als ostpolitische Ideen- und Ratgeber die Politik oder die Neuen Ostpolitiker die öffentliche Meinung durch ihr systematisch aufgebautes und gepflegtes Netz an Medienkontakten – eine Frage, der sich besonders ausführlich die Habilitation von Daniela Münkel widmet.²⁸ Die Gewerkschaften – nicht zuletzt die Brandt verbundenen Gewerkschaftsführer Ludwig Rosenberg und Otto Brenner – unterstützten diesen Wandel mit »flankierenden Maßnahmen«²⁹, sowohl die Öffnung nach Osten als auch die gesellschaftliche Abschottung gegen den Kommunismus betreffend, wie die Mannheimer Dissertationen von Jens Hildebrand und Jens Schultz zeigen dürften. Und die Großindustrie erhoffte sich, wie Karsten Rudolph zuletzt detailliert aufzeigte, nicht zuletzt neue alte Absatzmärkte.³⁰ Ob hier, wie der Deutschbanker F. Wilhelm Christians etwas omnipotent verkündete, tatsächlich »Handel vor Wandel« – also Ostkontakte der westdeutschen Wirtschaft vor ostpolitischer Diplomatie – rangierte, sowohl chronologisch als auch in der Bewertung der Einwirkungsmöglichkeiten, muss offen bleiben. Zumindest Volker Berghahn hat einen deutlich differenzierteren Ansatz vorgelegt, den es aber noch zu verdichten und wo möglich auch nach Wirtschaftssektoren zu differenzieren gilt.³¹ Einen ersten, wichtigen Schritt in diese Richtung stellt Werner Lippert auf Englisch verfasste Dissertation dar, in der nicht nur die Beziehung zwischen westdeutschem Osthandel und Ostpolitik beleuchtet wird, sondern diese auch noch mit den internationalen Rahmenbedingungen des Ost-West-Konfliktes verknüpft und gedeutet werden. Im Ergebnis sieht Lippert den Osthandel als einen Transmissionsriemen für ostpolitische Transformationsstrategien bei sich ständig verändernden Spielräumen im westlichen Bündnis.³²

sition und sozial-liberaler Regierung 1968–1970, in: Jahrbuch zur Liberalismus-Forschung 7, 1995, S. 105–126; Wolfgang Schollwer, Aufzeichnungen, 3 Bd. (Potsdamer Tagebuch 1948–1950, Liberale Opposition gegen Adenauer 1957–1961, FDP im Wandel 1961–1966), bearb. von Monika Faßbender, München 1988, 1991, 1994. Mittlerweile ist noch ein vierter Band erschienen, der die Lücken der fünfziger Jahre schließt: *ders.*, Gesamtdeutsch ist uns Verpflichtung – Aufzeichnungen aus dem FDP-Ostbüro 1951–57, bearb. von Jürgen Fröhlich, Bremen 2004.

27 Vgl. Guido Thiemeyer, »Wandel durch Annäherung« – Westdeutsche Journalisten in Osteuropa 1956–1977, in: AfS 45 (2005), S. 101–116. Für die Sicht eines dieser Journalisten vgl. Peter Bender, Die »Neue Ostpolitik« und ihre Folgen – Vom Mauerbau bis zur Vereinigung, 4. Aufl., München 1995.

28 Daniela Münkel, Willy Brandt und die »Vierte Gewalt« – Politik und Massenmedien in den 50er bis 70er Jahren, Frankfurt/Main 2006. Zu dem Thema Willy Brandt und die deutschen Medien finden sich auch einige Dokumente in dem von Münkel bearbeiteten Band 4 der Berliner Ausgabe: *Willy Brandt, Auf dem Weg nach vorn – Willy Brandt und die SPD 1947–1972*, Bonn 2000, etwa bis 1966 die Dokumente 7, 15, 25, 31A, 38, 53, 54, 56, 59A, 61, 63 u. v. m.

29 Hans O. Hemmer, Flankierende Maßnahmen – Gewerkschaftliche Ostpolitik zwischen Kaltem Krieg und Entspannung, in: Christian Jansen/Lutz Niethammer/Bernd Weisbrod (Hrsg.), Von der Aufgabe der Freiheit – Politische Verantwortung und bürgerliche Gesellschaft im 19. und 20. Jahrhundert (Festschrift für Hans Mommsen), Berlin 1995, S. 171–187. Außerdem die Edition der Sitzungsprotokolle des DGB-Vorstandes bei Jens Hildebrandt/Boris Schwitzer (Bearb.), Der Deutsche Gewerkschaftsbund 1956–1963, Bonn 2005. Die Mannheimer Dissertationen von Jens Hildebrandt und Jens Schultz mit ihren Schwerpunkten auf den sechziger bzw. den siebziger Jahren sind in Vorbereitung.

30 Karsten Rudolph, Wirtschaftsdiplomatie im Kalten Krieg – Die Ostpolitik der westdeutschen Großindustrie 1945–1991, Frankfurt/Main 2004.

31 F. Wilhelm Christians, Wege nach Rußland – Bankier im Spannungsfeld zwischen Ost und West, Hamburg 1989; Volker R. Berghahn (Hrsg.), Quest for Economic Empire – European Strategies of German Big Business in the Twentieth Century, Providence 1996.

32 Werner Lippert, Richard Nixon's Détente and Willy Brandt's Ostpolitik – The Politics and Economic Diplomacy of Engaging the East, PhD, Vanderbilt, 2005.

Von besonderer Bedeutung für den Kampf um die öffentliche Meinung in Westdeutschland waren die kirchlichen Initiativen des Jahres 1965. Über die Ostdenkschrift der EKD ist viel gesagt und geschrieben worden. Eine umfassende historiografische Analyse ihrer Wirkungsgeschichte steht allerdings noch aus, kann aber auf die Vorarbeiten von Greschat und Mechtenberg aufbauen.³³ Daher sind die Konferenzen des Jahres 2005 zum Jahrestag des Briefwechsels des katholischen und westdeutschen Episkopats besonders zu begrüßen. Die dabei mehr oder weniger latente Tendenz zur gegenseitigen Seligsprechung sollte aber nicht verdecken, dass hier auf beiden Seiten handfeste innenpolitische Interessen die Feder führten – beim polnischen Primas Wyszynski das Kalkül, im nationalen Wettstreit mit dem kommunistischen Parteichef Gomulka die Emotionen der Polen in der katholischen Kirche zu bündeln, und bei der ausweichenden Antwort der westdeutschen Bischöfe die Befürchtung, sich bei einer Anerkennung der polnischen Westgrenze allzu sehr gegen die Mehrheitsmeinung der eigenen Mitglieder zu stellen.³⁴ Eine besondere Rolle nahmen die deutschen Vertriebenenverbände ein, deren Forderungen bis 1966 scheinbar von allen Parteien mitgetragen wurden. Da sich Pertti Ahonen in seiner beispielhaften Studie über Einfluss und Zusammensetzung der Vertriebenenverbände vornehmlich auf die fünfziger Jahre konzentriert³⁵, ist die ausführliche Analyse der Wechselwirkungen zwischen der zunehmenden Integration der Vertriebenen in die westdeutsche Gesellschaft, der Neuen Ostpolitik und der Polarisierung der Vertriebenenverbände gegen Ende der sechziger, zu Beginn der siebziger Jahre, die Matthias Stickler vorgelegt hat, zu begrüßen.³⁶ Insbesondere in Sticklers Nachzeichnen der Veränderungen in den »heimatpolitischen Zielsetzungen« der Vertriebenenverbände zeigt sich umgekehrt aber auch der Einfluss, den Entspannungs- und Ostpolitik auf diese auszuüben begannen.

II. ERSTE VERSUCHE ZUR INTERNATIONALEN UMSETZUNG UND WEITERE KONZEPTIONALISIERUNG WÄHREND DER GROSSEN KOALITION 1966 BIS 1969

Als die Große Koalition im November/Dezember 1966 gegründet wurde, drängte Egon Bahr den neuen Außenminister Brandt, nun endlich »umzusetzen«, was in den gemeinsamen Berliner Zeiten lediglich »gedacht« worden war.³⁷ Doch gerade die Umsetzung war

33 Erste Ansätze in *Theo Mechtenberg*, Deutschland-Polen – Die Öffentlichkeitswirksamkeit der EKD-Denkschrift im Vergleich zum Briefwechsel der katholischen Bischöfe 1965, in: Ost-West-Informationsdienst 189 (1996), S. 41–50; *Martin Greschat*, Protestantismus und evangelische Kirche in den 60er Jahren, in: *Axel Schildt/Detlef Siegfried/Karl Christian Lammers* (Hrsg.), Dynamische Zeiten – Die 60er Jahre in den beiden deutschen Gesellschaften, Hamburg 2000, S. 544–581.

34 Von den im Herbst 2005 in Berlin und Warschau veranstalteten Konferenzen »Von der Versöhnung zur Zusammenarbeit – Zum 40. Jahrestag des Briefwechsels der polnischen und deutschen Bischöfe« soll 2006 ein von *Friedhelm Boll/Klaus Ziemer* edierter Sammelband im Bonner Verlag erscheinen. Erste Details zu den innen-, gesellschafts- und kirchenpolitischen Hintergründen bei *Karl-Joseph Hummel*, Der Heilige Stuhl, deutsche und polnische Katholiken 1947–1978, in: AfS 45 (2005), S. 165–214.

35 *Pertti Ahonen*, After the Expulsion – West Germany and Eastern Europe, 1945–1990, Oxford 2003. Ahonen liefert auch erste Erklärungsansätze für die oben skizzierten Wechselwirkungen in *ders.*, German Expellee Organizations – Between Revisionism and Reconciliation, in: AfS 45 (2005), S. 353–372.

36 *Matthias Stickler*, »Ostdeutsch heißt Gesamtdeutsch« – Organisation, Selbstverständnis und heimatpolitische Zielsetzungen der deutschen Vertriebenenverbände 1949–1972, Düsseldorf 2004.

37 Zitiert in *Gottfried Niedhart/Oliver Bange*, Die »Relikte der Nachkriegszeit« beseitigen – Ostpolitik in der zweiten außenpolitischen Formationsphase der Bundesrepublik Deutschland im Übergang von den Sechziger zu den Siebzigerjahren, in: AfS 44 (2004), S. 415–448, hier: S. 424.

wesentlich schwieriger, als gedacht – und das nicht nur wegen der unwilligen Fraktionsmehrheit beim Koalitionspartner CDU/CSU. Nach dem, wie es zunächst schien, schnellen Erfolg der Aufnahme diplomatischer Beziehungen mit Rumänien erfolgte umgehend eine Blockade der Neuen Ostpolitik, die im Warschauer Pakt nicht, wie man im Westen glaubte, von Ulbricht (»Ulbricht-Doktrin«), sondern vornehmlich durch Gomulka organisiert wurde. Während Ulbricht vehement auf die Unterstützung der Paktgenossen gegen Bonn und für die internationale Anerkennung der DDR pochte, gelang es Gomulka durch geschickte Diplomatie, die jeweiligen nationalen Forderungen an Bonn aus dem Warschauer Pakt in ein Paket zusammenzubinden – und damit selbst die schwankende sowjetische Führung wieder in die Paktraiison einzubinden. Erst nach Anerkennung der DDR, nach einer Ungültigkeitserklärung des Münchner Abkommens »von Anfang an« und nach einem definitiven westdeutschen Verzicht auf Atomwaffen sollte es demnach zur Aufnahme diplomatischer Beziehungen mit Bonn kommen. Die Wiederaufnahme offizieller Beziehungen zwischen der Bundesrepublik und Jugoslawien ein Jahr nach dem Abschluss mit Rumänien implizierte bereits die endgültige Aufgabe der »Hallstein-Doktrin«³⁸ und erfolgte konsequenterweise ohne vorherige Zustimmung der Unionsfraktion.

1968 brachte mit dem Prager Frühling, den Studentenunruhen, der Realisierung des nuklearen Nichtverbreitungsvertrages ohne bundesdeutsche Unterschrift, der sowjetischen Invasion in die CSSR und der danach notwendigen Anpassung des von Brandt und Kiesinger gemeinsam getragenen ostpolitischen Konzeptes an neue Realitäten viel Licht und Schatten. Die letzten neun Monate Ost- und Außenpolitik der Großen Koalition wurden bereits vom Wahlkampf überschattet, wobei es den Spitzen im Auswärtigen Amt und Kanzleramt nach einer privaten Absprache im April 1969 immerhin gelang, kritische ostpolitische Themen, wie den besagten Nichtverbreitungsvertrag (von Strauß und seinem Assistenten Marcel Hepp in einen »Atomsperrvertrag« verballhornt), die Berlinkrise um die Abhaltung der Bundesversammlung und die Gespräche mit Moskau über einen Gewaltverzicht weitgehend aus Hitze und Hetze des Wahlkampfes herauszuhalten, um das bereits »gemeinsam Erreichte«³⁹ nicht zu gefährden. Überhaupt wird das in Publizistik und kollektiver Erinnerung etablierte Bild der ersten Großen Koalition von einem immer wiederkehrenden Stereotyp geprägt: einer retardierenden Union, die den Reformelan der SPD so lange ausbremst, bis diese durch die Bildung der sozial-liberalen Koalition nach den Bundestagswahlen vom September 1969 den Gordischen Knoten endgültig durchschlägt und eben in der Bahrschen Diktion »umsetzt«. Hinzu kommt, dass die Außen- und vor allem die Ostpolitik als aufsehenerregendstes Politikfeld dieser Jahre die historische und, wie noch zu zeigen sein wird, auch historiografische Wahrnehmung der Großen Koalition bis heute dominiert. Bereits die wertvolle, und auch heute noch weitgehend gültige Überblicksdarstellung von Klaus Hildebrand von 1984 zeigte, dass diese Überzeichnung den vielschichtigen Realitäten und vielfältigen gemeinsamen Reforminitiativen dieser Koalition nicht gerecht wird.⁴⁰

Für die Neue Ostpolitik bildeten die Jahre von 1966 bis 1969 ein großes konzeptionelles und realpolitisches Testfeld, ohne dass die für Zeitgenossen oft unglaublich schnelle Umsetzung in den ersten Jahren der sozial-liberalen Koalition kaum möglich gewesen sein dürfte. Nach der Reaktion auf Rumänien war klar, dass es keine aus dem Blockkontext gelösten bilateralen Ansätze geben werde, dass vor einem Durchbruch erst umfassend

38 Die beste Darstellung aus Bonner Perspektive hierzu: *Werner Kilian*, *Der diplomatische Krieg zwischen der BRD und der DDR 1955–1973*, Berlin 2001; sowie neuerdings *William G. Gray*, *Germany's Cold War – The Global Campaign to Isolate East Germany 1949–1969*, Chapel Hill 2003; demgegenüber veraltet und ohne nennenswerte Quellenbasis *Rüdiger Marco Booz*, »Hallsteinzeit« – *Deutsche Außenpolitik 1955–1972*, Bonn 1995.

39 Brandt an Kiesinger, 18.9.1969. AdSD: WBA, BAM, Mappe 13.

40 *Klaus Hildebrand*, *Von Erhard zur Großen Koalition 1963–1969*, Mannheim 1984.

mit allen Mitgliedern des Warschauer Paktes und vor allem der Sowjetunion über deren jeweilige Forderungen an die Bundesregierung verhandelt werden müsse. Die Ereignisse in der CSSR 1968 brachten im Ergebnis eine Forcierung des »Moscow first«-Ansatzes.⁴¹ Die Gewaltverzichtsgespräche mit der sowjetischen Führung erwiesen sich dabei als ein ideales Vehikel, um die gesamte Breite bilateraler deutschland- und bündnispolitischer Probleme anzusprechen und die jeweiligen Spielräume auszuloten.⁴² All dies brachten Diehl und Bahr als engste außenpolitische Mitarbeiter des CDU-Kanzlers bzw. des SPD-Außenministers in ein, wie sie wohl glaubten, parteiübergreifendes Gesamtkonzept, das ganz explizit die Zukunft Europas verändern und die gewaltsame Teilung Deutschlands aufheben sollte.⁴³ Axiomatisch war der Ansatz, dass eine deutsch-deutsche Annäherung, wenn möglich bis zur Wiedervereinigung, nur in einem gesamteuropäischen Rahmen zu erreichen sei. Dazu bedurfte es einer schrittweisen Auflösung der Militärblöcke, die unter westlich-liberalisierenden Vorzeichen nur zu erreichen war, wenn sich die kommunistischen Herrschaftsstrukturen jenseits der Mauer so weit transformieren ließen, dass das Monopol der jeweiligen KP aufgegeben wurde. Was dies bedeutete und welche Reaktionen dies hervorrufen musste, wenn es in nur einem Staat des Ostblocks geschah, konnte man in der Fallstudie Prag bald ablesen. Aber selbst wenn dieser sehr langfristig angelegte, umfassende Transformationsansatz in Jahrzehnten erfolgreich wäre, würde die Angst vor einem wiedervereinigten Deutschland mit seiner »kritischen Größe« in der Mitte Europas, wie Kiesinger formulierte, genau dieses verhindern.⁴⁴ Es sei denn, so die Überlegung bei Kiesinger, Brandt und ihren Stäben, man hätte bis dahin ein übergreifendes europäisches Sicherheitssystem geschaffen, das die berechtigten Schutzinteressen jedes Landes garantiere. Die von Breschnew proklamierte Europäische Sicherheitskonferenz (die spätere KSZE) erschien diesen Bonnern schon früh als genau der richtige Impuls, um die für eine »strukturelle Nichtangriffsfähigkeit« notwendigen beiderseitigen Truppenreduzierungen oder atomwaffenfreie Zonen unter Einbindung der Deutschen in West wie Ost zu realisieren. Die im Planungsstab des Auswärtigen Amtes zusammengestellte Endversion dieser Konzepte wurde von allen Beteiligten als Erbe der Großen Koalition für jedwede Nachfolgeregierung betrachtet.⁴⁵

Auch die neueste Forschungsliteratur zur Großen Koalition fokussiert stark auf deren Ost- und Deutschlandpolitik und bestätigt dabei – meist leicht überrascht, wie es scheint – durchweg die realpolitischen und konzeptionellen Gemeinsamkeiten zwischen den Vordenkern in Außen- und Kanzleramt. Das Überraschungsmoment ist besonders latent in den ersten Monografien von Andreas Vogtmeier und Dirk Kroegel⁴⁶ von 1996/97, die

41 Hans-Peter Schwarz, Die Regierung Kiesinger und die Krise in der CSSR 1968, in: Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte 47 (1999), S. 164 ff.

42 Dass auch hier nicht bei Null angefangen wurde, zeigt die bei Ingeborg Koza, Deutsch-sowjetische Kontakte in Politik, Wirtschaft, Wissenschaft und Kultur 1963–1967, Münster 2002, ausführlich dargelegte Vorgeschichte.

43 Dazu ausführlich Gottfried Niedhart, Revisionistische Elemente und die Initiierung friedlichen Wandels in der neuen Ostpolitik 1967–1974, in: 28 (2002), S. 233–266.

44 Zu Gemeinsamkeiten und Differenzen in den ostpolitischen Konzepten Brandts und Kiesingers siehe neuerdings Rudolf Morsey, Die Große Koalition – Vorgeschichte und Nachwirkungen sowie Oliver Bange, Kiesingers Ost- und Deutschlandpolitik von 1966–1969, beide in: Günter Buchstab/Philipp Gassert/Peter Thaddäus Lang (Hrsg.), Kurt Georg Kiesinger 1904–1988 – Von Ebingen ins Kanzleramt, Freiburg 2005, S. 393–420 und 455–500.

45 Interview des Autors mit Per Fischer im August 1997. Bahr überschrieb die endgültige Fassung der Studien mit: »Überlegungen zur Außenpolitik einer zukünftigen Bundesregierung«, 18.9.1969. AdsD: Dep. Bahr, Bd. 396.

46 Andreas Vogtmeier, Egon Bahr und die deutsche Frage – Zur Entwicklung der sozialdemokratischen Ost- und Deutschlandpolitik, Bonn 1996; Dirk Kroegel, Einen Anfang finden! – Kurt Georg Kiesinger in der Außen- und Deutschlandpolitik der Großen Koalition, München 1997.

sehr stark jeweils aus den Privatpapieren von Bahr und Kiesinger arbeiteten. Während bei Vogtmeier über der Deskription der natürlich hoch interessanten Quellen die Analyse etwas zu kurz kommt, scheint Kroegel die Geschichte der Ostpolitik leicht retrospektiv aus den in mehreren Kiesinger-Interviews dokumentierten Anspruch zu interpretieren, dass »Brandt ja nur meine Ostpolitik« fortgeführt habe. Dass Kiesingers Ost- und Deutschlandpolitik zunehmend Gefahr lief, in der eigenen Fraktion zu scheitern, zeigt hingegen die Auswertung der Protokolle der Unionsfraktion durch Daniela Taschler, in der die Autorin auch die Einbettung in andere innerparteiliche Kontroversen versucht.⁴⁷ Taschlers Erkenntnis, dass der unionsinterne Konflikt über die Kanzlerkandidatur 1969 auch für die Zukunft der Ostpolitik eine mitentscheidende Qualität besaß, regt zu weiterführenden Detailanalysen an. Sozusagen das Pendant zu Taschlers Unionsperspektive sind die Bände von Andrea Schneider über die zentrale Rolle des SPD-Fraktionsvorsitzenden Helmut Schmidt in der Großen Koalition⁴⁸ und Klaus Schönhovens ambitioniertes Projekt zur SPD in diesen »Wendejahren«.⁴⁹ Schneider forschte spürbar vor der Dreißig-Jahre-Guillotine. Trotzdem – oder vielleicht gerade deshalb – steht bei ihr der Macht-Manager und nicht der verteidigungs- und außenpolitische Vordenker Schmidt im Mittelpunkt, der sich aber, wie spätere Studien und Quelleneditionen deutlich zeigen, so Arbeit und Zeit es erlaubten, auch außenpolitische Aktivitäten keineswegs verkniff.⁵⁰ Trotz seines vornehmlich innenpolitischen und parteihistorischen Ansatzes widmet auch Schönhoven ein gutes Drittel seines umfangreichen Werkes der Außen-, Ost- und Deutschlandpolitik. Während er seinen umfassenden Anspruch in der Analyse der innen- und gesellschaftspolitischen Reformtätigkeit der Großen Koalition durchweg umsetzt, zeigen gerade die der Ostpolitik im weitesten Sinne gewidmeten Kapitel die Grenzen nationaler Perspektiven in der internationalen Historiografie auf. Aus Mangel an internationalen Vergleichsdokumenten folgt das Werk hier – anders als im gesellschaftspolitischen Teil – traditionellen Interpretationsmustern und perpetuiert so nicht selten etablierte Missverständnisse. Dies gilt für die angeblich deutschlandfeindliche Polenreise de Gaulles ebenso wie für die Unterschätzung der äußerst wichtigen internationalen Dimension der Berlinkrise von 1969 oder die Deskription der »Ulbricht-Doktrin«.⁵¹

Mindestens drei weitere ostpolitik-relevante Monografien sind soeben erschienen oder dürfen in den nächsten Jahren erwartet werden. Aus der Perspektive der Ostpolitik-Forschung wäre Henning Türks »Europapolitik der Großen Koalition« zu wünschen, dass sie in dem beschriebenen größeren Kontext analysiert und gewichtet würde.⁵² Die biografischen Studien von Mark Flatten (Dissertation) und Philipp Gassert (Habilitation) zu den Köpfen der Großen Koalition liegen im historiografischen Trend (eines Revivals der historischen Biografie), bilden schon aufgrund ihres anders gelagerten Ansatzes eine sinnvolle Ergänzung der bisherigen Arbeiten, fußen – soweit bekannt – aber gerade in den Abschnitten zur Ost- und Entspannungspolitik überwiegend auf deutschen Archivalien.⁵³

47 Daniela Taschler, Vor neuen Herausforderungen – Die außen- und deutschlandpolitische Debatte in der CDU/CSU-Bundestagsfraktion während der Großen Koalition 1966–1969, Düsseldorf 2001.

48 Andrea H. Schneider, Die Kunst des Kompromisses – Helmut Schmidt und die große Koalition 1966–1969, Paderborn 1999.

49 Klaus Schönhoven, Wendejahre – Die Sozialdemokratie in der Zeit der Großen Koalition 1966–1969, Bonn 2004.

50 Vgl. Oliver Hemmerle, Explaining NATO to the (West) Germans – Helmut Schmidt as a Military Affairs Writer in the 1960s, Vortrag auf der Konferenz »NATO in the 1960s – Challenges beyond Deterrence«, Zürich, 25.–28.8.2004.

51 Dazu ausführlich die Rezension unter: URL<www.hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/rezensionen/2005-3-127> [31.8.2005].

52 Henning Türk, Die Europapolitik der Großen Koalition 1966–1969, Diss. Essen, i. V.

53 Mark Flatten, Willy Brandt als Außenminister der Großen Koalition, Diss. Bonn, i. V.; Philipp Gassert, Kurt Georg Kiesinger 1904–1998 – Kanzler zwischen den Zeiten, München 2006.

Gassert schildert detailliert den innerparteilichen Dissens zwischen Kiesinger und Strauß und führt aber auch amerikanische Akten insbesondere zu den entspannungspolitischen Diskussionen zwischen Kiesinger und Johnson an.

Immer wieder zeigt sich, wie sehr das Verständnis von Konzept, Umsetzung und Weiterentwicklung bzw. Anpassung der Neuen Ostpolitik eine doppelte Einbettung erfordert: Einerseits in die innen- wie machtpolitischen Hintergründe mit ihrem Wahlkalkül und innerparteilichen Kämpfen; andererseits in den komplexen und oft undurchschaubaren Rahmen internationaler Politik. Zu diesem internationalen »Framing« der Ostpolitik der Großen Koalition gehörte Johnsons Eifer, in der Endphase seiner Administration doch noch den Durchbruch in die Entspannungsära zu schaffen, genauso wie die verzögerte Durchsetzung des Prinzips der »friedlichen Koexistenz« durch Breschnew im eigenen Politbüro Anfang 1969, der Pakt im Pakt gegen die Ostpolitik zwischen Warschau und Ostberlin oder die tumultuösen Ereignisse von 1968 mit ihren Aufbrüchen und Ernüchterungen. Die eigentliche Ironie der Ost- und Entspannungspolitik eröffnet sich gar erst in der internationalen Zusammenschau: Just als sich in Moskau, der Bundesrepublik und dann auch im Warschauer Pakt 1969 zum ersten Mal beidseitige und damit ernsthafte entspannungspolitische Perspektiven ergaben, brach ausgerechnet die seit Beginn der sechziger Jahre nachdrückliche Unterstützung aus Paris und Washington ab. Die transformatorischen Détente-Vorstellungen de Gaulles und Johnsons wurden durch die weit vorsichtigeren, wenn nicht gar im amerikanischen Fall auf eine Supermacht-Status-quo abzielende Neudefinition von Entspannung ersetzt. Der internationale Rahmen hatte sich in kürzester Zeit grundlegend verändert, die »Umsetzung« wurde deutlich schwieriger.

Genau dieser internationalen Einbettung hat sich in den letzten drei Jahren das von Gottfried Niedhart geleitete Mannheimer Projekt »Détente und Ostpolitik« gewidmet, dessen vielfältige Publikationen über die Webseite (www.ostpolitik.net) zugänglich sind. Hier ist auch die Habilitation des Autors »Ostpolitik und Détente – Die Anfänge 1966–1969« entstanden, die neben der multiperspektivischen Analyse des Aufbruchs in die Entspannungsära aus internationalen Quellen in West und Ost auch dem Netzwerk der westlichen Transformationspolitiker, ihrem Ideentransfer und der Perzeption ihrer Intentionen im Warschauer Pakt nachspürt. Trotz mancherlei Rückkopplungen in die Innenpolitik der unterschiedlichen Länder stößt auch diese Studie – sozusagen von der anderen, der internationalen Seite her – immer wieder an die oft berufene Grenze des Machbaren.⁵⁴ Gassert und Bange gelangen in Bezug auf die Gemeinsamkeiten der konzeptionellen Vorstellungen von Brandt und Kiesinger zu ganz ähnlichen Ergebnissen. In der Schlüsselfrage von ostpolitischer Urheberschaft bzw. Kontinuität oder Bruch westdeutscher Ostpolitik im September 1969 scheinen aber, vielleicht schon durch die unterschiedlichen methodischen Ansätze bedingt, gewisse Differenzen auf. Während Gassert ähnlich wie Kroegel, nur deutlich quellengesättigter argumentierend, in der »Neuen Ostpolitik« des Kanzlers Brandt im Vergleich zu den konzeptionellen Vorarbeiten der Großen Koalition unter dem Kanzler Kiesinger wenig Neues zu entdecken vermag, kommt Bange über die vergleichende internationale Einordnung der deutschen Konzepte, ihrer Realisierungs- und Wirkungsmöglichkeiten zu einer tendenziell anderen Einschätzung.⁵⁵

Eine weitere Schlüsselkategorie für die zeitgenössische Wirkungsmächtigkeit der Ostpolitik ist die Eigen- und Fremdperzeption ihrer Macher und deren Absichten. So belegen

54 *Oliver Bange*, *Ostpolitik und Détente – Die Anfänge 1966–1969*, Habil. Mannheim 2004 (deren Erscheinen für 2007 geplant ist).

55 Dazu auch die in Vorbereitung befindliche Dissertation von *Joost Kleuters*, *In Search of Compatibility – The Construction of West German »Ostpolitik« (1963–1973)*, Diss. Nijmegen i. V.; Kleuters argumentiert, dass die Unterschiede (und die Betonung dieser Unterschiede) in der Ostpolitik von Union und SPD für den Wahlerfolg Brandts 1969 und für das Überleben der sozial-liberalen Koalition von zentraler Bedeutung waren.

Monika Kaiser und Karl-Heinz Schmidt, die aus den reichen Archiven von DDR und SED schöpften, dass Walter Ulbricht die »Aufweichungsabsicht« hinter der Neuen Ostpolitik sehr rasch erkannte, dahinter vornehmlich die »verräterischen Klassenfeinde« des »Sozialdemokratismus« witterte und – durch die Ereignisse von 1968 geradezu angestachelt – eine spiegelbildliche Westpolitik der DDR forderte, »die sich gewaschen hat«⁵⁶. Das hieß im Klartext, dass Ulbricht mit materieller Unterstützung Moskaus und anderer »befreundeter« Staaten ebenfalls für ein »Mehr« an deutsch-deutschen Kontakten plädierte, die über den Weg der »Normalisierung« ausgewählten kommunistischen Kadern ungeahnte Einwirkungsmöglichkeiten an der SPD- und Gewerkschaftsbasis ermöglichen würden.⁵⁷ Noch gefährlicher als Ulbricht⁵⁸ empfand wohl der polnische Kommunistenführer Gomulka das subversive Potential der Neuen Ostpolitik. In Ostberlin und Moskau warnte er in hitzigen Debatten, dass die DDR, einmal unumkehrbar durch die Wirtschafts- und Finanzpolitik der Westdeutschen eingewickelt, keine zwanzig Jahre mehr überleben könne, bevor sie von der Bundesrepublik schlicht übernommen würde. Diese Debatten wurden 2000 zuerst von Mieczyslaw Tomala, dann von Douglas Selvage und zuletzt auf deutlich breiterer Quellenbasis von Wanda Jarzabek aufgearbeitet.⁵⁹ Auf die entspannungspolitische Relevanz der Neudefinition des westlichen Bündnisses im sogenannten »Harmel Bericht« hat erst kürzlich Andreas Wenger hingewiesen.⁶⁰ Demnach eröffnete erst das Ergebnis dieser multilateralen Koordination, die Annahme des Harmel-Reports mit seiner Zwei-Säulen-Theorie von militärischer Sicherheit und politischem Verhandeln durch den NATO-Rat, den Weg in die Entspannungsära. Ohne diese Absicherung im Westen wären bilaterale Verhandlungen mit dem Osten genausowenig vorstellbar gewesen wie die notwendige Multilateralisierung der Ergebnisse, sei es in Form des deutschen Beitritts zum Nichtverbreitungsvertrag, dem Viermächteabkommen über Berlin oder der Schlussakte von Helsinki.

Für Tschechen und Slowaken blieb das Bild westdeutscher Ostpolitik durchweg ambivalent, wie diverse Beiträge der Tagung »Die Tschechoslowakei und die beiden deutschen Staaten 1949–1990« 2003 in Bratislava betonten. Einerseits schien es regierenden Kommunisten wie den von ihnen Regierten, dass gute ökonomische Beziehungen zur DDR, zunehmend aber auch zur Bundesrepublik – also den wirtschaftlichen Vorzeigeländern der jeweiligen Blöcke – im eigenen Interesse waren. Andererseits verlangte die DDR dafür unbedingte Gefolgschaft in deutschlandpolitischen Fragen, während der juristische Streit mit Bonn über die Ungültigkeit des Münchner Abkommens »ex nunc« oder »ex tunc« sowie über die damit verbundene Staatsangehörigkeit der Sudetendeutschen nach 1938 auch das jeweilige nationale Selbstverständnis traf. Unabhängig von die-

56 Walter Ulbricht auf der Sitzung des SED-Politbüros am 30.10.1969, mit stenografiert von seinem persönlichen Mitarbeiter Wolfgang Berger. SAPMO: DY 30/3294.

57 *Karl-Heinz Schmidt*, Dialog über Deutschland – Studien zur Deutschlandpolitik von KPdSU und SED 1960–1979, Baden-Baden 1998; *Monika Kaiser*, Machtwechsel von Ulbricht zu Honecker – Funktionsmechanismen der SED-Diktatur in Konfliktsituationen 1962 bis 1972, Berlin 1997.

58 Zum Einfluss der CSSR-Krise auf die DDR-Außenpolitik vgl. neuerdings *Wolfgang Schwarz*, »Brüderlich entzweit!« Die Beziehungen zwischen der DDR und der CSSR 1961–1968, München 2004.

59 *Mieczyslaw Tomala*, Deutschland – von Polen gesehen, Zu den deutsch-polnischen Beziehungen 1945–1990, Marburg 2000; *Douglas Selvage*, »The Warsaw Pact is Dissolving« – Poland, the GDR and Bonn's Ostpolitik, 1966–1967 Vortrag auf der Konferenz »NATO, the Warsaw Pact and the Rise of Détente, 1965–1972«, 26.–28.9.2002 in Dobbiaco/Toblach; *Wanda Jarzabek*, Doktryna Ulbrichta czy doktryna Gomulki? Polska a koordynacja polityki bloku wschodniego wobec Ostpolitik w latach 1966–1967, in: *Dzieje Najnowsze*, 37 (2005), H. 3, S. 19–45.

60 *Andreas Wenger*, Crisis and Opportunity: NATO's Transformation and Multilateralization of Détente, 1966–1968, in: *Journal of Cold War Studies* 6 (2004), H. 2, S. 22–74.

sen wichtigen staatsrechtlichen Fragen wirkten die Ereignisse um den Prager Frühling – wie alle Vortragenden unisono feststellten – langfristig prägend sowohl für die (Um-)Formulierung der Neuen Ostpolitik in Bonn als auch für die Wahrnehmung der Deutschen durch die Tschechen und Slowaken.⁶¹

Über die Transformationsansätze in der Politik Johnsons und de Gaulles und ihren wechselseitigen Einfluss auf die bundesdeutsche Ostpolitik ist bereits gesprochen worden. Anzumerken bleibt hier nur, dass die neuen Erkenntnisse etwa von Rey, Bange oder Niedhart scheinbar problemlos in das in der französischen Historiografie seit langem etablierte Bild von de Gaulle als einem herausragenden Führer Europas eingepasst werden können und die Kontinuität der Transformationspolitik Washingtons in Zentral- und Osteuropa unter Kennedy und Johnson sowohl in den traditionell missionarischen Ansatz amerikanischer Außenpolitik passt als auch dem von Thomas A. Schwartz ausgelösten Revisionismus zur nun deutlich positiver bewerteten Rolle Johnsons im Ost-West-Konflikt eine weitere Facette hinzufügt.⁶²

III. DIE REALISIERUNG DURCH OSTPOLITIK UND OSTVERTRÄGE DER REGIERUNG BRANDT-SCHEEL BIS 1974

Versöhnung, Sicherheit und Wandel bildeten die Konstanten westdeutscher Außenpolitik seit den fünfziger Jahren, die die sozial-liberale Koalition nun auch auf das Verhältnis zu den östlichen Nachbarn anzuwenden gedachte. Dabei hatte die Entwicklung und Realisierung dieser Grundlinien in Adenauers Westpolitik unter ungleich günstigeren Bedingungen gestanden. Damals war es eine innenpolitische Richtungsentscheidung für den westlichen Staatenbund gewesen, die von diesem angesichts des heraufziehenden Kalten Krieges schon aus Eigeninteresse begrüßt wurde und damit auch den oft apologetischen Umgang mit der gar nicht so lange zurückliegenden Vergangenheit spürbar erleichterte. Jetzt, Anfang der siebziger Jahre, war der deutsche Vernichtungskrieg im Osten in den von der Neuen Ostpolitik angestoßenen Verhandlungen omnipräsent. Allein schon aufgrund ihrer geografischen und inhaltlichen Zielrichtung bildete die Neue Ostpolitik eine blocküberspringende Initiative von ausgesprochener *delicatesse*. Hinzu kam, dass die Aussichten auf Wandel – der im Verhältnis zum Osten nur eine langfristige Verbesserung bzw. Lösung der deutschen Teilung darstellen konnte – angesichts der umfassenden Status-quo-Politik der beiden Supermächte in Europa als illusionär und geradezu vermessen erscheinen musste.

In diesem Kontext stellten sich für die am Entspannungsprozess beteiligten Staaten und für ihre Gesellschaften grundlegende Fragen: Von Seiten der CDU/CSU wurde die Frage aufgeworfen, ob es nicht besser sei, auf den hart erkämpften internationalen Rechtspositionen zu verharren. In Frankreich, Großbritannien und den USA fragten sich nicht nur höchste Repräsentanten, wie »westlich« die Bundesrepublik in den vergangenen zwanzig Jahren geworden war. Und die Führer des Warschauer Paktes versuchten herauszufinden, welche Gefahr von diesem Rumpfstaat noch für die Nachkriegsgrenzen und die kommu-

61 *Eduard Niznansky*, Das Münchner Abkommen als Faktor der tschechoslowakischen Politik; *Gottfried Niedhart*, Die Ostpolitik der Bundesrepublik und die Normalisierung der Beziehungen zur CSSR; *Christoph Buchheim*, Die Wirtschaftsbeziehungen der Tschechoslowakei mit der Bundesrepublik Deutschland; *Bedrich Utitz*, Die tschechoslowakische Emigration in die Bundesrepublik nach 1968 sowie viele weitere Vorträge auf der Tagung der slowakisch-deutschen sowie tschechisch-deutschen Historikerkommission in Bratislava/Smolenice, 19.–23.3.2003.

62 *Thomas A. Schwartz*, Lyndon B. Johnson and Europe, Cambridge/Mass. 2003; zum Charakter amerikanischer Außenpolitik vgl. besonders *Detlef Junker*, Power and Mission – Was Amerika antreibt, Freiburg 2003.

nistische Ideologie jenseits der Elbe ausgehen konnte. Wer den Status quo verändern wollte, musste ihn – in der berühmten Diktion Bahrs – zunächst einmal anerkennen. Dies bedeutete die Annahme der Nachkriegsrealitäten: von deutscher Schuld und deutschen Verbrechen, von Teilung, Vertreibung, der Existenz eines zweiten, kommunistischen deutschen Staates und dem Verlust ehemaliger deutscher Gebiete. In der sarkastisch-flapsigen Diktion von Ferdinand von Duckwitz – Widerständler, Vertrauter Brandts und Staatssekretär im Auswärtigen Amt – war nun der »Zahltag« gekommen. War aber die (west-)deutsche Bevölkerung tatsächlich schon bereit, diesen Preis zu zahlen und damit – von ihr selbst weitgehend unerkannt – die entscheidende Vorleistung für die ebenfalls in der Neuen Ostpolitik angelegten transformatorischen und revisionistischen Ansätze zu erbringen?

Die Chronologie der Ereignisse ist sattsam bekannt und braucht hier nur noch stichwortartig in Erinnerung gerufen zu werden: Treffen von Erfurt und Kassel, Moskauer und Warschauer Vertrag 1970, Verleihung des Friedensnobelpreises an Brandt sowie Krim-Treffen mit Breschnew und Viermächteabkommen 1971, Misstrauensvotum, Neuwahlen, Ratifizierung, Grundlagenvertrag und Beginn der KSZE-Verhandlungen 1972, Beitritt beider deutscher Staaten zu den UN und Prager Vertrag 1973, Rücktritt Brandts 1974. Allein schon die Nennung dieser Schlüsselbegriffe assoziiert gleichermaßen die Spannung und Komplexität dieser Ära der Ostverträge.⁶³

Hierzu existiert bereits ein substantieller Korpus an älteren historiografischen Arbeiten, etwa von Baring, Link, Bracher, Bingen, Roucek und Potthoff⁶⁴, die aber überwiegend den (west-)deutschen Standpunkt aus bundesdeutschen Archiven rekonstruieren. Die in Paris, London oder Washington aufgeworfenen Fragen, gar das Verstehen der Eigendynamik, die durch die Neue Ostpolitik ausgelöst und durch die temporäre Entspannungspolitik der unterschiedlichen Geschwindigkeiten provoziert wurde, ließen sich auf dieser Basis nicht beantworten. Die bereits vor zwei Jahren von Niedhart an gleicher Stelle getroffene Feststellung, dass es sich hier »um ein Feld handelt, das auf der Basis multiarchivalischer Forschungen erneut beackert werden muss«⁶⁵, hat an Aussagekraft nichts verloren. Aber gerade weil – wie alle Autoren immer wieder betonen – in dieser Ära alles mit allem verknüpft war, die Prozesse, Strategien und Ereignisse also eine außergewöhnliche Komplexität besaßen, scheinen sich auch die meisten jüngeren Forschungen an den Ereignissen, öfter noch an einem thematischen oder nationalen Ausschnitt zu orientieren. Überhaupt scheint sich die historiografische Aufarbeitung von Neuer Ostpolitik und Entspannungsära für diesen Zeitraum noch in der ersten Phase des Sammelns von Einzelstudien zu befinden. Für große Übersichtsdarstellungen und Kompendien, die aus diesen fragmentarischen Ergebnissen eine umfassende, auf dem neuesten Forschungsstand befindliche Darstellung liefern, war es bislang noch zu früh. Zu ungleichgewichtig erscheinen wohl die bislang bearbeiteten Themen, zu gering die Zahl der Mosaiksteinchen, um diesen Wurf wagen zu können. So konnte denn auch ein erster Versuch Suris zum Zusammenhang von

63 Die westdeutsche Aktenüberlieferung findet sich in den entsprechenden Jahresbänden von AAPD und DzDP sowie bei *Heinrich Potthoff*, Bonn und Ost-Berlin 1969–1982 – Dialog auf höchster Ebene und vertrauliche Kanäle, Bonn 1997, (der überwiegend Dokumente aus dem Archiv Helmut Schmidts mit Gesprächsprotokollen aus dem SAPMO kombiniert); und neuerdings bei *Willy Brandt*, Gute Nachbarn.

64 *Arnulf Baring*, Machtwechsel – Die Ära Brandt-Scheel, Stuttgart 1982; *Karl Dietrich Bracher/Wolfgang Jäger/Werner Link*, Republik im Wandel – Die Ära Brandt 1969–1974, Stuttgart 1986; *Libor Roucek*, Die Tschechoslowakei und die Bundesrepublik Deutschland 1949–1989 – Bestimmungsfaktoren, Entwicklungen und Probleme ihrer Beziehungen, München 1990; *Dieter Bingen*, Die Polenpolitik der Bonner Republik von Adenauer bis Kohl 1949–1991, Baden-Baden 1998; *Heinrich Potthoff*, Im Schatten der Mauer – Deutschlandpolitik 1961–1990, Berlin 1999.

65 *Niedhart/Bange*, Relikte der Nachkriegszeit, S. 439, FN 118.

»Power and Protest«⁶⁶, von Innen- und Außenpolitik die eigenen Thesen nur ansatzweise einlösen.

Eine auf umfassende internationale Archivalien gestützte Arbeit zu diesem hochkomplexen Untersuchungsthema könnte hier weitere Erkenntnisse bringen. Wichtige noch nicht ausreichend bearbeitete und bislang nicht genügend thematisierte Fragen betreffen unter anderem die Periodisierung der Entspannungs- und Ostpolitik dieser Jahre⁶⁷, die Dynamik und Polarisierung zwischen und in den betroffenen Gesellschaften, Nationen, Blöcken⁶⁸, die (Dis-)Kontinuität west- wie ostdeutscher Außenpolitik, die Westverankerung der Bundesrepublik in Politik und öffentlicher Meinung, den Mentalitäts- und Perzeptionswandel in und über Deutschland. Neben der arbeitsintensiven Rekonstruktion des international eng verzahnten Geschehens hat eben auch die historiografische Konzeptualisierung von Entspannungsära und Ostpolitik noch große Aufgaben vor sich.

Der besseren Übersicht halber werden die zahlreichen neuen oder in Vorbereitung befindlichen Forschungsarbeiten zur Neuen Ostpolitik im Folgenden drei groben Feldern zugeordnet: (1) den Verträgen, (2) den innenpolitisch-gesellschaftlichen und (3) den internationalen Rahmenbedingungen. Zum Moskauer Vertrag gab es zuletzt zwei bemerkenswerte Aufsätze, die demnächst durch eine britische Dissertation ergänzt werden. 2001 konnte Werner Link erstmalig die westdeutschen Annahmen über Intentionen und Strategie der sowjetischen Verhandlungspartner »im Lichte neuer Archivalien« aus dem Diplomatischen Archiv der Russischen Föderation (AVP RF) überprüfen. Dass dabei neben manch taktischem »Keiltreiben« auch eine große Ernsthaftigkeit der sowjetischen Außenpolitik mit Bezug auf Verbesserung des Verhältnisses zu Westdeutschland und zur Stabilisierung der Situation in Zentraleuropa nachgewiesen wurde, falsifiziert manch etablierte These zeitgenössischer »kremlinologists« über die Aggressivität Moskauer Ziele.⁶⁹ Carsten Tessmer sieht in seinem 2004 erschienenen Aufsatz, in dem er auch amerikanische Quellen verwendet, im Moskauer Vertrag vornehmlich eine Türöffner-Funktion zur Initiierung einer generellen, kontinuierlichen Umwandlung des Ost-West-Konflikts mit dem Fernziel der deutschen Wiedervereinigung.⁷⁰ Julia von Dannenbergs Dissertation beschränkt sich hingegen auf die westdeutschen, vornehmlich diplomatischen Entscheidungsprozesse auf dem Weg zum Moskauer Vertrag. Die Auswertung des Nachlasses von Sahm bringt hier einige neue Erkenntnisse über Verhandlungsstrategie, regierungsinterne Abstimmung und die Dominanz des Kanzleramts, während internationale Rahmenbedingungen und langfristige Zielsetzungen der Neuen Ostpolitik weitgehend ausgeblendet bleiben. Ob Kalkül und Kreml-Wahrnehmung von Auswärtigem und Kanzleramt letztlich stimmig waren,

66 *Jeremy Suri*, *Power and Protest – Global Revolution and the Rise of Detente*, Cambridge/Mass. 2003.

67 Für einen ersten Versuch vgl. einmal mehr *Gottfried Niedhart*, *Ostpolitik – Phases, Short Term Objectives, and Grand Design*, in: *David C. Geyer, Bernd Schaefer* (Hrsg.), *American Détente and German Ostpolitik 1969–1972*, Washington 2003, S. 118–136. Aufgrund der dargestellten Literatur und ihrer Ergebnisse folgt auch der vorliegende Forschungsbericht einer Periodisierung, die die Neue Ostpolitik in eine Phase der Vorüberlegungen, der Konzeptionalisierung und ersten Erprobung während der Großen Koalition, in die bilaterale Ära der Ostverträge und die Multilateralisierung etwa in der KSZE einteilt.

68 Erste Ansätze brachte die vom Lemnitzer Center for NATO and European Union Studies, Kent State University, Ohio, im April 2004 veranstaltete Konferenz »Nato and the Warsaw Pact: Intra-Bloc Conflicts«, deren Beiträge 2006 von *Victor Papacosma/Mary Heiss* herausgegeben werden. Dort auch der Beitrag des Autors »Ostpolitik as a Source of Intra-Bloc Tensions«.

69 *Werner Link*, *Die Entstehung des Moskauer Vertrages im Lichte neuer Archivalien*, in: *VfZ* 49 (2001), S. 295–315.

70 *Carsten Tessmer*, »Thinking the Unthinkable« to »Make the Impossible Possible« – Ostpolitik, Intra-German Policy, and the Moscow Treaty, 1969–1970, in: *Geyer/Schaefer*, *American Détente*, S. 53–66.

der Moskauer Vertrag aus Bonner Sicht kurz- oder langfristig erfolgreich oder der von der Union geunkte »Ausverkauf« war, muss in dieser methodologischen Selbstbeschränkung letztlich offen bleiben.⁷¹ Zum Warschauer Vertrag⁷² erschienen das bereits zitierte Werk von Mieczyslaw Tomala, das einerseits viele relevante polnische Dokumente auf Deutsch ganz oder auszugsweise wiedergibt, das andererseits in der Interpretation von Gomulkas Absichten aus den Erfahrungen des Autors als Deutschlandexperte und Berater des PVAP-Chefs schöpft. Für Tomala – wie auch für Selvage, der anschließend besprochen wird – war Gomulka 1969/70 ein von den Ereignissen Getriebener. Die Kombination aus Moskaus West- und Bonns Neuer Ostpolitik erschien in Warschau wieder einmal als fatale Zange. Gomulka prophezeite die Destabilisierung der DDR und damit eine Gefährdung sowohl der polnischen Westgrenze als auch der kommunistischen Herrschaft in Polen. Das Drängen auf den Vertrag lässt sich somit als Rettungsaktion verstehen, die in der zeitlichen Abfolge zum Moskauer Vertrag zugleich auch die bestehenden Abhängigkeiten dokumentierte. Der vor zwei Jahren erschienene Aufsatz von Douglas Selvage verspricht zwar den Warschauer-Pakt-Kontext des Vertrages, basiert aber ausschließlich auf Dokumenten aus den Parteiarchiven von PVAP und SED, vornehmlich Büroakten von Gomulka und Ulbricht.⁷³ Rückschlüsse auf die Validität der polnischen und ostdeutschen Wahrnehmung Moskauer und Bonner Intentionen sind aus diesem Ansatz nicht zu gewinnen – eine Aufgabe, der sich auf deutlich umfangreicherer Quellenbasis wiederum die in Arbeit befindliche Habilitation von Wanda Jarzabek an der Polnischen Akademie der Wissenschaften zu den deutsch-polnischen Beziehungen in der Entspannungsära widmet.⁷⁴

Neueste Details zum Viermächteabkommen betreffen vor allem die geheimen sogenannten »back channel« – Verhandlungen der Sowjets und Amerikaner mit den eigentlich dazu gar nicht berechtigten Westdeutschen – ohne Wissen der Franzosen und Briten. Letztere kokettierten – aus Sicht Washingtons und Moskaus wohl allzusehr – mit ihrem scheinbar im Besatzungsrecht kodifizierten Großmachtanspruch, während allein die Bundesregierung auf westlicher Seite über rechtliches und finanzielles Verhandlungsmaterial verfügte, die zu einem ausgeglichenen Abkommen beitragen konnten. Eine Auswahl relevanter Dokumente aus dem Depositum Egon Bahrs im Archiv der sozialen Demokratie ist sowohl in den entsprechenden AAPD- als auch DzDP-Bänden erschienen. 2006 soll David C. Geyer, so zumindest die Ankündigung des State Department, die dazu im amerikanischen Nationalarchiv lagernden Materialien im Deutschland-Band der FRUS-Reihe edieren. Sozusagen als Vorabinformation hat Geyer vor zwei Jahren dazu einen Aufsatz geschrieben, der Kissinger ins Zentrum dieses Netzes informeller Kanäle setzt und ganz überwiegend auf Dokumente aus den Nixon Materialien im NARA gestützt ist.⁷⁵ Bei Geyer avanciert der amerikanische Sicherheitsberater damit zur zentralen Figur, zu einem

71 Julia von Dannenberg, *The Fruits of Daring Diplomacy – The Making of the Moscow Treaty*, 12. August 1970, DPhil Oxford 2004.

72 Zur Einbettung in und langfristigen Wirkung auf die deutsch-polnischen Beziehungen siehe auch die Erinnerungen von *Wladyslaw Bartoszewski*, *Und reiß uns den Hass aus der Seele – Die schwierige Aussöhnung von Polen und Deutschen*, Warschau 2005; sowie *Ursula A. J. Becher* (Hrsg.), *Deutschland und Polen im 20. Jahrhundert – Analysen, Quellen, didaktische Hinweise*, Hannover 2001; *Wolf-Dieter Eberwein* (Hrsg.), *Die deutsch-polnischen Beziehungen 1949–2000*, Opladen 2001.

73 *Douglas Selvage*, *The Treaty of Warsaw – The Warsaw Pact Context*, in: *Geyer/Schaefer*, *American Détente*, S. 67–79.

74 Der genaue Titel steht noch nicht fest; Bei Einlösen der methodologischen Prämissen könnte die Arbeit Jarzabeks viele bisherige »blind spots« der Historiografie füllen helfen.

75 *David C. Geyer*, *The Missing Link – Henry Kissinger and the Back-Channel Negotiations on Berlin*, in: *Geyer/Schaefer*, *American Détente*, S. 80–97. Für den Kanal zwischen Kanzleramt und Kreml nach wie vor unverzichtbar ist *Wjatscheslaw Keworkow*, *Der geheime Kanal – Moskau, der KGB und die Bonner Ostpolitik* (mit einem Nachwort von Egon Bahr), Berlin 1995.

wahren »power broker«, in diesem internationalen Geschäft – und mit ihm Nixons am Status quo orientierte Variante der Détentepolitik zum zentralen Stabilitätsfaktor in Europa.

Zum Verkehrs- und Grundlagenvertrag zwischen Bonn und Ostberlin stellt die Monografie von Mary E. Sarotte die DDR-Sicht vor.⁷⁶ Demnach agierte die DDR-Führung in völliger Abhängigkeit und unter ständiger Kontrolle von Moskau. Trotz einer zu erwartenden Verschärfung der innenpolitischen Instabilität boten internationale Anerkennung und ökonomische Vorteile entscheidende Anreize zum »Pakt mit dem [westdeutschen] Teufel«. Sarotte liefert damit zwar auch ein wichtiges Stück Perzeptionsgeschichte, darin fehlt aber das westdeutsche Pendant. Die Rolle der Neuen Ostpolitik bzw. von Ulbrichts Reaktion darauf für den Machtwechsel zu Honecker wird zwar angerissen, bedarf aber genauso weiterer Forschungsarbeiten wie die auch weiterhin wenig erforschte Rolle von Mielkes MfS als deutschlandpolitisches Kontrollinstrument über die eigenen Spitzenpolitiker mit Rückkopplung in Moskau.

Publikationen und Forschungsprojekte zu den innenpolitischen Rahmenbedingungen der Neuen Ostpolitik zwischen 1969 und 1974 sind, bislang zumindest, weniger zahlreich. Interessant ist die Dissertation von Jens Schultz zum Verhältnis zwischen Sozialdemokratie und Kommunismus im Zeichen der Neuen Ostpolitik.⁷⁷ Schultz schließt dabei aus dem verstärkten innenpolitischen und innerparteilichen Antikommunismus der SPD auf die letzten Ziele von Brandts Ostpolitik. Demnach lag es in der Logik der Kontakt- und Kommunikationsstrategie als Herzstück der Neuen Ostpolitik, dass die dazu notwendige Öffnung auch den Kommunisten neue Einwirkungsmöglichkeiten im Westen eröffnete, gegen die Brandt seine Partei (genauso wie etwa Gewerkschaften und Staat) zu schützen gedachte. Schon 2001 hat Frank Fischer in der Publikation seiner Erlangerer Dissertation auf die vielschichtigen Verflechtungen zwischen der Innen- und Ostpolitik der SPD aufmerksam gemacht.⁷⁸ Die in diesem Zusammenhang vielleicht interessanteste von zahlreichen Thesen in Fischers Buch lautet, dass die Konzentration Brandts auf die Außen-, Ost- und Deutschlandpolitik zu Lasten des innenpolitischen Reformprogramms ging, was 1973 in Zeiten zunehmend diffizilerer internationaler Rahmenbedingungen mit Öl- und Wirtschaftskrise schließlich in eine Art Abwärtsspirale und Selbstdemontage führte, die mehr noch als die Guillaume-Affäre für den Rücktritt im April 1974 verantwortlich zeichnet.

Besonders überraschend wirkt, wie wenig Neuerscheinungen in den letzten Jahren zur Politik der parlamentarischen und gesellschaftlichen Opposition zur Neuen Ostpolitik publiziert wurden. Es gibt nach wie vor kein Pendant für die siebziger Jahre zu den bereits zitierten Werken Ahonens und Sticklers über die Wirkungsmächtigkeit der Vertriebenenverbände in den fünfziger und sechziger Jahren. Immerhin hat 2005 Andreas Grau in seiner Bonner Dissertation gewissermaßen die Nachfolge von Taschlers Auswertung der CDU/CSU-Fraktionsprotokolle angetreten, die er für die Jahre 1969 bis 1973 fortführt.⁷⁹ Dass

76 *Mary E. Sarotte*, *Dealing with the Devil – East Germany, Détente, and Ostpolitik 1969–1973*, Chapel Hill 2001.

77 *Jens Schultz*, *Sozialdemokratie und Kommunismus – die ideologische und organisationspolitische Auseinandersetzung der SPD mit dem deutschen Kommunismus 1969–1974*, Mannheim, Diss. i. V.

78 *Frank Fischer*, »Im deutschen Interesse« – Die Ostpolitik der SPD von 1969 bis 1989, Husum 2001; ders., Von der »Regierung der inneren Reformen« zum »Krisenmanagement« – Das Verhältnis zwischen Innen- und Außenpolitik in der sozial-liberalen Ära 1969–1982, in: *AfS* 44 (2004), S. 395–414.

79 *Andreas Grau*, *Gegen den Strom – Die Reaktion der CDU/CSU-Opposition auf die Ost- und Deutschlandpolitik der sozial-liberalen Koalition 1969–1973*, Düsseldorf 2005. *Gassert*, *Kiesinger*, S. 731, vertritt die Auffassung, dass sich die parteipolitischen Lager ab 1969 über eine den Alltag der meisten Menschen nicht tangierende Frage polarisierten, »während gesellschaftspolitisch der Konsens weitgehend intakt blieb.«

Graus Diktion dabei deutlich parteiische Einfärbungen verrät, stört dabei weniger als seine deskriptiv gehaltene Darstellung, die durch etwas mehr Analyse und Einordnung sicher an Spannung gewonnen hätte. Dies gilt insbesondere für die innere Zerrissenheit der CDU, die innerparteiliche Schwäche Rainer Barzels und den schwierigen Entscheidungsprozess über eine neue ostpolitische Position der Union. Die innenpolitische Polarisierung durch die Neue Ostpolitik und ihre Instrumentalisierung für Wahlkämpfe und andere partei- und gesellschaftspolitische Ziele spiegelt sich auch, wie Anja Kruke anschaulich gemacht hat, im »Kampf um die politische Deutungshoheit« mit Hilfe von Meinungsforschung und ihrer gezielten Plazierung in und Nutzung durch die westdeutschen Medien gerade auch zum Höhepunkt der ostpolitischen Auseinandersetzungen im Jahre 1972.⁸⁰

Fragen und Desiderate bezüglich der internationalen Einordnung der Neuen Ostpolitik bleiben, wie gesagt, an vielen Punkten noch offen. Eine Schlüsselkategorie sowohl für den Erfolg der Neuen Ostpolitik als auch für ihre Vereinbarkeit und Rolle im (west-)europäischen Integrationsprozess bildet die Haltung der britischen Regierungen unter Wilson und Heath. Tatsächlich legen britische und deutsche Quellen vielfach den Gedanken eines Deals zwischen Londons Unterstützung für die Ostpolitik der sozial-liberalen Koalition und Bonns Forcierung eines britischen Beitritts zur EG nahe. Ausgerechnet die Deutschland betreffenden Beiträge im Sammelband Oliver Daddows zur Europainitiative Wilsons bieten dazu bereits Hinweise, bleiben aber im Ergebnis noch blass.⁸¹ Abhilfe verspricht ein Forschungsvorhaben von Luca Ratti von der Universität Rom, der dazu neben diplomatischen Quellen auch Nachlässe in Großbritannien gesichtet hat und zur Zeit deutsche Staats- und Parteiarchive bearbeitet. Marie-Pierre Rey, Georges-Henri Soutou, Andreas Wilkens, Gottfried Niedhart und Markus Bernath haben wiederholt auf die tiefen Zweifel hingewiesen, die der französische Präsident Georges Pompidou gegenüber der Ostpolitik und den deutschen Absichten hegte.⁸² Für ihn war – im Gegensatz zu Nixon – weniger der Transformationsansatz Stein des Anstoßes, sondern die scheinbar mangelhafte Kontrolle der damit womöglich auszulösenden Ereignisse. Nach den Erfahrungen von Prag 1968 maß Pompidou der Strategie Brandts und Bahrs eine hohe Erfolgswahrscheinlichkeit zu und fragte sich und seine Berater, was wohl geschähe, wenn die Neuen Ostpolitiker in Bonn die Gelegenheiten erhielten, ihre Strategie demnächst auch in der DDR auszupro-

80 Anja Kruke, Der Kampf um die politische Deutungshoheit – Meinungsforschung als Instrument von Parteien und Medien in den Siebzigerjahren, in: AfS 44 (2004), S. 293–326; vgl. auch *dies.*, Zwischen Verwissenschaftlichung und Medialisierung – Demoskopie und ihre Auswirkungen auf den politischen Massenmarkt der Bundesrepublik 1949–1990, Diss. Bochum 2004.

81 Oliver Daddow (Hrsg.), Harold Wilson and European Integration – Britain's Second Application to join the EEC, London 2003. Die Habilitation des Autors enthält erste Anhaltspunkte für einen solchen informellen Deal, insbesondere zum Sommer 1969. Dass sich diese Absprachen auch auf Brandts Verhalten auf dem entscheidenden EG-Gipfel in Den Haag im Dezember 1969 ausgewirkt haben, bleibt zu vermuten. Ohne Hinweis darauf: Claudia Hiepel, The Hague Summit of the EC – Britain's entry and the »New« Atlantic partnership, Vortrag auf der Konferenz »The Atlantic Community Unraveling?« an der Vanderbilt University in Nashville/Ten. im September 2004 sowie die Cambridger Dissertation von 2006 von Hartmut Philippe über die deutsch-britischen Beziehungen während Wilsons Erneuerung des EG-Antrages.

82 Für Rey s. o.; Georges-Henri Soutou, L'attitude de Georges Pompidou face à l'Allemagne, in: Association Georges Pompidou (Hrsg.), Georges Pompidou et l'Europe, Brüssel 1995, S. 267–313; Gottfried Niedhart, Partnerschaft und Konkurrenz – Deutsche und französische Ostpolitik in der Ära Brandt und Pompidou, in: Ilja Mieck/Pierre Guillen (Hrsg.), Deutschland – Frankreich – Rußland – Begegnungen und Konfrontationen, München 2000, S. 345–371; Andreas Wilkens, Accords et désaccords – La France, l'Ostpolitik et la question allemande 1969–1974, in: Ulrich Pfeil (Hrsg.), La République Démocratique Allemande et l'occident, Paris 2000 (sowie zahlreiche weitere Aufsätze von Wilkens); Markus Bernath, Wandel ohne Annäherung – Die SPD und Frankreich in der Phase der neuen Ostpolitik 1969–1974, Baden-Baden 2001.

bieren. Das Szenario von Massenaufständen, ihrer gewaltsamen Niederschlagung, dem Eingreifen westdeutscher Verbände, die Involvierung sowjetischer Soldaten mit Folgewirkungen bis hin zu einem möglichen Atomwaffeneinsatz erschien ihm dann durchaus wahrscheinlich. Zu den Konsequenzen dieser persönlichen Alpträume auf die deutsch-französischen Beziehungen auch in anderen Bereichen dürften die beiden Essener Dissertationen von Carine Germand und Claudia Hiepel bald weitere Facetten beitragen.⁸³

In den USA stieß die Neue Ostpolitik zunächst auf blanke Ablehnung. Sowohl Transformation als auch die Tatsache, dass sie ein deutscher Sozialist betreiben wollte, waren Anathema für Nixon.⁸⁴ Kissinger sah die Dinge zwar differenzierter, befand sich aber selbst in einer delikaten Lage zwischen der diplomatischen Maschinerie des State Department und dem präsidentiellen Antikommunismus. Hinzu kam, dass die CDU/CSU in Washington nur Wochen nach dem Machtwechsel 1969 bereits den Eindruck erweckte, die neue Regierung – bei entsprechender Hilfe aus dem Weißen Haus – stürzen zu können. Erst als die noch ausstehende Ratifizierung der deutschen Ostverträge mit den Berlinverhandlungen und einer möglichen Europäischen Sicherheitskonferenz verlinkt wurde, mutierten die Früchte der Bonner Ostpolitik auch zu einem »asset«, mit dem Kissinger in Moskau wuchern konnte. Konsequenterweise wurden erst dann, im Frühjahr 1972, auch die Beziehungen zu Brandt und Bahr herzlich, während Kissinger seinem Präsidenten beschied, dass nunmehr die von Barzel vorgetragene Sturzscenarien nicht mehr in den »game plan« des Weißen Hauses passten. Statt die Ostpolitik offen zu bekämpfen, entschied man sich, wie Kissinger in einem Gespräch mit dem Autor erzählte, nun dazu, die Ostpolitik zu unterstützen – und damit letztlich dirigieren und kontrollieren zu können.⁸⁵ Die Dreiecksverhältnisse Washingtons zu Paris bzw. London und Bonn, die Nixon zur Bekämpfung und Kontrolle Brandts und seiner Ostpolitik einzusetzen beabsichtigte, blieben aufgrund der skizzierten unterschiedlichen Interessenlage immer problematisch.⁸⁶

Das zweite entscheidende Forum für die Rezeption der Ostpolitik waren die eigentlichen Adressaten, die Staaten des Warschauer Paktes, allen voran die UdSSR und die DDR. Über das Desiderat einer auf internationale Quellen gestützten Historiografie der Außenpolitik der DDR ist bereits gesprochen worden.⁸⁷ Dies gilt umso mehr für die Perspektiven der anderen Warschauer-Pakt-Staaten im Umgang mit der Neuen Ostpolitik und ihren Bonner Galionsfiguren. Hier gilt es, ein weitgehendes Fehlen relevanter historiografischer Darstellungen nicht nur seitens rumänischer, bulgarischer, russischer, tschechischer etc., sondern auch deutscher Historiker zu konstatieren. Eine Ausnahme bildet der 2004 von Jerzy Holzer und Jerzy Fiszer edierte Sammelband, der sich mit der Reaktion der Staaten

83 *Carine Germand*, Deutsch-französische Beziehungen 1963–1989; *Claudia Hiepel*, Willy Brandt, Georges Pompidou und die europäische Einigung 1969–1974; beide Diss. i. V.

84 Vgl. die handschriftliche Anmerkung Nixons auf einem Memorandum Kissingers vom Juli 1970. NARA: Nixon Papers, NSC, Country Files – FRG, Bd. 683.

85 Gespräch Kissingers mit dem Autor im Juli 2003 in New York. Für Kissingers eigene Sicht zu Deutschland vgl. auch *Holger Klitzing*, *The Nemesis of Stability – Henry A. Kissinger's Ambivalent Relationship with Germany*, Diss. Heidelberg 2005.

86 Zu diesem faszinierenden Aspekt Bonner Ostpolitik vgl. *Stephan Fuchs*, »Dreiecksverhältnisse sind immer kompliziert« – Kissinger, Bahr und die Ostpolitik, Hamburg 1999 (ohne Quellen, aus Interviews arbeitend); *Gottfried Niedhart*, Das Problem der Détente im deutsch-französisch-amerikanischen Diskurs 1969/70, Vortrag vor der Konferenz Deutschland-Frankreich-Nordamerika – Transfers, Imaginationen, Relationen in Bonn im September 2004; *ders.*, Frankreich und die USA im Dialog über Détente und Ostpolitik, in: *Francia*, 31 (2004), S. 65–85; *ders.*, Anglo-American Relations in the Era of Détente and the Challenge of Ostpolitik, Vortrag vor der Konferenz »From Enmity to Friendship – Anglo-American Relations in the 19th and 20th Century«, Mülheim 2004.

87 Hierzu ausführlich der Forschungsbericht des Autors, Die Außenpolitik der DDR – Plädoyer für ein vernachlässigtes Forschungsfeld, in: *AfS* 44 (2004), S. 492–500.

des Warschauer Paktes auf die Ostpolitik der Bundesrepublik befasst.⁸⁸ Die Aufsätze sind jedoch stark heterogen: manche Beiträge (wie etwa von Christoph Kleßmann, Dieter Bingen, Miroslav Kunštát, Piotr Pysz) sind auf Deutsch, alle anderen auf Polnisch verfaßt; nur einige (vor allem von Piotr Madajczyk, Kunštát und Jarzabek) basieren auf archivalischen Quellen und heben sich damit teils deutlich von den benachbarten Erinnerungsberichten ab. Bahnbrechend sind die auf einer soliden Quellenbasis argumentierenden, allerdings noch nicht veröffentlichten Aufsätze von Mihail Ionescu über Rumänien und die deutsche Frage in den sechziger- und siebziger Jahren, von Csaba Bekes über die Abstimmungen im Warschauer Pakt über eine Europäische Sicherheitskonferenz, bei denen der deutschen Frage und der Bonner Ostpolitik entscheidende Bedeutung zufiel, sowie von Svetlana Savranskaya über sowjetische Détente und die Veränderung des Status quo in Mitteleuropa.⁸⁹ Das im Dezember 2005 angelaufene VW-Projekt zur Wirkungsgeschichte der KSZE an der Universität Mannheim, an dem Historiker aus sämtlichen ehemaligen Mitgliedsstaaten des Warschauer Paktes beteiligt sind, wird – so steht zu hoffen – weitere Schneisen in diese historiografische Terra incognita schlagen und damit auch einen wichtigen Beitrag zur Ostpolitikforschung leisten.

IV. MULTILATERALISIERUNG UND KODIFIZIERUNG IN DER KSZE ALS VERSUCH DER UNUMKEHRBARMACHUNG BONNER OSTPOLITIK

In nur wenigen Jahren war die Bundesrepublik im Westen vom Nachzügler und Bremser zum Vorreiter und Motor der Entspannung geworden. Die Umsetzung der Neuen Ostpolitik veränderte die Struktur der Ost-West-Beziehungen nachhaltig. Die Reaktionen der Staaten des Warschauer Paktes waren zwar alles andere als uniform und auch keineswegs nur positiv. Dennoch bleibt zu konstatieren, dass es dieser aktiven Bonner Ostpolitik gelang, im kommunistischen Block seit langem etablierte Perzeptions- und Politikmuster grundlegend in Frage zu stellen. Die von den Neuen Ostpolitikern in allen westdeutschen Parteien intendierte Deeskalation des Ost-West-Konfliktes erfolgte auf mehreren Ebenen – von persönlichen zu Partei-, Wirtschafts- und Kulturkontakten, von kleineren bilateralen Fachabkommen über aufsehenerregende Staats- und Handelsverträge bis hin zu Abrüstungsverhandlungen, die notwendigerweise auch die militärischen Blöcke involvierten. Die Multilateralisierung dieser Deeskalationspolitik in der KSZE war aber weder zufällig noch zwangsläufig. Die nach langjährigen Verhandlungen 1975 in Helsinki versammelte Konferenz der Regierungschefs bedeutete beides: die Anerkennung der Nachkriegsrealitäten in Europa *und* den Beginn einer neuartigen multilateralen Dynamik in den Ost-West-Beziehungen. Für beide Aspekte war die Bonner Ostpolitik von zentraler Bedeutung. Um-

88 Jerzy Fiszer/Jerzy Holzer (Hrsg.), *Recepcja Ostpolitik w RFN i w krajach bloku komunistycznego*, Warschau 2004.

89 Mihail E. Ionescu, *Impactul politicii rasaritene a RFG asupra politicii interne si externe a Romaniei*. Vortrag auf einer Tagung in Berlin im Januar 2005, bislang unveröffentlicht; Csaba Bekes, *The Warsaw Pact and the Preparation for a European Security Conference 1964–1970*, Vortrag auf den Konferenzen in Münster 2004 und Zürich 2005 sowie der auf Ungarns Perzeption der Ostpolitik fokussierender Beitrag für den 2006 von Bange/Niedhart bei Berghahn Books geplanten Sammelband »The CSCE 1975 and the Transformation of Europe«; Svetlana Savranskaya, *Soviet Interests, Expectations and Reactions to the Signing of the Helsinki Final Act*, *ibid.* Dazu etwas traditioneller bereits Matthew J. Ouimet, *The Rise and Fall of the Brezhnev Doctrine in Soviet Foreign Policy*, Chapel Hill 2003. Zur Perzeptionsgeschichte der Ostpolitik sind im Laufe des Jahres 2006 noch die Ergebnisse der Konferenz »Ostpolitik 1969–1974 – The European and Global Response« an der Ohio State University im Mai 2006 nachzutragen, über deren Ergebnisse dem Autor bei Redaktionsschluss noch keine Einzelheiten bekannt waren.

gekehrt stellte die Konferenz von Helsinki aber auch einen Höhepunkt der von Moskau mitinitiierten Entspannungsära dar. Die Reaktionen im Warschauer Pakt divergierten enorm: Die Machthaber in Polen und der DDR fürchteten nichts so sehr wie eine weitere, vielleicht unkontrollierbar werdende Öffnung nach Westen. Zugleich schien man in Ungarn, dass sich mit seinem außenpolitischen Gehorsam gegenüber der sowjetischen Führungsmacht innenpolitischen und wirtschaftlichen Spielraum erkaufte, nur auf ein Signal gewartet zu haben, um die Kontakte zum Westen und insbesondere zur Bundesrepublik intensivieren zu können. Der noch relativ junge Führer der rumänischen KP, Ceausescu, hatte sich spätestens 1968 selbst als Vorreiter von Entspannung in Europa geriert (die sich aber keinesfalls auf die innerrumänischen Verhältnisse ausweiten sollte); und in Bulgarien wollte oder konnte Todor Schiwkow einerseits auf den Schutz der übermächtigen sowjetischen Genossen nicht verzichten, war andererseits aber allzu gern bereit, die traditionellen Wirtschaftsbeziehungen zu Deutschland (lies: zur prosperierenden Bundesrepublik) möglichst rasch wiederzubeleben.⁹⁰

Seit 1954 hatte die Forderung nach einer Europäischen Sicherheitskonferenz zum festen Propagandarepertoire des Ostens gehört. Doch erst mit dem sogenannten Budapester Appell des Warschauer Pakts Anfang 1969 trat Verhandlungsbereitschaft an die Stelle bisheriger Rhetorik. Vor diesem Hintergrund konnte der Planungsstab im Auswärtigen Amt unter der Leitung von Bahr eine Strategie ausarbeiten, die nach einer Phase des bilateralen Gewaltverzichts und einer vertraglichen Institutionalisierung der Entspannung in eine Multilateralisierung der Ostpolitik münden sollte. Ziel war eine Konferenz, die ein umfassendes Europäisches Sicherheitssystem begründen und auf diese Weise die deutsche Frage neu aufrollen sollte. Außerdem sollte die Konferenz, was später in »Korb III« besprochen wurde, zu mehr Informationsfreiheit und Freizügigkeit im Warschauer Pakt und damit zu einem deutlichen Wandel in den Gesellschaften und politischen Systemen des östlichen Europa führen. Indem Bonn durch die Respektierung des Status quo eine für das Zustandekommen der Konferenz unabdingbare Vorleistung erbrachte, schuf es zugleich die Voraussetzung, um mit »Korb III« eine zentrale Forderung des Westens durchsetzen und die ursprüngliche sowjetische Vorstellung von den Inhalten einer Europäischen Sicherheitskonferenz nicht nur zu erweitern, sondern geradezu in ihr Gegenteil verkehren zu können.⁹¹

Angesichts dieses in der Tat großformatigen Bildes vielseitiger – und vielfach divergierender – nationaler und gesellschaftlicher Interessen wird deutlich, welche gehobene Ansprüche an die historische Forschung zur Entspannungs- und Ostpolitik in ihrer multilateralen Phase gestellt werden. Ohne eine umfassende, sprich möglichst breite internationale Quellenbasis sind weder die Validität nationaler oder individueller Einschätzungen noch Erfolg oder Misserfolg der diversen Politikansätze hinreichend zu beurteilen. Die Vernetzung nationaler Forschungen drängt sich auf. Gemessen daran befindet sich die Forschung aber erst in bescheidenen Anfängen, was auch damit zusammenhängen dürfte, dass diese Phase der Zeitgeschichte infolge der allgemein geltenden Sperrfristen gerade erst zum Forschungsgegenstand zu werden beginnt. Völlig korrekt hat kürzlich Jost Dülffer die Desiderata benannt: Die Vorgeschichte der KSZE sei »noch kaum mit internen Quellen

90 Vgl. *Jordan Baev* (Hrsg.), *Bulgaria and the Cold War – Documents From Todor Zhivkov's Personal Records. 1956–1989*, a CD ROM bilingual documentary volume, Sofia 2002 (mit historischer Einleitung des Herausgebers).

91 Die hier vorgestellte Dichotomie von Sicherheit und Wandel, angelegt sowohl in der bundesdeutschen Ostpolitik als auch später im KSZE-Prozess, basiert auf den Ausführungen von *Gottfried Niedhart*, *Status quo vs. Peaceful Change – The German Question During the ESC/CSCE Process*, und *Oliver Bange*, *An Intricate Web – Ostpolitik, the European Security System and Unification*, aus dem unten angeführten, noch 2006 bei Berghahn erscheinenden Sammelband »The CSCE 1975 and the Transformation of Europe«.

untersucht worden«, und es mangle an »gründlichen Forschungen« zu verschiedenen Aspekten der Annäherung zwischen Ost und West.⁹²

Damit soll nicht gesagt werden, dass eine historiografische KSZE-Forschung über keinerlei Anknüpfungspunkte verfügen würde. Zu nennen sind zunächst die Forschungen zur Entspannungspolitik allgemein und zur Vorgeschichte und zum Beginn der KSZE im Besonderen.⁹³ Die Problematik einer europäischen Sicherheitskonferenz, die 1954 von der Sowjetunion angestoßen und seitdem immer wieder diskutiert wurde, und die KSZE selbst sind bisher eine Domäne der Politikwissenschaftler gewesen⁹⁴ bzw. aus dem Blickwinkel von früheren Diplomaten behandelt worden.⁹⁵ Die historische Forschung, die über publizistisches Material und die ältere Forschung⁹⁶ hinausgeht, steckt zum Teil noch in den Kinderschuhen. Erste Ansätze erfolgten kürzlich im Rahmen einer von Wilfried Loth und Georges Soutou organisierten Konferenz über »Eastern Europe and Western Europe in the Cold War 1965–1975«⁹⁷. Aber auch hier stand die KSZE als neuartige Institution zur Zivilisierung des Ost-West-Konflikts oder als Katalysator für die Liberalisierung in einzelnen Staaten des Warschauer Pakts im Vordergrund, während ihre Bedeutung für die Neustrukturierung des deutsch-osteuropäischen Wahrnehmungs- und Beziehungsgeflechts noch nicht beschrieben worden ist. Ähnliches gilt für die im September 2005 in Zürich abgehaltene internationale Tagung »At the Roots of the European Security System – Thirty Years since the Helsinki Final Act«, auf der das internationale System der Détente-Jahre aus der Perspektive fast aller Teilnehmerstaaten der KSZE umfassend beleuchtet wurde.⁹⁸ Einigen Schlüsselfragen der KSZE – von »Ersatz-Frieden« (so der amerikanische Delegationsleiter John Maresca) über »peaceful change« zu »freedom of movement« – soll sich ein noch für 2006 bei Berghahn Publishers angekündigter internationaler Sammelband unter dem Titel »The CSCE 1975 and the Transformation of Europe« widmen. Im Mittelpunkt steht dabei die sogenannte »deutsche Frage« als zentrales Problem für das beabsichtigte Europäische Sicherheitssystem genauso wie für Status quo oder Wandel in Europa.⁹⁹

92 Jost Dülffer, Europa im Ost-West-Konflikt 1945–1991, München 2004, S. 187 f.

93 Erwähnt seien nur Gustav Schmidt (Hrsg.), Ost-West-Beziehungen – Konfrontation und Détente 1945–1989, 3 Bde., Bochum 1993–95; Raymond L. Garthoff, Détente and Confrontation: American-Soviet Relations from Nixon to Reagan, Washington 1994; Wilfried Loth, Helsinki, 1. August 1975. Entspannung und Abrüstung, München 1998; Georges-Henri Soutou, La guerre de cinquante ans. Le conflit Est-Ouest 1943–1990, Paris 2001; Jussi Hanhimäki, The Flawed Architect. Henry Kissinger and American Foreign Policy, Oxford 2004. Im Übrigen sei auf die Erfassung der Literatur bei Dülffer verwiesen.

94 Vgl. Peter Schlotter, Die KSZE im Ost-West-Konflikt. Wirkung einer internationalen Institution, Frankfurt/Main 1998; Sigrid Pöllinger, Die KSZE/OSZE als Friedens- und Menschenrechtsorganisation 1966–1998, München 2000; Daniel C. Thomas, The Helsinki Effect. International Norms, Human Rights, and the Demise of Communism, Princeton 2001.

95 Erschienen sind einige Memoiren von Beteiligten. Darüber hinaus gehen John J. Maresca, To Helsinki – The Conference on Security and Cooperation in Europe 1973–1975, Durham 1987 sowie Jacques Andréani, Le piège – Helsinki et la chute du communisme, Paris 2005.

96 Vgl. etwa Vojtec Mastny, Helsinki – Human Rights and European Security. Analysis and Documentation, Durham 1986; P. Becker, Die frühe KSZE-Politik der Bundesrepublik Deutschland, Hamburg 1992.

97 Die von Wilfried Loth/Georges Soutou organisierte Konferenz »Eastern Europe and Western Europe in the Cold War 1965–1975« fand vom 21.–23. Oktober 2004 in Münster statt; die Beiträge sollen 2006 veröffentlicht werden.

98 Konferenz »At the Roots of the European Security System – Thirty Years since the Helsinki Final Act«, Zürich, 7.–10.9.2005, organisiert vom Center for Security Studies der ETH Zürich in Kooperation mit dem National Security Archive, Washington, und dem Machiavelli Center der Universität Florenz. Eine Auswahl der Vorträge soll in Form eines Sammelbandes Anfang 2007 bei Routledge erscheinen.

99 Voraus. Titel und Erscheinungsjahr: Gottfried Niedhart/Oliver Bange (Hrsg.), The CSCE 1975 and the Transformation of Europe, Oxford etc. 2006.

Mit dem KSZE-Prozess eng verbunden ist das genauso weite wie für den Gang der Geschichte wichtige und dabei historiografisch bislang ebenfalls wenig bearbeitete Themenfeld von Eigen- und Fremdwahrnehmung. Publikationen zur politisch-historischen Relevanz sind hier nach wie vor selten. Ausnahmen mit Bezug zur Ostpolitikforschung bilden der im Jahre 2000 im Auftrag der Brandt-Stiftung herausgegebene Band zur Wahrnehmung Willy Brandts in Polen und Deutschland¹⁰⁰ sowie die immer noch relevante Studie von Reiner Albert zur Wahrnehmung der Sowjetunion durch Bonns Akteure der Neuen Ostpolitik.¹⁰¹ Wichtige Ansätze in der Spezialfrage der Bedrohungsanalyse und der (Fehl-)Einschätzung von Militärpotentials liefern hier die mit einer längeren Einführung versehene Dokumentation zur Geschichte des Warschauer Pakts von Vojtec Mastny und Malcolm Byrne, die von Gustav Schmidt herausgegebene Geschichte der NATO und die Monografie von Dana Allin.¹⁰² Mit Deutschlandbildern im östlichen und westlichen Europa befassten sich 1991 und 1993 von Hans Süßmuth und Günter Trautmann herausgegebene Bände¹⁰³, deren Fragestellungen im Lichte neu zugänglich gewordener Quellen unbedingt weiterverfolgt werden sollten. Einen wichtigen Schritt in diese Richtung stellt der 2005 erschienene Band des Archivs für Sozialgeschichte dar, wo der West-Ost-Verständigung im Spannungsfeld von Gesellschaft und Staat seit den sechziger Jahren nachgegangen wird.¹⁰⁴ Gerade durch die Kombination dieser Ansätze – zwischen Wirtschafts-, Medien-, Diplomatie- und Perzeptionsgeschichte – versucht das bereits erwähnte und gerade erst angelaufene Mannheimer Projekt, der Geschichte und den Wirkungen der KSZE im östlichen Europa genauso wie in Bezug auf die Deutschen und ihre sich verändernde Wahrnehmung dort nachzuspüren.¹⁰⁵

Nach dem Aufstoßen derartiger vieler historiografischer Türen fällt ein abschließendes Fazit besonders schwer und muss naturgemäß recht allgemein ausfallen. Eines aber lässt sich mit Bestimmtheit konstatieren, dass am Beispiel der Historiografie zur KSZE besonders deutlich wurde, was nach wie vor auch für die gesamte Geschichte der Ost- und Entspannungspolitik gültig ist: Eine international angelegte, das heißt vor allem multiperspektivische, multiarchivalische, multi-beziehungsweise transnationale Forschung verspricht viele grundlegende Einsichten zu historischen Prozessen, die das heutige Europa entscheidend geprägt haben.

100 Carsten Tessmer (Hrsg.), *Das Willy-Brandt-Bild in Deutschland und Polen*, Berlin 2000.

101 Reiner Albert, *Das Sowjetunion-Bild in der sozial-liberalen Ostpolitik 1969–1975*, in: *Tel Aviver Jahrbuch für deutsche Geschichte* 24 (1995), S. 299 ff.

102 Vojtec Mastny/Malcolm Byrne (Hrsg.), *A Cardboard Castle? An Inside History of the Warsaw Pact 1955–1991*, Budapest 2005; Gustav Schmidt (Hrsg.), *A History of NATO. The First Fifty Years*, 3 Bde. London 2001; vgl. auch Dana H. Allin, *Cold War Illusions – America, Europe and Soviet Power 1969–1989*, New York 1998.

103 Hans Süßmuth (Hrsg.), *Deutschlandbilder in Polen und Russland*, in der Tschechoslowakei und in Ungarn, Baden-Baden 1993. Mit Schwerpunkt auf dem Ende des Ost-West-Konflikts, aber unter deutlicher Berücksichtigung der historischen Dimension auch Günter Trautmann (Hrsg.), *Die hässlichen Deutschen? Deutschland im Spiegel der westlichen und östlichen Nachbarn*, Darmstadt 1991.

104 AfS 45 (2005), in dem unter anderem die Rolle von Jugendkultur, Kirche, Friedensbewegung, Gewerkschaften, Schulbuchkommissionen, Stipendien politischer Stiftungen in diesem Kontext nachgezeichnet wird.

105 Der volle Titel des von Gottfried Niedhart geleiteten und vom Autor koordinierten Projektes der VolkswagenStiftung lautet: »Entspannung und KSZE in Europa. Die Staaten des Warschauer Pakts und die Bundesrepublik Deutschland in wechselseitiger Wahrnehmung und Annäherung 1966–1975«. Über Ansätze, Teilnehmer, Zielsetzungen und Veröffentlichungen informiert die Webseite URL <www.KSZE-1975.de>.

Detlef Siegfried

Demokratie und Alltag

Neuere Literatur zur Politisierung des Privaten in der Bundesrepublik Deutschland

David Monod, *Settling Scores. German Music, Denazification, and the Americans, 1945–1953*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill/London 2005, 325 S., geb., \$ 45.

Dagmar Herzog, *Die Politisierung der Lust. Sexualität in der deutschen Geschichte des 20. Jahrhunderts*, Siedler Verlag, München 2005, 431 S., geb., € 24,90.

Bernd Weisbrod (Hrsg.), *Die Politik der Öffentlichkeit – Die Öffentlichkeit der Politik. Politische Medialisierung in der Geschichte der Bundesrepublik*, Wallstein Verlag, Göttingen 2003, 283 S., geb., € 30.

Michael Schmidtke, *Der Aufbruch der jungen Intelligenz. Die 68er Jahre in der Bundesrepublik und den USA (Historische Studien, Bd. 34)*, Campus Verlag, Frankfurt/New York 2003, 314 S., brosch., € 34,90.

Andreas Kühn, *Stalins Enkel, Maos Söhne. Die Lebenswelt der K-Gruppen in der Bundesrepublik der 70er Jahre*, Campus Verlag, Frankfurt/New York 2005, 358 S., brosch., € 39,90.

Werner Faulstich (Hrsg.), *Die Kultur der 70er Jahre*, Wilhelm Fink Verlag, München 2004, 274 S., brosch., € 39,90.

Dass die Bundesrepublik Deutschland eines Tages als »geglückte Demokratie« zu bezeichnen wäre, hätten viele Zeitgenossen die meiste Zeit ihres Bestehens über wohl skeptisch gesehen, wenn nicht bezweifelt.¹ Dies hatte auch damit zu tun, dass sich das Verständnis dessen, was mit »Demokratie« gemeint sein könnte, wandelte. In den ersten Nachkriegsjahren konnte eine Demokratisierung der Deutschen angesichts ihres erheblichen Misstrauens gegenüber dem parlamentarischen System nicht viel mehr als eine Hoffnung sein. Erst seit dem letzten Drittel der 50er Jahre stellte sich mit der Stabilisierung der politischen Ordnung, sozialer Sicherheit und wirtschaftlichem Aufschwung mehr Gelassenheit ein, die dem Staatswesen allmählich auch außerökonomisch einen Legitimitätszuwachs bescherte. Sichtbar wurde die Neigung zur Toleranz nicht nur in der politischen Sphäre, sondern auch in der Bereitschaft, die Verbindlichkeit lange bestehender oder neu etablierter Normen wie etwa das Ideal der Hausfrauenehe oder autoritäre Erziehungsziele zu relativieren. Allerdings waren Tempo und Ausmaß von Demokratisierung, »Liberalisierung« und »Westernisierung« mehr als umstritten.² Daher rührte häufig die Skepsis, die Kritiker

1 Edgar Wolfrum, *Die geglückte Demokratie. Geschichte der Bundesrepublik von ihren Anfängen bis zur Gegenwart*, Stuttgart 2006.

2 Vgl. die Einleitung der Herausgeber in: *Matthias Frese/Julia Paulus/Karl Teppe* (Hrsg.), *Demokratisierung und gesellschaftlicher Aufbruch. Die sechziger Jahre als Wendezeit der Bundesrepublik*, Paderborn etc. 2003; *Ulrich Herbert*, *Liberalisierung als Lernprozess. Die Bundesrepublik*

im Hinblick auf die kulturelle Wandlungsbereitschaft und Demokratiefähigkeit der Bundesbürger hegten.³ Eingebunden in einen internationalen Aufschwung sozialistischer Zielvorstellungen und revolutionärer Bewegungen, radikalisierten vor allem junge Intellektuelle seit den späten 60er Jahren diese Kritik in zum Teil erziehungsdiktatorischer Richtung. Erst in den 80er Jahren wurde deutlicher sichtbar, dass gerade die durch die dynamischen Wandlungsprozesse der vorangegangenen Dekaden ausgelösten Konflikte die stärksten Indikatoren für eine Demokratisierung der Gesellschaft waren, an der immer mehr Menschen teilnahmen. Nicht nur auf der politischen Ebene, wo partizipatorische Elemente das System der repräsentativen Demokratie modifizierten, ist die wachsende Teilhabe zu beobachten. Die in kommunaler Bürgerbeteiligung und Bürgerinitiativen sichtbare »Politisierung des Alltags«⁴ erstreckte sich auch auf das Privatleben, denn als Konsumenten, Touristen oder Mediennutzer gestalteten die Bundesbürger ihre Lebensverhältnisse aktiv mit.

Die Frage, wie Aspekte der privaten Lebensführung die Demokratisierung der westdeutschen Gesellschaft beeinflussten, war in den vergangenen Jahren explizit oder implizit Gegenstand mancher Forschungsprojekte. Einige von ihnen sollen hier vorgestellt werden. Sie beschäftigen sich aus zumeist kulturgeschichtlicher Perspektive mit dem Wandel privater Vorlieben, Praktiken und Lebenswelten zwischen dem Kriegsende und den 70er Jahren und interessieren sich für ihre politischen Implikationen. Viele reflektieren die Politisierung des Privaten unter demokratischen Auspizien vor dem Hintergrund der NS-Diktatur, die Kindererziehung, Musikgeschmack oder sexuelle Neigung unter rassistischem Vorzeichen in eine politische Perspektive gezwungen hatte. Wie die Idealisierung des privaten Glücks in den 50er Jahren zeigt, wurde eine erneute Politisierung des Privaten häufig als problematischer Rekurs auf nationalsozialistische Praktiken gedeutet und bekämpft. Gleichzeitig waren kulturelle Vorlieben und Alltagsverhältnisse von Beginn an Felder, auf denen auch die politische Kontur des westdeutschen Staatswesens verhandelt wurde.⁵

I. UNBESIEGT UND REHABILITIERT. REKONSTRUKTIONEN DEUTSCHER »KULTUR« IN DER NACHKRIEGSZEIT

Während die »Amerikanisierung« der Populärkultur mittlerweile genauer erforscht ist, widmet sich der kanadische Historiker David Monod der Frage, wie weit die Deutschen bereit waren, sich auf dem Gebiet der klassischen Musik modernen Einflüssen zu öffnen.⁶ Damit gerät ein Kernbereich deutscher »Kultur« in den Blick, der in besonderem Maße

in der deutschen Geschichte – eine Skizze, in: *ders.* (Hrsg.), *Wandlungsprozesse in Westdeutschland. Belastung, Integration, Liberalisierung 1945–1980*, Göttingen 2002, S. 7–49; *Anselm Doering-Manteuffel*, *Wie westlich sind die Deutschen? Amerikanisierung und Westernisierung im 20. Jahrhundert*, Göttingen 1999.

3 Vgl. exemplarisch *Ralf Dahrendorf*, *Gesellschaft und Demokratie in Deutschland*, München 1965; *Karl Jaspers*, *Wohin treibt die Bundesrepublik? Tatsachen, Gefahren, Chancen*, München 1966.

4 *Hans-Eckehard Bahr* (Hrsg.), *Politisierung des Alltags. Gesellschaftliche Bedingungen des Friedens*, Darmstadt/Neuwied 1972. Zum überaus einflussreichen Konzept des »Alltags« als zwischen Privatleben und Politik changierender Sphäre vgl. aus der frühen Literatur auch *Frank Böckelmann*, *Befreiung des Alltags. Modelle eines Zusammenlebens ohne Leistungsdruck, Frustration und Angst*, München 1970.

5 Zur Konzeptionalisierung einer kulturhistorisch reflektierten Politikgeschichte vgl. jetzt *Ute Frevert/Heinz-Gerhard Haupt* (Hrsg.), *Neue Politikgeschichte. Perspektiven einer historischen Politikforschung*, Frankfurt/Main 2005.

6 *David Monod*, *Settling Scores. German Music, Denazification, and the Americans, 1945–1953*, Chapel Hill/London 2005.

ationale Überlegenheitsgefühle auslöste. Denn Einfluss und Reputation deutscher Komponisten, Dirigenten und Musiker im internationalen Musikleben waren enorm. Zwar waren jüdische und moderne Künstler aus dem Kulturleben des »Dritten Reiches« verdrängt worden, doch dies änderte nichts daran, dass die Deutschen dieses Gebiet als urdeutsches Terrain betrachteten, das umso mehr Bestand hatte, als alles andere in Scherben zerfiel. Monods gründlich recherchierte und ganz auf der Höhe der Forschung argumentierende Untersuchung konzentriert sich auf die Frage, wie US-Militärs und -Musikexperten zwischen 1945 und 1953 versuchten, die deutsche Bevölkerung zu einer Öffnung gegenüber der internationalen klassischen Musik zu bewegen, um so ihre Demokratisierung voranzutreiben. Weil die NS-Machthaber Wert darauf gelegt hatten, klassische Musik auch personalpolitisch nach nationalistischen und rassistischen Kriterien zurechtzustutzen, war die Aufgabe der *Reorientation* mit einer handfesten Entnazifizierung verbunden. Sie richtete sich gegen Komponisten und Dirigenten, die mit dem NS-Staat allzu willfährig kooperiert hatten. Eine demokratische Musikkultur war, so meinten die Amerikaner, mit derart diskreditierten Repräsentanten nicht aufzubauen. Gleichzeitig sollte das deutsche Vorurteil von der Oberflächlichkeit amerikanischer Kultur widerlegt werden. Aus diesem Grunde widmete sich die Besatzungsmacht nicht der ohnehin auf kommerziellen Wegen distribuierten populären, sondern der klassischen Musik.

Die mit der Demokratisierung des Musiklebens befassten Stellen teilten sich die Arbeit: Während die *Intelligence Branch* die repressive Aufgabe der Entnazifizierung übernahm, widmete sich die *Music Branch* der positiven Aufgabe, ein tolerantes und multiperspektivisches Musikleben aufzubauen. Dabei vertraten die *Intelligence*-Offiziere »revolutionäre« Zielsetzungen, die auf einen sozialen und kulturellen Wandel der deutschen Gesellschaft hinausliefen. Diese Besonderheit arbeitet Monod am Verhältnis zu den anderen Besatzungsmächten heraus, die bekannte Komponisten, Dirigenten und Musiker viel nachsichtiger behandelten – aber auch im Vergleich zu Österreich, wo die Amerikaner weniger grundsätzlich agierten, weil sie das Land auch als Opfer Deutschlands betrachteten. Die Musikoffiziere wollten Musik als internationale Sprache etablieren, die die nationalistische Verengung überwinden könnte. Monod kommt zu dem Ergebnis, dass ein grundlegender Wandel der Einstellungen zur musikalischen Hochkultur nicht erreicht wurde und insofern die Bemühungen der Musikoffiziere nur begrenzt erfolgreich waren. Allerdings gelangen einige strukturelle Veränderungen, die das deutsche Musikleben grundsätzlich auf eine neue Basis stellten. Zwar konnten keineswegs alle NS-belasteten Künstler auf die Dauer ferngehalten werden, wie beispielsweise Wilhelm Furtwängler, Carl Orff oder der Nachwuchsstar Herbert von Karajan. Aber es kamen unter den Fittichen der Besatzungsmacht junge und ausländische Talente zum Zuge, die weniger stromlinienförmig waren und das Musikleben pluralisierten und internationalisierten. Auch wurden die Entscheidungen über die Besetzung wichtiger Positionen dem alleinigen Zugriff des Staates entzogen und ein System der *checks and balances* installiert, das vielen Beteiligten die Mitwirkung ermöglichte. Insgesamt wurde den maßgeblichen Akteuren auf diesem Gebiet ebenso wie der Bevölkerung verdeutlicht, dass auch an diesem scheinbar so unberührbaren Nukleus deutscher Kultur ein Umdenken erforderlich war.

Ihre entscheidende Niederlage erlitt die revolutionäre Linie des grundlegenden soziokulturellen Wandels, als die Entnazifizierungspolitik auf deutsche Spruchkammern übergang und im Laufe des Jahres 1947 viele der zuvor von einflussreichen Positionen ferngehaltenen Protagonisten wieder administrative Leitpositionen oder das Dirigentenpult erklommen. Ihr Triumph wurde als Niederlage der Besatzungsmacht betrachtet, die auch die Erziehungsaufgabe der Musikoffiziere berührte. Sie verloren an Einfluss, weil der Entnazifizierungsdruck nachließ. Auf dem Weg »from conquerer to impressario« (S. 167) konnten sie kaum noch direkt in die Politik der Spielstätten eingreifen, sondern beschränkten sich darauf, dem deutschen Publikum amerikanische Künstler zugänglich zu machen.

Aber auch diese Aufgabe stieß schnell an Grenzen, weil die Militärregierung unter Lucius Clay die kulturelle Umorientierung den Deutschen selbst überlassen wollte und daher die Arbeit der *Music Branch* torpedierte, vor allem aber, weil die Währungsreform einen kulturellen Rückschlag auslöste. Der zuvor äußerst lebhaft besuchte Musikveranstaltungen ging schlagartig zurück, was insbesondere bei den großen Musiktheatern den Druck enorm erhöhte, die traditionalistischen Vorlieben des Publikums zu bedienen. Künftig wurde moderne Musik hauptsächlich von kleinen Spezialistenvereinigungen geboten, subventioniert oftmals von amerikanischer Seite, aber auch von öffentlicher Hand. Dass die Minderheitenpräferenzen auch nach dem Rückzug der Amerikaner weiterhin staatlich unterstützt wurden, ist einer der handfesten Effekte amerikanischer Kulturpolitik, aber die Bemühung, über moderne Musik die Enttraditionalisierung der Deutschen zu bewirken, erwies sich als Fehlschlag. Verlierer dieses Kulturkampfes waren gemäßigte Modernisten wie Hindemith oder Strawinsky, die im traditionalistischen Roll-back ins Abseits gerieten und gleichzeitig von der Avantgarde als nicht radikal genug betrachtet wurden.

Angesichts des weitgehenden Scheiterns der amerikanischen Bemühungen, über moderne E-Musik die Deutschen zu demokratisieren, schält sich noch einmal der Kontrast zum kommerziellen Sektor deutlicher heraus. Denn es war dieses Terrain – Jazz und andere kommerziell vermittelte Stile, teils mit Anschlussstellen zum Populären –, auf dem die Internationalisierungswirkung moderner, westlicher Musik auf das deutsche Kulturleben voll zum Tragen kam. Das ist nicht das Thema des Buches, aber es wirft ein Licht auf die veränderten Problemlagen der deutschen Nachkriegsgesellschaft. Während, wie Monod überzeugend zeigt, eine Mischung aus Strukturveränderungen, kulturpolitischer Intervention von oben und Beteiligung vieler Akteure im klassischen Sektor erfolgreich war, etablierte sich der Jazz als Präferenz junger Intellektueller nicht durch Dirigismus, sondern durch aktive, selbstbestimmte Aufnahme und Verarbeitung der Akteure. Die US-Verantwortlichen gingen mit enormer Verve an ihre Arbeit, weil ihr Feld ihnen so zentral für die Demokratisierung der Deutschen erschien. Immerhin war Musik »the ONLY field wherein they have not lost face«, wie der Musikoffizier Carlos Moseley betonte (S. 208). Doch das Überlegenheitsgefühl sollte nicht auf dem strategisch gewählten Gebiet der klassischen Musik erodieren, wo es sich noch lange hielt, sondern vor allem im populären Sektor, der aus diesem Grunde auch in Deutschland mit besonderer Energie bekämpft wurde.⁷ David Monods vorzügliche Studie rekonstruiert erstmals detailliert für das im deutschen Selbstverständnis zentrale Gebiet der musikalischen Hochkultur Strategien, Konzepte und Umsetzungsbemühungen der USA. Aus der Verbindung von diskursgeschichtlichen Methoden, Rekonstruktion der historischen Verläufe und einem genauen Blick auf die Handlungen der Akteure entsteht ein vielschichtiges Bild, das an einem kleinen, aber feinen Gegenstand die Möglichkeiten und Grenzen der soziokulturellen *Reorientation* in der Nachkriegszeit zeigt. Die Frage, inwieweit Musik tatsächlich das Wertesystem einer Gesellschaft verändern kann, oder ob es sich dabei nicht doch nur um »wishful thinking« (S. 239) handelte, beantwortet David Monod ambivalent: Von der Überzeugung ihrer kulturellen Überlegenheit waren die Deutschen nicht so schnell abzubringen, aber Stars wie Leonard Bernstein verschafften ihnen immerhin eine Ahnung von der Leistungsfähigkeit amerikanischer Kultur auf diesem Terrain. Wie grundlegend Monods Frage ist, sollte sich im weiteren Verlauf der Geschichte immer wieder zeigen, wenn im Streit um Jazz, deutschen Schlager, Rock'n'Roll, kommerzielle »Volksmusik« oder rechtsradikale Bands mehr als nur Geschmacksfragen verhandelt wurden, sondern das Selbstbild der deutschen Gesellschaft.

Wie dies auf einem anderen Gebiet vonstatten ging, hat Dagmar Herzog mit ihrer überaus anregenden – und deshalb zum Teil kontrovers diskutierten – Studie zur Sexualität in

⁷ Michael H. Kater, *Gewagtes Spiel. Jazz im Nationalsozialismus*, Köln 1995; Uta G. Poiger, *Jazz, Rock, and Rebels. Cold War Politics And American Culture in a Divided Germany*, Berkeley etc. 2000.

Deutschland gezeigt, und damit eine neue Perspektive auf die deutsche Zeitgeschichte insgesamt gewonnen.⁸ Angelpunkt der Darstellung ist die provokante These, die »sexuelle Revolution« der »68er-Generation« beruhte auf der politisch induzierten Fehlwahrnehmung, der Nationalsozialismus habe die sexuellen Bedürfnisse der Deutschen ausschließlich unterdrückt. Gestützt u. a. auf die Theorien Wilhelm Reichs sei man davon ausgegangen, dass »Faschismus« auf sexuelle Repression zurückzuführen, und im Umkehrschluss sexuelle Liberalisierung als antifaschistische Strategie und Voraussetzung gesellschaftlichen Fortschritts zu betrachten sei. Ausgehend von dieser These nimmt Herzog das ganze 20. Jahrhundert in den Blick, schwerpunktmäßig die Zeit zwischen den 30er und den 70er Jahren. Zum Befund einer Fehlwahrnehmung kommt die New Yorker Historikerin bei ihrer Untersuchung der Sexualitätsdiskurse und -praktiken im »Dritten Reich«. Herzog behauptet nicht, es habe dort keine konservative Sexualpolitik gegeben, sondern sie entdeckt neben diesen Zügen auch andere, libertäre Elemente. Unter dem Vorzeichen rassistischer Bevölkerungspolitik wurde die Fortpflanzung unerwünschter Bevölkerungsgruppen behindert und »unwertes Leben« vernichtet, die Vermehrung »arischer« Bevölkerung aber mit allen Mitteln gefördert. Dem diente nicht nur ein Verbot von Verhütungsmitteln oder der Abtreibung, sondern auch die Förderung von Ehe und Mutterschaft. Gleichzeitig, so Herzog, wurden Jugendliche zu vorehelichem Geschlechtsverkehr ermuntert, was die NS-Massenorganisationen wie HJ, BDM und Reichsarbeitsdienst auch praktisch ermöglichten. Kriegsfolgen wie Tod, Migration und materielle Not bewirkten, dass für große Menschenmassen zwischen einem Ideal ehelicher Sexualität und der Alltagswirklichkeit auch nach dem Ende der »Dritten Reiches« noch eine weite Kluft lag. In den ersten Nachkriegsjahren wurden Abweichungen von diesem Ideal – außereheliche Sexualität, uneheliche Kinder etc. – als faktische Gegebenheiten akzeptiert.

Herzogs herausragendes Verdienst besteht darin, gezeigt zu haben, wie sich Erinnerung binnen weniger Jahre so sehr verschieben konnte, dass zuvor noch im Bewusstsein allgegenwärtige Sachverhalte nahezu vollständig ausgeblendet wurden. Dass der Nationalsozialismus auch promiskuitive Seiten hatte, dass Liebe und Sexualität auch außerhalb der Ehe legitimiert wurde (sofern es sich nicht um Homosexualität handelte) – dies alles wurde in der konservativen Wende seit den frühen 50er Jahren derart gründlich verschüttet, dass Nachwachsende sich schon wenige Jahre später nicht vorzustellen vermochten, es könnte jemals anders gewesen sein. Gemeinsam war diesen Diskussionen und Praktiken der Versuch, mit der NS-Vergangenheit ins Reine zu kommen. Eine entscheidende Rolle beim konservativen *Roll-back* spielten die Kirchen, die über dieses Thema die Oberhoheit im moralischen Diskurs zurückerlangten. Vor dem Hintergrund eines noch sehr wachen Bewusstseins von den promiskuitiven Seiten des Nationalsozialismus kommunizierten sie die Forderung nach ehelich restringierter Sexualität als Bewältigung der NS-Vergangenheit mit antitotalitärer Stoßrichtung. De facto, so sieht es Herzog, sollte sie nicht nur ihre moralische Hegemonie wiederherstellen, sondern auch die Kumpanei der Kirchen mit dem Nationalsozialismus vergessen machen.

»Hauptschauplätze der Vergangenheitsbewältigung« (S. 129) waren Sexual- und Familienbeziehungen nicht nur im moralischen Diskurs der 50er Jahre, sondern auch in der Studentenbewegung, deren Versuche, sich aus den normativen Beengungen zu befreien, die Autorin mit kritischer Sympathie analysiert. Der mit der (vom Autor gewählten) Selbststilisierung als Juden der Gegenwart steht Herzog befremdet gegenüber. Doch sie sieht derartige rhetorische Bemühungen auch als notwendige Versuche, »sich von der abstoßenden und weithin nicht durchschauenden, falschen Sauberkeit einer Zeit zu befreien, die in Wahrheit vergiftet war« (S. 171). Das ist treffend akzentuiert. Die Studentenbewegung versuchte als Kind ihrer Zeit, das schon mit reformerischen Initiativen groß gewor-

⁸ Dagmar Herzog, Die Politisierung der Lust. Sexualität in der deutschen Geschichte des 20. Jahrhunderts, München 2005.

den war – Herzog hebt den Juristen Herbert Jäger hervor, aber auch den Beitrag Theodor W. Adornos –, mit dem Schub einer internationalen Protestbewegung, der Medien und der Popkultur im Rücken, die Grenzen ihrer Zeit zu überwinden. Dass diese Versuche häufig in theoretischen und praktischen Sackgassen endeten, ist bekannt. Doch ändert dies nichts daran, dass ihre Initiativen erheblich dazu beitrugen, vielen Menschen einen unbeschwerteren Genuss von Liebe und Sexualität zu ermöglichen.

Ein Seitenblick auf die DDR lässt die Besonderheiten gegenüber der Bundesrepublik hervortreten. Ohne eine herausgehobene Machtposition exkulpationsbedürftiger Kirchen waren die gesellschaftlichen Normen weniger restriktiv als im Westen, zumal in der SED sexualpolitischer Konservatismus in bevölkerungspolitischen Erwägungen und der kulturlibertären Tradition des Weimarer Kommunismus ein gewisses Gegengewicht hatte. Dass vor- und außerehelicher Geschlechtsverkehr in der DDR auf breitere Akzeptanz stieß, Ehen weniger stark auf die Ewigkeit ausgerichtet waren, interpretiert Herzog zu Recht auch als Folge der hohen Frauenerwerbstätigkeit, die eine Gleichstellung der Geschlechter auch in Ehe und Sexualität beförderte. Ob es eine gute Idee war, über diesen Exkurs hinaus die Darstellung bis in die Gegenwart zu ziehen, mag man bezweifeln. Für die Zeit seit den 80er Jahren wird sie cursorisch und vage – man merkt, dass es hier noch an substanzieller Forschung fehlt.

Wenn die Frage nach der »Politisierung der Lust« bearbeitet werden soll, sind diskursgeschichtliche Methoden unumgänglich. Wie viele jüngere amerikanische Historiker weiß Herzog dieses Instrumentarium virtuos zu handhaben. Darüber hinaus werden aber auch rechtliche Normen, wirtschaftliche Aspekte und nicht zuletzt die Praktiken der Akteure einbezogen, sodass hier alles andere als eine wolkige Diskursgeschichte geboten wird. Gerade aus der Verbindung der vielen Ebenen, die bei der Frage nach der Rolle der Sexualität in der deutschen Geschichte mitspielen, entsteht ein differenziertes Bild. Dagmar Herzogs Arbeit ist ein Eckstein im Mosaik der neueren Forschungen zur Sozial- und Kulturgeschichte der Bundesrepublik, die sichtbar machen, wie sich eine gewandelte deutsche Gesellschaft über die kontroverse Thematisierung der scheinbar privatesten Angelegenheiten vom Nationalsozialismus löste und neue Konturen gewann.

II. KRITISCHE ÖFFENTLICHKEIT UND PROTEST ALS FAKTOREN DEMOKRATISCHER TEILHABE

Antworten auf die Frage, wie im »Nachkrieg« eine demokratische Gesellschaft entstehen konnte, sind in den vergangenen Jahren besonders abseits der traditionellen Institutionen- und Politikgeschichte gesucht worden.⁹ Wie Legitimität aus der Veränderung der privaten Lebensverhältnisse entstand oder – um einen Slogan der Frauenbewegung zu zitieren – aus dem »Privaten« etwas »Politisches« wurde, gehört zu den interessantesten Fragestellungen der gegenwärtigen Zeitgeschichtsforschung. Eine zentrale Rolle spielte dabei die Entstehung einer demokratischen Öffentlichkeit, die die Durchmischung dieser beiden Sphären vermittelte. Dabei galt die Öffentlichkeit noch bis weit in die 60er Jahre hinein als »vermachteteter« Raum, in dem die Verquickung staatlicher und wirtschaftlicher Interessen eine freie Diskussion freier Bürger nicht zuließ – so jedenfalls Jürgen Habermas in seiner einflussreichen, 1962 veröffentlichten Habilitationsschrift zum Strukturwandel der Öffentlichkeit. Dass Habermas im Rückblick selbstkritisch urteilte, er habe seinerzeit die »Resistenzfähigkeit« und das »kritische Potential« eines Massenpublikums »zu pessimistisch« beurteilt, ist Grund genug, noch einmal genauer zu untersuchen, wo und auf wel-

⁹ Mit besonderem Akzent auf die langandauernden Vergangenheitsbindungen Klaus Naumann (Hrsg.), *Nachkrieg in Deutschland*, Hamburg 2001.

che Weise sich dieses kritische Potenzial bemerkbar machte.¹⁰ Dies unternimmt ein von Bernd Weisbrod herausgegebener Sammelband, der danach fragt, wie durch Medialisierung eine politische Öffentlichkeit entstand und zeitspezifisch geformt wurde.¹¹ Mit Blick insbesondere auf die Presse und das »Dispositiv« (Knut Hickethier) des neuen Leitmediums Fernsehen leuchten zehn Autoren bis in die 70er Jahre hinein in fünf Zugriffen Aspekte einer »politischen Medialisierung« aus: die allmähliche Personalisierung und Emotionalisierung der Wahlkämpfe, den Stellenwert visueller Elemente bei der Entstehung einer politisierten Öffentlichkeit, die allmähliche Wiedergewinnung der Kontrollfunktion der Medien durch Skandalisierung, die Politisierung des Privaten und die Bedeutung per se unpolitischer Objekte für die Entstehung politisch kodierter Kommunikationsmuster. Auf durchweg hohem Niveau werden hier Teilaspekte eines Strukturwandels diskutiert, der am Ende das Gegenteil dessen bewirkte, was Habermas befürchtet hatte. Wenn Franz Josef Strauß zum Kandidatendisput im Fernsehen noch bis in die 80er Jahre hinein aktenbewehrt erschien, dann wird darin schlaglichtartig sichtbar, wie Thomas Mergel ausführlich herausarbeitet¹², dass bei der Übernahme »amerikanischer« Elemente der Wahlkampfführung doch das nationalspezifische Postulat eines »sachorientierten« Wahlkampfes erhalten blieb.¹³ Insofern ist es nicht verwunderlich, dass die Vermarktung Willy Brandts als »deutscher Kennedy«, wie Daniela Münkel zeigt, noch in den frühen 60er Jahren kaum die erhoffte Wirkung zeigte.¹⁴ Am Beispiel der Pressefotografie demonstriert Habbo Knoch, wie schon in den 50er Jahren durch ästhetisch ambitionierte, großformatige Aufnahmen von sozialer Not und politischer Gewalt ein »visuelles Reservoir« (S. 122) entstand, das den Aufmerksamkeitswert globaler Auseinandersetzungen erhöhte und damit die Konflikte um 1968 präformierte.¹⁵ Besonders aufschlussreich für die Frage nach der Politisierung des Privaten sind die Beiträge, die sich mit scheinbar unpolitischen Aspekten auseinandersetzen – zum Teil wurden sie gezielt aufgegriffen, um die Markenbindung nicht nur an Presserzeugnisse zu erhöhen (Karl Christian Führer, Rainer Gries). An drei Beispielen wird die zunehmende gesellschaftliche Kommunikation von Aspekten des privaten Lebens besonders deutlich. Anhand der Debatte über ledige Mütter zeigt Sybille Buske, wie Fragen der Ehe und Sexualität zu einem zentralen Feld der Auseinandersetzung um das Selbstbild der westdeutschen Gesellschaft wurden, und wie Medien erheblich dazu beitrugen, die Benachteiligung und Ausgrenzung von Müttern unehelicher Kinder zu korrigieren.¹⁶ Ausführlich untersucht Willibald Steinmetz die Politisierung des Privaten am Beispiel des Contergan-Skandals, der in diesem Band gewissermaßen als »unpolitisches« Pendant zum politischen Skandal (bearbeitet von Frank Bösch) figuriert und die Demokratisierungswirkungen des veröffentlichten Konflikts auf einem Gebiet zeigt, das bis dahin dem Fachdiskurs von Experten vorbehalten war. Durchstoßen wurde die Grenze zur außerfachlichen Welt durch einen Arzt, der 1961 darauf aufmerksam machte, dass die Mütter der auf-

10 Jürgen Habermas, Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft, Frankfurt/Main 1996, S. 30.

11 Bernd Weisbrod (Hrsg.), Die Politik der Öffentlichkeit – Die Öffentlichkeit der Politik. Politische Medialisierung in der Geschichte der Bundesrepublik, Göttingen 2003.

12 Thomas Mergel, Der mediale Stil der »Sachlichkeit«. Die gebremste Amerikanisierung des Wahlkampfes in der alten Bundesrepublik, in: ebd., S. 29–53.

13 Vgl. zu diesem Topos Willibald Steinmetz, Anbetung und Dämonisierung des »Sachzwangs«. Zur Archäologie einer deutschen Redefigur, in: Michael Jeismann (Hrsg.), Obsessionen. Beherrschende Gedanken im wissenschaftlichen Zeitalter, Frankfurt/Main 1995, S. 293–333.

14 Daniela Münkel, Politiker-Image und Wahlkampf. Das Beispiel Willy Brandt: Vom deutschen Kennedy zum deutschen Helden, in: Weisbrod (Hrsg.), Politik, S. 55–76.

15 Habbo Knoch, Bewegende Momente. Dokumentarfotografie und die Politisierung der westdeutschen Öffentlichkeit vor 1968, in: ebd., S. 97–122.

16 Sybille Buske, Die Veröffentlichung des Privaten. Die mediale Konstruktion der ledigen Mutter in den sechziger und siebziger Jahren, in: ebd., S. 177–194.

fällig vielen mit verkürzten Gliedmaßen geborenen Kinder während der Schwangerschaft das Schlaf- und Beruhigungsmittel Contergan genommen hatten. In seinem exzellenten Aufsatz rekonstruiert Steinmetz im Detail, wie Ärzte und Pharmazeuten auf diesen öffentlichen Vorstoß häufig ablehnend reagierten, die betroffene Firma hinhaltend taktierte, die Politik sich der Verantwortung entzog und auch die Presse erst allmählich reagierte, dann aber erheblichen Druck erzeugte und insbesondere die Betroffenen zu Wort kommen ließ. Dass dabei die vielgeschmähte Bild-Zeitung eine bedeutende Rolle spielte, mag sich aus der Logik des Boulevardkonzepts erklären, irritiert aber dennoch Vorerwartungen auf das Erfreulichste. In der sich lange hinziehenden Contergan-Debatte wurden grundlegende Fragen aufgeworfen, die von der Gesundheitspolitik über die Kontrolle von Experten und Politikern bis hin zur Eugenik reichten. Weil die vier- bis fünftausend betroffenen Kinder im Heranwachsen alle Stadien der Erziehung durchliefen, erfasste die Diskussion um den Alltag von und mit Behinderten zahlreiche Institutionen. Steinmetz' berechnete Vermutung, dass diese »ungeplante, kumulative«, zum Teil ungewollte Form der Politisierung eine »häufig vorkommende Variante von Politisierungsprozessen« (S. 198) gewesen sein könnte, sollte dazu ermuntern, die auf den ersten Blick unpolitischen Felder zukünftig noch genauer in den Blick zu nehmen. Denn Debatten über die Zulässigkeit von Musik oder sexuellen Vorlieben, über Konsum oder Wohnformen haben Akteure in den Demokratisierungsprozess einbezogen, die nicht per se politisch interessiert waren und über die verfassungsmäßigen Institutionen oder politische Kampagnen allein nicht erreicht wurden.

Dass ein »Kommunikationsbewusstsein« (Bernd Weisbrod) sogar über die Produktgestaltung politisch geformt werden konnte, zeigt Paul Betts, der, ähnlich wie Dagmar Herzog auf dem Feld der Sexualität, für das Design die selektive Kontinuität des Nationalsozialismus hervorhebt.¹⁷ Zwar wurde das Bauhaus aus politischen und rassistischen Gründen verdammt, aber modernes Design keineswegs aus dem Kulturhorizont ausgeschlossen, sondern z. T. sogar massenhaft verbreitet. Insofern war die Wiederannäherung an die Weimarer Tradition in der Nachkriegszeit nicht nur auf den depolitisierten Reimport der Bauhaus-Ideen aus den USA zurückzuführen¹⁸, sondern z. T. auch eine Fortführung nationalspezifischer Traditionen – nun allerdings antinationalsozialistisch kodiert. Insofern ist Betts Vorschlag, die Dimensionen der Öffentlichkeit um einen »Subjekt-Objekt-Nexus« zu erweitern, nur zu begrüßen.¹⁹ Gemeint ist die Tatsache, dass Artefakte in der Nachkriegszeit eine neue Sinnstiftungsfunktion erhielten, über Werbung und Marketing einen erheblichen Teil der öffentlichen Kommunikation ausmachten und kollektive Identitäten maßgeblich mitformten. In einer »ikonischen Öffentlichkeit« (S. 259) konnten etwa Bekleidung, Unterhaltungselektronik oder Automobile zu politischen Bedeutungsträgern werden. Doch nicht nur politische Kodierungen machen Dinge, wie etwa den VW Käfer als Ikone der mobilen Wirtschaftswundergesellschaft, zu Kommunikationsmitteln. In der Massenkongressgesellschaft sind Akte des Kaufens oder des Nichtkaufens Mittel der gesellschaftlichen Teilhabe, mit denen »Konsumbürger« Vorlieben und Abneigungen zum Ausdruck bringen und damit weit in den politischen Raum vordringen.²⁰ Markante

17 Paul Betts, Ästhetik und Öffentlichkeit. Westdeutschland in den 50er Jahren, in: ebd., S. 231–260.

18 Vgl. Paul Betts, Die Bauhaus-Legende. Amerikanisch-Deutsches Joint-Venture des Kalten Krieges, in: Alf Lüdtke/Inge Marbolek/Adelheid von Saldern (Hrsg.), Amerikanisierung. Traum und Alptraum im Deutschland des 20. Jahrhunderts, Stuttgart 1996, S. 270–290.

19 Vgl. auch Wolfgang Rupperts Konzept der »industriellen Massenkultur«, exemplifiziert am Beispiel »1968« in: Wolfgang Ruppert (Hrsg.), Um 1968. Die Repräsentation der Dinge, Marburg 1998.

20 Michael Wildt, Konsumbürger. Das Politische als Optionsfreiheit und Distinktion, in: Manfred Hettling/Bernd Ullrich (Hrsg.), Bürgertum nach 1945, Hamburg 2005, S. 255–283. Vgl. auch Hartmut Berghoff (Hrsg.), Konsumpolitik. Die Regulierung des privaten Verbrauchs im 20. Jahrhundert, Göttingen 1999.

Beispiele wären etwa Kaufentscheidungen nach dem Kriterium der Umweltfreundlichkeit, Boykottaktionen gegen Waren aus Chile oder Südafrika, Diebstahl als politisch kodierte Subsistenzwirtschaft in der frühen Kommunenszene. Dieser Sammelband fächert das Spektrum der neueren Ansätze zur Rekonstruktion einer demokratischen Öffentlichkeit in der Bundesrepublik weit auf. Sie sind umso ertragreicher, je konkreter ihre theoretischen Annahmen mit den Wandlungsprozessen der westdeutschen Gesellschaft rückgekoppelt werden.²¹

Dass die komparative Sicht eine genauere Analyse der Verhältnisse in der Bundesrepublik ermöglicht, haben in den vergangenen Jahren eine Reihe von Arbeiten zum Thema »1968« gezeigt. Nicht als erster, aber doch mit einem frischen Blick hat Michael Schmidtke den »Aufbruch der jungen Intelligenz« in der Bundesrepublik und den USA in den »68er Jahren« vergleichend untersucht – gemeint sind die langen 60er Jahre, in denen »1968« vielleicht etwas überpointiert als »Epizentrum« figuriert (S. 11).²² Schmidtke stellt die Frage in den Mittelpunkt, wie die Ideen der *New Left*, die am Dekadenwechsel zu den 60er Jahren in mehreren westlichen Ländern entstanden, über die beiden SDS – den *Students for a Democratic Society* und dem Sozialistischen Deutschen Studentenbund – in die sozialen Bewegungen und kulturellen Strömungen eingingen, die am Ende der 60er Jahre in beiden Ländern gleichermaßen die jungen Altersgruppen erfassten.²³ Zunächst werden eingehend das intellektuelle Konzept der *New Left* und ihre Niederschläge in den beiden Studentenverbänden untersucht. Enttäuscht von den machtpolitisch etablierten und zum Teil diskreditierten Parteien der alten Linken, wandten sich Vordenker der neuen Linken wie C. Wright Mills oder E. P. Thompson von der Vorstellung ab, die Arbeiterklasse könnte eine gesellschaftliche Umwälzung zustandebringen, sahen das neue Subjekt der Geschichte in der jungen Intelligenz und verabschiedeten das Ideal der politischen Revolution zugunsten einer Revolutionierung des Alltags. Im amerikanischen SDS wurden diese Vorstellungen von Beginn an durchweg positiv aufgenommen, in seinem deutschen Pendant war anfangs die Skepsis groß, nicht zuletzt wegen des noch starken traditionsozialistischen Einflusses. Im zweiten Schritt rekonstruiert Schmidtke die relativ spezifischen »Ideendiffusionen« in den USA auf der einen, der Bundesrepublik auf der anderen Seite, um schließlich die »vergleichbaren« Felder in beiden deutschen Staaten zu untersuchen. Durch diese Anlage geraten Gemeinsamkeiten und Nationalspezifika recht genau in den Blick. Während die Arbeit des amerikanischen SDS von Beginn an stark geprägt war durch bürgerrechtliche Aktivitäten – insbesondere gegen die Rassendiskriminierung im Süden –, die Mobilisierung gegen den Vietnamkrieg und das Aufkommen einer Gegenkultur, die von einem Korsett aus eigenen Wirtschaftsbetrieben, Erziehungsinstitutionen, Undergroundzeitungen u. Ä. getragen wurde, präpariert Schmidtke als deutsche Spezifika die Opposition gegen die Notstandsgesetze, die Auseinandersetzung mit der NS-Vergangenheit und den Versuch heraus, über häufig künstlerisch vermittelte Mechanismen der Provokation die vermeintliche Hermetik der Manipulation zu durchbrechen. Ähnlich

21 Beispielhaft jetzt das Standardwerk von *Christina von Hodenberg*, *Konsens und Krise. Eine Geschichte der westdeutschen Medienöffentlichkeit 1945–1973*, Göttingen 2006.

22 Vgl. den frühen Vergleich von *Klaus R. Allerbeck*, *Soziologie radikaler Studentenbewegungen. Eine vergleichende Untersuchung in der Bundesrepublik Deutschland und den Vereinigten Staaten*, München/Wien 1973; aus der neueren Forschung: *Ingo Juchler*, *Die Studentenbewegungen in den Vereinigten Staaten und der Bundesrepublik Deutschland der sechziger Jahre. Eine Untersuchung hinsichtlich ihrer Beeinflussung durch Befreiungsbewegungen und -theorien aus der Dritten Welt*, Berlin 1996.

23 Vgl. als alternativen Ansatz Thomas Etzemüllers gesellschaftsgeschichtlich angelegten Vergleich zwischen der Bundesrepublik und Schweden: *Thomas Etzemüller*, *1968 – Ein Riß in der Geschichte? Gesellschaftlicher Umbruch und 68er-Bewegungen in Westdeutschland und Schweden*, Konstanz 2005.

waren hingegen die Versuche, über die Demokratisierung der Hochschulen die Gesellschaft zu verändern, die Entstehung von Frauengruppen und das Selbstbild als Teil eines internationalen Aufbruchs und Bündnispartner der Befreiungsbewegungen in Ländern der »Dritten Welt«. Deutsche Leser profitieren insbesondere von Schmidtkes intensiver Beschäftigung mit den USA, dem der größte Teil seiner umfangreichen Recherchen gewidmet ist. Sehr erhellend ist die Einbeziehung der kulturellen Felder, die durch das in der Forschung häufig verwendete Konzept der »sozialen Bewegungen« nur unzulänglich zu erfassen sind: Theater und Kunst, Musik, »Flipped-Out Weeks« und Kommunen misst der Autor einen wichtigen Stellenwert zu. Vollkommen zu Recht, denn dieser weiche Kitt hielt den gegenkulturellen Alltag zusammen und ist in seiner Bedeutung kaum zu überschätzen – nicht nur, weil die New Left schon in der Gegenwart sozialistische Formen des Zusammenlebens entwickeln wollte, sondern auch, weil zunächst in den USA, dann in Westdeutschland eine breite Gegenkultur entstand – Schmidtke taxiert ihren Umfang in den USA auf bis zu 5 Millionen, in der Bundesrepublik auf bis zu 500.000 Personen –, die zum Teil mit der Studentenbewegung verbunden war, aber keineswegs in ihr aufging.

Ob allerdings derart umfassende Erscheinungen noch unter der Fragestellung einer »Diffusion« der Ideen von Mills, Thompson u. a. zu begreifen sind, mag man bezweifeln. Methodisch führt Schmidtkes Arbeit insofern weiter, als sie, theoretisch verankert bei Max Weber und Rainer M. Lepsius, »Ideen« im Prozess ihrer Umsetzung und Transformation untersucht und auf diese Weise an die Praktiken der Akteure bindet. Allerdings bleiben die als Ursprungskern angenommenen Ideen der *New Left* stets Bezugspunkt der Analyse, obwohl, wie Schmidtke vielfach zeigt, sozialkulturelle Entwicklungen wie die Medialisierung oder der Einbruch elektrisch verstärkter Musik auch ohne die angenommene ideelle Anbindung die Dynamik vorantrieben und teilweise steuerten. Mitunter erscheint das hier gebotene reiche empirische Material überdeterminiert durch ein allzu linear gedachtes theoretisches Modell. Auch ein etwas weicherer Gebrauch der Idealtypen »alte Linke« und »neue Linke« hätte Erkenntnisgewinn gebracht, denn die Trennschärfe dieser Begriffe verliert sich spätestens in dem Moment, wenn aus Antiautoritären Maoisten werden, WG-Bewohner der GEW beitreten und der SPD große Massen studentebewegter Jugendlicher zuströmen.²⁴ Immerhin ist dieser Einsicht auch etwas Tröstliches abzugewinnen, denn aus historiografischer Perspektive wäre es ja nicht nur unwahrscheinlich, sondern auch ein wenig trist, wenn theoretische Modelle restlos aufgingen.

III. POLYVALENZEN DER REFLEXIVEN MODERNE. REAKTIONEN AUF DIE PLURALISIERUNG IN DEN 70ER JAHREN

Während Schmidtkes Vergleichs- und Transfergeschichte ein durchweg positives Bild der Neuen Linken, der Studentenbewegung und Gegenkultur zeichnet, betont Andreas Kühns Studie zu den maoistischen Spaltprodukten von »1968« ihre problematischen Folgewirkungen. Die Frage, wie es sein konnte, dass ein Teil der gegenwärtigen Elite in seiner Jugend linksradikalen Gruppen angehörte, einige Jahre lang Diktatoren bewunderte und sich autoritärsten Verhältnissen unterwarf, beschäftigt immer wieder einmal die Öffentlichkeit, ohne dass man allzu viel darüber weiß. Immerhin liegen für die Bundesrepublik mittlerweile erste Forschungsergebnisse vor, denen Kühn nun eine gewichtige Arbeit hinzufügt, die die »Lebenswelt der K-Gruppen« in den Mittelpunkt stellt.²⁵ Schon Gerd

24 Vgl. etwa Dietmar Süß, Die Enkel auf den Barrikaden. Jungsozialisten in der SPD in den Siebzigerjahren, in: AfS 44 (2004), S. 67–104; Adelheid von Saldern, Markt für Marx. Literaturbetrieb und Lesebewegungen in der Bundesrepublik in den Sechziger- und Siebzigerjahren, in: AfS 44 (2004), S. 149–180.

25 Andreas Kühn, Stalins Enkel, Maos Söhne. Die Lebenswelt der K-Gruppen in der Bundesrepublik der 70er Jahre, Frankfurt/Main etc. 2005.

Koenens Verbindung von retrospektiver Binnensicht und distanzierter Analyse hat ihren besonderen Erkenntniswert aus dem Blick auf den Alltag der Protagonisten gewonnen.²⁶ Hier setzt Kühn an und nimmt sich vor, die verschiedenen Facetten dieses Alltags in den maoistischen Gruppen KPD (AO), KPD/ML und KBW in ihrer Hochzeit zwischen 1970 und 1980 genauer zu untersuchen. Es geht ihm um eine »Rekonstruktion der elitären Lebenswelt« ihrer Mitglieder, bei der »die Frage nach Mentalitäten und Einstellungen, nach kulturellen Prägungen und Fixierungen, nach dem Element des Imaginären im Vordergrund stehen« soll (S. 19). Dieser Ansatz ist überzeugend, denn über die Erforschung von Erfahrungen und Wahrnehmungen der Akteure dürfte den Ursachen dieser scheinbar so abwegigen Orientierung am ehesten auf die Spur zu kommen sein.²⁷

Unter den elf Kapiteln, in denen Kühn die K-Gruppen durchmustert, ragt hinsichtlich der Lebenswelt das etwa 60seitige Kapitel »Das Leben in der Partei« hervor, das eine ganze Reihe aufschlussreicher Einblicke bietet. Hier erfährt man, wie sich die Akteure von der konsumindustriellen Instrumentalisierung der Underground-Kultur absetzten, indem sie die Haare (wieder) kurz trugen, Miniröcke und Schminke ablehnten. Kühn schildert, wie einerseits Arbeitskleidung aufgewertet wurde, andererseits Sakko und Diplomatenkoffer die zwischen Effizienz und Bürokratisierung schillernde Anmutung dieser Gruppen symbolisierten. Verbindende Rituale wie die Übung »Kritik und Selbstkritik«, aber auch Konspiration, die die Gruppen nach außen hin abschottete und nach innen hin zusammenschweißte, ihr Antiintellektualismus, die Distanzierung von den »Randgruppen« als bevorzugtem Subjekt anderer Fraktionen, ihr asketischer Nimbus – dies alles unterstrich das Selbstverständnis als revolutionäre Avantgarde, das diese Subkultur von anderen Nachfolgegruppen der Studentenbewegung unterschied. Dass sie dennoch hin- und hergerissen war zwischen der Herkunft aus der antiautoritären Bewegung und der Entscheidung für den revolutionären Kampf, illustriert Kühns Blick auf die übliche Form des Gemeinschaftswohnens, das mit dem hier zugleich vertretenen Ideal der heterosexuellen Zweierbeziehung zumindest teilweise kollidierte. Wie sehr die Politik der maoistischen Avantgarde im Verhältnis zum gesamtgesellschaftlichen Wertewandel antizyklisch optierte, zeigt sich auch auf einem anderen Gebiet. Während Soziologen sich mit den Folgen der »Freizeitgesellschaft« beschäftigten und die Altersgenossen der jungen Maoisten ihre wachsenden zeitlichen Spielräume auch mit Muße und unpolitischen Vergnügungen verbrachten, reglementierten die K-Gruppen das Zeitbudget ihrer Mitglieder erheblich. Tages- und Wochenendfreizeit wurde mit politischer Aktivität gefüllt – so jedenfalls das Ideal –, Urlaub musste genehmigt werden, durfte nicht mehr als drei Wochen umfassen und sollte am liebsten durch irgendeine Art von politischem Sinn veredelt werden. Aufschlussreich ist hier etwa Kühns Darstellung der Aktivitäten eines Reisebüros der KPD/ML, die im Wesentlichen nach Albanien führten.

Weiterhin werden »Ideologie und Indoktrinierung«, Agitation, Haltung zur Gewalt, die Beziehungen zu anderen linksradikalen Gruppierungen etc. behandelt – darunter viele bisher wenig beachtete Teilbereiche wie etwa die gesamtdeutsche Politik von KPD und KPD/ML. Dabei verschiebt sich allerdings unter der Hand der Untersuchungsschwerpunkt von der Lebenswelt auf ideologische, politische und organisatorische Aspekte. Zum Teil wird diese Unschärfe durch das Quellenmaterial präformiert, das vor allem aus der

26 *Gerd Koenen*, Das rote Jahrzehnt. Unsere kleine deutsche Kulturrevolution 1967–1977, Köln 2001.

27 Das demonstriert auch die informative Arbeit von Michael Steffen über den Hamburger KB, die lebensweltliche Aspekte leider nicht explizit thematisiert, sondern durch die politikgeschichtliche Brille lediglich dann einige Einblicke in private Dimensionen ermöglicht, wenn es zu politischen Konflikten kommt – etwa im Falle der Geschlechterfrage: *Michael Steffen*, Geschichten vom Trüffelschwein. Politik und Organisation des Kommunistischen Bundes 1971 bis 1991, Berlin etc. 2002.

maoistischen Publizistik besteht und lebensweltlichen Fragen im Ansatz abweisend gegenübersteht. Eine Rekonstruktion innerer Konflikte durch stärkere Einbeziehung lebensgeschichtlicher Interviews und ungedruckten Materials könnte wohl auch eher Aufschluss über Anziehungskraft und Zerfall der maoistischen Gruppen geben als die von Kühn gewählte Totalitarismuskonzeption, die wenig erklärt. Beispiel Religion: Sicherlich ist es interessant, etwas über religionspolitische Positionen der maoistischen Gruppen zu erfahren, aber es wäre noch interessanter, diese Statements mit Haltungen der Mitgliedschaft zu korrelieren: religiöser Hintergrund der Elternhäuser, Mitgliedschaften in Kirchen und kirchlichen Gruppen, Kommunion/Konfirmation, glaubensbezogene Konflikte in der Familie, Kirchenaustritte etc. Ein genauere Blick auf Einstellungen und Praktiken der Akteure hätte Hinweise geben können, inwieweit der Säkularisierungstrend, der die ganze Gesellschaft und insbesondere die jungen Altersgruppen erfasste, hier einen besonders zugespitzten Ausdruck fand. Dass Kühn in den publizierten Äußerungen zu Religion lediglich eine Parallele zur Religionskritik des Nationalsozialismus (S. 230) sieht, hinterlässt den Leser etwas ratlos.

Die künftige Forschung wird sich noch stärker auf die Akteure einlassen müssen, um ihre Motive, Handlungen und Lebenswelten erfassen zu können. Andreas Kühn hat die Richtung angezeigt, in die es gehen muss, und erste Schneisen geschlagen. Wenn man die jungen Maoisten weniger als totalitäre Outsider sieht, sondern als Teil einer ausdifferenzierten, von sozialer Dynamik, abgebremster Reformeuphorie und politischer Konfrontation geprägten Gesellschaft, wird man besser verstehen können, wie ihre Bünde insbesondere für soziale Aufsteiger zu »bizarre[n] Talentschuppen« (S. 291) werden konnten.

Tief hinein in die kulturgeschichtlichen Kontexte ihrer Zeit, der 70er Jahre, lotet ein Compendium, das Werner Faulstich herausgegeben hat.²⁸ Es handelt sich um den dritten Band einer Reihe, die in Aufsatzform die vielfältigsten Facetten der Kulturgeschichte der Bundesrepublik nach dem Dekadenschema sichtet – inzwischen ist man bei den 80er Jahren angelangt.²⁹ Dieses Konzept hat für den Leser den Vorteil, zeitlich fokussiert einen Überblick über den Stand der Forschung zu insbesondere medialen Teilaspekten wie Fernsehen, Radio oder Werbung zu erhalten. So liefert auch der hier anzuzeigende Band über die 70er Jahre ein Kaleidoskop kultureller Felder und Genres, das zwischen Medien und Musik, Literatur und Sport schillert, wenn auch die Absicht, die westdeutsche Kultur »vollständig« (S. 7) abzuhandeln, natürlich nicht erreicht werden kann. Auffällig ist die Diskrepanz zwischen Beiträgen, die hervorragend durchgeforscht sind und ersten Annäherungen, die nicht in jedem Fall den neuesten Forschungsstand wiedergeben. Wie das hier vorgelegte Material zu interpretieren sei, bleibt im Wesentlichen dem Leser überlassen. Sicherlich ist der Eindruck des Herausgebers von einer »postmodernen« Diffusion zutreffend, doch Klagen über einen allgemeinen »Werterelativismus« (S. 13) oder die Dominanz der Wirtschaft, pauschale Aussagen wie »alles lief auseinander, und der gesellschaftliche Wertekonsens war dahin« (S. 14) überziehen einseitig bestimmte Folgen von materiellem Wohlstand, politischem Umbruch und Wertewandel. Die Aufsätze selbst bieten häufig ein differenzierteres Bild.

Wie sich Kontinuität und Wandel der Lebensstile und der Kultur zueinander verhielten, lässt sich exemplarisch aus den Kapiteln schließen, die sich mit Religion und Kinderkultur befassen. Gerhard Ringshausen skizziert in seinem Beitrag über die Veränderung der Religiosität in den 70er Jahren nicht nur die Folgen des Säkularisierungsschubs für die großen Religionsgemeinschaften, sondern widmet sich besonders den neuen Formen von Religiosität, die sich als Folge der in den 60er Jahren aufgekommenen *new sensibility*

28 Werner Faulstich (Hrsg.), Die Kultur der 70er Jahre, München 2004.

29 Ders. (Hrsg.), Die Kultur der 80er Jahre, München 2005.

unter Jugendlichen herausbildeten.³⁰ In den frühen 70er Jahren hatten die Kirchen nicht nur unter Mitgliederschwund zu leiden, sondern auch unter zunehmenden internen Konflikten.³¹ Vom »Marsch durch die Institutionen«, den Rudi Dutschke angekündigt hatte, blieben auch sie nicht verschont. Mehr noch aber gewannen gemäßigte liberale und linke Strömungen an Gewicht, die sich für soziale Belange oder Hilfsmaßnahmen für die »Dritte Welt« einsetzten. Diese innere »Polarisierung des Kirchenbildes« (S. 24) reflektierte den Wertewandel in der ganzen Gesellschaft, dem sich die Kirchenleitungen durchaus öffneten. »Tendenzen einer neuen Konfessionalisierung« (S. 27) sieht Ringshausen im Engagement kirchlicher Gruppen in den neuen sozialen Bewegungen am Ende der 70er Jahre, die aber die Erosion der Kirchen nicht aufhalten konnten. Dass die Entkirchlichung dennoch nicht mit allgemeinem Werterelativismus gleichzusetzen ist, noch nicht einmal automatisch mit Säkularisierung, zeigt das Aufkommen zahlreicher religiöser Jugendsekten seit den frühen 70er Jahren. Zu Recht verweist Ringshausen auf das in vielen Gruppen der *counterculture* zu beobachtende »irrationalistische Grundgefühl« (S. 30). Die offen religiöse Komponente dieser zum Teil dezidiert antirationalen Seite der Gegenkultur zeigte sich an der Begeisterung für indische Gurus, am Erfolg des Musicals *Jesus Christ Superstar*, dem Aufkommen der »Jesus People« und der »Kinder Gottes« seit 1971. Als Kristallisationen einer »nachchristliche[n] Psycho-Welle der Weisheit« (S. 34) deutet Ringshausen auch die weite Verbreitung fernöstlicher Lehren und Symbole wie Räucherstäbchen, Yoga, Yin und Yang. Eine dezidiert antichristliche Stoßrichtung erhielt die irrationale Strömung mit dem Wiederaufleben des Okkultismus und des *New Age*.

Dass der Liberalisierungsschub der 60er Jahre keineswegs »anything goes« bedeutete, lässt sich am Beispiel der Kinderkultur studieren, die Hans Dieter Kübler behandelt.³² Dieses Thema befindet sich im Kernbereich des Wertewandels, denn seit den mittleren 60er Jahren schon wollten die Bundesbürger ihre Kinder immer mehr zu Freiheit und Selbstständigkeit erziehen, weniger zur Unterordnung. 1973 im »Kursbuch« erwähnt, deutete der Begriff »Kinderkultur« darauf hin, dass sich alternative pädagogische und mediale Initiativen, die etwa in der Kinderladenbewegung sichtbar geworden waren, zu einem eigenständigen kulturellen Sektor verdichteten. Dabei ging man davon aus, dass Kinder einerseits bewusster als zuvor erzogen werden sollten, andererseits aber sich als freie Individuen zu entwickeln hatten. Das Fernsehen reagierte darauf seit den frühen 70er Jahren mit einer ganzen Reihe von Kindersendungen, die auf Erziehung zur Selbstständigkeit abzielten – die bekannteste war »Sesamstraße«, ausgestrahlt ab Anfang 1973. Wie diese Serie spielten auch die Bücher der gleichzeitig aufkommenden jungen Kinderbuchautoren wie Christine Nöstlinger, Peter Härtling oder Leonie Ossowski nicht mehr in künstlichen Phantasiewelten, sondern operierten dicht an der Wirklichkeit – nicht zuletzt mit der Absicht, zur Veränderung dieser Wirklichkeit zu ermuntern. In seinem informativen Aufsatz problematisiert Kübler, dass diese Art der Literatur zwar hochgelobt und mit Preisen bedacht wurde, aber jenseits dieser »Aufmerksamkeitsnische« die »überkommene Dualität zwischen ambitionierter Kinderliteratur und populären Kindermedien« (S. 72) sich weiter verstärkte. Als Beispiel für die zunehmende Medialisierung werden Kinderzeitschriften wie »Bussi Bär« (aber auch das Begleitmagazin zur Fernsehserie »Sesamstraße«) oder der Boom bespielter Tonbandkassetten à la Benjamin Blümchen und Bibi Blocksberg angeführt. Mag sein, dass diese Art standardisierter Kinderkultur mehr

30 Gerhard Ringshausen, Religion in den siebziger Jahren: Sehnsüchte, Engagement und Desinteresse, in: *Faulstich* (Hrsg.), Kultur der 70er Jahre, S. 19–36.

31 Vgl. auch Benjamin Ziemann, Zwischen sozialer Bewegung und Dienstleistung am Individuum. Katholiken und katholische Kirche im therapeutischen Jahrzehnt, in: AfS 44 (2004), S. 357–394.

32 Hans Dieter Kübler, Die eigene Welt der Kinder. Zur Entstehung von Kinderkultur und Kindermedien in den siebziger Jahren, in: ebd., S. 65–80.

Abnehmer fand als gehobene Kinderliteratur. Doch gerade in den 70er Jahren fällt auf, wie stark auch der Massenmarkt noch beeinflusst war von den emanzipatorischen Impulsen des Wertewandels. Die Tatsache, dass Programme wie »Sesamstraße« Millionen von Vorschulkindern erreichten, war ein enormer Fortschritt gegenüber den 60er Jahren. Eine Dualität hat es sicherlich gegeben, aber wie auf anderen Feldern auch blieb Kinderkultur als Massenkultur keineswegs unbeeinflusst vom Zeitgeist.

Über diese erhellenden Beiträge hinaus hat der Band viel zu bieten: von Jürgen Wilkes profundem Überblick zu den Entwicklungen bei der Tagespresse über Klaus Werneckes Vignette zu den »Freien Radios« als Versuchen der Gegenkultur, auch auf dem Rundfunkssektor das Monopol von Staat und Wirtschaft zu brechen, bis hin zu Walter Ukas instruktivem Abriss zur Geschichte des deutschen Films. Trotz des zwiespältigen Gesamteindrucks Gründe genug, zu diesem Band zu greifen, wenn man sich einen Überblick zur Kultur der 70er Jahre verschaffen will.

IV. FAZIT

Aus dem historischen Abstand schält sich deutlicher heraus, dass der in Anlehnung an amerikanische Analysen zeitgenössisch vielbeklagte »Privatismus«³³ nur sehr begrenzt die Realität der Bundesrepublik in den 50er und 60er Jahren widerspiegelte. Vielmehr zeigt sich, dass neuartige Strömungen und kulturelle Felder entstanden, die mit dem herkömmlichen Schema politischer Partizipation – Menschen schließen sich in Parteien und Verbänden zusammen, um ihre Ansichten zu artikulieren und im parlamentarisch-repräsentativen Rahmen zu verbindlichen Normen zu erheben – nicht zu erfassen sind. Vielmehr brachen »privatistische Bewegungen«³⁴ dieses starre Schema von unten her auf, nutzten die neuartigen Artikulationsmöglichkeiten der sprunghaft erweiterten Öffentlichkeit und implantierten so der Gesellschaft ein weniger »formalisiertes« und stärker »informalisiertes« (Norbert Elias) System von politischen und kulturellen Normen. Ein wesentlicher Mechanismus, der zu dem grundlegenden Wandel im Selbstverständnis der Westdeutschen führte, war die kontroverse Thematisierung privater Lebensverhältnisse und Alltagsprobleme unter demokratischen Vorzeichen.³⁵ Zum Verständnis gesellschaftlicher Transformationen ist es unabdingbar, den Wandel »unpolitischer« Felder zu explorieren und auf Politisierungseffekte hin zu untersuchen. Dabei sollte nicht *per se* eine Politisierung des Alltags unterstellt, sondern offen nach dem Verhältnis von »Privatem« und »Politischem« gefragt werden. Dass Themen der privaten Lebensführung öffentlich kommuniziert wurden, war ein zentrales Merkmal der Demokratisierung, aber von ebenso starker politischer Bedeutung war auch, dass der private Bereich – anders als in diktatorischen Regimes – vor dem Zugriff der Politik geschützt werden konnte. Gerade weil sich die öffentliche Meinung zum erwünschten Stand dieses Spannungsverhältnisses ständig verschob, bietet sich hier ein hervorragender Ansatzpunkt für die künftige Forschung.

33 David Riesman, *The Lonely Crowd. A Study of the Changing American Character*, New Haven 1950.

34 Helmut Kentler, »Subkulturen« von Jugendlichen, in: *Deutsche Jugend* 12 (1964), S. 403–412, hier: S. 409.

35 Dazu schon früh erhellend die Diskussion aus geschlechtergeschichtlicher Perspektive, exemplarisch: Karin Hausen, *Öffentlichkeit und Privatheit. Gesellschaftspolitische Konstruktionen und die Geschichte der Geschlechterbeziehungen*, in: *Dies./Heide Wunder* (Hrsg.), *Frauengeschichte – Geschlechtergeschichte*, Frankfurt/Main 1992, S. 81–88 u. 99–118; Monika Bernold/Andrea Ellmeier, *Konsum, Politik und Geschlecht. Zur »Feminisierung« von Öffentlichkeit als Strategie und Paradox*, in: *Hannes Siegrist/Hartmut Kaelble/Jürgen Kocka* (Hrsg.), *Europäische Konsumgeschichte. Zur Gesellschafts- und Kulturgeschichte des Konsums* (18. bis 20. Jahrhundert), Frankfurt/Main/New York 1997, S. 441–466.

Hans Jochen Vogel

Von »Wende« zu »Wende«

Helmut Kohls Erinnerungen 1982–1990 aus der Sicht seines politischen Gegenspielers

Helmut Kohl hat schon zu Lebzeiten seinen Platz in der Geschichte unseres Landes. Er gebührt ihm für seine Mitwirkung am Zustandekommen der deutschen Einheit. Und für sein Engagement für den Fortgang der europäischen Einigung. Beides konstatiere ich als einer, der ihm in den Jahren 1983 bis 1991 als Vorsitzender der SPD-Bundestagsfraktion immer wieder kritisch gegenüber stand und ihm oft genug Fehlentscheidungen, Irrtümer und Widersprüche vorzuhalten hatte. Aber das ändert nichts daran, dass er in den beiden genannten Zusammenhängen bleibende Anerkennung verdient. Die gebührt ihm übrigens – um ein konkretes Beispiel zu nennen – in besonderem Maße auch für die Rede, die er am 19. Dezember 1989 vor der Ruine der Frauenkirche in Dresden gehalten hat. War sie doch in einer überaus schwierigen Situation wegen ihrer Sensibilität und ihrer Besonnenheit ein wichtiger Beitrag zum friedlichen Ablauf des damaligen Geschehens. Ähnliches gilt für die 10-Punkte-Erklärung in der Sitzung des Deutschen Bundestags vom 28. November 1989, in der er von der Schaffung konföderativer Strukturen zwischen der Bundesrepublik und der DDR mit dem Ziel einer Föderation sprach. Die Erwähnung der Tatsache, dass ich in derselben Sitzung für die SPD-Bundestagsfraktion in einem 5-Punkte-Programm im Ergebnis bereits dasselbe erklärt hatte, hätte übrigens die Bedeutung seines Schrittes nicht gemindert.

Auf diesem Hintergrund hätte man Erinnerungen erwarten können, die das politische Geschehen in jenen Jahren mit einer gewissen Distanz reflektieren, nicht alle Schlachten ein weiteres Mal schlagen, anderen Akteuren mit Fairness begegnen und vielleicht sogar einen Hauch von Selbstironie erkennen lassen.¹ Auch zusätzliche Informationen über bislang unbekannte Details hätte man sich erhoffen können. Leider werden solche Erwartungen weitgehend enttäuscht.

Gewiss: Man erfährt einiges über den Inhalt von Vier-Augen-Gesprächen oder über Äußerungen, die bei internationalen Begegnungen unter Ausschluss der Öffentlichkeit gefallen sind. Die Ablehnung der deutschen Einheit durch Frau Thatcher und auch die Widersprüchlichkeit, mit der Mitterrand in den Monaten nach dem Mauerfall zunächst agierte, werden so fassbarer. Aber zu oft stößt man in dem Buch auf Zitate und Auszüge aus Kohls eigenen Reden. Und auch die Stimmergebnisse, mit denen er jeweils auf den Parteitag wieder zum Vorsitzenden der Union gewählt worden ist, nehmen viel Platz ein. Das lässt erkennen, was ihm auch heute noch wichtig erscheint. Neuigkeitswert können diese Wiederholungen indes nicht beanspruchen.

Ansonsten folgen die Erinnerungen einem einfachen Grundgedanken. Der lautet: Alles Gute in den Jahren 1982 bis 1990 ist von ihm bewirkt worden. Seine Gegner haben sich, auch rückblickend betrachtet, nicht nur konstant geirrt, sondern aus bösem Willen zum Nachteil des Gemeinwesens gehandelt, zumindest aber getrickst und die Menschen getäuscht und ihm gegenüber immer wieder die Regeln des politischen Anstands verletzt.

So erscheint die deutsche Einheit bei Kohl primär als eine Folge der westlichen Raketensstationierung Mitte der achtziger Jahre, die ohne die von ihm herbeigeführte Zustimmung des Deutschen Bundestages zur Stationierung nicht möglich gewesen wäre. Zwar

1 *Helmut Kohl*, Erinnerungen 1982-1990, Droemer Verlag, München 2005, 1088 S., geb., 29,90 €.

gibt er zu, dass er zu diesem Zeitpunkt und noch in den ersten Monaten des Jahres 1989 das, was dann geschah, ebenso wenig vorausgesehen habe wie nahezu alle politisch Verantwortlichen in und außerhalb der Bundesrepublik. Aber davon, dass die Brandt'sche Ostpolitik und insbesondere der dadurch ausgelöste Helsinki-Prozess wesentliche Voraussetzungen für die Entwicklungen waren, die dann eingetreten sind, ist keine Rede. Und davon, dass die Union mit seiner Unterstützung einen Beschluss des Bundestags herbeiführen wollte, der Helmut Schmidt die Unterzeichnung der Schlussakte von Helsinki verboten hätte, auch nicht. Das ist um so erstaunlicher, als er mehrfach die Bedeutung des Helsinki-Prozesses hervorhebt und seine Regierung ja de facto die Ost- und Deutschland-Politik der sozial-liberalen Koalition fortgesetzt und mit den Milliardenkrediten an die DDR und der Art und Weise, wie der Staatsbesuch Honeckers im September 1987 in Bonn vor sich ging, eher noch akzentuiert hat. Man braucht sich nur vorzustellen, wie sich die Union geäußert hätte, wenn beides unter sozialdemokratischer Verantwortung geschehen wäre.

Überhaupt lässt Kohl an der Sozialdemokratie kaum ein gutes Haar. Sie habe ihm 1982 eine schwere Erblast hinterlassen, sei in der Folge ohne Konzept gewesen, habe sich von den Grünen ins Schlepptau nehmen lassen; bei der sowjetischen Führung und den Spitzen der DDR habe sie sich in »kumpelhafter Weise« angebiedert und in Gestalt des von ihrer Grundwertekommission und der Akademie für Gesellschaftswissenschaft beim ZK der SED erarbeiteten Textes »Der Streit der Ideologien und die gemeinsame Sicherheit« ein »unsägliches Machwerk« vorgelegt – schreibt er auch 20 Jahre danach unter anderem. Auch habe sie die gemeinsame Staatsangehörigkeit aller Deutschen aufgeben wollen. Das ist ziemlich starker Tobak.

In Wahrheit war die Verschuldung des Bundes 1990 annähernd doppelt so hoch wie 1982 und die Arbeitslosigkeit in diesem Zeitraum keineswegs gesunken. Gegenüber den Grünen betrieb die Sozialdemokratie eine Politik der Vernunft, die diese schließlich dazu brachte, konkrete Verantwortung für das Gemeinwesen zu übernehmen. Die Zahl der Unionsbesucher und ihrer Kontakte in Ost-Berlin und auf der Leipziger Messe waren keinesfalls geringer als die der sozialdemokratischen Besucher. Und niemand aus der sozialdemokratischen Führungsebene erreicht jemals den Grad an inniger Vertrautheit, wie ihn Franz-Josef Strauß bei mindestens 23 Treffen – zum Teil in seiner Privatwohnung – mit Herrn Schalck-Golodkowski praktizierte. Wer will, kann das sogar in den Straußschen Erinnerungen im Detail nachlesen.

Das sogenannte »Machwerk« schließlich enthielt nicht weniger als die Preisgabe ihres absoluten Wahrheitsanspruches durch die SED und wurde schon deshalb von vielen Bürgerrechtlern als Argumentationshilfe in der Auseinandersetzung mit der SED verwendet. Zur Staatsangehörigkeitsfrage habe ich Honecker wiederholt klar gemacht, dass sie im Grundgesetz geregelt sei. Wir könnten die Staatsangehörigkeit der DDR deshalb nur in dem Sinne respektieren, dass keinem DDR-Bürger unsere Staatsangehörigkeit aufgenötigt würde. Jeder könne sich aber jederzeit auf sie berufen. Den Terminus »respektieren« benutzte Herr Schäuble übrigens gegenüber der DDR-Führung 1986 in ganz ähnlicher Weise.

Es ist schwer zu verstehen, warum diese längst widerlegten Vorwürfe hier noch einmal aufgewärmt werden. Statt dessen wäre wohl ein Hinweis auf und eine Erklärung für die Tatsache am Platze gewesen, dass zwar die SPD-Bundestagsfraktion einmütig für den Einigungsvertrag votierte, 13 Mitglieder der Unionsfraktion ihn jedoch ablehnten.

Die Linie, er habe in aller Regel Recht gehabt, verfolgt er auch bei der Beurteilung seiner eigenen Parteifreunde. Bei denen, die ihm widersprachen oder sich ihm gar widersetzen, sogar mit einer Schärfe, die auch nicht einen Hauch von Altersmilde spüren lässt. Bei Heiner Geißler und Franz-Josef Strauß kann man das noch einigermaßen begreifen. Immerhin war der eine der auf seinen Vorschlag gewählte Generalsekretär, der ihn dennoch

1989 zumindest als Parteivorsitzenden abgelöst wissen wollte. Und der andere ein Konkurrent, der sich stets für den besseren und effektiveren Politiker gehalten und daraus nie ein Hehl gemacht hat. Wie er ihn dennoch mehr und mehr auf Bayern beschränkte und von wirklicher Einflussnahme auf die Bundespolitik fernhielt, wird bis heute zu Recht als eine taktische Meisterleistung Kohls angesehen.

Weniger verständlich sind die Auslassungen über Norbert Blüm, Lothar Späth, Rita Süßmuth und Rainer Barzel. Sie sind in einer Weise verletzend und herabsetzend, die auch durch einzelne positive Bemerkungen nicht ausgeglichen werden. Für manche stellt sich schon hier die Frage der politischen Kultur. Sie stellt sich erst recht hinsichtlich dessen, was Kohl über Richard von Weizsäcker schreibt. Das läuft geradezu auf den Versuch hinaus, einen Mann als charakterlosen Opportunisten erscheinen zu lassen, der zu Recht auf Grund seiner Amtsführung als Bundespräsident in unserem Land höchstes Ansehen genießt. Und das insbesondere auf Grund von Eigenschaften und Fähigkeiten, die Kohl nur in geringerem Maße zu Gebote standen.

Noch einem anderen macht er den Vorwurf der Charakterlosigkeit, nämlich Johannes Rau. Das ist – milde ausgedrückt – eine Entgleisung besonderer Art. Zu Recht ist von allen Seiten aus Anlass seines Todes gerade die Charakterfestigkeit dieses Mannes hervorgehoben worden. Ich selber komme, verglichen mit solchen Ausfällen, noch einigermaßen glimpflich davon. Denn nach einigen positiven Bemerkungen werde ich – nur – als Opportunist beschrieben, der immer dort anzutreffen sei, »wo sich Mehrheiten versammelten«. Das klingt einigermaßen erstaunlich aus dem Mund eines Mannes, der selbst wahrlich immer Mehrheiten im Auge hatte.

Insgesamt bietet das Buch ein getreues Abbild der Stärken und der Schwächen Helmut Kohls. Unter diesem Gesichtswinkel lohnt sich die Lektüre der 1.133 Seiten.²

² Noch ein kleiner Hinweis des »Oberlehrers«: Der im März 1983 zum Vizepräsidenten des Bundestags gewählte FDP-Politiker hieß nicht Wurps, sondern Wurbs.

